CY Cergy Paris Université

ÉCOLE DOCTORALE N° 628 ARTS, HUMANITÉS, SCIENCES SOCIALES

UMR 9022 Héritages

Thèse de doctorat

Études Hispanophones

Wendy DEVILLIERS

QUE RESTE-T-IL DE « L'ESPRIT 15-M » ?

L'ENGAGEMENT POLITIQUE ET CITOYEN DES JEUNES DANS LES UNIVERSITÉS PUBLIQUES MADRILÈNES



Sous la direction de Mme Isabelle PRAT

Thèse présentée et soutenue à Cergy, le 09 décembre 2022.

Composition du jury (par ordre alphabétique) :

- **Jaime CÉSPEDES**, Maître de Conférences, Habilité à Diriger des Recherches, Université d'Artois (Rapporteur).
- **Pierre Paul GREGORIO**, Professeur des Universités, Université de Bourgogne (Président du jury).
- **Manuelle PELOILLE**, Professeure des Universités, Université d'Angers (Rapporteuse).
- **Isabelle PRAT**, Professeure des Universités, CY Cergy Paris Université (Directrice).
- **Carole VIÑALS**, Maîtresse de Conférences, Habilitée à Diriger des Recherches, Université de Lille (Examinatrice).

En couverture : Photo de l'auteure prise lors d'une manifestation étudiante contre les violences machistes. Université Complutense de Madrid, Campus de Somosaguas, 25 novembre 2019.

A mi abuela Rosa.

Remerciements

Caminante, no hay camino,
se hace camino al andar[1].

En tant que doctorants, nous commençons toujours par marcher sur les pas de nos prédécesseurs, puis, nous apprenons à tracer notre propre chemin pour tenter de laisser une empreinte, une contribution aussi infime soit-elle, dans le monde fascinant de la recherche. Le parcours pour réaliser une thèse est bien souvent difficile, jonché d'obstacles et de doutes mais aussi plein de bonnes surprises, de belles rencontres et de découvertes enrichissantes. Bien que le doctorat soit une aventure assez solitaire, il serait bien difficile, voire quasi-impossible, de parvenir jusqu'à la ligne d'arrivée sans le soutien, les conseils et la bienveillance de ceux qui nous accompagnent dans ce périple.

Je tiens tout d'abord à exprimer ma plus profonde gratitude à ma directrice de thèse, Isabelle Prat, pour avoir mis tout en œuvre afin que je fasse bonne route et que je puisse effectuer mes recherches dans les meilleures conditions. Je ne la remercierai jamais assez pour ses précieux conseils et pour le temps qu'elle a consacré à me relire, à échanger avec moi, à trouver des pistes d'approfondissement pour améliorer mes travaux et à me guider dans la réalisation de ma thèse.

Je souhaite également remercier Madame Manuelle Peloille, Madame Carole Viñals, Monsieur Jaime Céspedes et Monsieur Pierre Paul Gregorio d'avoir accepté de faire partie du jury de cette thèse et de me faire bénéficier de leurs savoirs et de leurs expériences lors de nos échanges autour de mes travaux de recherche.

Je remercie les différentes associations universitaires à Madrid qui m'ont ouvert leurs portes en me faisant découvrir leurs activités. Un immense merci à tous les étudiants qui ont accepté d'enrichir mes pas de chercheuse avec leurs propres itinéraires personnels, leurs opinions politiques et leurs réalités quotidiennes. Je n'oublierai jamais nos échanges.

Un immense merci à mes amis, à ma famille, à tous ceux qui, de près ou de loin, n'ont cessé de croire en moi et en cette thèse. Merci à mes copains du lycée Louis Jouvet d'avoir rendu les dernières années de mon voyage plus agréables, de m'avoir fait rire aux larmes et de

[1] MACHADO Antonio, «Proverbios y cantares. XXIX», in *Campos de Castilla [1912]*, Madrid, Espasa, 1999.

m’avoir rabrouée lorsque je remettais en doute mes capacités. Merci à Hélène de me connaître si bien depuis toutes ces années, d’avoir applaudi mes réussites et de m’avoir aidée à relativiser mes galères. Un immense merci à Alexandre, qui m’a énormément aidée en me faisant part de ses conseils, en relisant une très grande partie de mon travail avec une minutie que je n’aurai probablement jamais, et en compatissant à mes affres de doctorante, qui lui sont familières en tant que jeune docteur.

Merci à María de m’avoir accueillie comme sa fille pendant mes travaux de terrain. Merci à mon oncle Antonio et à ma tante Nieves d’avoir suivi assidument et avec intérêt tout mon parcours. *Muchísimas gracias* pour l’affection qu’ils me portent, pour les *churros*, les *cocidos*, et toutes les discussions politiques (parfois animées) autour de la table. Merci à mon père de m’avoir appris à toujours voir le côté positif des choses et à croire en moi. Je souhaite aussi exprimer toute ma reconnaissance envers les femmes de ma vie : mes grands-mères, ces étoiles qui guident mes pas dans la nuit, ma mère et ma sœur. Elles ont été des sources intarissables d’inspiration et d’énergie et sont toujours restées à mes côtés, par leur présence ou par la pensée.

Enfin, je souhaite dédier cette thèse à mon compagnon de vie, mon compagnon de route. Il a toujours su trouver les mots pour me donner la force d’avancer, y compris dans les moments où je ne voulais rien faire d’autre que rebrousser chemin. « Merci » est un mot bien trop faible pour rendre hommage à sa patience, à sa tendresse et à son soutien si précieux pendant toutes ces années.

Note préliminaire

Les traductions des citations en anglais ont été réalisées par nos soins, nous assumons donc toutes les imprécisions, erreurs ou maladresses éventuelles.

Dans le but de conserver l'anonymat des personnes interrogées lors de nos enquêtes de terrain, nous avons fait le choix de ne pas préciser leurs noms de famille. Tous les enquêtés ont néanmoins donné leur accord pour utiliser leurs prénoms dans nos travaux et partager certaines informations biographiques. Ces dernières sont regroupées dans l'Annexe n° 5 afin que le lecteur puisse s'y référer au moment d'aborder un ou plusieurs extraits d'entretiens. Lorsque deux personnes portent le même prénom, celles-ci sont différenciées par les lettres A et B.

Les âges indiqués et les parcours d'études suivis par les enquêtés sont ceux indiqués lors des entretiens. Il est possible que la situation de l'un ou de plusieurs individus interrogés ait changé au moment de la publication de la présente thèse.

Certains articles de presse ne permettent pas d'identifier leurs auteurs lorsque ces derniers n'ont pas signé de leurs noms complets. Nous avons tenté au mieux de les préciser systématiquement.

Sigles et abréviations

8-M :	Référence à la grève féministe du 8 mars 2018
15-M :	Référence au mouvement social du 15 mai 2011
AEM :	Acción Estudiantil Madrid
CCAA :	Comunidades Autónomas
CGPJ :	Consejo General del Poder Judicial
CIS :	Centro de Investigaciones Sociológicas
CREUP :	Coordinadora de Representantes de Estudiantes de Universidades Públicas
CRUE :	Conferencia de Rectores de las Universidades Españolas
ERC :	Esquerra Republicana de Catalunya
ERTE :	Expediente de Regulación Temporal de Empleo
FP :	Formación Profesional
INE :	Instituto Nacional de Estadística
LOMCE :	Ley Orgánica para la Mejora de la Calidad Educativa
LOPSC :	Ley Orgánica de Protección de la Seguridad Ciudadana
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PACMA :	Partido Animalista Contra el Maltrato Animal
PAH :	Plataforma de Afectados por la Hipoteca
PAU :	Pruebas de Acceso a la Universidad
PCE :	Partido Comunista de España
PDeCAT :	Partit Demòcrata Europeu Català
PFE :	Partido Feminista de España
PP :	Partido Popular
PSOE :	Partido Socialista Obrero Español
TC :	Tribunal Constitucional
TIC :	Technologies de l'Information et de la Communication
UAM :	Universidad Autónoma de Madrid
UC3M :	Universidad Carlos III de Madrid
UCM :	Universidad Complutense de Madrid
UNED :	Universidad Nacional de Educación a Distancia
UPM :	Universidad Politécnica de Madrid
URJC :	Universidad Rey Juan Carlos

Résumé

En un peu plus d'une décennie, l'Espagne a connu une série de crises, à échelle nationale comme internationale, liées à un contexte économique, politique et social instable. Ceci a conduit à un ensemble de transformations, issues principalement d'une remise en question par le peuple des modèles établis. L'irruption d'un mouvement social fort tel que le 15-M, l'apparition de nouveaux partis politiques et le renforcement des mouvements féministe et écologiste sont autant d'éléments qui nous invitent à nous interroger sur la place de la jeunesse dans ces transformations sociétales, et en particulier de la communauté étudiante, bien souvent au cœur de la mobilisation collective.

Les étudiants issus des générations Y et Z ont grandi au milieu de cette période de crises successives, ce qui semble avoir contribué à forger leur esprit critique ainsi qu'à les rendre acteurs d'une forme plus visible de mobilisation collective. La crise sanitaire de 2020 vient perturber une fois de plus l'ensemble des paramètres économiques, politiques et sociaux du pays, contraignant le milieu étudiant à faire face à de nouvelles difficultés, tout en leur donnant une opportunité de réinventer une forme de militantisme plus connectée, grâce à l'utilisation des réseaux sociaux. Ces derniers sont devenus des espaces d'interactions et de revendications indispensables dans le débat politique, tout comme dans l'organisation de mobilisations ou d'activités en lien avec des collectifs nationaux, internationaux, ou encore des associations étudiantes. Depuis le mouvement social du 15-M, la jeunesse semble donc délaisser les structures « traditionnelles » du militantisme telles que les partis politiques ou les syndicats, non plus par manque de convictions, mais au profit d'organisations associatives ou de mouvements sociaux à échelle mondiale.

Dans ce contexte, le milieu universitaire et les organisations étudiantes qui en articulent les activités en-dehors des enseignements peuvent devenir des piliers importants de la participation citoyenne et des mouvements sociaux chez les jeunes. Bien que de nombreuses villes aient été le théâtre de ces élans de militantisme citoyen, Madrid reste l'exemple le plus visible, à la fois en raison de sa forte médiatisation et de son rôle de laboratoire d'initiatives démocratiques. Le sentiment d'abandon éprouvé par les jeunes à l'égard de la classe dirigeante a rapidement fait place à de la colère et à une volonté de trouver une alternative politique viable. Au moment des élections, les candidats doivent redoubler d'efforts pour

attirer cet électorat de plus en plus exigeant, qui semble se lasser rapidement et éprouver un besoin d'être représenté par des personnalités qui lui ressemblent.

Notre travail consiste à déterminer dans quelle mesure les revendications portées par les différentes formes d'action collective issues du milieu étudiant contribuent à modeler le panorama politique et social espagnol. Il s'agira tout d'abord de démontrer que le milieu étudiant est un catalyseur de critique à l'égard de la classe politique, devenu plus visible grâce aux mobilisations massives du mouvement social du 15-M. Nous analyserons ensuite le rôle des revendications et de la mobilisation de la jeunesse étudiante dans la diversification des partis politiques. Enfin, nous évaluerons les perspectives de la mobilisation étudiante dans ce panorama politique et social en pleine transformation, à travers l'exemple des associations universitaires.

Mots-clés : Espagne, étudiants, politique, militantisme, associations, participation citoyenne.

Abstract

In a bit more than a decade, Spain has experienced a series of crises, both national and international, linked to an unstable economic, political and social context. This has led to a series of transformations, mainly as a result of the people questioning established models. The emergence of a strong social movement such as the 15-M, the appearance of new political parties and the strengthening of the feminist and environmental movements are all elements that invite us to question the place of youth in these societal transformations, and in particular the student community, which is often at the heart of the collective mobilization.

The generations Y and Z's students have grown up in the midst of this period of successive crises, which seems to have contributed to forging their critical spirit as well as making them actors in a more visible form of collective mobilization. The health crisis of 2020 has once again disrupted the economic, political and social parameters of the country, forcing the student community to face new difficulties, while at the same time giving them an opportunity to reinvent a more connected form of activism, through the use of social networks. The latter have become spaces for interaction and demands that are indispensable in the political debate, as well as in the organization of mobilizations or activities in connection with national and international collectives or student associations. Since the 15-M social movement, young people seem to be abandoning the "traditional" structures of militancy such as political parties or trade unions, not because of a lack of convictions, but in favor of associative organizations or social movements on a global scale.

In this context, the university environment and the student organizations that articulate its activities outside the classroom can become important pillars of youth civic participation and social movements. Although many cities have been the scene of such citizen activism, Madrid remains the most visible example, both because of its high media profile and its role as a laboratory for democratic initiatives. The feeling of abandonment by young people towards the ruling class quickly gave way to anger and a desire to find a viable political alternative. At election time, candidates must redouble their efforts to attract the young electorate, which seems to be rapidly tiring and in need of representation by like-minded individuals.

Our work consists in determining to what extent the demands made by the different forms of collective action that have emerged from the student community are contributing to shape the Spanish political and social panorama. Firstly, we will demonstrate that the student

sector is a catalyst for criticism of the political class, which has become more visible thanks to the massive mobilizations of the 15-M social movement. Secondly, we will analyze the role of the demands and mobilization of student youth in the diversification of political parties. Finally, we will evaluate the perspectives of student mobilization in this political and social panorama in full transformation, through the example of university associations.

Keywords: Spain, students, politics, activism, associations, Citizen participation.

Resumen

En un poco más de una década, España ha vivido una serie de crisis, tanto nacionales como internacionales, vinculadas con un contexto económico, político y social inestable. Ello ha dado lugar a una serie de transformaciones, debidas principalmente al hecho de que la ciudadanía cuestione los modelos establecidos. El surgimiento de un movimiento social fuerte como el 15-M, la aparición de nuevos partidos políticos y el fortalecimiento de los movimientos feministas y ecologistas son elementos que invitan a interrogarse sobre el papel de los jóvenes en estas transformaciones de la sociedad, y en particular el de la comunidad estudiantil, que a menudo está en el centro de la movilización colectiva.

Los jóvenes universitarios de las generaciones Y y Z ha crecido en medio de este período de crisis sucesivas, lo que parece haber contribuido a forjar cierto espíritu crítico, así como a convertirlos en actores de una forma más visible de movilización colectiva. La crisis sanitaria de 2020 volvió a trastocar los parámetros económicos, políticos y sociales del país, obligando a la comunidad estudiantil a enfrentarse a nuevas dificultades, a la vez que les dio la oportunidad de reinventar una forma de activismo más conectada mediante el uso de las redes sociales. Estos últimos se han convertido en espacios de interacción y reivindicación indispensables en el debate político, así como en la organización de movilizaciones o actividades en relación con colectivos nacionales e internacionales o asociaciones estudiantiles. Desde el movimiento social del 15-M, los jóvenes parecen abandonar las estructuras "tradicionales" de la militancia, como los partidos políticos o los sindicatos, no por falta de convicciones, sino en favor de las organizaciones asociativas o los movimientos sociales a escala mundial.

En este contexto, el entorno universitario y las organizaciones estudiantiles que articulan sus actividades fuera de las aulas pueden convertirse en importantes pilares de la participación cívica de los jóvenes y de los movimientos sociales. Aunque muchas ciudades han sido escenario de este tipo de activismo ciudadano, Madrid sigue siendo el ejemplo más visible, tanto por su alto perfil mediático como por su papel de laboratorio de iniciativas democráticas. El sentimiento de abandono de los jóvenes hacia la clase dirigente dio paso rápidamente a la ira y al deseo de encontrar una alternativa política viable. En época de elecciones, los candidatos deben redoblar sus esfuerzos para atraer al electorado joven, que parece cansarse rápidamente y necesitar ser representado por personas afines.

Nuestro trabajo consiste en determinar en qué medida las reivindicaciones de las distintas formas de acción colectiva surgidas del ámbito estudiantil están contribuyendo a configurar el panorama político y social español. En primer lugar, demostraremos que el medio estudiantil es un catalizador de la crítica a la clase política, que se ha hecho más visible gracias a las movilizaciones masivas del movimiento social 15-M. En segundo lugar, analizaremos el papel de las reivindicaciones y la movilización de la juventud estudiantil en la diversificación de los partidos políticos. Por último, evaluaremos las perspectivas de la movilización estudiantil en este panorama político y social en plena transformación, a través del ejemplo de las asociaciones universitarias.

Palabras claves: España, estudiantes, política, activismo, asociaciones, participación ciudadana.

INTRODUCTION

Comprendre l'évolution de l'action collective à travers la jeunesse étudiante

En Espagne comme dans le monde, « l'action collective » permet au peuple de faire entendre sa voix au-delà des suffrages. Bien souvent, les « jeunes » forment la première ligne des mobilisations et portent des revendications révélatrices de leurs plus grandes préoccupations. Parmi eux, les « étudiants » semblent former un groupe particulièrement actif, reflet de l'effervescence intellectuelle et de « l'engagement » du milieu universitaire dans la société. Les « générations » de « jeunes » se succèdent, partagent des caractéristiques communes, sans pour autant adopter exactement les mêmes « codes ». Ainsi, « l'action collective » semble évoluer au rythme des « générations », tout comme la « jeunesse étudiante », dont la nature de « l'engagement » varie en fonction du contexte politique, économique et social du pays.

L'action collective se caractérise par un ensemble de processus et de pratiques impulsées par des organisations sociales qui cherchent à avoir une influence sur la vie économique et sociale du pays et agissent de façon autonome[2]. Les sociétés occidentales sont mues par des revendications populaires de plus en plus structurées par des organisations collectives qui articulent leurs actions et s'insèrent dans ce que l'on appelle les « Nouveaux Mouvements Sociaux »[3].

Apparus dans les années 1960, principalement en France et aux États-Unis[4], ces « Nouveaux Mouvements Sociaux » se distinguent des mouvements sociaux traditionnels par la pluralité des profils sociologiques des militants et des causes qu'ils défendent. En effet, dans les sociétés industrielles, le militantisme s'apparentait à une lutte de classes opposant souvent le capital au travail. En revanche, dans les sociétés postindustrielles, le mouvement social ne se

[2] FERRET Jérôme, *Crisis social, movimientos y sociedad en España hoy*, Zaragoza, Sibirana, 2016; CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007 ; CASTELLS Manuel (Traduit du catalan par Carmen Martinez Gimeno), *La era de la información : Economía, sociedad y cultura. Vol.2: El poder de la identidad*, Madrid, Siglo XXI, 2003.

[3] NEVEU Érik, « V. De "nouveaux" mouvements sociaux ? », in NEVEU Érik (éd.), *Sociologie des mouvements sociaux [1996]*, Paris, La Découverte, 2019, p. 58-69.

[4] L'activisme développé dans les sociétés occidentales entre 1960 et 1970 a permis à l'action collective d'occuper une place grandissante sur le plan politique, jusqu'à influencer certaines institutions et décisions prises par les dirigeants. Sur la question, voir INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution, Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

limite pas uniquement à faire pression sur les détenteurs du capital[5]. Doté d'une portée idéologique souvent marquée, il se construit autour de la solidarité entre les militants d'un même mouvement, d'une absence de hiérarchisation des participants et d'une certaine hostilité à l'égard d'un ou plusieurs « ennemis communs », comme par exemple les banques, la classe politique, les grandes entreprises, ou encore le fascisme et le capitalisme[6].

L'intérêt pour ces « Nouveaux Mouvements Sociaux » en Espagne est visible à partir des années 1990, en particulier grâce aux travaux des philosophes politiques Francisco Fernández Buey et Jorge Riechmann[7], sur les mouvements sociaux liés au courant altermondialiste. Dans ces ouvrages au caractère politique manifeste, ces auteurs soulignent la nécessité des citoyens de s'organiser pour élaborer et défendre un nouveau système éloigné du libéralisme. Dans la lignée de ses ouvrages co-écrits avec Jorge Riechmann, Francisco Fernández Buey va jusqu'à défendre les bienfaits politiques et éthiques de la désobéissance civile[8], à l'instar de Stéphane Hessel en France par exemple[9]. Inspiré de ces ouvrages, le 15-M n'a été que le début d'une série de protestations issues de tout un ensemble de professions et de groupes sociaux[10]. Les travaux autour du mouvement social du 15-M sont très nombreux, en raison notamment du caractère inédit d'une telle mobilisation populaire en Espagne[11]. Parmi cet ensemble de

[5] TOURAINE Alain, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
[6] IBARRA Pedro *et al.*, *Creadores de democracia radical. Movimientos sociales y redes de políticas públicas*, Barcelone, Icaria, 2002; LARAÑA Enrique, GUSFIELD Joseph, *Los nuevos movimientos sociales. De la ideología a la cultura*, Madrid, CIS, 1994.
[7] FERNÁNDEZ BUEY Francisco, RIECHMANN Jorge, *Redes que dan libertad. Introducción a los nuevos movimientos sociales*, Barcelone, Paidós, 1995.
[8] FERNÁNDEZ BUEY Francisco, *Discursos para insumisos discretos*, Madrid, Libertarias, 1993 et du même auteur, *Guía para una globalización alternativa*, Barcelone, Ediciones B, 2005.
[9] HESSEL Stéphane, CROSSMAN Sylvie, BAROU Jean-Pierre, *Indignez-vous !*, Montpellier, Indigène, 2011.
[10] CRUELLS Marta, IBARRA Pedro, *La democracia del futuro. Del 15M a la emergencia de una sociedad civil viva*, Barcelone, Icaria, 2013.
[11] Nous proposons ici une série non exhaustive de travaux. En Sociologie, citons par exemple les contributions suivantes : ALBERICH Tomás, *Desde las asociaciones de vecinos al 15M y las mareas ciudadanas: breve historia de los movimientos sociales*, Madrid, Dyckinson, 2016; TEJERINA Benjamín, PERUGORRÍA Ignacia, *Crisis and social mobilization in contemporary Spain: the 15M movement*, Londres, Routledge, 2018; CHAVERO Palmira, «La imagen construida del 15M: nuevas y tradicionales formas de comunicación», in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología*, *Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 1159-1168; CALVO Kerman, GÓMEZ-PASTRANA Teresa, MENA Luis, « Movimiento 15M: ¿quiénes son y qué reivindican? », in *Zoom Político: Especial 15M*, n° 4, 2011, p. 4-17. En Sciences Politiques, de nombreux travaux ont analysé l'impact du 15-M dans le renouveau de la démocratie espagnole. Citons par exemple : BRIEGER Pedro, *La encrucijada española: del 15-M a la disputa por el poder*, Madrid, Clave Intelectual, 2015; CALLEJA LÓPEZ Antonio, MARÍN MIRÓ Óscar, *Tecnopolítica y 15M: la potencia de las multitudes conectadas: un estudio sobre la gestación y explosión del 15M*, Barcelone, Editorial UOC, 2015; CANO CUENCA Germán, *Fuerzas de flaqueza: nuevas gramáticas políticas, del 15M a Podemos*, Madrid, Catarata, 2015; OVEJERO LUCAS Félix, *¿Idiotas o ciudadanos?: el 15-M y la teoría de la democracia*, Barcelone, Montesinos, 2013; ENTINE Gabriel, MOISSAND Jeanne (eds.), *Débats autour du 15M. Républicanisme, démocratie et participation politique*, Paris, La Vie des Idées, 2011; MONGE LASIERRA Cristina, *15M: un movimiento político para democratizar la sociedad*, Saragosse, Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2017.

sources riches, les travaux du politologue espagnol Carlos Taibo, spécialiste de la démocratie participative et ancien professeur en Sciences Politiques à l'université Autónoma de Madrid, ont retenu notre attention, car ils offrent une analyse théorique très complète des différents aspects du 15-M et de son impact dans la société espagnole, tout en donnant la parole à de nombreux acteurs de ce mouvement social à travers des témoignages recueillis lors de missions d'observation sur les *acampadas*[12]. Ces travaux nous ont invitée à nous interroger sur le rôle des « jeunes » dans ce type de mouvements sociaux et sur l'impact de cet ensemble d'actions collectives dans l'évolution de leur pensée politique ainsi que leurs pratiques activistes.

Les « jeunes » font régulièrement l'objet d'études dans les domaines de la sociologie, de la psychologie, de l'anthropologie sociale ou encore de la culture[13]. En 1981, l'ONU décide de consacrer une année à la Jeunesse[14] et d'en élaborer les principales caractéristiques démographiques. Cette organisation mondiale considère que la catégorie des « jeunes » rassemble tous les individus âgés de 15 à 24 ans et utilise cette limite d'âge dans sa série de rapports consacrés à ce secteur de la population mondiale[15]. Les personnes âgées de 14 ans ou moins sont dénommées « enfants », bien que l'ONU utilise ce terme pour désigner également les personnes jusqu'à leurs 18 ans dans la *Convention Internationale des Droits de l'Enfant*[16]. En Espagne, l'Instituto Nacional de la Juventud (INJUVE) utilise la définition de l'ONU dans la plupart de ses travaux, mais considère que l'âge n'est pas le seul critère retenu pour être catégorisé comme « jeune »[17]. Tout comme de nombreux chercheurs, cet organisme dédié à l'étude de la « jeunesse » prend en compte des facteurs économiques, sociaux, historiques et

[12] TAIBO Carlos, *El 15-M: una brevísima introducción*, A Coruña, Trifolium, 2014; TAIBO Carlos, *Que no se apague la luz: un diario de campo del 15-M*, Madrid, Catarata, 2012; TAIBO Carlos, *¡Espabilemos!: argumentos desde el 15-M*, Madrid, Catarata, 2012; TAIBO Carlos, *Nada será como antes: sobre el movimiento 15-M*, Madrid, Catarata, 2011; TAIBO Carlos, *Su crisis y la nuestra: un panfleto sobre decrecimiento, tragedias y farsas*, Madrid, Catarata, 2010.

[13] Comme en témoigne par exemple l'article de URRACO SOLANILLA Mariano, « La producción académica: treinta años de tesis doctorales sobre juventud en España », in *Revista de Estudios de Juventud*, n° 110, 2015, p. 217-237, qui propose une synthèse de l'ensemble des thèses effectuées sur la jeunesse espagnole de 1984 à 2015.

[14] Celle-ci aura lieu en 1985, en application des résolutions 34/151 du 17 décembre 1979 et 35/126 du 11 décembre 1980 de l'Assemblée des Nations Unies.

[15] Les *World Youth Reports* sont des études menées par le département des Nations Unies consacré aux affaires économiques et sociales (UNDESA). Parmi les travaux les plus proches de notre sujet de recherches, citons par exemple : UNDESA, *Youth Employment: Youth Perspectives on the Pursuit of Decent Work in Changing Times*, New York, World Youth Report, United Nations, 2012; ou UNDESA, *Youth Civic Engagement*, New York, World Youth Report, United Nations, 2016.

[16] UNICEF, *Convention Internationale des Droits de l'Enfant*, New York, United Nations, 1989. Cette convention est signée par l'Espagne en 1990 et entre en vigueur en 1991.

[17] Voir par exemple l'article de PARÉS Marc et SUBIRATS Joan, « Muy jóvenes, jóvenes y menos jóvenes. El lío de la juventud y la política », in *Revista de Estudios de* Juventud, n° 114, 2016, p. 45-58.

psychologiques liés à la transition vers l'âge adulte. Dans son ouvrage intitulé *Les jeunes*, le sociologue Olivier Galland indique que :

> [L]a jeunesse se découpe dorénavant en plusieurs phases durant lesquelles les instances de socialisation interviennent de façon plus ou moins intense, tout en voyant leur rôle évoluer au fur et à mesure que les jeunes franchissent les étapes dorénavant déconnectées qui les conduisent vers les statuts adultes[18].

Plusieurs indicateurs sont traditionnellement associés au passage à l'âge adulte : la fin des études, le premier emploi, l'acquisition ou la location d'un logement pour s'émanciper du foyer parental, la vie de couple, le mariage, ou encore la naissance du premier enfant[19]. Or, dans le cas de la « jeunesse » de la fin des années 1990 à nos jours, ce schéma semble de moins en moins correspondre aux trajectoires d'individus qui effectuent des études longues[20] et quittent le domicile parental plus tardivement[21].

Dans notre étude, nous choisissons de prendre en compte ces différents paramètres et proposons d'employer les termes « jeunes » et « jeunesse » pour désigner l'ensemble des individus âgés de 18 à 29 ans inclus. Cette catégorie d'âge modifiée par rapport à la définition première de l'ONU nous permet de nous intéresser aux citoyens uniquement en âge de voter, afin de nous rapprocher au mieux des réalités politiques et sociales d'une jeunesse sur le chemin de l'émancipation. Par ailleurs, il nous a semblé indispensable de considérer l'évolution de la chronologie des étapes biographiques « traditionnelles », qui tend à se prolonger dans le temps, tout comme le nombre d'années d'études ou la recherche d'un premier emploi. Des situations de crises mondiales, comme celles rencontrées en 2008[22] ou en 2020, dont les conséquences tendent à renforcer les difficultés d'émancipation et à modifier considérablement la conception de la transition vers l'âge adulte, peuvent expliquer ces changements dans les caractéristiques démographiques de la jeunesse de ces dernières années. De nombreux travaux en sociologie et en économie ont émergé sur la jeunesse à partir des

[18] GALLAND Olivier, *Les jeunes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 78.
[19] Sur la question, voir notamment : FERREIRA Vitor Sérgio, NUNES Cátia, « Les trajectoires de passage à l'âge adulte en Europe », in *Politiques sociales et familiales – Dispositifs publics et construction de la jeunesse en Europe*, n°102, 2010, p. 21-38 et VAN DE VELDE Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, 2008.
[20] KAMMERER Béatrice, « Le syndrome de l'éternel étudiant », in *Sciences Humaines*, vol. 337/6, 2021.
[21] Sur cette question en Espagne, voir notamment BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, MEGÍAS QUIRÓS Ignacio, RODRÍGUEZ SAN JULIÁN Elena, *Jóvenes y emancipación en España*, Madrid, Obra social Caja Madrid, 2012.
[22] Voir l'article de MORENO MÍNGUEZ Almudena, « Produciendo la juventud. La imagen de los jóvenes en los estudios generales sobre la juventud española », in *Revista de Estudios de* Juventud, n° 110, 2015, p. 35-47. Celui-ci démontre que la crise économique de 2008 a permis un nouvel élan de l'étude de la jeunesse espagnole et met en valeur l'impact socio-culturel des travaux de recherches sur la jeunesse sur les actions sociales et politiques des dernières décennies. Accès : [http://www.injuve.es/sites/default/files/2017/46/publicaciones/revista110_2-produciendo-la-juventud_imagen-de-jovenes-en-los-estudios.pdf] (Dernière consultation : 29/08/2022).

problématiques soulevées par ces conjonctures incertaines, en utilisant déjà cette catégorie d'âge[23]. Ce bouleversement du schéma « classique » nous amène à nous interroger sur ce qui différencie la jeunesse d'aujourd'hui de la jeunesse d'hier, s'il ne s'agit que d'une question de contexte, ou bien de « génération ».

Une même « génération » partage des caractéristiques communes (sociales ou culturelles) et la succession de ces « générations » façonne la société, car elle est le fruit d'une relation étroite entre les expériences individuelles et les expériences sociales collectives vécues par une même tranche d'âge[24]. Néanmoins, comme le souligne le sociologue Karl Mannheim, une « génération » ne peut pas être considérée comme homogène pour autant et peut se diviser en « groupes générationnels » partageant une même vision de la société, ce qui rend son étude complexe[25]. Les origines sociales et culturelles en sont souvent l'explication[26].

En Espagne, les travaux liés au concept de « génération » sont particulièrement riches, notamment grâce aux contributions importantes du philosophe José Ortega y Gasset. Dans son ouvrage *El tema de nuestro tiempo*, publié pour la première fois en 1923, l'auteur consacre la première partie à « La idea de generaciones ». Il y développe l'idée selon laquelle les personnes nées à la même époque partagent une même « sensibilidad vital »[27]. Ainsi :

> Una generación no es un puñado de hombres egregios, ni simplemente una masa: es como un nuevo cuerpo social íntegro, con su minoría selecta y su muchedumbre, que ha sido lanzado sobre el ámbito de la existencia con una trayectoria vital determinada. La generación, compromiso dinámico entre masa e individuo, es el concepto más importante de la historia, y, por decirlo así, el gozne sobre que ésta ejecuta su movimiento[28].

Dans la lignée de cette pensée, l'un des disciples d'Ortega y Gasset, Julián Marías, ajoute que bien que les générations successives montrent des différences, les antérieures influencent les présentes, tout comme celles-ci sont amenées à influencer les générations à venir :

> Cada generación transmite por la educación un cierto fondo de ideas a la que la sigue inmediatamente, y mientras este acto de educación o de transmisión se verifica, la generación educadora está aún en

[23] Voir par exemple: FEIXA PÀMPOLS Carles, « Identidad, Juventud y Crisis: el concepto de crisis en las teorías sobre la juventud », in *Revista Española De Sociología*, n° 29/3, 2020, p. 11–26; CENTRO REÍNA SOFÍA SOBRE ADOLESCENCIA Y JUVENTUD, *Crisis y contrato social. Los jóvenes en la sociedad del futuro*, 2014; LERAIS Frédéric, MATH Antoine, « Jeunes européens en temps de crises », in *Informations sociales*, n° 180/6 2013, p. 32-40.

[24] EDMUNDS June, TURNER Bryan S., *Generations, Culture and Society*, New York, Mc Graw-Hill, 2002.

[25] MANNHEIM Karl, *The Problem of Generations. Essays on the Sociology of Knowledge*, Londres, Routledge, 1952.

[26] LEBON Francis, DE LINARÈS Chantal, « Les jeunes : classe d'âge et âge de classes », in *Revue de l'enfance et de l'adolescence*, n° 93/1, 2016, p. 89-102.

[27] ORTEGA Y GASSET José, *El tema de nuestro tiempo [1923]*, Madrid, Alianza Editorial, 1983, p. 146.

[28] *Ibid.*, p. 147.

> presencia, sufre todavía la influencia de todos los supervivientes de una generación anterior, que no han cesado de tomar una parte notable en el gobierno de la sociedad, en el movimiento de las ideas y los negocios, y que también han perdido toda autoridad doméstica. La juventud que se inicia en el mundo conserva también, más de lo que su presunción la lleva a creer, la huella de las impresiones de la infancia, causada por la conversación de los viejos[29].

Si les « jeunes générations » construisent leur identité à partir d'expériences partagées par leurs aînés, elles peuvent soit se les réapproprier ou bien décider de s'en affranchir en construisant un modèle en totale opposition, ce qui tend à créer un « fossé de génération »[30]. Ainsi, les *babyboomers*, principalement à la tête des institutions, n'auront pas nécessairement les mêmes conceptions ou la même compréhension du monde que les *millenials* (ou les jeunes de la génération Y), nés entre 1981 et 1993, ou encore les jeunes de la génération Z, nés entre 1994 et 2010[31].

Au-delà de la dimension philosophique, mais toujours sur les traces d'Ortega y Gasset, José Luis López Aranguren publie un essai au début des années 1960 dans lequel il réalise ce que l'on peut appeler les premières études « de terrain » sur la jeunesse espagnole. En basant son travail sur des enquêtes d'opinion, l'auteur se distingue de Julián Marías en proposant une conception plus proche de la diversité des réalités de la jeunesse. Pour ce faire, l'auteur dresse un portrait de la perception de la jeunesse sur des thématiques liées à leur quotidien et leurs perspectives d'avenir, telles que l'insertion professionnelle, la vie politique et sociale de leur pays, ou encore leur vision de la famille (mariage, enfants, etc.)[32]. Il nous semble que les réalités quotidiennes et les expériences personnelles vont de pair avec l'évolution de la pensée politique d'un individu, c'est pourquoi notre étude souhaite proposer une approche de l'évolution de la pensée politique de la jeunesse espagnole des générations Y et Z à travers des enquêtes qualitatives. Réalisées dans des facultés publiques de Madrid, celles-ci nous permettent de dessiner une première ébauche du milieu étudiant, composé d'individus ayant grandi en pleine crise économique et confrontés à une nouvelle crise, cette fois d'ordre sanitaire, en tant que jeunes adultes en construction. Ceci nous conduit à tenter de déterminer

[29] MARÍAS Julián, *El método histórico de las generaciones [1949]*, Madrid, Revista de Occidente, 1961, p. 48.
[30] Pour approfondir cette idée de confrontation de générations en lien avec les différents âges de la vie, voir entre autres les travaux de la sociologue Claudine Attias-Donfut, notamment à travers les ouvrages suivants : ATTIAS-DONFUT Claudine, *Générations et âges de la vie*, Paris, PUF, 1991 et ATTIAS-DONFUT Claudine, *Sociologie des générations. L'empreinte du temps*, Paris, PUF, 1988.
[31] Sur la question, voir par exemple : DÍAZ SARMIENTO Claudia, LÓPEZ LAMBRAÑO Mariangela et RONCALLO LAFONT Laura, « Entendiendo las generaciones : una revisión del concepto, clasificación y características distintivas de los Baby Boomers, X Y Millennials », in *CLIO América*, n° 11/22, 2017, p. 188-204 ; LAHAYE Willy, POURTOIS Jean-Pierre et DESMET Huguette, « Chapitre III. Portraits de génération », in LAHAYE Willy, POURTOIS Jean-Pierre et DESMET Huguette (eds.), *Transmettre. D'une génération à l'autre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, p. 141-208 ; ou LARROSA Jorge (éd.), *Entre nosotros. Sobre la convivencia entre generaciones*, Barcelone, Fundació Viure i Conviure, 2007.
[32] LÓPEZ ARANGUREN José Luis, *La juventud europea y otros ensayos*, Barcelone, Seix Barral, 1965.

les origines historiques et les différents éléments-moteur de « l'engagement » politique des étudiants, au sein de l'université comme au-dehors.

López Aranguren défend, dans un autre ouvrage intitulé *La democracia establecida : una crítica intelectual,* la distinction entre l'intellectuel et le politique, à travers une conception très morale du rôle des intellectuels dans la démocratie. Ces derniers ont une forme de devoir de critique à l'égard des « professionnels de la politique » et doivent également contribuer à la politisation des citoyens, en les incitant à participer et à réfléchir à la démocratie et à son évolution[33]. Cette approche nous interroge quant à l'héritage du milieu intellectuel évoqué par l'auteur sur les étudiants des générations Y et Z dans la remise en question et la critique de la classe politique.

L'université est l'un des espaces de la vie intellectuelle où l'engagement des jeunes est le plus visible. En effet, les étudiants représentent une « force vive » du militantisme depuis le XIXe siècle[34]. L'un des premiers mouvements étudiants significatifs en Espagne remonte à la guerre d'Indépendance, organisé pour tenter de lutter contre l'invasion napoléonienne[35]. Pendant la dictature de Miguel Primo de Rivera, de grandes villes reconnues pour leurs activités universitaires, telles que Salamanque ou Madrid, sont en pleine effervescence dans la lutte contre le pouvoir autoritaire[36].

En pleine dictature franquiste, les étudiants se mobilisent de nouveau pour tenter de rétablir des valeurs démocratiques en fondant des syndicats et en agissant dans la clandestinité, pour faire valoir leurs idéaux politiques. Les universités madrilènes, et plus particulièrement les facultés de sciences politiques et économiques, passent alors au premier plan de la contestation étudiante et de la mobilisation antifasciste[37]. Dans les années 1970, le

---

[33] LÓPEZ ARANGUREN José Luis, *La democracia establecida: una crítica intelectual*, Barcelone, Taurus, 1979.

[34] GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo, *Rebelión en las aulas. Movilización y protesta estudiantil en la España contemporánea 1865–2008*, Madrid, Alianza Editorial, 2009.

[35] AYMES Jean–René, « Universités, professeurs et étudiants espagnols face à l'invasion napoléonienne de 1808 : éléments d'une recherche comparative », *in* GUEREÑA Jean–Louis, FELL Ève–Marie, AYMES Jean–René (eds.), *L'Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Age à nos jours. I. Structures et acteurs*, Tours, Publications de l'Université de Tours, 1991, p. 203–224.

[36] DE LUIS MARTÍN Francisco, « La juventud rebelde frente a la dictadura : *el estudiante*, entre Salamanca y Madrid, 1925–1926 », in *I Congreso de Historia de Salamanca 1989*, Salamanque, 1989, p. 187–196; GARCÍA QUEIPO DE LLANO Genoveva, « La rebelión de los estudiantes y la movilización intelectual contra la dictadura (1929) », in *Boletín de la Real Academia de la Historia*, Madrid, t. CLXXXIV, Cuaderno nº II, 1987, p. 315–358.

[37] Voir par exemple : HERNÁNDEZ SANDOICA Elena, RUIZ CARNICER Miguel Ángel, BALDÓ LACOMBA Marc, *Estudiantes contra Franco (1939–1975). Oposición política y movilización juvenil*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2007; VALDELVIRA GONZÁLEZ Gregorio, *La oposición estudiantil al franquismo*, Madrid, Editorial Síntesis, 2006; CARRERAS ARES Juan José et RUIZ CARNICER Miguel Ángel (eds.), *La*

mouvement étudiant antifranquiste ne faiblit pas et devient un élément clé de la Transition démocratique dans les universités[38].

En 1983, d'importantes mobilisations étudiantes sont organisées en réaction à la *Ley de Reforma Universitaria*, qui entraîne entre autres une augmentation des frais de scolarité ainsi qu'un *numerus clausus* pour les étudiants en médecine[39]. Au début des années 2000, de nouvelles protestations ont lieu contre la *Ley Orgánica de Universidades*, mise en place par le gouvernement de José María Aznar. Cette série de manifestations fait partie des premières mobilisations collectives dont les informations et les revendications ont été relayées grâce à Internet[40]. En 2008, de nouvelles protestations étudiantes en lien avec le Processus de Bologne (ou réforme LMD en France) ont lieu dans les grandes villes d'Espagne (principalement Madrid et Barcelone)[41]. Quelques années plus tard, suite à ces manifestations ainsi qu'au mouvement étudiant organisé en réaction aux politiques d'austérité et aux effets de la crise économique de 2008 sur leur quotidien et leur avenir, le collectif *Juventud sin Futuro* (JSF) voit le jour[42]. Dans la lignée de cette effervescence étudiante, le mouvement du 15-M permettra à ces jeunes de prendre part à un élan de contestation de grande ampleur, en adéquation avec leurs revendications[43]. Les manifestations organisées sur l'ensemble du territoire lors du 15 mai 2011 sont une réaction massive contre les effets de ce que le sociologue Colin Crouch appelle la « post-démocratie »[44].

---

universidad española bajo el régimen de Franco. Actas del Congreso celebrado en Zaragoza entre el 8 y el 11 de noviembre de 1989, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 1991; BACHOUD Andrée, « Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre, mai 68 en Espagne », in DREYFUS-ARMAND Geneviève, GERVEREAU Laurent (dir.), *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Nanterre, BDIC, 1988, p. 53-55 ; MARAVALL José María, *Dictadura y disentimiento político : obreros y estudiantes bajo el franquismo*, Madrid, Alfaguara, 1978.

[38] GONZÁLEZ-CALLEJA, Eduardo, « La movilización y la protesta estudiantil en el tardofranquismo y la democracia », in *Historia de la Educación*, n° 37, Ediciones Salamanca, 2018, p. 223-255.

[39] CANCIO Miguel, « Contra una Universidad mediocre, ¡viva la huelga! », *El País*, 19 juin 1983. Accès: [https://elpais.com/diario/1983/06/19/sociedad/424821606_850215.html] (Dernière consultation: 25/06/2022).

[40] ESTALELLA Adolfo, « Estudiantes y profesores coordinan sus protestas contra la LOU por Internet », *El País*, 29 novembre 2001. Accès: [https://elpais.com/diario/2001/11/29/ciberpais/1007001622_850215.html] (Dernière consultation: 25/06/2022).

[41] MICHAVILA Francisco, PAREJO José Luis, « Políticas de participación estudiantil en el Proceso de Bolonia », in *Revista de Educación*, núm. extraordinario, 2008, p. 85-118.

[42] L'ensemble des idées de JSF est publié dans le livre : ALBA RICO, Santiago, *Juventud sin futuro*, Madrid, Icaria, 2011. Le collectif *Juventud sin Futuro* s'est dissout le 3 mars 2017. Le site internet existe toujours et reste actif grâce à l'ONG *Unemployment in Spain Foundation*, mais les contenus mis en ligne pendant les six années d'existence de JSF ont été effacés : [http://www.juventudsinfuturo.net/] (Dernière consultation : 12/04/2021).

[43] BRAN GUZMAN Emanuel, « Protesta social y crisis económica: cronología (mayo 2011- diciembre 2012) del surgimiento y movilización del 15-M », in *Anuari del Conflicte Social*, n° 2, 2013, p. 167-184.

[44] CROUCH Colin, *Post-démocratie [2005]*, Zürich, Diaphanes, 2013.

Plusieurs années après les mobilisations du 15-M, les différentes crises traversées par le pays, la montée de l'extrême-droite dans les institutions et la visibilité accrue de problématiques à échelle mondiale, telles que le féminisme et l'écologie, projettent le milieu universitaire au cœur des transformations sociales et politiques de la société espagnole. Ces mutations vont de pair avec l'évolution des formes d'action collective, influencée notamment par le développement de la mobilisation en ligne à travers les réseaux sociaux. Notre travail souhaite mettre en évidence l'influence des transformations du panorama de l'action collective et des mutations sociales et politiques du pays depuis le 15-M sur l'évolution de la participation politique des étudiants des générations Y et Z, tant sur le plan électoral que dans la manière de militer dans et hors les universités.

Les différents concepts étudiés inscrivent cette thèse au carrefour de plusieurs champs disciplinaires tels que l'économie, la sociologie, ou encore les sciences politiques. Nos recherches bibliographiques ont mis en évidence qu'il n'existait pas à notre connaissance d'études sur les points communs et les différences entre la jeunesse étudiante de l'ère 15-M et celle des années post 15-M, la perception de ce mouvement social majeur en Espagne par des individus encore enfants au moment de ces mobilisations de grande ampleur, ou encore sur les influences de cette période de transformations politiques et sociales majeures dans leur manière de définir leur propre identité politique. Une étude approfondie de ce sujet à travers des entretiens qualitatifs permettrait de mettre en évidence l'évolution de l'action collective du milieu étudiant tout en proposant un regard nouveau sur ses caractéristiques en utilisant les organisations étudiantes comme terrain d'observation.

Une jeunesse étudiante au cœur de douze années de crises et de transformations

Pour comprendre l'évolution du militantisme étudiant post 15-M et les parcours de construction de l'identité politique des étudiants des années 2018-2020, il est nécessaire d'expliciter l'actualité économique, politique et sociale dense qui fut celle des années 2008-2018.

La crise économique de 2008 a mis en évidence les failles du système financier et ses lourdes conséquences sur l'économie du monde entier[45]. La spéculation bancaire autour des crédits et

[45] BELLAMY FOSTER John, MAGDOFF Fred, *La gran crisis financiera. Causas y consecuencias*, Madrid, Fondo de Cultura Económica de España, 2009.

du marché de l'immobilier a mis à mal le bien-être social des populations les plus modestes, au nom d'un profit monétaire condamné par des économistes de renom[46].

En Espagne[47], comme dans d'autres pays du Sud de l'Europe[48], la crise a eu des conséquences dévastatrices sur la conjoncture économique et sociale, car le pays avait misé sur le secteur immobilier comme tremplin vers une économie prospère[49]. Les gouvernements successifs de José Luis Zapatero et de Mariano Rajoy ont dû adapter leurs politiques et faire face à de nombreuses difficultés conjoncturelles (chômage de masse, faillite de banques, etc.), ce qui a engendré de nombreuses coupes budgétaires et des mesures d'austérité de grande ampleur[50]. De telles mesures ont renforcé la précarité des classes les plus modestes[51] et fragilisé les extrémités de la pyramide des âges (les jeunes[52] et les *seniors*[53]). Nous partageons la définition de l'ouvrage de Benjamín Tejerina et Nieves Corcuera Bilbao *Precariedad vital y*

[46] Citons entre autres les travaux de PIKETTY Thomas, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, l'ouvrage du prix Nobel d'économie STIGLITZ Joseph, *Le prix de l'inégalité* (traduit de l'anglais par Françoise Chemla et Paul Chemla), Paris, Les Liens qui libèrent, 2012 ; SAMPEDRO José Luis, MAYOR ZARAGOZA Federico, GARZÓN Baltasar et al., *Reacciona. 10 razones por las que debes actuar frente a la crisis económica, política y social*, Madrid, Aguilar, 2011; ou encore le manifeste d'ASKENAZY Philippe *et al.*, *Manifeste d'économistes atterrés*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2010.

[47] Pour une synthèse des effets de la crise économique en Espagne, voir : DELGADO GAL Álvaro, *España en crisis: sociedad, economía, instituciones*, Madrid, Colegio libre de eméritos, 2010.

[48] ÁLVAREZ PERALTA Nacho, LUENGO ESCALONILLA Fernando, UXÓ GONZÁLEZ Jorge, *Fracturas y crisis en Europa*, Buenos Aires, Clave Intelectual, Coediciones Eudeba, 2013.

[49] Le prix accessible des logements puis la soudaine montée des taux d'intérêt a, d'une part, plongé de nombreux Espagnols dans des situations financières délicates, parfois dramatiques, et d'autre part fragilisé le secteur de la construction, contraint de licencier en masse et de laisser certains chantiers à l'abandon. Sur la question voir : OBSERVATORI DESC, *Los desahucios de 2008-2017. Una vulneración grave de los derechos humanos que no se detiene, Área de vivienda y derecho a la ciudad*, 2018; FERNÁNDEZ NAVARRETE Donato, « La crisis económica española: Una gran operación especulativa con graves consecuencias », in Estudios Internacionales, n° 183/48, Santiago du Chili, 2016 [en ligne]; SUNDERLAND Judith, *Sueños rotos: el impacto de la crisis española de la vivienda en grupos vulnerables*, New York, Human Rights Watch, 2014; BOSCH I MEDA Jordi, *El estado de malestar*, Barcelone, Milenio, 2013; OBSERVATORIO METROPOLITANO, *Paisajes devastados. Después del ciclo inmobiliario: impactos regionales y urbanos de la crisis*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2013.

[50] CONDE-RUIZ José Ignacio, DÍAZ Manuel, MARÍN Carmen (eds.), *Documento de Trabajo - 2016/09 Evolución del Gasto Público por Funciones durante la crisis (2007-2014): España vs UE*, FEDEA, 2016 [en ligne]; LUNA ALÁEZ Ignacio, *La crisis que cambió España. La metamorfosis de un país en un tiempo récord*, Madrid, Izana, 2015.

[51] MÉNDEZ Ricardo, *Atlas de la crisis: impactos socioeconómicos y territorios vulnerables en España*, Valence (Espagne), Tirant lo Blanch, 2015; ALBERTOS PUEBLA Juan Miguel, *Geografía de la crisis económica en España*, Valence, Universitat de València, 2014; TEZANOS José Félix, *En los bordes de la pobreza: las familias vulnerables en contextos de crisis*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2013; LÓPEZ JIMÉNEZ Juan J., *Consecuencias de la crisis económica sobre los servicios de atención a la pobreza: un análisis desde Cáritas*, Madrid, Real Instituto Elcano, 2010.

[52] CENTRO DE INVESTIGACIONES DE UNICEF, « Los niños de la recesión: El impacto de la crisis económica en el bienestar infantil en los países ricos », *Report Card n° 12 de Innocenti*, Centro de Investigaciones de UNICEF, Florence, 2014; OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Desmontando a ni-ni : Un estereotipo juvenil en tiempos de crisis*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE), 2011.

[53] CALVO ZURITA Cristina, « Abuelito paga tú… La solidaridad de los mayores ante la crisis », in *Documentos de política social. Historia, investigación y desarrollo*, n° 11/2, 2014, p. 1-7.

juventud vasca. Condiciones sociales y estrategias biográficas para llevar una vida normal, qui caractérise la précarité comme:

> [A]quella situación de origen estructural o coyuntural caracterizada por una restricción o limitación de acceso a las condiciones, requisitos y recursos considerados necesarios para poder planear, llevar a cabo y gestionar una vida autónoma. El nivel de restricción o limitación puede alcanzar diferentes grados de intensidad en relación con los recursos medios disponibles en una sociedad determinada. La precariedad es, pues, una categoría relacional en un doble sentido: a) en relación con la media de la sociedad, grupo o categoría social de que se trate; y b) en relación con los diversos ámbitos existenciales[54].

La crise économique s'est couplée d'une crise de la représentativité politique, menaçant au passage la souveraineté des citoyens[55]. Les partis ont perdu leur dimension de représentation sociale pour devenir de simples entités électorales au service d'un leader. De ce fait, ils n'incarnent ni ne défendent réellement les intérêts de leurs électeurs, ce qui entraîne un désintérêt de la population pour les affaires politiques, et, à terme, une forme d'inertie sociale[56]. Or, les Espagnols se sont lassés de subir des décisions liées aux conséquences d'un système économique et financier basé sur la spéculation et ont décidé de s'affranchir du joug de l'austérité à travers l'action collective[57]. Cette participation active dans les mutations de la société permet le développement d'outils qui favorisent la démocratie participative[58] et le développement de nouvelles idées[59] à porter dans les instances politiques « formelles », telles que le Congreso de Diputados ou le Gouvernement. Ces nouvelles façons de « faire de la politique », plus proche des citoyens et de leurs réalités, ont inspiré un groupe d'universitaires qui créent un nouveau parti politique (Podemos) en 2014, présenté comme une véritable

---

[54] TEJERINA Benjamín, CORCUERA BILBAO Nieves, *Precariedad vital y juventud vasca. Condiciones sociales y estrategias biográficas para llevar una vida normal*, Vitoria-Gasteiz, Servicio Central de Publicaciones del Gobierno Vasco, 2012, p.22.

[55] ROMERO PEÑA Aleix, « Historia de un movimiento: el 15M como expresión del malestar social », in *Nómadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas*, n°46, EMUI Euro-Mediterranean University Institute & Universidad Complutense de Madrid, 2015 [en ligne].

[56] Dans son ouvrage, Crouch écrit par exemple que : « nous ne remarquons même plus à quel point le processus électoral démocratique, expression la plus haute des droits des citoyens, est devenu une campagne de marketing fondée ouvertement sur les techniques de manipulation employées pour vendre les produits. ». CROUCH Colin, *op. cit.*, p.106.

[57] ANCELOVICI Marcos, DUFOUR Pascale, NEZ Héloïse, *Street Politics in the Age of Austerity: from the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016.

[58] GASCÓN Daniel, *El golpe posmoderno: 15 lecciones para el futuro de la democracia*, Barcelona, Debate, 2018; FRANZÉ Javier (coord.), *Democracia: ¿consenso o conflicto? Agonismo y teoría deliberativa en la política contemporánea*, Madrid, Catarata, 2014; GARRIDO GÓMEZ María Isabel, RUIZ Ramón, *Democracia, gobernanza y participación*, Barcelone, Tirant lo Blanch, 2014; GOURGUES Guillaume, *Les politiques de démocratie participative*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013; GAUDIN Jean-Pierre, *La démocratie participative [2010]*, Paris, Armand Colin, 2013; CÁMARA VILLAR Gregorio, « Movimientos ciudadanos y democracia participativa », in *Temas para el debate*, Fundación Sistema nº 213/214, 2012, p. 24-26; BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, 2008.

[59] LEWIS Élisa, SLITINE Romain, *Le coup d'État citoyen : ces initiatives qui réinventent la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016 ; MANIER Bénédicte, *Un million de révolutions tranquilles*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2012.

alternative à la politique traditionnelle[60], c'est-à-dire à l'alternance bipartite[61] entre le Partido Popular (PP) et le Partido Socialista Obrero Español (PSOE). Podemos connait un certain succès dès ses débuts et finit par incarner une troisième force politique en Espagne[62]. Face à l'austérité, le parti de Pablo Iglesias s'appuie sur une idéologie d'extrême gauche, présente la classe politique, la « caste »[63], comme l'unique responsable de la crise et de ses conséquences[64], et se présente comme le prolongement de la lutte populaire incarnée par le 15-M. L'irruption et l'évolution de Podemos ont amené les chercheurs à étudier ce « parti-mouvement »[65], y compris en France[66]. Parmi eux, les travaux d'Héloïse Nez permettent d'analyser les différentes étapes de création et de développement de Podemos ainsi que de comprendre les origines de ses différents co-fondateurs et leurs rapports au sein du parti[67]. Lors de nos travaux de recherche, nous avons constaté que la trajectoire de Podemos et son influence sur le panorama politique peuvent jouer un rôle dans l'évolution de la mobilisation du milieu étudiant aussi bien en période électorale que dans différentes formes d'action collective. Nous proposons d'en mesurer les conséquences à travers plusieurs séries d'entretiens. Dans ce contexte politique et social particulièrement riche[68], les jeunes n'ont cessé de rester en « toile de fond », tant dans la dynamisation des mouvements sociaux en Espagne que dans la recherche de nouveaux électeurs par les partis politiques. Depuis 2011, la jeunesse est rendue plus visible en Espagne car elle nourrit une véritable volonté d'être écoutée et entendue par ses dirigeants. Par ailleurs, ces jeunes, héritiers d'une crise économique et d'un panorama politique en ébullition, se retrouvent en âge de faire leurs propres choix politiques, et ce en plein milieu d'une longue série de scrutins. C'est pourquoi

[60] AMO Alberto, MINGUEZ ESPALLARGAS Alberto, *Podemos, la politique en mouvement* (Traduit de l'espagnol par Julie Beligot), Paris, La Dispute, 2016.
[61] ORRIOLS Lluís et CORDERO Guillermo, « The Breakdown of the Spanish Two-Party System: The Upsurge of Podemos and Ciudadanos in the 2015 General Election », in *South European Society and Politics*, n°21/4, 2016, p. 469-492.
[62] GUEDÁN MENÉNDEZ Manuel, *Podemos: una historia colectiva*, Tres Cantos, Madrid, Akal, 2016.
[63] CANO CUENCA Germán, « El análisis del marco discursivo y la ruptura populista de Podemos », in *Teknocultura: Revista de Cultura Digital y Movimientos Sociales*, n° 1/12, 2015, p. 55-75.
[64] AGAMBEN Giorgio, RANCIÈRE Jacques, BADIOU Alain, *Pensar desde la izquierda: mapa del pensamiento crítico para un tiempo en crisis [2012]*, Madrid, Errata Naturae, 2013.
[65] CERVERA-MARZAL Manuel, « Podemos, un parti-mouvement », in *Mouvements*, n°94/2, 2018, p. 87-97.
[66] BARRET Christophe, *Podemos, pour une autre Europe*, Paris, Éditions du Cerf, 2015.
[67] Voir notamment les travaux suivants : NEZ Héloïse, « Délibérer au sein d'un mouvement social », in *Participations*, n° 4/.3, 2012, p. 79-102 ; NEZ Héloïse, « Des Indignés à Podemos : continuités et ruptures », in *Mouvements* n° 94/2, 2018, p. 75-86 ; NEZ Héloïse, *Podemos, de l'indignation aux élections*, Paris, Les Petits Matins, 2015 ; NEZ Héloïse, « Podemos : l'irruption d'un nouveau parti politique en Espagne », in *Mouvements*, n° 89/1, 6 mars 2017, p. 112-121 ; NEZ Héloïse « Podemos, un parti de « non professionnels » ? », in *Savoir/Agir*, n° 32/2, 21 juillet 2015, Éditions du Croquant, p. 53-60.
[68] Voir en complément l'ouvrage d'AMANDO Miguel, *El cambio que viene: La abdicación, Podemos, ¿el seísmo español es solo consecuencia de la crisis económica?*, Barcelone, Stella Maris, 2015.

notre étude entend également aborder les principales transformations politiques et sociales de 2018 et 2019 et d'en analyser les conséquences sur les formes de mobilisation de la jeunesse étudiante.

La motion de censure soumise au vote par le PSOE en juin 2018 et soutenue par Podemos renverse le gouvernement de Mariano Rajoy et marque la fin de la politique traditionnelle ainsi que le début d'une obsolescence programmée des majorités absolues. En effet, les différents scrutins et la répétition des élections législatives en 2019 montrent la difficulté pour les partis traditionnels de gouverner « en solitaire », tant dans les instances locales du pouvoir qu'à échelle nationale.

Dans le même temps, les mouvements féministe et écologiste jouent un rôle majeur dans les transformations sociétales et entretiennent une dynamique forte portée par des idées radicales[69], hostiles à l'égard du patriarcat et du capitalisme[70]. Nous proposons d'en aborder les influences dans la mobilisation étudiante et leur place dans des organisations telles que des associations universitaires. La place de plus en plus importante de Podemos dans le panorama politique nous invite à nous interroger sur la nature des actions menées par ces dernières : sont-elles toujours connotées politiquement ? Par ailleurs, la résurgence de l'extrême-droite avec l'arrivée de Vox dans les institutions peut-elle venir de la recherche d'une contre-réaction de la part d'individus face à la visibilité accrue d'un mouvement social fort tel que le féminisme[71].

De par le passé militant de certains secteurs du milieu étudiant, il est aisé de penser que ce dernier est associé principalement à des idées de gauche ou d'extrême gauche. Or, le populisme de droite[72] du parti de Santiago Abascal vise principalement à attirer un électorat jeune et peut séduire un nombre croissant d'étudiants en recherche d'une alternative politique en opposition à Podemos aux partis traditionnels. Toutefois, le regain de popularité du PSOE de Pedro Sánchez peut inciter de nombreux primo-votants à accorder leur voix à un parti plus

[69] Dans la lignée des idées défendues par exemple par MOUFFE Chantal, « Feminismo, ciudadanía y política democrática radical », in *Debate feminista*, n° 7, 1993, p. 3-22.
[70] ARRUZZA Cinzia, BHATTACHARYA Tithi, FRASER Nancy, *Manifiesto de un feminismo para el 99 %* (Traduit de l'anglais par Antoni Martínez Riu), Barcelone, Herder, 2019.
[71] NUÑEZ PUENTE Sonia, FERNÁNDEZ ROMERO Diana, « La misoginia popular como contramovimiento. Estudio de la resemiotización y los discursos manipulativos como desafíos contra el feminismo », in *Ex Aequo*, n° 41, 2020, p. 125-142.
[72] Sur la question du populisme d'extrême-droite en Espagne, voir notamment : HAYNES CAMPOS Carlos, « El momento populista de derechas en Europa. Apuntes sobre el caso español », *in Theorein. Revista de Ciencias Sociales*, n° 4/1, 2019, p.117-148 et BARRIO, Astrid, *Vox, la fin de l'exception espagnole*, Fondation pour l'Innovation Politique (fondapol.org), 2019 [en ligne].

« expérimenté », tout comme le PP qui, en dépit des différents scandales ayant éclaboussé son image, parvient à obtenir le plébiscite d'une partie de la jeunesse espagnole. Ce bref résumé des différentes tendances politiques de ces dernières années annonce un morcellement de l'électorat de plus en plus conséquent, c'est pourquoi il nous semble intéressant d'étudier cette rapide diversification des partis ainsi que l'irruption d'un mouvement féministe et écologiste fort émanant de la jeunesse à travers le regard d'étudiants en pleine construction de leur identité politique.

Les transformations économiques, sociales et politiques du pays depuis 2008 sont autant d'éléments à tenir en compte dans l'analyse de la perception de la jeunesse étudiante sur leurs perspectives. La précarité héritée de la crise économique de 2008 est encore ressentie chez les jeunes au moment même où une nouvelle crise, cette fois-ci d'ordre sanitaire, touche le pays et demande au gouvernement de prendre de nouvelles mesures[73]. Le caractère exceptionnel de la pandémie de COVID-19 survenue en 2020 a placé l'État au centre de la protection de ses citoyens sur les plans sanitaire, économique et social. De récents travaux en Droit Public et en Sciences Politiques le confirment, comme par exemple l'article de Juan Arrieta Martínez de Pisón, professeur des universités à la Autónoma de Madrid :

> El impacto inmediato de la pandemia en la sociedad y en la economía, afectando, tanto y en primer lugar a la salud y bienestar de los ciudadanos, como a la actividad productiva y comercial de los estados, ha determinado que la prioridad de los estados –salvada, por supuesto, la sanitaria– consista en minimizar el impacto social y económico, así como lograr los «recursos financieros» necesarios para atender los «gastos » o «necesidades sociales» y para que la actividad económica se recupere tan pronto como la situación sanitaria mejore[74].

En une dizaine d'années, l'Espagne a connu une série de crises, à échelle nationale comme internationale, liées à un contexte économique, politique et social instable. Ceci a conduit à un ensemble de transformations, issues principalement d'une remise en question par le peuple de modèles établis. La jeunesse étudiante a grandi dans ce contexte, ce qui semble avoir contribué à forger leur esprit critique ainsi qu'à les rendre acteurs d'une forme plus visible de

[73] Comme le mentionne dans l'un de ses articles Gonzalo García Andrés, Secrétaire d'État au Ministère de l'Économie chargé du soutien aux entreprises: « [L]a pandemia de la COVID-19 ha supuesto una disrupción y una caída del PIB inédita en la historia reciente de la economía española. Las medidas adoptadas […] han permitido cumplir con los objetivos para las que fueron diseñadas: proteger el tejido productivo, evitar la destrucción de empleo y mantener las rentas de las familias ». GARCÍA ANDRÉS Gonzalo, « Respuesta de política económica a la pandemia: una visión integral », in *Información Comercial Española : Revista de* economía, n° 923, 2021, p. 215-231, p. 222.

[74] ARRIETA MARTÍNEZ DE PISÓN Juan, « Ingresos públicos y tributos durante la pandemia », in VELASCO CABALLERO Francisco, GREGORACI FERNÁNDEZ Beatriz (coord.), *Anuario de la facultad de derecho de la Universidad Autónoma de Madrid extraordinario. Derecho y política ante la pandemia: reacciones y transformaciones. Tomo I: Reacciones y transformaciones en el Derecho Público*, Madrid, 2021, p. 339-354, p. 341-342.

mobilisation collective. Bien qu'elle soit d'origine sanitaire, la crise de 2020 a perturbé une fois de plus l'ensemble des paramètres économiques, politiques et sociaux du pays, contraignant le milieu étudiant à faire face à de nouvelles difficultés. Étant donné l'ensemble des paramètres précédemment abordés, nous avons fini par faire le choix de définir la période étudiée en la limitant de la crise économique de 2008 à la crise sanitaire de 2020 et de proposer une analyse à la fois chronologique et thématique de notre sujet d'études.

Une nouvelle approche du milieu étudiant : les organisations étudiantes

Dans *The Power Structure : Political Process in American Society*, Arnold Marshall Rose estime que les organisations telles que les associations occupent plusieurs fonctions au sein de la société[75]. Elles peuvent être des contre-pouvoirs efficaces en agissant comme des groupes de pression limitant les abus d'entités publiques ou privées. Elles sont des facteurs d'orientation sociale car elles favorisent la participation de ses membres et leur apprentissage des mécanismes politiques, économiques et idéologiques de la société. Les structures associatives sont également des éléments dynamiques contribuant au changement social, en agissant comme des instruments de réalisation des demandes de la société, consécutives à des besoins collectifs[76].

Au-delà des fonctions du milieu associatif dans la société[77], les associations peuvent être classées selon leur domaine d'activité, bien que celles-ci soient amenées à organiser des actions transversales, à destination d'autres collectifs que celui de leurs membres. La liste n'est pas exhaustive, mais nous nous sommes principalement appuyée sur la typologie proposée par Tomás Alberich, dans son article « Aspectos cuantitativos del asociacionismo en España ». L'auteur distingue les associations liées au monde de l'éducation, les associations culturelles et artistiques, les associations de protection de l'environnement, les associations promouvant la paix, la solidarité internationale et les Droits de l'Homme, les associations de quartier, de voisins et de consommateurs, les associations représentant un secteur particulier de la population, en fonction d'une catégorie d'âge ou du sexe par exemple, les associations

[75] ROSE Arnold Marshall, *The Power Structure: Political Process in American Society*, Oxford, Oxford University Press, 1967.
[76] BLOCH-LAINÉ François, *Faire société. Les associations au cœur du social*, Paris, La Découverte, 1999.
[77] BARTHÉLÉMY Martine, *Associations. Un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2000.

sportives, de loisirs et de temps libre, et enfin les associations syndicales, professionnelles et idéologiques[78].

Les associations universitaires forment quant à elles une catégorie à part car elles ne répondent pas tout à fait à la même règlementation et s'intègrent dans un ensemble désigné comme des *organizaciones estudiantiles*. Ces dernières peuvent désigner un syndicat étudiant[79], tout comme il peut s'agir d'une seule association ou d'un groupement d'associations étudiantes, comme le *Colectivo de Estudiantes de Madrid*, crée en 2013. Pour le moment, aucune recherche n'étudie les associations universitaires en Espagne, ni n'entreprend d'analyser leur rôle dans la participation politique et sociale des étudiants des générations Y et Z.

Fort de ce constat, nous avons choisi de réaliser des enquêtes qualitatives au sein d'universités publiques de Madrid, dans des campus de la capitale *intramuros* et de sa proche banlieue : la Universidad Complutense (UCM), la Universidad Autónoma (UAM), la Universidad Rey Juan Carlos (URJC), la Universisdad Carlos III (UC3M) et la Universidad Politécnica (UPM). Nous avons privilégié des établissements de l'enseignement supérieur public afin de prendre une plus grande mesure des effets de la politique sur des structures dépendant directement des directives de l'État. Chaque université jouit bien évidemment d'une certaine indépendance pour des compétences données telles que le recrutement, l'élaboration des maquettes des parcours de formation, ou encore la sélection des étudiants, mais il nous a semblé que les universités publiques sont au cœur des transformations politiques, économiques et sociales, tant par leur rôle majeur dans la société dans la formation et le développement de compétences professionnelles du monde du travail de demain, que par les individus qui y interagissent. Bien que le champ d'étude s'astreigne à un nombre limité d'établissements de l'enseignement supérieur, il permet une première approche inédite des interconnexions entre les pratiques associatives et la construction de l'identité politique des étudiants, tant dans leur pensée et leur orientation politique que dans leur engagement militant en-dehors des universités.

Créés respectivement en 1927 et en 1968, les campus universitaires de Ciudad Universitaria et de Somosaguas, rattachés à la UCM, sont des foyers intéressants d'associations universitaires, car ils sont les berceaux historiques du mouvement étudiant

[78] ALBERICH Tomás, « Aspectos cuantitativos del asociacionismo en España », in *Mundo Asociativo. Documentacion social*, n° 90, 1994.
[79] Comme le *Sindicato de Estudiantes*, fondé en 1986, ou le le *Frente de Estudiantes*, créé en 2015.

antifasciste madrilène de la période franquiste. À partir de 1968, l'UAM décide de réunir l'ensemble de ses facultés disséminées sur l'ensemble du territoire madrilène sur le campus de Cantoblanco. Quelques années plus tard, la Politécnica de Madrid voit le jour en 1971. À la fin de la Transition Démocratique, l'UC3M est créée en 1989 dans le cadre de la *Ley de Reforma Universitaria* de 1983. Enfin, la URJC, dernière université dans laquelle nous nous sommes rendue lors de nos travaux de terrain, a été créée en 1996 (le roi Juan Carlos I posa la première pierre sur le campus de Móstoles le 12 février) et inaugurée le 6 octobre 1997 par le président de la Communauté de Madrid de l'époque : Alberto Ruiz-Gallardón.

En ce qui concerne le milieu associatif, la UPM compte le plus grand nombre d'associations universitaires, toutes facultés et domaines associatifs confondus (environ deux-cents pour 35.000 étudiants), suivie de la UCM (environ 130 pour 70.000 étudiants), la UC3M (plus d'une centaine pour 23.000 étudiants), la UAM (une soixantaine pour 28.000 étudiants) et enfin la URJC (une trentaine pour 46.000 étudiants)[80]. Nous n'avons pas eu accès au nombre précis d'étudiants adhérents par association, en dépit de plusieurs demande effectuées auprès de représentants d'associations. Cependant, selon les universités, nous avons observé que des « types » d'associations universitaires pouvaient parfois prédominer sur d'autres, ce qui peut nous donner des indications sur les caractéristiques de la vie associative de chaque université.

Les associations au sein de la UPM sont majoritairement des associations culturelles (théâtre, musique, cinéma, journalisme), sportives (arts martiaux, rugby) et des associations en lien avec les formations suivies par les étudiants (création de nouveaux objets, design industriel, utilisation des nouvelles technologies, etc.). Nous avons contacté plusieurs associations, mais une seule a répondu favorablement à notre recherche de volontaires pour répondre à nos questions.

En découvrant les différentes associations présentes au sein de l'UCM, nous nous sommes aperçue qu'il existait une différence entre les facultés de Droit, Lettres et Sciences Humaines, et celles de Sciences et de Médecine. Les associations à caractère politique (majoritairement orientées à gauche ou clubs de débat), de représentation de groupes d'appartenance (descendants d'immigrés, cultures ethniques), et de représentation de mouvements sociaux

[80] Aucun document ne compte le nombre d'associations, mais à l'aide des sites internet des différentes universités, nous sommes parvenue à obtenir un nombre exploitable pour chacune d'entre elles. Les chiffres sont amenés à évoluer d'une année sur l'autre, en fonction des dissolutions et des créations d'associations. Les statistiques concernant le nombre total d'étudiants sont également disponibles sur les sites internet des universités correspondantes.

(féminisme, écologie, cause LGBTI+) dominent la « gamme » des activités associatives des facultés de Droit, Lettres et Sciences Humaines, tandis que les associations culturelles (théâtre, musique), sportives et en lien avec les disciplines de formation (Géologie, Thérapies alternatives, etc.) sont majoritaires parmi les facultés de Sciences et de Médecine.

À l'UC3M, beaucoup d'associations organisent leurs activités autour d'échanges d'idées et d'expériences. Sur l'ensemble des campus, une majorité d'associations sont soit des clubs de débat, soit des organisations visant à réfléchir collectivement sur des thématiques sociétales (économie, féminisme, écologie, etc.). Hormis quelques associations se considérant progressistes, l'ensemble des associations s'inscrit dans un spectre politique globalement ouvert à toutes les idées.

Les seules exceptions sont la UAM et la URJC, dont les associations, en dépit d'un nombre inférieur aux autres universités, sont assez variées. L'ensemble des types d'associations universitaires y sont globalement représentés : représentation étudiante, associations à caractère politique, clubs de débats, échanges et volontariats internationaux, associations culturelles, associations sportives et associations liées aux disciplines des formations suivies par les étudiants.

Afin de clarifier le statut et les caractéristiques des associations que nous allons étudier, nous proposons d'adapter la typologie de Tomás Alberich au milieu étudiant. Cinq grandes catégories semblent se distinguer : les associations de filières, les associations internationales, les associations de loisirs, les associations d'engagement et les associations à caractère politique. Nous proposons à présent de reprendre cette typologie et d'en définir les principales caractéristiques.

Les associations de filières permettent de promouvoir une formation au sein de l'université et dans les *institutos* tout en contribuant à la cohésion des étudiants d'un même parcours universitaire.

Les associations internationales favorisent la coopération entre les universités du monde entier. Elles permettent d'effectuer des échanges culturels et d'organiser des séjours pour les étudiants locaux ou bien d'accueillir les étudiants étrangers en séjour dans une université. Parmi ces associations internationales, nous avons pu interagir avec les membres d'une organisation de l'UAM : *Universidad Autónoma de Madrid International Model United Nations* (UAMIMUN). Cette association universitaire vise à promouvoir les relations

internationales et à développer des compétences utiles pour les étudiants souhaitant se spécialiser dans le domaine de la diplomatie, du droit international ou encore de la politique institutionnelle. Cette organisation propose des activités tout au long de l'année telles que des exercices d'improvisation, des simulations de parlements, inspirées du modèle des assemblées des Nations Unies, ainsi que des ateliers d'optimisation de compétences, à travers la création de CV à portée internationale ou encore la présentation d'opportunités professionnelles en lien avec les parcours de formation des étudiants-membres. La dimension internationale d'UAMIMUN se développe à travers le réseau d'organisations auquel elle appartient. Celui-ci regroupe des associations similaires en Espagne, comme à Barcelone, Salamanque ou Oviedo, mais également dans d'autres villes du monde telles que Londres, Paris, ou encore Harvard. Il permet à des étudiants inscrits dans ces organisations d'effectuer des séjours d'études au sein des universités partenaires, notamment à l'occasion d'événements internationaux organisés par l'une des associations du groupe.

Les associations de loisirs sont quant à elles centrées sur la culture (musique, théâtre, littérature, etc.), ou le sport. Elles sont souvent à l'origine d'événements festifs, de rencontres culturelles et sportives permettant aux étudiants de tisser des liens et de s'intégrer plus facilement à la dynamique des campus. Elles n'ont pas de caractère politique affirmé et sont plutôt neutres dans l'expression d'idéologies. Néanmoins, certaines d'entre elles peuvent contribuer au dialogue de différentes orientations politiques, à travers l'interaction de ses membres. *Awa* est une association culturelle de l'UPM visant à produire mensuellement une revue écrite par ses membres. Celle-ci se compose de différentes rubriques : actualités, dessins, littérature, critique cinématographique, opinion politique, etc. Cette association promeut également l'écriture créative ainsi que la lecture à travers l'organisation d'ateliers ponctuels dans les locaux de l'université. *Demos* (UC3M), *Sociedad de Debate* (UAM) et *Club de Debate* (URJC) sont quant à elles des associations universitaires qui encouragent les étudiants à développer des compétences d'expression orale et d'argumentation à travers des débats autour de questions de société. Ces associations universitaires permettent un approfondissement de la culture générale des étudiants-membres mais également une diffusion de connaissances grâce aux activités qu'elles organisent, ouvertes au public. À titre d'exemples, *Demos* a organisé un débat politique entre les différents candidats de l'élection municipale de Getafe, commune où se situe le campus de la UC3M où l'association est implantée. De même, le *Club de Debate* de la URJC accueillait en 2019 un tournoi de débats

interuniversitaire recevant des étudiants de toute l'Espagne et dans lequel des membres de la *Sociedad de Debate* de la UAM ont participé.

Les associations d'engagement sont impliquées dans des causes sociétales et collaborent souvent avec des organisations en dehors de l'université pour promouvoir leurs actions ou s'inscrire dans une dynamique à plus grande échelle. Elles trouvent écho par exemple dans des ONG ou des mouvements sociaux de grande ampleur comme l'écologie ou le féminisme. Elles peuvent avoir une connotation politique, souvent induite par l'orientation idéologique de certains de ces mouvements. Parmi les associations d'engagement de notre étude, deux organisations féministes de l'UCM ont accepté de répondre à nos questions : *Histeria* et la *Asamblea feminista de Somosaguas*. Nous avions obtenu un premier contact avec *Ecoaldea,* une association de défense de l'environnement également implantée sur le campus de Somosaguas, mais celui-ci n'a pas donné suite. La *Asamblea feminista de Somosaguas* est une organisation créée en 2011 ayant le statut d'association universitaire. Elle travaille en étroite collaboration avec RQTR, organisation étudiante de défense des droits des femmes et du collectif LGBT (en particulier les lesbiennes et les femmes transgenre) et l'une des plus anciennes associations universitaires de Somosaguas encore en activité. *Histeria* est quant à elle une association universitaire beaucoup plus récente, puisqu'elle a été créée au tout début de l'année universitaire 2019-2020 par des étudiantes en psychologie. Le nom de l'association est une référence directe au terme longtemps utilisé par la psychiatrie pour regrouper tout une série de pathologies mentales[81], mais aussi par de nombreux individus pour qualifier les comportements de femmes dénonçant le modèle patriarchal et refusant de s'y soumettre. Les deux associations présentées sont non-mixtes, c'est-à-dire qu'elles refusent l'adhésion de tout individu de sexe masculin dans le but de proposer aux étudiantes des espaces sécurisants, gérés par les femmes pour les femmes et permettant une liberté de paroles et d'actes sans craindre que ceux-ci ne soient supplantés par l'opinion ou le leadership d'un homme. Une autre organisation similaire était en plein processus de création au moment où nous avons réalisé notre dernière série d'entretiens. *Atenea* est une initiative venue d'étudiantes dont la majorité était déjà membres de l'association universitaire *Union de Estudiantes Progresistas-Estudiantes de Izquierdas* (UEP-EI). *Atenea* vise à protéger les femmes et à sensibiliser les étudiants sur leurs droits et les recours possibles en cas d'agression ou de harcèlement notamment.

[81] MAZZUCA Roberto, « Los excesos de la histeria », in *Archivos de medicina de la Asociación Española de Médicos Internos Residentes*, n° 1/2, 2005, p. 2-8.

Enfin, les associations à caractère politique promeuvent des idées et des actions en rapport avec les activités des universités, mais avec une identité politique propre, souvent inspirée de formations politiques extérieures aux universités. Nous allons tenter d'évaluer dans quelle mesure ces associations à l'orientation politique assumée peuvent influencer le milieu étudiant, à travers deux organisations de gauche et d'extrême gauche de l'UCM : *La Chispa* et UEP-EI. *La Chispa* est une association universitaire crée en 2011 à la faculté de Sciences politiques et de Sociologie de l'Université Complutense de Madrid, sur le campus de Somosaguas. Ses actions visent à défendre les droits des étudiants, l'université publique et son accès pour tous, dans une perspective antifasciste, féministe et antiraciste[82]. Créées en 1984, soit deux ans après la victoire du PSOE de Felipe González, *Unión de Estudiantes Progresistas* et *Estudiantes de Izquierdas*, devenues une seule et même association (UEP-EI), est l'une des plus anciennes associations de l'Université Complutense. Cette dernière, issue de la Faculté de Droit, se trouve sur le campus de Ciudad Universitaria et défend des idées progressistes tout en s'appuyant sur le droit dans une perspective de défense des intérêts individuels et collectifs des étudiants, en proposant par exemple des conférences permettant un approfondissement de connaissances ainsi qu'une interaction privilégiée avec des représentants de la classe politique ou du domaine judiciaire. Ces associations à caractère politique peuvent s'apparenter à des organisations représentatives car elles s'articulent autour d'un modèle associatif complexe. Celles-ci répondent en effet à la réglementation des associations universitaires, mais avec des pratiques s'apparentant à du syndicalisme (contact avec les organes décisionnaires, défense des droits des étudiants, contestation et organisation de grèves, etc.). Toutefois, bien que certains membres de ces associations siègent au sein d'organes décisionnaires des universités, le statut d'organisation de représentation étudiante (ORE) n'existe pas en Espagne [83]. La représentation des étudiants dans les instances des universités est prévue par le *Real Decreto* du 31 décembre 2010, portant sur le statut, les droits et les devoirs des étudiants[84]. Dans le Chapitre VIII, article 35, ce texte prévoit la création de commissions de représentation des étudiants, formées grâce à des élections dans lesquelles tout étudiant inscrit à l'université peut se présenter (sans dépendre obligatoirement d'une organisation étudiante). Chaque université dispose d'une délégation ou d'un conseil des

[82] Voir la présentation de l'association sur le site de la Faculté : [https://politicasysociologia.ucm.es/asociaciones-de-estudiantes] (Dernière consultation : 22/07/2021).
[83] Ce statut est une spécificité française, mis en place par la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation, promue par Lionel Jospin.
[84] MINISTERIO DE EDUCACIÓN, *Real Decreto 1791/2010, de 30 de diciembre, por el que se aprueba el Estatuto del Estudiante Universitario*, BOE n° 318, 2010.

étudiants. Créée en 2001, la *Coordinadora de Representantes de Etudiantes de Universidades Públicas* (CREUP) permet de réunir ces différentes assemblées de représentation étudiante à échelle nationale et de remonter leurs demandes au Gouvernement[85]. Cette fédération ne réunit pas encore toutes les délégations de l'ensemble des universités publiques espagnoles. Au sein de la Communauté de Madrid, les délégations étudiantes de la Universidad Politécnica, de la Complutense, de l'Université d'Alcalá, de la Universidad Nacional de Educación a Distancia (UNED), de la Universidad Rey Juan Carlos (URJC) et de la Universidad Autónoma de Madrid (UAM) font partie de la CREUP.

Afin de nuancer et de compléter notre étude, nous avons interrogé des étudiants issus de deux organisations internationales portées par les étudiants et ayant des antennes dans les universités madrilènes. Étant donné le nombre assez important d'associations universitaires revendiquant des idées de gauche voire d'extrême-gauche, nous avons fait le choix de contacter *Students for Liberty* (*Estudiantes por la Libertad* en Espagne), une organisation internationale visant à rassembler les étudiants qui défendent un modèle politique et économique basé sur le libéralisme. Des réunions sont régulièrement organisées à Madrid et de nombreuses activités en ligne et en présentiel favorisent les échanges entre les étudiants et à développer un modèle de militantisme libertaire, en totale opposition avec les idées de gauche et d'extrême-gauche défendues par des associations telles que *La Chispa* par exemple.

Par ailleurs, il nous a semblé important d'aborder une organisation en lien avec la protection de l'environnement, car il s'agit-là d'un sujet occupant une grande partie des préoccupations de la jeunesse. Il est dommage que nous ne soyons pas parvenue à obtenir des entretiens de la part d'associations universitaires de protection de la planète, néanmoins, nous avons découvert que la UAM abritait une antenne de *Fridays for future* (*Juventud por el Clima* en Espagne). Il s'agit d'une organisation internationale de protection de l'environnement faisant suite à la mobilisation d'une lycéenne suédoise, Greta Thunberg, qui séchait les cours pour siéger devant le parlement de son pays et interpeler la classe politique sur l'urgence environnementale et l'impact que le réchauffement climatique risque d'avoir sur sa génération et celles à venir. Le combat de cette jeune fille insufflera un élan de protestation international de la part de milliers de jeunes et entraînera plusieurs grèves étudiantes pour le climat à partir de 2018 dans le monde entier.

[85] Par ailleurs, la CREUP collabore souvent avec la Coordinadora de Rectores de las Universidades Españolas (CRUE), qui réunit les responsables de près de 80 universités publiques et privées sur tout le territoire.

Le milieu étudiant : élément central dans les transformations du panorama politique et de l'action collective ?

Le mouvement social du 15-M a permis à tout un collectif issu des universités de rendre visibles leur colère et leurs revendications. En marquant un tournant dans le renouveau démocratique en Espagne[86], il a entraîné une modification sans précédent du panorama politique, y compris au niveau institutionnel[87]. En sept ans (2011-2018), l'apparition de nouveaux partis politiques et de mouvements sociaux forts sont autant d'éléments qui nous invitent à nous interroger sur la place de la jeunesse dans ces transformations sociétales, et en particulier de la communauté étudiante, bien souvent au cœur de la mobilisation collective. Par ailleurs, il semble inévitable d'aborder la période électorale de l'année 2019 ainsi que la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, qui projette une nouvelle fois la jeunesse au cœur d'incertitudes et de difficultés conjoncturelles. En ce sens, nous chercherons à déterminer dans quelle mesure les revendications portées par les différentes formes d'action collective issues du milieu étudiant contribuent à modeler le panorama politique et social espagnol.

Nous proposons de répondre à cette interrogation en trois temps. Il s'agira tout d'abord de démontrer que le milieu étudiant est un catalyseur de critique à l'égard de la classe politique, devenu plus visible grâce aux mobilisations massives du mouvement social du 15-M. Nous analyserons ensuite le rôle des revendications et de la mobilisation de la jeunesse étudiante dans la diversification des partis politiques. Enfin, nous évaluerons les perspectives de la mobilisation étudiante dans ce panorama politique et social en pleine transformation, à travers l'exemple des associations universitaires.

La première partie de notre travail démontre que les générations Y et Z semblent être imprégnées d'une forme de « culture de crise » en raison des différentes problématiques traversées par le pays alors qu'ils n'étaient que des enfants ou des adolescents. Leurs expériences directes ou indirectes viennent également se heurter à la remise en question de l'honnêteté de la classe politique, plongée au cœur de scandales de corruptions inédits. Ces

[86] MIR GARCÍA Jordi, « La emergencia de otra política para una democracia real », in *Kultur: revista interdisciplinària sobre la cultura de la ciutat*, n° 2/1, 2014, p. 87-100.
[87] RUEDA Daniel, « Los legados institucionales del largo 15-M. El final del momento populista y la vía errejonista a la transversalidad », in *Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales*, n° 19, 2020. Accès : [https://recyt.fecyt.es/index.php/encrucijadas/article/view/80320] (Dernière consultation : 29/08/2022).

enfants de la crise, devenus de jeunes adultes étudiant dans des universités publiques, sont toujours confrontés à des difficultés, malgré une reprise de l'économie. La période post-crise ne facilite ni ne présage de meilleures opportunités d'insertion professionnelle et d'émancipation pour ces jeunes issus de deux générations. Les stigmates des politiques d'austérité, les difficultés rencontrées et l'absence de perspectives les rendent toujours plus critiques à l'égard de la classe politique. Cette jeunesse étudiante, dont l'avenir semble peu enclin aux projets de vie, est à l'origine d'une mobilisation massive dans le pays entraînant dans son sillage un renouvellement de la démocratie espagnole.

Notre deuxième partie s'intéresse justement à cette rupture avec « l'élite », occasionnée par une visibilité accrue des mouvements sociaux en Espagne, notamment à travers le 15-M, porté principalement par des jeunes diplômés et étudiants, qui se sentent trahis par leurs dirigeants et désabusés par les promesses d'un avenir plus heureux. Dès lors, le milieu étudiant espagnol devient à la fois témoin et acteur du renouveau politique, dont le principal fruit sera la création du parti Podemos, issu d'un groupe de jeunes universitaires de la Complutense. Cette jeunesse en demande d'alternatives à la politique traditionnelle sera le tremplin à la fin du monopole du pouvoir par un bipartisme perçu comme vieillissant et corrompu par une grande partie d'une jeunesse étudiante déçue. Face à ce constat, l'ensemble des partis politiques multiplie les tentatives de « rajeunissement » pour tenter d'attirer de nouveaux militants dans leurs *juventudes*, ou de séduire des primo-votants indécis ou déçus avant même d'avoir glissé leur bulletin dans l'urne. Car malgré une diversification importante et rapide du nombre de partis politiques présents dans les institutions, une forme de pessimisme électoral semble éloigner la jeunesse étudiante de la classe politique, tournée en dérision par des *millenials* et des *Gen Z* toujours plus créatifs sur les réseaux sociaux, à coups de *memes* cyniques ou de *tweets* hilarants. Dans le même temps, les procès des personnalités politiques impliquées dans les affaires de corruption viennent raviver le souvenir douloureux d'un sentiment de trahison collectif.

Notre troisième et dernière partie tente de démontrer que la mobilisation étudiante semble dorénavant se tourner davantage vers des revendications portées par les nouveaux mouvements sociaux, dont la visibilité s'est mondialement accrue : le féminisme et l'écologie. Ces champs d'action collectives suscitent l'intérêt de la jeunesse étudiante, tout comme l'ensemble de la classe politique, qui cherche à inclure ces causes sociétales dans leurs discours, pour les défendre comme pour dénoncer une réappropriation politique par les partis

concurrents. Dans ce contexte, les organisations étudiantes, et en particulier les associations universitaires, sont des structures particulièrement propices aux interactions sociales et parfois à l'initiation à la politique ou aux pratiques militantes. Qu'elles soient à caractère politique ou non, elles jouent un rôle dans le développement de l'identité et la participation politique des étudiants. À travers les activités qu'elles organisent et les personnes qu'elles parviennent à fédérer, il arrive qu'elles servent de pont entre les étudiants, la politique et l'action collective. Elles peuvent également être à l'origine de la mobilisation collective dans les universités, par le biais de manifestations sur les campus ou à travers les réseaux sociaux. Ces outils numériques servent de fil conducteur à l'ensemble des mouvements étudiants depuis le 15-M. Nous analyserons donc dans quelle mesure l'utilisation d'internet a changé le visage de la mobilisation étudiante et comment celle-ci s'est organisée lors du confinement de mars 2020.

La période 2008-2020 a été le terreau fertile de crispations populaires. Nous allons à présent voir comment les jeunes des générations Y et Z, élevés dans un contexte de crise et témoins de réalités sociales parfois difficiles, peuvent devenir les acteurs d'un renouveau de l'action collective et de la démocratie une fois devenus étudiants.

PARTIE I – Les premières expériences politiques et sociales d'une jeunesse militante en devenir

> *La corrupción, la incompetencia, la destrucción especulativa de las ciudades y de los paisajes naturales, la multiplicación alucinante de obras públicas sin sentido, el tinglado de todo lo que parecía firme y próspero y ahora se hunde delante de nuestro ojos: para que todo eso fuera posible hizo falta que se juntaran la quiebra de la legalidad, la ambición de control político y la codicia -pero también la suspensión del espíritu crítico inducida por el atontamiento de las complacencias colectivas, el hábito perezoso de dar siempre la razón a los que se presentan como valedores y redentores de lo nuestro*[88].

La « década dorada »[89], période comprise entre 1995 et 2007 en Espagne, ne pouvait laisser présager une quelconque crise financière. Pendant cette époque de prospérité et d'optimisme économique, les deux plus grandes métropoles espagnoles, Madrid et Barcelone, regroupaient à elles seules près d'un quart des chantiers de construction et des investissements immobiliers[90]. En 2007, le pourcentage du PIB généré par le secteur de la construction dépassait les 12% et était à l'origine de 2,7 millions d'emplois. L'immobilier est alors devenu un secteur important d'investissement et de spéculation privés. Aveuglés par la « facilité » de l'accès à la propriété, de nombreux Espagnols ne sont pas parvenus à anticiper les effets d'une éventuelle crise économique sur leur pouvoir d'achat.

En 2008, la crise des *subprimes* aux États-Unis atteint une ampleur d'ordre mondial et se manifeste principalement en Espagne par l'éclatement de la bulle immobilière, provoquée par l'effondrement des marchés spéculatifs à échelle internationale. Des milliers de familles se retrouvent à devoir rembourser des crédits dont le taux d'intérêt a très fortement augmenté et de nombreuses entreprises sont contraintes de licencier des employés en masse, principalement dans le secteur de la construction. Dans ce contexte, des milliers de jeunes Espagnols se retrouvent confrontés directement ou indirectement aux conséquences de cette crise, ce qui nous conduit à nous demander dans quelle mesure les conséquences de la crise économique ont impacté et continuent d'influencer la jeunesse espagnole, tant dans leur façon de penser que d'organiser leur quotidien et leur avenir.

[88] MUÑOZ MOLINA Antonio, *Todo lo que era sólido*, Barcelone, Seix Barral, 2013, p. 97.
[89] Terme emprunté à l'ouvrage de CASILDA Ramón, *La década dorada: economía e inversiones españolas en América latina.1990-2000*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá. Servicio de Publicaciones, 2003.
[90] MÉNDEZ Ricardo, *Atlas de la crisis…*, *op. cit*, p. 52

Chapitre 1 - Mémoires de l'austérité : une jeunesse projetée au cœur de la crise

Lorsque la crise financière de 2008 s'est déclarée en Espagne, le Partido Socialista Obrero Español (PSOE) au pouvoir a dû faire face aux premières conséquences économiques et sociales dans les secteurs d'activités publics et privés. À partir de mai 2010, sous la pression de l'Union européenne et des agences de notation, le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero change de stratégie et applique des politiques d'austérité drastiques, à commencer par le gel des salaires des fonctionnaires, en faisant adopter des « medidas extraordinarias para la reducción del déficit publico »[91]. En août 2010, l'âge légal du départ à la retraite passe de 65 à 67 ans[92] et une réforme du travail entre en vigueur au mois de septembre[93] de la même année. Le 20 novembre 2011, face à une situation économique et sociale de plus en plus instable, Zapatero convoque des élections législatives anticipées. À la fin de son dernier mandat, plus de 5 millions d'Espagnols sont au chômage, soit près de 23 % de la population, contre 9% à la fin de son premier mandat en mars 2008[94]. Mariano Rajoy, *leader* du *Partido Popular* (PP), remporte ce scrutin en gagnant une majorité significative au Parlement. Ce pouvoir obtenu alors permet au parti de droite de promulguer une nouvelle série de lois et de « mesures urgentes »[95] afin d'accélérer la relance de l'économie espagnole et de réduire la dette publique. L'ensemble des dispositions prises par les gouvernements successifs de Zapatero et Rajoy ne concerne pas toujours les jeunes de façon directe, mais à terme, elles ont de lourdes conséquences dans leur émancipation et leurs projets de vie, comme acheter un bien immobilier, fonder une famille, etc.

L'objectif de ce premier chapitre est d'effectuer un bref retour sur cette période, en articulant cette analyse autour de domaines qui encadrent le quotidien des jeunes, de l'enfance

[91] JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 8/2010, de 20 de mayo, por el que se adoptan medidas extraordinarias para la reducción del déficit público*, BOE n° 126, 2010. Accès: [https://www.boe.es/boe/dias/2010/05/24/pdfs/BOE-A-2010-8228.pdf] (Dernière consultation : 19/07/2020).
[92] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 27/2011, de 1 de agosto, sobre actualización, adecuación y modernización del sistema de Seguridad Social*, BOE n° 184, 2011. Accès: [https://www.boe.es/eli/es/l/2011/08/01/27/dof/spa/pdf](Dernière consultation le 10/06/2020).
[93] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 35/2010, de 17 de septiembre, de medidas urgentes para la reforma del mercado de trabajo*, BOE n° 227, 2010. Accès: [https://www.boe.es/buscar/pdf/2010/BOE-A-2010-14301-consolidado.pdf] (Dernière consultation : 10/06/2020).
[94] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), *Tasas de paro por distintos grupos de edad, sexo y comunidad autónoma*, tableau 2011T4, v.2012. Accès : [https://www.ine.es/consul/serie.do?d=true&s=EPA815&c=2&] (Dernière consultation : 06/06/2020).
[95] JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 3/2012, de 10 de febrero, de medidas urgentes para la reforma del mercado laboral*, BOE n° 36, 2012. Accès: [https://www.boe.es/boe/dias/2012/02/11/pdfs/BOE-A-2012-2076.pdf] (Dernière consultation : 10/06/2020).

à l'âge adulte. C'est pourquoi nous aborderons, dans un premier temps, les effets de la crise et des politiques d'austérité dans les foyers. Nous poursuivrons en étudiant les différentes stratégies de solidarité visant à pallier les restrictions budgétaires de l'État, dans les familles, les associations, les collectifs de quartier et les écoles. Nous effectuerons ensuite une analyse des inégalités dans le milieu scolaire, générées, voire accentuées par la réforme éducative du gouvernement de Mariano Rajoy en 2013. Enfin, nous interrogerons la place accordée aux jeunes pendant la Grande Récession[96] et ce qu'il est advenu de « la jeunesse la mieux formée de l'Histoire »[97] du pays.

1.1. Les conséquences de la crise et de la « cure prolongée d'austérité »[98] en Espagne et à Madrid

Depuis 2008, la dette publique espagnole ne fait qu'augmenter[99] et les investisseurs sont de plus en plus réticents à racheter tout ou partie de cette dernière de peur que le pays ne se retrouve en situation de défaut de paiement. Les gouvernements successifs de José Luis Zapatero et de Mariano Rajoy ont donc appliqué des mesures radicales pour tenter de mettre fin aux déséquilibres économiques du pays en faisant preuve d'une gestion plus raisonnable des finances, en réduisant notamment les dépenses publiques, et ainsi regagner la confiance des investisseurs tout en évitant que les entités économiques mondiales et européennes ne demandent à prendre en main l'Économie de l'Espagne[100]. Cette politique d'austérité produit des effets rapidement visibles. Néanmoins, ces coupes budgétaires entraînent dans le même temps une paupérisation de nombreux Espagnols. La multiplication de contrats courts et modulables au détriment d'emplois à durée indéterminée, la baisse des salaires, l'augmentation des taux d'intérêt des prêts immobiliers contractés avant la crise et la

[96] Il s'agit d'un autre terme, d'origine anglosaxonne, pour désigner la crise économique mondiale de 2008.
[97] Cette expression apparaît dans la toute première phrase du manifeste de *Juventud sin Futuro*, un collectif crée en février 2011 : « Nosotras y nosotros, la juventud sin futuro, nos dirigimos a la opinión pública para mostrar nuestro desacuerdo con la política de recortes sociales del Gobierno, y la consecuencia más grave y con mayor impacto en el futuro que estas medidas representan: la juventud más preparada de nuestra historia vivirá peor que sus padres ». Voir le manifeste complet sur le site Viento Sur : [https://vientosur.info/juventud-sin-futuro/] (dernière consultation : 01/08/2022).
[98] Expression empruntée à l'ouvrage de PIKETTY Thomas, *Le capital au XXI^e siècle*, *op. cit.*, p. 885.
[99] La dette publique espagnole est passée de 35% du PIB au premier trimestre 2008 à 54,9% du PIB au premier trimestre 2010. Source : BANCO DE ESPAÑA, « Evolución trimestral de la deuda en porcentaje del PIB ». Accès : [https://www.epdata.es/evolucion-deuda-publica-pib/8ac28c30-3480-40e5-bcfe-c7e181ad3d20/espana/106] (Dernière consultation: 01/08/2022).
[100] Comme ce fut le cas pour la Grèce, dont les finances ont été encadrées par le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Centrale Européenne (BCE) et le Parlement européen. Le pays n'est sorti de cette tutelle économique qu'en 2018.

diminution des prestations sociales – emploi, santé – laissent entrevoir des effets néfastes sur la durée et des signes de précarisation importants dans les foyers les plus modestes. Au cours de cette période de fortes restrictions (2010-2013), de nombreux enfants et jeunes adultes deviennent les témoins directs des difficultés rencontrées dans leurs familles ou leur entourage proche (amis, école, etc.).

1.1.1. L'accroissement de la vulnérabilité des foyers les plus modestes

Dans son article paru en 2009 dans la revue *Esprit,* Isabelle Baraud-Serfaty, maîtresse de conférence à Sciences Po et consultante en économie, analyse l'impact de la crise sur les villes aux États-Unis et définit deux « catégories » d'aires urbaines vulnérables : celles qui « se sont inscrites dans une logique de bulle immobilière (*boom towns*), c'est-à-dire qui ont connu une surproduction, notamment de logements, déconnectée des besoins réels, mais qui rencontrait une demande : celle d'investisseurs – transformés en spéculateurs – qui ont financé leurs acquisitions en tablant sur des plus-values futures »[101] et « celles qui, du fait des caractéristiques de leur tissu économique, sont sensibles au ralentissement économique né de la crise »[102]. Isabelle Baraud-Serfaty souligne également que l'excédent de bâtiments construits pendant la période de « prospérité » et laissés à l'abandon a modifié le paysage aux États-Unis. On retrouve cette catégorisation de la vulnérabilité des zones urbaines lorsque la crise éclate en Espagne :

> La vulnerabilidad urbana deriva de dos factores principales desencadenantes: la exclusión residencial y la exclusión laboral, que en su combinación se refuerzan mutuamente y desencadenan otros factores inhibidores, de carácter político, cultural, social, personal...[103].

Dans la région de Madrid, ces caractéristiques se retrouvent tant dans la capitale *intra-muros* que dans sa banlieue :

> En Madrid se describe una secuencia idéntica con caídas, primero, del empleo en la construcción y, luego, en la industria y algunas de las ramas del sector servicios. La diferencia estriba en que si la construcción y la industria acumulan el 70 % del empleo neto destruido entre 2009 y 2010, su

[101] BARAUD-SERFATY Isabelle, « La crise : menace ou chance pour les villes ? », in *Esprit* nº 11, 2009, p. 83-96, p. 84.
[102] *Ibid.*
[103] ALGUACIL GÓMEZ Julio, CAMACHO GUTIÉRREZ Javier, HERNÁNDEZ AJA Agustín, « La vulnerabil idad urbana en España. Identificación y evolución de los barrios vulnerables », in *Empiria: Revista de metodología de ciencias sociales*, nº 27, 2014, p. 73-94, p. 78.

importancia en el PIB regional era en 2007 de "sólo" el 18 %, menos por ejemplo que los servicios a las empresas.[104]

La Communauté de Madrid fait partie des régions les plus touchées par l'accroissement de la vulnérabilité de sa population. Ce phénomène exacerbe de fait les inégalités déjà présentes entre les différents quartiers de la capitale, mais aussi entre les communes de la périphérie. Las Rozas, Majadahonda, Torrelodones ou Pozuelo de Alarcón accueillent traditionnellement des habitants aux revenus élevés, tandis que Parla, Leganés, Móstoles ou encore Arganda del Rey sont plutôt des villes populaires hébergeant des travailleurs issus de classes ouvrières et moyennes. Les zones urbaines les plus vulnérables du pays telles que ces villes de la banlieue de Madrid deviennent rapidement le théâtre de nombreuses expulsions de familles durement touchées par la crise.

Un rapport de l'Observatori DESC (Drets Econòmics Socials i Culturals)[105] montre qu'entre 2008 et 2012, le nombre annuel d'expulsions en Espagne est passé de moins de 30.000 à plus de 70.000[106]. En 2012, au regard de cette situation préoccupante, une loi accorde un moratoire de deux ans pour les foyers les plus en difficultés[107]. Ce dispositif leur permet de trouver une éventuelle solution et, dans le cas contraire, offre la possibilité aux familles de s'acquitter de leur dette immobilière par le biais de la *dación en pago* (dation en paiement), c'est-à-dire en cédant leur bien à la banque créancière. L'adoption de ce texte coïncide tristement avec le suicide d'une femme sur le point d'être expulsée de son logement[108].

Par ailleurs, l'indicateur AROPE (At Risk Of Poverty and social Exclusion) en Espagne montre que le nombre de foyers en grandes difficultés — menacés par la pauvreté et les privations matérielles fortes – a augmenté entre 2009 et 2011, passant de 24,7 % à 26,7 %[109]. Ce taux ne fait que grimper jusqu'en 2014, atteignant 29,2 %[110], et n'a pas baissé de façon

[104] RODRÍGUEZ Emmanuel, GARCÍA Beatriz, MUÑOZ Óscar, « Del Madrid global a la crisis urbana. Hacia la implosión social », in OBSERVATORIO METROPOLITANO, *Paisajes devastados…*, *op. cit.*, p. 123-177, p.126.
[105] L'Observatori DESC est un groupe d'organisations visant à défendre des droits fondamentaux tels que le droit au logement, le droit au travail ou encore le droit à l'éducation. Ses travaux visent à interpeller les pouvoirs publics sur les obligations de l'État vis-à-vis de ces droits.
[106] OBSERVATORI DESC, *Los desahucios de 2008-2017…*, *op. cit.*
[107] JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-Ley 27/2012, de 15 noviembre de 2012, de medidas urgentes para reforzar la protección a los deudores hipotecarios*, BOE n° 276, 2012. Voir notamment les alinéas 2 et 3 de l'article 1 sur les familles concernées par ce moratoire et les conditions d'attribution.
[108] REYERO Itziar, « Una mujer se arroja al vacío durante el desahucio de su casa en Baracaldo », *ABC*, 9 novembre 2012. Accès : [https://www.abc.es/espana/pais-vasco/abci-suicidio-mujer-barakaldo-201211090000_noticia.html] (Dernière consultation : 28/06/2020).
[109] MINISTERIO DE SANIDAD, CONSUMO Y BIENESTAR SOCIAL, *Evolución de la pobreza en España: principales indicadores*, p. 29. Accès: [https://www.mscbs.gob.es/ssi/familiasInfancia/inclusionSocial/inclusionSocialEspana/Evolucion_indica_pobreza_09_18.pdf] (Dernière consultation : 18/06/2020).
[110] *Ibid.*

significative puisqu'en 2018, il était encore de 26,1 %[111]. Cette hausse de la précarité n'est pas sans conséquence chez les jeunes Espagnols vivant dans ces foyers.

Entre 2009 et 2013, la part des moins de 17 ans vivant dans des familles où tous les adultes sont au chômage est passée de 9,9 % à 14,1 %[112]. Une telle situation implique une perte conséquente de revenus dans les familles, accompagnées de graves difficultés économiques et matérielles dont de nombreux enfants et adolescents en sont les témoins[113]. De plus, la réduction des dépenses publiques dans les aides sociales[114] n'a fait qu'accroître le taux de pauvreté infantile du pays. Comme l'explique José Félix Tezanos, actuel président du Centro de Investigaciones Sociologicas (CIS), dans son ouvrage *En los bordes de la pobreza : las familias vulnerables en contextos de crisis* :

> Tal brecha de pobreza infantil denota la debilidad de las políticas de familia y de bienestar social, y corre paralela — aunque en menor grado — con la mayor brecha de desigualdad registrada en el conjunto de la población española, respecto a los promedios europeos. En España esta brecha ha evolucionado desde el 25,5% en 2005 — cuando se situaba cuatro puntos por encima de promedio de la zona euro y dos puntos más que el conjunto de la Unión Europea — hasta el 30,8% de 2011[115].

Les écarts de revenus et de niveau de vie entre les différentes catégories sociodémographiques en Espagne n'ont cessé de se creuser comme en témoigne l'évolution de l'indice de Gini, qui mesure les inégalités sur une échelle comprise entre 0 (égalité absolue) et 1 (inégalité absolue). En 2008, celui de l'Europe des 28 se situait autour de 0,30 contre 0,32 pour l'Espagne. En 2014, il n'a pas dépassé 0,31 dans l'Europe-28, tandis qu'en Espagne, il est monté jusqu'à 0,347[116]. Cette brève comparaison nous permet de déduire qu'au-delà des nombreuses difficultés économiques rencontrées par les familles les plus vulnérables, la crise économique et ses conséquences ont creusé les inégalités en Espagne de façon visible sur l'ensemble du territoire. Tout ceci entraîne différents comportements en réaction à ce contexte peu favorable.

---

[111] *Ibid.*
[112] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Empleo*, v.2014. Accès :[https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=11190#!tabs-tabla] (Dernière consultation : 20/04/2020).
[113] CENTRO DE INVESTIGACIONES DE UNICEF, « Los niños de la recesión…», *op. cit.*, p. 16-20.
[114] FROTIÉE Brigitte, « Transformation du modèle social : le cas de l'Espagne », in *Informations sociales*, n° 180/6, 2013, p. 122-131.
[115] TEZANOS José Félix, *En los bordes de la pobreza…*, *op. cit.*, p. 21.
[116] EUROSTAT, « Coefficient de Gini du revenu disponible équivalent – Enquête EU-SILC ». Accès : [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tessi190/default/table?lang=fr] (Dernière consultation : 26/04/2022).

1.1.2. L'impact psychologique de la crise et de l'austérité dans les familles

L'augmentation du taux de chômage, la baisse du revenu moyen par foyer, l'accroissement du niveau de pauvreté sont autant de facteurs qui démontrent qu'en temps de crise économique, le bien-être social se retrouve fortement impacté. De même, l'instabilité économique ne permet plus aux individus d'avoir de certitudes quant à l'évolution favorable de leur situation. Ces différents paramètres ont une incidence sur la santé mentale des Espagnols[117]. Une étude publiée en 2013 a révélé qu'entre l'année 2006-2007 et 2010-2011, les troubles dépressifs majeurs ont augmenté de 156% chez les hommes et de 105% chez les femmes. De même, les troubles de l'anxiété généralisée ont augmenté de 98% chez les hommes et de 71% chez les femmes[118]. D'autres études en psychologie se sont consacrées aux réactions individuelles face aux risques et menaces engendrés par la détérioration des conditions de travail, la baisse du pouvoir d'achat ou les situations financières complexes liées au remboursement d'un emprunt par exemple. Comme le souligne la psychologue Beatriz Becerro de Bengoa dans son article sur l'impact psychique de la crise sur les personnes :

> No todas […] reaccionan de la misma forma cuando reciben una mala noticia, como por ejemplo cuando van a ser despedidos, o cuando ven que los impuestos suben sin remedio o incluso cuando están a punto de perder su propia casa. Son sus valores, creencias y metas, los filtros utilizados para realizar la lectura de lo que está pasando. Por ello ante un despido, hay trabajadores que lo viven como un rotundo fracaso y se hunden ante esta evidencia. Y por otro lado, aquellos que lo experimentan como un reto para seguir creciendo[119].

Les solutions choisies pour relancer l'économie espagnole ont été préjudiciables à une grande partie de la population. Le chômage de masse, la précarisation des conditions de travail, l'augmentation du coût des soins et la baisse du pouvoir d'achat des foyers sont autant de conséquences amenant à mettre en doute le bien-fondé de politiques d'austérité aussi strictes. Les dommages causés par une telle précarité ont de nombreuses répercussions psychiques, y compris chez les plus jeunes.

---

[117] Voir par exemple les travaux suivants : OLIVA Juan, GONZÁLEZ LÓPEZ-VARCÁRCEL Beatriz, BARBER PÉREZ Patricia *et al.*, « El impacto de la Gran Recesión en la salud mental en España. Informe SEPAS 2020 », in *Gaceta Sanitaria*, n° 34, 2020, p. 48-53 et SALVADOR CARULLA Luis, ROCA Miquel, « Mental health impact of the economic crisis in Spain », in *International Psychiatry*, n° 10/1, 2013, p. 8-10.

[118] GILI Margalida, ROCA Miquel, BASU Sanjay *et al.*, « The mental health risks of economic crisis in Spain: evidence from primary care centres, 2006 and 2010 », in *The European Journal of Public Health*, n° 23/1, 2013, p. 103-108.

[119] BECERRO DE BENGOA Beatriz, « Aspectos psicológicos de la persona como consecuencia de la crisis y el empobrecimiento en España », in *Revista Crítica*, n° 975, Septembre-Octobre 2011, p. 65-69, p. 68.

En 2014, un rapport de l'ONG *Human Rights Watch* démontre l'impact émotionnel de la crise et de la précarité des familles sur les enfants :

> El impacto inmediato y a largo plazo en los niños que viven en familias endeudadas es muy preocupante. […][L]os niños pagan el precio emocional de vivir en hogares que sufren un estrés financiero extremo. Esto puede afectar su bienestar general y su desarrollo, provocando problemas en la escuela y en entornos sociales[120].

De même, des travaux en sciences de l'éducation, comme l'article de Carme Panchón Iglesias intitulé « Infancia, adolescencia y familias : la exclusión que no cesa », souligne les conséquences cognitives et psychologiques de la précarité des foyers les plus modestes sur les enfants :

> Las situaciones de emergencia en las familias generan un gran estrés emocional que entre otros problemas afecta muy directamente al proceso de aprendizaje de sus hijos e hijas. La inseguridad, la poca esperanza, la desesperación de algunas personas adultas con responsabilidades parentales provoca en sus hijos e hijas, niños y adolescentes, también sensación de impotencia, desánimo, desmotivación y angustia[121].

Une enquête sur la santé mentale des individus de 4 à 14 ans, réalisée entre 2011 et 2012 et basée sur la méthode Strengths and Difficulties Questionnaire (SDQ)[122], montre que :

> De las 5 dimensiones del riesgo de mala salud mental que estudia el SDQ, la primera son los síntomas emocionales. […] Las puntuaciones en el […] SDQ fueron peores en los niños y niñas de familias monoparentales, de clase social más desfavorecida y de familias con algún miembro o todos sus miembros desempleados[123].

Les tensions familiales sont plus récurrentes et entrainent de nombreuses remises en question au sein du couple parental. Les enfants se retrouvent au centre de ces conflits pouvant survenir à la suite de la perte d'un emploi et du stress occasionné par l'incertitude financière et matérielle. Ce sont ces jeunes qui souffrent le plus de la crise, car, comme le montre un

---

[120] SUNDERLAND Judith, *Sueños rotos…*, *op. cit.*, p.51.

[121] PANCHÓN IGLESIAS Carme, « Infancia, adolescencia y familias: la exclusión que no cesa », *in El Guiniguada, Revista de investigaciones y experiencias en Ciencias de la Educación*, n°22, 2013, p. 103-113, p. 108.

[122] Le SDQ est un questionnaire utilisé pour évaluer l'attitude d'un enfant et détecter d'éventuels troubles du comportement. Il se compose de cinq items : troubles émotionnels, troubles comportementaux, échelle d'hyperactivité, troubles relationnels avec les pairs, comportement prosocial. Chacun de ces items est constitué de cinq affirmations formulées à partir de points à observer chez l'enfant étudié et à évaluer en fonction de la véracité de ces affirmations. Exemple : « Se bagarre souvent avec les autres enfants : pas vrai/ parfois ou un peu vrai/très vrai ». En fonction de la réponse à l'affirmation, un nombre de points est donné et le résultat du questionnaire se base sur le nombre de points totalisés sur l'ensemble des affirmations. Pour en savoir plus, voir GOODMAN Robert, « The Strengths and Difficulties Questionnaire: A Research Note », in *The Journal of Child Psychology and Psychiatry*, n° 38, 1997, p. 581-586.

[123] MINISTERIO DE SANIDAD, SERVICIOS SOCIALES E IGUALDAD, *Encuesta Nacional de Salud. España 2011/12. Salud mental y calidad de vida en la población infantil,* Serie Informes monográficos, Madrid, Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad, n° 2, 2014, p.21. Accès : [https://www.mscbs.gob.es/estadEstudios/estadisticas/encuestaNacional/encuestaNac2011/informesMonograficos/SM_CVRS_infantil_ENSE2011_12_MONOGRAFICO2.pdf] (Dernière consultation : 18/03/2020).

rapport de The Family Watch, observatoire des réalités sociales et des familles, basé à Madrid :

> Los altos niveles de conflicto, el nivel de estrés y pobreza […] pueden afectar negativamente la salud mental […]. Y la salud mental precaria afecta a la capacidad de los padres, estén casados, separados o divorciados, para ejercer su tarea, lo que a su vez afecta al bienestar de los hijos[124].

Pendant la crise et la période d'austérité, le nombre de séparations et de divorces n'a pas connu de hausse significative, excepté en 2014, où l'on passe de 124.803 à 133.491 cas en un an[125]. Ce pic coïncide avec les premiers signes de reprise. En effet, les résultats de l'analyse de la Banque d'Espagne sur l'évolution de la situation économique du pays montrent que cette année-là, le PIB repart à la hausse et le taux de chômage commence à baisser[126].

1.1.3. Une économie familiale à repenser pour les foyers les plus modestes

Au-delà du coût psychologique de la perte d'un emploi, c'est toute la gestion de l'économie familiale qui doit être repensée lorsque l'ensemble des membres d'un même foyer se retrouve au chômage. Confrontées à une période de récession à l'issue indéterminée, les classes modestes cherchent à limiter drastiquement leurs dépenses et réinventent leur façon de consommer :

> Entre estos nuevos hábitos se podrían destacar a modo de ejemplo: una mayor rutina en la acción de comprar, lo que implica un mayor conocimiento de los precios, la búsqueda de ofertas y la utilización de los descuentos y cupones de regalo; un gasto mayor en las denominadas marcas blancas; la utilización de nuevos espacios de compra que se caracterizan por precios más asequibles: Internet, outlets de ropa o grandes superficies de descuento; un nuevo enfoque hacia las vacaciones por ejemplo reduciendo el número de días de vacaciones y eligiendo destinos nacionales en lugar de los internacionales…[127].

Cette consommation plus raisonnée permet à des secteurs de se développer tels que celui de l'occasion[128]. En temps de crise, ces deux domaines d'activités ont des vertus tant

[124] THE FAMILY WATCH, « Las consecuencias del comportamiento: el bienestar en tiempos de cambio », in *IFFD Papers*, n° 39, février 2015. Accès: [https://www.thefamilywatch.org/wp-content/uploads/IFFDPapers39ES.pdf] (Dernière consultation: 18/03/2020).
[125] CONSEJO GENERAL DEL PODER JUDICIAL DE ESPANA, « Evolución de los divorcios y de las separaciones en España », EPDATA. Accès: [https://www.epdata.es/datos/matrimonios-divorcios-separaciones-datos-estadisticas/231/espana/106] (Dernière consultation : 30/06/2020).
[126] BANCO DE ESPAÑA, *Informe sobre la crisis financiera y bancaria en España, 2008-2014*, Madrid, Banco de España, 2017, p. 215. Accès: [https://www.bde.es/f/webbde/Secciones/Publicaciones/OtrasPublicaciones/Fich/InformeCrisis_Completo_web.pdf] (Dernière consultation : 12/03/2019).
[127] BRÄNDLE SEÑÁN Gaspar, « El consumo en tiempos de crisis: una aproximación sociológica a la distribución del gasto en España », in *Aposta, Revista de Ciencias Sociales*, n° 45, avril-mai-juin 2010. [http://www.apostadigital.com/revistav3/hemeroteca/brandle1.pdf] (Dernière consultation : 30/04/2019).
[128] BLÁZQUEZ Susana, « La crisis dispara la segunda mano », *El País*, 23 février 2014. Accès: [https://elpais.com/economia/2014/02/21/actualidad/1393003484_392657.html] (Dernière consultation: 13/02/2019).

économiques et sociales que psychologiques. Tout d'abord, le commerce de seconde main est certes une façon d'acheter moins cher des produits, mais ce marché est aussi une source annexe de revenus pour les particuliers, qui vendent ce dont ils ne se servent plus[129]. De même, ces transactions génèrent des interactions entre les personnes d'une commune ou d'un même quartier. Sur un autre exemple, les ateliers de « fait maison » (ou « *Do It Yourself* ») sont également un moyen de faire des économies et d'échanger sur des forums ou des plateformes dédiées[130]. De plus, leur succès incite des autoentrepreneurs à investir dans ce secteur florissant. Comme le souligne Ignacio Luna Aláez, « se han multiplicado los negocios que ofrecen cursos, ingredientes o instrumental diverso adecuado para las ideas más novedosas dentro de este campo, generando una nueva oportunidad para nuevos empresarios »[131]. Le « *Do It Yourself* » est par ailleurs à l'origine de ce que Michael I. Norton, Daniel Mochon et Dan Ariely ont appelé « l'effet Ikea ». La création ou la conception d'un produit (un objet, un plat, etc.) ajoute une valeur sentimentale au fruit du travail accompli et apporte une satisfaction personnelle à celui ou celle qui l'a réalisé[132]. La perte d'un emploi ou un chômage longue durée peut affecter psychologiquement un individu, celui-ci peut alors trouver un substitut, occuper son temps libre à faire quelque chose d'utile à son confort et retrouver un certain « goût du travail »[133].

Le mode de vie d'une grande partie des Espagnols a été bouleversé par la crise économique et les politiques d'austérité. Les difficultés financières occasionnées par la récession les ont obligés à restreindre leurs dépenses et à revoir leurs habitudes de consommation pour éviter d'être confrontés à des situations de précarité extrêmes. Malgré ces efforts, de nombreuses disparités se développent et entre 2008 et 2014, le taux de pauvreté en Espagne ne fait que croître[134]. Devant des inégalités de plus en plus fortes et des services publics parfois dépassés par l'ampleur des difficultés rencontrées par de nombreux foyers, la

[129] GARCÍA Yarelín, « Negocios de segunda mano: un sector " de primera " para tiempos de crisis », *ElEconomista.es*, 11 septembre 2011. Accès: [https://www.eleconomista.es/gestion-empresarial/noticias/3221803/07/11/Negocios-de-segunda-mano-un-sector-de-primera-para-tiempos-de-crisis.html] (Dernière consultation : 13/02/2019).
[130] RIUS Mayte, « La industria del házlo tú mismo », *La Vanguardia*, 31 janvier 2014. Accès: [https://www.lavanguardia.com/estilos-de-vida/20140131/54400639606/la-industria-del-hazlo-tu-mismo.html] (Dernière consultation : 13/02/2018).
[131] LUNA ALÁEZ Ignacio, *La crisis que cambió España…*, *op. cit.*, p. 74.
[132] NORTON Michael I., MOCHON Daniel, ARIELY Dan, « The " IKEA Effect ": When Labor Leads to Love », in *Harvard Business School Review*, 2011. [https://www.hbs.edu/faculty/Publication%20Files/11-091.pdf] (Dernière consultation : 20/04/2019).
[133] *Ibid.*
[134] Sur la base de l'indicateur AROPE, le taux de risque de pauvreté et d'exclusion sociale est passé de 23,8% de la population en 2008 à 29,2% en 2014. Source : EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK, *El estado de la pobreza. Seguimiento de pobreza y exclusión social en España (2008-2019)*, Madrid, EAPN-ES, 2020, p. 12.

société espagnole finit par s'appuyer sur les associations à but non lucratif, l'entraide locale et la solidarité familiale pour tenter de protéger les plus précaires.

1.2. Faire face aux risques d'exclusion et de pauvreté : le rôle de la solidarité et des associations en temps de crise

Entre 2009 et 2014, malgré une part plus élevée du PIB accordée aux retraites (+23,9 %), celles dédiées à la protection sociale (-13,8 %), à la santé (-13,8 %) et à l'éducation (-14,3 %) ont connu une baisse certaine[135]. Les services publics sont contraints de devoir venir en aide à de plus en plus de personnes mais avec moins de dotations. L'État n'est donc plus en mesure de former à lui seul un rempart contre la précarité grandissante de milliers de foyers, comme le souligne José Félix Tezanos : « los recortes en prestaciones sociales, en momentos en los que aumentan las demandas asistenciales, están dando lugar a una saturación de las necesidades y de los dispositivos de atención y, en consecuencia, a un creciente déficit asistencia »[136]. L'incertitude quant à la reprise économique du pays n'a fait que renforcer l'instabilité d'un système de santé et de couverture sociale en tension permanente[137]. Pour compenser le manque de moyens matériels et financiers, plusieurs réseaux de solidarité se sont créés ou développés. Les membres d'une même famille ont resserré leurs liens en s'entraidant, les associations caritatives ont dû faire face à un accroissement de la demande en produits de première nécessité et de soin, et des initiatives de participation citoyenne ont permis à des quartiers de s'organiser différemment afin d'éviter toute marginalisation des foyers les plus fragiles.

1.2.1. La solidarité familiale en temps de crise

Au début des années 2000, l'entraide familiale tend à disparaître dans les sociétés occidentales comme en Espagne, notamment avec l'essor des services à la personne (garde

[135] CONDE-RUIZ José Ignacio, DÍAZ Manuel, MARÍN Carmen (eds.), *Documento de Trabajo - 2016/09*, *op. cit.*, p. 9-10.
[136] TEZANOS José Félix, *En los bordes de la pobreza…*, *op. cit.*, p.24.
[137] FOMBUENA VALERO Josefa, « Le travail social en Espagne : un tournant incertain », in *VST : Vie Sociale et traitements*, n° 122, 2014/2, p. 59-64.

d'enfants, ménage à domicile, cours particuliers…)[138]. Avec la crise et la baisse du pouvoir d'achat qui en a découlé, les foyers ont dû renoncer à la consommation de ces services marchands au profit d'un échange gratuit de prestations entre les membres d'une même famille comme le rapporte Rémi Lenoir :

> [C]es formes de sociabilité se retraduisent dans les ménages les plus modestes par un recours plus fréquent à la cohabitation, à la garde d'enfants et à des menus services indissociables des visites ou des invitations. On pourrait parler à ce propos d'une sociabilité pratique, au sens utile, mais pas au sens utilitariste[139].

Le contexte particulier de la crise et les conséquences de l'austérité sur les foyers ont amené de nombreux individus à limiter les carences matérielles d'un ou de plusieurs membres d'une même famille. L'importance capitale de la solidarité intrafamiliale a été démontrée à de nombreux égards, notamment dans des études de sciences sociales et de psychologie. Celles-ci ont révélé que face à l'adversité, les membres d'une même famille peuvent se soutenir émotionnellement, matériellement ou encore financièrement[140]. Ce soutien a été l'un des remparts contre l'exclusion sociale de nombreuses familles qui, soudainement, ont dû faire face à des situations complexes et source de stress. En effet, Carme Panchón Iglesias rapporte que :

> Cada tipología de familia es un sistema de relaciones interpersonales donde los factores emocionales y educativos sirven para estructurar la socialización, la sociabilidad y la autonomía personal. El riesgo social se produce, en parte, cuando se rompen los lazos que vinculan el entorno familiar de los infantes y adolescentes con el entorno social[141].

Dans ce contexte, les retraités ont montré leur rôle central dans le maintien de la structure familiale, tant sur le plan matériel, économique qu'émotionnel. Ils allègent la charge de leurs propres enfants en leur permettant de se rendre au travail ou de rechercher un emploi. Comme le souligne María José González, chercheuse en sociologie du travail :

> L'importance du soutien des grands-parents s'est révélée particulièrement évidente lorsque les circonstances professionnelles des parents n'étaient pas particulièrement favorables. De nombreux

---

[138] PERAITA Laura, « La familia: una gran lección de solidaridad », *ABC*, 24 juin 2013. Accès: [https://www.abc.es/familia-padres-hijos/20130505/abci-familia-gran-leccion-solidaridad-201305042156.html] (Dernière consultation : 13/04/2019).

[139] LENOIR Rémi, « La solidarité familiale : une question morale ? », in PAUGMAN Serge (dir.), *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, 2007, p. 169-186, p. 184.

[140] Sur la question, voir par exemple: MARTÍNEZ GARCÍA Manuel Francisco, SÁNCHEZ Ana, MARTÍNEZ Julia, « Crisis económica, salud e intervención psicosocial en España », in *Apuntes de Psicología*, Vol. 35, n°1, 2017, p. 5-24 et CABELLO Sergio Andrés, PONCE DE LEÓN ROMERO Laura, « Rompiendo la hucha familiar. Estado de bienestar y familia en España, en un escenario de crisis sistémica », in *Trabajo social hoy*, n° 69, 2013, p. 7-20.

[141] PANCHÓN IGLESIAS Carme, « Infancia, adolescencia y familias… », *op. cit.*, p. 108.

> couples qui avaient reçu de l'aide de leur famille élargie ont souligné que cela leur avait apporté une certaine tranquillité d'esprit[142].

Les séniors contribuent d'autre part à réduire les dépenses du foyer d'un ou plusieurs de leurs enfants en hébergeant parfois la totalité de leur famille ou, au contraire, en s'installant chez l'un des leurs en échange d'une pension[143]. La place des personnes âgées dans la société espagnole a alors radicalement changé en passant de charges pour les familles à de véritables piliers économiques du foyer[144]. Rappelons qu'en 2013, plus d'un quart de la population espagnole est au chômage et 15 % des foyers sont composés uniquement de personnes sans emploi[145]. Il n'était donc pas rare de voir des retraités aider ou héberger leurs enfants, voire leurs petits-enfants comme le commente la journaliste Laura Peraita :

> No son pocos los casos de mayores que han abierto de par en par las puertas de sus casas para acoger a hijos y nietos asfixiados por las hipotecas y la pesadilla del paro. Además de abrir la hucha de sus ahorros, son los encargados de ir a llevar y buscar a sus nietos al colegio y hacer de canguros para que los padres puedan ir a trabajar, o a buscar un empleo[146].

Ce phénomène dure plusieurs années comme l'indique une enquête de l'Instituto Nacional de Estadística (INE) en 2015 :

> Entre 2014 y 2015 las personas de 65 y más años aumentaron un 1,3 %, siendo el mayor incremento entre los que vivían en pareja con hijos (6,9 %). También se incrementaron los mayores que vivían sin pareja, pero con hijos y los que vivían con otros parientes que no son su pareja ni sus hijos (3,5 % en ambos casos). Por el contrario, los que vivían en pareja sin hijos descendieron un 0,7 %[147].

D'autre part, les personnes âgées ayant besoin d'attention et de soins particuliers n'ont parfois eu d'autre choix que de s'installer chez un membre de leur famille en raison du coût des maisons de retraite médicalisées trop élevé, même avec l'aide financière de proches. Elles aussi sont victimes d'une forte précarisation:

---

[142] GONZÁLEZ María José, *et al.*, « Satisfaction With Work-Life Balance: Couples with Egalitarian Practices in their Transition to First-Time Parenthood in Spain », in *L'Année sociologique*, n° 68/2, 2018, p. 341-366. Citation originale: « The importance of support from grandparents was especially evident when the working circumstances of the parents were not particularly favourable. Many couples who received help from their extended family emphasised that it gave them peace of mind » (traduction de l'auteure).
[143] CALVO ZURITA Cristina, « Abuelito paga tú…», *op. cit.*
[144] LUNA ALÁEZ Ignacio, *La crisis que cambió España*…, *op. cit.*, p. 15.
[145] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Evolución de hogares con todos sus miembros en paro*, EPDATA. Accès : [https://www.epdata.es/evolucion-hogares-todos-miembros-paro/db7c4676-8a18-4588-880a-bd032728a61d/espana/106] (Dernière consultation : 12/06/2020).
[146] PERAITA Laura, « La familia… », *op. cit.*
[147] INE, *Encuesta Continua de Hogares Año 2015*, Notas de Prensa, 06 avril 2016. Accès : [https://www.ine.es/prensa/np965.pdf] (Dernière consultation : 19/03/2018).

> Junto a la escasa revalorización de las pensiones y las limitaciones en la Ley de Atención a las personas en situación de dependencia, se han producido progresivos recortes en derechos de carácter social, por ejemplo, con la aplicación del copago sanitario y la exclusión de medicamentos de uso común de las prestaciones de la sanidad pública[148].

Entre 2008 et 2014, le prix moyen des maisons de retraite est passé de 1.688,75 €/mois à 1829,81 €/mois, soit une augmentation d'environ 1692 € à l'année en 6 ans[149]. Cette hausse explique la baisse du revenu annuel moyen par foyer de 28.787 € à 26.154 €, soit 2633 €[150]. Les familles les plus modestes sont dans l'impossibilité de payer de telles sommes et n'ont d'autre choix que de prendre en charge eux-mêmes leurs parents, quel que soit le type de dépendance ou de maladie dégénérative dont ceux-ci souffrent.

La solidarité intergénérationnelle s'est donc parfois organisée dans les deux sens : dans un foyer où tous les membres sont sans revenus, l'hébergement d'un retraité et les soins réalisés par des proches permettent de faire des économies et de maintenir à flot une famille entière grâce à sa pension. L'instabilité financière et la précarité progressive et durable ont certes resserré les liens familiaux autour de valeurs telles que l'entraide et le vivre ensemble, mais ont également contraint de nombreux adultes émancipés à effectuer un retour en arrière en redevenant dépendants de leurs parents[151].

La solidarité familiale prend donc différentes formes en fonction des ressources matérielles (logement, aide financière) et immatérielles (écoute, entraide) de chaque foyer, ainsi que de leur milieu socioéconomique comme l'admet Jean-Hugues Déchaux, professeur de Sociologie :

> Les classes populaires sont celles où l'entraide financière familiale est la moins développée. Elle prend volontiers la forme de la cohabitation temporaire ou d'une organisation domestique foncée sur une grande proximité des ménages […]. Dans les classes supérieures, l'entraide financière, très forte, est associée à la décohabitation des jeunes. Mais, conçue pour ne pas durer, elle s'inscrit dans un projet éducatif visant à assurer l'autonomie des ménages. […] Enfin dans les classes moyennes, l'entraide

[148] MONDRAGÓN Jaione, SANTAMARÍA Elsa, IZAOLA Amaia, « Las personas mayores en el contexto de crisis: entre la dependencia y el sostenimiento familiar », in *Inguruak*, 2015, n° 59, p. 157-173, p. 171. Accès: [http://www.inguruak.eus/index.php/inguruak/article/view/59-2015-art08/12] (Dernière consultation : 15/04/2020).

[149] INFORESIDENCIAS.COM, « Estudio sobre precios de residencias geriátricas para personas mayores »,16 juillet 2008 et 1 décembre 2014. Accès: [https://www.inforesidencias.com/contenidos/noticias/nacional/el-precio-medio-de-una-residencia-geriatrica-en-espa-a-es-de-1829-81-mes] (Dernière consultation : 15/04/2020).

[150] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Renta por hogar por comunidades autónomas*, v.2015. Accès : [https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=9949#!tabs-tabla] (Dernière consultation: 20/04/2020).

[151] GENTILE Alessandro, « De vuelta al nido en tiempos de crisis. Los boomerang kids españoles », in *Revista de Estudios de Juventud*, n° 90, 2010, p. 181-203.

> familiale reste prioritairement organisée dans le cadre de la famille nucléaire, conçue comme une serviabilité mutuellement profitable aux membres de la famille d'origine[152].

Du fait de l'existence de ces conceptions de la solidarité, les familles d'une même catégorie sociale vont plus facilement s'entraider que celles issues de milieux différents. De plus, leur position géographique vient renforcer cette forme d'hermétisme social et « pousse au repliement des milieux sociaux sur eux-mêmes, ce qui est très exactement l'inverse de la solidarité sociale »[153]. Afin de limiter l'isolement et l'exclusion sociale des plus modestes, les associations tentent de leur apporter un soutien matériel.

1.2.2. Les associations face à la précarité grandissante des Espagnols

Comme l'écrit Thierry Jeantet, président d'honneur du Forum International des Dirigeants de l'Économie Sociale et Solidaire[154] : « le besoin de solidarité face aux phénomènes de pauvreté et d'exclusion […] ne fait que croître, remettant constamment à l'ordre du jour le principe de solidarité tant au niveau global que local »[155]. Des associations caritatives telles que Cruz Roja ou Caritas ont développé leurs activités pour faire face aux difficultés importantes d'un nombre croissant de familles. Comme l'indique par exemple un rapport de l'Institut Elcano de 2010, le nombre de personnes accueillies et aidées par Caritas a doublé entre 2007 et 2009[156].

Néanmoins, les possibilités de ces organismes à but non lucratif sont bien vite limitées par les coupes réalisées dans les subventions que l'État leur alloue d'une part, et par une dépendance intrinsèquement liée aux dons privés provenant de fondations d'entreprises[157] ou fonds de particuliers d'autre part. Sans ces soutiens, les associations risquent d'être confrontées à une insuffisance économique et matérielle comme le souligne cet article d'Emilio José Gómez Ciriano, professeur à l'Université de Castilla-la-Mancha, publié dans la revue *Crítica* :

---

[152] DÉCHAUX Jean-Hugues, « Réalités et limites de l'entraide familiale », in PAUGMAN Serge (dir.), *Repenser la solidarité…, op. cit.,* p. 205-217, p. 210-211.
[153] *Ibid.*
[154] Association d'origine franco-québécoise qui promeut les actions et les initiatives en lien avec l'économie sociale et solidaire.
[155] JEANTET Thierry, *Économie sociale : la solidarité au défi de l'efficacité,* Paris, La Documentation Française, 2006, p. 147.
[156] LÓPEZ JIMÉNEZ Juan J., *Consecuencias de la crisis económica sobre los servicios…, op. cit.*
[157] L'un des exemples les plus remarquables est celui d'Amancio Ortega, patron du groupe Inditex, qui a donné 20 millions d'euros à Caritas en 2012 *via* sa fondation.

> Como consecuencia de los recortes en las subvenciones y el retraso en los pagos no pocas ONGs han desaparecido mientras que otras han reducido considerablemente su actividad con el consiguiente efecto sobre los proyectos en curso, el perjuicio a los usuarios y el efecto "rebote" que tiene para los servicios sociales municipales[158].

En raison des actions limitées de l'État, la fragile survie des associations dépend de la philanthropie des particuliers, ou de celle des grandes entreprises. Les Espagnols s'organisent alors à échelle locale en créant des collectifs. Comme le mentionne Jean-Louis Laville, spécialiste de l'économie sociale et solidaire, « les demandes non traitées directement par les pouvoirs publics incitent des électeurs, ressentant une insuffisance en la matière, à s'organiser pour créer des organisations sans but lucratif dédiées aux services souhaités »[159]. De nouvelles initiatives voient le jour dans des espaces de petite envergure, comme un quartier ou une école.

1.2.3. Des collectifs de quartier aux associations de parents d'élèves : exemples d'initiatives populaires au secours des familles les plus touchées par la crise à Madrid

En 2012, dans un article de *El País*, la journaliste Carmen Morán décrit différents exemples de solidarité locale indépendante de toute organisation (ONG ou service public), notamment à Madrid. Certains collectifs sont d'ailleurs soutenus par le mouvement du 15-M qui leur fournit des locaux *okupés*[160] pour mener à bien leurs actions, comme celui du quartier de Carabanchel, baptisé *Eko*. Ce microcosme social s'organise autour du partage, de l'entraide et de la libre participation des personnes engagées :

> El que tiene, deja un donativo, el que nada tiene, nada deja. O presta su tiempo y sus manos, por ejemplo. Allí, en un enorme local que para sí quisieran muchos empresarios, se dan talleres de idiomas, se prestan libros, se dejan los materiales escolares, la ropa que ya no se usa, se hace teatro. Incluso colaboran con los desahuciados para guardarles sus muebles por algún tiempo[161].

Avec le développement des réseaux sociaux, ces initiatives sont projetées au-delà du quartier et peuvent s'étendre sur une aire géographique plus vaste : celle d'une ville entière, de villes

[158] GÓMEZ CIRIANO Emilio José, « Estrategias de lucha contra la exclusión social en una España empobrecida », in *Revista Crítica*, n° 975, 2011, p. 60-64, p. 62.
[159] LAVILLE Jean-Louis, *L'économie sociale et solidaire : Pratiques, théories, débats [2010]*, Paris, Seuil, 2016, p. 258.
[160] Le terme « okupado » est une déformation du mot « ocupado » et désigne un local vide de tout occupant récupéré par des collectifs anti-austérité tels que le mouvement social du 15-M, ou par des associations à but non lucratif. Un débat existe sur le caractère légitime d'une telle appropriation de locaux (le plus souvent des bureaux), et des dérives ont parfois lieu, notamment au moment de récupérer les logements de personnes menacées d'expulsion. Pour approfondir la question, voir par exemple (bien que l'ouvrage ait été publié avant le mouvement du 15-M): ARGILÉS Ramón, MARTÍNEZ LÓPEZ Miguel, *¿Dónde están las llaves?: El movimiento okupa: prácticas y contextos sociales*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2004.
[161] MORÁN Carmen, « La solidaridad baja a los barrios », *El País*, 3 novembre 2012. Accès: [https://elpais.com/sociedad/2012/11/03/actualidad/1351973700_268091.html] (Dernière consultation : 13/03/2018).

voisines, etc. De fait, l'échange de services et de savoir-faire entre particuliers est plus répandu grâce à Internet et au bouche-à-oreille. Les « banques de temps » en sont l'un des exemples :

> [L]es *bancos del tiempo* sont des réseaux mettant en commun des personnes proches les unes des autres, qui peuvent échanger des services sous différentes formes, comme le nettoyage des vitres d'une personne âgée en échange d'une recette de paëlla[162].

Créé dans un premier temps à Barcelone, puis à Madrid, ce système d'échange gratuit de services permet aux familles de bénéficier de prestations qui, d'ordinaire, seraient trop chères pour leur budget et auxquelles elles préféreraient renoncer (soutien scolaire, baby-sitting, ménage, etc.). Il est également vecteur de lien social entre les individus d'un même quartier ou d'une même ville. Enfin, pour beaucoup d'Espagnols, il est une manière de se détourner en partie du modèle économique à l'origine de la perte de leur pouvoir d'achat[163].

La création de communautés autofinancées est un autre exemple d'économie solidaire et non lucrative qui permet de s'éloigner du système bancaire classique et de la spéculation, principalement responsable de la crise économique. En 2012, elles sont en plein essor :

> Une cinquantaine d'entre elles se sont déjà formées en Espagne, et les prêts qu'elles dispensent sont fondamentaux, non seulement parce qu'ils pourvoient aux dépenses ordinaires non couvertes par les banques, mais surtout parce qu'une bonne partie de la population espagnole a des revenus précaires et aléatoires[164].

Chaque membre verse un capital de départ qu'un ou plusieurs individus peuvent emprunter à des fins personnelles et dans la limite de leur propre apport individuel. Les conditions d'attribution de crédits dans les banques classiques sont bien plus strictes, et les prêts octroyés concernent des montants supérieurs aux besoins nécessaires de ceux qui ont recours à ces communautés autofinancées. En règle générale, les sommes oscillent entre 100 et 500 €. Les débiteurs s'engagent à les rembourser en totalité par des versements échelonnés. Les intérêts perçus à chaque emprunt sont annuellement répartis entre les membres et les décisions sont prises collectivement, chacun ayant une voix pour chaque décision soumise au vote de la communauté.

Au-delà de ces nouvelles formes de tisser du lien social et de limiter les effets de la crise sur le quotidien des habitants d'une même zone urbaine, l'école reste l'un des premiers

[162] FOMBUENA VALERO Josefa, « Le travail social en Espagne… », *op. cit.*, p. 63
[163] MANIER Bénédicte, *Un million de révolutions tranquilles…*, *op. cit.*, p.86.
[164] *Ibid.*, p.191.

lieux de sociabilisation et d'échanges entre les riverains. Même si, en théorie, tous les enfants ont accès à une éducation gratuite, les disparités sociales ne s'effacent pas une fois la porte de l'école franchie ; les difficultés pour certains parents d'acheter des fournitures scolaires, des vêtements neufs, ou de procurer une alimentation variée à leurs enfants sont rapidement visibles[165]. Dans son article, Carmen Morán indique que « las Asociaciones de Madres y Padres de Alumnos (Ampas) devienen pequeñas familias »[166]. Ces espaces permettent de compenser en partie quelques effets de la précarité de certaines familles.

Le lien social par l'entraide est l'un des moyens les plus efficaces de compenser les dommages économiques, sociaux ou psychologiques générés par la crise dans les familles. Les enfants et les adolescents ont été des témoins directs ou indirects de situations difficiles en lien avec le chômage et la précarité. Ils ont été projetés au cœur des problématiques économiques et sociales dès leur plus jeune âge, notamment à l'école, qui est à la fois le reflet et le prolongement d'une société plongée dans l'incertitude et l'austérité.

1.3. Les inégalités générées par la crise et les politiques d'austérité dans l'éducation

Dans *Le prix de l'inégalité*, Joseph Stiglitz souligne que la baisse de moyens alloués à l'éducation est l'un des facteurs principaux d'accroissement de « l'inégalité des chances » entre les enfants d'un même pays[167]. Parier sur l'éducation est un investissement à long terme, car comme le montre le rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) sur l'équité et la qualité de l'éducation, l'instruction égalitaire de l'ensemble de la population d'un pays prévient un grand ensemble de problèmes conjoncturels :

> Des personnes instruites contribuent à des sociétés plus démocratiques et à des économies plus durables et sont également moins dépendantes des aides publiques et moins vulnérables aux récessions économiques. Les sociétés dotées d'individus qualifiés sont mieux armées pour faire face aux éventuelles crises présentes et à venir. De fait, investir dans l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire pour tous et en particulier pour les enfants issus de milieux défavorisés est à la fois juste et rentable[168].

---

[165] MENÉNDEZ María, « Al colegio con hambre y sin cuaderno: la crisis se ceba con los niños en España », in *RTVE*, 07 juin 2012. Accès : [https://www.rtve.es/noticias/20120607/pobreza/532380.shtml] (Dernière consultation : 24/03/2020).
[166] MORÁN Carmen, « La solidaridad… », *op. cit.*
[167] STIGLITZ Joseph, *Le prix de l'inégalité*, *op. cit*.
[168] OECD, *Equity and Quality in Education. Supporting Disadvantaged Students and Schools*, 2012, p. 11. Accès: [http://www.oecd.org/edu/school/50293148.pdf] (Dernière consultation : 02/02/2021). Citation originale: « [E]ducated people contribute to more democratic societies and sustainable economies, and are less dependent

Pourtant, depuis le début de la crise, l'Espagne doit à la fois investir pour redynamiser l'économie et lutter contre le chômage de masse, tout en réduisant la dette publique. Cette double stratégie n'a pas été sans conséquence dans l'éducation et a entrainé de nombreuses disparités entre les établissements scolaires du territoire.

1.3.1. Politiques d'austérité et Éducation : une équation difficile

En 2006, le gouvernement socialiste adopte la *Ley Orgánica de Educación* (LOE)[169]. Cette loi souligne l'importance de l'éducation dans le développement de l'enfant et promeut la collaboration de la communauté éducative, des parents et des élèves pour garantir la réussite de tous dans les meilleures conditions. Ce texte reprend les modalités d'enseignement des différents niveaux du système scolaire : la *Educación infantil* est désormais facultative, mais fortement recommandée de 3 à 6 ans, l'instruction reste obligatoire de 6 à 16 ans et le *Bachillerato* et la formation professionnelle de *Grado medio* restent des étapes de l'éducation post-obligatoire. Les compétences du système éducatif sont réparties entre différentes autorités. Le Gouvernement établit les programmes généraux et communs à toutes les communautés autonomes, définit les critères d'évaluation et de validation de chaque étape de la scolarité des enfants. L'administration éducative et les établissements scolaires, en partenariat avec le Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports, proposent des contenus pour le bloc de matières complémentaires, élaborent des méthodes pédagogiques qui peuvent être propres à un ou plusieurs établissements scolaires. La LOE favorise par ailleurs la culture de l'Europe, notamment au travers de l'apprentissage des langues et d'échanges internationaux. Les *Escuelas Oficiales de Idiomas* prennent alors une dimension plus importante dans les parcours scolaires des élèves pour renforcer l'apprentissage des langues étrangères. Ces écoles permettent effectivement de renforcer les compétences des élèves espagnols en langue étrangère dans le but de les préparer à devenir des citoyens européens, de leur garantir une meilleure insertion dans le monde du travail et d'ouvrir leurs parcours à l'international.

---

on public aid and less vulnerable to economic downturns. Societies with skilled individuals are best prepared to respond to the current and future potential crises. Therefore, investing in early, primary and secondary education for all, and in particular for children from disadvantaged backgrounds, is both fair and economically efficient » (traduction de l'auteure).

[169] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 2/2006, de 3 de mayo, de Educación*, BOE n° 106, 2006. Accès: [https://www.boe.es/boe/dias/2006/05/04/pdfs/A17158-17207.pdf] (Dernière consultation : 02/02/2021).

Publié en 2012, un rapport de l'OCDE indique que l'Espagne investit par élève l'un des montants les plus élevés de l'OCDE (10.094 $ par élève, soit environ 8.520 € par an) et la rémunération des professeurs y est élevée : le salaire moyen de base d'un professeur de l'enseignement secondaire est de 37.137 $ par an (soit environ 31.350 € par an) en 2012, soit 38 % de plus que le salaire moyen des professeurs des pays membres de l'OCDE et de l'Union européenne[170]. Le gouvernement de Mariano Rajoy met en place une réforme éducative dont les objectifs visent à favoriser l'insertion des jeunes dans des filières professionnalisantes, à lutter contre la déscolarisation prématurée des jeunes[171] en palliant aux effets de la crise économique sur leur scolarité[172]. Le 9 décembre 2013, la *Ley Orgánica para la Mejora de la Calidad Educativa* (LOMCE) vient modifier et compléter la Loi Organique d'Éducation, adoptée par l'administration précédente de José Luis Zapatero. Elle prévoit, entre autres, d'avancer d'un an l'âge d'accès à une formation professionnelle (15 ans au lieu de 16 ans). De même, elle modifie les compétences attribuées aux Autonomies dans la gestion du système éducatif et des programmes sur leur territoire. La répartition de ces compétences entre gouvernement central et Autonomies est décrite dans le point 2 de l'article 6 bis qui précise entre autres l'élaboration par le gouvernement central d'un tronc commun des programmes scolaires du primaire et du secondaire appliqué à l'ensemble des établissements scolaires. En revanche, le choix des spécialités et des matières en dehors du tronc commun est propre à chaque Communauté Autonome. De plus, chaque établissement a la possibilité d'organiser les contenus comme il le souhaite (spécialité, volume horaire, méthodes d'enseignement). L'article 18 vient compléter ces conditions en indiquant que :

> Los alumnos y alumnas podrán cursar algún área más en el bloque de asignaturas de libre configuración autonómica, en función de la regulación y de la programación de la oferta educativa que establezca cada Administración educativa y, en su caso, de la oferta de los centros docentes, que podrán ser del bloque de asignaturas específicas no cursadas, profundización o refuerzo de las áreas troncales, o áreas a determinar[173].

[170] MINISTERIO DE EDUCACIÓN, CULTURA Y DEPORTE, *Panorama de la educación. Indicadores de la OCDE 2012*, Madrid, Instituto Nacional de Evaluación Educativa, 2012, p. 23-30.
[171] BAYÓN CALVO Siro, « Una radiografía del abandono escolar temprano en España: Algunas claves para la política educativa en los inicios del siglo XXI », in *Revista Complutense de Educación*, Madrid, Ediciones Complutense, n°30/1, 2019, p. 35-53.
[172] GIRÓ Joaquín, « Preparando el futuro del sistema educativo con la LOMCE », in CAIRO CAROU Heriberto, FINKEL MORGENSTERN Lucila (coords.), *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología*, *Actas del XI Congreso español de sociología*, vol. 2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 194-204.
[173] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 8/2013, de 9 de diciembre, para la mejora de la calidad educativa*, BOE n° 295, 2013, p. 97871. [https://www.boe.es/boe/dias/2013/12/10/pdfs/BOE-A-2013-12886.pdf] (Dernière consultation : 21/03/2020).

Les élèves disposent alors d'une certaine autonomie dans le choix de leurs apprentissages, notamment dans l'éducation secondaire. À partir de septembre 2014, la LOMCE entre en vigueur progressivement dans le primaire, puis à partir de 2015-2016 pour le secondaire obligatoire, la première année de *Bachillerato* puis la deuxième année[174]. Bien que la LOMCE semble apporter des changements *a priori* bénéfiques pour la scolarité des élèves, force est de constater que cette réforme a été l'une des lois sur l'Éducation les plus critiquées, notamment par la communauté éducative elle-même.

1.3.2. Une loi controversée

Dès la présentation du projet de loi, de nombreux analystes expriment leur hostilité. Par exemple, en 2012, Rafael Feito, professeur en sociologie de l'éducation à l'Université Complutense de Madrid, considère que cette loi « nos aleja, aún más, de los retos de la sociedad de la información y del conocimiento »[175]. D'après une étude réalisée en 2016 auprès de 6054 enseignants la LOMCE ne ferait pas l'unanimité. En effet, 78,8 % considèrent ne pas avoir été consultés lors de l'élaboration de cette loi, 69,2 % pensent que la LOMCE ne contribue pas à améliorer l'inclusion éducative des élèves, 61,2 % sont défavorables à la publication des résultats des évaluations externes par établissement et 72,2 % pensent que la LOMCE ne contribue pas du tout à l'amélioration de la qualité du système éducatif en Espagne[176]. Si l'on observe les résultats de l'étude obtenus dans la Communauté de Madrid, soit un panel réduit à 845 professeurs interrogés, 85,6 % affirment que le professorat n'a pas été consulté lors de l'élaboration de la LOMCE, 78,2 % pensent que la LOMCE ne contribue pas à améliorer l'inclusion éducative des élèves, 71,2 % ne sont pas du tout favorables à la publication des résultats par établissement concernant les évaluations externes prévues par la LOMCE, 78,2 % pensent que la LOMCE ne contribue pas du tout à l'amélioration de la qualité du système éducatif en Espagne[177]. Une autre enquête réalisée en 2017 par la même équipe de chercheurs, cette fois-ci auprès de la communauté éducative élargie (orientation et vie scolaire), révèle des résultats similaires[178].

---

[174] MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y FORMACIÓN PROFESIONAL, *Calendario de implantación de la LOMCE*. Accès: [https://www.educacionyfp.gob.es/educacion/mc/lomce/lomce/calendario.html] (Dernière consultation : 21/03/2020).

[175] FEITO Rafael, « Más desigualdades », *El País*, 21 septembre 2012. Accès: [https://elpais.com/sociedad/2012/09/21/actualidad/1348255500_654415.html] (Dernière consultation : 05/06/2020).

[176] MONARCA Héctor, FERNÁNDEZ-GONZÁLEZ Noelia, PIEDRAHITA César, *Estudio de opinión sobre la LOMCE. Base de datos*, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 2016.

[177] *Ibid.*

[178] MONARCA Héctor, PIEDRAHITA César, FERNÁNDEZ-GONZÁLEZ Noelia, « Opinión sobre la LOMCE desde la orientación educativa y el profesorado de apoyo », in RAPPOPORT Soledad (éd.), *Debates y prácticas*

Les enquêtes PISA[179] ne montrent certes pas d'amélioration des résultats de la part des élèves, mais cela ne peut s'expliquer exclusivement par l'entrée en vigueur de la LOMCE. Les résultats de ces enquêtes réalisées en 2009, 2012, 2015 et 2018[180] montrent que le niveau éducatif espagnol est globalement inférieur à celui de la moyenne de l'OCDE depuis de nombreuses années. Il convient de rappeler par ailleurs qu'en sept ans, le système éducatif a connu deux réformes de grande ampleur et une crise économique majeure occasionnant des restrictions dans les services publics. Ces changements tant au niveau de l'organisation des établissements que de la composition des programmes scolaires a nécessité de nombreuses semaines d'adaptation de la communauté éducative, ce qui peut porter préjudice à une progression efficace et pérenne des élèves dans les enseignements fondamentaux, tels que la lecture ou le calcul.

	2009	2012	2015	2018
Moy. OCDE	490	493	490	487
Espagne	481	488	496	Inconnu
Écart	-9	-5	+6	/

Figure 1 : Évolution des résultats en lecture – Élaboration de l'auteure à partir des données PISA[181]

	2009	2012	2015	2018
Moy. OCDE	492	490	487	489
Espagne	483	484	486	481
Écart	-9	-6	-1	-8

Figure 2 : Évolution des résultats PISA en mathématiques – Élaboration de l'auteure à partir des données PISA[182]

	2009	2012	2015	2018
Moy. OCDE	498	498	491	489
Espagne	488	496	493	483
Écart	-10	-2	+2	-6

Figure 3 : Évolution des résultats PISA en sciences – Élaboration de l'auteure à partir des données PISA[183]

---

en educación. Volumen I., Guadalajara, Asociación Investigación, Formación y Desarrollo de Proyectos Educativos, 2017, p. 93-102.

[179] Les enquêtes du Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA) sont organisées en moyenne tous les trois ans dans les pays de l'OCDE. Elles permettent de mesurer l'efficience des systèmes éducatifs à travers les résultats d'élèves âgés de 15 ans dans des disciplines majeures telles que la lecture, les mathématiques et les sciences. Les résultats se mesurent sur une échelle allant de 0 à 1000 points.

[180] Nous prenons en compte les résultats de ces différentes enquêtes car elles permettent d'évaluer sur plusieurs années les éventuelles conséquences de l'entrée en vigueur de la LOE en 2006 et de la LOMCE en 2013.

[181] PISA DATA EXPLORER, « Averages for age 15 years PISA Reading, Mathematics and Science, International
Average (OECD) and Spain: 2018, 2015, 2012, and 2009 ». Accès: [https://pisadataexplorer.oecd.org/ide/idepisa/report.aspx] (Dernière consultation : 02/08/2022).

[182] *Ibid*.

[183] *Ibid*.

À l'aide des tableaux ci-dessus, nous pouvons constater que l'Espagne observe une très légère progression entre 2009 et 2015 et réduit les écarts avec les résultats de l'OCDE dans les trois disciplines évaluées par les enquêtes PISA. Néanmoins, l'année 2018 montre une baisse globale du niveau des élèves espagnols, ce qui montre que les mesures de la LOMCE restent perfectibles, notamment au niveau de l'efficience des programmes éducatifs dans l'acquisition de savoirs et savoir-faire basiques.

Par ailleurs, parmi les éléments les plus controversés de la LOMCE, l'autonomie des établissements soulignée par la loi est perçue comme un renforcement du pouvoir administratif *via* la direction des établissements, au détriment des professeurs, des parents et des élèves[184]. L'organisation locale des enseignements et des évaluations permet certes davantage d'autonomie dans les choix pédagogiques et les projets des établissements, mais elle encourage ces derniers à sélectionner leurs élèves[185]. En effet, des spécialistes du monde de l'éducation soulignent que ce système risque de laisser s'installer une véritable « course à l'excellence » entre les différents établissements tant au niveau des enseignements proposés que sur le plan des résultats. Comme le mentionne José Luis Bernal Agudo, professeur en Sciences de l'Éducation à l'Université de Zaragoza : « con la LOMCE se establecen evaluaciones externas en las diferentes etapas educativas, siendo los resultados obtenidos públicos, de tal modo qu'el ranking de colegios será un hecho en poco tiempo, como ya sucede así en otros países como Estados Unidos »[186]. Ce paramètre pourrait inciter les bons établissements à sélectionner leurs élèves et les parents à y scolariser en priorité leurs enfants au détriment des établissements les plus en difficulté qui se retrouveraient encore plus défavorisés et dépourvus de moyens :

> En donnant plus d'indépendance aux écoles, celles-ci obtiendraient plus de libertés dans le choix de leurs étudiants et de leurs professeurs, ce qui transformera les écoles en marchés, où chaque école s'efforcera d'obtenir les meilleurs professeurs et étudiants pour maintenir et améliorer leur position dans

[184] MILÁN Montserrat, RECIO Miguel, « LOMCE: 8 puntos para entender sus consecuencias», in *T.E*, CCOO Enseñanza, n° 344, 2013, p. 9-17.
[185] Comme le mentionne par exemple Fernando Andrés Rubia: « Se traspasan competencias del Consejo Escolar al director, que a partir de ahora decidirá los proyectos, las normas del centro, la PGA [Programación General Anual], patrocinios y otras fuentes de recursos o la admisión del alumnado. Es decir, se darán las condiciones para que los centros puedan seleccionar a su alumnado: rechazando a los que presenten mayores dificultades y tengan menor autonomía de aprendizaje, para con ello mantenerse en un lugar adecuado en el ranking de centros. De nuevo los sectores más desfavorecidos verán cerradas las puertas de algunos centros y se concentrarán en otros que no seleccionen ». RUBIA Fernando Andrés, « La LOMCE : una ley que apuesta por las desigualdades », in *Fórum Aragón*, n° 7, 2013, p. 23-29, p. 28.
[186] BERNAL AGUDO José Luis, « Análisis critico de del modelo de evaluación LOMCE », in *Avances en Supervisión Educativa. Revista de la Asociación de Inspectores de la Educación de España*, n° 23, 2015, p. 11. Accès: [https://avances.adide.org/index.php/ase/article/view/27/28] (Dernière consultation : 02/08/2022).

> le classement des meilleures écoles et, par la même occasion, leurs fonds. Il apparaît évident que cela serait préjudiciable au système d'éducation publique[187].

De plus, la LOMCE tend à lisser le traitement des établissements scolaires, indépendamment de leurs statuts : publics, privés ou privés sous contrat (Art. 2bis). Cependant, tous ne disposent pas des mêmes sources de financement : les établissements publics ne peuvent compter que sur les dotations de l'État pour leur fonctionnement, tandis que les établissements « concertados » bénéficient à la fois de subventions publiques et de financements privés. L'article 16-8 est également l'objet de vives polémiques, car il rend possible la construction d'établissements privés sous contrat sur des terrains appartenant à l'État. Les détracteurs de la LOMCE y voient un moyen de privatiser une partie du capital public et craignent un renforcement des inégalités sociales[188].

1.3.3. Des foyers à l'école : un renforcement des inégalités

La crise économique est à l'origine de nombreux sacrifices de la part des institutions, mais aussi des citoyens. L'austérité a fortement touché l'éducation, l'un des piliers fondamentaux d'une société, et ce probablement au détriment de plusieurs générations[189]. Avec la LOMCE, certains établissements de quartiers ou de zones sensibles ont été mis à l'écart, au profit d'autres accueillant des publics intellectuellement et socialement favorisés. Les jeunes deviennent dès lors témoins ou acteurs de fortes inégalités, y compris à l'école. L'évaluation des élèves et la comparaison des résultats à échelle nationale peuvent entraîner :

> una competición en toda regla que eliminará recursos de las zonas y los centros más necesitados o en desventaja, en una nueva contraposición a la recomendación de la OCDE de procurar que las estrategias de financiamiento respondan a las necesidades de estudiantes y escuelas para asegurar la equidad y la calidad en los sistemas educativos[190].

---

[187] ARAGÓN DEL CASTILLO Anabel, PENFOLD Analisa, SIERRA MARTÍN María « The impact of the LOMCE », in *ReiDoCrea*, Vol. 3, Universidad de Granada, 2014, p.78-81, p. 81. Citation originale: « By giving schools more independence, they shall have more freedom to choose their students and teachers, which will turn schools into markets, where each school shall try and get the best teachers and students in order to maintain or increase their positions on the quality lists and, associated with this, their funding. It is made very clear that this shall be prejudicial for the public educational system » (traduction de l'auteure).

[188] SUBIRATS Marina, « La LOMCE : Hacia una educación antidemocrática », in *Revista Interuniversitaria de Formación del Profesorado*, n° 81, 2014, p. 45-57.

[189] VERGER Antoni, « LOMCE y políticas de austeridad: una combinación que nos aleja de la excelencia internacional », in *T.*E, CCOO Enseñanza, n° 344, 2013, p.9-17

[190] GIRÓ Joaquín, « Preparando el futuro…», *op. cit.*, p. 198.

Joaquin Giró, comme d'autres chercheurs, insiste sur le fait que plusieurs mesures de cette loi entravent l'égalité des chances et vont également à l'encontre des recommandations de l'OCDE. En effet, cet organisme international n'est pas favorable à une évaluation trop anticipée puisque celle-ci peut avoir des conséquences sur la poursuite de la scolarité et tend à renforcer les inégalités à l'école[191]. La sélection des élèves en fonction des résultats, les différences de traitement entre les établissements selon leurs taux de réussite aux examens et la spécialisation des enseignements à échelle locale ont également généré de nombreuses inégalités entre les établissements d'une même province ou d'une même ville. Pourtant, comme le souligne le sociologue Manuel Ahedo Santisteban :

> [S]i la autonomía escolar estuviera dentro de un marco común básico y una descentralización hacia el nivel local o municipal, la competencia entre escuelas públicas y privadas se compensaría con una competencia inter-localidades por tener buenas escuelas. En suma, que las "comunidades escolares" compitan no debería ser un peligro de desigualdad, si las comunidades menos dinámicas pueden realmente aprender de las más dinámicas[192].

Les moyens alloués aux établissements dépendent en grande partie des résultats obtenus par les élèves lors des différentes évaluations nationales. Or, les écoles situées dans les quartiers populaires auraient plus besoin de moyens financiers, matériels et humains que des établissements déjà favorisés par le public qu'ils accueillent. À Madrid, le constat est le même :

> la desinversión pública se acentúa en unos barrios para los que la única alternativa son la educación y la sanidad públicas. El previsible colapso de los centros públicos de estas zonas, cada vez peor dotados y con la mayor concentración de alumnado con necesidades educativas específicas, apunta al cierre de toda forma de ascenso social vía formación. Poco puede sorprender así que las tasas de abandono escolar sean en estos barrios las más altas de la Comunidad[193].

Les inégalités des chances se renforcent à l'école au moment de choisir l'établissement. Les parents aux revenus trop modestes pour payer des frais de scolarité dans le privé ou conduire leurs enfants en dehors de leur zone de résidence, sont condamnés à scolariser leurs enfants dans l'établissement le plus proche. Dans des zones populaires, ceci peut compromettre la réussite scolaire d'une bonne partie des élèves des quartiers madrilènes de Carabanchel,

[191] OECD, *op. cit.*, p.12.
[192] AHEDO SANTIESTEBAN Manuel, « ¿Es posible diseñar un buen sistema educativo en la era global? », in CAIRO CAROU Heriberto, FINKEL MORGENSTERN Lucila (coords.), *Crisis y cambio…, op. cit.*, p. 9-18, p. 16.
[193] RODRÍGUEZ Emmanuel, GARCÍA Beatriz, MUÑOZ Óscar, « Del Madrid global a la crisis urbana… », *op. cit.*, p. 170.

Villaverde, Puente et Villa de Vallecas par exemple dont le taux d'abandon scolaire précoce[194] est de 15,5 % en 2015[195].

Les carences matérielles et financières dans les foyers et la baisse des moyens alloués aux établissements les plus en difficulté ont rendu les classes populaires et moyennes encore plus vulnérables. Par effet domino, la conjoncture a des effets préjudiciables sur la scolarité et la réussite de leurs enfants. Comme nous le montre un article d'Álvaro Borja Choi de Mendizábal, spécialiste en économie de l'éducation :

> los alumnos españoles con un menor nivel socioeconómico (25 % inferior) afrontan un mayor riesgo de repetición de curso: en 2015, el 53,5 % de dichos alumnos había repetido algún curso antes de los 15 años, por un 8,7 % de los alumnos con un mayor nivel socioeconómico[196].

Par ses activités économiques prépondérantes et les forts contrastes socio-économiques d'une zone urbaine à une autre, la région de Madrid est un exemple parlant de disparités sociales à l'école :

> el sistema educativo que se propone invierte las funciones sociales de la escuela democrática. Los niños parten de posiciones sociales, económicas, lingüísticas, culturales y familiares fuertemente contrastadas, al tiempo que el sistema educativo madrileño lejos de corregirlas redunda en las desigualdades. Si la situación social y familiar de los menores no es la misma en el Puente de Vallecas que en Las Rozas y si la oferta educativa tiene en esta última mayores recursos y distinta configuración que en el primero, parece difícil sostener que exista nada parecido a la pretenciosa «igualdad de oportunidades» que premia supuestamente a los mejores y más trabajadores[197].

Les contrastes entre les élèves en fonction de leur origine sociale peuvent également s'expliquer par la typologie des établissements en Espagne répartis sur l'ensemble du territoire. Au fil des ajustements budgétaires réalisés par l'État, cette sectorisation de l'éducation a rendu les établissements publics de moins en moins attractifs et compétitifs par rapport aux « concertados » ou aux privés :

> Tras el auge de la red pública desde los años 70, la creciente importancia de la red privada en las clases sociales medias y altas de la población urbana supone un reto para la función cohesionadora del sistema

---

[194] Sont considérées comme des personnes en situation d'abandon scolaire précoce (ou *abandono escolar temprano*) tous les jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans n'ayant pas poursuivi leur scolarité au-delà du niveau 3 de la Classification Internationale Type de l'Éducation (CITÉ), correspondant au niveau d'enseignement secondaire de premier cycle (l'équivalent de la ESO pour le cas espagnol).

[195] EFE, « El abandono escolar temprano cae al 15,5% en la Comunidad de Madrid en 2015 », *ElEconomista.es*, 28/01/2016. Accès : [https://ecodiario.eleconomista.es/educacion/noticias/7312282/01/16/El-abandono-escolar-temprano-cae-al-155-en-la-Comunidad-de-Madrid-en-2015.html] (Dernière consultation : 02/02/2020).

[196] CHOI DE MENDIZÁBAL Álvaro Borja, *Desigualdades socioeconómicas y rendimiento académico en España*, Barcelone, Obra Social La Caixa, 2018.

[197] RODRÍGUEZ Emmanuel, GARCÍA Beatriz, MUÑOZ Óscar, « Del Madrid global a la crisis urbana…», *op. cit.*, p.150.

> educativo […]. Asimismo, la marcada separación entre red escolar pública y privada debilita el interés sectorial común ante los actores gubernamentales e institucionales[198].

L'école devient, de fait, un instrument de reproduction sociale[199]. Les élèves issus de familles aux moyens suffisants pour scolariser ces derniers dans un établissement de qualité se formeront dans de bien meilleures conditions que des élèves issus de familles modestes. À terme, les disparités entre enseignement public et enseignement privé se perçoivent du point de vue des opportunités d'études et de carrières pour les jeunes, ce qui finit par affaiblir encore plus des segments de la population déjà désavantagés. Comme le souligne Marie Duru-Bellat, sociologue spécialiste de l'éducation et de l'enseignement supérieur, « dès lors que l'espace urbain fait l'objet d'une certaine ségrégation, les établissements scolaires vont être relativement ségrégués, puisque la sectorisation introduit un lien mécanique entre ségrégation urbaine et ségrégation scolaire »[200]. Cette concurrence et cette course à l'excellence entre les établissements reproduisent les discriminations dont sont déjà victimes les familles les plus modestes. De plus, « ce "séparatisme social" nourrit par ailleurs des formes de ressentiment social dont on peut raisonnablement supposer […] qu'elles ont des conséquences profondes en termes de cohésion sociale »[201].

Dans leurs familles et dans leurs écoles, les jeunes sont constamment exposés à des disparités économiques et sociales qui ont des répercussions directes et indirectes sur leur quotidien d'enfants et d'adolescents. Les compétences acquises par les élèves et le niveau d'études des Espagnols ne font que croître[202], mais la crise économique est venue briser les possibilités de toute ascension sociale de la plupart de ces jeunes.

---

[198] AHEDO SANTIESTEBAN Manuel, *op. cit.*, p. 16.

[199] Cette idée est développée notamment par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron. Voir par exemple les ouvrages suivants : BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964 ; et des mêmes auteurs, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.

[200] DURU-BELLAT Marie, « Quelle marge de manœuvre pour l'école, dans un environnement d'inégalités ? », *in* PAUGMAN Serge *(dir.), Repenser la solidarité…, op. cit.*, p. 669-685, p. 670.

[201] VAN ZANTEN Agnès, « Individualisme et solidarité dans les choix éducatifs des familles », in *Ibid.*, p. 705-720, p.719.

[202] DE LA FUENTE Ángel, DOMÉNECH Rafael, « El nivel educativo de la población en España y sus regiones: 1960-2011 », in *Investigaciones Regionales – Journal of Regional Research*, n° 34, 2016, p.73-94.

1.4. Les jeunes : des « sacrifiés sur l'autel de l'austérité »[203]

Le marché de l'immobilier en pleine expansion d'avant-crise a incité d'une part les particuliers à acquérir un bien, et a encouragé d'autre part de nombreux jeunes à occuper des emplois correctement rémunérés, mais ne nécessitant pas toujours de formation universitaire, notamment dans le domaine de la construction. Lorsque la bulle spéculative immobilière a éclaté, de nombreux jeunes se sont retrouvés au chômage avec un profil professionnel peu attractif étant donné l'interruption prématurée de leur scolarité. Jon Henley, grand reporter pour le quotidien *The Guardian*, écrit en 2013 que :

> de los 1,8 millones de españoles menores de 30 años que están buscando trabajo, más de la mitad tienen una escasa cualificación ya que, víctimas de la explosión de la burbuja inmobiliaria, abandonaron el colegio para ganar 2.000 euros al mes o más en la construcción o en empresas suministradoras de materiales de construcción[204].

Ces jeunes ont donc eu plusieurs possibilités : acquérir des compétences et un haut niveau de formation en suivant un parcours universitaire, s'expatrier pour trouver d'éventuelles opportunités professionnelles, accepter de se soumettre à un marché de l'emploi plus flexible où les offres de contrats longs se font plus rares et les conditions de travail plus précaires, ou encore devenir ce que les Espagnols appellent un *ni-ni* (« ni trabajan, ni estudian »).

1.4.1. La question des ni-ni

D'après un rapport de l'UNICEF de 2014 sur les conséquences de la crise économique chez les enfants des pays développés, le nombre de jeunes âgés de 15 à 24 ans ni scolarisés, ni actifs, est passé de 14,3 % à 18,6 % entre 2008 et 2013[205]. Bien que les étudiants soient l'objet principal de notre travail de recherches, il nous a semblé important d'aborder la question des jeunes sans emploi et sans diplôme. Le terme *ni-ni* est dérivé de l'acronyme anglophone NEET (Not in Education, Employment, or Training), apparu en Angleterre à la fin des années

[203] Expression reprise par de nombreux articles de presse et de revues scientifiques, d'où notre choix de l'encadrer de guillemets. Voir par exemple: CARTAPANIS André, KOENIG Gapard, « Jeunesse : Génération sacrifiée ? », *Le cercle des économistes*, 08 avril 2016 et WOLFF Guntram, « L'Europe a sacrifié sa jeunesse sur l'autel de l'austérité », *Le Monde*, 08 janvier 2016.
[204] HENLEY Jon, « Jóvenes y cualificados: la grave situación de la generación europea mejor formada », in *El País*, 2 juillet 2013. Accès: [https://elpais.com/economia/2013/07/02/actualidad/1372785664_593490.html] (Dernière consultation: 10/04/2018).
[205] CENTRO DE INVESTIGACIONES DE UNICEF, « Los niños de la recesión…», *op. cit.*, p. 10.

1980[206]. Les *ni-ni* pourraient être définis de manière générale comme des jeunes âgés de 16 à 29 ans sans occupation à caractère scolaire ou professionnel[207].

En 2012, 21,1% des jeunes en Espagne appartenaient à la catégorie des *ni-ni*, soit plus de cinq points au-dessus du pourcentage global de l'Union Européenne (15,4%)[208]. En 2013, ce pourcentage atteint 22,5% en Espagne[209]. Ce chiffre est encore plus édifiant lorsque l'on sélectionne le segment 18-24 ans des jeunes Espagnols : la part de *ni-ni* atteint les 24% la même année[210]. Depuis 2009, la dégradation de conjoncture économique et du marché du travail sont des facteurs déterminants de l'évolution du nombre de *ni-nis* en Espagne, ce qui permet d'en déduire la répartition sur le territoire. En effet, les régions dont le taux de chômage est le plus élevé tendent à générer plus de *ni-ni*. Ainsi, l'Andalousie, les Îles Canaries, Ceuta et Melilla sont les régions les plus affectées par ces deux phénomènes[211]. À titre d'exemple en 2013, le taux de chômage des jeunes atteint les 67 %[212] en Andalousie et 25,5 % des jeunes âgés de 16 à 29 ans de la région sont des *ni-nis*[213].

D'autres facteurs d'ordre individuel favorisent la possibilité d'entrer dans la catégorie des *ni-nis*. Un jeune issu d'un foyer aux problématiques sociales complexes, ou dont le niveau d'instruction est faible peut plus facilement devenir un *ni-ni* qu'un individu ayant fait des études supérieures ou issu d'une famille stable par exemple. En Espagne, plus de 70 % des *ni-nis* ont quitté le système scolaire à la fin du secondaire, parfois même sans obtenir le diplôme d'Educación Secundaria Obligatoria (ESO)[214]. Toutefois, les études d'Eurofound ont démontré que la motivation pouvait également jouer un rôle dans la situation du jeune, indépendamment de ses origines socio-économiques ou de son parcours scolaire, ce qui rend

---

[206] FURLONG Andy, « The zone of precariety and discourses of vulnerability: NEET in the UK », in *Journal of Social Sciences and Humanities*, n° 381, 2007, p. 101-121.
[207] OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Desmontando a ni-ni…*, *op. cit.*, p. 30.
[208] EUROFOUND, *NEETs Young people not in employment, education or training: Characteristics, costs and policy responses in Europe*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2012, p. 30.
[209] INE, *Encuesta de Población Activa (EPA). Primer trimestre de 2013*. Accès: [https://www.ine.es/daco/daco42/daco4211/epa0113.pdf] (Dernière consultation : 02/08/2022).
[210] INSTITUTO NACIONAL DE EVALUACIÓN EDUCATIVA, « La evolución de los ninis en España », *Blog del INEE*, 2019. Accès: [http://blog.intef.es/inee/wp-content/uploads/sites/5/2019/12/La-evoluci%C3%B3n-de-los-NiNi-en-Espa%C3%B1a.pdf]
[211] EURYDICE ESPAÑA, « Jóvenes entre 15 y 29 años que ni estudian ni trabajan por Administración educativa », Descripción del Sistema Educativo Español (REDIPEDIA), 2021. Accès: [https://www.educacionyfp.g] (Dernière consultation: 02/08/2022).
[212] INE, *Tasas de paro por distintos grupos de edad, sexo y comunidad autónoma*, tableau 2013T3, v.2014. Accès: [https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=4247] (Dernière consultation : 02/08/2022).
[213] EURYDICE ESPAÑA, « Jóvenes entre 15 y 29 años…», *op. cit.*
[214] OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Desmontando a ni-ni…, op. cit.*, p. 34.

l'élaboration d'un profil-type de *ni-ni* est casi impossible, tant les parcours de ces individus sont hétérogènes[215].

Bien souvent, les *ni-ni* sont perçus comme « un grupo de pasotas y vagos, que no piensan ni en su futuro y que lo único que quieren es vivir su vida sin responsabilidades ni esfuerzo »[216]. Ils sont sujets à des stéréotypes mais ils semblent également incarner une forme de paradoxe de l'Espagne des années 2000 : dans une époque où l'instruction et les études supérieures sont de plus en plus accessibles, les chances d'accéder à des postes qualifiés s'amoindrissent en tant que jeune diplômé[217]. Cependant, une part de ces *ni-nis* semble se complaire dans un mode de vie dont les seules ressources économiques proviennent de la famille et des aides sociales, comme l'indique une étude de l'Observatorio de la Juventud en España[218]. Celle-ci souligne que la plupart des jeunes dans cette situation font le choix de ne pas chercher de travail, ni de faire des études, car ils estiment la conjoncture peu favorable et ne ressentent pas le besoin de progresser socialement ou d'avoir un quotidien plus aisé.

Si la part des *ni-nis* a augmenté dans la société pendant la crise économique, les études universitaires sont restées des remparts solides contre l'inactivité des étudiants. Cela étant, les universités publiques ne sont pas moins épargnées par les politiques d'austérité menées par l'État.

1.4.2. Du processus de Bologne aux coupes budgétaires : la précarisation des universités publiques

L'université publique porte la lourde responsabilité de former des individus et, par conséquent, de contribuer à leur insertion dans le marché du travail. Au début des années 2000, l'Union européenne lance un projet, appelé processus de Bologne par la suite (ou réforme LMD en France)[219], pour uniformiser les parcours universitaires des pays membres et

[215] EUROFOUND, *NEETs Young people not in employment…*, *op. cit.*, p. 57.
[216] MUCIENTES Esther, « " Somos una generación que no tenemos ni empleo, ni oportunidades, ni futuro " », in *El Mundo*, 14 avril 2010. Accès: [http://www.elmundo.es/mundodinero/2010/04/14/economia/1271226908.html] (Dernière consultation : 10/04/2018).
[217] Comme le démontrent par exemple les travaux suivants : GARCÍA-FUENTES Juan, MARTÍNEZ-GARCÍA, « Los jóvenes "Ni-Ni": Un estigma que invisibiliza los problemas sociales de la juventud », in *Archivos Analíticos de Políticas Educativas*, n° 28/20, 2020. Accès: [https://epaa.asu.edu/index.php/epaa/article/view/4652/2381] (Dernière consultation : 02/08/2022) et BLANCH Josep Maria, « La juventud nini, un agujero negro psicosocial », in *Revista Psicologia: Organizações e Trabalho*, n° 14/4, 2014, p. 355-366.
[218] OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Desmontando a ni-ni…, op. cit.*, p. 48.
[219] En référence à la Déclaration de Bologne, signée en 1999 par 29 pays européens, à l'origine de ce projet d'uniformisation. Ce dernier est le point de départ de la mise en place du système LMD : Licence, Master, Doctorat.

les adapter davantage aux exigences du marché du travail[220]. La *Ley Orgánica de Universidades* de 2001[221], adoptée sous le gouvernement de José María Aznar (PP), marque le début du Processus de Bologne en Espagne. Le gouvernement de José Luis Zapatero poursuit la transformation du système universitaire en adoptant le *Real Decreto de 29 de Octubre de 2007*[222]. Ce texte est à l'origine de l'adaptation des maquettes des diplômes de niveau licence (*grado*) et master au projet européen. Le diplôme de *grado* s'obtient au bout de quatre ans d'études, tandis que le master (*másteres*) est délivré, selon les parcours, au bout d'un ou deux ans après l'obtention d'un *grado*. Or, force est de constater que dans les autres universités européennes, la licence et le master correspondent respectivement à trois et deux années d'études, soit cinq au total. La refonte des maquettes a entraîné de nombreuses incohérences dans l'élaboration des parcours de formation, au point de laisser d'empêcher enseignants et étudiants de s'adapter aux nouvelles modalités pédagogiques[223]. Le texte de 2007 apporte alors un premier écart entre l'Espagne et le reste de l'Europe[224]. De plus, le processus de Bologne a été mis en place tardivement et de façon inégale sur le territoire :

> La respuesta de las universidades españolas al mandato global europeo está siendo así desigual, producto combinado de las distintas políticas de sus propias autonomías, de las decisiones académicas de cada rectorado, y de su respectiva capacidad investigadora, redes y resultados. Todo revela una estrecha dependencia del marco autonómico o local, en la característica tenaza de la universidad pública española por la peculiar concepción de autonomía universitaria que nos es propia[225].

Bien que le Processus de Bologne soit ambitieux en termes de partenariats internationaux entre les universités européennes et de coordination des parcours universitaires pour favoriser la mobilité des étudiants, la crise économique est venue bousculer cette mécanique mise en marche.

---

[220] PITSEYS John, « Le processus de Bologne », in *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 52/1, 2004, p. 143-189.
[221] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 6/2001, de 21 de diciembre, de Universidades*, BOE, n° 307, 24 décembre 2001.
[222] MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y CIENCIA, *Real Decreto 1393/2007, de 29 de octubre, por el que se establece la ordenación de las enseñanzas universitarias oficiales*, BOE n° 260, 30 octobre 2007.
[223] LAPORTA Francisco J., « Bolonia somos nosotros », *El País*, 28 mai 2009. Accès: [https://elpais.com/diario/2009/05/28/opinion/1243461604_850215.html] (Dernière consultation:30/05/2021).
[224] FERNÁNDEZ BARBUDO Carlos, « Los estudiantes y Bolonia », in *Intersticios, Revista Sociológica de pensamiento crítico*, Vol.4/1, 2010, p. 201-229.
[225] HERNÁNDEZ SANDOICA Elena, « La crisis de la universidad », in BERNECKER, Walther L. ; IÑIGUEZ HERNÁNDEZ Diego, MAIHOLD Günther, *¿Crisis? ¿Qué crisis ?*: *España en busca de su camino*, Madrid, Iberoamericana, 2009, p.237-271, p. 247-248.

Depuis la crise économique, les universités espagnoles sont bien souvent contraintes de « faire plus avec moins »[226]. La réduction des subventions allouées aux Communautés Autonomes a entraîné des retards de versements de financements et des restrictions budgétaires dans les administrations de l'enseignement supérieur public :

> La situación de crisis económica que vive nuestro país ha provocado que las dificultades económicas por menores ingresos se desplacen también a las Comunidades Autónomas, con lo que las universidades reciben a finales de 2009 y para el presupuesto 2010 importantes retrasos en las mejoras financieras acordadas, disminuciones presupuestarias en algunos capítulos y una ralentización de las inversiones en los campus universitarios dentro de los correspondientes Planes Plurianuales de Inversiones[227].

Les fonds publics destinés aux universités se sont réduits au même rythme que le nombre d'étudiants s'est accru. De ce fait, un second déséquilibre perturbe l'organisation du système universitaire. Alors que le pourcentage de jeunes âgés de 18 à 24 ans inscrits (tous diplômes confondus) est passé de 26,5 % en 2010 à 32 % en 2016[228], « el esfuerzo financiero público medido en porcentaje del PIB ha retrocedido un 9 % entre 2008 (0,07 % del PIB) y el 2016 (0,06 del PIB) »[229]. À l'échelle de la Communauté de Madrid, le budget a baissé de 13 % entre 2010 et 2016[230]. La région est par ailleurs celle qui a perdu le plus grand nombre de postes d'enseignants-chercheurs, majoritairement des *catedráticos* et des *profesores titulares* : 985 postes supprimés entre 2010 et 2013 et 1418 entre 2013 et 2016[231].En parallèle, le nombre de contractuels a augmenté de 20 % entre 2010 et 2016[232].

D'autre part, les frais de scolarité ont augmenté, mais ils ne couvrent pas la totalité du montant que représente une année d'études par étudiant. En 2012, « [l]os alumnos universitarios españoles pagan […] entre 700 y 1.400 euros anuales de matrícula, según ha señalado la secretaria de Estado de Universidades. Esa cantidad cubre entre el 15 % y el 17 %

[226] Termes empruntés au nom d'un colloque de l'OCDE organisé à Paris, du 13 au 15 septembre 2010 : « Higher Education in a World changed Utterly : doing more with less ».
[227] MINISTERIO DE EDUCACIÓN, *Documento de reflexión sobre la mejora de las Políticas de Financiación de las Universidades*, 2010, p. 18.
[228] MINISTERIO DE CIENCIA, INNOVACIÓN Y UNIVERSIDADES, *Datos y cifras del sistema Universitario Español. Publicación 2018-2019*, Secretaría General Técnica del Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades, 2019, p. 26
[229] HERNÁNDEZ-ARMENTEROS Juan, PÉREZ-GARCÍA José Antonio, « Financiación y gasto universitario en España: crisis y ¿recuperación? », in *La cuestión universitaria*, n° 10, 2019, p. 6-31, p. 16.
[230] *Ibid*., p. 24.
[231] *Ibid.*, p. 26.
[232] *Ibid.*

del coste del curso, que oscila entre 5.000 y 7.000 euros »[233]. Cette hausse a demandé un effort supplémentaire aux familles pour la financer. Bien qu'ils soient limités par les restrictions budgétaires[234], des dispositifs d'aides publiques existent comme des bourses, ce qui a permis de maintenir un nombre constant d'étudiants inscrits dans des universités publiques. Au sein de l'Union Européenne, l'aide économique aux étudiants peut se traduire par des bourses basées sur le mérite, des bourses sur critères sociaux, des allocations aux familles, des déductions d'impôts, ou encore des prestations sociales étudiantes[235].

La majorité des bourses publiques en Espagne sont basées sur des critères sociaux tels que les revenus des parents ou des situations particulières (famille nombreuse, parent handicapé, victime ou proche de victime du terrorisme, victime de violences liées au genre, etc.). Plusieurs aides durables sont possibles : la *beca de matrícula*, que tout étudiant peut obtenir à son entrée à l'université (s'il répond aux critères d'attribution), la *cuantía fija* en fonction des revenus de l'étudiant, la *cuantía fija* en fonction du lieu de résidence de l'étudiant pendant l'année universitaire, la *cuantía fija* attribuée en fonction de l'excellence des résultats scolaires du demandeur, et la beca básica. Le montant de ces bourses peut varier d'une année à l'autre en fonction de l'évolution de la situation familiale de l'étudiant, de ses revenus et de ses résultats aux examens[236]. Le montant moyen annuel des bourses attribuées en Espagne reste stable, y compris pendant la période d'austérité, et avoisine les 2500 €[237]. Ces subventions vont souvent de pair avec un allègement ou une exonération des frais d'inscriptions. Une partie assez importante des Espagnols ont fait des études longues pendant la période d'austérité. En 2013, « en España, cerca del 40 % de los veinteañeros y de los

[233] ÁLVAREZ Pilar, « Educación plantea subir hasta 540 euros las tasas universitarias », *El País*, 20 avril 2012. Accès: [https://elpais.com/sociedad/2012/04/19/actualidad/1334839235_884063.html] (Dernière consultation: 23/04/2020).
[234] ESCARDÍBUL FERRÁ Josep, PÉREZ ESPARRELLS Carmen, « La financiación de las universidades públicas españolas. Estado actual y propuestas de mejora », in *Revista de Educación y Derecho*, n° 8, avril - septembre 2013. Accès: [https://revistes.ub.edu/index.php/RED/article/view/8019] (Dernière consultation : 28/08/2022).
[235] KOTTMANN Andrea, VOSSENSTEYN Hans *et al.*, *Social Inclusion Policies in Higher Education: Evidence from the EU. Overview of major widening participation policies applied in the EU 28*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2019, p.19.
[236] MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y CIENCIA, *Real Decreto 1721/2007, de 21 de diciembre, por el que se establece el régimen de las becas y ayudas al estudio personalizadas*, BOE n° 15, 17 janvier 2008. Les détails des modalités et des conditions d'attribution de ces bourses sont précisés dans les articles 9 et 10 du texte.
[237] EUROPEAN EDUCATION AND CULTURE EXECUTIVE ANGENCY, EURYDICE, *National Student Fee and Support Systems in European Higher Education: 2014/15*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2014.

jóvenes que tienen poco más de 30 años tienen títulos; en Grecia son el 30 %; en Italia, más del 20 % »[238].

L'excellence, la coordination et l'enrichissement des parcours promus par le Processus de Bologne semblent néanmoins compromis par les problématiques engendrées par la crise économique et les coupes budgétaires dans le secteur public. Alors que le nombre d'étudiants ne fait que croître, la qualité des emplois et des conditions de travail des personnels des universités se détériorent. Les restrictions budgétaires ont entravé les possibilités d'un aboutissement réel de ce projet européen. Les effets de cette superposition d'événements sont à l'origine de nombreuses critiques et réactions vives de la part des étudiants et d'une partie de la communauté éducative. Le principal argument défendu par les opposants à ce processus est le risque de mercantiliser les formations universitaires au point de les soumettre au marché du travail, au détriment de l'essence même de la liberté pédagogique prônée par les universités.

Le succès grandissant des études universitaires longues contribue à former de plus en plus de jeunes hautement qualifiés ce qui, en théorie, apparait comme un rempart contre le chômage et la précarité. En 2011, d'après un rapport sur l'émancipation des jeunes en Espagne et en Europe, les taux de chômage parmi les 25-29 ans et les 30-34 ans ayant suivi des études supérieures s'élèvent respectivement à 18 % et 11,5 %, contre 23,5 % et 20,7 % pour les jeunes des mêmes tranches d'âge ayant arrêté leur formation à la fin du secondaire[239]. Or, bien que les formations universitaires semblent être le sésame d'une haute qualification et d'une insertion professionnelle réussie, cette démocratisation des études supérieures peut, à terme, avoir des effets pervers sur le ratio offre/demande du marché du travail :

> Es el fin de un tiempo en el que el trabajo se aprendía en el mismo puesto de trabajo, siendo imprescindible la inversión de las empresas en la formación de sus trabajadores. Una época también de autodidactas, de un trabajo que era cualificante pues el mismo puesto era fuente de conocimiento para una parte importante de la población activa. Pero este tiempo acabó, y en su lugar ha llegado el fenómeno del mileurismo, de la sobrecualificación y del surgimiento, para esta generación, de unas expectativas vitales inferiores a la de sus progenitores[240].

[238] HENLEY Jon, « Jóvenes y cualificados…», *op. cit.*
[239] MORENO MÍNGUEZ Almudena (eds.), *La transición de los jóvenes a la vida adulta: Crisis económica y emancipación tardía*, Barcelone, Obra Social la Caixa, 2012, p. 47-48.
[240] FERNÁNDEZ BARBUDO Carlos, « Los estudiantes y Bolonia », *op. cit.*, p. 205.

Ces jeunes diplômés sont bien souvent trop qualifiés pour les postes disponibles sur le marché du travail et trop peu expérimentés pour prétendre à un emploi en adéquation avec leur parcours universitaire, ou un contrat à durée indéterminée. Pour ceux qui décident de ne pas rester sans activité, la réalité d'un chômage structurel et d'une précarisation des conditions de travail les attend…

1.4.3. Les jeunes : premières victimes de la flexibilisation du marché du travail

Depuis la crise économique de 2008, le marché de l'emploi est saturé par une demande exponentielle de jeunes diplômés, mais ne dispose principalement que de contrats précaires (surnommés « *contratos basura* »[241]). Ces emplois empêchent une grande partie de ces jeunes de s'assurer un emploi stable et correctement rémunéré, ou d'élaborer un plan de carrière précis[242]. Pourtant, la première expérience professionnelle reste une étape-clé dans la vie, elle est l'aboutissement d'un parcours d'études et d'une émancipation économique réussis :

> Esto es porque para la gran mayoría de los(as) jóvenes la incorporación al mundo del trabajo representa un momento esencial que les permite lograr su autonomía, el reconocimiento y la legitimación de su identidad social. […] En este sentido, el desempleo, junto con la inestabilidad y precariedad laboral, suponen una amenaza potencial para la conservación o la construcción de una identidad personal y social positiva[243].

La plupart de ces jeunes finissent par accepter d'occuper des postes peu qualifiés, avec des horaires flexibles et des salaires bas, plutôt que de rester sans activité[244]. Avant la crise, le terme « mileurista » existait déjà et désignait les personnes gagnant 1000 € par mois. Six ans plus tard, la « génération la mieux formée de l'Histoire » fait l'objet d'un nouveau surnom : la « generación nimileurista »[245]. Les jeunes ne parviennent même plus à jouir d'un tel montant malgré toutes ces cases cochées dans leur parcours d'études. La paupérisation absolue d'une

---

[241] MUCIENTES Esther, « " Somos una generación… " », *op. cit.*

[242] Comme le mentionne par exemple cet article : « La tasa de paro juvenil ha escalado a un ritmo acelerado en los últimos cinco años hasta el 49,9%, lo que supone duplicar la media de la Unión Europea. Pero, además, la mayoría de los que logran acceder al mercado laboral ni siquiera obtienen las condiciones y los salarios adecuados para poder iniciar por su cuenta un proyecto de vida independiente. » EDITORIAL EL PAÍS, « Frustración juvenil », *El País*, 11 mars 2012. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2012/03/10/nimileurista/1331413181_060901.html] (Dernière consultation : 24/04/2020).

[243] GALLARDO GÓNGORA Jimena Carmen, « Juventud, trabajo, desempleo e identidad: un enfoque psicosocial », in *Athenea Digital*, n° 11, 2011, p. 165-182, p. 173.

[244] QUINTANA HERNÁNDEZ José Manuel, « ¿Flexibilidad laboral, flexiseguridad o flexplotación? », in *Lan Harremanak - Revista de Relaciones Laborales*, n° 26, 2012, p.131-159.

[245] PÉREZ-LANZAC Carmen, « Generación " nimileurista " », in *El Pais*, 11 mars 2012. Accès: [https://elpais.com/politica/2012/03/09/nimileurista/1331312384_412362.html] (Dernière consultation : 24/04/2020).

génération entière d'Espagnols risque de laisser des traces sur de longs termes, notamment à cause du chômage structurel dont cette classe d'âge est victime.

De nombreux jeunes rejoignent la catégorie des chômeurs de longue durée, car en temps de crise, peu d'entreprises accordent une première expérience à un diplômé. De plus, le chômage de longue durée est devenu un paramètre conjoncturel du marché de l'emploi pendant la période de récession en Espagne. Comme le mentionnent Araceli Mateos et Alberto Penadés dans un article paru dans la *Revista de Ciencia Política* :

> El paro de larga duración se ha incrementado de forma preocupante. al acabar el año [2012], más de la mitad de los parados llevaban al menos doce meses buscando trabajo, lo que nunca antes había sucedido […]. el 30 % de los desempleados llevaban más de dos años buscando empleo[246].

Le chômage des jeunes impacte l'ensemble de la société, comme le souligne un article d'Elizabeth Tinoco, directrice régionale à l'Organisation Internationale du Travail (OIT): «afecta gravemente la sostenibilidad y la continuidad de las economías que han invertido fuerte en formar y capacitar a las nuevas generaciones, sin que su potencial pueda materializarse en innovación y talento»[247]. En 2010, 70,7% des 20-24 ans et 42,5% des 25-29 ans vivent chez leurs parents et le chômage représente la première préoccupation pour 76% des 20-24 ans et 78,8% des 25-29 ans[248].

Le taux de chômage a triplé entre 2007 et 2013[249]. Cette même année, 41,6 % des hommes et 36,9 % des femmes en situation de chômage longue durée ont moins de 25 ans[250]. La précarisation de l'ensemble des catégories d'âge et le nombre significatif de jeunes chômeurs laissent présager des conséquences sociales de la crise sur plusieurs générations.

En 2013, près de la moitié des moins de 25 ans se retrouve sans emploi, ce qui implique une insertion tardive sur le marché du travail, alors que leurs cotisations seraient un

---

[246] MATEOS Araceli, PENADÉS Alberto, « Crisis y recortes », in *Revista de Ciencia Política*, n° 33/1, 2013, p. 161-183.
[247] TINOCO Elizabeth, « La sociedad paralizada: jóvenes desempleados », *El País*, 17 août 2014. Accès: [https://elpais.com/economia/2014/08/14/actualidad/1408036451_169670.html] (Dernière consultation: 10/06/2020).
[248] OBSERVATORIO JUVENTUD ESPAÑA, *Cifras jóvenes. Sondeo de opinión: Jóvenes y Vivienda*, 2010/1, 2010, p. 8.
[249] Au premier trimestre 2007, le taux de chômage de moins de 25 ans atteignait 17,72%, tandis qu'au premier trimestre 2013, celui-ci atteignait 56,92%. Source : INE, *Tasas de paro por distintos grupos de edad, sexo y comunidad autónoma*, tableaux 2007T1 et 2013T1, v.2014. Accès: [https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=4247#!tabs-tabla]
[250] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Parados de larga duración según grupos de edad en la UE*. Accès : [https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=11186#!tabs-tabla] (Dernière consultation : 26/04/2022).

soutien supplémentaire à la reprise de l'économie du pays pour financer les retraites des actifs arrivés au terme de leurs carrières. De même, ces jeunes qui débuteront tardivement leur parcours professionnel devront travailler jusqu'à un âge plus avancé pour pouvoir éventuellement bénéficier d'une pension à taux plein. Ces *seniors* occuperont alors l'emploi que d'autres jeunes pourraient occuper à leur tour. La saturation du marché du travail est donc loin de trouver une issue favorable en Espagne pour les jeunes de moins de 25 ans, et les perspectives pour les générations à venir ne sont guère positives, puisque « la reconversión laboral que se espera no pasará […] por la creación de empleos de calidad y bien remunerados, sino por una previsible expansión de la precarización sin ninguna contrapartida reseñable »[251].

Devant cette paralysie des perspectives professionnelles en Espagne, de nombreux jeunes diplômés n'attendent pas l'amélioration tant attendue de la conjoncture économique de leur pays et décident de partir à l'étranger en espérant trouver un emploi en adéquation avec leurs compétences et leurs projets de vie.

1.4.4. La « fuite des cerveaux »[252] : les diplômés espagnols à la recherche d'opportunités à l'étranger

Grâce à la mobilité internationale, encouragée notamment par les programmes d'échanges dans les universités, il est de plus en plus fréquent que de jeunes individus hautement qualifiés envisagent de s'expatrier pour trouver un travail :

> No es ilógico suponer que la migración se está volviendo una de las alternativas que mejor resuelve el problema del empleo. […] La migración se ha convertido en un problema social por la falta de oportunidades laborales de los millones que buscan un empleo digno y bien remunerado[253].

Depuis la crise, l'Espagne voit augmenter de façon exponentielle le nombre de jeunes quittant le territoire : « más de 300.000 personas de menos de 30 años se han marchado del país desde

[251] RODRÍGUEZ Emmanuel, GARCÍA Beatriz, MUÑOZ Óscar, « Del Madrid global a la crisis urbana… », *op. cit.*, p. 161.
[252] Ou « fuga de cerebros ». Sur le sujet, voir : SANTOS ORTEGA Antonio, « Fuga de cerebros y crisis en España: los jóvenes en el punto de mira de los discursos empresariales », in *AREAS, Revista Internacional de Ciencias Sociales*, n° 32, 2013, p. 125-137. Cette expression vient de l'anglais « brain drain » et désignait à l'origine l'émigration de scientifiques britanniques vers les États-Unis : BRANDI Maria Carolina, « La historia del brain drain», in *Revista iberoamericana de ciencia tecnología y sociedad*, n° 3/7, 2006, p. 65-85.
[253] FIGUEROA HERNÁNDEZ Esther *et al.*, « Análisis del desempleo, la migración y la pobreza en México », *Revista Mexicana De Agronegocios*, n° 16, 2012, p. 835-847, p. 845.

la crisis de 2008. Cerca de un 68 % más se lo está planteando seriamente, según un estudio de la Comisión Europea »[254]. Ces expatriés font face à une réalité souvent difficile, et leur recherche de meilleures conditions de travail dans d'autres pays ne débouche pas toujours sur l'opportunité professionnelle tant espérée.

D'après une étude de l'Observatoire de la Jeunesse en Espagne[255], réalisée en 2014, au cours de la période 2007-2013, environ 3 émigrés espagnols sur 5 ont entre 15 et 29 ans. Le nombre exact de jeunes installés à l'étranger reste néanmoins inconnu, car une part importante ne s'est pas enregistrée auprès des consulats espagnols à l'étranger. D'après cette même étude, au moment où elle a été réalisée, les expatriés interrogés ne savaient pas combien de temps ils allaient rester dans leur pays d'accueil. Le changement de lieu de résidence a globalement été profitable à l'ensemble des jeunes. En revanche, la principale déception réside dans le salaire perçu par ces derniers une fois installés dans le pays d'accueil. Obtenir directement un emploi aux fonctions prestigieuses n'est pas donné à tous les jeunes Espagnols qui quittent le territoire.

Les études réalisées par des instituts ou des collectifs en lien avec la jeunesse sont des moyens efficaces d'obtenir une approximation du nombre d'expatriés, de la destination choisie et de la durée du séjour à l'étranger. D'autres données, plus informelles, peuvent rendre compte de la réalité de ces individus. De nombreux récits de ces jeunes permettent de visualiser leur quotidien à l'étranger et de comprendre à quel point leurs aspirations en Espagne ont été gâchées par la crise[256]. Certains ont décidé de persévérer dans leur pays d'accueil et de s'y installer, d'autres ont dû retourner chez leurs parents en attendant de trouver un avenir meilleur.

---

254 HENLEY Jon, « Jóvenes y cualificados… », *op. cit.*

255 OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *La emigración de los jóvenes españoles en el contexto de la crisis. Análisis y datos de un fenómeno difícil de cuantificar*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE), 2014. Accès: [http://www.injuve.es/sites/default/files/adjuntos/2019/05/emigracion_jovenes_2014.pdf] (Dernière consultation : 22/04/2020).

256 Voir entre autres les ouvrages de SERRA Benjamín, *Sobradamente preparado para limpiar váteres en Londres: la voz esperanzada dispuesta a ganar la batalla del futuro*, Madrid, Península, 2014 et de MOLDES FARELO Rocío, *¿Por qué te vas? Jóvenes españoles en Alemania*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2015.

Conclusions intermédiaires : Austérité et absence de perspectives : un contexte propice à l'éveil des consciences politiques.

Dans son ouvrage *Atlas de la crisis*, le géographe Ricardo Méndez critique la logique suivie par le gouvernement libéral de Mariano Rajoy, en affirmant que :

> Si la aplicación de la agenda neoliberal está en el origen de muchos de los desequilibrios que desencadenaron la crisis, la solución aplicada en este caso para combatir la enfermedad ha sido aumentar la dosis y, de paso, erosionar las instituciones que aseguraban para la gran mayoría cierto grado de bienestar, sustituido por otro de malestar generalizado[257].

Le bilan de ces années d'austérité n'est pas des plus positifs : le taux de chômage des jeunes n'a fait qu'augmenter, avec un premier pic à plus de 50 % au premier trimestre de 2013, puis un second au quatrième trimestre de la même année[258]. De plus, « el endeudamiento público se ha triplicado desde que comenzó la crisis económica, y ha pasado de suponer un 36,3 por ciento del PIB en 2007 a acercarse al 100 por ciento [en 2015] »[259]. Le caractère précipité de certaines mesures a entrainé des dommages difficilement réversibles dans la société espagnole, notamment chez les jeunes comme l'affirme Michel Aglietta :

> les ajustements budgétaires mis en place aujourd'hui sont trop rapides. En effet, les multiplicateurs budgétaires sont d'autant plus élevés que les agents cherchent à se désendetter et subissent des contraintes plus importantes pour emprunter, que le chômage est élevé et que les taux d'intérêt directeurs fixés par la banque centrale sont proches de zéro. Toutes les conditions sont réunies pour que les ajustements budgétaires actuels nuisent au maximum à l'activité et à l'emploi et que, malgré toutes les réductions de déficits, la dette publique *in fine* ne diminue que très peu[260].

Pendant cette période d'incertitudes et d'instabilité, les jeunes Espagnols ont pu et peuvent compter sur le soutien de leurs familles respectives. La solidarité intergénérationnelle, mais également la réorganisation des structures fédératives, comme l'école ou le quartier, ont permis de venir en aide aux personnes les plus dans le besoin. L'expérience de l'entraide et de la débrouille en temps de crise a toute son importance dans l'évolution de la pensée politique des jeunes Espagnols.

Avant la crise économique, tout portait à croire que les jeunes nés entre la fin des années 1980 et au milieu des années 1990 allaient bénéficier d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés que ceux de leurs parents. La « génération la mieux formée de l'Histoire de l'Espagne » se retrouve confrontée à la triste réalité d'un marché du travail saturé et d'une

[257] MÉNDEZ Ricardo, *Atlas de la crisis…*, *op. cit*, p. 30
[258] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Tasas de paro por distintos grupos de edad, sexo y comunidad autónoma*. Accès : [https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=4247#!tabs-grafico] (Dernière consultation : 10/06/2020).
[259] LUNA ALÁEZ Ignacio, *La crisis que cambió España…*, *op. cit.*, p. 53.
[260] AGLIETTA Michel, BRAND Thomas, *Un new deal pour l'Europe. Croissance, euro, compétitivité*, Paris, Odile Jacob, 2013, p. 134.

conjoncture économique qui ne leur permet pas de s'émanciper, malgré leur accès à des études supérieures et à des formations qualifiantes. Faute de travail stable et correctement rémunéré, ces jeunes sont contraints bien souvent d'occuper un poste aux conditions de travail précaires (bas salaires, horaires et contrat flexibles).

La précarisation de toute une génération risque de laisser des traces durables et néfastes à la croissance du pays. L'impossibilité de ces jeunes à s'épanouir dans leur propre pays et à concrétiser des projets de vie génère en eux de l'incertitude et une inquiétude forte à l'égard de leur avenir. Les mesures prises par le gouvernement sont rapidement montrées du doigt par cette « génération sacrifiée » et la défiance à l'égard de la classe politique se fait de plus en plus importante. La frustration et la colère[261] accumulées par ces jeunes depuis le début de la crise économique va peu à peu envahir les rues et se transformer en force vive du militantisme espagnol en contribuant à la naissance de mouvements de contestation massifs et inédits en Espagne.

[261] Comme le mentionne un article du quotidien *El País*: « Cuando la sociedad no puede estimular en los ciudadanos de edad más productiva los deseos de trabajar y de construir una vida, se promueve resentimiento y desengaño en la generación a la que corresponde ser la locomotora. Eso afecta a la estabilidad de las sociedades, a la credibilidad en las instituciones e incluso a las perspectivas de gobernabilidad democrática ». TINOCO Elizabeth, « La sociedad paralizada…», *op. cit.*

Chapitre 2 –Être un jeune adulte de la période « post-crise » : entre « traumatisme » de la précarité et conscientisation politique

Entre 2016 et 2018, plusieurs indicateurs montrent que l'Espagne connait une phase de reprise économique générale : le PIB est en hausse, le taux de chômage baisse, tout comme l'inflation, et la dette publique[262]. Malgré cela, les conséquences structurelles de la crise et l'austérité continuent d'impacter la société[263], et notamment les jeunes adultes[264]. En effet, d'après James Jasper, des événements marquants, comme une crise économique d'ampleur mondiale, peuvent être à l'origine d'un engagement citoyen et politique fort à l'âge adulte[265]. La plupart des étudiants des universités publiques de Madrid, interrogés entre avril et novembre 2019, ont été les témoins directs ou indirects des difficultés vécues par leurs familles ou des personnes proches (amis, voisins, camarades de classe, etc.) au cours de leur enfance et de leur adolescence. Nés entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, ils sont âgés entre 18 et 26 ans. Leur entrée dans l'âge adulte a été le synonyme d'une première prise de conscience *in situ* des problématiques liées à l'émancipation et aux possibilités de trouver un emploi suffisamment stable et rémunéré pour vivre de son diplôme, et ce malgré les difficultés. Dans ce chapitre, nous proposons donc d'étudier et d'analyser dans quelle mesure tous ces paramètres ont été structurants dans l'évolution de la pensée politique des jeunes.

Nous commencerons tout d'abord par faire un retour d'expérience sur la crise et les politiques d'austérité à travers le regard d'étudiants des générations Y et Z. Nous proposons d'analyser ensuite dans quelle mesure les stigmates de ces éléments rendent l'avenir de ces jeunes adultes encore incertain en termes de niveau de vie et d'émancipation. Nous verrons enfin que leurs expériences personnelles liée à cette précarisation structurelle ne sont pas sans conséquences pour la société [266].

---

[262] Voir la synthèse réalisée par HERNÁNDEZ DE COSPOUR Pablo, « La recuperación de la economía española. Evolución creciente y perspectivas del mercado inmobiliario », Banco de España, 16 février 2018. Accès: [https://www.bde.es/f/webbde/GAP/Secciones/SalaPrensa/IntervencionesPublicas/DirectoresGenerales/economia/Arc/Fic/eco160218.pdf] (Dernière consultation: 26/06/2021).
[263] FERNÁNDEZ NAVARRETE Donato, « La crisis económica española…», *op. cit.*
[264] LERAIS Frédéric, MATH Antoine, « Jeunes européens en temps de crises… », *op. cit.*
[265] JASPER James, « Constructing Indignation: Anger Dynamics in Protest Movements », in *Emotion Review*, n° 6/3, 2014, p. 208-213.
[266] PANCHÓN IGLESIAS Carme, « Infancia, adolescencia y familias…», *op. cit.*

2.1. Un regard d'enfant sur la crise de 2008, les politiques d'austérité et les mouvements sociaux du début des années 2010…

Les générations des *Millenials*[267]et Z[268] ont vécu une partie de leur enfance et leur adolescence dans une Espagne à la dérive. La période 2008-2015, très intense sur tous les plans de la société, n'est pas sans influences sur l'identité politique des *Millenials* qui ont pu prendre part aux actions collectives du 15M, ainsi que de la génération Z composée d'enfants au moment culminant des tensions sociales.

2.1.1. Chômage et restrictions budgétaires : retours sur les souvenirs de l'austérité dans l'enfance de jeunes adultes

L'aspect soudain et inédit de la crise a pris au dépourvu la plupart des familles. Certains étudiants ou jeunes diplômés en recherche d'emploi ou en poursuite d'études, interrogés lors de nos enquêtes de terrain, n'étaient encore que des enfants entre 2008 et 2011. Ils ne se rendaient donc pas toujours compte de la situation dans laquelle pouvaient être leurs familles, comme le souligne Lucía, une étudiante madrilène de 19 ans :

> La crisis empezó en 2008, yo tenía 9 años. La percepción de la realidad y lo que está ocurriendo y la percepción de cómo se están gestionando las cosas, pues evidentemente no es la que tuviera si pasase ahora[269].

Les situations vécues sont très variées et dépendent de facteurs sociaux (revenus des parents, chômage, etc.) et démographiques (zone urbaine, zone rurale, quartier populaire, etc.), même si la plupart des jeunes de notre panel n'ont pas vécu de situation extrême.

Face à des changements brutaux qui affectent la vie d'un individu (travail, famille et ressources matérielles), les réactions peuvent être différentes en fonction de souvenirs ou d'expériences passés. Ces éléments conditionnent l'attitude choisie face à des difficultés. C'est ce que mentionne une étude réalisée en psychologie sociale par un collectif de chercheurs : « [L]a perception d'un phénomène (ici, la crise financière) en tant que défi/menace est aussi liée aux conduites d'approche/évitement, qu'on peut comprendre

[267] Voir par exemple : LAVALLARD Jean-Louis. « Génération Y : les millenials », *Raison présente*, n° 211/3, 2019, p. 107-115 et LYNCH Merill, « Millenials and Centenials. New Kids on the Block », in *Theme Watch*, Bank of America, 2016, p.48-51.

[268] Voir l'étude du groupe J. WALTER THOMPSON INTELLIGENCE, *Into Z Future. Understanding Generation Z, the Next Generation of Super Creatives*, 2019. Accès : [https://assets.ctfassets.net/inb32lme5009/5DFlqKVGIdmAu7X6btfGQt/44fdca09d7b630ee28f5951d54feed71/Into_Z_Future_Understanding_Gen_Z_The_Next_Generation_of_Super_Creatives_.pdf] (Dernière consultation: 29/06/2021).

[269] Entretien avec Lucía, 19 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Droit et Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 14/05/2019.

comme mettre en place des actions face à la crise (cadres supérieurs), ou au contraire, s'abstenir de mobiliser des actions (citoyens ordinaires)[270] ». En ce sens, Delia, étudiante à l'Université Rey Juan Carlos, pense que si de nombreuses personnes se sont retrouvées dans des situations critiques, c'est en partie lié à une sorte de sidération rendant difficile toute réaction adaptée aux potentielles menaces qui se profilent :

> Sí que he visto gente y muchos comentarios de gente que lo pasaron mal, también porque la gente en plena crisis, a lo mejor le cuesta mucho más adaptarse a eso, porque como llega de golpe, no sabes cómo reaccionar[271].

Par ailleurs, l'expérience collective de la crise a été particulièrement marquante pour nombre de personnes qui se sont senties responsables de leur situation. Ceci a été à l'origine de nombreux désagrément psychiques des Espagnols[272]. Alison, étudiante à l'Université Complutense et originaire de Majorque, raconte :

> El hecho de darte cuenta de que es algo que no solo se te está pasando a ti o no sólo le pasa a tu familia, sino que les pasa a muchas familias, supone primero como que pasar "un duelo". Tú, primero tienes que darte cuenta de que no estés haciendo mal las cosas. Y luego te queda toda una rabia que tú tienes que organizar de una manera para poder darte cuenta de por qué está pasando esto, y que no es que tú no seas una persona inválida y por eso no encuentras trabajo, o no puedes comprarte una casa, sino que es que hay todo el sistema que no te está dejando[273].

La métaphore du deuil nous a semblé ici intéressante à développer. En effet, pour se déculpabiliser des conséquences de la crise économique, la population est passée par différentes étapes comparables à celles traversées par les individus au moment d'un décès, à la manière des étapes du deuil développées par Elizabeth Kübler-Ross[274]. L'effondrement de

---

[270] ERNST-VINTILA Andreea, DELOUVÉE Sylvain, ROUQUETTE Michel-Louis, « La crise financière de 2008 : menace collective ou défi individuel ? Une analyse de la pensée sociale mobilisée en situation de crise », in *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, n° 87/3, 2010, p. 515-542.

[271] Entretien avec Delia, 19 ans, étudiante en deuxième année de *Grado universitario* en Sciences de l'Éducation et en première année de *Grado Universitario* en Psychologie à l'Université Rey Juan Carlos de Madrid, membre de l'association universitaire *Club de Debate*, réalisé le 23/11/2019.

[272] SIRVENT-RUIZ Carlos, « La crisis. Mi crisis. (Infortunio social y consecuencias psiquiátricas) », in *Norte de Salud Mental*, n° 11/45, 2013, p. 111-116.

[273] Entretien avec Alison, 19 ans, étudiante en 3ème année de *Gradouniversitario*en Sciences Politiques à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *La Chispa*, réalisé le 20/11/2019.

[274] La psychiatre Elizabeth Kübler-Ross est à l'origine d'un modèle de 5 cinq étapes traversées par un individu à la suite de la perte d'un être cher : le choc, le déni, la colère (ou le marchandage), la tristesse, la résignation, l'acceptation et enfin la reconstruction. Voir KÜBLER-ROSS Elizabeth, KESSLER David, *Sur le chagrin et sur le deuil [2005]*, (traduit de l'anglais par Joëlle Touati), Paris, Pocket, 2011. Ce modèle a été réutilisé dans d'autres domaines, notamment en ressources humaines, pour décrire les étapes psychologiques par lesquelles un employé peut passer suite à l'annonce de son licenciement. En ce sens, voir : CAPLAN Robert D., « Job seeking, Reemployment, and Mental Health : A Randomized Field Experiment in Coping With Job Loss », in *Journal of Applied Psychology*, n° 74/5, 1989, p.759-769 ; JOANNETTE Nathalie, BRUNEL Marie-Lise, « Identification des étapes émotionnelles liées à la perte d'emplois de cadres à l'aide du modèle de deuil de Kubler-Ross », Université de Québec à Montréal, mémoire de maîtrise en éducation, 1997 ; ou encore un article de la rédaction du magazine *Dynamique Entrepreunariale*, « La courbe de deuil appliquée à l'entreprise », 10 mars 2014. Accès : [https://www.dynamique-mag.com/article/courbe-deuil-appliquee-entreprise.4936] (Dernière consultation : 26/06/2021).

l'économie a tout d'abord provoqué chez les Espagnols un choc, puis les dommages de la crise dans leurs familles respectives ont suscité en eux de la douleur et de la culpabilité. Au moment des premières politiques d'austérité, beaucoup ont ressenti de la colère et de l'incompréhension. Les familles ont dû alors élaborer des stratégies pour se relever, en passant parfois par des périodes de dépression ou de découragement avant définir par accepter la situation et s'adapter.

Par extension, ce cheminement vécu par des milliers d'Espagnols peut être aussi associé à la théorie des rites dans la société. Dans *Les rites de passage*[275], l'ethnologue Arnold Van Gennep affirme qu'ils sont des éléments constitutifs d'une identité et divisibles en trois phases. La première est le « rite préliminaire », où l'individu est « séparé de la société ». Il s'agit alors d'une « mort symbolique ». La deuxième phase, appelée « rite liminaire », est provoquée par la marginalisation de l'individu et aboutit à la troisième et dernière phase : le « rite post-liminaire » qui correspond à la désacralisation de l'individu, alors réintégré à la société avec un statut différent. De son côté le sociologue Erving Goffman soutient également que les rites sont le propre des échanges interpersonnels dans une société[276]. En ce sens, Goffman décrit le rite comme un « procédé puissant qui permet d'ordonner les événements de façon accommodative[277] ».

Dans *L'épreuve du chômage*, la sociologue et politologue française Dominique Schnapper étudie les différents vécus des chômeurs et parvient à en distinguer trois types : le « chômage différé », le « chômage total » et le « chômage inversé »[278]. Le « chômage différé » semble propre à la catégorie des cadres, qui expérimentent leur période d'inactivité professionnelle comme une opportunité d'optimiser leur carrière en cherchant activement un nouvel emploi ou en suivant une série de formations.

Le chômage inversé touche particulièrement des jeunes ayant fait des études. Bien souvent, ils sont sans emploi car ils se refusent tout simplement à occuper un poste dont les missions ne mettent pas en valeur leurs compétences ou ne répondent pas à leurs attentes personnelles (conditions de travail, éthique de l'entreprise, etc.). Contrairement à la situation précédente, ces individus ne subissent pas le chômage et y voient plutôt une occasion de réaliser des

[275] VAN GENNEP Arnold, *Les rites de passage [1909]*, Paris, A&J Picard, 2011.
[276] GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction* (traduit de l'anglais par KIHM Alain), Paris, Éditions de Minuit, 1974.
[277] GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2. Les relations en public [1956]* (traduit de l'anglais par KIHM Alain), Paris, Éditions de Minuit, 1973, p. 161.
[278] SCHNAPPER Dominique, *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 1981.

activités qui leur permettent de s'épanouir réellement. Bien souvent, ces jeunes n'ont jamais eu de premier emploi et ne ressentent pas le besoin d'obtenir un salaire (ils vivent chez leurs parents ou parviennent à subvenir à leurs besoins avec des aides de l'État). D'autres n'acceptent que des emplois à temps partiel pour maintenir un temps libre suffisant nécessaire à leur développement personnel. Dans leur ouvrage *Héros obscurs de la précarité*, les sociologues Paul Grell et Anne Wéry décrivent et analysent le mode de vie de ces individus qui préfèrent vivre volontiers dans la précarité plutôt que de négliger leur épanouissement. Sans se préoccuper du lendemain, ils font parfois preuve de créativité pour subvenir à leurs besoins en-dehors des modes traditionnels de production ou de consommation[279].

Enfin, le « chômage total » est une situation qui touche davantage les ouvriers et les emplois peu qualifiés. Pour ces chômeurs, la perte d'un emploi revient à la perte de son identité et à son isolement. Pratiquement toute sa vie en collectivité dépend de son activité professionnelle, c'est pourquoi il semble détaché de tout une série de rituels du quotidien. On pourrait associer cette forme « d'épreuve du chômage » à un rite de passage, dont les étapes se rapprocheraient de celles d'un deuil, telles que décrites par Elizabeth Kübler-Ross. L'annonce d'un licenciement provoque un choc chez celui qui la reçoit. Les chômeurs interrogés par Dominique Schnapper comparent souvent cette nouvelle au diagnostic d'une maladie survenue subitement. Pour aller plus loin, nous pourrions associer cette étape au « rite préliminaire » d'Arnold Van Gennep, l'isolement provoqué par la perte d'un emploi pouvant être perçue comme une « mort symbolique ». Une fois au chômage, l'individu va vivre dans une forme de déni en s'accommodant du temps libre dont il dispose et en essayant de maintenir une forme d'interaction sociale grâce à des activités autres que le travail. Vient ensuite l'étape de la colère et de la honte où le chômeur tend à s'autoflageller et à trouver un responsable de sa situation. La phase de tristesse du chômeur peut correspondre à une forme d'abattement et à une remise en question identitaire, comme une sorte de « rite liminaire » où il subit sa marginalisation. L'acceptation intervient lorsqu'il parvient à passer outre son statut pour rétablir un lien avec la collectivité et la vie professionnelle. Le chômeur finit par se reconstruire lorsqu'il retrouve un emploi, ce qui lui permet de retrouver pleinement son sentiment d'appartenance à la collectivité. Nous pourrions associer cette dernière étape à un « rite post-liminaire ».

[279] GRELL Paul, WERY Anne, *Héros obscurs de la précarité. Des sans-travail se racontent, des sociologues analysent*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Lorsque le chômage et les difficultés liées à la crise touchent un foyer, l'ensemble de ses membres est affecté psychologiquement à différents égards : les parents ont conscience des enjeux d'une telle situation à court et long terme, et leurs enfants perçoivent les tensions et le stress générés par celle-ci[280]. Ce sont des souvenirs forts chez certains étudiants, comme pour Alba, une étudiante de la Complutense :

> Mi padre trabajaba en una empresa. Entonces esa empresa, no sé si era una multinacional o qué caos, la vendieron y llegó un momento en que tuvieron que echar a la gente. Sí que me acuerdo que había mucho estrés de cara a mi padre, de "me puedo quedar en la calle". Por suerte, al final no se quedó y hoy está muy bien, pero hubiera podido tener ese problema[281].

À l'instar d'Alba, Luisa, originaire d'Alicante, se rappelle précisément de la pression subie par son père au moment d'assurer seul les missions de plusieurs employés, suite à la réduction des effectifs dans de son entreprise et l'impact de ce stress lié au travail :

> La empresa en la que trabajaba mi padre empezó a ir bastante mal, y a lo mejor fue en 2012, podría ser perfectamente consecuencia de la crisis. La empresa iba mal, mi padre estaba super estresado en el trabajo porque le infligían muchas más responsabilidades. Al final dimitió, dijo que no quería y estuvo a lo mejor como seis meses en el paro[282].

De 2008 à 2015, au moins l'un des parents des étudiants interrogés est affecté soit par le chômage, soit par une baisse de revenus. Face à cette situation, les familles doivent se réorganiser pour en limiter les effets[283]. Le fléchissement du pouvoir d'achat a entraîné celui des dépenses, parfois drastique lorsqu'il ne s'agit pas des achats de première nécessité, comme les activités extra-scolaires[284]. Pour Alison, cet aspect de la crise dans son enfance semble rester vif :

> Parece una tontería, pero cuando era pequeña, yo iba a música de extraescolar y a ballet. Y mis padres no podían seguir pagándome música y ballet. Entonces, he tenido que elegir alguno. Y yo como era muy pequeña y era una niña muy mimada, no lo entendía, pues dije que no quería ir a ninguno. Luego recuerdo que ya no podía ir a ninguna extraescolar porque no había dinero[285].

---

[280] BECERRO DE BENGOA Beatriz, « Aspectos psicológicos…», *op. cit.*
[281] Entretien avec Alba, 20 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Psychologie à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *Histeria*, réalisé le 04/12/2019.
[282] Entretien avec Luisa, 19 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Ingénierie industrielle à l'Université Polytechnique de Madrid, membre de l'association universitaire *Awa*, réalisé le 29/11/2019.
[283] LUELMO MILLÁN Miguel Ángel, « Desempleo y familia », in *Revista del Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales*, n° 54, 2004, p. 13-34.
[284] MILLET Eva, « La crisis explicada a los niños », *La Vanguardia*, 13/07/2012, [https://www.lavanguardia.com/estilos-de-vida/20120713/54324807456/la-crisis-explicada-a-los-ninos.html] (Dernière consultation: 28/06/2021).
[285] Entretien avec Alison, *op. cit.*

Malgré ces restrictions, beaucoup considèrent avoir eu de la chance et ont conscience que d'autres familles connaissaient d'une situation moins souhaitable comme le reconnait Carlos, originaire d'Alcorcón, une ville de la banlieue de Madrid :

> En verano no hacíamos viajes o no salíamos tanto al cine, porque había crisis y había que ir ahorrando por si acaso. Pero dentro de lo que cabe, yo tuve la suerte de que no viví una crisis muy dura como gente que no podía pagar la luz o no podía comer todos los días[286].

Même s'ils n'ont pas vécu de façon brutale la crise économique et l'austérité, ces étudiants ont été marqués par les expériences d'autres familles dans leur environnement proche (quartier, école, ville) ou par une réorganisation modérée de leur quotidien d'enfants. En revanche, beaucoup s'accordent sur le fait de n'avoir connu qu'une Espagne en crise ; la période de prospérité d'avant 2008 leur apparaît très lointaine. Par exemple, Marcos, étudiant à l'Université Carlos III de Madrid et originaire de Castilla y León, a l'impression d'avoir grandi dans un contexte socio-économique sous constante tension :

> Antes de la crisis del 2008, tenía 7 años. Entonces, yo me he criado en un entorno de crisis. La palabra crisis está en toda mi infancia tardía y adolescencia. Entonces yo tampoco he conocido una época, la época que decían de bonanza, de que había mucha prosperidad, de que llegaba mucho dinero de la Unión Europea[287].

Il existe véritablement un avant et un après la crise qui semble occasionner deux visions de celle-ci. La première est propre aux individus ayant pu profiter des effets positifs de la croissance d'avant-crise. Pour reprendre les termes d'Edgar Morin, elle « apparaît comme une série d'accidents en chaîne, dont la nature contingente s'éclaire para sa rapide disparition-résorption, une sorte de maladie de la croissance »[288]. Les parents des étudiants interrogés semblent percevoir la crise et ses conséquences de cette manière. Elle n'est pour eux qu'une sorte d'aléa ponctuel avant la reprise du cours « normal » de la prospérité. Sara, une étudiante madrilène de 19 ans, confirme ce constat et soutient une différence assez significative entre la vision des étudiants et celle de leurs parents concernant la crise et l'austérité :

> La diferencia que yo veo con mis padres es que ellos ven esto como una recesión económica porque han vivido en la época de prosperidad y piensan que podemos llegar a volver a vivir en una época de prosperidad. Pero yo, cuando la crisis empezó en 2008, yo tenía 8 años. Yo no conozco ese momento de

[286] Entretien avec Carlos, 21 ans, étudiant en 1ère année de Master en Ingénierie chimique à l'Université Polytechnique de Madrid, membre de l'association universitaire *Awa*, réalisé le 29/11/2019.
[287] Entretien avec Marcos, 18 ans, étudiant en 1ère année de double *Grado universitario* en Économie et Études Internationales à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 08/05/2019.
[288] MORIN Edgar, « Pour une sociologie de la crise », in *Communications*, n° 12, 1968, p. 2-16, p. 10.

> prosperidad a nivel personal, y tampoco creo que sea posible… yo no veo esto como una recesión económica… no lo veo como un paro dentro de una especie de sistema de felicidad y de bienestar, sino que creo que el sistema es así y que lo vamos a repetir. Y veo que el año que viene o dentro de dos años, viene otra recesión. Entonces yo lo veo como algo continuo y por lo tanto hay que cambiar el sistema. Y entiendo que mis padres lo vean como un paro dentro de un sistema que estaba bien. Entonces entiendo que ellos sean mucho más optimistas que yo[289].

Ceci nous amène à la deuxième vision de la crise, majoritaire chez les étudiants interrogés. Pour eux, les crises économiques sont amenées à se répéter et la précarité qui en découle a fini par devenir un élément structurel de leur quotidien. Comme l'explique Michel Wieviorka : « pour les jeunes générations, la crise est un phénomène dans lequel elles sont nées : elles ont toujours connu le chômage, l'horizon barré, la hantise du déclassement, les perspectives d'un futur sans repères ni espoir »[290]. La plupart des individus interrogés n'ont pas le sentiment d'avoir profité de la prospérité économique dans laquelle se trouvait le pays avant l'éclatement de la bulle immobilière. Jorge, étudiant madrilène en école d'ingénieurs de 21 ans, pense qu'il existe une sorte de fracture générationnelle à ce niveau :

> A lo mejor los que son mayores de algunos años sí que se acuerdan de cómo se vivía antes de la crisis, pero nosotros no[291].

À ce sujet, Michel Vakaloulis indique que cette forme de lucidité vient du fait que les jeunes « réalisent que les dérégulations successives ont conduit à la plus grande crise économique internationale depuis celle de 1929. En somme, ils considèrent majoritairement que l'avènement de la crise est le retour au principe de réalité.[292] ». L'exemple de Natalia, une barcelonaise de 26 ans, émancipée à 16 ans en pleine période de récession, permet de comprendre ce que certains jeunes ont pu traverser et ressentir en cas de difficultés prononcées. Elle a directement été exposée aux conséquences de la crise et de l'austérité. Pour elle, la prospérité relève de la fiction et la précarité de la réalité :

> Es que no conozco otra cosa. Mi vida fue en 2008 y era adolescente, entonces sólo conozco la crisis, no me acuerdo de la bonanza. El tiempo antes de la crisis era muy pequeña…en 2008, yo tenía 15 años. Yo

[289] Entretien avec Sara, 19 ans, étudiante en 2ème année de double *Grado universitario* en Sociologie et Relations Internationales à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *Asamblea feminista de Somosaguas*, réalisé le 26/11/2019.
[290] WIEVIORKA Michel, « La sociologie et la crise. Quelle crise, et quelle sociologie ? », in *Cahiers internationaux de* sociologie, n° 127, 2009, p. 181-198, p. 188.
[291] Entretien avec Jorge, 21 ans, étudiant en 4ème année de *Grado universitario* en Ingénierie en technologies industrielles à l'Université Polytechnique de Madrid, membre de l'association universitaire *Awa*, réalisé le 29/11/2019.
[292] VAKALOULIS Michel, *Précarisés, pas démotivés ! Les jeunes, le travail, l'engagement*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2013, p. 20.

> me fui de casa de mis padres con 16. No sé cómo era la economía cuando tenía 12 años, tampoco el mercado laboral. Empecé con 16, y ya había crisis[293].

En résumé, l'empreinte de cette période de récession reste perceptible dans le panel d'étudiants interrogés et montre un certain recul réflexif quant à leur passé d'adolescence ou à leur quotidien de jeune adulte. Néanmoins, la crise n'a pas généré de grand traumatisme sur ces jeunes adultes, comme le soulignent les propos de Javier, étudiant madrilène de 20 ans :

> Dentro de ese marco me considero muy afortunado y no supuso un trauma sino un golpe de realidad más que otra cosa[294].

Les conséquences matérielles de l'austérité sur l'enfance des témoins restent globalement modérées. Toutefois, beaucoup d'entre eux avaient moins de 10 ans lors de l'apogée de la crise. Certains ne se sont donc pas toujours rendus compte des éventuelles difficultés financières de leurs familles. Il n'empêche que la réorganisation ou la fragilisation du cercle familial en raison d'une conjoncture économique complexe reste un paramètre déterminant de leur conception de l'économie et du devenir de leur pays.

2.1.2. Perception et analyse de la crise par les « enfants de la récession » : entre expériences personnelles et images médiatiques fortes

Dans une même famille, deux à trois générations ont pu se retrouver dans des situations financières et matérielles difficiles. Lors des entretiens réalisés, plusieurs étudiants sont revenus sur le rôle fondamental de leurs grands-parents dans la solidarité intrafamiliale face à la crise. Elena A., une étudiante de 24 ans originaire de la province de Valladolid (Castilla y León), est reconnaissante vis-à-vis de ses aïeux :

> Nos tuvo que ayudar mi abuela, y no soy la única, a nivel económico. Los abuelos han levantado mucho a este país[295].

David, un jeune de 19 ans habitant à Alcalá de Henares, évoque le sacrifice financier qu'ont été contraints de faire ses grands-parents pour son oncle et sa tante :

---

[293] Entretien avec Natalia, 26 ans, étudiante en 2ème année de double *Grado universitario* en Philosophie politique et Économie à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association *Fridays for Future*, réalisé le 22/11/2019.

[294] Entretien avec Javier, 20 ans, étudiant en 2ème année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 03/05/2019.

[295] Entretien avec Elena A., 24 ans, étudiante en 3ème année de *Grado universitario* en Droit à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *UEP-EI*, réalisé le 28/11/2019.

> Mis tíos sí que lo pasaron muy mal, porque fue un momento en el que la empresa la traspasaron a China, y entonces mis abuelos tuvieron que rehipotecar su casa para poder mantener y a pagar la hipoteca de ellos[296].

Dans le même ordre, Paula A., une étudiante madrilène de 22 ans, se rappelle avoir vu se succéder les « va-et-vient » de ses oncles et tantes chez sa grand-mère :

> Mi tía tuvo que ir a vivir con mis abuelos, y luego otra se fue, luego otro tío fue a vivir con ellos. Ha habido un poco como altibajos[297].

Yoel, originaire de Galice, raconte quant à lui qu'il a commencé à prendre conscience des effets de l'austérité lorsqu'elle s'est faite ressentir sur le quotidien de sa grand-mère :

> Cuando mi abuela se retira [en 2012], comienza a haber problemas porque la pensión que le correspondía luego no era la que le correspondía por las bajadas que hubo y los diferentes arreglos presupuestarios[298].

Ces exemples confirment bien que, comme avancé dans le premier chapitre, la sphère familiale est l'un des remparts les plus solides face à la crise. Par ailleurs, le rôle des parents dans la protection de leurs progénitures n'en est que plus important. En effet, les échanges parents/enfants permettent généralement une meilleure adaptation psychologique aux circonstances et aux effets de la crise dans le quotidien familial comme le souligne le neuropsychiatre Boris Cyrulnik :

> Si la famille et/ou la société leur permettent de parler, à travers des tablées familiales, des lieux de parole, des réunions, si des temps de rencontre sont organisés qui permettent aux personnes traumatisées de se dire : « *J'ai la même histoire, je ne peux pas la raconter mais c'est un peu comme ce que l'autre vient de dire. Donc je ne suis plus seul au monde* », alors ces personnes se tranquillisent et leur cerveau ne fonctionne plus de la même manière. Progressivement, les personnes traumatisées reprennent leur place dans la famille et dans la société. La congruence des récits facilite la résilience[299].

Ainsi, certains parents ont fait le choix de parler de la situation avec leurs enfants, notamment d'évoquer avec eux les possibilités financières de la famille, tout en leur expliquant les raisons de certaines privations. C'est le cas par exemple pour Laura B., une étudiante de 19 ans originaire de Madrid :

---

[296] Entretien avec David, 19 ans, étudiant en 2ème année de double *Grado universitario* en Philosophie Politique et Économie à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association universitaire *UAMIMUN*, réalisé le 21/11/2019.

[297] Entretien avec Paula A., 22 ans, étudiante en 4ème année de *Grado universitario* en Relations Internationales à l'Université Rey Juan Carlos, membre de l'association universitaire *Club de Debate*, réalisé le 24/11/2019.

[298] Entretien avec Yoel, 20 ans, étudiant en 2ème année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association étudiante *SFL (Students For Liberty)*, réalisé le 13/05/2019.

[299] CYRULNIK Boris, « La résilience : un processus multicausal », in *Revue française des affaires sociales*, n° 1, 2013, p. 15-19.

> Recuerdo algún par de conversaciones, en 2010-2012, por esos años. Sí que recuerdo las conversaciones con mis padres, de "bueno pues hay que reducir un poco, ajustarse un poco, no se puede gastar tanto" … Yo creo que en la época de crisis los que son de mi generación, lo hemos escuchado casi todos, ese comentario[300].

Les souvenirs de cette période résultent souvent d'un transfert émotionnel du vécu de leurs parents sur leur propre perception de la crise. Certains témoins parlent du chômage et/ou du stress de leurs aïeux face à l'insuffisance des revenus et au paiement des factures. La plupart des familles ont davantage fait attention et se sont même parfois efforcées de mettre de côté le moindre euro restant à la fin du mois. Elles ont dû faire preuve d'une certaine pédagogie au moment d'aborder les différentes questions politiques, économiques et sociales auxquelles les jeunes ne pourraient y échapper[301]. À titre d'exemple, Paula B., une madrilène de 21 ans, se souvient d'avoir échangé avec sa mère et d'avoir assisté à des conversations de « grandes personnes » concernant les ressources financières de la famille :

> Yo era pequeña, pero hubo veces que me decía mi madre "oye no puedes comprarte esto intenta esperarte a fin de mes", y decía "vale". No entendía a lo mejor mucho, porque era bastante pequeña, pero los años posteriores observas, y ves que a lo mejor mis padres lo pasaron mal o discutieron por dinero. Ha sido algo que se ha notado yo creo en todas las familias. Pero por lo menos en mi casa no nos ha faltado ni comida ni cosas básicas para subsistir[302].

Almudena, 18 ans, également originaire de Madrid, se rappelle avoir assisté au changement de comportement radical de ses parents vis-à-vis de la gestion financière de la famille :

> Mis padres empezaban a echar cuentas todos los meses, dejaron de vivir tan despreocupados, empezaron a ser más conscientes de qué se gastaba, en qué lo gastamos, qué cosas eran completamente necesarias y cuáles eran caprichos nuestros que ya no podíamos permitirnos[303].

Au contraire, d'autres parents ont fait le choix de ne pas évoquer ces questions liées à la gestion de leurs finances dans le but de protéger leurs enfants. C'est le cas par exemple de ceux de Paula A. :

> Si pasó algo en casa mis padres siempre han sido muy discretos con esas cosas. En mi casa, nunca hemos sido muy derrochadores digamos. Entonces no nos afectó directamente, y a lo mejor hubo algún problema que yo no fui consciente[304].

---

[300] Entretien avec Laura B., 19 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Droit et Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 06/05/2019.

[301] CENTRO DE INVESTIGACIONES DE UNICEF, « Sección 3: ¿Cómo se convirtió la crisis financiera en una crisis par los niños? », in CENTRO DE INVESTIGACIONES DE UNICEF, « Los niños de la recesión…», *op. cit.*, p. 14-26.

[302] Entretien avec Paula B., 21 ans, étudiante en 3ème année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *La Chispa*, réalisé le 20/11/2019.

[303] Entretien avec Almudena, 18 ans, étudiante en 1ère année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *La Chispa*, réalisé le 20/11/2019.

Beaucoup de familles commencent à peine à en parler au moment de la majorité de leurs fils ou de leurs filles, comme l'évoque Daniel, 18 ans, originaire de Galice. Lorsque nous lui demandons s'il se souvient avoir été témoin de conséquences de la crise ou de l'austérité dans sa famille, celui-ci répond :

> Realmente eso no sé porque mis padres, hasta este año nunca compartieron cuánto cobraban…[305].

Malgré la volonté des parents de protéger leurs enfants de la crise, la diffusion en continu d'images et d'informations sur la crise par les médias a plus ou moins influencé le vécu des jeunes, ainsi que leurs opinions politiques, comme le soutient Laura B. :

> Prácticamente todo lo que hemos visto en nuestro crecimiento y nuestra juventud, lo que veíamos en la tele era crisis, y era desahucios, y era preocupación económica, era debate sobre eso, era mucha crispación, era mucho miedo yo creo incluso… Y eso yo creo que lo hemos vivido todos y es que prácticamente ha calado en nosotros porque es que lo que veíamos a través de los medios de comunicación[306].

Les situations les plus extrêmes[307] sont très visibles dans les journaux ou à la télévision et, de ce fait, certaines histoires familiales relatées pendant la crise semblent avoir frappé très fortement certains témoins. D'après une étude de Fernando González Urbaneja sur le traitement de la crise, les médias « extremaron la percepción de la crisis a partir de 2008, cuando era evidente la primera fase de la recesión, con más intensidad y profundidad de la estimada por la mayoría de los expertos y, desde luego, de los gobiernos »[308]. Cet analyste économique et journaliste espagnol déplore que la presse, tout comme les journaux télévisés, aient délaissé leur mission d'information au profit de la recherche d'un certain sensationnalisme : « La inclinación, la tentación, hacia el espectáculo que pasa por someter

---

[304] Entretien avec Paula A., *op. cit.*

[305] Entretien avec Daniel, 18 ans, étudiant en 1ère année de *Grado universitario* en Biochimie à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association étudiante *SFL (Students For Liberty)*, réalisé le 29/04/2019.

[306] Entretien avec Laura B., *op. cit.*

[307] Voir l'ouvrage de STUCKLER David, BASU Sanjay, *¿Por qué la austeridad mata? El coste humano de las políticas de recorte*, (traduit de l'anglais par Alejandro Pradera et Federico Corriente Basús), Barcelone, Taurus, 2013.

[308] GONZÁLEZ URBANEJA Fernando, « Los medios de comunicación frente a la crisis », in MARTÍN PATINO José María, BLANCO Agustín, CHUECA Antonio *et al.*, *Informe 2014, una interpretación de su realidad social*, Madrid, Fundación Encuentro, 2014, p. 101-170, p. 132.

las informaciones al objetivo del máximo impacto, a ganar audiencia a cualquier precio, es peligrosa y puede llevar al extravió »[309].

La multiplication des suicides liés aux expulsions de domicile en est l'un des exemples les plus parlants, comme ceux de Madrid et de Barakaldo, qui ont eu lieu à quelques jours d'intervalle en novembre 2012[310]. C'est ce que confirme Palmira Chavero, chercheuse en sciences de la communication :

> [L]a aparición del tema [de los desahucios] en la agenda mediática no responde a criterios de actualidad informativa, pero sí a otros factores de noticiabilidad a partir de los dos casos de suicidios: personalización (víctimas de la crisis), negatividad (muerte), sorpresa (dos casos muy cercanos en el tiempo que activan la alarma social) y espectacularización (momento en el que se producen los suicidios).[311]

Bien qu'il n'existe pas de chiffres officiels concernant le sujet, la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH) estime qu'entre 2008 et 2015, plus de 13.000 actes désespérés ont été commis suite à la réception d'une ordonnance d'expulsion ou à l'arrivée imminente des autorités pour y procéder[312]. Elena A. explique ne pas avoir vécu une telle situation, mais les cas d'expulsions montrés dans les journaux télévisés l'ont fortement marquée :

> Los desahucios fueron mortales entre otras cosas. Me reventaba, tanto a mí como la ciudadanía, yo creo que hablo en nombre de todos, de que me parece alucinante de que hayamos salvado una banca, te estoy hablando de no sé cuantos miles de millones a los bancos, que luego encima han quitado un montón de casas a la gente, no nos hayan devuelto ni siquiera un poco, por lo menos no pongan a la venta o de alquiler… También hubo muchas crisis personales. Hubo mucha gente que se suicidó, y eso no se dice en las estadísticas[313].

Malgré leur rôle de pilier de l'information dans une démocratie, les médias auraient contribué à générer une forme de malaise au sein de la population et à cristalliser les tensions sociales. Les jeunes interrogés ont été exposés à des contenus choquants bien souvent par l'intermédiaire de la télévision. Être témoin direct ou indirect d'autres réalités plus dures que les leurs semble avoir contribué à davantage les sensibiliser aux questions de société et à les

---

[309] *Ibid.*, p. 147.
[310] IGLESIAS Leyre, COLOMA Marta, « Una ex concejal socialista de 53 años se suicida en Barakaldo cuando iban a desahuciarla », *El Mundo*, 09 novembre 2012. Accès: [https://www.elmundo.es/elmundo/2012/11/09/paisvasco/1352452216.html] ; PÚBLICO, « Una mujer de 65 años se suicida en Madrid cuando la iban a desahuciar », *Público*, 26 novembre 2018, [https://www.publico.es/sociedad/desahucio-mujer-suicida-desahuciada.html] (Dernières consultations : 28/06/2021).
[311] CHAVERO Palmira, « Los desahucios en la prensa española: distintos relatos sobre los asuntos públicos », in *Cuadernos de Información y Comunicación*, n° 19, 2014, p. 271-284, p. 280.
[312] Voir le site de la PAH, rubrique « Informes » : [https://pahbarcelona.org/es/informes-y-estudios/] (Dernière consultation : 28/06/2021).
[313] Entretien avec Elena A., *op. cit.*

faire relativiser leur propre sort plutôt qu'à les traumatiser comme nous l'explique Jaime, 18 ans, originaire de Castilla-la -Mancha :

> Los medios de comunicación son los que más nos muestran...todo. Se centran más en los problemas de la gente, te enseñan más los problemas de la gente y sí que te das cuenta de cosas que tú no ves. Entonces yo creo que sí que tuvieron un impacto en mi forma de pensar. Yo creo que cualquier joven ha visto las consecuencias de la crisis muy de cerca y nos han cambiado la forma de ver las cosas o de pensar[314].

La crise et l'austérité semblent bien avoir influencé leur vision de l'Espagne. Les conditions de vie se sont dégradées au moment où ils commençaient tout juste à prendre conscience du rôle de la politique dans leur quotidien. Ainsi, vivre l'austérité leur a permis d'acquérir une certaine lucidité vis-à-vis de l'évolution de la situation économique et sociale. Cette réflexion *a posteriori* ainsi que les effets encore ressentis des réformes adoptées par le gouvernement de Mariano Rajoy sont des éléments majeurs de la construction de la pensée politique de la génération estudiantine actuelle.

2.1.3. Les enfants de la LOMCE : les premières conséquences de l'austérité vécues par les jeunes dans leur scolarité

Lors de notre travail de terrain à Madrid, les étudiants interrogés ont pu s'exprimer au sujet de la LOMCE, ainsi que des apports ou les impacts que cette loi a eu dans leur scolarité. Les inégalités entre les différents établissements et les réductions de budget dans l'Éducation ont été vécues par une majorité d'entre eux.

Selon un rapport de la fondation internationale *Save the Children*, publié en mars 2015, certaines carences matérielles ont été marquantes. Espagne dans les établissements publics les plus vulnérables, ce qui a accentué les inégalités et a porté préjudice à l'inclusion sociale des élèves [315]. Cette absence d'investissements publics empêche les familles les plus modestes de bénéficier d'aides financières intrinsèquement liées à la scolarité de leurs enfants ; achat de livres et de manuels, sorties scolaires, activités extra-scolaires, etc. Ces situations de « pauvreté éducative[316]» constatées ou vécues des étudiants interrogés constituent bien souvent leur première véritable expérience personnelle de l'austérité, au-delà

[314] Entretien avec Jaime, 18 ans, étudiant en 1ère année de *Gradouniversitario* en Études Internationales à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 30/04/2019.
[315] SASTRE CAMPO Ana (dir.), *Iluminando el futuro. Invertir en Educación es luchar contra la pobreza infantil*, Save the Children, mars 2015. Accès: [https://www.savethechildren.es/sites/default/files/imce/docs/pobreza-equidad-educativa-espana_iluminando-el-futuro.pdf] (Dernière consultation : 28/06/2021).
[316] Terme utilisé par l'organisation Save the Children sur leur site : [https://www.savethechildren.es/propuestas-politicas/agenda-infancia/pobreza/pobreza-educativa] (Dernière consultation: 28/06/2021).

du cercle familial. Sabrin, originaire de la province de Tolède (Castilla-la-Mancha), se souvient des locaux de son école qui avaient besoin de travaux de maintenance :

> Iba al colegio con mantas, porque no se ponía la calefacción[317].

Paula B. se remémore, quant à elle, que les familles avaient souvent recours à l'achat de livres d'occasion ou à des prêts entre élèves :

> En vez de comprar ocho libros hay que hacer un mercadillo en el instituto o en el colegio para ir prestándose los libros uno a uno, porque los padres no pueden pagar todos los libros[318].

Outre la question matérielle, une grande partie des étudiants interrogés associe la baisse de moyens alloués à l'Éducation à la LOMCE, qui a fait l'objet de nombreuses polémiques[319]. Comme l'indique José Gimeno Sacristán, spécialiste des systèmes scolaires et professeur de didactique à l'université de Valencia : « [h]a sido muy contestada en la calle, en los centros ; un rasgo que la define frente a otras leyes » [320]. Lors de nos entretiens, les critiques formulées par la communauté éducative sont soutenues par les premiers concernés, c'est-à-dire les étudiants ayant inauguré la nouvelle formule du *Bachillerato*. Tous ceux qui ont été scolarisés dans des établissements publics considèrent qu'avoir été sacrifiés de leurs camarades en privé sous contrat. Pour cause, la LOMCE renforce la volonté de l'État de contribuer aux *centros concertados*[321]. À ce sujet, Paula B. déplore les inégalités engendrées par la LOMCE et les associe à la volonté politique du PP de favoriser les écoles privées :

> Los recortes en la educación fueron bestiales, el Partido Popular sí que le dio cierta importancia a los centros concertados y privados, por encima de la educación pública. Que es lo que se supone, aunque sea un partido más conservador que otro, que deberían defender porque es parte de nuestro sistema al final[322].

Le sentiment d'iniquité est renforcé, notamment chez les étudiants ayant du public ayant des amis scolarisés dans un établissement *concertado*. Dans ce cas, la comparaison est facilitée et les éléments de distinction entre les deux systèmes n'en sont que plus flagrants[323]. David se

---

[317] Entretien avec Sabrin, 23 ans, titulaire d'un *Grado universitario* en Relations Internationales de l'Université Rey Juan Carlos de Madrid, étudiante en dernière année de Master en Études arabophones à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association universitaire *Club de Debate*, réalisé le 23/11/2019.
[318] Entretien avec Paula B., *op. cit.*
[319] EL PAÍS, « LOMCE: La cronología de una ley educativa contestada en las calles, las aulas y los parlamentos », *El Pais*, 09 mars 2017. Accès: [https://elpais.com/politica/2017/03/09/actualidad/1489051432_278376.html] (Dernière consultation: 12/08/2022).
[320] GIMENO SACRISTÁN José, « La LOMCE. ¿Una ley más de educación? », in *Revista Interuniversitaria de Formación del Profesorado*, n° 28/3, 2014, p. 31-44, p. 32.
[321] AHEDO SANTIESTEBAN Manuel, *op. cit.*
[322] Entretien avec Paula B., *op. cit.*
[323] RUBIA Fernando Andrés, *op. cit.*

souvient d'avoir subi ces coupes budgétaires plus directement que ses camarades scolarisés dans le privé :

> Como un niño que estuvo en la escuela pública, yo no podía ir a un laboratorio, porque no había fondos, iba a una clase de francés de 40 personas, porque no había fondos. Pues en ese sentido son cosas que nos han ido labrando, nos han ido diferenciando de aquellos niños que sí que han ido a una escuela privada y demás. Y vas adquiriendo una conciencia de que bueno, hasta cierto punto somos niños de la pública, no podemos llegar a esta situación[324].

Certains interrogent le bien-fondé des aides accordées, en raison notamment de l'origine religieuse[325] de certaines écoles privées sous contrat, mais aussi et surtout à cause des inégalités qu'elles maintiennent entre public et privé[326]. Álvaro 20 ans, étudiant à l'Université Carlos III de Madrid est originaire de Galice. Bien qu'il ait lui-même été scolarisé dans des établissements *concertados*, il est plutôt favorable à une plus grande indépendance financière de ce type d'établissements :

> Estoy un poco en contra del modelo de la educación concertada que hay en España, sobre todo que el Estado financie colegios que todavía están dominados por la Iglesia Católica. Entonces pienso que podríamos recuperar ese dinero y hacer mejores colegios públicos o que esos colegios concertados fuesen al 100% públicos y fuese una educación de mayor calidad, donde hubiese estándares que fuesen iguales en todos los sitios. Por otro lado, yo estudié en un colegio privado, porque mi padre fue a ese colegio. Aunque yo defiendo la educación pública sobre la educación privada y concertada, no soy una persona hipócrita. Sé que me han dado una educación buenísima, y es probable que la educación que he recibido allí haya sido mejor que la que hubiera recibido en un colegio público[327].

En dépit du caractère élitiste des *colegios concertados* et de l'excellence du niveau des enseignements perçus et mentionnés par les étudiants interrogés, ces établissements scolaires ont également dû faire face aux contrecoups de l'austérité. Javier a été scolarisé, tout comme Álvaro, dans un établissement secondaire *concertado*. Bien que ces écoles semblent être des structures privilégiées, elles n'en pas moins été épargnées par la crise. Il constate que, tout comme dans des établissements publics, des familles se sont retrouvés en difficulté au point de ne plus pouvoir assumer certains frais liés à la scolarité de leurs enfants, ou d'autres dépenses importantes. Originaire du quartier populaire de Carabanchel, il a été le témoin de situations bien plus précaires que la sienne, ce qui l'a amené à prendre conscience des inégalités à l'échelle de son quartier :

---

[324] Entretien avec David, *op. cit.*

[325] Sur la question de l'enseignement de la religion dans les établissements scolaires en Espagne, voir l'article de PÉREZ-VILARIÑO Xosé, « El futuro de la religión en España », in *Papers : revista de sociología*, n° 47, 1995, p. 9-29 ; et l'ouvrage de CASTILLEJO CAMBRA Emilio, *La enseñanza de la religión católica en España desde la Transición*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2012.

[326] CHOI DE MENDIZÁBAL Álvaro Borja, *Desigualdades socioeconómicas…*, *op. cit.*

[327] Entretien avec Álvaro, 20 ans, étudiant en 2ème année de *Grado universitario* en Droit et Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 10/05/2019.

> No era raro de escuchar a un profesor o a un jefe de estudios hablar sobre que tenían que rebajar el precio de la matricula (porque yo fui a un colegio concertado), o que muchas familias tenían que llegar al colegio y el colegio les daba gratis los uniformes…También muchas veces nos pedían más actos solidarios para trabajar con el barrio, o para equis familia que no tiene dinero para la operación de una de las alumnas del colegio. Entonces claro empiezas a darte cuenta de que lo que se está gestando es muy gordo y que es un problema que a ti te ha afectado, pero eres muy afortunado, sobre todo en un barrio como Carabanchel, que es un barrio bastante pobre y que siempre ha tenido muchos grupos de inmigrantes, de gente que venía de pueblos de otras partes de España, con una precariedad bastante elevada[328].

Force est de constater que les étudiants interrogés ont un souvenir plutôt mitigé de leur scolarité dans le secondaire et que les inégalités entre les *centros educativos* semblent renforcer les inégalités sociales et territoriales du pays. Ces différences sont également perceptibles au niveau des options enseignées dans les différents établissements. Dans une zone rurale par exemple, les *institutos* sont plus éloignés les uns des autres que dans une zone urbaine. Par conséquent, comme le mentionne Rogeli Santamaría Luna, inspectrice académique : « La mayor optatividad de la LOMCE es una debilidad de la ley porque puede contribuir a aumentar las diferencias educativas interautonómicas, también en la escuela rural »[329]. Les possibilités pour les élèves ruraux de choisir des matières en adéquation avec leur orientation seraient donc plus réduites que celles des élèves urbains. C'est le constat de Marcos :

> Viviendo en una zona bastante rural, en las opciones educativas que yo tuve, tuve menos posibilidad, yo tuve una ley diferente, y también cuando estudié, se le quitó importancia a la Filosofía, y por unas ideas y razones, yo estuve estudiando afuera[330].

Ces contrastes entre les différentes Communautés Autonomes d'Espagne sont également perçus par les jeunes interrogés lors de notre étude, à l'instar d'Álvaro :

> La Educación pública creo que tiene bastante calidad. Pero hay un problema que es que existen 17 sistemas de educación diferentes en España: uno por cada Comunidad Autónoma. Y eso llega al punto de que cuando te examinas para entrar en la universidad, los exámenes son diferentes. Esto es un poco un tópico, pero es verdad. Como son sistemas educativos diferentes, los currículos de los institutos son diferentes y las cosas que entran en las pruebas de selectividad son diferentes[331].

Rogeli Santamaría Luna ajoute que : « El proceso restrictivo a nivel estatal ha afectado también la educación rural pese a que las normas no la citaban como objetivo y cada

[328] Entretien avec Javier, *op. cit.*
[329] SANTAMARÍA LUNA Rogeli, « La escuela rural en la LOMCE: oportunidades y amenazas », in *Supervisión 21*, n°33, 2014. [https://www.usie.es/SUPERVISION21/2014_33/SP%2021%2033%20ART_ESC_RURAL.pdf] (Dernière consultation : 20/06/2021).
[330] Entretien avec Marcos, *op. cit.*
[331] Entretien avec Álvaro, *op. cit.*

administración autonómica ha aplicado sus criterios haciéndolos más restrictivos que los exigidos por el Gobierno estatal[332] ». Jaime, qui habite dans une ville à la densité de population peu élevée, décrit les conséquences de ces restrictions ainsi que les coupes budgétaires instaurées dans sa région natale :

> Yo vivo en una zona rural y entonces lo primero que hicieron fue decir por donde menos gente hay, es donde más vamos a recortar. Y claramente, a nivel educativo y sanitario, en mi zona lo sentimos mucho porque claro, tuvieron que cerrar centros de salud, centros de urgencias, reducir el número de profesores, reducir el número de servicios educativos[333].

Cette fragmentation du territoire est d'autant plus visible qu'elle a marqué élèves, comme le montrent les quelques témoignages mobilisés. Les disparités sociales et territoriales générées par l'hétérogénéité des établissements, renforcée par la LOMCE, ont eu impact sur ces jeunes au moment d'intégrer une université comme le mentionne le sociologue Fernando Andrés Rubia:

> A las tradicionales desigualdades económicas, de capital cultural y de género, se añaden las geográficas, ya que no todas las comunidades autónomas parten de los mismos niveles educativos ni invierten los mismos recursos […]. Todas estas desigualdades condicionan gravemente la justicia de nuestro sistema educativo[334].

D'autre part, la première promotion du *Bachillerato* nouvelle formule a été confrontée à des ajustements de dernière minute, complexifiant la fin de leur scolarité secondaire.

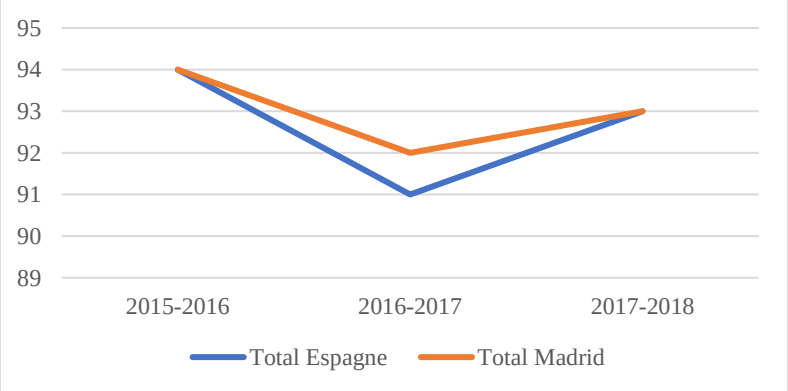


Figure 4 - Évolution du pourcentage d'admis aux épreuves de selectividad. Arrondi à l'unité. (Élaboration de l'auteure à partir des données d'EDUCABase[335])

[332] SANTAMARÍA LUNA Rogeli, *op. cit.*
[333] Entretien avec Jaime, *op. cit.*
[334] RUBIA Fernando Andrés, *op. cit.*
[335] EDUCABASE, « Título de Bachiller, Fase general y específica, Ambos sexos, Aprobados », Ministerio de Educación y formación profesional/ Ministerio de Universidades. Accès: [http://estadisticas.mecd.gob.es/EducaJaxiPx/Tabla.htm?path=/Universitaria/PAU/PAU21//l0/&file=PAU0302.px&type=pcaxis&L=0] (Dernière consultation: 12/08/2022).

Comme le montre le graphique ci-dessus, à l'échelle nationale comme à l'échelle des universités madrilènes, l'année scolaire 2016-2017 montre une baisse du pourcentage d'admis aux épreuves de *selectividad*, ce qui semble coïncider avec la mise en application de la LOMCE pour les élèves de *2° de Bachillerato*. Pour Laura B., la LOMCE a compromis ses chances d'avoir de meilleurs résultats au moment de présenter sa candidature auprès des universités :

> Soy de la generación del 99, nos pilló la LOMCE, que a nosotros nos afectó mucho en la selectividad. Y sufrimos un año bastante complicado, a la hora de presentarnos a ese examen. Y nos sentimos todos muy desprotegidos, porque me parecía que a nadie le interesaba. Teniendo la edad que teníamos, entendimos que ese tipo de reformas no se deben de hacer de esa forma, y mucho menos tratándonos a nosotros como si no tuviésemos ningún tipo de valor. Como si no les importasen la enseñanza que nosotros estamos recibiendo. Porque nosotros teníamos la selectividad en aquel momento, en el mes de mayo. Y en el mes de marzo, estábamos recibiendo todavía noticias de cosas que estaban cambiando en los temarios. Y claro eso afecta a tu nota y te afecta como estudiante[336].

Par ailleurs, l'accès aux universités se fait par une sélection des dossiers sur des critères propres à chaque établissement de l'enseignement supérieur. Et l'Art.38-2 de la LOMCE[337] autorise les facultés à choisir leurs étudiants en fonction des parcours et des matières suivies en dehors du tronc commun. Cette sélection engendre de fortes disparités non seulement entre les établissements scolaires du pays, au travers des statistiques communiquées au Ministère sur leurs résultats, et entre différentes Communautés Autonomes. Ainsi, un élève de *Bachillerato* scolarisé dans un *instituto* qui n'enseigne pas l'une des disciplines nécessaires à la formation universitaire qu'il souhaite suivre peut se retrouver pénalisé, « [d]e modo que un joven podrá terminar el Bachillerato sin haber estudiado Marx, Darwin, las revoluciones contemporáneas o la Guerra Civil[338] ». Un élève doit donc revoir ses choix de filières, parfois d'université, ou encore s'adapter aux épreuves et compenser le retard accumulé dans une matière par un travail en autonomie. Álvaro, étudiant en Droit et Sciences Politiques, n'a pas eu le choix des épreuves à passer, alors que d'autres élèves qui auraient étudié l'ensemble des matières proposées lors de la *selectividad*. Comme la philosophie ne fait plus partie du *2° de Bachillerato* avec l'art. 34ter de la LOMCE[339] (l'Histoire de la Philosophie étant devenue une matière optionnelle), cet enseignement ne figurait pas parmi les disciplines enseignées en dehors du tronc commun dans l'établissement où Álvaro a suivi sa scolarité secondaire. De ce fait, il a tenté de s'adapter en devenant autodidacte :

[336] Entretien avec Laura B., *op. cit.*
[337] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 8/2013…*, *op. cit.*
[338] BAYONA AZNAR Bernardo, «Los ejes de la LOMCE», in *Fórum Aragón*, n° 7, mars 2013, p. 13-15.
[339] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 8/2013…*, *op. cit.*

> En tu selectividad, en el examen para acceder a la universidad, elegías Historia de España o Historia de la Filosofía. Como la quitaron en el año en el que estuve, tuve que hacer sí o sí Historia de España. Pero lo que pasa es que, en algunas Comunidades, sí que se dio Filosofía, porque en Galicia gobierna el PP, entonces como gobierna el PP, la quitaron. Pero en otras comunidades en las que había otros gobiernos de otros partidos, sí que como la competencia ha sido transferida a las comunidades autónomas, dieron filosofía. Pero yo no la cursé. Y a mí eso me frustró bastante, la verdad. Mas allá de que yo luego me podía enterar, leer mil cosas… pero me hubiese gustado tener esa asignatura. Sobre todo, para lo que estoy haciendo ahora de política, me hubiese venido genial. Porque hay veces que noto un poco… falto algunas cosas que voy supliendo, porque vas leyendo cosas[340].

Javier fait partie de la même promotion d'élèves qu'Álvaro. Tout comme lui, il est assez indigné par l'expérience qu'il a vécue :

> Creo que en mi año fue el primer año en que se aplicó la LOMCE en el bachillerato y fuimos el conejillo de Indias. ¿Cómo puedes plantear a la juventud como un conejillo de Indias, como un experimento?[341].

Cette réforme éducative compromettrait, selon eux, l'égalité des chances entre tous les élèves sortant des *institutos* en Espagne au moment d'intégrer une université. Ces étudiants semblent ressentir encore les effets de ces inégalités : manque de préparation pour certaines filières du supérieur, absence de moyens, inégalité des chances pour des formations prestigieuses, recrutement difficile etc. Les disparités territoriales n'en sont alors que plus visibles lors de la sélection des étudiants de première année par les universités, puisque certains élèves en dernière année de *bachillerato* n'ont pas forcément le même niveau que ceux d'autres régions au moment de se présenter aux épreuves de sélection de l'université de secteur. Ceci peut s'expliquer par le caractère optionnel de certaines matières enseignées dans les *institutos*, programmées ou non dans le cursus des élèves de *bachillerato,* selon le libre choix des directeurs d'établissements.

Les situations observées ou vécues par ces jeunes ont marqué leur vision de l'Espagne et de la politique du pays. La LOMCE et les restrictions budgétaires ont impacté leur réflexion sur les décisions du gouvernement, l'importance de l'Education au sein de la société mais aussi sur les problématiques liées à l'émancipation.

[340] Entretien avec Álvaro, *op. cit.*
[341] Entretien avec Javier, *op. cit.*

2.2. …. Et un regard d'adulte sur les stigmates de la période 2008-2016 sur leur quotidien et leurs perspectives

D'après un article de Julio Rodríguez Suarez et Esteban Agulló Tomás, spécialistes de la psychologie sociale, les étudiants forment une catégorie socio-économique distincte du reste de la jeunesse espagnole « no sólo por la franja de edad en la que están comprendidos, sino también [...] por su estatus económico y social, así como por el itinerario formativo que están recorriendo (y el capital formativo que supone esta trayectoria) […][342]». Leurs conditions de vie restent néanmoins très aléatoires selon les ressources des familles et le lieu de l'université choisie. Certes, la démocratisation des études permet à l'Espagne de compter un grand nombre de jeunes diplômés, mais le marché du travail, restructuré par la Grande Récession et les réformes, est saturé au détriment d'individus surqualifiés au recrutement bien difficile. Cette situation semble inscrite sur le long terme en Espagne, ce qui laisse présager une crise démographique sans précédent si rien n'est fait pour contribuer à l'émancipation des plus jeunes dans de bonnes conditions, adaptées aux coûts liés à un logement et à l'entretien de celui-ci par exemple.

2.2.1 L'entrée à l'université : une émancipation illusoire

La vie étudiante représente un premier stade vers la vie d'adulte et apporte son lot d'inquiétudes en lien avec la gestion financière et matérielle en-dehors du foyer parental. Néanmoins, une minorité de jeunes Espagnols décide de quitter leur région d'origine pour partir étudier. D'après une étude réalisée par la *Fundación BBVA* pour l'année universitaire 2016-2017, seuls 14,2 % des étudiants en *Grado* et 26,7 % en *Master* ont fait le choix d'aller étudier ailleurs dans le pays[343]. D'après cette même étude, la région qui accueille la plus grande partie des étudiants ayant fait ce choix est la Communauté de Madrid, qui en reçoit 39,6 % et 27,8 % respectivement pour chaque diplôme[344]. Par ailleurs, l'accès aux études dans l'université locale est plus ou moins difficile d'une Communauté Autonome à l'autre, ce qui oblige parfois des jeunes à se rendre dans une région voisine, voire plus éloignée, afin de suivre le parcours souhaité. Dans un rapport publié en 2016, une chercheuse en biostatistique

[342] RODRÍGUEZ SUAREZ Julio, AGULLÓ TOMÁS Esteban, « Estilos de vida, cultura, ocio y tiempo libre de los estudiantes universitarios », in *Psicothema*, n° 11/2, 1999, p. 247-259.
[343] FUNDACIÓN BBVA, « El 26,7% de los alumnos de máster estudia en una comunidad distinta a la de su residencia, el doble que en los títulos de grado », in *ESENCIALES Fundación BBVA – Ivie*, n° 31, 2018. Accès : [https://www.fbbva.es/wp-content/uploads/2018/12/FBBVA_Esenciales_31.pdf] (Dernière consultation : 12/08/2022).
[344] *Ibid.*

de l'Université de Valladolid a souligné le déséquilibre entre le nombre de places attribuées aux étudiants locaux et aux étudiants d'ailleurs, en établissant un lien avec les résultats aux épreuves de *selectividad* dans différentes matières. Par exemple, elle a démontré que les élèves originaires des Îles Canaries et de Navarre avaient respectivement deux et trois fois plus de chances d'intégrer la faculté de Médecine à l'Université de Valladolid que des élèves de Castilla y León dont Valladolid est pourtant la faculté locale[345]. Par ailleurs, les chiffres du Ministère confirment l'accès aléatoire aux universités de secteur d'une région à l'autre, ce qui oblige de nombreux jeunes à s'installer loin de chez eux au moins le temps de leurs études :

> Los movimientos internos oscilan entre La Rioja, donde sólo el 29,2% de los estudiantes que hicieron las PAU se quedaron estudiando en dicha comunidad, pasando a matricularse un 23,6% en universidades de Madrid y Castilla y León, y la comunidad de Madrid, donde el 78,6% de los estudiantes que pasaron las PAU se matricularon en sus universidades[346].

Ces données montrent bien les conséquences de inégalités entre les différents *institutos* du pays en termes de programmes et de préparation aux examens. Par ailleurs, comme les filières d'études ne sont pas toutes dispensées dans chaque université, de nombreux jeunes doivent quitter le domicile parental pour suivre une formation adaptée à leur projet d'orientation professionnelle. D'autres font également ce choix afin d'intégrer une université plus réputée. Pour la majorité des étudiants interrogés originaires de régions autres que celle de Madrid, le choix de filière et de l'université elle-même sont les principaux motifs de leur exode universitaire vers la capitale. D'après les données publiées par la Communauté Autonome sur l'inscription dans ses universités publiques, au cours de l'année 2018-2019, le pourcentage d'étudiants originaires d'ailleurs s'élevait à 22,5% pour la Autónoma, 24,7% pour la Politécnica, 28% pour la Rey Juan Carlos, 35,9% pour la Carlos III, et 41,1% pour la Complutense[347]. Les universités madrilènes attirent donc de nombreux étudiants venus de province, ce qui implique une nouvelle organisation économique et matérielle pour leurs familles comme pour eux.

---

[345] RUEDA SABATER Cristina, « Informe Manu », Universidad de Valladolid, Departamento de Estadísticas e I.O, décembre 2016. Accès: [http://uvadoc.uva.es/bitstream/handle/10324/23580/INFORMEMANUPARTEI.pdf?sequence=1&isAllowed=y] (Dernière consultation : 18/06/2021).

[346] MINISTERIO DE UNIVERSIDADES, *Datos y cifras del Sistema Universitario Español Publicación 2019-2020*, Gobierno de España, p. 29. Accès: [https://www.ciencia.gob.es/stfls/MICINN/Universidades/Ficheros/Estadisticas/Informe_Datos_Cifras_Sistema_Universitario_Espanol_2019-2020.pdf] (Dernière consultation: 20/06/2021).

[347] CONSEJERÍA DE CIENCIA, UNIVERSIDADES E INNOVACIÓN, *Resumen de datos referentes al proceso de ingreso y matriculación en las universidades de la Comunidad de Madrid. 2018-2019*, Comunidad de Madrid,
décembre 2019, p. 53. Accès: [https://www.comunidad.madrid/sites/default/files/doc/educacion/univ/ingreso_y_matriculacion_universidades_18_19.pdf] (Dernière consultation : 20/06/2021).

Étudier dans une université éloignée du domicile des parents ne signifie pas pour autant cesser de dépendre de leurs revenus. Encore faut-il pouvoir satisfaire seul ses besoins matériels et financiers tels que le logement, la nourriture, les frais de scolarité, les fournitures et les livres indispensables au bon déroulement de leurs études :

> El estudiante universitario proveniente de otras localidades, precisamente por estar en etapa de formación, no se caracteriza por generar ingresos sino fundamentalmente por consumir, gastando en ello parte de los ingresos de su familia. Es decir, el estudiante proveniente de otras localidades, desde este punto de vista, es fundamentalmente un consumidor y eventualmente un ahorrador, en la medida en que pueda no gastar en consumo todos los ingresos que su familia ponga a su disposición. Esto significa que de todas maneras es sujeto de decisiones económicas[348].

Des aides financières sont prévues pour à payer les frais de scolarité. Cependant, ces bourses sont rarement suffisantes pour subvenir à l'intégralité des coûts qu'implique une vie étudiante. En effet, elles se basent à la fois sur les critères sociaux et le mérite en fonction des la réussite au *bachillerato* au moment d'entrer en première année à l'université, puis selon les résultats obtenus aux examens de chaque semestre. À noter qu'une bourse plus importante peut être allouée selon les critères sociaux d'une année à l'autre. De plus, les droits d'inscription ont augmenté dans les universités madrilènes :

> La financiación pública cayó un 28% entre 2009 y 2015 mientras el dinero ingresado por tasas académicas subió un 31%, con grandes diferencias por comunidades. […] Madrid, la Comunidad Valenciana y Cataluña están entre las autonomías que más han subido las tasas universitarias a sus estudiantes durante la crisis, entre el 40% y el 68% respectivamente. […]solo Galicia y Asturias optaron por congelar las tasas durante la crisis[349].

Les universités ont été impactées par les restrictions budgétaires liées aux politiques d'austérité menées dans la fonction publique. Par conséquent, il est possible d'avancer l'idée que les étudiants entrant à l'université en 2018-2019 continuent de payer le manque à gagner des facultés par le biais de frais d'inscription toujours élevés[350]. Pour les provinciaux qui s'installent à Madrid pour leurs études, de nombreuses dépenses ne sont pas couvertes par les bourses de leur Communauté Autonome d'origine ou par celle attribuée par le Ministère de l'Education sur critères sociaux. Parmi les postes de dépense les plus importants de ces

[348] MORENO TORRES Mayilín, « Experiencias de vida económica y desarrollo humano de estudiantes universitarios de otras localidades en Barranquilla (Colombia) », in *Psicología desde el Caribe*, n° 13, 2004, p. 48-72, p. 56.

[349] ÁLVAREZ Pilar, « Los alumnos pagan más, las universidades reciben menos », *El País*, 16 janvier 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/01/15/actualidad/1516044130_152637.html] (Dernière consultation : 25/04/2020).

[350] D'après un rapport de l'Observatorio del Sistema Universitario, en 2019, le montant moyen d'une année universitaire dans une faculté publique madrilène s'élève à 1568 € pour un Grado et à 2701 € pour un Master. La Communauté de Madrid est la région aux droits d'inscription les plus élevés derrière la Catalogne. OBSERVATORIO DEL SISTEMA UNIVERSITARIO, « CCAA: cómo han evolucionado los precios entre 2011 y 2019 », 2019. Accès : [https://www.observatoriuniversitari.org/es/precios-publicos-de-matricula-en-espana/ccaa-como-han-evolucionado-los-precios-entre-2011-y-2019/] (Dernière consultation : 20/06/2021).

jeunes, le logement reste le plus onéreux. Bien que l'Espagne soit traditionnellement un pays de propriétaires, la majorité des étudiants et leurs familles optent pour la recherche d'une location, ce qui peut s'avérer très difficile[351] en raison de la flambée des prix des loyers dans la capitale et sa périphérie inaccessibles pour nombre d'individus[352]. La location d'un logement seul est rare et coûteuse[353]. Beaucoup d'étudiants doivent bien souvent opter pour une chambre dans une résidence universitaire, un petit studio, situé souvent dans la banlieue éloignée, pour une colocation estudiantine ou encore pour une chambre chez l'habitant. En comptant les autres dépenses courantes (transports, reprographie et matériel scolaire, alimentation, vêtements, sorties, etc.), le coût de la vie à Madrid pour un jeune universitaire est estimé entre 700€ et 1200€ par mois[354]. De ce fait, les inégalités observées à échelle familiale et/ou territoriale sont projetées au-delà du foyer, au point de contraindre l'étudiant à combiner études et emploi :

> Les inégalités de revenus créent de nouvelles lignes de fracture au sein de la population étudiante. Le montant des ressources, mais aussi leur structure, qui varie selon les caractéristiques sociales, affecte le déroulement des études et la réussite dans l'enseignement supérieur. […] Or, les ressources sont très liées aux dépenses que doivent supporter les étudiants et leur famille. Les choix de filières qui peuvent conduire à un éloignement du domicile parental, donc à des frais supplémentaires de transport et de logement […] peuvent forcer les étudiants à accroître leurs revenus. Pour certains, cela est compensé par des transferts familiaux plus élevés mais, pour les plus modestes, cette augmentation passe également par une activité salariée[355].

Certes, la plupart des emplois étudiants occupés s'adaptent aux contraintes liées à la présence en cours et aux examens. De plus en plus d'étudiants cumulent une activité universitaire et professionnelle[356], soit par choix pour accroître leur pouvoir d'achat sans dépendre de leur famille, soit par nécessité dans le cas où ils sont seuls à leurs études. En 2018, 714.500 jeunes

[351] GAVIRIA Sandra, « Politique de logement et autonomie résidentielle de la jeunesse en Espagne », in *Informations sociales*, vol. 165-166, no. 3-4, 2011, p. 146-154.
[352] URBAN DATA ANALYTICS, « Los estudiantes, también afectados por la subida del alquiler », *El Mundo*, 31 août 2018. Accès: [https://www.elmundo.es/blogs/elmundo/big-data-inmobiliario/2018/08/31/los-estudiantes-tambien-afectados-por-la.html] (Dernière consultation: 30/06/2021).
[353] MARTÍNEZ Almudena, « La explosión del alquiler y las desigualdades residenciales en Madrid », in *Anduli: Revista andaluza de Ciencias Sociales*, n° 17, 2018, p. 109-132.
[354] D'après les estimations réalisées sur par l'Université Carlos III [https://www.uc3m.es/vivir-madrid/debes-saber/coste-vida] et l'Université Complutense de Madrid [https://www.ucm.es/coste-de-la-vida-en-madrid] sur leurs sites Internet respectifs (Dernières consultations : 10/08/2022).
[355] GIRET Jean-François, TENRET, Élise, « Les ressources des étudiants : mesure, inégalités et vulnérabilités », *in* CORDAZZO Philippe (dir.), *Parcours d'étudiants. Sources, enjeux et perspectives de recherche*, Paris, INED Éditions, 2019, p.139.
[356] DOMÍNGUEZ Amor, « Llega la generación "sisi": jóvenes que estudian y trabajan », *La Nueva España*, 02 septembre 2018. Accès : [https://www.lne.es/videos/asturias/verano/2018/09/02/llega-generacion-sisi-jovenes-estudian-14446406.html] (Dernière consultation: 30/06/2021).

se retrouvent dans cette situation[357]. Globalement, les retours d'expérience sont plutôt positifs car la gestion de ces deux activités simultanées leur permet d'être mieux organisés et d'apprendre à s'adapter plus facilement aux éventuels aléas du quotidien[358]. Bien qu'une proportion grandissante d'étudiants décide de travailler pour accroître leurs revenus pendant leur parcours universitaire, la majorité dépend toujours des revenus ou du logement de leurs parents. Les données de notre panel, composé d'étudiants provenant de différentes régions du territoire, tendent à confirmer ce constat :

TOTAL étudiants du panel	Dépendent des revenus des parents ou d'un proche	Bénéficient d'une bourse ou d'une aide extérieure à la famille	Vivent chez leurs parents ou chez un membre de leur famille à titre gratuit
39	32	24	23
100%	82%	61,5%	59%

Figure 5 - Dépendance économique et matérielle des étudiants interrogés (Données et élaboration de l'auteure)

En complément, il convient d'ajouter qu'environ 48% des jeunes interrogés (63% des femmes et 35% des hommes) ont un travail régulier ou une activité ponctuelle rémunérée : stages, missions dans l'événementiel, jobs d'été, etc. Leurs horaires de travail sont souvent en fin d'après-midi, pendant les week-ends et les congés universitaires, exceptés trois d'entre eux qui ont des contrats supérieurs ou égaux à 20h par semaine en activité fixe. Ces missions n'impactent globalement pas leurs études car ils s'arrangent pour adapter leurs horaires de travail en fonction de leur emploi du temps universitaire[359]. Néanmoins, comme le souligne un article de Jordi Planas-Coll et Isabel María Enciso-Ávila, spécialistes du marché du travail, le risque de perdre pied existe, « puesto que estos estudiantes, al menos en promedio, sufren mayores rezagos y tienen un menor rendimiento académico que aquellos que solo estudian[360]».

Par ailleurs, les étudiants sont souvent amenés à gérer leurs ressources, notamment lorsqu'ils se retrouvent éloignés du domicile parental, ce qui génère souvent du stress et de l'inquiétude. C'est ce que confie Sabrin :

[357] INE, *Encuesta de población activa 2018*. Accès: [https://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736176918&menu=resultados&secc=1254736195129&idp=1254735976595] (Dernière consultation : 30/06/2021).

[358] GRACIA Marta, « España quiere ser un país de "sisis": así son los jóvenes que estudian y trabajan », *ElPeriódico.com*, 13 février 2019. Accès: [https://www.elperiodico.com/es/activos/empleo/20190213/espana-quiere-pais-sisis-jovenes-estudian-trabajan-7301808] (Dernière consultation: 30/06/2021).

[359] Pour en savoir plus sur les activités professionnelles des étudiants interrogés, voir l'Annexe : fiches biographiques du panel.

[360] PLANAS-COLL Jordi, ENCISO-ÁVILA Isabel María, « Los estudiantes que trabajan: ¿tiene valor profesional el trabajo durante los estudios? », in *Universia*, n° 12/5, 2014, p. 23-45.

> Estuve trabajando unos meses en verano para sacar un dinerillo y para poder mantenerme, porque yo trabajo siempre para sobrevivir, nunca he ahorrado. Porque para pagarte un piso en Madrid es caro. Ganaba 800€, para el piso, para el teléfono fijo, para el móvil... Llamaba a mi madre llorando, diciendo "siento que tengo responsabilidades de adulto". Porque piensas en el dinero durante la noche, teniendo 23 años[361].

Les jeunes interrogés redoutent de subir dans une précarité économique et sociale à long terme, comme s'ils s'étaient eux-mêmes confrontés à ce genre de difficultés par le passé. Miguel A., un étudiant de 18 ans originaire de Pampelune, affirme, par exemple, que cette crainte est partagée par l'ensemble de sa génération en raison du contexte dans lequel ils ont grandi :

> La gente de mi generación, sobre todo gente de menos de 20 años, hemos crecido en la austeridad, en el sentido de que no se podía gastar y siempre hemos visto pues, todo recortado. Entonces sí que hemos crecido un poco con esa idea de menor capacidad[362].

Cette période difficile continue d'influencer les enfants de l'austérité dans leur façon de consommer ou de penser leur gestion budgétaire estudiantine. Ils font souvent preuve d'une certaine prudence dans la gestion de leur budget, à l'instar de Laura B. :

> Estás más preocupado por tus bienes económicos, porque estás empezando a tener independencia, porque se supone que cuando empiezas a tener una independencia económica, tampoco tienes unos bienes de gran cantidad. Pero yo creo que sí que puedo tener ese componente del cuidado, de estar permanentemente revisando las cantidades, revisando las cuentas… Yo personalmente es algo que hago. Y que, en algún momento, sí que me ha generado un poco de estrés[363].

L'émancipation n'est donc qu'illusoire, car même si la vie universitaire dans une autre région implique une première responsabilisation, elle ne permet pas véritablement aux jeunes de se prendre en main jusqu'à devenir indépendants. Même si pour la plupart, la vie universitaire conduit à acquérir davantage d'autonomie, elle reste transitoire et ne garantit pas toujours une insertion optimale dans le monde du travail, ainsi qu'une une émancipation aboutie une fois les études terminées.

2.2.2. L'insertion professionnelle : étape clé d'une émancipation réussie à la sortie de l'université

La démocratisation de l'accès aux universités[364] et la progression du niveau d'études des Espagnols[365] laissent à penser que les générations Y et Z allaient vivre dans de meilleures

[361] Entretien avec Sabrin, *op. cit.*
[362] Entretien avec Miguel A., 18 ans, étudiant en 1ère année *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 30/04/2019.
[363] Entretien avec Laura B., *op. cit.*
[364] Sur l'Histoire de l'accès aux universités espagnoles, voir GUEREÑA Jean–Louis, « Los actores de la vida universitaria en la España de los siglos XIX y XX », in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*,

conditions que leurs parents[366]. La majorité des postes disponibles sur le marché du travail d'ici 2025 nécessitera un niveau de qualification élevé, ce qui réduit les risques d'exclusion du marché du travail pour les jeunes qui auront suivi des études supérieures[367]. Mais la multiplication des contrats courts et des missions d'intérim, au détriment de contrats à durée indéterminée, vient compliquer très fortement l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Cependant, ces mutations du marché du travail n'expliquent pas seules ces difficultés accrues rencontrées par les jeunes Espagnols.

La dévalorisation progressive des diplômes sur le marché du travail liée à une saturation de l'offre de personnes qualifiées est un effet négatif de la démocratisation des études supérieures observé dans les pays où elle s'est produite[368]. Il convient également de mettre en évidence l'existence d'un certain décalage entre l'offre de formation des universités, le nombre de places disponibles et les demandes du marché du travail qui recherche des candidats prêts à l'emploi, donc déjà formés et possédant une première expérience en entreprise, comme le mentionne un rapport de l'OCDE sur l'Education :

> Para mejorar la transición de los jóvenes de la escuela al trabajo en cualquier clima económico, los sistemas educativos deben trabajar para garantizar que las personas tengan habilidades que respondan a las exigencias del mercado de trabajo, y para reducir al mínimo la proporción de adultos jóvenes que no están ni estudiando ni en trabajo[369].

---

n°8, 2011. Accès : [https://journals.openedition.org/ccec/3768] (Dernière consultation : 10/08/2022). Sur l'adaptation des pratiques pédagogique et la démocratisation des savoirs à l'université, voir : ROTGER CERDÀ Josep María, FLECHA GARCÍA José Ramón, « Innovación, democratización y mejora de la docencia universitaria en el marco de la sociedad de la información », in *Contextos educativos : Revista de educación*, n°6-7, 2003-2004, p.159-166.

[365] MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y FORMACIÓN PROFESIONAL, «La población española con estudios superiores a los obligatorios aumenta un 18% en una década», 10 septembre 2019. Site du Ministère, rubrique *Panorama de la Educación*. Accès : [https://www.educacionyfp.gob.es/prensa/actualidad/2019/09/20190910-ocde.html] (Dernière consultation : 01/07/2021).

[366] Comme le précise une étude de la Fundación de Estudios de Economía Aplicada, parue en 2021: « En 1960, el 15% de la población adulta española no sabía leer ni escribir, el 94% no había ido más allá de la escuela primaria y menos de un 3% tenía algún tipo de formación superior. Sesenta años más tarde, el analfabetismo prácticamente ha desaparecido, más de un 70% de la población tiene al menos algún tipo de educación secundaria y en torno a un 25% ha accedido a la educación superior. Esta considerable mejora del nivel de formación se ha traducido en un incremento de casi el 120% en el número medio de años de educación de la población adulta, que han aumentado de 4,7 a 10,4 durante el periodo de interés. ». DE LA FUENTE Ángel, DOMÉNECH Rafael, *El nivel educativo de la población en España y sus regiones: actualización hasta 2019*, Madrid, FEDEA, 2021, p. 9.

[367] MUÑOZ Alberto, « Los jóvenes sin formación serán excluidos del mercado laboral », in *El Mundo*, 4 mars 2015. Accès: [http://www.elmundo.es/espana/2015/03/04/54f71596268e3e15108b4570.html] (Dernière consultation: 25/01/2020).

[368] LEMISTRE Philippe, «Dévalorisation des diplômes et accès au premier emploi », in *Revue d'économie politique*, n°113/1, 2003, p. 37-58.

[369] OECD, *Education at a Glance 2012*, Paris, Organization for Economic Cooperation & Development, 2012, p. 382-383.

Or, de très nombreuses formations restent encore limitées concernant l'expérience acquises en entreprise pendant les études. Hormis les périodes de stages prévues dans les maquettes des *Grados* et des *Masters*, les étudiants ne connaissent souvent pas d'autres expériences au sein de leur cursus. Quelques-uns parviennent à trouver un emploi étudiant proche des compétences théoriques acquises simultanément à l'université, mais la majorité obtient ses diplômes à l'issue d'une formation très théorique. Seule la *Formación Dual* (formation en alternance) permet l'acquisition de connaissances académiques combinée à de la pratique, mais leur nombre reste restreint[370]. Elle garantit pourtant une expérience reconnue par les entreprises et une insertion professionnelle plus aisée, comparée à une formation classique.

À l'aspect théorique[371] de la plupart des formations universitaires vient s'ajouter une véritable saturation des débouchés, notamment dans les filières en Sciences Humaines et Sociales. Ces dernières sont très sollicitées par les jeunes au moment d'intégrer une faculté, quand bien même l'écart entre le nombre de diplômés et les offres d'emploi disponibles/adaptées aux compétences acquises est de plus en plus important. En revanche, dans les filières plus techniques et scientifiques, telle que l'ingénierie, les chances de recrutement sont bien meilleures. Elles sont de plus en plus prisées des recruteurs, à la recherche de candidats de plus en plus spécialisés, compétents et expérimentés dès la sortie des études :

> Los perfiles técnicos más reclamados por las empresas son los de los ingenieros, Adecco asegura que los quieren para cubrir puestos de ingenieros de Telecomunicaciones, de ingenieros de calidad, de producción o de producto, para ejercer de consultores SAP o responsables de compras y técnicos comerciales[372].

Plus généralement, en Epagne comme dans d'autres pays d'Europe, le choix des filières et des parcours d'études tend de plus en plus à reproduire un schéma d'inégalités qui avait pourtant vocation à se dissiper grâce à l'accès normalisé des classes les plus modestes aux études supérieures. Le futur étudiant doit faire le choix du cœur ou de la raison au moment d'intégrer

[370] BERAZA GARMENDIA José María, AZKUE IRIGOYEN Itziar, « Diseño de un itinerario de Formación Dual: Universidad-Empresa en GADE [Grado en Administracion y Direccion de Empresas] », in *Journal of Management and Business Education*, n° 1/1, 2018, p. 53-68.
[371] ÁLVAREZ PÉREZ Pedro, GONZÁLEZ Miriam, LÓPEZ AGUILAR David, « La enseñanza universitaria y la formación para el trabajo. Un análisis desde la opinión de los estudiantes », in *Paradigma*, n° 30/2, 2009, p.7-20.
[372] SÁNCHEZ SILVA Carmen, « Así se ganan más de mil euros », *El País*, 13 mars 2012. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2012/03/13/nimileurista/1331671907_440360.html] (Dernière consultation : 23/04/2020).

un cursus universitaire, et trouver un équilibre entre un domaine d'études qui lui parait intéressant et ses chances d'employabilité à l'issue de ses études. Bien que le public se diversifie dans les facultés, Miguel Ángel Araiza Lozano et Carmen Beatriz Audelo López, chercheurs en sciences de l'éducation, soulignent que « la tendencia es que los jóvenes con más ventajas, sociales, culturales y económicas, logran mejores trayectorias escolares universitarias[373] ». Ceci implique, d'après le sociologue Camille Peugny, qu'« à mesure que les différents niveaux du système éducatif s'ouvrent aux enfants des classes populaires, celui-ci se filiarise progressivement.[374] ». Luisa, fille d'économistes, a choisi d'étudier un cursus en ingénierie industrielle à l'Université Polytechnique de Madrid. Ses opportunités d'insertion professionnelle sont assez élevées, comparées à celles d'étudiants d'autres universités et disciplines :

> Mi carrera está super bien valorada entre las empresas y en general siempre se dice que muchos alumnos como que les quedan una o dos asignaturas y se les contratan. Pero el resto de carreras que no son como éstas, sí que cuesta encontrar un trabajo[375].

Cet effet filière est exacerbé par le caractère exigeant des recrutements. En effet, la démocratisation des études a, dans le même temps, contribué à déplacer le curseur des exigences des recruteurs, tant au niveau du diplôme requis pour un poste[376] que dans l'expérience demandée aux candidats. Au-delà de l'aspect trop théorique de certaines formations et de la saturation des débouchés, il existe un plafond de verre pour les jeunes diplômés les plus modestes, aussi compétents soient-ils, au moment d'accéder à des postes qualifiés et à responsabilités.

De plus, le mythe de la première expérience, indispensable sésame permettant de faire valoir ses compétences universitaires sur le terrain, est une question à soulever. Or, la majorité des offres disponibles sur le marché du travail exige que cette première expérience soit déjà réalisée par les candidats avant de postuler. Rares sont les entreprises à embaucher un jeune diplômé, ce qui entrave les opportunités pour un grand nombre d'entre eux, pourtant

[373] ARAIZA LOZANO Miguel Ángel, AUDELO LÓPEZ Carmen Beatriz, « El origen social de los estudiantes universitarios y su trayectoria escolar universitaria », in *XIV Congreso Nacional de Investigación Educativa-COMIE*, San Luis Potosí, 2017. Accès: [https://www.comie.org.mx/congreso/memoriaelectronica/v14/doc/1331.pdf] (Dernière consultation : 01/07/2021).

[374] PEUGNY Camille, « Générations, jeunesses et classes sociales. Un quart de siècle d'analyse des inégalités », in *Agora débats/jeunesses*, n° 86/3, 2020, p. 11-24.

[375] Entretien avec Luisa, *op. cit.*

[376] En 2019, environ 40% des offres d'emplois requièrent un diplôme universitaire. Source : STATISTA, « Distribución porcentual del nivel formativo requerido en las ofertas de empleo de España en 2019 », 2020. Accès: [https://es.statista.com/estadisticas/610546/ofertas-de-empleo-por-nivel-de-estudios-requerido-espana/] (Dernière consultation : 01/07/2021).

suffisamment qualifiés. C'est ce que constate la plupart des étudiants interrogés, comme Elena B., une étudiante madrilène :

> Se juega mucho con el hecho de no tener experiencia. Por ejemplo, mi hermana estuvo mucho tiempo, a pesar de ser ingeniera del diseño industrial, tuvo bastantes años con unas situaciones bastante malas[377].

Il s'agit là d'une situation absurde pour les étudiants interrogés : comment avoir au moins six mois d'expérience dans un poste précis en ayant à peine quitté les bancs de l'université ? Telle est l'incompréhension partagée par Delia :

> Aunque tú estudias un montón, y eso lo sé de primera mano, si tú vas a una entrevista, te preguntan "¿tienes una experiencia?" y tú dices "es que acabo de empezar la carrera", que "yo quiero que tengas tantos años de experiencia" … pero nadie te quiere dar ese primer trabajo, no vas a poder conseguir esa primera experiencia. Y sin ese trabajo no vas a poder irte de casa. Entonces sí que creo que aún sigue habiendo, y mucho más que hace años, un gran problema[378].

Ce paramètre contraint de nombreux jeunes à se « contenter » de contrats précaires et de reporter à plus tard leur « établissement[379] » sur le marché du travail de façon pérenne :

> En fin de compte, les jeunes doivent "se faire une place" eux-mêmes sur le marché du travail, en mobilisant leurs propres ressources et compétences, les réseaux et les liens d'interconnaissance personnels. Ils acceptent ainsi des postes ou des missions de remplacement, sans ressentir nécessairement le besoin de se stabiliser immédiatement[380].

Par ailleurs, certains jeunes accusent les entreprises d'exploiter cette situation. Bien que la législation encadre l'enchaînement des contrats courts[381], les patrons multiplieraient les offres de stages, de contrats à durée déterminée et de missions d'intérim pour éviter d'embaucher de nouveaux salariés pour une durée indéterminée. C'est ce que soutient Paula A.:

> Empiezas primero con un sueldo de aprendiz, los contratos son muy precarios, luego te pueden hacer contrato en prácticas y te despiden si no pasas el periodo de prueba, no porque no lo pases, sino porque sale más rentable contratar alumnos en prácticas[382].

---

[377] Entretien avec Elena B., 21 ans, étudiante en 3ème année de *Grado universitario* en Ingénierie en organisation à l'Université Polytechnique de Madrid, membre de l'association universitaire Awa, réalisé le 29/11/2019.
[378] Entretien avec Delia, *op. cit.*
[379] VAN DE VELDE Cécile, « " Se placer " ou la logique de l'intégration sociale », in VAN DE VELDE Cécile, *Devenir adulte…*, *op. cit.*, p. 113-167.
[380] VAKALOULIS Michel, *op. cit.*, p. 23.
[381] CRUZ VILLALÓN Jesús, « El encadenamiento de contratos temporales en la jursiprudencia europea », in *Doc. Labor*, n°113/1, 2018, p.73-93.
[382] Entretien avec Paula A., *op. cit.*

Ce mode de recrutement n'est pas uniquement destiné aux plus jeunes. En Espagne, l'embauche en contrats temporaires est structurelle et représente environ 90% des contrats de travail[383]. C'est le cas de l'Union Européenne ayant le plus recourt à ce type de contrats[384].

Un paradoxe semble se profiler de manière pérenne : les inexpérimentés ne peuvent aspirer à des postes qualifiés ou à responsabilités, tandis que les demandeurs d'emploi de plus de 55 ans sont trop expérimentés pour être recrutés. Ce qui nous amène à un deuxième facteur du plafond de verre des jeunes diplômés, qui obéit à une tendance généralisée en Europe : le recul de l'âge du départ à la retraite. Les personnes de plus de 55 ans occupant déjà des postes en contrats à durée indéterminée ne partiront pas à la retraite avant une dizaine d'années car elles doivent cotiser plus longtemps depuis l'adoption du *Real Decreto 8/2015*, qui repousse l'âge légal du départ à la retraite à 67 ans, ou 38 ans et six mois de cotisation (art. 205)[385]. Ce phénomène retarde la libération de potentiels postes pour les plus jeunes. Rien ne nous permet d'affirmer que ces emplois, alors devenus vacants, soient maintenus sous la forme de contrats à durée indéterminée, mais le départ à la retraite de plus en plus tardif des Espagnols entraîne également une forme de paralysie du recrutement des jeunes.

Enfin, les difficultés pour les jeunes de trouver un travail en adéquation avec leur niveau d'études et de compétences, mais surtout avec leurs aspirations, risquent de ne pas s'amoindrir avec le temps. En effet, des professions en cours d'apparition ou qui n'ont pas encore vu le jour demanderont des compétences et des formations nouvelles, ce qui rendra certains cursus, et donc certains diplômes, obsolètes[386]. L'Espagne suit le cours du développement et de la place accrue des nouvelles technologies dans les entreprises du pays, comme du monde entier. Ceci provoque des changements rapides et radicaux dans les critères de recrutement et entraîne une demande de plus en plus accrue de professionnels qualifiés dans le domaine de la gestion et la protection des données, ou le marketing digital par

[383] SERVICIO PÚBLICO DE EMPLEO ESTATAL, *Evolución de contratos totales, indefinidos y temporales según variación mensual y anual. Últimos 10 años (2012-2021)*. Accès: [https://sepe.es/HomeSepe/que-es-el-sepe/estadisticas/datos-avance/contratos.html] (Dernière consultation: 01/07/2021).
[384] OLÍAS Laura, SÁNCHEZ Raúl, « Así es la "cultura de la temporalidad" en España: 27 millones de bajas de contratos al año, uno de cada cinco de un día », *ElDiario.es*, 12 juin 2021. Accès: [https://www.eldiario.es/economia/cultura-temporalidad-espana-27-millones-bajas-contratos-ano-cinco-dia_1_8028345.html] (Dernière consultation : 01/07/2021).
[385] MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL, *Real Decreto Legislativo 8/2015, de 30 de octubre, por el que se aprueba el texto refundido de la Ley General de la Seguridad Social*, BOE n°261, 31 octobre 2015.
[386] FREIRE Alba, « El 75% de las profesiones del futuro aún no existen o se están creando », *El Economista*, 10 avril 2014. Accès: [https://www.eleconomista.es/gestion-empresarial/noticias/5695373/04/14/El-75-de-las-profesiones-del-futuro-aun-no-existen-o-se-estan-creando.html] (Dernière consultation : 01/07/2021).

exemple[387]. Ce qui nous invite à réfléchir sur le paradoxe des « métiers du futur » et au rôle des universités dans l'adaptation de son offre de formation en fonction des mutations du marché du travail, actuel et à venir. Si rien n'est fait dans les prochaines années, le fossé entre parcours universitaires et conditions réelles de l'insertion professionnelle risque de s'accroître significativement.

La méritocratie censée élever socialement les générations futures atteint ses limites, notamment en raison du décalage entre l'offre de formation et les exigences du marché du travail, en demande de travailleurs déjà expérimentés et compétents. L'ascenseur social est en panne pour les jeunes, face à un marché du travail de plus en plus exigeant :

> Les premières expériences du marché du travail sont pour beaucoup éloignées de l'emploi standard, de la porte d'entrée vers une intégration sociale accomplie. Les transitions vers le statut d'adulte se sont allongées et diversifiées ; elles sont profondément marquées par le chômage. Elles sont aussi faites d'allers et retours. La catégorie « jeunesse » désigne ainsi ce nouvel âge caractérisé pour beaucoup de jeunes par un parcours progressif et erratique vers la citoyenneté[388].

Trouver un emploi de qualité, c'est-à-dire d'une durée et d'une rémunération suffisantes pour espérer vivre de son travail, relève du parcours du combattant, ce dont Javier était bien loin de se douter en étant plus jeune :

> A mí con 14 años, yo tenía esa idea, es decir: terminas el bachillerato, y pasas a una carrera, ya está. Sin embargo, ahora, veo que después de una carrera, tienes un montón de cosas más por hacer. Entonces, soy más consciente de esa realidad. O sea, veo a mi hermana que está todavía con oposiciones, que trabaja al mismo tiempo, que sigue viviendo con nosotros, entonces, claro: ese futuro que a lo mejor con 14 años que era más positivo se desvanece[389].

Dans un tel contexte, les schémas traditionnels d'émancipation et d'entrée dans la vie adulte ne semblent plus envisageables, ce qui risque, à terme, de porter préjudice à la société espagnole tout entière, notamment à l'échelle démographique.

---

[387]EL PERIÓDICO, « Las 10 profesiones que aún no existen y que marcarán el mercado laboral del futuro », *ElPeriódico.com*, 05 mai 2017. Accès : [https://www.elperiodico.com/es/extra/20170505/diez-profesiones-futuro-que-aun-no-existen-6010462] ; ABC « El 60% de los escolares de hoy trabajarán en profesiones que aún no existen", *ABC*, 23 février 2020. Accès: [https://www.abc.es/espana/comunidad-valenciana/abci-60-por-ciento-escolares-trabajaran-profesiones-no-existen-202002231131_noticia.html] (Dernières consultations: 01/07/2021)

[388] VENDRAMIN Patricia, « Pour un monde du travail ouvert à la jeunesse. Regards sur le marché du travail des jeunes en Europe », *Agora débats/jeunesses*, n° 86/3, 2020, p. 61-76. Patricia Vendramin reprend ici l'idée de CHEVALIER Tom, *La jeunesse dans tous ses États*, Paris, PUF, 2018.

[389] Entretien avec Javier, *op. cit.*

2.2.3. « Rester jeune plus longtemps[390] » : les présages d'une crise démographique en Espagne

Les difficultés structurelles à trouver un emploi suffisamment stable et rémunéré amènent préférer rester chez ses parents, donc à retarder le processus d'émancipation. Le schéma traditionnel du passage à l'âge adulte n'est plus la norme, les jeunes restent dépendants des ressources familiales plus longtemps, ce qu'Olivier Galland appelle une « désynchronisation des étapes[391] » dans son ouvrage *Sociologie de la jeunesse*.

Bien que la crise ait accentué ce phénomène, l'âge de départ du domicile parental est traditionnellement élevé en Espagne[392]. Cette solution est la plus avantageuse, y compris après la fin des études supérieures, car elle leur permet de maintenir un certain confort de vie en attendant de pouvoir vivre indépendamment des revenus familiaux. Ce phénomène peut s'expliquer de deux manières, comme l'explique une étude de la *Obra Social Caja Madrid* :

> La constatación de que no pocos jóvenes manifiestan su preferencia por permanecer en casa de los padres antes que perder calidad de vida y estabilidad, oscila entre lo que se percibe es una multiplicación del nivel de racionalismo y la aversión al riesgo (atendiendo a los indicadores económicos, fundamentalmente) y la constatación de que los padres ya no "sacan adelante" a los hijos, no los "colocan" (como podía ocurrir décadas atrás)[393].

Sans véritable enjeu de devoir trouver un toit et un emploi à court ou moyen terme, les jeunes en mesure de pouvoir rester chez leurs parents tentent de trouver leur voie, en recherchant notamment un emploi plus proche de leurs expectatives, et allant parfois jusqu'à refuser de travailler pour une certaine entreprise, ou d'accepter un poste moins bien valorisé comme le mentionne Laurence Roulleau-Berger, sociologue et directrice de recherche au CNRS :

> Les jeunes qui ont vécu plusieurs fois l'épreuve du chômage ou de la précarité là où ils attendaient un emploi stable oscillent entre l'engagement dans un travail et le refus de tout emploi précaire ou disqualifiant[394].

---

[390] KAMMERER Béatrice, « Le syndrome de l'éternel étudiant… », *op. cit.*, p. 11.
[391] GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2011, p.145.
[392] Voir GAVIRIA Sandra, « Deux formules pour devenir adulte : en France et en Espagne », in *Dialogue*, nº 153/3, 2001, p. 31-39 ; COMAS ARNAU Domingo, « La emancipación de personas jóvenes en España : el túnel del miedo », in *Revista Metamorfosis: Revista del Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud*, n° 2, 2015, p. 7-24.
[393] BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, MEGÍAS QUIRÓS Ignacio, RODRÍGUEZ SAN JULIÁN Elena, *Jóvenes y emancipación…*, *op. cit.*, p.18.
[394] ROULLEAU-BERGER Laurence, « Jeunes, travail et insécurité salariale », in *EMPAN*, n°50/2, 2003, p. 57-61.

Dans le cas de notre étude, l'épreuve du chômage a pu être vécue indirectement par les jeunes lorsque l'un des parents s'est retrouvé sans emploi au cours de la Grande Récession. Il semblerait que les jeunes adultes refusent d'accepter un travail n'ayant qu'une fonction alimentaire, en raison justement des récits d'expériences malheureuses de précarité économique et professionnelle vécues par leurs parents ou l'un de leurs proches. Pour reprendre les différents vécus du chômage de Dominique Schnapper, ces jeunes semblent préférer un « chômage inversé »[395] plutôt que de s'émanciper. Bien plus qu'être salariés, une part significative des jeunes de générations Y et Z souhaite véritablement s'insérer dans le marché du travail, mais à la condition que le poste obtenu leur permette de vivre décemment et de se réaliser :

> [E]l deseo de emanciparse por parte de los jóvenes parece ir acompañado de la coletilla "pero no a cualquier precio", y justamente ese mismo planteamiento parecen adoptar padres y madres, que prefieren tener a sus hijos e hijas en casa hasta que una situación propicia permita que la salida del hogar familiar se realice con las garantías de equilibrio y estabilidad (entendidas en base a elementos materiales) que el conjunto de la sociedad tiende a asumir como imprescindibles […][396].

Comme le souligne Valentina, une étudiante originaire des Îles Baléares, les emplois ne manquent pas si les jeunes sont prêts à travailler à n'importe quel prix, encore faut-il qu'ils le souhaitent :

> Es una de las cosas más difíciles de los jóvenes, emanciparse y empezar a trabajar dignamente. Porque sinceramente yo creo que si alguien quiere un trabajo lo consigue, pero qué pasa, que quizás un trabajo que tú quieras no lo consigas, buen, consigues un trabajo en el Mc Donald[397].

L'exemple de Sara permet d'illustrer cette tendance de la jeunesse à « choisir », malgré les chances restreintes de trouver un emploi qualifié et stable, les postes qu'ils souhaitent occuper ou non. Une tendance semble se dessiner chez certains jeunes, qui préfèrent trouver un travail dans une entreprise correspondant à leurs valeurs personnelles. Comme le défend l'étudiante :

> Trabajo para comer, vale, pero es que yo no quiero trabajar para una empresa tipo Amazon o demás, porque creo que las políticas que llevan estas empresas van totalmente en contra de lo que yo defiendo a nivel personal. Me costaría mucho…[398].

---

[395] SCHNAPPER Dominique, *op. cit.*
[396] BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos *et al.*, *Jóvenes y emancipación…*, *op. cit.*, p. 14.
[397] Entretien avec Valentina, 18 ans, étudiante en 1ère année de *Grado universitario* en Droit et Sciences Politiques à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association universitaire Sociedad de Debate, réalisé le 05/12/2019.
[398] Entretien avec Sara, *op. cit.*

Néanmoins, si certains aspirent à rester chez leurs parents pour trouver un travail conforme à leurs critères, d'autres n'hésitent pas à changer de région, voire de pays, pour optimiser leurs chances de construire une carrière professionnelle en adéquation avec leurs valeurs et leurs aspirations[399], comme la sœur de Sara partie à l'étranger pour chercher du travail :

> Mi hermana está exiliada en Francia en el sentido en que ha estudiado físicas y dijo: "y ahora, ¿qué hago en España?". Es que no tiene ningún tipo de oportunidad aquí[400].

Ce choix est parfois fait par défaut en l'absence de réelles opportunités en Espagne. Le terme « exilée » est fort de sens dans ce contexte révélateur de ce que *Juventud Sin Futuro* avait exprimé lors de sa création, au sujet de la migration massive de jeunes diplômés : de nombreux jeunes n'ont pas l'impression de partir mais d'être expulsés, tel que le slogan de JSF « No nos vamos, nos echan » le laisse entendre[401].

De plus, lorsqu'un jeune diplômé est prêt à faire des concessions et à accepter de trouver un emploi moins compatible avec ses attentes, celui-ci n'est pas suffisamment rémunéré ou stable, ce qui pose problème au moment de trouver un bien à louer ou à acheter comme le mentionne un article de la rédaction du journal *El Economista*, en date du 21 septembre 2017: « los Millenials tienen la mitad de probabilidades de tener una casa en propiedad que sus padres, y tienen cuatro veces más de opciones de vivir de alquiler que sus abuelos[402] ». Par ailleurs, la majorité, voire la totalité des étudiants interrogés ne projettent leur carrière professionnelle ainsi que leurs projets personnels qu'à court ou moyen terme. Comme l'explique Sara, sa génération a été marquée par celle de ses parents, qui avaient un itinéraire déjà tracé que la crise est venue briser le cours :

> No conozco a nadie que tenga planes en su futuro al nivel cien por cien. Tenemos aspiraciones, cosas que nos apetecen hacer, pero no sabemos nada de nuestro futuro a largo plazo. Pero yo sí que sé que por ejemplo mis padres, su ideal de vida era construido, tipo yo tengo una niña, me caso, compro una casa, tengo un trabajo fijo. Entonces en el momento en que mi padre le quitaron eso, le han desbordado[403].

---

[399] ROBIN Jésabel, « D'étudiante Erasmus professionnelle à professionnelle de la mobilité étudiante : la construction d'un habitus mobilitaire ? », in *Journal of international Mobility*, n° 6/1, 2018, p. 211-227.
[400] Entretien avec Sara, *op. cit.*
[401] Sur les origines du phénomène de migration massive des jeunes diplômés en Espagne comme conséquence de la Grande Récession, voir le rapport de l'Observatoire de la Jeunesse : OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *La emigración de los jóvenes españoles en el contexto de la crisis. Análisis y datos de un fenómeno difícil de cuantificar*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE), 2014 [en ligne].
[402] EDITORIAL EL ECONOMISTA, « El drama de los Millenials con la vivienda: dedican el triple de ingresos que sus abuelos a pagar su casa », *El Economista.es*, 21 septembre 2017. Accès : [http://www.eleconomista.es/construccion-inmobiliario/noticias/8619207/09/17/El-drama-de-los-millenials-con-la-vivienda-dedican-el-triple-de-ingresos-que-sus-abuelos-a-la-casa.html] (Dernière consultation : 03/07/2021).
[403] Entretien avec Sara, *op. cit.*

Avec de telles incertitudes en toile de fond, les générations Y et Z s'insèreront probablement plus tardivement sur le marché du travail, alors qu'il s'agit de l'un des facteurs déterminants dans l'achat d'un bien immobilier ou la fondation d'une famille. Comme l'expliquent les sociologues Marta Domínguez-Folgueras et Laurent Lesnard :

> Si avoir fini les études fait partie de la norme procréative, avoir un emploi stable et une certaine sécurité (y compris financière) en est également un des éléments clés. Les décisions de former une famille sont donc dans la plupart des cas liées à la situation par rapport au marché du travail[404].

Aucun scénario ne peut encore être certain, mais il est probable que l'émancipation tardive des jeunes contribue fortement au vieillissement de la population. D'ici 2035, 26,5 % des Espagnols auront plus de 65 ans, contre 19,2 % en 2018, et la moyenne d'âge de la population sera de 49,3 ans d'ici 2057[405]. Cependant, ces chiffres ne sont que des projections statistiques et ne tiennent pas compte de la flexibilité des trajectoires personnelles :

> Les transitions sont devenues réversibles. Il n'est plus rare de voir fonder une famille à 40 ans ou 50 ans, de faire l'expérience de la parentalité tardive, de retourner vivre chez ses parents à 35 ans, de se lancer à 40 ans dans une nouvelle formation… Ce nouvel enchevêtrement des temps sociaux engendre des itinéraires biographiques qui ne correspondent plus aux conséquences traditionnelles de l'organisation ternaire du parcours de vie. Les biographies deviennent complexes et incertaines. Le recul du formatage normatif et la déstandardisation des trajectoires qui en résulte rendent ces dernières difficiles à déchiffrer et à anticiper[406].

Il est difficile de prévoir avec certitude les projets de vie[407] à long terme des deux générations étudiées. L'évolution de leurs parcours dépend de l'amélioration, ou non, de leurs conditions de vie et de leurs perspectives professionnelles et personnelles. Une fois émancipés, plus d'un tiers des Millennials ne souhaitent pas avoir d'enfants selon une étude…[408]. La plupart choisit de s'installer en couple et d'adopter un animal, ce qui inspire les

---

[404] DOMÍNGUEZ-FOLGUERAS Marta, LESNARD Laurent, « Familles et changement social », in *L'Année sociologique*, n° 68/2, 2018, p. 295-314.
[405] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Proyección de hogares 2018-2033*, INE, Octobre 2018. Accès : [https://www.ine.es/prensa/ph_2018_2033.pdf] (Dernière consultation: 29/06/2021).
[406] GUILLEMARD Anne-Marie, « Une nouvelle solidarité entre les âges et les générations dans une société de longévité », in PAUGMAN, Serge (dir.), *Repenser la solidarité. op. cit.*, p. 358-359.
[407] VAN DE VELDE Cécile. « "S'installer" ou la logique de l'appartenance familiale », in VAN DE VELDE Cécile, *op. cit.*, p. 169-210.
[408] INSTITUTO SANTALUCÍA, « Estudio millennials: un 37% de los jóvenes no se plantea casarse, ni tener hijos ni hipotecarse », novembre 2019. Accès: [https://institutosantalucia.es/estudio-millennials-jovenes-no-casarse-ni-hijos-ni-hipotecarse/] (Dernière consultation : 03/07/2021).

journaux espagnols aujourd'hui[409] et inquiète les démographes. En effet, le taux de fécondité gravite autour d'1,2 enfants par femme depuis 2017[410] et le taux de natalité ne fait que diminuer en Espagne. À titre d'exemple, ce taux était de 9,38 naissances pour mille habitants en 2010. Celui-ci est passé à 8,21 en 2015 et à 7,01 en 2018 et continue de baisser en 2019[411]. Cette baisse aura des conséquences économiques et démographiques à long terme. Si le système actuel des retraites se maintient, les pensions seront probablement de plus en plus nombreuses et versées sur un délai de plus en plus long, en raison de l'allongement de l'espérance de vie. Or, le nombre d'actifs par retraité va diminuer, ce qui engendre déjà des difficultés dans le financement des retraites. En 2019, le salaire d'un actif contribue au financement de trois pensions et d'ici 2040, un actif devrait contribuer à en financer cinq[412]. De fait, pour le moment, le contexte et les données chiffrées dont nous disposons nous laissent présager une crise démographique importante dont les effets se feront ressentir sur une longue période et sur plusieurs catégories d'âge de la population. Persuadés de ne pas avoir l'opportunité de connaître une certaine prospérité telle que les générations précédentes ont connue avant la crise économique, les Y et Z semblent s'être réfugiées dans une forme de résilience qui tend à normaliser la précarité :

> Lo que todos ellos saben es que el mundo en el que viven ha cambiado por completo. Y entienden que no podrán acceder a la clase de vidas trabajadoras de las que han disfrutado sus padres y de las que siguen disfrutando: unas vidas estables, con trabajos a tiempo completo y una pensión[413].

[409] Voir par exemple : EL CONFIDENCIAL, « Madrid ya tiene más perros y gatos registrados que niños menores de diez años », *El Confidencial*, 04 décembre 2020. Accès: [https://www.elconfidencial.com/alma-corazon-vida/2020-12-04/mascotas-natalidad-veterinarios-animal-psicologia_2856763/] ; SIERRA Irene, « En España hay más hogares con mascotas que con niños: radiografía de este fenómeno », *El País*, 01 juin 2021. Accès : [https://smoda.elpais.com/belleza/bienestar/mas-mascotas-que-ninos-en-espana-los-animales-para-afrontar-la-soledad/] (Dernières consultations : 05/07/2021).

[410] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Proyecciones de población 2020-2070*, INE, septembre 2020. Pour rappel, le seuil de renouvellement d'une population se situe à 2,1 enfants par femme. Au-delà, la population augmente, en-deçà, la population diminue.

[411] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, « Tasa de Natalidad por comunidad autónoma, según nacionalidad (española/extranjera) de la madre » (2010-2019). Accès : [https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=1433] (Dernière consultation : 05/07/2021).

[412] D'après les données de STATISTA : « Previsión de la tasa de dependencia de la población mayor de 64 años en España de 2019 a 2068 ». Accès: [https://es.statista.com/estadisticas/630963/proyeccion-de-la-tasa-de-dependencia-de-la-tercera-edad-espana/] (Dernière consultation : 05/07/2021).

[413] HENLEY Jon, « Jóvenes y cualificados: la grave situación de la generación europea mejor formada », *El País*, 2 juillet 2013. Accès: [https://elpais.com/economia/2013/07/02/actualidad/1372785664_593490.html] (Dernière consultation: 05/05/2020).

Conclusions intermédiaires : L'expérience des « enfants de l'austérité » : une conscience politique éveillée par un contexte économique, social et politique en constante mutation

Ayant grandi dans un contexte économique et social chamboulé, les Espagnols nés au début des années 2000 perçoivent la crise et les politiques d'austérité menées jusqu'en 2016 comme les bases de leurs incertitudes. Bien que la vie étudiante soit souvent synonyme d'indépendance, les jeunes ne vivent pas pour autant confortablement et dans l'insouciance. Leur niveau de qualification s'est accru, tandis que leurs perspectives d'émancipation et de vie de famille se sont fortement détériorées, et cela pour plusieurs années. Le constat fait par le sociologue Louis Chauvel pour la France en 2007 est le même pour l'Espagne aujourd'hui, « celui du déclin objectif de la jeunesse du point de vue de ses propres moyens d'une réalisation autonome dont la génération de ses parents avait pourtant bénéficié voilà trente ans[414] ».

Les métiers du futur seraient une possible opportunité, mais encore faudrait-il que les formations suivies leur permettent d'acquérir des compétences adaptées aux nouvelles technologies et au progrès scientifique. Le marché du travail offre, certes, des possibilités d'emploi, mais elles ne correspondent plus aux compétences ni aux critères de recherche des jeunes sortis des bancs de l'université. Face à des contrats toujours plus flexibles et des recrutements inaccessibles faute d'une expérience significative, les étudiants s'organisent pour porter leur refus de précarité professionnelle qui les amènerait à renoncer à un bon niveau de vie, à leurs convictions ou encore à leur bien-être au travail.

Plutôt que de se soumettre à des trajectoires professionnelles et personnelles figées, ils sont donc les premiers à envisager une carrière mobile et flexible. Ce choix résulte à la fois d'une recherche d'épanouissement personnel et d'une certaine adaptation contrainte à un marché du travail guère favorable aux les jeunes diplômés qualifiés. Face à un climat d'incertitudes, ils n'osent plus se projeter et envisager un parcours de vie à plus ou moins long terme. Comme le résume Michel Vakaloulis, ils « craignent que la mutation perpétuelle qui caractérise l'entreprise flexible ne finisse par déjouer leurs efforts d'adaptabilité et de polyvalence, en les soumettant à des niveaux de stress toujours plus élevés sans aucun filet de sécurisation[415] ».

[414] CHAUVEL Louis, « La solidarité générationnelle. Bonheur familialiste, passivité publique », in PAUGMAN, Serge (dir.), *Repenser la solidarité…, op. cit.*, p. 285.
[415] VAKALOULIS Michel, *op. cit.*, p. 66.

Leurs expériences respectives et celles vécues par leur entourage plusieurs années auparavant fondent les bases d'une identité politique en cours d'affirmation et contribuent à ériger les étudiants en des garde-fous de la démocratie particulièrement critiques à l'égard du gouvernement. De la même façon, ils deviennent un électorat averti difficile à conquérir pour les partis politiques, traditionnels (PP et PSOE) comme nouveaux (Podemos, Ciudadanos et Vox) à en croire les propos d'Anne Muxel :

> L'expérience politique des jeunes prend forme dans la trame riche et foisonnante de leurs vécus, dans l'entrelacs des hasards et des nécessités, des idiosyncrasies singulières et des circonstances historiques. Elle figure le mouvement au travers duquel opère la transmission des cultures politiques. Rien n'y est figé, rien ne se reproduit à l'identique. Rien non plus ne s'invente ni ne s'improvise complètement. Dans ce temps particulier de la vie, tourné vers la nécessité du passage à la condition adulte, elle redouble de sens et d'intensité et prend un relief singulier, exacerbant les contrastes comme les ambivalences. Elle organise des pratiques et des usages politiques différenciés et ne peut faire l'objet d'une interprétation univoque. Continuités et discontinuités, convergences et divergences, obstinations et nouveautés démultiplient les modèles de cheminement des jeunes. Et selon les différents registres de leur implication politique, elle fait apparaître des attitudes, des expressions ou des comportements qui ne s'agencent pas dans un itinéraire nécessairement homogène[416].

[416] MUXEL Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po., 2001, p. 173.

PARTIE II – Du bipartisme au pentapartisme : la jeunesse universitaire et primo-votante au cœur de la diversification politique

> *Educación, educación y educación, decían, era como un lema, una consigna repetida muchas veces, la fórmula mágica para arreglar el mundo, para cambiar las cosas, para hacer feliz a la gente. Lo habían perdido todo, habían salido adelante trabajando en puestos que estaban muy por debajo de sus capacidades, academias, panaderías, centralitas telefónicas, pero les quedaba eso. Siempre les quedó eso*[417].

La crise économique laisse rapidement place à une crise de la représentation, générée par l'austérité et les différents scandales au sein de la classe politique. Ceci entraîne une remise en question constante de la légitimité des partis politiques pour incarner la jeunesse étudiante et ses préoccupations[418]. Bien que les stéréotypes liés à la jeunesse soient encore très présents dans l'imaginaire collectif et dans le discours de certaines personnalités politiques[419], les partis doivent davantage prendre en compte la jeunesse étudiante dans leurs programmes et leurs actions politiques, car elle constitue un électorat important et exigeant. Les jeunes semblent incarner le pessimisme social provoqué par plusieurs années de sacrifices. Les expériences vécues à titre personnel ou observées dans leur entourage et à travers les médias leur font peu à peu prendre conscience que les politiques menées par leurs dirigeants ne seront pas sans conséquences sur leurs perspectives de carrière et d'émancipation[420].

Dans cette seconde partie, composée de trois chapitres, nous proposons d'analyser comment la jeunesse étudiante parvient à gagner en visibilité au moment de s'inscrire dans des actions collectives d'ampleur nationale, et contribue de manière directe ou indirecte à la fin du bipartisme et à l'élaboration des stratégies de communication des partis politiques, notamment au moment des élections.

---

[417] GRANDES Almudena, *El corazón helado*, Barcelone, Tusquets, 2008, p. 953.
[418] POLITIKON, *El muro invisible: Las dificultades de ser joven en España*, Barcelone, Penguin, 2017.
[419] En 2013, l'ancienne maire de Madrid, Ana Botella, avait remis en question l'utilité des Juventudes dans les partis, suscitant de vives réactions de la part de jeunes militants et de l'ensemble de la classe politique. Voir par exemple le communiqué de presse du Consejo de la Juventud en España à la suite des déclarations d'Ana Botella : [http://www.cje.org/es/sala-de-prensa/notas-de-prensa/el-consejo-de-la-juventud-de-espana-apoya-la-labor-de-la-juventud-en-los-partidos-politicos/] et l'article d'I.S.U, « Los partidos y sus juventudes », *ElDiario.es*, 19 janvier 2013. Accès: [https://www.eldiario.es/rastreador/partidos-juventudes_132_5567193.html] (Dernières consultations: 11/07/2021).
[420] BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, MEGÍAS QUIRÓS Ignacio, RODRÍGUEZ SAN JULIÁN Elena, *Jóvenes y emancipación…*, *op. cit.*

Chapitre 3 - De la crise économique à la crise de la représentation : la visibilité accrue d'une jeunesse désabusée

Depuis la fin du dernier mandat de Felipe González en 1996, l'Espagne est gouvernée par une alternance traditionnelle entre le PSOE et le PP. La survenue de la crise a fragilisé l'équilibre de ce bipartisme dominant la scène politique et a mis en difficulté ses dirigeants, de gauche comme de droite. José Luis Zapatero et Mariano Rajoy ont dû relever économiquement le pays, au prix parfois de nombreuses pertes dans les foyers les plus modestes et sans toujours tenir compte de la détresse du peuple[421]. Dès lors, un sentiment d'incompréhension généralisé se développe comme l'indique Juan Ignacio Radic Vega, spécialiste de l'Histoire contemporaine de l'Espagne :

> La crisis pasó a ser entonces un problema eminentemente público. El coste debió asumirlo la ciudadanía, mientras se apuntalaba el modelo vigente con un maquillaje reformista para corregir –eventualmente— los excesos. Rápidamente la crisis de la deuda pública vivida por Grecia, España y Portugal o Irlanda a comienzos de 2011, inoculó por toda la Unión los planteamientos que sindicaban a los Estados del sur –y sus ciudadanos— como principales responsables del colapso[422].

Les politiques d'austérité ont engendré des conséquences néfastes pour le bien-être de la population. Le passage d'un « Estado de bienestar » à un « Estado de malestar[423] » va de pair avec une désaffection progressive vis-à-vis de la classe politique. Comme l'indique le sociologue Josep Lobera, « Desde 2008, se constata una seria y gradual erosión de los distintos indicadores de apoyo político en España […]. Esta erosión se intensifica a partir de mayo de 2010, coincidiendo con el giro de las políticas del Gobierno Zapatero para hacer frente a la crisis económica »[424]. Tout ceci n'est pas sans effets sur la perception de la classe politique par la jeunesse, notamment celle en âge de voter.

Nous proposons ici d'analyser les différents facteurs qui ont conduit une grande partie de la jeunesse espagnole à se détourner du bipartisme traditionnel, au profit d'un renouveau militant et démocratique. Pour cela, nous aborderons les différents éléments ayant contribué à une fracture entre la classe politique et la jeunesse, puis nous analyserons comment la

[421] RECARTE Alberto, *El desmoronamiento de España: la salida de la crisis y la política de reformas*, Madrid, La esfera de los libros, 2010.
[422] RADIC VEGA Juan Ignacio, « Crisis, indignación, alternativa política y refundación democrática: Bisagra del tiempo histórico en la España actual », in *Sociología Histórica: Revista de investigación acerca de la dimensión histórica de los fenómenos sociales*, nº 6, 2016, p. 427-455, p. 434.
[423] Voir BOSCH I MEDA Jordi, *El estado de malestar*, *op. cit.*
[424] LOBERA Josep, « De movimientos a partidos. La cristalización electoral de la protesta », in *Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p. 97-105, p. 99.

jeunesse, jusque-là peu présente dans les débats et les affaires politiques, s'est composée en un bloc critique à l'égard de la classe politique.

3.1. « Eux » versus « Nous »[425]: le détachement de la jeunesse espagnole à l'égard du bipartisme

Une partie importante de « la génération la mieux formée de l'Histoire »[426] se retrouve en (grande) difficulté, ce que leur niveau de qualification n'aurait pu laisser présager. Cette situation explique que le regard critique porté par les jeunes sur la gestion de la crise et la lutte que le gouvernement mène contre leur précarité sans grand succès.

3.1.1. Un regard critique sur la gestion de la crise

Depuis la fin de la Transition démocratique, une grande partie des jeunes espagnols ne manifeste pas de grand intérêt à l'égard de la politique[427] et forme une frange de la population bien souvent peu encline à se rendre aux urnes. Malgré une participation variable en fonction des années et des scrutins (les élections législatives mobilisent davantage que les européennes par exemple), l'abstention des jeunes reste toujours supérieure à celle de l'ensemble de la population, comme le démontre le tome 4 de l'*Informe de Juventud en España* de 2008[428]. Les explications plausibles de ce *pasotismo*[429] électoral viendraient de la méfiance à l'égard de la classe politique héritée de la jeunesse de la Transition, mais d'autre part d'un sentiment d'exclusion de la jeunesse des affaires politiques[430]. La crise économique renforce dans un premier temps cette tendance : le taux d'abstention passe de 25,8% en 2008 à près de 35% en

[425] ERREJÓN Iñigo, « We the People. El 15-M: ¿Un populismo indignado? », in *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, n° 14, 2015, p. 124-156.
[426] HENLEY Jon, « Jóvenes y cualificados…», *op. cit.*
[427] Malgré un enthousiasme certain de renouer avec les libertés d'une société démocratique, la jeunesse de la Transition éprouve déjà de la méfiance à l'égard de la classe politique. Elle préfère créer sa propre culture pour s'émanciper des codes de la « société d'avant », portés justement par des Espagnols plus âgés qui composent la quasi-totalité de la classe politique postfranquiste. Sur la question, voir : DEL VAL RIPOLLÉS Fernán, « Pasotismo, cultura underground y música pop. Culturas juveniles en la transición española », in *Revista de Estudios de Juventud*, n° 95, 2011, p. 74-91.
[428] FUNES RIVAS María Jesús, *Tomo 4: Cultura, Política y Sociedad. Informe Juventud en España 2008*, Madrid, INJUVE, 2008, p. 88.
[429] BAREA NÚÑEZ Josué *et al.* « El pasotismo en la juventud », in FERNÁNDEZ-CREHUET, Joaquín (coord.), *Juventud actual y sociedad del futuro: algunas bases históricas, jurídicas, antropológicas y sociosanitarias para la comprensión de la juventud* europea, Promociones y Publicaciones Universitarias, 1985, p.321-326.
[430] FUNES RIVAS María Jesús, *op. cit.*, p. 82.

2011[431]. Les jeunes se détournent peu à peu des formes traditionnelles de la politique telles que la participation électorale ou l'affiliation à un parti. D'après Juan González Anleo et Pedro González Blasco, sociologues spécialistes de la jeunesse, tout ceci est lié notamment au « proceso mismo de globalización (que deja al margen a las políticas nacionales para dar respuesta a las inquietudes ciudadanas), el progresivo abandono de la tradición o la desilusión democrática e institucional »[432]. L'éloignement de la jeunesse de la politique entraine de fait une rupture progressive avec le bipartisme, qui semble de plus en plus se détourner des préoccupations réelles du peuple.

D'après un sondage réalisé en 2011, 38,8% des jeunes interrogés estiment que les préoccupations de la jeunesse passent au second plan et qu'aucun parti ne défend leurs intérêts, 13,9% pensent que le PP y parvient et 13,6% pensent de même à l'égard du PSOE[433]. Par ailleurs, ce même sondage indique que 31% de ces individus perçoivent les banques comme des organismes plus influents que le Gouvernement (en deuxième position avec 20,9%) et les entreprises en troisième place[434]. Force est de constater que les jeunes accordent une plus grande confiance dans les entités privées que dans les pouvoirs publics pour gérer la crise et les affaires économiques dont leur pays dépend. Pourtant, les moins de 30 ans attendent beaucoup de l'action des partis et de l'État dans la défense des intérêts espagnols[435]. Comme le souligne Pedro Chaves Giraldo, professeur de sciences politiques à l'Université Carlos III de Madrid, le « pacte social » induit par les élections entre les dirigeants et le peuple s'est mû en une « contractualisation néolibérale » :

> Supone en este modelo la subordinación consecuente de la política a las exigencias de un mercado globalizado, la minorización de los sujetos políticos tradicionales como representantes y como interlocutores; y un nuevo papel de las instituciones, por un lado como impulsoras de este nuevo modelo de "contrato social", por otro lado, como gestoras al servicio de la disminución de los costes de oportunidad de las empresas[436].

[431] FRANCÉS GARCÍA Francisco José, SANTACREU FERNÁNDEZ Oscar Antonio, « Crisis política y juventud en España: el declive del bipartidismo electoral », in *Società Mutamento Politica : rivista Italiana di Sociologia*, vol. 5, n° 10, 2014, p. 107-128, p. 113.
[432] GONZÁLEZ ANLEO Juan, GONZÁLEZ BLASCO Pedro (dir.), *Jovenes españoles 2010,* Madrid, Fundación SM, 2010, p. 87.
[433] OBSERVATORIO JUVENTUD ESPAÑA, *Cifras jóvenes. Sondeo de opinión*: *Jóvenes, Participación y Cultura Política*. *Tablas de resultados*, Madrid, INJUVE, 2011, p. 24.
[434] *Ibid.*, p. 11.
[435] URQUIZU SANCHO Ignacio, « Los jóvenes y la política », in *El País*, 16 juillet 2012. Accès: [http://elpais.com/elpais/2012/06/06/opinion/1338999189_330694.html] (Dernière consultation : 25/04/2020).
[436] CHAVES GIRALDO Pedro, « La movilización de los indignados: una explicación sociopolítica», in *Paideia: Revista de Filosofía y Didáctica Filosófica*, n° 94, 2012, p. 141-162, p. 143-144.

Déjà peu encline à faire confiance aux élus, la jeunesse considère que les pouvoirs politiques ont fait le choix de se détourner d'eux au profit des intérêts privés. Elle perçoit donc d'un œil très critique les mesures du gouvernement. Les partis semblent être tous les mêmes à ses yeux. Or, comme le souligne l'ouvrage *Peuples et populisme :*

> Quand les majorités qui se succèdent au gouvernement au gré des alternances électorales n'apparaissent pas comme incarnant de véritables alternatives, mais ne proposent plus que des variations à la marge d'une seule et même politique, il est assez compréhensible que ceux qui ont des raisons, quelles qu'elles soient, de n'être pas satisfaits de cette politique, se détournent de la « classe politique » aussi bien que des institutions auxquelles elle parait liée[437].

Une élite s'éloigne de plus en plus du peuple et ne semble se soucier des demandes de ce dernier qu'au moment des élections. La politique devient alors individualiste au risque de ne plus représenter la jeunesse qui serait amenée à se détourner des institutions pour d'autres formes d'organisations davantage orientées vers la citoyenneté. Ce rendez-vous manqué marque un premier point de rupture avec la classe politique. À cette incapacité à prendre en compte les préoccupations de la jeunesse viennent s'ajouter de nombreuses affaires de corruption, qui marquent le point culminant de la désillusion.

3.1.2. Les scandales de corruption au sein du PP et du PSOE : un point de rupture entre la jeunesse et la classe politique

L'éclatement de la bulle immobilière est allé de pair avec un boom des cas de corruption. Les conflits d'intérêt et les arrangements financiers entre différents acteurs économiques impliquent certaines personnalités politiques, qui jouent de leur influence dans des affaires peu orthodoxes, surtout en pleine période d'austérité. Entre 2000 et 2017, plus de 2000 fraudes ont été recensées sur l'ensemble du territoire[438]. Depuis 2010, la corruption est rendue plus visible, bien que celle-ci soit un phénomène endémique en Espagne les années 1990[439]. Des irrégularités dans les comptes de campagne et les bilans comptables du PP et du

[437] COLLIOT-THÉLÈNE Catherine, GUÉNARD Florent, ROSANVALLON Pierre, *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 2014, p. 13.

[438] La plateforme participative et indépendante *Casos Aislados* recense l'ensemble des cas de corruption en Espagne impliquant des entités publiques et/ou privées et permet d'avoir un aperçu du nombre d'enquêtes ouvertes pour fraude, détournement de fonds et/ou trafic d'influence. Ce site est actualisé régulièrement. Accès : [https://www.casos-aislados.com/tramas.php] (Dernière consultation le 01/05/2021).

[439] Voir par exemple l'article de DEBBABI Amira, « España: la era de la corrupción », in NAVAJAS ZUBELDIA Carlos, ITURRIAGA BARCO Diego (coord..), *El reinado de Juan Carlos I (1975-2014): actas VI Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo*, Universidad de la Rioja, 2019, p. 171-178. L'auteure considère les cas de corruption comme « habituels » (p. 1). La thèse de doctorat de Sergio Ernesto Rendón va même plus loin en évoquant une « institutionnalisation informelle de la corruption », favorisée notamment par le monopole du pouvoir de l'un des deux partis majoritaires dans des régions déterminées. GARCÍA RENDÓN

PSOE sont révélées au grand public grâce à la médiatisation des enquêtes ouvertes par les instances judiciaires, alors même que les Espagnols sont appelés à se serrer la ceinture[440]. Les prélèvements frauduleux dans les caisses de l'État en pleine récession choquent l'opinion publique et accentuent le sentiment d'injustice :

> Los ciudadanos no saben qué se hace con el dinero que con gran sacrificio aportan, no saben cómo se toman las decisiones y no poseen información sobre el impacto de las políticas públicas. Las administraciones son como unas cajas negras rodeadas de un halo de misterio que sólo se puede ver lo que entra y lo que sale, pero nada se sabe de lo que ocurre dentro. Y esto, evidentemente, genera una gran desconfianza y deslegitimación social[441].

Ces affaires viennent parachever la détérioration de l'image des partis politiques, déjà entachée par une gestion de la crise particulièrement contestable. Dès lors, la légitimité du bipartisme est remise en cause et la confiance à l'égard du gouvernement s'érode. Dans cette section, ne seront abordés que les cas les plus importants et les plus médiatisés éclaboussant le PP et le PSOE.

Le Partido Popular de Mariano Rajoy se voit confronté à la révélation de « l'affaire Gürtel », un scandale sans précédent impliquant un vaste réseau de personnalités politiques associées au PP et d'entreprises privées. Entre 1990 et 2009, ce ne sont pas moins de 8 millions d'euros que le PP a touché en versements intelligemment effectués (tous étaient inférieurs à 60.000 euros, ce qui les rend difficiles à repérer par l'Administration des Finances Publiques). À partir de 2009, une enquête montre que le parti a entretenu des relations frauduleuses avec un entrepreneur, Francisco Correa, de 2000 à 2008. La stratégie des malfaiteurs se base sur des échanges de contrats publics en faveur du groupe Correa, en contrepartie de pots de vin versés par des cadres du PP dans les régions de Madrid et de Valence. Ainsi, l'entrepreneur pouvait développer son activité dans l'immobilier et la gestion de projets de construction tout en obtenant des dérogations et des traitements de faveur et en contournant, par la même occasion, les restrictions liées à la protection de l'environnement.

Sergio Ernesto, *Institucionalización informal de la corrupción en España*, thèse de doctorat réalisée sous la direction d'Iván Llamazares, Universidad de Salamanca, 2018.

[440] Comme le mentionne Jorge Tuñón, spécialiste de la Communication et de l'Union Européenne : « La agudización de los efectos de la crisis económica en España y el descrédito de sus instituciones y de la clase política vienen alimentando durante los últimos años una visibilidad mediática de la corrupción inusitada hasta la fecha », TUÑÓN Jorge, «España ¿campeona olímpica en corrupción? », in MARCO MARCO Joaquín, PÉREZ GABALDÓN Marta (coord.), *Radiografiando la democracia: un estudio sobre corrupción, buen gobierno y calidad democrática*, Valence (Espagne), AVAPOL (Asociación Valenciana de Politólogos), p. 57-95, p. 58.

[441] RAMIÓ Carles, « Corrupción y administración pública en España », in MARCO MARCO Joaquín, NICASIO VAREA Blanca (coord.), *La regeneración del sistema. Reflexiones en torno a la calidad democrática, el buen gobierno y la lucha contra la corrupción, Actas del I Congreso Internacional sobre Calidad Democrática, Buen Gobierno y Lucha contra la Corrupción*, Valence (Espagne), AVAPOL, 2014, p. 28.

En 2012, quelques années après le début de l'enquête, l'« affaire Gürtel » refait surface dans les médias, grâce à la réouverture d'une enquête contre Luis Bárcenas, ex-trésorier du PP, soupçonné depuis le début de l'enquête ainsi que deux autres cadres du parti, Jesús Merino et Ricardo Galeote[442]. En 2013, l'ex-trésorier du PP apparaît comme le principal instigateur de toute cette trame[443].

Un autre scandale renforce la remise en cause de l'honnêteté des cadres du PP : l'affaire Púnica qui concerne exclusivement la Communauté Autonome de Madrid puisqu'elle implique Francisco Granados, ex-numéro 2 de la section madrilène, et Esperanza Aguirre, ancienne présidente de la région. L'enquête révèle que les deux protagonistes ont utilisé des fonds publics pour financer leurs campagnes aux élections régionales de 2007, municipales de 2011, et générales de 2008, année où Mariano Rajoy est réélu leader du parti à échelle nationale.

Ces deux affaires importantes, tant dans la gravité des faits que dans le nombre de personnes impliquées[444], sont révélatrices d'un système politique opaque où les citoyens n'ont pas de droit de regard réel sur la gestion des finances du pays. Les membres du PSOE présents dans les institutions des régions concernées par ces deux affaires se sont volontiers prêtés à l'exercice de la collaboration avec les autorités judiciaires[445], bien évidemment dans le but de discréditer leurs rivaux de droite. Néanmoins, si les socialistes de Valence et de Madrid se permettent d'utiliser les affaires Gürtel et Púnica à leur avantage, le PSOE n'est certainement pas un exemple en termes de transparence dans la gestion des comptes publics.

En Andalousie, en juillet 2009, une enquête est ouverte par la juge Mercedes Ayala concernant des irrégularités de subventions publiques pour les plans de restructuration de l'emploi, ou *Expedientes de Regulación del Empleo* (ERE). Ainsi, l'affaire ERE démontre que

[442] EFE, « La Audiencia Nacional ordena reabrir la causa contra Bárcenas, Merino y Galeote », *La Vanguardia*, 15 mars 2012. Accès: [https://www.lavanguardia.com/politica/20120315/54269063909/audiencia-nacional-ordena-reabrir-causa-contra-barcenas-merino-galeote.html] (Dernière consultation : 04/08/2021).

[443] L'ex-trésorier du PP exerçait une forme de pression sur ses complices en les menaçant de révéler les comptes frauduleux du parti vers lesquels étaient détournés les fonds. URREIZTIETA Esteban, INDA Eduardo, « Bárcenas pagó sobresueldos en negro durante años a parte de la cúpula del PP », *El Mundo*, 20 janvier 2013. Accès: [https://www.elmundo.es/elmundo/2013/01/18/espana/1358536985.html] (Dernière consultation : 04/08/2021).

[444] La toile tissée entre ces affaires est telle qu'en 2021, les principaux responsables inculpés sont encore interrogés et de nouvelles plaintes contre des membres du PP sont déposées par l'administration judiciaire. Les plus récentes concernent David Pérez, un conseiller proche de Pablo Casado (actuel chef du parti) ainsi qu'Ana Millán, maire d'une ville de la Communauté de Madrid (Arroyomolinos).

[445] Voir par exemple le cas d'une entreprise de gestion de l'eau ayant un possible lien avec l'affaire Gürtel, révélé par le PSOE dans une commune de la province de Castellón (Communitat Valenciana) : EFE, « El PSOE denuncia las irregularidades de la trama Gürtel en Marratxi », *El Mundo*, 15 mars 2010. Accès : [https://www.elmundo.es/elmundo/2010/03/15/baleares/1268669975.html] (Dernière consultation : 04/08/2021).

près de 680 millions d'euros ont été répartis arbitrairement dans des virements destinés à des entreprises n'étant même pas concernées par le dispositif, ou encore à des entités fantômes. Par ailleurs, le montant de commissions versées par le gouvernement régional était bien trop élevé pour s'apparenter à des opérations régulières. Les responsables de ces fraudes sont inculpés en juin 2016, peu avant des élections législatives.

Une autre affaire majeure de l'histoire récente de la corruption en Espagne porte gravement atteinte à l'image du PSOE en Andalousie. Dans le « cas EDU », la Junta de Andalucía [446] est accusée d'avoir détourné de l'argent public sous couvert d'un financement consacré à l'organisation de formations professionnelles dans la région. Ces dernières étaient destinées à des personnes sans emploi, très nombreuses dans cette région de l'Espagne[447]. L'enquête à la suite des suspicions de fraude a révélé que certaines sessions n'ont jamais eu lieu et pourtant, une partie de l'argent a bien été versée aux prestataires, sans que l'Administration financière andalouse ne déclare une quelconque irrégularité dans les dépenses du budget régional. En tout, entre 2007 et 2013, cette négligence aurait coûté près de deux milliards d'euros au contribuable espagnol, bien que l'estimation de ces chiffres fasse débat[448].

L'estimation basse[449] de la somme des montants détournés s'élève à plus d'un milliard d'euros. La diffusion de ces nombreux abus aux chiffres vertigineux dans les médias ne fait qu'attiser la colère et le ressentiment d'une grande partie de la population. Ces scandales viennent cristalliser des tensions déjà perceptibles entre les Espagnols et leurs dirigeants, indépendamment de leur orientation politique.

L'ensemble de ces facteurs renforce un sentiment de trahison amer éprouvé par une génération dont les chances de vivre mieux que leurs parents se sont très fortement réduites. L'« accumulation sur la durée d'expériences d'humiliation, de vexations et de discriminations

[446] Nom donné à l'institution du gouvernement autonome de la région andalouse.
[447] Rappelons que l'Andalousie est la région au taux de chômage le plus élevé d'Espagne : au premier trimestre 2012, ce dernier s'élevait à 32,9% contre 24,2% sur l'ensemble du territoire. En 2013, 36,8% de chômeurs en Andalousie contre 26,9% à échelle nationale. Source : INE. Accès : [https://www.ine.es/jaxiT3/Tabla.htm?t=4247] (Dernière consultation : 03/08/2021).
[448] ECOTEUVE.ES, « Baile de cifras por el fraude de los cursos andaluces: "El Mundo" dice 2.000 millones y "El
País" lo rebaja a 20 », *El Economista*, 16 avril 2014. Accès: [https://ecoteuve.eleconomista.es/noticias/noticias/5712380/04/14/Baile-de-cifras-por-el-fraude-masivo-de-de-los-cursos-de-formacion-andaluces-El-Mundo-dice-2000-millones-y-El-Pais-lo-rebaja-a-entre-20-y-40.html] (Dernière consultation: 04/08/2021).
[449] De nombreuses zones d'ombre restent encore à élucider quant aux montants réels détournés et à l'argent finalement investi dans les actions pour lesquelles ces fonds publics étaient initialement destinés.

marquant une situation structurelle, et [des] récits transmis de l'injustice »[450] viennent nourrir les réactions de ces jeunes et les encouragent à organiser l'expression collective d'une série d'émotions négatives à l'égard des responsables politiques et de la situation dans laquelle se retrouve le pays et ses habitants. La sidération se transforme peu à peu en colère tant ces cas de corruption font accroître un sentiment de dégoût à l'égard de la classe politique dont l'image, peu reluisante jusque-là, est définitivement écornée. Femmes et hommes politiques sont perçus par l'opinion publique comme une bande de « voleurs », protégés par les fonctions de pouvoir qu'ils occupent[451]. Dès lors, la jeunesse n'a plus confiance en ses dirigeants, or, comme le souligne l'essayiste Stéphane Rozès : « [l]e politique demeure le référent et détermine le moral du pays. La confiance ou le doute passent par lui »[452].

D'autres facteurs influencent bien évidemment la construction idéologique d'un jeune adulte. Comme le souligne Pénélope Larzillère, spécialiste en sociologie de l'engagement et de la contestation : « [l]e passage à l'engagement ne peut ainsi se comprendre sans inclure le rôle des passeurs, des réseaux de socialisation militante et la perception des répertoires d'action à disposition […] »[453]. C'est en cela que les universités constituent des espaces propices à la politisation de la jeunesse et à la diffusion de ses idées politiques, amenées parfois à transformer une simple grève étudiante en un mouvement d'ampleur nationale[454].

3.2. Militantisme de rue et actions collectives : une jeunesse de plus en plus visible

La situation politique, économique et sociale de l'Espagne a contribué à confronter la population à des réalités parfois révoltantes[455]. De cette prise de conscience a émergé une

[450] LARZILLIÈRE Pénélope, « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », in *Cultures et Conflits*, vol. 2-3, n° 110-111, 2018, p. 157-177, p. 173.
[451] CAMAS GARCÍA Francisco, « Los españoles y sus políticos: vergüenza y decepción », in *Metroscopia*, 15 septembre 2016. Accès: [https://metroscopia.org/los-espanoles-y-sus-politicos-verguenza-y-decepcion/] (Dernière consultation : 08/05/2021).
[452] ROZÈS Stéphane, « Aux origines de la crise politique », in *Le Débat*, vol. 134, n° 2, 2005, p. 4-18, p. 5.
[453] LARZILLIÈRE Pénélope, « Sentiment d'injustice et engagement… », *op. cit.*, p. 159.
[454] Comme le mentionne cet article dans *El País* : « Las dificultades económicas y sociales, mezcladas con un panorama político salpicado por la corrupción, han sacudido a una generación que ahora emerge y toma las riendas de su destino. ». ESCUELA DE PERIODISMO UAM, « Los jóvenes toman las riendas », *El País*, 3 juillet 2015. Accès: [https://elpais.com/elpais/2015/06/26/masterdeperiodismo/1435322114_510756.html] (Dernière consultation: 08/05/2021).
[455] Voir RADIC VEGA Juan Ignacio, « Crisis, indignación, alternativa política…», *op. cit.* p. 433: « la profunda crisis de la representación […] ha empujado a estos actores sociales a la primera línea de la escena sociopolítica, convirtiéndolos, en este caso, en los articuladores de su propia autoconciencia. Es decir, se han constituido en el

série d'actions collectives permettant aux jeunes de rendre leurs préoccupations visibles aux yeux de la classe politique, quitte à remettre en question le *statu quo* bipartite comme le mentionne Manuel Castells :

> La política mediática y su corolario, la política del escándalo, han profundizado la crisis de legitimidad precisamente en el momento en que el estado-nación más necesita la confianza de sus ciudadanos para navegar en las inciertas aguas de la globalización, al tiempo que encarna los valores de identidad, individualismo y ciudadanía. No obstante, a pesar de la desafección masiva de la ciudadanía hacia la clase política y hacia la democracia tal y como la experimenta, la mayoría de la gente en todo el mundo no ha abandonado sus ideales democráticos, aunque los interpreten a su manera. Lo que observarnos es que los ciudadanos en general han adoptado distintas estrategias para corregir o desafiar el mal funcionamiento del sistema político […][456].

Ces stratégies vont vite se traduire, notamment chez les étudiants, par l'organisation du collectif *Juventud sin Futuro* (JSF) visant à recenser un maximum d'expériences particulières, de les partager avec le reste de la société, tout en élaborant des solutions possibles face à leur précarité. Peu après sa création, JSF s'insère dans un mouvement d'ampleur nationale et devient le symbole de l'action des jeunes et de leur trajectoire citoyenne.

3.2.1. Des grèves étudiantes à Juventud sin Futuro : l'empowerment[457] de la jeunesse

Les campus universitaires restent des espaces privilégiés d'expression, notamment lorsque leurs droits fondamentaux sont menacés. De plus, la formation universitaire offre la possibilité d'accumuler des capacités réflexives tout en s'insérant dans une dynamique favorisant la cohésion de groupe autour de thématiques et de aspirations communes.

Au début des années 2000, les premières grèves de grande ampleur sont organisées en réponse au Processus de Bologne dans les universités espagnoles. Les 7 et 14 novembre 2001, les étudiants se sont mobilisés contre la *Ley Orgánica de Universiades*. Le point culminant de ces protestations a été la grève du 1er décembre réunissant plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et de personnels universitaires défilant dans les rues de la capitale[458].

À partir de 2008, les manifestations se multiplient sur le territoire. Leur objectif est de lutter contre la précarisation des parcours universitaires, face à un marché du travail de plus en plus

---

eje desde el cual la ciudadanía vierte sus anhelos, imaginarios, críticas y representaciones de la realidad y los proyecta en un discurso más o menos coherente ».

[456] CASTELLS Manuel, *Comunicación y poder*, Madrid, Alianza Editorial, 2009, p. 390.

[457] BERGER Peter, NEUHAUS Richard, *To Empower People. From State to Civil Society*, Washington, American Enterprise Institute, 1977.

[458] GONZÁLEZ-CALLEJA Eduardo, « La movilización y la protesta estudiantil en el tardofranquismo y la democracia », in *Historia de la Educación*, n° 37, Ediciones Salamanca, 2018, p. 223-255.

exigeant. Certains enseignants comme Carlos Fernández Liria, professeur de philosophie à l'Université Complutense de Madrid, soutiennent les grèves contre la réforme universitaire :

> Una vez que se ha dado por inevitable un mercado laboral basura, se pide flexibilidad a la enseñanza superior para crear una Universidad basura. Mientras tanto, las universidades privadas ya se encargarán de formar a precio de oro las elites profesionales del mundo empresarial. Lo más patético es que esta mercantilización de la educación superior se consolida justo en el momento en que el mercado ha conducido a la economía mundial a un abismo insondable[459].

Ce mouvement opposé au Processus de Bologne est souvent décrié par les analystes de la question. Bien souvent, les étudiants sont qualifiés « d'ignorants », de « manipulés » ou encore d'« antisystème »[460]. Ces qualificatifs, parfois utilisés à tort, leur collent à la peau » sans pour autant les empêcher de se mobiliser. Par ailleurs, la médiatisation intense des manifestations sur les campus universitaires sert à démentir certains stéréotypes attribués aux militants soutenus par une partie de la communauté éducative :

> En España, las movilizaciones estudiantiles empezaron en el otoño de 2008, se expandieron a fines de noviembre y atravesaron Navidad sin diluirse. El cénit llegó en primavera, escenario de choques con la policía autonómica en Cataluña, y con la entrada en escena de los medios de comunicación. Ahí se vio que los discursos antiglobalización no siempre eran lo primero ni lo principal en el caso de los estudiantes españoles, aunque ese ingrediente esté presente en su protesta, igual que lo está en el rechazo de cuantos intelectuales y profesores, […] deplorando el exceso de burocracia administrativa y los costes de orden cultural[461].

Confrontés à une actualité politique riche et sujette à de nombreux débats, de plus en plus d'étudiants commencent à comparer leur situation avec celle de leurs voisins ou à confronter les décisions de leurs dirigeants aux points de vue de spécialistes, à travers le *Manifeste des économistes atterrés*[462] par exemple. Écrit en 2010 et signé par 630 économistes, ce texte dénonce l'absence de changements dans les discours et les politiques soutenant le libéralisme et critique le recours à l'austérité défendu par les gouvernements néolibéraux pour réduire la dette. En ce qui concerne les influences de la mobilisation collective de la jeunesse étudiante, le célèbre essai de Stéphane Hessel *Indignez-vous*[463] semble dessiner les contours de leurs actions car il appelle à rejeter les inégalités et les injustices sociales et à dénoncer le pouvoir de l'économie et de la spéculation boursière sur les politiques menées par la classe dirigeante. Depuis le début de la crise économique, la jeunesse

[459] Propos de Carlos Fernández Liria, recueillis dans « A favor y en contra de Bolonia », *Público*, 01 décembre 2008.
[460] FERNÁNDEZ BARBUDO Carlos, « Los estudiantes y Bolonia », *op. cit*.
[461] HERNÁNDEZ SANDOICA Elena, *op. cit.*, p.239-240.
[462] ASKENAZY Pierre, *Manifeste d'économistes atterrés*, *op. cit*.
[463] HESSEL Stéphane, CROSSMAN Sylvie, BAROU Jean-Pierre, *op. cit.*

perçoit souvent les pouvoirs publics comme assujettis aux lois de l'IBEX 35[464] et des grands groupes financiers. Peu à peu, « résister à la sacralisation de la croissance apparaît […] comme une condition pour un dépassement de l'impuissance du politique »[465].

Le 7 avril 2011, face à une situation toujours plus critique des universités et des étudiants (diplômés ou non d'ailleurs) en mal d'insertion professionnelle et d'émancipation, un groupe estudiantin[466] organise une manifestation et crée *Juventud sin Futuro*, une plateforme en ligne rapidement devenue un mouvement fédérateur dont le slogan « Juventud sin futuro, Juventud sin miedo »[467] est révélateur du mal-être de cette jeunesse aux projets de vie incertains. Ce collectif dénonce les mesures du gouvernement et estime que malgré la crise, les réformes n'auraient pas dû laisser s'installer une situation de précarité à long terme, notamment liée à la flexibilisation du marché du travail. Par ailleurs, JSF souligne que l'augmentation des frais de scolarité, la baisse du montant des bourses et la crise des logements ont rendu plus difficiles les conditions d'études[468]. Enfin, il accuse les banques de n'avoir servi que leurs intérêts sous couvert du gouvernement[469]. Les premières actions collectives de ce mouvement s'organisent autour de deux piliers : les rues et les réseaux sociaux. Les problèmes occasionnés par la crise et l'austérité poussent les jeunes à l'action. Par exemple, les militants sont appelés à coller des autocollants sur les vitres et les murs des banques ou à diffuser les informations sur les prochaines manifestations *via* leurs pages personnelles.

[464] L'IBEX 35 est l'indice boursier principal de la Bourse espagnole.
[465] LAVILLE Jean-Louis, *L'économie sociale et solidaire…*, *op. cit.*, p.356-357.
[466] Parmi eux, nous pouvons citer Isabel Serra, Pablo Padilla, Rita Maestre, Íñigo Errejón… étudiants lors de la création de *Juventud sin Futuro*, ils deviendront des figures connues de la classe politique espagnole.
[467] ALBA RICO Santiago, *Juventud sin futuro*…, *op. cit.*, p. 25.
[468] ÁLVAREZ-BENAVIDES Antonio, « Juventud Sin Futuro : précarité, subjectivité et alteractivisme dans la jeunesse espagnole », in *Agora débats/jeunesse*, Presses de Sciences Po, n° 73/2, 2016, p. 105-117.
[469] ALBA RICO Santiago, *op. cit.*



Figure 6 : Juventud sin Futuro - Affiche d'appel à la manifestation du 15 mai 2011.

Une manifestation convoquée le 15 mai 2011 va particulièrement démontrer que ces jeunes sans peur se fédèrent et contribuent à la naissance d'un mouvement social massif et national, au côté d'autres groupes militants. Peu entendus jusque-là, les jeunes se mobilisent et parviennent à rendre visibles leurs frustrations en contournant l'omniprésence des partis dans les médias et le monopole des activités politiques traditionnelles dans l'espace public, telles que le vote ou le militantisme partisan. En effet, « [l]os debates que han ido surgiendo entre los jóvenes, sus inquietudes, el debate sobre sus identidades, la falta de perspectivas o proyectos y sus malestares cotidianos se han ido desarrollando a espaldas de la dinámica partidaria[470] ». L'activisme de rue combiné à l'activisme en ligne rendent très rapidement le mouvement efficient, comme remarque le philosophe et politologue Michel Vakaloulis :

> L'action collective engagée par les jeunes militants produit des effets, déstabilise des points d'équilibre, dessine des perspectives, même en l'absence d'un mouvement social identifié. Le travail contestataire des activistes sociaux vise d'abord à éclairer une série de problèmes enfouis, refoulés, qui n'ont pas de droit de cité dans le débat socio-politique conventionnel. Il s'agit de les remettre à l'ordre du jour, de les réhabiliter comme enjeux controversés.[471]

Un vent de contestations souffle alors sur l'Espagne. De nombreuses organisations militantes issues des universités, des associations et des communautés de voisinage voient le jour et remettent en cause le *statu quo,* ainsi que le monopole du bipartisme au pouvoir. Tout ce tissu social construit à travers la collaboration et l'expérimentation de nouvelles formes de démocraties locales[472] ont permis à la jeunesse étudiante de s'insérer dans une dynamique

[470] SUBIRATS Joan, « Todo se mueve. Acción colectiva, acción conectiva. Movimientos, partidos e instituciones », in *Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p. 123-131, p. 124.
[471] VAKALOULIS Michel, *op. cit.*, p. 122.
[472] CHAVES GIRALDO Pedro, « La movilización de los indignados…», *op. cit.*

citoyenne transversale, insufflée par un mécontentement général à l'égard de la classe politique et des institutions.

3.2.2. Le mouvement du 15-M : la jeunesse au cœur d'une effervescence populaire d'ampleur nationale

L'année 2010-2011 est riche en termes de participation citoyenne car elle représente une forme de réveil citoyen face aux dysfonctionnements d'une classe politique incapable de prendre en compte les attentes du peuple qu'elle représente. Comme le mentionne Jean-Louis Laville, « la crise de la représentation est couplée avec des formes d'engagement public à travers lesquelles se manifeste une volonté citoyenne d'améliorer la vie quotidienne »[473]. Une prise de conscience générale se développe vite, impulsée par des initiatives de différents groupes d'anonymes ou d'intellectuels[474]. À travers la concertation en ligne, *via* les réseaux sociaux, des collectifs citoyens tels que *Estado de malestar*[475] ou *No les votes* se réunissent peu à peu sous la même bannière : *Democracia Real Ya*. Cette organisation, crée en mars 2011, reprend le slogan de la *Plataforma de coordinación de grupos pro-movilización ciudadana* fondée un mois avant. Elle est à l'origine de la diffusion d'un manifeste dans le pays[476] appelant les Espagnols à s'engager pour revendiquer leurs droits et pouvoirs en tant que citoyens *indignés*. Ce mot sert par la suite de qualificatif pour désigner les participants de la manifestation qui a lieu deux mois plus tard à l'initiative de *Juventud Sin Futuro* et de *Democracia Real Ya*. « L'indignation », telle que décrite par Stéphane Hessel[477], se matérialise rapidement en protestations massives dans toute l'Espagne. Ainsi, comme le précise Santiago Alba Rico :

> La movilización, de esta forma, podría funcionar como el punto de partida para una concatenación de insatisfacciones, de demandas sociales que no solo no son solucionadas por las instituciones, sino que ni siquiera encuentran representación en un escenario político considerablemente cerrado[478].

---

[473] LAVILLE Jean-Louis, *L'économie sociale et solidaire…, op. cit.*, p. 355.
[474] Voir par exemple le dossier de SAMPEDRO José Luis, MAYOR ZARAGOZA Federico, GARZÓN, Baltasar (et al.), *Reacciona. 10 razones por las que debes actuar…*, *op. cit.*
[475] *Estado de malestar* est un collectif, crée en février 2011, rassemblant différents groupes locaux invitant les citoyens à se réunir chaque vendredi à 19h, sur un lieu central de chaque ville, pour réclamer la fin du bipartisme et la mise en place de davantage d'initiatives de démocratie participative dans la gestion locale et nationale du territoire.
[476] DEMOCRACIA REAL YA, *Manifiesto común*, 16 mars 2011. Voir le texte sur: [https://revistaseug.ugr.es/index.php/revpaz/article/view/786/877] (Dernière consultation : 01/05/2019).
[477] HESSEL, Stéphane ; CROSSMAN, Sylvie ; BAROU, Jean-Pierre, *op. cit.*
[478] ALBA RICO Santiago, *Juventud sin futuro…*, *op. cit.*, p. 72.

La Puerta del Sol et d'autres lieux emblématiques de grandes villes espagnoles comme la Plaza Catalunya à Barcelone, ou Las Setas à Séville, deviennent des places fortes de l'expression de la désillusion à l'égard des dirigeants et de leur volonté de récupérer le pouvoir citoyen[479].

Les manifestations organisées sur l'ensemble du territoire lors du 15 mai 2011 sont une réaction massive contre les effets de ce que le sociologue Colin Crouch nomme « post-démocratie »[480]. Si nous reformulons le raisonnement de l'auteur pour le cas de l'Espagne, la crise économique s'est couplée d'une crise de la représentativité politique, menaçant au passage la souveraineté des citoyens[481]. Les partis ont perdu leur dimension de représentation sociale pour devenir de simples entités électorales au service d'un leader. De ce fait, ils n'incarnent ni ne défendent réellement les idéaux de leurs électeurs. À mesure que le débat politique est dénaturé par des intérêts stratégiques et personnalistes, la population se désintéresse des affaires de l'État, et, à terme, entre dans une forme d'inertie sociale[482] qui les empêche de prendre complètement possession de leurs droits et de leur pouvoir de pression sur les personnalités politiques.

Le 15 mai 2011, plusieurs millions d'Espagnols ont décidé de renouer avec ce pouvoir. À Madrid, on estime le nombre de participants à environ 15.000 personnes[483]. La majorité est plutôt jeune, au chômage et issue de la classe moyenne. Néanmoins, la dimension transversale alimentée par le rassemblement d'un large éventail de collectifs citoyens, d'associations de quartier ou d'autres groupes apolitiques[484], permet une véritable représentation des revendications, indépendamment de leur âge, de leur profession ou de leur idéologie. Comme le décrit la politologue Myriam Benraad :

> Lorsqu'il émerge en Espagne en mai 2011, le mouvement des Indignés (*Indignados*) libère un potentiel d'expression politique que les formes protestataires plus traditionnelles tendaient à inhiber. [...] En s'indignant, il devient possible de contester l'appropriation des richesses par une minorité de privilégiés, de réprouver les classes dirigeantes - qui plus est la sphère de la finance au-delà des seules autorités politiques- quel que soit l'horizon d'où l'on vient[485].

---

[479] BIGLINO CAMPOS Paloma, « Crisis de la representación, legitimidad de ejercicio y formas de responsabilidad », in *Revista de derecho político*, nº 100, 2017, p. 481-511.
[480] CROUCH Colin, *Post-démocratie…*, *op. cit.*
[481] ROMERO PEÑA Aleix, « Historia de un movimiento…», *op. cit.*
[482] CROUCH Colin, *op. cit.*
[483] Chiffre évalué par le site web indépendant « El Manifestómetro » : [http://manifestometro.blogspot.com/2011/05/manifestacion-15m-toma-la-calle.html] (Dernière consultation : 07/05/2021). Les organisateurs estiment quant à eux que 25.000 participants ont défilé dans les rues de Madrid pendant cette manifestation.
[484] Parmi les organisations présentes à caractère apolitique, nous pouvons citer par exemple *Ecologistas en acción*, ATTAC, ou encore la *Asociación Nacional de Parados*.
[485] BENRAAD Myriam, *Géopolitique de la colère*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2019, p. 89.

Malgré leurs différentes origines et leurs expériences militantes assez minces (la plupart des participants manifestaient pour la première fois), tous ont le même crédo, « no somos mercancías en manos de banqueros y políticos »[486]. À la fin, quelques militants occupent l'espace public différemment en bloquant la circulation sur la Gran Vía. En raison de la violence de casseurs et d'agressions de plusieurs membres de Democracia Real Ya, ils sont délogés par les forces de l'ordre. Suite à un appel sur les réseaux sociaux, d'autres manifestants se joignent aux membres à l'initiative de ce campement en plein Madrid qui finit par rassembler plusieurs centaines de personnes[487]. La manifestation devient alors le mouvement du 15-M. Rapidement, une communauté d'indignés s'installe et occupe la Puerta del Sol[488] pour interpeller les pouvoirs politiques par le biais de nombreux médias nationaux et internationaux.

L'intervention des forces de l'ordre a facilité la médiatisation du mouvement naissant du 15-M que de nombreux détracteurs s'empressent de critiquer. Certains médias, dont le journal *ABC*, l'ont dépeint comme un rassemblement quasi-orgiaque et libertin d'une minorité en marge de la société[489]. Car dès l'instant où les militants ont pris possession de l'espace public, ils ont organisé une forme de vie de place, non-violente, plutôt festive, ce qui, dans un contexte de crise, pouvait susciter railleries et vives contestations des plus conservateurs. Le terme « indignation » a été réinterprété par ses opposants de façon à décrédibiliser le mouvement et réduire les actions à une simple réaction émotionnelle éprouvée par des jeunes immatures ou des antisystèmes désireux de renverser l'ordre établi, de dégrader les biens publics ou encore de nuire à la collectivité[490]. Les désagréments causés par les manifestations nocturnes et les nuisances sonores à tout moment de la journée étaient bien réels pour les riverains, Les revendications des indignés ont fini par être occultées du débat concernant la légitimité de ce mouvement, au profit d'une catégorisation, parfois caricaturale, des participants. Par ailleurs, un mois après, près de 80% de la population soutient le mouvement

[486] Slogan repris pendant toute la manifestation par les participants du 15-M à Madrid.
[487] FERRET Jérôme, *Crisis social…, op. cit.*, p. 122.
[488] PÉREZ-LANZAC Carmen, « Indignados y acampados », *El País*, 17 mai 2011. Accès: [https://elpais.com/politica/2011/05/17/actualidad/1305623988_837783.html] (Dernière consultation: 07/05/2021)
[489] CANO CUENCA Germán, *Fuerzas de flaqueza…*, *op. cit.*, p. 143.
[490] Voir par exemple : ROMERO M., MORALES R., « Sin rumbo », *La Razón*, 03 juin 2011. Accès : [https://www.larazon.es/historico/7754-sin-rumbo-GLLA_RAZON_379506/] (Dernière consultation : 01/05/2019).

du 15-M et encourage la poursuite des actions[491]. Malgré les critiques du mouvement, des centaines de jeunes s'insèrent dans la dynamique collective lancée par *Juventud Sin Futuro* et d'autres plateformes présentes lors des manifestations ; ils participent à un mouvement d'ampleur nationale inédite en Espagne.

Près de 80% des participants au 15-M sont des individus âgés entre 19 et 30 ans d'après une étude réalisée pour la Fundación Alternativas[492]. Cette dernière distingue la manifestation en elle-même des actions postérieures puisque : "muchas personas que se manifestaron no han participado en las actividades posteriores ; igualmente, muchos de los 'acampados' no se manifestaron el día 15 de mayo."[493]. Cette même étude indique que 70% des participants sont des étudiants ou ont déjà un ou plusieurs diplômes universitaires. Un profil majoritaire semble se dessiner : une jeunesse étudiante, plutôt instruite et intéressée par les questions de politiques, en aucun cas des adolescents, ni des individus déscolarisés. Les points de divergence se trouvent davantage dans les types de participation de chaque individu. Deux principaux groupes se distinguent :

> por un lado, el 'núcleo duro' de participantes, definidos por un mayor compromiso con la participación (que incluye pernoctar en las plazas); por el otro, un grupo más numeroso de participantes que, por lo general, asisten a las asambleas 'generales' con cierta regularidad, sin participar en comisiones y sin dormir de manera regular en la acampada[494].

Pour la plupart de ces jeunes, participer, même ponctuellement, à l'une des actions ou l'un des débats de ce campement leur a permis d'être exposé, en dehors de la sphère privée, à des activités politiques et sociales. Pour certains membres du noyau dur des mobilisations, le mouvement du 15-M n'a été que la continuité de leur engagement militant au sein d'autres organisations. Parmi les étudiants interrogés, peu ont participé au mouvement étant donné leur âge en 2011. En revanche, Natalia, une étudiante barcelonaise de 26 ans vivant à Madrid, a participé aux actions alors qu'elle était à peine majeure. Déjà très impliquée dans la section barcelonaise de *Juventud sin Futuro,* elle est restée plusieurs jours sur la « acampada » de la Plaza de Catalunya :

> Cumplí 18 años unos días antes del 15-M […]. Ya había participado antes del 15-M, antes de cumplir 18 años, en Juventud sin Futuro, en Barcelona. […]. Me acuerdo que en el 15-M, había muchísimas

[491] CIS, Barómetro de Junio, Estudio n°2.905, juin 2011.
[492] CALVO Kerman, GÓMEZ-PASTRANA Teresa, MENA Luis, « Movimiento 15M… », *op. cit.*, p. 5.
[493] *Ibid.*, p. 6.
[494] *Ibid.*, p. 9.

> charlas sobre muchísimas cosas que yo no sabía, que obviamente lo ignoras a los 18 años. Y en el 15-M descubrí muchísimas realidades, conocí a un montón de gente[495].

Vivre le 15-M a permis à toute une génération de jeunes d'intégrer une communauté, née de la frustration d'une grande partie de la population et de sa détermination à exiger des garanties pour son futur au niveau d'études historiquement élevé. Ce mouvement social d'ampleur nationale est une occasion non institutionnelle, mais inédite, de faire entendre sa voix et de faire de la politique autrement que par le biais électoral.

Les formes traditionnelles de la politique ne convainquent donc plus les jeunes, ce qui se traduit à la fois par un taux d'abstention important lors des élections et par la création d'organisations indépendantes de toute structure associée au bipartisme comme le résume Juan Subirats :

> La dinámica expuesta ha dado como fruto dos fenómenos en apariencia opuestos. Por un lado el incremento de la distancia, apatía y cinismo de los ciudadanos en general y de los jóvenes en particular frente a la actividad política (y partidaria) y, por otro, la revitalización de espacios de activación política que canalizan el interés de los ciudadanos por lo público a partir de una lógica movimentista […][496].

Cette période contestataire marque un tournant dans la participation sociale et collective. Les Espagnols sont témoins, et même parfois acteurs, d'un renouveau politique insufflé principalement par des citoyens détachés de toute structure partisane mais désireux de redessiner le panorama politique, à travers une démocratie épurée de toute quête de pouvoir ou d'influence. Les actions collectives organisées dans la capitale donnent naissance à des formes innovantes de participation citoyenne.

3.3. Madrid : ville au cœur des expérimentations démocratiques

Les manifestations et les *acampadas* organisées en marge du 15-M rendent visibles de nombreuses préoccupations citoyennes en pleine période électorale. Le 22 mai, les Espagnols étaient appelés aux urnes dans le cadre des municipales et des régionales. Leurs résultats n'ont pas été impactés par le mouvement social, ce qui peut en partie s'expliquer par le vote fidèle

[495] Entretien avec Natalia, 26 ans, étudiante en 2ème année de double Grado universitario en Philosophie politique et Économie à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association Fridays for Future, réalisé le 22/11/2019.
[496] SUBIRATS Joan, « Todo se mueve…», *op. cit.*, p. 125.

des électeurs de plus de 35 ans et l'abstentionnisme important des 18-34 ans[497]. Par ailleurs, les campagnes électorales ont été complètement occultées par les suites de la manifestation du 15-M[498].

En novembre, suite aux élections législatives anticipées convoquées par José Luis Zapatero, l'Espagne bascule du socialisme au libéralisme, avec Mariano Rajoy à la tête du gouvernement. L'empreinte du 15-M est telle que de nouvelles manifestations, organisées sur le même modèle, ont lieu. Madrid devient de nouveau le théâtre de protestations massives, avec la jeunesse au premier plan. Dans le même temps, les premières assemblées organisées autour du 15-M permettent de mettre en place des initiatives de démocratie participative, remettant le citoyen, au sens plébéien du terme, au cœur du débat politique.

3.3.1. Madrid, symbole de l'intégration de la jeunesse dans les actions collectives

La dynamique contestataire initiée par les actions menées par *Juventud sin Futuro* en opposition à la réforme des universités, puis amplifiée par le mouvement social du 15-M, fait de Madrid l'épicentre de l'organisation de la solidarité entre les jeunes, plus particulièrement entre les étudiants. Certains issus de différentes facultés madrilènes décident de former le collectif *Tomalafacultad*, en référence au « #Tomalaplaza » utilisé sur les réseaux sociaux pour inviter les citoyens à participer aux campements du 15-M. Le 17 novembre, *Tomalafacultad* est à l'origine d'une grève dans les universités de Madrid. Tout comme *Juventud sin Futuro*, il est l'un des moteurs d'une redynamisation de la jeunesse estudiantine dans sa réappropriation du militantisme de rue. *Tomalafacultad* parvient à fédérer des organisations étudiantes, en particulier originaires de la Universidad Complutense, autour de revendications visant à défendre l'éducation publique (abrogation de la LOMCE, augmentation de la part du PIB consacrée aux universités publiques) et à réclamer la libération d'étudiants parfois arrêtés lors de manifestations[499].

Le 19 mars 2012, cinq mois après l'arrivée de Mariano Rajoy au pouvoir, un mouvement de grève massif est convoqué par l'ensemble des syndicats et des organisations

[497] En 2011, la participation électorale des 18-34 ans s'élevait à 58%, contre 70% des 35-54 ans et 82% des Espagnols âgés de 55 ans et plus. Source: CAMAS GARCÍA Francisco, « ¿Por qué votan menos los jóvenes en España? », in *Metroscopia*, 28 février 2017.
[498] TAIBO Carlos, *Nada será como antes…*, *op. cit.*, p.25.
[499] MASA DE LUCAS Olmo, « Tomalafacultad : el movimiento estudiantil de 2011 à 2015 », in *ENCRUCIJADAS, Revista Critica de Ciencias Sociales*, n° 15, 2018, a1503.

sociales du pays. C'est la huitième grève générale de l'histoire de l'Espagne[500]. Celle-ci vise à militer contre la réforme du travail adoptée le mois précédent, en y dénonçant la précarisation et la flexibilisation du marché du travail. Les jeunes se réunissent en un seul groupe : la *Plataforma Juvenil por la Huelga General*, qui donne naissance au *Piquete Joven*. Soutenu par les syndicats et Izquierda Unida, ce dernier dénonce l'inaction du gouvernement face à la paupérisation de tout un pan de la population. Cette organisation, à la frontière entre syndicat et association, part d'une volonté d'organiser au mieux la participation collective des jeunes et de mutualiser les forces militantes des collectifs et des plateformes déjà existants :

> las Huelgas Generales, además de visualizar el rechazo de los y las trabajadoras, y de la sociedad, a las políticas regresivas, deben servirnos para aumentar el nivel de organización y conciencia. […] Necesitamos, más que un espacio unitario que sea una sopa de siglas, organizarnos en un frente que involucre a jóvenes de todos los centros de estudio, de todos los sectores, barrios, municipios. Por eso todas las organizaciones que confluimos en la Plataforma Juvenil por la Huelga General del 14 de noviembre decidimos apostar por impulsar la iniciativa «Piquete Joven"[501].

Dans la même dynamique que *Juventud sin Futuro*, le *Piquete joven* cherche à défendre les intérêts de la jeunesse et à pointer du doigt les conséquences de la crise et de l'austérité. Les actions d'ampleur nationale et transversale organisées par ces collectifs forgent la jeunesse à travers les luttes sociales qui agitent le pays.

Le 15 mai 2012, premier anniversaire du 15-M, a été l'occasion de manifester à nouveau un mécontentement général vis-à-vis des politiques de relance. La Puerta del Sol s'est, une fois de plus, noircie d'une dense foule d'indignés[502]. L'engagement militant reste dynamique et constant pendant plusieurs mois, au point d'inciter la jeunesse d'autres pays à réclamer des changements conséquents dans les politiques menées par leurs dirigeants[503]. Malgré l'interpellation des pouvoirs publics, le dialogue semble être rompu entre le peuple et ses représentants. De nouvelles coupes budgétaires votées en juillet poussent à de nouvelles manifestations. Or, comme le mentionne Thomas Piketty :

> la désillusion à l'égard de notre système politique et la conviction qu'il est injuste peuvent susciter une agitation extra-parlementaire […]. Quand elle aboutit à une réforme du système politique, cette

[500] La précédente a eu lieu lorsque José Luis Zapatero était au pouvoir, le 29 septembre 2010, contre la réforme du travail et les politiques d'ajustement.
[501] Blog du *Piquete Joven*, section « ¿Quiénes somos? » . Accès : [https://piquetejoven.wordpress.com/] (Dernière consultation : 08/05/2021).
[502] VILELLA Paula, « ¿Sigue vivo el 15-M? », *BBC News*, 10 mai 2012 (actualisé le 12/05/2012). Accès: [https://www.bbc.com/mundo/noticias/2012/05/120510_15m_lp] (Dernière consultation : 07/05/2021).
[503] EITB, « Miles de "indignados" secundan la celebración del aniversario del 15M », in *EITB.eus*, 12 mai 2012. Accès: [https://www.eitb.eus/es/noticias/sociedad/detalle/885024/primer-aniversario-15m--marchas-mundo/] (Dernière consultation : 09/05/2021).

> agitation peut avoir des effets positifs. Mais quand le système rejette toute réforme, elle intensifie le mécontentement[504].

Le 13 juillet, suite à un appel à la mobilisation diffusé par le mouvement du 15-M, près d'un millier de Madrilènes se réunissent devant le siège du Parti Populaire pour interpeller directement Mariano Rajoy. S'en suit une marche vers le siège du PSOE et le Congrès afin de faire réagir la classe politique. Une semaine plus tard, les rues de la capitale sont de nouveau le théâtre d'un élan de contestation très suivi, convoqué par l'ensemble des syndicats et le 15-M. Près de 40.000 participants ont défilé selon les autorités[505] en scandant les slogans « Quieren arruinar el país. Hay que impedirlo » ou encore « Sí se puede ».

Le 14 novembre, la cristallisation des tensions sociales est telle que, face au refus du gouvernement de faire machine arrière, une seconde grève générale est organisée. La veille, le *Piquete joven* et *Tomalafacultad* ont organisé une assemblée devant le musée Reina Sofía qui a duré une partie de la nuit. Les manifestants ont été rejoints plus tard dans la matinée, à 10h, par l'ensemble des grévistes convoqué par l'ensemble des syndicats. Tout comme les autres groupes de travailleurs réunis sous différentes bannières syndicales, le *Piquete joven* s'oppose à la réforme du travail et dénonce la destruction d'opportunités pour des jeunes victimes de la crise économique[506]. Ses revendications s'articulent autour de trois principaux domaines[507]. Au niveau de l'éducation, il s'oppose aux réformes éducatives souhaitées par le ministre José Ignacio Wert[508], dénonce coupes budgétaires réalisées dans les universités, entraînant le licenciement de nombreux personnels (enseignants, chercheurs, agents administratifs, etc.), la diminution du montant des bourses d'études et la hausse des droits d'inscriptions dans les facultés. Concernant l'emploi, il déplore les taux de chômage record et l'émigration importante des jeunes. Il accuse les réformes sur l'organisation des entreprises de profiter aux patrons, de faciliter les licenciements en masse et d'être les responsables de la flexibilisation

[504] STIGLITZ Joseph, *op. cit.*, p. 199.
[505] Les organisateurs de la manifestation estimaient plutôt le nombre de participants à 800.000.
[506] Les sources bibliographiques objectives sur le *Piquete Joven* sont inexistantes. Toutefois, il est intéressant de consulter le blog du Piquete Joven : [https://piquetejoven.wordpress.com/] ou une vidéo sur la chaîne Youtube *La Tuerka*, montrant Pablo Iglesias, alors jeune professeur à l'Université Complutense, en train d'interroger des jeunes manifestants (dont son ami d'alors : Iñigo Errejón) : [https://www.youtube.com/watch?v=jtsaFLki3iY] (Dernière consultation : 09/05/2021).
[507] Voir le tract distribué dans les rues de Madrid par le *Piquete Joven*. Blog du *Piquete Joven*, section « Materiales ». Accès : [https://piquetejoven.wordpress.com/materiales-para-la-huelga-general/] (Dernière consultation : 08/05/2021).
[508] La LOMCE a été adoptée en décembre 2013, mais les premières discussions autour de cette réforme de l'ensemble du système éducatif ont commencé plus d'un an auparavant. Voir l'article paru dans *El Mundo*, « Wert apuesta por un gran acuerdo nacional para reformar la Educación », *El Mundo*, 03/01/2012. Accès: [https://www.elmundo.es/elmundo/2012/01/03/espana/1325585068.html] (Dernière consultation: 08/05/2021).

du marché du travail et de la précarisation des travailleurs. Enfin, il désapprouve les coupes budgétaires réalisées dans la santé publique, la culture et les aides sociales, en plus de dénoncer l'expulsion de nombreux Espagnols en situation de surendettement alors que la part de dette publique par habitant ne cesse d'augmenter elle-même.

Ainsi, depuis le 15 mai 2011, tous les éléments sont réunis pour faire de la capitale le foyer de l'effervescence contestataire. Les Espagnols prennent conscience de leur pouvoir citoyen, suivent et soutiennent de plus en plus les grèves et les mouvements sociaux remettant en cause la ligne directrice du gouvernement dont la légitimité est plus que jamais questionnée. Remettre le débat public au centre de la démocratie devient la priorité pour faire émerger des pratiques politiques alternatives, détachées des partis et de cette classe politique à l'image corrompue.

3.3.2. A la recherche d'alternatives aux structures verticales du pouvoir

Dans la soirée du 15 au 16 mai 2011, la première assemblée citoyenne du 15-M s'est tenue à l'initiative de la *Asamblea General Sol* et de la *Asamblea Popular* qui voient le jour dans le but de maintenir un « campement » permanent. Bien que ces assemblées rejettent toute hiérarchisation des participants, une forme de structuration des organisations se construit collectivement afin de garantir un fonctionnement démocratique basé sur trois principes : égalité, inclusion et transparence[509]. Elles se divisent en plusieurs commissions consacrées à un thème particulier en lien avec la société ou le fonctionnement même de la désormais *Acampadasol*[510]. Une commission va par exemple se pencher sur la question des assemblées et de la prise de décisions collectives. Suite à différentes concertations, un guide, diffusé à l'ensemble du mouvement, applique les trois grands principes précédemment cités, en insistant sur le respect et l'importance de la parole de chacun :

> El pensamiento colectivo nace cuando entendemos que todas las opiniones, las nuestras y las diferentes, todas, son necesarias para generar la idea de consenso. Una idea que tras su construcción de forma indirecta nos transforma. […] Su desarrollo debe ser pacifico, respetando opiniones, hay que dejar los prejuicios y las ideologías en casa […][511].

[509] Voir le manifeste *Toma la plaza* sur le site : [https://madrid.tomalaplaza.net/manifiesto-2/] (dernière consultation : 04/04/2018)
[510] Nom donné à l'assemblée populaire organisée à la Puerta del Sol en raison des campements installés pendant les rassemblements du 15-M.
[511] ACAMPADASOL, *Guía rápida para la dinamización de asambleas populares*, Madrid, 2011. Document en ligne : [http://takethesquare.net/wp-content/uploads/2011/07/guia_rapida_dinamizacion_acampadasol.pdf] (Dernière consultation: 09/05/2021).

Des tours de parole sont organisés *via* des modérateurs pour permettre à n'importe quel participant de s'exprimer. La libération de l'expression citoyenne est l'un des leviers de la participation politique des jeunes. Elle s'est avérée bénéfique, surtout pour les néomilitants, dont la participation au mouvement du 15-M représente leur première expérience politique : « la falta de rostros y líderes otorgaron una horizontalidad al movimiento que incentivó a muchos, sin una historia en la militancia política y social, a participar de la instancia popular[512] ». Le mouvement du 15-M, tout comme d'autres nouveaux mouvements sociaux[513], ont permis à tout une partie de la population désabusée de prendre conscience de l'importance de leur voix.

Le premier anniversaire du 15-M montre que ce mouvement n'est pas un fait isolé et reste présent dans la conscience collective. En cette période d'austérité et de remise en question, les Espagnols ont besoin de se raccrocher à une entité détachée des institutions et du gouvernement, capable de pointer du doigt les dysfonctionnements du pays et de rechercher des solutions profitables à l'ensemble de la population. Naît alors « l'esprit 15-M » ou « Quincemayismo »[514], terme regroupant l'ensemble des actions liées au mouvement du 15-M, bien qu'il ne puisse être défini comme un concept uniforme. Il est nécessaire ici de distinguer la masse, générée par les rassemblements, de l'hétérogénéité des individus qui la forment[515]. La non-structuration du mouvement est devenue l'un des principes fondamentaux du « Quincemayismo » et s'est traduit par la mise en place d'une démocratie participative dépourvue de hiérarchies comme le souligne Íñigo Errejón :

> En el caso del 15-M parece claro, por su abrumadora presencia en coros, mensajes y pancartas, que esa frontera que delimita el campo político es la reivindicación de "democracia". Si bien las críticas al "sistema" son de muy diferentes tipos, y la mayor parte de ellas apuntan a la erosión de condiciones

[512] RADIC VEGA Juan Ignacio, « Crisis, indignación, alternativa política…», *op. cit.*
[513] « Des mouvements sociaux comme celui des Indignés ou d'Occupy Wall Street ont délibérément cherché à fonctionner sans leaders, tant locaux que nationaux, et se sont montrés particulièrement attentifs aux mécanismes de confiscation de la parole. Les rassemblements mus par des modèles de socialisation « plats » n'ont pas eu de porte-parole, chacun étant censé s'autoprésenter. On peut même considérer qu'ils ont fait de la promotion du commun et de l'ordinaire l'argument de la légitimité de leur apparition et de leur existence collective ». CINGOLANI Patrick, *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2014, p. 111.
[514] LOBERA Josep, « De movimientos a partidos... », *op. cit.*
[515] ÁLVAREZ Klaudia, LOVAGLIO Darío, « Por una definición del 15M. Una multitud irrepresentable », in *Tecnopolítica*, 15 mai 2014. Accès: [https://tecnopolitica.net/es/content/por-una-definici%C3%B3n-del-15m-una-multitud-irrepresentable] (Dernière consultation le 08/05/2021).

> socioeconómicas y señalan al capital bancario y financiero como principal culpable, están vinculadas entre sí por su condición de síntomas y/o causas de la falta de democracia "real"[516].

À leurs débuts et pendant plusieurs années, les mouvements sociaux tels que le 15-M résistent à une quelconque réappropriation par les partis, ce qui est une première en Espagne selon Joan Subirats :

> durante una buena parte de su historia, los partidos absorbieron y satelizaron otras formas de participación (como por ejemplo diversas prácticas asociativas), que solo se legitimaban por el hecho de vincularse a una organización partidaria. […] [D]esarrollaban también una notable influencia en las esferas de la vida cotidiana, elaborando identidades colectivas y focalizando aquellos temas que acababan figurando en la agenda política[517].

D'autre part, bien que les mouvements sociaux organisés sous forme d'assemblées ne soient pas nouveaux, la fréquence des assemblées autour desquelles prennent forme les mouvements sociaux après le 15 mai 2011 est inédite, comme l'explique Eduardo Romanos :

> los indignados vuelven a ellas de forma recurrente y en ellas practican un nuevo modelo de democracia que intentan perfeccionar cada día […] " Tomar la plaza " no es una ocupación más sino que […] coloca en el centro del espacio público la experimentación con un proceso participativo y deliberativo de toma de decisiones[518].

Lassés par des années de politique verticale où le peuple n'est réduit qu'à un simple appareil électoral, les participants au 15-M ont très vite décidé de s'affranchir des structures telles que les partis politiques en faveur d'un système collaboratif dépourvu de leaders[519]. Les décisions émanent d'un consensus de l'ensemble des participants et non pas d'un seul individu, ce qui permet aux assemblées d'orienter leurs choix vers des actions d'intérêt public[520]. Revenir à l'essence même de la démocratie, telle une sorte d'Agora 2.0, permet une série d'expérimentations participatives, mêlant des discussions et concertations organisées en pleine rue et transmises au-delà de l'espace public local grâce aux réseaux sociaux. Cela a été le cas des assemblées de la Puerta del Sol à Madrid où, comme le décrit Eva Botella Ordinas :

---

[516] ERREJÓN Iñigo, « We the People… », *op. cit.*, p. 140.
[517] SUBIRATS Joan, « Todo se mueve…», *op. cit.*, p. 124.
[518] ROMANOS Eduardo, « El 15-M y la democracia de los movimientos sociales », in ENTINE Gabriel, MOISSAND Jeanne (éds.), *Débats autour du 15M…*, *op. cit.* Accès: [https://laviedesidees.fr/spip.php?page=article&id_article=1708] (Dernière consultation : 09/05/2021).
[519] TALPIN Julien, *Schools of Democracy: How Ordinary Citizens (Sometimes) Become Competent in Participatory Budgeting Institutions*, Colchester, ECPR Press, 2011.
[520] DELLA PORTA Donatella, « Deliberation in Movement: Why and How to Study Deliberative Democracy and Social Movements », in *Acta Politica*, vol. 40, 2005, p.336-350.

> la toma de decisiones se realiza por consenso y no por votación, impidiendo que la opinión de una mayoría se imponga sobre las minorías y evitando que nadie se sienta excluido. La información sobre lo aprobado en las asambleas generales se transmite a todas las comisiones, y también se vuelca en la web[521].

Le détachement d'une grande partie de la population à l'égard des dirigeants a permis de retrouver un modèle de « démocratie efficiente »[522] où le peuple se met à son service.

[521] BOTELLA ORDINAS Eva, « La democracia directa de la Puerta del Sol », in ENTINE, Gabriel, MOISSAND, Jeanne (dir.), *Debats autour du 15-M…. op. cit.*.
[522] GUÉNARD Florent, *La démocratie universelle : philosophie d'un modèle politique*, Paris, Seuil, 2016, p. 335.

Conclusions intermédiaires : « Ils ne nous représentent pas »[523]

Dans un baromètre du Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) de juin 2011, 50,1% des interrogés estiment que la situation économique est pire qu'en 2010, 42,6% s'attendent à ce que la situation ne change pas d'ici 2012 et 27% pensent qu'elle sera pire[524]. Ces chiffres sont le résultat d'une forme d'« à quoi bon » des Espagnols qui se serrent la ceinture dans un contexte de corruption et de détournement de fonds importants de l'État. Certes, Mariano Rajoy n'a eu d'autre choix que de prendre des mesures économiques drastiques pour éviter la faillite de l'État. Mais la gestion de la crise et les scandales ne sont pas sans conséquences pour la pérennité du bipartisme et la légitimité de la classe politique. Or, « Si les gens estiment que le système économique et politique est injuste, le ciment se délite et les sociétés ne fonctionnent pas correctement[525]», comme l'admet Joseph Stiglitz.

Témoins d'une actualité à la fois morose et scandaleuse, les jeunes deviennent critiques à l'égard de leurs dirigeants. Les réformes du système éducatif et universitaire laissent un goût amer aux étudiants et les affaires de corruption impliquant des personnalités politiques issues directement des deux partis majoritaires ne font que raviver le feu de la défiance à l'égard de l'élite. La confiance en la classe politique[526] et les institutions s'étiole au même rythme que l'optimisme de cette « génération perdue »[527]. Les citoyens font donc le choix du collectif face à l'image individualiste et opportuniste du politique corrompu et du banquier spéculateur, un « Nous » uni contre l'élite, isolée de la collectivité par un « Eux » défiant et méfiant.

Initiée en 2011, la vague de protestations massives provoque une crise de la représentation sans précédents. Les mouvements sociaux et les grèves générales intensifient la visibilité des dysfonctionnements liés à la gestion de la crise par les pouvoirs publics et remet

[523] Comme le mentionne Juan Carlos Monedero dans un article : « La expresión del movimiento indignado se resumió en España en dos lemas que se dejaron oír en las calles de Madrid: "no nos representan" y "no queremos ser mercancías en manos de banqueros y políticos corruptos".», MONEDERO Juan Carlos, « La democracia agredida. Populismo, posdemocracia y neoliberalismo », in *Nueva Sociedad*, n°2 67, 2017, p. 142-155, p. 153.
[524] Centro de Investigaciones Sociológicas, *Barómetro de junio 2011*, Estudio nº 2905, Juin 2011, p. 2.
[525] STIGLITZ Joseph, *op. cit.*, p. 184.
[526] Dans un article de *El país*, un sondage révèle que « Si en 2007 el 55% de los jóvenes españoles afirmaba confiar en el poder político, en cuatro años esta cifra se ha desplomado en un 20%.» FARIZA Ignacio, « Los jóvenes españoles con carencias materiales se triplican con la crisis », *El País*, 25 mars 2014. Accès: [https://elpais.com/sociedad/2014/03/25/actualidad/1395782871_636462.html] (Dernière consultation: 23/04/2020).
[527] Voir le rapport du CENTRO REÍNA SOFÍA SOBRE ADOLESCENCIA Y JUVENTUD, *Crisis y contrato social…*, *op. cit.* D'après ce document, environ 60% des jeunes interrogés considèrent qu'il sera très difficile pour eux de trouver ou de garder un emploi. Parmi les autres préoccupations de la jeunesse révélées par cette étude, la précarité de l'emploi et le manque de confiance dans la jeunesse figurent parmi les plus mentionnées (p. 31).

en perspective leur honnêteté, notamment à partir de 2012, où les premiers scandales de corruption post-crise éclatent. En un laps de temps très court, le bipartisme fait donc l'objet d'un double procès populaire. La confiance à l'égard du *statu quo* s'est mue en défiance. Le ressentiment à l'égard de la classe politique[528] s'est traduit par des actions collectives et les Espagnols, surtout les plus jeunes, sont à la recherche d'une alternative apte à « aplanir » les rapports verticaux entre le Gouvernement et le peuple. À travers toutes ces manifestations et assemblées principalement organisées à Madrid, les citoyens se réapproprient le pouvoir de décision et font valoir leur droit à la dignité comme le stipule James Jasper : « Tout comme l'honneur d'un groupe motive l'action politique, il en va de même pour le désir d'honneur individuel, sous la forme de la dignité. Même dans des situations où le succès semble peu probable, les gens rejoignent souvent des mouvements simplement pour affirmer leur dignité d'êtres humains qui souffrent et qui sont capables de faire du bruit[529]».

Le modèle bipartite ne convient plus aux attentes de la population et la classe politique s'avère de plus en plus décevante. Les réformes des gouvernements successifs de José Luis Zapatero et de Mariano Rajoy ont poussé une grande partie de la jeunesse étudiante à poursuivre et à amplifier les élans de contestation déjà présents au sein des facultés. Bien que de nombreuses villes aient été le théâtre de ces élans de militantisme citoyen, Madrid est restée l'exemple le plus visible, à la fois en raison de sa forte médiatisation et de son rôle de laboratoire d'initiatives démocratiques. Très vite, les regards se tournent vers le mouvement du 15-M et la nécessité de projeter ses idées et son fonctionnement au-delà de la rue et des réseaux sociaux. La question de la création d'une organisation politique apte à se présenter à des élections se pose[530]. Or, l'essence même des organisations juvéniles qui gravitent autour de ce mouvement réside dans le rejet du pouvoir politique tel que conçu par le bipartisme, et l'absence de chefs, autrement dit, de potentiels candidats à des élections[531]. Les jeunes, tout comme le reste des participants au 15-M, sont alors partagés entre le souhait de poursuivre les

[528] BANNING Marlia, « The Politics of Resentment », in *Journal of Advanced Composition*, n°1/2, vol. 26, p. 67-101.
[529] JASPER James, « Constructing Indignation…», *op. cit.*, p. 210. Citation originale: « Just as group honor motivates political action, so does a desire for individual honor, in the form of dignity. Even in situations where success seems unlikely, people often join movements simply to assert their dignity as human beings who are suffering and can make some noise » (traduction de l'auteure).
[530] OFFE Claus, « Crisis and Innovation of Liberal Democracy: Can Deliberation Be Institutionalized? », in *Czech Sociological Review*, vol.47, n°3, 2011, p.447-472.
[531] Comme le mentionne le texte de ROMANOS Eduardo, « El 15-M y la democracia…», *op. cit.*: « Desde que irrumpiera en la escena política española, los medios de comunicación de masas han buscado a sus portavoces para entrevistarlos, los representantes políticos han intentado identificar sus lideres y reunirse con ellos, y una parte de la opinión pública ha pedido a los participantes del 15M que concreten las claves de su programa (político) y las difundan para que puedan ser valoradas por el conjunto de los ciudadanos ».

activités militantes sous la forme d'assemblées participatives organisées sur le modèle d'*Acampadasol* et la volonté d'être représentés dans les institutions du pays par une véritable alternative au bipartisme.

Chapitre 4- La naissance de Podemos : une représentation viable de la jeunesse étudiante dans les institutions ?

Les mouvements sociaux et les collectifs de solidarité en réaction aux politiques d'austérité ont permis à de nombreux jeunes de s'insérer dans une dynamique contestataire et de participer à des actions sociales[532]. Les assemblées et les débats de rue organisés dans un contexte post-crise ont fait émerger un ensemble d'idées[533] structurant peu à peu les attentes de la société. Malgré l'absence de réponse politique forte, le mouvement 15-M et ses ramifications sur l'ensemble du territoire commencent à connaître une certaine stagnation.

Pour éviter un essoufflement trop important de cette période de contestation, nombre de participants souhaitent transformer l'élan collectif entrepris depuis 2011 en une véritable alternative politique afin que les *indignés* soient présents, non seulement dans la société, mais aussi dans les institutions du pays. Les jeunes les plus actifs du mouvement ayant déjà une certaine expérience militante et une formation en politique invitent peu à peu les autres citoyens à se fédérer autour d'un projet de « mouvement-parti [534]» sans pour autant faire l'unanimité[535].

Dans ce chapitre, nous proposons d'analyser le rôle du mouvement social du 15-M dans l'apparition d'un nouveau parti politique et en quoi celui-ci peut potentiellement incarner une forme de renouveau sur la scène politique pour la jeunesse espagnole. Cette démarche d'institutionnalisation soulève tout d'abord la question des divergences d'opinion quant au devenir du 15-M. Il convient également d'interroger les origines politiques, les influences et le mode de fonctionnement d'un nouveau parti tel que Podemos. Par ailleurs, si les élections ayant suivi le cycle de contestations post-crise sont une première expérience pour cette formation politique, nous pouvons nous demander dans quelle mesure Podemos est parvenu à représenter la jeunesse et à incarner le renouveau démocratique, dans le prolongement du 15-M dont il se réclame.

4.1. Mouvement social ou parti politique ? Le dilemme des *Quincemayistes*[536]

[532] Sur la question de la mobilisation citoyenne, voir CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ?...*, *op. cit.*
[533] PEREDA Carlos, AGUADO HERNÁNDEZ Felipe, « Los objetivos políticos del 15M », in *Éxodo*, n° 123, 2014, p. 49-52.
[534] KITSCHELT Herbert, « Movement Parties », in KATZ Richard, CROTTY William, *Handbook of Party Politics*, Londres, SAGE Publications, 2006, p. 278-290.
[535] FRANZÉ Javier (coord.), *Democracia: ¿consenso o conflicto?... , op. cit.*
[536] Vient de « quincemayista », adjectif utilisé en Espagne pour qualifier les militants du mouvement du 15-M.

À la fin de l'été 2011, les *acampadas* prennent fin, mais la lutte entreprise par le mouvement social perdure sous d'autres formes. Des milliers d'Espagnols s'organisent collectivement pour défendre leurs droits et lutter contre les politiques d'austérité et se regroupent sous formes de plateformes, d'assemblées ou de syndicats, et à différentes échelles (quartier, district, ville, etc.). À l'automne de la même année, des organisations appelées *mareas* regroupent des participants issus d'un même secteur de la population (professionnel ou démographique). Chaque *marea* est caractérisée par une couleur ce qui, lors des manifestations, permet de distinguer les différents collectifs représentés. La *marea verde*, créée en 2011 à Madrid, représente la défense de l'éducation publique et milite pour l'égalité des chances. Elle a inspiré d'autres *mareas*, comme la *marea* blanca, crée en 2012, qui défend la santé et la fonction publique hospitalière. Comme l'explique un article de *El diario de la educación*, publié en 2021:

> El ejemplo de la marea verde madrileña se extendió rápidamente por toda España y tuvo amplio reflejo en otros ámbitos de la sociedad. Fuera del sector educativo, la camiseta verde tuvo su primera copia con la marea blanca, en la defensa de la sanidad pública. De hecho, la primera camiseta blanca mantuvo el diseño de la verde, idéntica tipografía y un lema similar, con el cambio obligado de sanidad por educación y la sustitución de los dibujos de un ámbito por otros vinculados al otro. El concepto de marea se extendió muy deprisa a muchos sectores. Mareas moradas, naranjas y de muchos otros colores se empezaron a visibilizar. Las movilizaciones llevaban años produciéndose y las mareas solo eran nuevos instrumentos para aglutinar los distintos colectivos en cada sector[537].

Depuis l'apparition du mouvement du 15-M, le nombre de manifestations organisées dans tout le pays reste élevé[538], ce qui indique que la force mobilisatrice du mouvement des indignés dépasse le stade des *acampadas* de mai 2011[539]. Dès lors, le devenir des actions collectives dans et leur transformation en une alternative politique viable dans les institutions

[537] PAZOS José Luis, Entrevista a la Marea Verde en su décimo aniversario, *El diario de la educación*, 26 juillet 2021. Accès: [https://eldiariodelaeducacion.com/2021/07/26/entrevista-a-la-marea-verde-en-su-decimo-aniversario/] (Dernière consultation : 08/08/2022).

[538] Le nombre total de manifestations en Espagne s'élève à 21.297 en 2011, puis à 44.233 en 2012. 2013 connaît une légère baisse avec 43.170 manifestations enregistrées. Source : MINISTERIO DEL INTERIOR, *Anuario estadistico del Ministerio del Interior*. Accès : [https://www.interior.gob.es/opencms/es/archivos-y-documentacion/documentacion-y-publicaciones/anuarios-y-estadisticas/anuarios-estadisticos-anteriores/] (Dernière consultation : 08/08/2022).

[539] Comme le démontre Jaime Pastor Verdú, chercheur en sciences politiques, le 15-M a enclenché tout une série de mécanismes de participation donnant à une pluralisation de l'action collective: « genera luego Asambleas de Barrio, Comisiones y Grupos de Trabajo propios (Economía, Legal, Feminismos, Yayoflautas, Análisis 15M, Centro de Medios (Radio Ágora, N-1, tomalatele, difred, periódico)) y otros transversales en torno a objetivos concretos (Solfónica 15MpaRato, Fundación Robo, 15M.cc, Auditoría de la Deuda, GILA, Tribunal Ciudadano de Justicia,...). Mientras que paralelamente irradia otros (Occupy Internacional, Rurales enredadxs...); potencia nuevas plataformas (PAH, Eurovegas No, Mareas Verde, Blanca, Roja, Negra, Violeta, Naranja...) e impulsa nuevas iniciativas (nuevos Centros Sociales, Huertos urbanos, Cooperativas de consumo, de periodismo, de autoempleo...) ». PASTOR VERDÚ Jaime, « El 15-M, las mareas y su relación con la política sistémica. El caso de Madrid », in *Anuari del conflicte social*, n° 3, 2013, p. 224-247, p. 229.

devient une question de plus en plus prégnante chez les participants[540]. Le 15-M s'est toujours refusé de servir de passerelle entre l'élite et la société civile, pour éviter tout risque d'instrumentalisation du mouvement par les partis politiques[541]. Deux projets semblent alors se superposer : le premier vise à se réapproprier la démocratie en réformant le système politique, jugé trop peu représentatif du peuple, le second souhaite dépasser ce système en trouvant d'autres alternatives de représentation[542]. Les *quincemayistes* sont donc confrontés à un dilemme : maintenir une distance à l'égard de la sphère politique tout en cherchant à y apporter des changements à travers l'action collective, ou accepter de faire des concessions en renonçant au caractère dépolitisé du mouvement pour constituer une alternative forte contre le bipartisme.

4.1.1. Faire perdurer l'idéal du 15-M

La division des activistes quant à l'institutionnalisation ou non des mouvements sociaux est liée à l'hostilité d'une partie d'entre eux à l'égard du système politique. L'intégration de leurs idéaux par la voie institutionnelle reviendrait à accepter l'ordre établi et à laisser de côté l'esprit antisystème de la partie plus radicale[543]. Conserver l'essence originelle du 15-M revient à maintenir une méfiance à l'égard de la classe politique. Comme le mentionne Juan Carlos Monedero, économiste et co-fondateur de Podemos, ceci est lié à la rupture eux/nous engendrée par une mauvaise gestion de la crise économique et les scandales de corruption à répétition :

> La crisis económica global y la desafección ciudadana que la ha acompañado han generado movimientos políticos que impugnan la democracia representativa, cuestionan el modelo de partidos, trazan una línea entre la «elite» y el «pueblo» y desarrollan diferentes maneras de reinventarse como colectivo[544].

Le rejet de la politique traditionnelle se fait au profit de pratiques beaucoup plus délibératives et consensuelles. Ceci permet au 15-M d'exister au travers de ses participants dans l'espace

[540] CALVO Kerman, ÁLVAREZ Iago, « Limitaciones y exclusiones en la institucionalización de la indignación: del 15-M a Podemos », in *Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p. 115-122.
[541] NEZ Héloïse, GANUZA Ernesto, « Among militants and deliberative laboratories: the indignados », in TEJERINA Benjamín, PERUGORRÍA Ignacia (dir.), *Crisis and Social Mobilization…*, *op. cit.*, p. 15-35.
[542] VIÑALS Carole, « Les deux âmes du 15-M », in VIÑALS Carole, *Un modèle espagnol ? Le traitement de la crise en Espagne*, Neuilly, Atlande, 2019, p. 145-150.
[543] MATHIEU Lilian, « Je t'aime, moi non plus : mouvements sociaux et partis, entre critique et instrumentalisation », in *Savoir/Agir*, n° 31, 2015, p.51-56.
[544] MONEDERO Juan Carlos, « La democracia agredida...», *op. cit.*

public ou sur les réseaux sociaux et d'offrir notamment une alternative militante à de nombreux jeunes en rupture avec le système. En tant que mouvement social, le 15-M représente un point de rupture sans précédent entre la citoyenneté et la classe politique[545], ce qui ne l'empêche pas, dans le même temps, à vouloir remettre la souveraineté du peuple au cœur du débat politique et des décisions gouvernementales[546]. Ce paradoxe vient renforcer la divergence des opinions quant à la projection des idées du 15-M au-delà des actions collectives et des manifestations de rue.

Dans un article de 2015, le politologue Joan Subirats soutient que, grâce à la mobilisation collective, le 15-M a remis en question le modèle politique tel que représenté par l'élite en démontrant à l'ensemble des citoyens que le système établi pouvait changer. Cette période de critiques et de protestations, appelée par l'auteur « proceso destituyente », laisse place à un « proceso constituyente », moins homogène car elle offre plusieurs alternatives de changement. Comme le souligne Subirats :

> La hipótesis constituyente baraja diversas interpretaciones. No hay una sola hoja de ruta ni un único dispositivo político que lidere ese deseo. Un proceso constituyente es algo más concreto si solo se piensa en términos jurídicos (hacer una nueva constitución), pero acoge otros significados más variados y abiertos en la manera en que diferentes opciones políticas actuales lo sitúan como un horizonte auspiciable. Por ello, la hipótesis constituyente toma forma en expresiones políticas diferentes, que bien pueden pensarse como experimentos de un mismo sentir social o como apuestas políticas cuya posible articulación conjunta está pendiente de un proceso de onda larga que estaría simplemente iniciándose[547].

Ces différentes « interprétations » peuvent expliquer la superposition de deux projets au moment de projeter le 15-M en tant qu'instrument du changement politique. Le dilemme des *quincemayistes* et les divisions qui en découlent peuvent également venir d'une forme de conflit générationnel entre ce que Kerman Calvo et Iago Álvarez appellent les *quincemayistes* « vétérans », plus expérimentés en politique et en actions collectives, et les « nouveaux » *quincemayistes*, dont la première expérience militante correspond à leur participation au 15-M[548]. Les uns craignent un épuisement rapide du mouvement social et défendent la création d'une alternative forte pour concurrencer le système politique en vigueur sur le terrain électoral. Les autres cherchent à faire valoir leur opinion à travers des

[545] En témoigne l'ouvrage de MARTÍNEZ Félix, OLIVERES Jordi, *Los intocables: pocos, poderosos e impunes*, Barcelone, Debate, 2015.
[546] GONZÁLEZ MÁRQUEZ, Felipe, *En busca de respuestas: el liderazgo en tiempos de crisis*, Barcelone, Debate, 2013.
[547] SUBIRATS Joan, « ¿Desbordar el "dentro"-"fuera"? », in *Revista Teknokultura*, n° 12/1, 2015, p. 161-168, p. 166.
[548] CALVO Kerman, ÁLVAREZ Iago, « Limitaciones y exclusiones…», *op. cit.*, p. 118.

débats collectifs au sein du mouvement. Le système d'assemblées reste pour eux le meilleur moyen de faire entendre leur voix et de réformer le système.
Malgré les divisions entre les militants, la crainte de l'essoufflement du 15-M renforce la nécessité de construire une structure politique qui permette aux Indignés[549] de faire valoir leurs revendications au niveau institutionnel, tout en conservant au mieux le modèle démocratique initial du 15-M.

4.1.2. Red Ciudadana Partido X : une alternative politique au 15-M ?

La projection des idéaux du 15-M au-delà du mouvement social reste complexe et difficilement fédératrice. La recherche permanente d'un équilibre entre participation citoyenne et représentation politique donne peu à peu lieu à une réflexion autour de l'élaboration d'un nouveau modèle de parti se rapprochant de la dynamique d'un mouvement social pour se démarquer de partis déjà existants et dont les *quincemayistes* ne veulent plus.

En 2012 la Red Ciudadana Partido X, qui ne se fait réellement connaître qu'à partir de l'année suivante[550], propose d'incarner cette alternative. Dans la lignée du mouvement social du 15-M, l'ensemble des activités du Partido X réside dans la collaboration, la délibération, et la participation en ligne[551], qui facilite la diffusion des contenus sur le web et la libre expression des participants. De même, le Partido X cherche à se détacher de la politique traditionnelle en décentralisant le leadership du parti. Dans les partis politiques déjà existants en Espagne, les campagnes électorales et les décisions internes tendent à graviter généralement autour de la figure du secrétaire général. Dans un premier temps, les fondateurs de cette nouvelle formation politique, à mi-chemin entre la plateforme citoyenne en ligne et le parti, ont préféré conserver leur anonymat ainsi que celui de leurs sympathisants, pour éviter que ces derniers ou que les idées du Partido X ne soient associés à la figure unique d'un leader. Comme le souligne Ramón Feenstra, spécialiste des pratiques démocratiques et des relations publiques :

> En el lanzamiento del Partido X se mantuvo el anonimato de sus integrantes, presentándose como un proyecto donde debía primar "las ideas sobre las caras" y donde el uso de una serie de nuevas

[549] MARZOLF Hedwig, GANUZA Ernesto, « Les Indignés au pouvoir ? Le cas de Podemos en Espagne », *Dormira Jamais*, 22 janvier 2015. Accès : [http://dormirajamais.org/podemos/] (Dernière consultation : 08/08/2022).
[550] SÁNCHEZ Juan Luis, « Nace el Partido X, una formación política que pretende "reiniciar el sistema" y "recuperar la democracia" », *ElDiario.es*, 2 janvier 2013.
[551] BURGOS PINO, Edixela Karitza, « El *hacktivismo*: entre la participación política y las tácticas de subversión digital », in *Razón y palabra*, n° 88, 2014. Accès: [http://www.razonypalabra.org.mx/N/N88/Varia/05_Burgos_V88.pdf] (Dernière consultation : 28/08/2022).

> herramientas, junto a un nuevo método de trabajo, retaba alterar el funcionamiento de los partidos tradicionales y del conjunto del sistema político[552].

Pour ce qui est de sa structure, le Partido X utilise une terminologie empruntée à l'informatique et s'organise selon la règle des 90/9/1. Il s'agit d'un principe de marketing digital qui considère qu'en règle générale, 90 % des visiteurs d'un site internet ne font que le consulter, 9 % y apportent parfois une contribution en publiant des commentaires ou des contenus, et 1 % sont des créateurs et contributeurs actifs du site[553]. Ainsi, les 90% du Partido X forment la *AgendaX*, une sorte de base militante en ligne, des *followers* qui s'intéressent à la formation politique et participent de façon ponctuelle à ses activités. La *Matriz* constitue les 9% des sympathisants et collaborateurs réguliers qui forment un espace collaboratif de travail permettant d'élaborer les idées directrices de la politique du parti. La *Matriz* se divise en groupes organisés principalement à échelle locale, appelés *nodos* (des « nœuds »), qui contribuent à la construction de contenus communs. Enfin, la *Matriz* a un droit de regard et de modération des 1% restants, appelé *Kernel*[554]. Il s'agit du noyau des membres fondateurs et des responsables du Partido X. Les membres les plus actifs des *nodos* font partie du *Kernel* afin de permettre une connexion entre les différentes catégories de militants. D'autres membres du *Kernel*, les *Desarrolladores*, sont les membres ayant suivi le processus de création du Partido X depuis le début et sont chargés de conserver la continuité des activités de ce dernier[555]. Un militant peut tout à fait passer de la *Agenda X* au *Kernel* en passant la *Matriz.* Tout dépend de sa volonté d'implication et des compétences qu'il souhaite mettre au service du parti.

Le Partido X veut lutter contre la corruption du système et recentrer celui-ci sur la souveraineté du peuple ainsi que ses préoccupations. Le financement de ses activités se fait uniquement à partir de fonds versés par les internautes. Il devient dès lors le premier parti à avoir recours au *crowdfundig* et à publier les reçus, les factures, les montants des revenus et le

---

[552] FEENSTRA Ramón, « Red Ciudadana Partido X: trabajo en red por la democracia y la transparencia », in SUBIRATS Joan (dir.), *Nada será lo mismo. Los efectos del cambio tecnológico en la política, los partidos y el activismo juvenil*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud/FAD, 2015, p. 222-230, p. 223.
[553] Voir la définition de BATHELOT Bertrand, « Règle des 90/9/1 », publiée sur le site [https://www.definitions-marketing.com/definition/regle-des-9091/] (Dernière consultation : 09/08/2022) : « La règle des 90/9/1 est une règle évoquée pour illustrer le fait que sur certains espaces communautaires contributifs ou certains réseaux sociaux entendus au sens large, seule une très faible minorité des individus produit activement et régulièrement des contenus. Cette règle s'est surtout vérifiée initialement sur les forums d'échanges et de support Internet.»
[554] Le « kernel » est un mot désignant le noyau d'un système d'exploitation en informatique.
[555] FEENSTRA Ramón, « Red Ciudadana Partido X…», *op. cit.*, p. 224.

suivi des dépenses du parti[556]. Il cherche par ailleurs à distinguer ses « idées » d'une quelconque « idéologie » pour éviter de tomber dans la logique partisane de « la vieja política[557]». Les unes doivent servir l'intérêt public tandis que l'autre est considérée comme relevant de la vie privée de ses collaborateurs. Comme l'indique le site internet du parti :

> Para la Red Ciudadana Partido X la ideología es una cuestión personal, pero la Red no tiene ideología propia, más allá de la lógica, y siempre desde el respeto a los Derechos Humanos. Los ciudadanos se reúnen alrededor del trabajo a cumplir para llevar a cabo una hoja de ruta, independientemente de su ideología personal[558].

Les idées du Partido X sont présentées dans trois documents principaux : *Democracia y Punto*[559], *Plan de Emergencia para salir de la crisis*[560] et *Emergencias Concretas*[561]. Ces textes ont été élaborés principalement en ligne à travers la collaboration des différents *nudos* et la consultation de l'ensemble de la *Agenda X*. *Democracia y Punto* cherche à réaffirmer les principes démocratiques du Partido X et sa lutte contre la corruption en prônant la transparence dans la gestion des comptes, le pouvoir législatif et le contrôle du gouvernement par l'ensemble de la citoyenneté, le droit de vote réel et permanent et le referendum obligatoire pour valider toute décision entreprise par le gouvernement afin d'entretenir la consultation permanente des citoyens. Le *Plan de Emergencia para salir de la crisis* montre la position du parti selon laquelle la résolution de la crise passe par la recherche d'un équilibre entre différents aspects de la société : l'individu, les groupes, le bien commun et l'État. Ce document axe le travail de réflexion du Partido X sur une série de secteurs qu'il considère comme prioritaires : le logement, la santé, l'éducation, l'énergie et les ressources naturelles, la justice, la gestion des informations et des données, le développement des sciences, de la

---

[556] Sur la question, voir MACHADO Génesis, DE RIVIERA Javier, SAMPEDRO BLANCO Víctor, « Tecnopolítica y acción en red: un estudio comparado de la Red Ciudadana Partido X y otros partidos emergentes », in Aposta, n° 79, 2018, p. 8-42.

[557] Terme utilisé par le Partido X pour désigner le bipartisme. Il tient son origine de la conférence de José Ortega y Gasset, « Vieja y nueva política », donnée en 1914 à la *Liga de educación política española*. Le philosophe y évoque une division entre « l'Espagne oficielle » (la « vieille politique ») et « l'Espagne vitale » (porteuse d'une « nouvelle politique »), comme une fracture générationnelle accentuée par la politique : « dos Españas que viven juntas y se son perfectamente extrañas ; una *España oficial* que se obstina en prolongar los gestos de una edad fenecida, y otra España aspirante, germinal, una *España vital*, tal vez no muy fuerte, pero vital, sincera […] », in ORTEGA Y GASSET José, *Vieja y nueva política*, San José (Costa Rica), Imprenta Griñas, 1915, p. 27. Cette distinction peut se retrouver dans le conflit opposant le 15-M au bipartisme dans la lutte contre l'austérité par exemple.

[558] Site de la Red Ciudadana Partido X. Accès: [https://partidox.org/] (Dernière consultation: 29/05/2021).

[559] RED CIUDADANA PARTIDO X, « Democracia y punto », 03 avril 2013. Accès: [https://partidox.org/democracia-y-punto/] (Dernière consultation: 09/08/2022).

[560] RED CIUDADANA PARTIDO X, « Plan de emergencia para salr de la crisis », 31 octobre 2013. Accès: [https://partidox.org/plan-de-emergencia-para-salir-de-la-crisis/] (Dernière consultation : 09/08/2022).

[561] RED CIUDADANA PARTIDO X, « Emergencias concretas », 14 janvier 2014. Accès: [https://partidox.org/emergencias-concretas/] (Dernière consultation : 09/08/2022).

recherche et du développement. Les propositions pour chaque domaine sont détaillées dans *Emergencias concretas*. À partir du texte de la Constitution, le Partido X démontre dans ce document que les politiques actuelles ne respectent pas les garanties octroyées par celle-ci. Pour y remédier, le Partido X souhaite par exemple mettre en place des mécanismes de protection pour les Espagnols dont le prêt immobilier rend leur situation financière critique, développer le parc de logements sociaux détenus par l'État, ou encore exiger une plus grande part du budget de l'État consacrée à la fonction publique hospitalière afin de lutter contre la privatisation de la santé des Espagnols.

En vue des élections européennes de 2014, le dilemme *quincemayiste* se pose à nouveau car désigner des représentants revient en quelque sorte à hiérarchiser les partisans. Toutefois, les organisateurs du Partido X ont une tout autre vision et organisent les premières primaires ouvertes du pays. Toute personne inscrite sur l'*Agenda X* peut proposer un candidat. Les seules conditions requises sont d'être des « personas competentes, preparadas, honradas y capaces[562]». La primaire s'est déroulée du 1er au 31 mars 2014 et n'importe quel internaute peut suivre tout le processus de création de la liste des candidats pour les élections européennes, que le Partido X a voulu être la plus représentative, au-delà d'une logique partisane. Comme nous l'indique son site Internet :

> Nuestra lista electoral se ha compuesto mediante la combinación equitativa entre personas propuestas por la Red Ciudadana Partido X y personas propuestas por cualquiera. Una primera lista de precandidatos se sometió a ponderación con la participación de cualquier persona. Posteriormente, los candidatos mejor valorados pasaron un "fogueo", un debate completamente público con preguntas que cualquiera podía plantear. En la votación final participa cualquier persona "usuaria" de la Red Ciudadana Partido X, es decir, cualquiera que hubiera manifestado su interés por la Red Ciudadana Partido X al menos una vez.[563]

Bien que le Partido X n'ait pas réussi à rassembler un assez grand nombre voix pour siéger au Parlement européen, avec 0,64 % des votes[564], celui-ci a fortement contribué à l'affirmation d'un autre « parti-mouvement[565]» : Podemos.

4.1.3. Podemos : entre continuité et rupture avec l'esprit du 15-M

La recherche d'une alternative au bipartisme a, dans un premier temps, encouragé les Espagnols à se rassembler et à revendiquer leurs droits, ainsi qu'à protester contre les

[562] PARTIDO X, « Método de Creación de Listas Abiertas », 25 mars 2014. Accès: [https://partidox.org/metodo-listas-abiertas/] (Dernière consultation: 09/08/2022).
[563] Texte extrait du site Internet du Partido X : [https://partidox.org/] (dernière consultation : 29/05/2021).
[564] EL PAÍS, « Elecciones europeas 2014. Votos por partidos en total España ». Accès: [https://resultados.elpais.com/elecciones/2014/europeas/] (Dernière consultation: 09/08/2022).
[565] CERVERA-MARZAL Manuel, « Podemos, un parti-mouvement », *op. cit.*

politiques gouvernementales. Ce premier cycle de revendications politiques et sociales a ouvert la voie à une organisation contestataire et populaire autour d'un modèle participatif et collectif, qui a donné naissance à un renouveau dans la conception de partis politiques. Dans ce contexte, le Partido X incarne une première représentation des idéaux du 15-M en tentant de réformer le système, en évitant de s'adonner à des querelles idéologiques et en éliminant toute possibilité pour l'un de ses représentants de faire prévaloir sa voix sur celle des autres. Podemos apparaît par la suite en 2014 et semble incarner une autre vision *quincemayiste*, davantage centrée sur une rupture avec le système politique établi.

Contrairement au Partido X, Podemos s'est rapidement rassemblé autour d'un leader charismatique (Pablo Iglesias) et de son équipe, cadres du parti. L'émergence d'un leader vient rompre avec les idées du 15-M et du Partido X[566], qui croyaient en la nécessité absolue de conserver une horizontalité des rapports entre militants. Cependant, comme le Partido X, Podemos entreprend d'organiser l'élaboration de ses programmes et de ses stratégies à travers des groupes de travail et des plateformes de collaboration : les *círculos*[567]. De même, Podemos crée une plateforme en ligne pour permettre à tous les sympathisants de prendre part aux débats et aux décisions du parti, à l'instar du système de délibération que le Partido X avait élaboré avec son *Agenda X*.

Tout comme le Partido X, Podemos place la transparence au cœur de ses activités, c'est pourquoi elle publie régulièrement ses comptes. En 2015, le parti crée « Transparencia Podemos » sur laquelle ses dépenses sont détaillées, ainsi que les revenus (salaires, patrimoine etc.) de ses cadres[568]. Les deux partis s'accordent sur les mêmes priorités pour mettre un terme aux effets dévastateurs de la crise et regagner la confiance du peuple à l'égard de ses dirigeants : lutte contre la corruption, contrôle des institutions, pouvoir d'achat et logement, éducation et santé[569]. Ils partagent la même volonté de remettre le peuple au cœur du débat public pour lui permettre de prendre part à la vie politique[570]. En revanche, contrairement au Partido X qui refuse toute appartenance idéologique, Podemos est un parti antisystème assumé qui ne se cache pas d'être hostile à l'égard de la monarchie et du bipartisme, ni de

[566] NEZ Héloïse, « Des Indignés à Podemos …», *op. cit.*
[567] Il s'agit de groupes de réflexion à échelle locale ou regroupant plusieurs militants pour élaborer des propositions autour une thématique particulière telle que l'éducation, le féminisme ou la santé.
[568] PODEMOS, Portal de transparencia. Accès: [https://transparencia.podemos.info/] (Dernière consultation : 09/06/2021).
[569] PODEMOS, « Programa para una Europa con más democracia, derechos, justicia y futuro », 2014. Accès: [https://podemos.info/wp-content/uploads/2019/05/Programa_completo_europeas_Podemos.pdf] (Dernière consultation : 06/05/2020).
[570] AMO Alberto, MINGUEZ ESPALLARGAS Alberto, *Podemos, la politique en mouvement…, op. cit.*

revendiquer le populisme comme une alternative politique nécessaire au changement. Comme le défend Chantal Mouffe, l'une des références idéologiques des fondateurs de Podemos, dans son ouvrage *Por un populismo de izquierda* :

> Para poder intervenir en la crisis hegemónica es necesario establecer una frontera política, y que el populismo de izquierda —entendido como estrategia discursiva de construcción de la frontera política entre "el pueblo" y "la oligarquía"— es el tipo de política requerida para recuperar y profundizar la democracia[571].

D'après Germán Cano Cuenca, professeur de philosophie proche de Podemos , bien que souvent envisagé comme une réponse facile aux préoccupations de la population, le populisme incarne pour le parti « una condición de posibilidad de constituirse en fuerza política efectiva si no quiere ser relegada al museo o al parque temático de las ideas[572]». Robert Jansen, spécialiste des populismes en Amérique latine, décrit que les projets populistes cherchent à incarner une alternative politique viable visant à attirer et inclure des catégories sociales peu visibles et des citoyens *lambda* dans des actions de contestation. Les porteurs de ces projets adoptent un discours hostile et critique à l'égard de l'élite politique et du système[573]. Au-delà de cette façon d'offrir la possibilité à des personnes « ordinaires » d'accéder au milieu de la politique et d'y participer, dès sa création, Podemos articule ostensiblement son discours autour d'une idéologie populiste.

Si certains voient dans la création de ce parti une opportunité de faire remonter davantage de revendications, d'autres le perçoivent comme une façon d'aller à l'encontre des idées originelles du mouvement social dont il se réclame. La méfiance des militants du 15-M à l'égard de la classe politique a dans le même temps divisé, car faire entrer le mouvement social dans l'arène politique traditionnelle revenait pour certains à trahir la conception anti-élite du mouvement. En effet, selon Josep Lobera et Jesús Rogero-García, « la emergencia de Podemos y otros nuevos partidos se produce a pesar de sectores significativos dentro de las asambleas del 15-M que se oponían a la participación en la política representativa desde el movimiento o incluso propugnaban la abolición del sistema representativo[574] ».

---

[571] MOUFFE Chantal, *Por un populismo de izquierda*, Buenos Aires, Siglo XXI Argentina, 2018, p. 17.
[572] CANO CUENCA Germán, *Fuerzas de flaqueza: nuevas gramáticas políticas, del 15M a Podemos*, Madrid, Catarata, 2015, p. 35.
[573] JANSEN Robert S., « Populist Mobilization: A New Theoretical Approach to Populism », in *Sociological Theory*, n° 29/2, 2011, p. 75-96.
[574] LOBERA Josep, ROGERO-GARCÍA Jesús, « De las plazas a las urnas. La medición de la cristalización electoral del 15-M en Podemos », intervention présentée au XII Congreso Español de Sociología, Gijón, 30 juin

Podemos se réclame du 15-M mais la réciproque ne se vérifie pas puisque ce dernier rejette toute affiliation avec une entité politique indépendante dont les actions collectives sont toutefois inspirées des siennes[575]. Podemos s'est réapproprié une partie des codes du mouvement social et de ses militants tout en conservant certaines caractéristiques de la politique traditionnelle[576]. Dans un texte publié par l'assemblée du quartier de El Pilar à Madrid, la distinction entre Podemos et le 15-M est assez claire :

> Podemos no sólo ocupa el lugar político que el 15M no supo ocupar, sino que ha recogido parte de su espíritu y de sus militantes. Los propios dirigentes de Podemos hacen constantes guiños a su origen quincemayista y lo que han heredado de él. Buena parte de sus círculos son asambleas del 15M o los integran en buena parte antiguos miembros de éstas, que intentan trasladar a Podemos el sentido asambleario de base y participativo del 15M, con desigual fortuna, por cierto. Incluso muchos de estos militantes de Podemos procedentes del 15M mantienen también su pertenencia a sus asambleas, aunque el tiempo y el esfuerzo que implica la doble militancia está inclinando su pertenencia activa hacia Podemos[577].

Par son fonctionnement basé sur la démocratie participative[578] et son idéal construit autour de la défense du peuple et de ses intérêts, Podemos incarne une partie des revendications du 15-M et, comme ce dernier, il rejette le système politique établi en maintenant un certain manichéisme « "eux" contre "nous"[579] » dans son discours. En revanche, sa structure tend à s'éloigner du caractère horizontal du 15-M, puisque Podemos centralise la représentation de la base militante autour de ses fondateurs. De ce fait, il incarne à la fois une forme de continuité et de rupture avec le mouvement social du 15-M, comme l'expliquent Kerman Calvo et Iago Álvarez :

> Existen importantes continuidades analíticas y biográficas que permiten ver a Podemos como la incorporación política de un sector del movimiento 15-M, precisamente aquel sector con mayor experiencia política previa y mayor impaciencia con la irrelevancia política. Podemos, así, puede ser considerado como la respuesta de una determinada generación política dentro del activismo 15mayista a los dilemas propios del acceso al sistema político[580].

2016. Accès: [https://www.academia.edu/26469493/De_las_plazas_a_las_urnas_La_medici%C3%B3n_de_la_cristalizaci%C3%B3n_electoral_del_15_M_en_Podemos] (Dernière consultation : 08/08/2022).

[575] MARTÍN Irene, « Podemos y otros modelos de partido-movimiento », in *Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p.107-114.

[576] DONOFRIO Andrea, « "Podemos" : de las calles al 'asalto al cielo'», *in ResPublica*, n° 17, 2017, p.19-51.

[577] ASAMBLEA BARRIO DEL PILAR, « Podemos como fracaso "político" del 15M », 28 février 2015. Accès : [https://barriodelpilar15m.wordpress.com/2015/02/28/podemos-como-fracaso-politico-del-15m/] (Dernière consultation : 29/05/2021) .

[578] GAUDIN Jean-Pierre, *La démocratie participative…*, *op. cit.*

[579] Voir l'ouvrage d'IGLESIAS TURRIÓN Pablo, *Disputar la democracia: política para tiempos de crisis*, Tres Cantos, Madrid, Akal, 2014.

[580] CALVO Kerman, ÁLVAREZ Iago, « Limitaciones y exclusiones…», *op. cit.*

Cette formule aux antipodes des cadres traditionnels incite de nombreux jeunes à faire de la politique autrement, entre activisme social et militantisme partisan[581] et fait de Podemos la tribune privilégiée par de nombreux universitaires en quête d'une expérience politique forte.

4.2. Podemos : un parti d'universitaires ?

Malgré les divisions entre les deux visions des *quincemayistes*, l'une basée sur la réforme du système et l'autre centrée sur la rupture avec celui-ci, Podemos cherche à fédérer l'ensemble de la force militante issue du 15-M et à concurrencer un système politique en désuétude, étranger aux attentes de la population[582]. Les classes populaires et moyennes sont fortement touchées par le chômage longue durée et les restrictions budgétaires sur les prestations sociales et dans les services publics. Les universitaires sont quant eux exposés à la précarité, aussi bien pendant leurs études qu'une fois diplômés. La dynamique de Podemos se construit rapidement autour de la défense de ces victimes de la crise économique. D'ailleurs, ses fondateurs sont majoritairement issus des universités madrilènes. Ils utilisent leur expérience étudiante et associative comme base idéologique et organisationnelle[583] au moment de structurer leur parti lors des campagnes électorales.

4.2.1. La Complutense : berceau idéologique et politique de Podemos

Historiquement, l'activité associative et politique de l'Université Complutense de Madrid est très importante. Crée en 1499, elle a été le théâtre de nombreuses manifestations et de mouvements contestataires de la fin de la Guerre Civile à la fin de la Transition démocratique[584]. Dès lors, la majorité des organisations militantes et associatives qu'elle abrite ont un caractère politique, et sont parfois directement liées à des partis d'extrême

[581] ALVARADO-ESPINA Eduardo, MORALES-OLIVARES Rommy, RIVERA-VARGAS Pablo, « El partido-movimiento como expresión de la democracia radical. Emergencia y consolidación de Podemos en España y Revolución Democrática en Chile », in *Política y sociedad -Nuevos y viejos protagonistas en la escena política contemporánea*, n° 57/1, 2020, p. 21-43.
[582] MARZOLF Hedwig, GANUZA Ernesto, « ¿Enemigos o colegas? El 15M y la hipótesis Podemos », in *EMPIRIA. Revista de Metodología de Ciencias Sociales*, n° 33, 2016, p. 89-110.
[583] LAMANT Ludovic, « La boîte à idées de Podemos », in *Revue du Crieur*, n° 2, 2015, p. 86-101.
[584] Sur l'organisation du mouvement étudiant à la fin du franquisme, voir VALDELVIRA GONZÁLEZ Gregorio, « El Movimiento Estudiantil en la crisis del franquismo: La Universidad Complutense (1973-1976) », thèse réalisée sous la direction de FERNÁNDEZ GARCÍA Antonio, Madrid, Universidad Complutense, 1992. Sur le mouvement étudiant pendant le tardofranquisme et la Transition, voir l'article de CASADO Marisa, « La Movida Continúa: Universidad Complutense », in *Cambio 16*, n° 1374, 1998, p. 29-30. Voir également la section « La Universidad en el franquismo » de l'Histoire de l'Université, sur le site internet de la Complutense : [https://www.ucm.es/resena-historica] (Dernière consultation : 06/06/2021).

gauche par leurs idées antisystèmes ou progressistes. Parmi celles qui attirent le plus les étudiants avant la création de Podemos, UEP-EI (*Unión de Estudiantes Progresistas-Estudiantes de Izquierdas*) et *Contrapoder* permettent à de nombreux jeunes aux idéaux communs de se rassembler et de mener des actions politiques au sein de leur propre université. Créée par des étudiants de Droit en 1984, l'UEP-EI est l'une des associations les plus anciennes encore en activité. Elle accueille des étudiants de diverses disciplines (Ressources Humaines, Criminologie, Droit et Sciences Politiques, Relations Internationales, etc.). Créée en 2006 à la faculté de Sciences Politiques, sur le campus de Somosaguas, *Contrapoder* est, quant à elle, plus récente. Positionnées à gauche, elle est au cœur de la naissance de Podemos car elles ont abrité les expériences militantes de leurs principaux fondateurs.

Contrapoder fait partie intégrante des parcours politiques de Pablo Iglesias et d'Íñigo Errejón[585]. Par ailleurs, leur passé militant comme leurs études leur ont donné l'opportunité de renforcer leurs connaissances théoriques dans le domaine des sciences politiques et de les mettre en pratique. D'étudiants à militants, en passant par intellectuels puis personnalités politiques, les deux hommes se connaissent depuis des années et ont été suivis par le même directeur de thèse pendant leur doctorat (Heriberto Cairo Carou). Dès l'adolescence, Pablo Iglesias s'est investi dans le Parti Communiste Espagnol (PCE)[586] et sa thèse l'a conduit à réaliser une étude comparative sur la désobéissance civile en Espagne[587]. Son ami Íñigo Errejón a, quant à lui, analysé le discours du *Movimiento al Socialismo* (MAS) ainsi que le processus électoral ayant permis à Evo Morales de devenir président de la Bolivie en 2006[588]. Il est à l'origine du programme idéologique et de la ligne discursive de Podemos. Dans le cadre d'autres recherches, il s'intéresse à l'analyse du discours du 15-M, qu'il qualifie de « contre-hégémonique »[589], en s'appuyant notamment sur les travaux d'Antonio Gramsci[590],

[585] GIL GONZÁLEZ Iván, *Pablo Iglesias: biografía política urgente*, Barcelone, Stella Maris, 2015.
[586] NEZ Héloïse, « Podemos : l'irruption d'un nouveau parti…», *op. cit.*
[587] IGLESIAS TURRIÓN Pablo, *Multitud y acción colectiva postnacional: un estudio comparativo de los desobedientes: de Italia a Madrid (2000-2005)*, thèse soutenue sous la direction de CAIRO CAROU Heriberto, Madrid, Universidad Complutense, 2008.
[588] ERREJÓN Íñigo, *La lucha por la hegemonía durante el primer gobierno del MAS en Bolivia (2006-2009): un análisis discursivo*, thèse soutenue sous la direction de CAIRO CAROU Heriberto, Madrid, Universidad Complutense, 2012.
[589] Voir ERREJÓN Iñigo, « El 15-M como discurso contra hegemónico », in *Encrucijadas, Revista crítica de Ciencias Sociales*, n° 2, 2011, p. 120-145 ; ERREJÓN Iñigo, « We the People... », *op. cit.*
[590] Dont l'ouvrage de GRAMSCI Antonio, *La política y el estado moderno*, (traduit de l'italien par Jordi Solé Tura), Barcelone, Península, 1971.

Ernesto Laclau et Chantal Mouffe[591]. Il coécrit avec cette dernière un ouvrage sur la place et le rôle du peuple dans les démocraties[592]. Une fois devenu enseignant en sciences politiques dans son université d'origine[593], Pablo Iglesias a maintenu le contact, grâce à ses interactions professeur/étudiants, avec de plus jeunes activistes de *Contrapoder* ou d'autres associations de la Complutense telles que UEP-EI ou encore La Chispa. Son parcours et celui d'Íñigo Errejón, devenu chercheur pour le gouvernement vénézuélien, puis conseiller au Centre Stratégique Latinoaméricain de Géopolitique, sont une source d'inspiration pour de nombreux étudiants qui souhaitent rejoindre le projet Podemos. Ils vont devenir de fervents soutiens au moment des campagnes électorales, qui sont l'occasion de promouvoir ce jeune parti dans les campus.

Juan Carlos Monedero et Carolina Bescansa, deux autres fondateurs un peu plus âgés, sont, quant à eux, professeurs[594] à la Complutense au moment où *Contrapoder* se développe. Tout comme Íñigo Errejón, Juan Carlos Monedero a fortement contribué à l'élaboration du programme de Podemos. Coordinateur d'*Izquierda Unida* de 2000 à 2005 et conseiller pour les gouvernements vénézuélien, bolivien et nicaraguayen, son expérience politique et sa proximité avec des populismes latinoaméricains sont des atouts dans la création du parti, ce qui l'élève au rang de numéro 3 de celui-ci. Ses travaux critiquent les politiques néolibérales, soumises aux lois des marchés et démontre la nécessité de repenser le système grâce à un renouveau démocratique, face à la menace de crises économiques et migratoires ou encore du réchauffement climatique[595]. Aux côtés de Pablo Iglesias, alors étudiant, il a participé au mouvement de protestation à la Complutense contre la guerre en Irak de 2003. Carolina Bescansa est une collègue de Juan Carlos Monedero. Originaire de Galice et fille d'entrepreneurs connus dans la région, elle contribue fortement à implanter Podemos dans son territoire d'origine. Luis Alegre Zahonero, le dernier élément du quintette, a lui aussi une expérience non négligeable en tant que militant du *Movimiento estudiantil contra la mercantilización de la Universidad* puis au sein du parti *Espacio Alternativo* (qui deviendra

[591] Voir entre autres LACLAU Ernesto, *La razón populista [2005]*, México, Fondo de Cultura Económica, 2008; MOUFFE Chantal, *Le paradoxe démocratique [2005],* (traduit de l'anglais par Denyse Beaulieu), Paris, Beaux-Arts de Paris, 2018.
[592] ERREJÓN Iñigo, MOUFFE Chantal, *Construir pueblo: hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelone, Icaria editorial, 2015.
[593] Pablo Iglesias a été *Profesor Titular Interino* de 2004 à 2013.
[594] Juan Carlos Monedero et Carolina Bescansa étaient respectivement *Profesor Titular* et *Profesora Asociada* en sciences politiques.
[595] Citons par exemple : MONEDERO Juan Carlos, *Los nuevos disfraces del Leviatán. El Estado en la era de la hegemonía neoliberal*, Tres Cantos, Madrid, Akal, 2017; ou MONEDERO Juan Carlos, *El gobierno de las palabras. Política para tiempos de confusión [2009]*, Madrid, Fondo de Cultura Económica, 2011.

Izquierda Anticapitalista). Devenu professeur de philosophie à la Complutense, il collabore dans différentes revues d'information alternative en ligne comme *Viento Sur*. Ses travaux portent sur la philosophie de la démocratie et du capitalisme[596].

Cette expérience militante et universitaire a incité ses membres, plus tard concernés de près ou de loin par la création de Podemos, à renouveler constamment les actions collectives et à innover en termes de formes de militantisme :

> [A]près plusieurs années d'actions de désobéissance diffusées sur les réseaux sociaux (comme l'occupation symbolique de la banque Santander), [ces derniers] faisaient face à l'essoufflement de leur mouvement et investirent d'autres formes de mobilisations […]. La Tuerka constitua pour eux un nouveau projet militant dans lequel ils purent se "mobiliser autrement"[597].

C'est dans le prolongement de l'activisme de *Contrapoder* que *La Tuerka* apparait en 2010. Il s'agit d'un programme alternatif inspiré des *tertulias*, des émissions visant à vulgariser l'actualité dans lesquelles des politiques ou des spécialistes sont invités à débattre. La création de *La Tuerka* a été un élément clé de l'apparition puis du développement rapide de Podemos[598]. Créée par des membres de la faculté de sciences politique de la Complutense, ce programme en ligne met en lumière des personnalités inconnues du grand public, et permet d'ancrer peu à peu l'image des fondateurs de Podemos dans l'espace médiatique et les réseaux sociaux[599].

L'université Complutense de Madrid est donc un lieu-clé de la convergence des actions et de la coopération des cadres du parti et représente un vivier important de jeunes militants, propices à s'insérer dans la dynamique participative de Podemos. Comme le résume Juan Ignacio Radic Vega :

> [P]articiparon jóvenes con una historia en el activismo político y social, vinculados a movimientos sociales antiglobalización que desde los 90 se fueron paulatinamente constituyendo como un espacio de discusión y acción política alternativa. Éstos, aportaron tanto su experiencia y red organizacional como su rica tradición contestataria –de carácter libertario— expresada en sus prácticas sociales, relacionadas

[596] FERNÁNDEZ LIRIA Carlos, FERNÁNDEZ LIRIA Pedro, ALEGRE ZAHONERO Luis, *Educación para la Ciudadanía. Democracia, capitalismo y estado de derecho*, Tres Cantos, Madrid, Akal, 2007; ALEGRE ZAHONERO Luis, *Ciudadanía y clase social en El capital de Marx el reconocimiento de una distancia teórica y no histórica entre mercado y capitalismo como condición necesaria para sacar a la luz la naturaleza de las leyes que constituyen la sociedad moderna*, thèse réalisée sous la direction de FERNÁNDEZ LIRIA Carlos, Madrid, Universidad Complutense, 2007.

[597] PETITHOMME Mathieu. « Le discours médiatique du "populisme de gauche" : l'expérience de *La Tuerka* en Espagne », in *Mots. Les langages du politique*, n° 121/3, 2019, p. 151-167.

[598] DOMÍNGUEZ RAMA Ana, GIMÉNEZ SAN MIGUEL Luís, *Claro que Podemos: de « La Tuerka » a la esperanza del cambio en España*, Barcelona, Los Libros del Lince, 2014.

[599] TORRES RODRÍGUEZ Luis, « La Tuerka, la tertulia política que saltó de la televisión comunitaria a las redes sociales », in CANDÓN-MENA José (coord..), *Move.Net. Actas del I Congreso Internacional Move.Net sobre Movimientos Sociales y TIC*, 2015, p. 328-346.

> con la autogestión y okupación de espacios públicos y privados en las que se vertieron toda su crítica al modo de vida capitalista[600].

Né à la fois de l'indignation de rue et des demandes d'une jeunesse étudiante en mal de perspectives, ce nouveau parti parvient rapidement à rassembler tout un pan de la population sous une même bannière politique. Ses marqueurs idéologiques et ses pratiques politiques s'inspirent directement des références théoriques et des expériences militantes de ses fondateurs[601].

4.2.2. Un parti de « non-professionnels » : la politique mise à portée des jeunes citoyens ?

La trajectoire militante et idéologique commune des fondateurs de Podemos[602] n'incarnait pas, jusqu'à l'apparition du 15-M, un courant politique suffisamment visible et fort face au monopole tenace de l'alternance PP/PSOE. Leurs expériences associatives et militantes leur ont permis de proposer une dynamique qui se distingue des structures traditionnelles comme le mentionne Héloïse Nez :

> Podemos se caractérise donc par le "multi-engagement" de ses dirigeants. Plus que des leaders "multi-positionnés" (des acteurs qui occupent des positions de direction au sein d'une ou plusieurs organisations contestataires, et mènent parallèlement une carrière politique au sein d'un parti), on retrouve surtout à Podemos des "reconversions militantes", c'est-à-dire d'anciens dirigeants de mouvements sociaux ou d'organisations sociales qui abandonnent leur militantisme associatif pour se consacrer à leur engagement au sein du parti[603].

Ce groupe d'universitaires s'allie à un collectif issu du parti *Izquierda Unida* et obtient le soutien de plusieurs intellectuels et journalistes aux mêmes affinités idéologiques. Tous ces acteurs, engagés de près ou de loin dans la création de Podemos, signent un manifeste commun incitant à se rassembler et à traduire la colère de la rue en alternative politique : *Mover ficha : convertir la indignación en cambio político*[604] . Cet appel au rassemblement du peuple n'est pas sans rappeler les idées de « démocratie radicale » et de lutte contre « l'hégémonie » défendues par Laclau et Mouffe. Comme le décrit Luis Enrique Alonso, économiste et sociologue :

---

[600] RADIC VEGA Juan Ignacio, « Crisis, indignación, alternativa política…», *op. cit.*, p. 442.
[601] CANO CUENCA Germán, « El análisis del marco discursivo…», *op. cit.*
[602] Voir l'ouvrage de NEZ Héloïse, *Podemos, de l'indignation…*, *op. cit.*
[603] *Ibid.*, p. 38-39.
[604] Voir le manifeste *Mover ficha: convertir la indignación en cambio político*, publié le 12 janvier 2014. Accès: [http://tratarde.org/wp-content/uploads/2014/01/Manifiesto-Mover-Ficha-enero-de-2014.pdf] (Dernière consultation: 11/06/2021).

> El recurso al pueblo supone un juego del lenguaje donde se trata de aprovechar y asimilar un conjunto heterogéneo de demandas sociales, el sentido real del uso depende del momento histórico, la relación de fuerzas en conflicto y la capacidad de un liderazgo carismático para movilizar el relato. Por ello, el populismo no es una ideología política en sí mismo, como pudiera ser el liberalismo o el socialismo, sino más bien una herramienta política para hacer que las poblaciones se sientan partícipes y legitimen las decisiones de los políticos[605].

L'objectif est d'affronter le pouvoir établi, entretenu par un bipartisme monolithique (PPSOE) qui ne représente plus les citoyens et ne respecte plus le concept même de la démocratie[606]. Comme l'indique Hubert Peres :

> Le thème central du discours de Podemos puise dans la situation économique et sociale sa justification essentielle : la responsabilité des élites économique et politique, confondues dans l'expression "casta" (la caste), et donc des deux partis de gouvernement réunis dans l'opprobre d'une politique dirigée contre les besoins du "peuple". Comme l'avait fait le mouvement des "Indignés", Podemos élargit la critique radicale des politiques menées par le PSOE et le PP à celle du fonctionnement général du système politique espagnol et de ses fondements historiques (les insuffisances de la "transition")[607].

Dès lors, Podemos apparait comme un parti d'amateurs n'ayant d'autres expériences que celles des actions collectives et des recherches universitaires de ses fondateurs, ainsi que le dynamisme et le vécu de ses sympathisants. De plus, bien que la majeure partie des signataires de *Mover ficha* soient des intellectuels ou des personnes connus dans le milieu du journalisme ou des arts[608], tels que la sociologue Olga Abasolo, l'acteur Alberto San Juan, l'écrivain Santiago Alba Rico, ou encore Jorge Riechmann, poète et activiste écologiste, d'autres proviennent de la société civile, comme par exemple Francisca Camacho, agente d'entretien, Laura Mingorance, étudiante, ou encore Alejandro García, employé dans une grande chaine de *fast-food* et délégué syndical. Ceci montre que le militantisme perce au-delà de la sphère intellectuelle et du milieu étudiant pour s'insérer dans les milieux les plus modestes qui n'ont pas à première vue vocation à s'engager (bien souvent faute de capital culturel et financer). *Mover ficha* officialise la création du parti le 11 mars 2014. Celui-ci dédie une section à la question intitulée « No somos politicos, sino gente haciendo

[605] ALONSO Luis Enrique, « La noción de pueblo como construcción discursiva », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°49/1, 2019, p. 279-283.
[606] RIVERO Jacobo, *Podemos. Objetivo: asaltar los cielos*, Barcelone, Planeta, 2015.
[607] PERES Hubert, « Les élections législatives espagnoles du 20 décembre 2015 et du 26 juin 2016 », in *Pôle Sud: Revue de science politique de l'Europe méridionale*, n° 45, 2016, p. 137-154.
[608] PÚBLICO, « Intelectuales y activistas llaman a "recuperar la soberanía popular" con una candidatura para las europeas », *Público*, 14 janvier 2014. Accès: [https://www.publico.es/politica/intelectuales-y-activistas-llaman-recuperar.html] (Dernière consultation : 09/08/2022).

política »[609]. Podemos cherche d'emblée à se démarquer de l'élite politique en arguant que ses fondateurs ne sont pas des politiciens, mais des individus désireux de remettre le peuple au cœur de la démocratie, quelle que soit son expérience :

> El principal problema de la política europea, a la que se incorporó tarde pero con ímpetu la política española, es la profesionalización de la tarea política. Esta se ejerce a través de unos partidos políticos que —en la expresión de la ciencia política—se han *cartelizado*, es decir, se han convertido en un apéndice del Estado. Este cártel determina una serie de reglas que expulsan de la política a quien no las cumple: limitación del papel de los militantes, financiación estatal y privada […], abandono de la ideología, tecnificación de la política, vinculación a grupos de poder y expectativas de regreso constante al poder a través del turnismo[610].

Le caractère informel de Podemos, du moins à ses débuts, permet à de nombreux jeunes de s'identifier à ce nouveau parti car il leur offre la possibilité de s'insérer dans une dynamique politique alternative, différente du modèle plus classique de militant de parti comme l'explique Michel Vakaloulis :

> La figure du militant affilié qui consacre une bonne part de sa vie à l'organisation ne fait pas recette. Plus fondamentalement, [l]es jeunes récusent les modes de coordination centralisés et le fonctionnement hiérarchisé de l'action collective. Ils envisagent toute forme de d'institutionnalisation avec beaucoup d'incompréhension, voire avec suspicion, comme étant extérieure à l'authenticité de l'engagement[611].

Par ailleurs, la jeunesse y retrouve une forme d'interprétation politique de l'indignation exprimées lors de la vague de protestations initiée en 2011[612]. L'approche de Podemos[613] semble donc nécessaire et efficace, car l'engagement politique se traduit de moins en moins chez les jeunes par une adhésion à un parti, et tend au contraire à s'émanciper de ce type de structure, perçue comme rigides et peu encline à laisser la place à la jeunesse[614].

Les fondateurs cherchent à redonner du sens à la politique aux yeux des citoyens en se détachant au maximum des modèles établis et en impliquant les sympathisants à parts égales dans les processus de décision et d'élaboration de projets au sein de Podemos. Le plus visible, Pablo Iglesias, qualifie d'ailleurs le clivage gauche-droite d'« arnaque » (« estafa ») et le

[609] PODEMOS, *Documento político*. Accès : [https://files.podemos.info/HihzerN5Ev.pdf] (Dernière consultation : 03/04/2019)
[610] *Ibid.*, p. 43.
[611] VAKALOULIS Michel, *op. cit.*, p. 69.
[612] RADIC VEGA Juan Ignacio, « Crisis, indignación, alternativa política…», *op. cit.*
[613] GASCÓN Daniel, *El golpe posmoderno…*, *op. cit.*
[614] ÁLVAREZ-BENAVIDES Antonio, *op. cit.*

bipartisme en Espagne d'« oligarchie face aux citoyens » (« oligarquía frente al pueblo »)[615]. Cependant, bien que Podemos se réclame du 15-M, il puise principalement sa force militante et électorale de mouvances politiques de gauche et d'extrême gauche[616]. Il rassemble donc un électorat orienté politiquement, malgré le fait qu'il se réclame d'un spectre politique éloigné du clivage droite-gauche. Podemos joue sur l'ambivalence d'une critique vive du système politique tout en s'insérant dans la dynamique générée par les élections et la structure de parti politique en tant que telle. Comme l'analyse José Ignacio Torreblanca Payá, ce parti incarne une forme de « reinvención de un populismo de nuevo cuño adaptado a las circunstancias específicas de España, el intento de trasladar el eje del debate desde la izquierda y la derecha a una dimensión vertical (arriba-abajo) y la construcción de una organización sumamente abierta pero, a la vez, férreamente centralizada[617] ».

La rapidité avec laquelle Podemos a réussi à mobiliser autant d'adhésions[618] peut également s'expliquer par le caractère libre du mode d'affiliation. En effet, un partisan de Podemos peut simplement choisir de s'inscrire à la *newsletter* du parti, avoir la possibilité de participer aux votes, assister aux assemblées ou de participer de manière plus significative aux activités de l'antenne la plus proche de son domicile. Cette adhésion à la carte ne ressemble en rien à une affiliation classique où tous les militants d'un parti effectuent les mêmes démarches et paient une cotisation. Ici, le schéma est différent et le financement se fait en toute transparence et de manière participative[619]: chacun peut contribuer à la hauteur de ses moyens[620]. Ces nouvelles manières de faire de la politique séduisent les jeunes car elles semblent moins contraignantes et permettent une implication évolutive et libre, tout en laissant la possibilité à chacun de s'exprimer. Tout ceci crée un sentiment d'appartenance assez fort, comme l'affirme Élisa Lewis, spécialiste de démocratie la participative et des innovations démocratiques :

---

615 Propos de Pablo Iglesias recueillis par la chaîne La Sexta, le 6 novembre 2014 : [https://www.lasexta.com/programas/sexta-columna/avances/pablo-iglesias-politica-izquierda-derecha-estafa_201411065725b77f6584a81fd883a978.html] (Dernière consultation: 18/06/2021).

616 GALINDO Jorge, « Podemos y la centralidad en la izquierda », in *Politikon* (blog), 5 novembre 2014. Accès : [https://politikon.es/2014/11/05/podemos-y-la-centralidad-en-la-izquierda/] (Dernière consultation : 03/04/2019)

617 TORREBLANCA PAYÁ José Ignacio, *Asaltar los cielos: Podemos o la política después de la crisis*, Barcelone, Debate, 2015, p. 22.

618 « Durant les vingt premiers jours de son existence, le jeune parti réussit à mobiliser plus de 100.000 membres, devenant le troisième parti d'Espagne en nombre d'adhérents. ». LEWIS Élisa, SLITINE Romain, *Le coup d'État citoyen…*, *op. cit.*, p. 28.

619 CÁMARA VILLAR Gregorio, « Movimientos ciudadanos y democracia participativa… », *op. cit.*

620 CRUELLS Marta, IBARRA Pedro (dir.), *La Democracia del futuro..., op.cit.*

> Cette architecture *online* et *offline* du parti permet à Podemos d'engager un travail d'intelligence collective d'une ampleur sans précédent avec les militants. Alors que les partis sont souvent en peine pour avancer des propositions nouvelles, le succès de Podemos est d'avoir réussi à imposer des idées en s'appuyant sur une méthode originale ouverte aux propositions des militants, citoyens et de la société civile[621].

Lors de sa création, Podemos a tout de suite souhaité s'inscrire dans la continuité du mouvement social de la Puerta del Sol[622] et des débats participatifs en organisant des *círculos* dans le centre de la capitale puis dans la banlieue madrilène, pour enfin s'étendre à d'autres communautés autonomes et atteindre une amplitude nationale avec une rapidité inédite [623]. Ces *círculos*, ou assemblées organisées par ville, quartier, ou dédiées à une thématique particulière (éducation, chômage, logement etc.) sont « fortement connectés à la société civile et donc en capacité de faire remonter un certain nombre de propositions »[624]. Avant les élections européennes du 25 mai 2014, Podemos compte environ 300 *círculos* répartis sur l'ensemble du territoire. Vingt jours après le scrutin, le nombre de *círculos* passe à 450, ce qui représente une augmentation de 50%[625], puis dépasse les 700 en septembre de la même année[626]. De même, le nombre de participants par *círculo* a radicalement augmenté par endroits : le quotidien *El Mundo* rapporte par exemple que celui de Valencia est passé de 100 à 1000 personnes rassemblées entre les réunions de mai et de juin 2014[627]. Les journalistes du blog *Global Voices* constatent le même phénomène pour l'antenne de Podemos à Vigo, qui indique que la moyenne de participants par *círculo* est passée d'une vingtaine de personnes à environ 300[628]. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de *círculos* véritablement actifs car les données sont peu nombreuses, mais ces quelques estimations nous montrent bien que la stratégie politique de Podemos réactive rapidement l'élan participatif d'une part grandissante de la population.

La possibilité pour les citoyens de contribuer à l'élaboration de propositions et d'avoir un droit de regard sur le financement et les activités du parti, permet à Podemos d'affirmer sa volonté de se construire de manière éthique et transparente. La méthode de fonctionnement de Podemos marque une nette rupture à la fois avec les partis politiques traditionnels, au cœur de

---

[621] LEWIS Élisa, SLITINE Romain, *Le coup d'État citoyen…*, *op. cit.*, p. 32-33.
[622] MARTÍN Irene, *op. cit.*
[623] NEZ, Héloïse, « Podemos… », *op. cit.*
[624] LEWIS Élisa, SLITINE Romain, *Le coup d'État citoyen…, op. cit.,* , p. 30.
[625] CARVAJAL Álvaro, « La gran multiplicación de Podemos », *El Mundo*, 13 juin 2014. Accès: [https://www.elmundo.es/espana/2014/06/13/539a3ae2268e3e24368b456d.html] (Dernière consultation : 10/08/2022).
[626] WALKER Tom, LEAL Gonzalo, « España: crece el número de «círculos» del nuevo partido político Podemos », *Global Voices*, 08 septembre 2014. Accès : [https ://es.globalvoices.org/2014/09/08/espana-crece-el-numero-de-circulos-del-nuevo-partido-politico-podemos/] (Dernière consultation : 10/08/2022).
[627] CARVAJAL Álvaro, *op. cit.*
[628]WALKER Tom, LEAL Gonzalo, *op. cit.*

tourmentes politiques et judiciaires en lien avec les affaires de corruption, mais aussi avec les institutions bancaires, que le parti accuse ouvertement d'être les responsables de la crise économique et de la précarisation de millions d'Espagnols[629].

Lors de la première assemblée constituante de Podemos, organisée les 18 et 19 octobre 2014 au palais de Vistalegre à Madrid, les sympathisants sont appelés à voter pour élire un leader, choisir les textes permettant de régir l'organisation du parti et définir les grandes lignes du futur programme électoral de Podemos. Le projet de Pablo Iglesias et de ses acolytes, intitulé *#ClaroquePodemos*[630], est plébiscité par une large majorité des participants à cette assemblée citoyenne. Cette dernière s'est tenue à la fois sur le lieu de rassemblement, mais également en streaming sur Internet. Quel que soit le mode de participation à cette assemblée ou leur degré d'implication dans les activités du parti, les sympathisants ont pu contribuer au développement de Podemos et à la concrétisation d'un projet amené à dépasser la sphère des mouvements sociaux et du militantisme citoyen. Cette participation « sans engagement » a séduit une part importante des jeunes universitaires Espagnols, qui forment la majorité de la base militante de Podemos[631].

Contrairement aux jeunesses des partis traditionnels, le caractère participatif de Podemos permet à de nombreux jeunes de s'insérer directement et simplement dans une dynamique de parti et de proposer des idées à travers Internet ou des réunions locales, amenées à être prises en compte indépendamment de leur âge ou de leur expérience politique. La plupart de ces propositions et idées, élaborées notamment en lien avec les collectifs de jeunes et les associations universitaires, va permettre à Podemos d'élaborer un programme axé sur une meilleure insertion de la jeunesse dans le monde du travail et une diminution de sa précarité. S'opère alors une reconnexion entre la politique et ces jeunes citoyens qui contribue au succès non négligeable du parti à l'approche d'une série de scrutins importants dans le pays.

---

[629] FERNÁNDEZ ALBERTOS José, *Los votantes de Podemos: del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Madrid, Catarata, 2015.
[630] IGLESIAS TURRIÓN Pablo, ERREJÓN Íñigo, MONEDERO Juan Carlos, *et al.*, *#ClaroquePodemos, borra dor de principios organizativos*. Accès : [https://asambleaciudadana.podemos.info/propuestas/pdf/Documento-Organizativo-Claro-que-Podemos.pdf] (Dernière consultation: 15/06/2021).
[631] Voir l'article reprenant plusieurs études du CIS sur la question : « El perfil medio del votante de Podemos, joven urbano con estudios superiores », *La Información*, 08 août 2014. Accès : [https://www.lainformacion.com/espana/el-perfil-medio-del-votante-de-podemos-joven-urbano-con-estudios-superiores_zlugp7jdb3ysbjfar47hc5/?autoref=true] (Dernière consultation : 15/06/2021).

4.3. Les premières victoires de Podemos : les préoccupations de la jeunesse défendues à différents niveaux de la sphère politique

Entre janvier et mai 2014, Podemos se développe et doit, en parallèle, se préparer à une période électorale dense : les européennes du 25 mai 2014, les régionales et les municipales du 24 mai 2015 puis les générales du 20 décembre 2015 font des deux premières années de son existence une période d'ascension sans précédent, dans laquelle de nombreux jeunes se sentent identifiés[632]. Bien qu'il mobilise principalement les classes moyennes[633], Podemos intrigue et toute la société espagnole, notamment par le caractère inédit de son ascension. Dans le même temps, Ciudadanos, un parti d'origine catalane à tendance néolibérale crée en 2006, profite de l'effervescence populaire dynamisée par Podemos pour prendre une ampleur nationale et attirer de nouveaux électeurs qui ne se sentent ni identifiés par le bipartisme, ni par le progressisme de Podemos. Ce dernier doit donc faire face à un double challenge : fédérer des sympathisants déjà acquis à sa cause et conquérir du terrain dans les instances/institutions de pouvoir face à la concurrence croissantes des partis.

4.3.1. Un programme inspiré des revendications de la jeunesse

Très rapidement, un profil d'électeurs pro-Podemos se dessine car, malgré des origines militantes et politiques variées, les sympathisants ont des caractéristiques communes, comme le mentionne cet article de Jordi Muñoz :

> [D]ans l'ensemble, les électeurs de *Podemos* sont plus jeunes et plus instruits que ceux du PP et du PSOE, disposent de revenus inférieurs à ceux de *Ciudadanos* et sont légèrement plus âgés que les abstentionnistes. Ils sont plus pessimistes sur la situation économique, moins religieux et plus favorables à la décentralisation que les autres et significativement plus à gauche que les abstentionnistes et les électeurs de *Ciudadanos*[634].

La stratégie de Podemos s'appuie sur les demandes de ses sympathisants pour sortir du lot et devenir une alternative politique viable dans les institutions. En dehors de la sphère militante, Podemos s'est appuyé sur des experts, notamment au moment d'élaborer son programme. Les idées de Thomas Piketty, prix Nobel d'économie, tissent la toile de fond de ses propositions

[632] IGLESIAS TURRIÓN Pablo, *Disputar la democracia…*, *op. cit*.
[633] RODRÍGUEZ Emmanuel, *La política en el ocaso de la clase media: el ciclo 15M-Podemos*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2016.
[634] MUÑOZ Jordi, « De l'hypothèse populiste à la nouvelle gauche : origines et bases électorales de Podemos », (traduit de l'espagnol par Jacques Fontaine), in *Pôle Sud : Revue de science politique de l'Europe méridionale*, n° 45, 2016, p. 43-64, p. 61.

en termes de régulation, par exemple. Pour cet économiste, comme pour d'autres[635], le système financier capitaliste est allé trop loin dans la recherche permanente de l'optimisation des richesses, au détriment de 99% de la population mondiale : « Pour que la démocratie parvienne un jour à reprendre le contrôle du capitalisme, il faut d'abord partir du principe que les normes concrètes de la démocratie et du capital sont encore et toujours à réinventer[636] ». Il soutient également que la transparence des systèmes économique et financier, ainsi qu'une meilleure connaissance de ces derniers par les citoyens permettraient d'améliorer la participation et les décisions politiques. L'objectif affiché de Podemos de lutter contre la précarité et les inégalités va de pair avec sa volonté de se confronter au bipartisme et à la monarchie. En effet, à ses débuts, le parti était assez critique à l'égard de ce que ses fondateurs appellent le « Régimen del 78 », autrement dit, le système politique en vigueur tel qu'il a été conçu depuis l'approbation de la deuxième Constitution en 1978[637].

Mis à part sa tendance antisystème, Podemos aborde dans son programme des thématiques proches du quotidien des jeunes Espagnols. En 2014, un sondage de l'Institut Injuve révèle leurs cinq préoccupations majeures : le chômage, la crise économique, la qualité des emplois, la qualité du système éducatif et leurs difficultés à s'émanciper[638]. Parallèlement, des propositions formulées dans son premier programme tendent à apporter des réponses à ces difficultés rencontrées par une majorité de jeunes. Ce premier document[639], élaboré collectivement en 2014 grâce aux méthodes de délibération en ligne et par « cercles », semble reprendre les préoccupations du sondage précédemment cité. Podemos souhaite entre autres proposer un revenu minimum et une garantie de logement digne pour tous, ce qui apporterait un revenu supplémentaire aux étudiants et leur éviterait de cumuler un emploi en parallèle des études, tout en bénéficiant de loyers encadrés par l'État. De plus, la volonté du parti d'abaisser l'âge de départ à la retraite à 60 ans permettrait de libérer des emplois pour les jeunes entrant sur le marché. Par ailleurs, Podemos demande l'abrogation des réformes du travail adoptées par le gouvernement, ainsi que la révision du « Plan Bologne », principal de nœud de la discorde au sein la communauté universitaire (voir Chapitre 2). Podemos

[635] ASKENAZY Pierre, *op. cit.*
[636] PIKETTY Thomas, *op. cit.*, p. 940.
[637] PODEMOS, *Documento político*. Accès : [https://files.podemos.info/HihzerN5Ev.pdf] (Dernière consultation: 03/04/2019)
[638] OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Jóvenes, Satisfacción Personal, Participación Asociativa y Voluntariado*, Sondeo de opinión 2014.1, Gobierno de España, 2014, p. 9. Accès : [http://www.injuve.es/sites/default/files/informesondeo_2014-1.pdf] (Dernière consultation: 18/06/2021).
[639] PODEMOS, *Documento final del programa colaborativo*, 2014. Disponible sur le site : [https://blogs.elpais.com/files/programa-podemos.pdf] (Dernière consultation: 18/06/2021).

alterne également sur la nécessité d'octroyer davantage de moyens à l'éducation publique afin de réduire les inégalités entre les jeunes et de leur garantir une scolarité gratuite, laïque et de qualité. Pour ce faire, il propose de supprimer les subventions de l'État allouées au financement des établissements privés. Enfin, il souhaite mettre fin aux agences d'intérim et interdire le licenciement de salariés aux entreprises réalisant des bénéfices.

L'ensemble des propositions n'est pas détaillé ici, mais ces quelques exemples montrent bien que ce programme s'articule autour de propositions permettant aux jeunes de se projeter dans une société plus juste et équitable. Ces éléments de langage dans le discours politique séduisent un grand nombre de jeunes qui, en raison d'une conjoncture économique instable, se retrouvent dans l'impossibilité de faire des projets, et leurs opportunités de carrières se retrouvent paralysées par un marché du travail saturé comme l'explique une étudiante interrogée en mai 2019 :

> Cuando se creó Podemos yo veía a primas mías más mayores, que acababan de terminar la universidad, y no había manera de encontrar trabajo. Si encontraban un trabajo, era muy precario, las condiciones laborales eran malísimas, pues era casi explotación de trabajar muchísimas horas por nada. […]Y yo creo que eso fue lo que atrajo un poco el voto. La gente joven quería un poco de dignidad laboral[640].

Au-delà du caractère hostile de Podemos vis-à-vis des sphères économique et politique, les propositions visent à montrer aux électeurs leur volonté de recentrer la démocratie sur leurs préoccupations quotidiennes et d'apporter davantage d'équité entre tous. Cette ligne politique entre en totale rupture avec les mesures prises depuis entre 2008[641]. Quelle que soit leur expérience politique, les jeunes militants sont le fer de lance de la trajectoire discursive et idéologique du parti : les idées des plus expérimentés viennent apporter une dimension réflexive aux revendications de la jeunesse. Par ailleurs, ils partagent une forme d'identité collective, alimentée par les valeurs et les idées héritées de la mobilisation collective[642]. C'est en cela que le programme correspond aux attentes de cette partie de la population qui espère

[640] Entretien avec Levisa, 19 ans, étudiante en 1ère année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 09/05/2019.
[641] Voir par exemple le programme de Podemos lors de la campagne des élections législatives de 2015: SECRETARÍA DE PROGRAMA Y PROCESO CONSTITUYENTE DE PODEMOS, *Queremos, sabemos, podemos. Un programa para cambiar nuestro país. Elecciones generales 20 de diciembre de 2015*, Madrid, Podemos, 2015.
[642] IGLESIAS TURRIÓN Pablo, MONEDERO Juan Carlos, *¡Que no nos representan! El debate sobre el sistema electoral español*, Madrid, Editorial Popular, 2011.

des solutions et des changements radicaux en termes de gestion économique et sociale du pays[643].

4.3.2. Une popularité exponentielle dans les scrutins : Podemos ou la représentation de la jeunesse dans les institutions

Pour le nouveau parti que représente Podemos, ces deux années de campagnes électorales ont été une sorte de baptême du feu où cette jeune formation politique pouvait aussi bien faire face à la concurrence des autres partis et gagner du terrain ou se faire oublier en raison d'une représentativité trop faible dans les institutions.

L'entrée de Podemos dans l'arène électorale se fait à l'occasion des européennes du 25 mai 2014[644]. Le parti de Pablo Iglesias trouve vite des alliés politiques, notamment de l'autre côté des Pyrénées avec la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon[645], ainsi qu'en soutenant le parti grec Syriza d'Alexis Tsipras[646]. À la suite de ces élections, Podemos obtient cinq sièges au Parlement Européen grâce au vote de plus d'1,2 million d'Espagnols, à la grande surprise de nombreux journalistes et hommes politiques. Ce premier succès électoral intervient alors même que la première assemblée constituante de Vistalegre n'avait pas encore eu lieu. Lors des Européennes, Podemos reste plutôt plébiscité par les 18-35 ans issus principalement des classes moyennes, habitant des villes et au niveau d'études relativement élevé[647]. Dès lors, Podemos est officiellement visible et devient crédible grâce aux résultats obtenus, mais il est, dans le même temps, la cible de nombreuses critiques comme l'indique Germán Cano Cuenca :

> Con la entrada en escena de Podemos han saltado las alarmas entre las élites políticas y económicas […]. La consecución por parte de una tan joven formación de 1.200.000 votos en sus primeras

[643] DADER José Luis, « Fascinados por "Podemos". Un fenómeno natural de la "Democracia sentimental"», in *Hermes. Journal of Communication*, n° 4, 2015, p. 13-45.
[644] NEZ Héloïse, *Podemos…*, *op. cit.*, p. 13.
[645] TREMOLET DE VILLERS Vincent, « Syriza, Podemos, Mélenchon : où en est la gauche radicale après la crise grecque ? », *Le Figaro*, 17 juillet 2015. Accès : [http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/07/17/31002-20150717ARTFIG00157-syriza-podemos-melenchon-o-en-est-la-gauche-radicale-apres-la-crise-grecque.php] (Dernière consultation : 02/04/2020).
[646] GIL Andrés, CASTRO Irene, « Podemos respalda el acuerdo de Tsipras con la troika: "Apoyamos lo mismo que el Parlamento griego" », *Eldiario.es*, 16 juillet 2015. Accès: [https://www.eldiario.es/politica/Podemos-respalda-Tsipras-Apoyamos-Parlamento_0_409809150.html] (Dernière consultation : 02/04/2020).
[647] Voir FERNÁNDEZ-ALBERTOS José, « ¿Quién votó a Podemos? Un análisis desde la sociología electoral », in MÜLLER John, *#Podemos. Desconstruyendo a Pablo Iglesias*, Barcelone, Deusto, 2014, p. 113-122 ; POLO Sara, « "Generación Podemos" », *El Mundo*, 12 novembre 2014. Accès: [http://www.elmundo.es/espana/2014/11/12/54626eaa22601d88288b457d.html] (Dernière consultation : 01/05/2019) ; et LLANERAS Kiko, « ¿Quién apoya a Podemos? Una radiografía de sus votantes », in *Politikon* (blog), 10 décembre 2014. Accès : [https://politikon.es/2014/12/10/quien-apoya-podemos-una-radiografia-de-votantes/] (Dernière consultation : 03/04/2019).

> elecciones, las europeas, recolectados desde una composición social transversal y heterogénea, causaba tanta perplejidad entre los comentaristas acreditados como una significativa proliferación discursiva plagada de clichés y lugares comunes desde las plantillas ideológicas al uso[648].

Tous les amalgames sont bons pour discréditer l'une des seules formations politiques qui a su formuler par la voie des urnes les revendications du 15-M. En un temps très court, Podemos brise l'hégémonie bipartite et trouble l'alternance quasi parfaite PP/PSOE en place depuis plusieurs décennies. Ce trublion de la politique vient questionner les codes établis et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin...

Quasiment un an après jour pour jour, les Espagnols sont de nouveau convoqués à l'occasion des élections municipales et régionales. Le 24 mai 2015, de nombreuses mairies sont remportées par les candidats de Podemos : Barcelone, Madrid, Saragosse, La Corogne, Saint-Jacques-de-Compostelle ou encore Cadix. Ces victoires à échelle plus locale permettent aux nouveaux maires associés à Podemos de mettre en place de nouvelles initiatives de démocratie participative et de permettre à leurs administrés de participer en temps réel aux décisions prises par le conseil municipal et de s'exprimer sur les choix qui y sont faits[649].

À Barcelone, l'arrivée d'Ada Colau à la tête de la municipalité est historique car elle devient la première femme maire de la ville. Son expérience en tant que militante anti-expulsions (« anti-desahucios ») au sein de la *Plataforma de Afectados por la Hipóteca* (PAH)[650], ainsi que son ultra-connectivité *via* les réseaux sociaux[651] et YouTube, lui permettent une certaine interactivité avec ses administrés et de prendre des mesures en essayant de répondre au mieux à leurs attentes. À Madrid, la candidature de Podemos apparaît dans la coalition nommée *Ahora Madrid*. Lorsque Manuela Carmena, tête de liste du parti, remporte les élections, la mairie mise également sur le numérique et les plateformes de sondage en ligne pour faciliter la consultation des Madrilènes et établir un dialogue avec eux :

> Du point de vue de la participation des citoyens, la mairie de Madrid a ainsi lancé la page web « decide.madrid.es », dans le cadre de l'initiative Gouvernement ouvert, sur laquelle les Madrilènes peuvent élaborer des propositions, des débats et des initiatives à propos des besoins de la ville, dans l'objectif de les soumettre au vote et ultérieurement de les appliquer[652].

---

[648] CANO CUENCA Germán, *Fuerzas de flaqueza…, op. cit.*, p. 152.

[649] Voir l'ouvrage de ROTH Laura, MONTERDE Arnau, CALLEJA LÓPEZ Antonio (dir.), *Ciudades democráticas: la revuelta municipalista en el ciclo Post-15M*, Barcelone, Icaria, 2019.

[650] Voir l'interview d'Ada Colau par l'Observatori del Conflicte Social : « Ada Colau i la Plataforma Afectats per la Hipoteca », 5 mars 2013. Accès : [https://vimeo.com/61129992] (Dernière consultation: 18/06/2021).

[651] Voir l'étude des éléments de langage d'Ada Colau sur Facebook à travers l'étude de : CASTELO-HEYMANN, Santiago, « Ada Colau, de activista a alcaldesa. Un análisis del ethos de Ada Colau en Facebook », in *Doxa Comunicación: revista interdisciplinar de estudios de comunicación y ciencias sociales*, n° 27, 2018, p. 43-62.

[652] ÁLVAREZ-BENAVIDES Antonio, *op. cit.*, p. 114.

Dans le cas des municipales à Madrid, les mouvements étudiants et les collectifs tels que *Juventud Sin Futuro* restent très actifs dans la capitale. Leurs activités ont d'ailleurs contribué au succès certain de la campagne de Manuela Carmena. Même si Podemos, *Ahora Madrid* et *Juventud sin Futuro* sont des entités distinctes, celles-ci sont très fortement liées par des interconnexions politiques et sociales en termes d'idées et de fonctionnement comme le mentionne Antonio Álvarez-Benavides :

> Juventud Sin Futuro n'a jamais délaissé son ancrage local en tant que mouvement né dans l'activisme madrilène. Parmi les initiatives locales, on peut citer « Ceci n'est pas une ville pour les jeunes » [« no es ciudad para jóvenes »] qui, avec le slogan « sans transport, sans domicile, sans services publics, sans loisirs, sans boulot » et à travers des assemblées, des interviews et de l'art vidéo, se demande et demande à la population locale ce qu'ils veulent pour leur ville, Madrid. En ce sens, Juventud Sin Futuro a joué un rôle crucial dans la victoire de Ahora Madrid […][653].

L'arrivée de Podemos dans les mairies de grandes villes montre que les Espagnols sont en demande de renouveau politique. Barcelone et Madrid sont les exemples les plus marquants de cette nouvelle place accordée à la politique alternative proposée par Ada Colau et Manuela Carmena. Si toutes deux ne sont pas directement membres de Podemos, elles incarnent les idées et le fonctionnement de ce nouveau parti au travers des politiques et des actions menées par leurs formations respectives : *Barcelona en Comù* et *Ahora Madrid*[654].

Malgré ce succès, Podemos ne parvient pas à mettre l'un de ses candidats à la tête des parlements régionaux lors des élections pour les communautés autonomes. Certes, il met en danger le PP sur ses propres terres, puisque Pablo Iglesias est prêt à concéder des alliances avec le PSOE pour renverser les candidats soutenus par Mariano Rajoy. Cette nouvelle donne vient bouleverser les règles du jeu territorial. Les partis traditionnels, quasi indétrônables jusque-là, sont menacés pour la première fois par une troisième force politique d'ampleur grandissante. Comme le mentionne Fernando Garea :

[653] *Ibid.*, p. 110.
[654] LAMANT Ludovic, « Ce que préparent les mairies "indignées" en Espagne », *Mediapart*, 13 juin 2015.

> La irrupción de Podemos en las comunidades […] ha alterado definitivamente el mapa político y ha hecho que el bipartidismo siga cediendo terreno y poder, aunque los dos sigan en cabeza. La suma de sus votos supera por poco el 50%, cuando habitualmente llegan al 80% entre PP y PSOE[655].

Quelques mois après les municipales et les régionales, les Espagnols sont une fois de plus appelés à voter, cette fois-ci à échelle nationale, à l'occasion des élections législatives du 20 décembre 2015. Ce scrutin confirme que Podemos met fin au partage bilatéral du pouvoir[656], suivi de près par Ciudadanos, son rival libéral[657]. Le paradigme politique change soudainement par l'irruption de ces partis au sein du Congreso de diputados. Le PP arrive en tête mais avec seulement 123 députés, donc n'atteint pas les 176 sièges qui lui auraient permis d'atteindre la majorité absolue. Le PSOE arrive en seconde place avec 90 députés, Podemos en troisième poste avec 69 députés et Ciudadanos suit son rival avec 40 députés[658]. Bien qu'en tête, le PP et le PSOE ne se suffisent plus à eux-mêmes pour gouverner « en solitaire ». Ces élections législatives marquent un tournant dans l'histoire électorale du pays car elles sont les premières où le parti arrivé en tête doit songer à construire une alliance avec un concurrent pour obtenir une majorité suffisante au Parlement et pouvoir gouverner[659].

Six mois plus tard, faute d'accords concluants entre Mariano Rajoy et d'autres formations politiques, de nouvelles élections législatives sont convoquées le 26 juin 2016. Le PP obtient 14 sièges de plus qu'au premier scrutin, le PSOE s'en retrouve amputé de 5 au profit de Podemos, qui en récupère 3 de plus. Ciudadanos, grand perdant, doit renoncer à 8 sièges, sans doute au profit de Mariano Rajoy[660]. Néanmoins, ce dernier ne parvient toujours pas à la majorité absolue. Il finit malgré tout par être confirmé Président de Gouvernement grâce à l'abstention d'une grande partie des députés du PSOE.

Ainsi, Podemos est parvenu à compter dans le panorama politique. En basant son programme sur les préoccupations d'une majorité de la population et les propositions de ses

---

[655] GAREA Fernando, « Vuelco histórico en las elecciones municipales y autonómicas », *El País*, 25 mai 2015. Accès: [https://elpais.com/politica/2015/05/24/actualidad/1432479634_968673.html?rel=mas] (Dernière consultation : 18/06/2021).
[656] MARZOLF Hedwig, GANUZA Ernesto, « Les Indignés au pouvoir ?... », *op. cit.*
[657] ORRIOLS Lluís, CORDERO Guillermo, «The Breakdown of the Spanish Two-Party System…», *op. cit.*
[658] Voir les résultats officiels du scrutin publiés sur le site du Ministerio de Interior : [http://elecciones.mir.es/resultadosgenerales2015/congreso/#/ES201512-CON-ES/ES] (Dernière consultation: 18/06/2021).
[659] CRUZ Marisa, « España tumba el bipartidismo y deja en el aire el gobierno », in *El Mundo*, 21 décembre 2015. Accès: [https://www.elmundo.es/espana/2015/12/20/5676faa222601d94038b458f.html] (Dernière consultation: 18/06/2021).
[660] EL PAÍS, « Elecciones Generales 2016. Votos por partidos en total España ». Accès: [https://resultados.elpais.com/elecciones/2016/generales/congreso/index.html] (Dernière consultation : 18/06/2021).

sympathisants, il a acquis la confiance de nombreux électeurs, principalement jeunes, auparavant abstentionnistes ou primo-votants. Sa visibilité dans les débats électoraux est sans équivoque[661] et le pari de Pablo Iglesias de « asaltar los cielos[662] » est plutôt réussi. Bien que l'entrée de Podemos dans les institutions ait perturbé l'équilibre implicitement établi par l'alternance de majorités absolues entre le PP et le PSOE, le bipartisme reste fort dans l'adversité. Malgré cela, l'apparition de nouvelles formations, avec la montée de Ciudadanos à échelle nationale, empêchent rapidement les partis traditionnels d'obtenir des résultats aussi élevés que lors des élections de 2011 par exemple[663]. La gauche et la droite uniques ne sont plus : la fragmentation des idées et du territoire vient tisser une nouvelle toile sur laquelle de nouvelles couleurs politiques apparaissent de plus en plus nettement.

[661] SAMPEDRO Víctor, « Podemos, de la invisibilidad a la sobre-exposición », in *Teknokultura, Revista de Cultura Digital y Movimientos Sociales*, nº 12/1, 2015. Accès: [https://doi.org/10.5209/rev_TK.2015.v12.n1.48890] (Dernière consultation : 18/06/2021).

[662] Reprise par plusieurs auteurs, cette formule est tirée du discours inaugural de Pablo Iglesias à l'occassion de la première assemblée constituante de Vistalegre 1, le 18 octobre 2014 : « El cielo no se toma por consenso: se toma por asalto ».

[663] Lors de ces élections, le PP arrivait en tête avec 186 députés et le PSOE se retrouvait en deuxième position avec 110 députés. EL PAÍS, « Elecciones Generales 2011. Votos por partidos en total España ». Accès: [https://resultados.elpais.com/elecciones/2011/generales/congreso/index.html] (Dernière consultation : 18/06/2021).

Conclusions intermédiaires : De la rue aux urnes : le bipartisme concurrencé par des alternatives politiques fortes

Podemos est le fruit d'une combinaison entre l'activisme de rue et le militantisme de parti. Se réclamant du mouvement du 15-M, sa volonté de traduire les revendications exprimées dans les sphères de pouvoir n'a pas suscité l'approbation de tous les manifestants. Le dilemme *quincemayiste* reste en toile de fond, notamment au moment de l'entrée de Podemos dans les institutions en tant que troisième force politique du pays, « [p]ero como todo proyecto social, si no crece, decrece : la estabilidad social no existe. El 15M no dio el salto político para crecer, se estancó y se diluye[664] ».

Pourtant, représenter les Indignés au sein des institutions, à travers le processus électoral, a rapproché Podemos des partis traditionnels. Sa viabilité en tant que parti concurrent dépend donc principalement de son organisation. Bien que ses fondateurs aient à cœur de maintenir la dimension participative et démocratique héritée des mouvements sociaux, le parti s'est vite structuré autour d'un projet unique et de celui qui l'a porté lors de l'assemblée de Vistalegre 1 : Pablo Iglesias. Cette adaptation a été vivement critiquée par une partie des *quincemayistes*, car Podemos s'est, selon eux, éloigné de l'essence même du mouvement social dont il se réclame[665]. Cette émancipation du 15-M lui a permis malgré tout de conquérir davantage de sympathisants et d'électeurs dès sa lancée dans l'arène politique.

En effet, sa création et son ascension en pleine période électorale a amené les jeunes à s'identifier et à se sentir représentés au sein des instances de pouvoir, en Espagne comme en Europe. Le parti a, dans une certaine mesure, réconcilié la jeunesse avec les élections et reconnecté la sphère politique avec ses réalités[666]. Cependant, si la crise économique, sociale et politique lui a permis à d'apparaître, de rencontrer un certain succès auprès des militants du 15-M, elle a aussi offert des opportunités à d'autres partis déjà existants et a accentué la concurrence entre les formations en quête de pouvoir[667].

---

[664] ASAMBLEA BARRIO DEL PILAR, « Podemos como fracaso "político" del 15M », 2015. [https://barriodelpilar15m.wordpress.com/2015/02/28/podemos-como-fracaso-politico-del-15m/] (Dernière consultation : 29/05/2021).

[665] DE FRANCISCO Andrés, « Podemos : Democracia, eficacia y deriva ideológica », in *Rebelión*, 12 novembre 2014.

[666] IGLESIAS TURRIÓN Pablo, *Una nueva transición: materiales del año del cambio*. 2ª ed., Tres Cantos, Madrid, Akal, 2015.

[667] CORTINA-ORIOL Mercè, IBARRA Pedro, « Podemos: potencialidades, límites y retos de la opción populista », in *Anuario de Movimientos Sociales*, Fundación Betiko, 2014. Accès: [http://fundacionbetiko.org/portfolio/2014/] (Dernière consultation : 28/08/2022).

Si les partis traditionnels sont exposés à des risques engendrés par l'apparition éclair de nouveaux partis, Podemos est également susceptible de connaître des dérives, notamment liées à sa surexposition dans les médias et les débats publics comme l'indique Héloïse Nez : « Podemos a ainsi promu un symbole auquel pouvaient s'identifier différents publics, malgré les effets pervers en termes de personnalisation du pouvoir, d'hypermédiatisation du leader et de déséquilibres en interne.[668] ». L'ultra-visibilité de Pablo Iglesias tend vers un monopole de la direction du parti et une perte progressive de la confrontation des idées, si chère à Íñigo Errejón. À terme, les jeunes militants risquent de se sentir exclus d'un parti qui n'est plus en mesure de les représenter comme le mentionnent dans leur ouvrage Élisa Lewis et Romain Stiline : « À l'avenir, militants et dirigeants devront être vigilants à ne pas créer une nouvelle " élite " politique qui, de fait, deviendrait à son tour déconnectée des électeurs et citoyens »[669].

[668] NEZ Héloïse, « Des Indignés à Podemos…», *op. cit.*
[669] LEWIS Élisa, SLITINE, Romain, *Le coup d'État citoyen…, op. cit.*, p. 40.

Chapitre 5 - Militantisme et participation électorale du milieu étudiant : de la « kleptocratie » à la « memecratie[670] »

Depuis le début des années 1960, les universités espagnoles deviennent le théâtre de changements profonds de la société. L'accès aux études est accordé à un public plus varié et la Transition démocratique a permis une ouverture idéologique et intellectuelle propice aux échanges entre différents milieux sociaux et différents courants politiques au sein même des facultés[671]. D'autre part, ces dernières sont à l'origine de nombreux élans de contestation, en particulier pour lutter contre la précarisation de la jeunesse et des universités[672].

Les mouvements sociaux anti-austérité comme le 15-M sont portés par des initiatives émanant directement des campus, comme le collectif *Juventud sin Futuro*. Ces dernières ont redessiné le panorama politique espagnol, en donnant la possibilité à de nouvelles forces politiques d'entrer en scène et de prétendre à des élections d'ampleur nationale. Cette nouvelle dynamique est insufflée par le milieu étudiant, ce qui incite alors les partis politiques à reconsidérer la place que la jeunesse occupe dans leurs organisations et les campagnes électorales, dans le but de remobiliser une jeunesse désabusée par la classe politique. Les partis politiques doivent donc entreprendre une démarche de revalorisation de la jeunesse à la fois en redorant leurs blasons émoussés par la crise auprès des étudiants, mais aussi en les incitant à intégrer leurs *Juventudes*.

Dans le même temps, les différentes actualités en lien avec des problématiques sociétales (corruption, crise migratoire et motion de censure) vont intervenir dans la relance de ce dialogue entrepris auprès des jeunes. Par ailleurs, les périodes électorales intenses vont inciter les partis à « séduire » les primo-votants à travers des canaux de communication dont ces derniers sont les plus familiers (Twitter, Telegram, WhatsApp, Instagram, Facebook).

Dans ce chapitre, nous proposons d'effectuer une analyse de cet ensemble de paramètres et d'évaluer dans quelle mesure ces derniers ont influencé les comportements des jeunes

[670] Terme francisé de **«** memecracia **»,** emprunté à l'ouvrage de: RODRÍGUEZ Delia, *Memecracia: los virales que nos gobiernan*, Barcelone, Gestión 2000, 2013. Page 126, elle définit la « Memecracia » comme tel : « Es el sistema de información social, político y económico caracterizado por el aumento exponencial de la propagación de memes sucedido tras el rápido desarrollo de internet y la desaparición de los filtros de los medios de comunicación.»

[671] HERNÁNDEZ DÍAZ José María, « La Universidad en España, del Antiguo Régimen à la LRU (1983). Hitos y cuestiones destacadas », in *Aula*, n°9, 1997, p. 19-44.

[672] SOLER MASÓ Pere, COMAS ARNAU Domingo, « Los estudios sobre políticas de juventud en España », in *Revista de Estudios de Juventud: Los estudios sobre la juventud en España: Pasado, presente, futuro*, n°110, décembre 2015, p.173- 189.

étudiants lors des campagnes électorales et au moment de se rendre aux urnes. C'est pourquoi nous terminerons ce chapitre par un retour sur les résultats des différents scrutins de 2019 et la perception du système électoral par la jeunesse étudiante, grâce à des enquêtes de terrain effectuées dans les universités publiques en cette année électorale dense.

5.1. Un dialogue rompu entre étudiants et partis politiques ?

Depuis que la jeunesse étudiante espagnole s'est levée contre l'austérité à travers des collectifs et des mouvements sociaux d'ampleur nationale, comme *Juventud Sin Futuro* ou le mouvement du 15-M, les partis politiques saisissent l'enjeu de reconsidérer la place de ses jeunesses militantes et l'importance de « rajeunir » leurs images respectives[673]. Les *Juventudes* des partis traditionnels, PP et PSOE, ont soutenu les actions organisées dans les facultés en réaction aux politiques d'austérité et ont soutenu le mouvement du 15-M[674]. Ceci a contribué, d'une certaine manière, à la revalorisation des Jeunesses des partis politiques et à la reconsidération de la place de la jeunesse espagnole au sein de la société et de la vie politique. Après sa défaite aux élections européennes de 2014, Alfredo Pérez Rubalcaba, secrétaire général du parti, démissionne de ses fonctions. À la suite de primaires exceptionnelles, Pedro Sánchez, alors âgé de 42 ans, est élu à son poste. Le PP restant majoritaire, Mariano Rajoy reste à la tête de son parti et du Gouvernement. En 2015, l'image des partis politiques dans l'opinion publique est au plus mal[675]. Le succès rapide de Podemos et l'essor de Ciudadanos, portés principalement par un engouement d'une jeunesse à la recherche d'une alternative au bipartisme, va renforcer la nécessité de « rajeunir » l'image des partis traditionnels. Ce « lifting » politique va passer en premier lieu par une amélioration du dialogue entre la jeunesse et les partis, notamment à travers les Jeunesses militantes.

---

673 PAN-MONTOJO Nicolás, « Juventudes políticas, entre lo nuevo y lo de siempre », *El País*, 08 novembre 2018. Accès: [https://elpais.com/politica/2018/11/08/actualidad/1541696928_259267.html] (Dernière consultation: 11/07/2021).

674 EFE, « Los líderes de las juventudes de los partidos apoyan la mayoría de reivindicaciones del 15M », *20Minutos*, 28 août 2011. Accès: [https://www.20minutos.es/noticia/1143426/0/15-m/juventudes-partidos/conciencia-politica/?autoref=true] (Dernière consultation : 11/07/2021).

675 CIS, *Barómetro de diciembre 2015*. Accès: [http://www.cis.es/cis/opencm/ES/2_bancodatos/estudios/ver.jsp?estudio=14250] (Dernière consultation : 11/07/2021).

5.1.1. La jeunesse étudiante : un électorat à reconquérir par les partis politiques

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'abstention des jeunes n'est pas beaucoup plus importante que celle du reste de la population, et ce malgré les différentes crises traversées par le pays depuis le début des années 2010 (instabilité économique, politique et sociale) [676]. Le taux d'abstention chez les jeunes est assez variable et correspond souvent à la tendance nationale pour une élection donnée : si le scrutin mobilise un grand nombre d'électeurs, l'abstention des jeunes sera plus faible et *vice versa*[677]. De plus, d'après un sondage réalisé par Injuve en 2017, 59 % des jeunes interrogés pensent qu'il est important de toujours aller voter. Plus le niveau d'études des interrogés est élevé, plus cette prise de conscience est élevée[678]. Par ailleurs, l'intérêt des jeunes pour l'actualité politique n'a fait que croître depuis 2005. En effet, d'après ce même sondage, plus d'un tiers des jeunes interrogés sont intéressés ou très intéressés par la politique. Plus le niveau d'études des jeunes est élevé, plus cette part augmente. Ainsi, 56 % des jeunes suivant un parcours universitaire ou ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur se déclarent très intéressés par la politique[679] .

Néanmoins, bien que l'intérêt de la jeunesse pour la politique soit élevé, une forme de ressentiment persiste au sein de la jeunesse espagnole vis-à-vis de la classe politique. Comme l'indique un article du politologue Alejandro Espí Hernández :

> En 2016 se registran los porcentajes de interés por la política más elevados de toda la serie histórica entre los jóvenes. No obstante, la desconfianza (48%) seguida de la irritación (17%), son los sentimientos mayoritarios que despierta la política entre la juventud española[680].

L'image d'une classe politique corrompue et désintéressée de la jeunesse espagnole est très ancrée dans l'imaginaire collectif des étudiants[681]. Le fameux slogan du 15-M « Ils ne nous représentent pas » reste en toile de fond, malgré la diversification du choix politique opérée dans le pays depuis les élections de 2014 et 2015. Ceci s'explique par le regard critique de la

[676] FRANCÉS GARCÍA Francisco José et SANTACREU FERNÁNDEZ Oscar Antonio, « Crisis política y juventud en España: el declive del bipartidismo electoral », in *Società Mutamento Politica*, n° 10/5, 2014, p. 107-128.
[677] MATEOS Araceli, MORAL Félix, *El comportamiento electoral de los jóvenes españoles*, Madrid, Injuve, 2006, p. 15.
[678] OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Jóvenes, Participación y cultura política - Sondeo de opinión*, Madrid, Injuve, 2017, p.36-38.
[679] *Ibid.*, p. 9.
[680] ESPÍ HERNÁNDEZ Alejandro, « Protagonistas del cambio: identidades políticas y participación electoral de los jóvenes en España, 1982-2016 », in *Acciones e Investigaciones Sociales*, n° 40, 2019, p. 193-217, p. 200.
[681] MUÑOZ Alberto, « Casi la mitad de los jóvenes desconfía de la "política tradicional" », *El Mundo*, 9 avril 2015. Accès: [http://www.elmundo.es/espana/2015/04/09/552562f1268e3e49738b4574.html]

jeunesse à l'égard des politiques menées à la suite de la crise économique et des nombreux cas de corruption révélés en pleine austérité.

Par ailleurs, l'influence des conversations familiales sur la politique pendant leur enfance et leur adolescence peuvent avoir joué un rôle dans leur vision de la politique et dans leur volonté de s'impliquer davantage. En 2017, sept jeunes réalisant un cursus dans l'enseignement supérieur sur dix se souviennent avoir suivi des conversations sur la politique et/ou participé à des discussions autour de la politique avec leurs parents[682]. Le manque de confiance à l'égard des représentants des partis politiques est très élevé : en 2017, 77% des jeunes déclarent se méfier des partis politiques et 66% du Congreso de Diputados[683].

Pour résumer, plus les jeunes ont perdu confiance et se sont détachés des partis politiques, plus leur intérêt pour suivre l'actualité et « faire de la politique » s'est accru. Ceci explique un engouement certain des jeunes pour participer à d'autres activités sociales et politiques que le vote ou l'affiliation à un parti[684]. Si le stéréotype d'une classe politique hermétique aux préoccupations de la jeunesse et corrompue est encore très présent dans les consciences des jeunes électeurs, ces derniers sont eux aussi victimes de clichés liés à la jeunesse, ce qui peut parfois porter atteinte à l'expression et à la prise en compte de leurs idées par leurs « aînés ».

Bruce G. Link et Jo C. Phelan, deux chercheurs en sociologie et en épidémiologie, ont élaboré un schéma de la stigmatisation d'un groupe d'individus[685]. Celui-ci est tout d'abord signalé par l'ensemble de la société, à travers une série de caractéristiques qui le distingue de la masse. Ce phénomène donne lieu à la construction d'un stéréotype profondément ancré dans l'imaginaire collectif. Les clichés émanant de cette conception stéréotypée entrainent une séparation du groupe stigmatisé pour enfin le priver de pouvoir et le discriminer. Ce mécanisme précédemment décrit peut expliquer le manque de considération ressenti par les étudiants. Étiquetés comme « jeunes inexpérimentés », ils sont souvent les victimes du cliché de « l'éternel adolescent rebelle[686]», trop immature pour s'intéresser et réfléchir à des questions politiques ou d'intérêt général et pas assez indépendants matériellement et

[682] OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Jóvenes, Participación…, op. cit.,*, p.12.
[683] *Ibid.*, p. 23.
[684] GONZÁLEZ Juan Jesús, CAÍNZOS Miguel, « Ciclos políticos y comportamiento electoral de jóvenes y mayores en España, 1979-2011 », in *Panorama Social*, n°15, Premier semestre 2012, p. 165-179.
[685] LINK Bruce, PHELAN Jo, « Conceptualizing stigma », in *Annual Review of Sociology*, n° 27, 2001, p. 363-385.
[686] GONZÁLEZ-ANLEO Juan María, « Rebeldía juvenil ¿realidad o mito? », in *Temas Sociológicos*, n°16, 2012, p. 91-116.

financièrement de leurs parents[687] pour avoir « voix au chapitre ». Comme le souligne Jaime lorsque nous abordons la question des relations entre la jeunesse et les partis politiques :

> Es verdad que, a nosotros, a los más jóvenes se nos deja un poco de lado como… "cuando seas padre comerás dos huevos". O sea, ya te tocará en tu momento de decidir sobre ti. Y no se dan cuenta de que las decisiones que se están tomando ahora, también nos afectan a nosotros[688].

De par cette vision stéréotypée, ancrée dans la société et entretenue par les médias et la publicité[689], ils ne sont que très rarement pris au sérieux lorsque ceux-ci dénoncent des faits ou font des propositions. Or, comme le mentionne Lucía :

> Creo que muchas veces se infravalora a los jóvenes por decir "es que ellos no tienen experiencia, es que no saben de tal, es que no saben de cual"... Y probablemente no tenemos la experiencia que puede tener una persona de 40 años, y no tenemos unos conocimientos que nos faltan todavía por adquirir, pero eso no quiere decir que no tengamos una visión sobre las cosas. Y una visión de las cosas que, en muchos casos, tiene menos prejuicios, porque al haber vivido menos, tienes menos prejuicios. La sociedad juzga de una manera muy mala el ser joven y el no tener experiencia, los partidos también, y creo que es un error[690] .

Cette séparation de la jeunesse étudiante de la vie politique « décisionnaire » par le reste de la société provoque une forme d'hermétisation du dialogue entre les partis politiques et le milieu étudiant, ce qui a des répercussions dans des activités intrinsèquement liées aux partis et ralentit la mise en place de changements attendus par la jeunesse. Bien que les étudiants que nous avons interrogés gardent une certaine distance à l'égard des discours politiques et des promesses électorales, la frustration occasionnée par le « plafond de verre », à la fois politique, social et professionnel, ne les empêche pas de s'impliquer dans des activités militantes et associatives. Tout ceci tend au contraire à stimuler leur envie de « changer les choses ». Comme l'explique Manuel Castells: «[l]os ciudadanos, recelosos de las instituciones políticas pero empeñados en afirmar sus derechos, buscan la forma de movilizarse en sus propios términos dentro y fuera del sistema político»[691]. Le dialogue entre la jeunesse étudiante et la classe politique semble connaître des « interférences », notamment en raison d'une remise en question constante de la légitimité des représentants politique par une part de plus en plus importante des étudiants. Davantage intéressés par la politique mais de plus en plus méfiants à l'égard de la « bonne foi » de la classe politique, ces derniers peuvent

---

687 FRASER, Nancy et GORDON, Linda, « A genealogy of Dependency », in *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 19, n°2, 1994, p. 317.
688 Entretien avec Jaime, *op. cit*.
689 CHAVARRO, Palacios, ARLEY, Janneth, « Jóvenes y publicidad: estereotipos, prejuicios, invisibilización y adultocentrismo », in *Revista Luciérnaga-Comunicación*, Vol.9, n°17, 2017, p. 1-11.
690 Entretien avec Lucía, *op. cit*.
691 CASTELLS Manuel, *op. cit*, p.388-389.

néanmoins choisir de militer dans un parti politique, en espérant pouvoir apporter leur contribution et faire que la jeunesse soit entendue dans les institutions.

5.1.2. Juventudes et partis politiques : des interactions encore limitées entre jeunesse militante et cadres de partis ?

L'ensemble des partis politiques cherche à maintenir un certain contact avec la jeunesse afin d'éviter que celle-ci ne se démobilise, notamment à l'approche des élections[692]. Chaque parti espagnol possède un organe de Jeunesse politique, permettant d'intégrer davantage la jeunesse à ses activités : *Juventudes Socialistas de España* (JSE) pour le PSOE, *Nuevas Generaciones* (NNGG) pour le PP, *Jóvenes Ciudadanos* pour Ciudadanos, et *Rebeldía* pour Podemos. Les *Juventudes* ont globalement les mêmes fonctions dans l'ensemble des partis : initier les plus jeunes aux idées et aux activités du parti politique « central », les encourager à participer aux campagnes électorales, diffuser les idées du parti, élaborer des propositions dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau programme politique, etc.

Le nombre global d'adhérents pour chaque parti reste très difficile à quantifier car les chiffres communiqués, souvent lors de déclarations à la presse, combinent à la fois le nombre d'adhérents, qui paient une cotisation annuelle, et celui des sympathisants, qui suivent les activités du parti à échelle locale et/ou nationale, consacrent tout ou partie de leur temps libre à participer aux campagnes et à assister aux meetings, sans pouvoir voter lors des consultations des militants[693]. Dans le cas de Podemos par exemple, l'absence de cotisation pour les « inscrits », quelle que soit leur implication, renforce la confusion des chiffres entre simples « suiveurs » et militants actifs au sein du parti[694].

Concernant les jeunesses des partis politiques, trouver des données chiffrées est impossible car il n'existe aucun document permettant de connaitre le nombre d'affiliés, indépendamment

---

[692] GARCÍA Xavier, GRACIA Elisa *et al*., « Juventud y movilización », in *Nuestra bandera: revista de debate político*, n°234, 2016, p. 70-74.

[693] Voir les articles de CARRASCO Lupe, « ¿Cuántos afiliados reales tienen los partidos? », *VozPópuli*, 26 juin 2018. Accès: [https://www.vozpopuli.com/espana/politica/afiliados-reales-partidos-politicos-pp-primarias_0_1147386381.html] et de REDACCIÓN COPE, « ¿Cuántos afiliados tiene cada partido político en España? », COPE, 27 juin 2018. Accès: [https://www.cope.es/actualidad/espana/noticias/cuantos-afiliados-tiene-cada-partido-politico-espana-20180627_232217] (Dernières consultations : 27/07/2021).

[694] Actualisation : depuis septembre 2020, Podemos a mis en place une cotisation symbolique de 3 € pour toute personne souhaitant adhérer au parti et participer activement à ses activités. Voir TOLOSA Lucía, « Los afiliados de Podemos pagan desde hoy una cuota de tres euros », *El País*, 14 septembre 2020. Accès : [https://elpais.com/espana/2020-09-14/podemos-inicia-la-reconversion-de-sus-circulos-para-afianzar-los-cimientos-del-partido.html] (Dernière consultation: 27/07/2021).

de la « structure-mère » du parti. De plus, nous avons contacté à plusieurs reprises les différentes jeunesses des partis politiques, mais aucune n'a répondu à notre demande ou n'a souhaité communiquer des chiffres précis sur les adhérents aux Jeunesses militantes. Un article de l'*Independiente* estime cependant à 9000 le nombre d'adhérents aux JSE en 2019[695]. En 2018, NNGG comptait 33.532 adhérents[696] et d'après les déclarations d'Eduardo Carazo, dans un article d'*Europa Press* en 2021, les jeunesses du PP en compterait environ 35.000[697]. Pour Podemos et Ciudadanos, aucune donnée ne permet d'estimer le nombre précis d'adhérents à l'échelle de leurs organismes de jeunesses militantes, car les chiffres disponibles incluent l'ensemble des bases militantes, jeunesses et autres adhérents confondus.

Même s'il n'est pas possible d'évaluer le nombre de jeunes adhérents pour chaque parti, une étude réalisée par le Centre Reina Sofía et Fundación de Ayuda contra la Drogadicción (FAD) montre que, bien que les jeunes entre 18 et 29 ans soient toujours méfiants à l'égard des partis politiques, le pourcentage de jeunes adhérents à un parti a augmenté entre 2015 et 2016, en passant de 4,8% à 7%[698]. Le panel de cette étude quantitative est varié et représente différentes catégories de la jeunesse Espagnole (actifs, étudiants, chômeurs, etc.).

Toutefois, quel que soit le parti auquel ils adhèrent, les militants des Jeunesses sont majoritairement des étudiants, qui consacrent tout ou partie de leur temps libre aux activités de l'organisation juvénile et à celles du parti politique correspondant[699]. Ceci s'explique notamment par le constat fait précédemment : plus un jeune a un niveau d'études élevé, plus celui-ci s'intéresse à la vie politique de son pays. Comme le confirme une étude réalisée en 2017 :

---

[695] EL INDEPENDIENTE, « Más de 178.000 militantes del PSOE, llamados a avalar la coalición con Podemos » *El Independiente*, 23 novembre 2019. Accès: [https://www.elindependiente.com/politica/2019/11/23/mas-de-178-000-militantes-del-psoe-llamados-a-avalar-la-coalicion-con-podemos/] (Dernière consultation : 27/07/2021).
[696] MATEO Juan José, « Los jóvenes del PP se desentienden del futuro del partido », *El País*, 03 juillet 2018. Accès: [https://elpais.com/politica/2018/07/02/actualidad/1530548078_199440.html] (Dernière consultation: 27/07/2021).
[697] EUROPA PRESS, « NNGG del PP celebra este fin de semana su congreso buscando llegar a más jóvenes tras más de 600 afiliados en un mes », *Europa Press*, 09 avril 2021. Accès : [https://www.europapress.es/nacional/noticia-nngg-pp-celebra-fin-semana-congreso-buscando-llegar-mas-jovenes-mas-600-afiliados-mes-20210409140431.html] (Dernière consultation : 27/07/2021).
[698] AGUIRRE-SÁNCHEZ Estela, BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos *et al.*, *Protagonistas y espectadores. Una mirada longitudinal sobre la juventud española*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud y FAD, 2019, p.82.
[699] MIRA Nieves, « Son jóvenes, estudian y dedican su tiempo libre... a los partidos políticos », *ABC*, 10 novembre 2015. Accès: [https://www.abc.es/espana/abci-jovenes-estudian-y-dedican-tiempo-libre-partidos-politicos-201511082047_noticia.html] (Dernière consultation : 27/07/2021).

> A pesar de que el nivel formativo de la sociedad española ha experimentado un alza gracias a las políticas educativas, las diferencias entre los militantes y la población joven en general persisten entre ambos grupos, tal y como apunta la literatura. El nivel de estudios, por tanto, constituye un elemento diferenciador entre los jóvenes militantes y la juventud española en su conjunto, sobre todo a tenor de la proporción de estudios universitarios completados[700].

Si nous centrons notre étude sur cette seule partie de la jeunesse, il est donc logique que le pourcentage d'étudiants affiliés à un parti politique soit plus élevé, même si l'adhésion aux jeunesses d'un parti reste minoritaire parmi les jeunes Espagnols.

Dans le cadre de notre travail de terrain, sur les 39 individus interrogés, 54% se déclarent non adhérents. Les raisons principales de ce choix peuvent être liées à leur indécision quant à leur positionnement politique, car comme le mentionne Julia, une étudiante madrilène de 18 ans :

> Al llevar unos meses siendo mayor de edad, tampoco creo que haya visto lo suficiente como para tener tan claro una idea[701].

Ce choix peut également être lié à leur volonté de rester indépendants de toute formation politique, comme Jesús, également originaire de Madrid :

> A mí me han criado en lo de "no, en partidos no te metas nunca", porque meterse un partido es estar trabajando como un burro[702].

D'autre part, 13% se déclarent comme sympathisants mais ne sont pas affiliés à un parti politique. Ce dernier chiffre est occasionné par l'apparition d'une nouvelle forme de participation aux activités d'un parti, initiée par Podemos, puis reprise plus tard par Más País et en partie par Vox. En s'inscrivant librement et sans payer de cotisation, sur simple envoi d'un questionnaire d'informations rempli et de la copie d'une pièce d'identité, chaque individu peut « choisir » son degré d'implication, de la simple réception d'une *Newsletter* à une activité militante plus « traditionnelle » (distribution de tracts, aide à la tenue de scrutins, etc.). Comme le mentionne Laura B.:

> No es afiliado como tal, y además yo creo que es una cosa que es muy apetecible, sobre todo para los jóvenes, porque no te vinculas de ninguna forma[703].

---

[700] ALARCÓN GONZÁLEZ Francisco, « El perfil de los miembros de las organizaciones juveniles de los partidos políticos españoles », in *Revista Española De Ciencia Política*, n°45, 2017, p. 175-201.

[701] Entretien avec Julia, 18 ans, étudiante en 1ère année de double *Grado universitario* en Économie et Études Internationales, réalisé le 03/05/2019.

[702] Entretien avec Jesús, 19 ans, étudiant en 2ème année de double *Grado universitario* en Philosophie Politique et Économie, à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association universitaire *UAMIMUN*, réalisé le 22/11/2019.

[703] Entretien avec Laura B., *op. cit.*

Cette manière de militer sans engagement et « à la carte » séduit un grand nombre de jeunes Espagnols, ce qui explique notamment que Podemos cumule 500.000 « inscrits » en 2018 et soit le parti dont la moyenne d'âge des militants est la plus jeune. À l'instar d'Álvaro, de nombreux étudiants ont fait le choix de s'inscrire sur le site de Podemos en raison de cette liberté dans le choix de participer ou non aux actions du parti :

> En Podemos, no hay afiliados como tal. Somos inscritos, personas que hemos registrado en la página web, en la que he dado mi correo electrónico, mi DNI... Y sí que es verdad que en las votaciones que hay, yo sí que participo. Pero cuando me inscribí, que hace como 2 años, al principio no participaba y últimamente pues sí que... Es una forma de participación cómoda al final, estar en mi casa, me lleva como 5 o 10 minutos mirar lo que haya que votar, darle y ya está. Y también no hay que pagar ninguna cuota por estar en inscrito a Podemos, y, de hecho, tú puedes participar en un círculo de Podemos, por ejemplo, el círculo de Podemos en Getafe. Si me apetece meterme allí y ayudarles a lo que hagan, ellos no me van a pedir que esté inscrito en la página web, no es necesario[704].

Enfin, 33% des étudiants interrogés sont adhérents à un parti politique. Cette forme d'engagement permet à une grande partie d'entre eux de participer plus activement à la politique de leur pays et, pour certains, d'intégrer la « structure-mère » du parti et de faire carrière au sein de celui-ci. Sabrin fait partie des Juventudes Socialistas de España depuis presque dix ans. À mesure qu'elle a acquis de l'expérience au sein des jeunesse militantes, celle-ci s'est vu offrir une première opportunité d'intégrer une liste électorale :

> Yo me metí en Juventudes Socialistas y si no recuerdo mal, fue mi regalo de cumpleaños a los 14 o 15 años, porque yo iba a las manifestaciones, iba con ellos porque eran los únicos del pueblo que iban, y yo decía "me quiero apuntar con vosotros, pero no tengo la edad". Y a raíz de ahí pues he estado colaborando, sobre todo, a mí la política me atrajo en el pueblo. En pueblos pequeños, se hace política desde dentro, se hacen cosas desde dentro. Y luego ya, este año en concreto, para abril, me afilié al Partido Socialista directamente. Entonces ya no solo Juventudes, que te puedes quedar hasta los 30 años, sino también el Partido Socialista. A raíz de ahí he estado en las listas electorales del pueblo, como para salir como concejala, y en las elecciones de mayo, estuve en la lista electoral del Parlamento europeo, como la 38. No iba a salir tampoco, pero no deja de ser una oportunidad que te acaban ofreciendo, que reconocen tu trabajo[705].

La plupart des partis politiques font des efforts pour présenter davantage de jeunes candidats. Depuis les élections législatives de 2016, de plus jeunes « recrues » sont mises sur le devant de la scène politique par le PP et le PSOE pour aller au-devant de la population et attirer de jeunes électeurs[706]. Avec l'entrée de nouvelles forces politiques au Congreso de Diputados, le PP et le PSOE ont respectivement un rival sollicité par la jeunesse, d'où l'intérêt pour les

[704] Entretien avec Álvaro, *op. cit.*
[705] Entretien avec Sabrin, *op. cit.*
[706] JUNQUERA Natalia, « Así son los "cachorros" del PP y del PSOE », *El País*, 11 décembre 2015. Accès: [https://elpais.com/politica/2015/12/10/actualidad/1449779829_732035.html] (Dernière consultation: 11/07/2021).

partis traditionnels de consolider une image positive auprès des étudiants et des primo-votants et d'adapter leurs stratégies de communications à celles des nouveaux partis[707]. Le caractère « post-mouvement social » de Podemos séduit les Espagnols lassés d'une forme de « stagnation » de la gauche et Ciudadanos attire les électeurs moins « conservateurs » du PP, en proposant une formule politique dynamique qui « surfe » sur « la vague Podemos » en termes d'organisation. Hormis leurs orientations politiques complètement différentes, ces deux partis utilisent des éléments de langage similaires (« peuple », « citoyenneté », « nous », « eux »), se réclament de la souveraineté des citoyens et se veulent être l'incarnation de leurs préoccupations en défendant leurs intérêts dans les institutions[708].

Avec, d'une part, la nécessité des partis traditionnels de trouver de « nouveaux visages » permettant de les détacher de leur image de bipartisme en désuétude et d'autre part la volonté des nouveaux partis de faire valoir leur image « d'incarnation » des préoccupations de la jeunesse, les *Juventudes* apparaitraient alors comme un tremplin à l'accession des jeunes aux instances de pouvoir[709]. Cependant, nous constatons que plus l'enjeu politique est élevé, moins les très jeunes candidats sont présents sur les listes et dans les instances de pouvoir[710]. Ce sont souvent des scrutins locaux qui laissent véritablement une place à la jeunesse, à l'instar des élections municipales, où certaines communes avec peu d'habitants sont administrées par des maires à peine majeurs[711].

Les mairies ont été les premières administrations à être les témoins d'une plus grande occupation de l'espace public et des administrations par les jeunes. En effet, entre les élections de 2011 et celles de 2015, l'âge moyen des maires a baissé de 10 ans dans les 400 plus grandes communes d'Espagne[712]. Par ailleurs, la politique à plus petite échelle et de

[707] MARTÍNEZ Javier Eloy, TÉLLEZ INFANTES Anastasia, RAMOS LAHIGUERA Carlos Manuel, « Imagen, cuerpo y comunicación en los partidos políticos españoles », in *Methaodos. Revista de Ciencias Sociales*, n° 6/2, 2018, p. 190-209.
[708] JÍMENEZ YÁÑEZ Ricardo-María, « Cómo construyen la imagen de "pueblo" los partidos Ciudadanos y Podemos », in *Actas do XIII Congreso Internacional de Lingüística Xeral*, Vigo, 2018, p. 497-504.
[709] ALARCÓN GONZÁLEZ Francisco, « El perfil de los miembros de las organizaciones juveniles…», *op. cit.*
[710] MARCOS David, LARRAZ, Irene, « Radiografía del Congreso: así son las generaciones que lo componen », *Newtral.es*, 11 janvier 2021. Accès: [https://www.newtral.es/generaciones-congreso-diputados-edad/20210111/] (Dernière consultation : 27/07/2021).
[711] Voir par exemple les articles suivants sur les deux plus jeunes maires d'Espagne : CEBRIÁN Mariano, « El alcalde más joven de España gobernará un pueblo de Guadalajara con 22 habitantes », *ABC*, 10 juin 2019. Accès : [https://www.abc.es/espana/castilla-la-mancha/abci-alcalde-mas-joven-espana-gobernara-pueblo-22-habitantes-guadalajara-201906092036_noticia.html] et REDACCIÓN RADIO ZAMORA, « Juan del Canto, el alcalde más joven de España », *Cadena Ser*, 28 mai 2019. Accès: [https://cadenaser.com/emisora/2019/05/28/radio_zamora/1559029197_469807.html] (Dernières consultations : 27/07/2021).
[712] ESCUELA DE PERIODISMO UAM, « La mayoría de los nuevos alcaldes son 10 años más jóvenes que los de

proximité semble attirer davantage les plus jeunes candidats car ils se présentent bien souvent dans une commune qui les a vus grandir et sont donc facilement reconnaissables par les électeurs au moment des élections.

Néanmoins, l'activité de maire dans une petite ville ou un village dans une zone rurale a bien moins d'avantages que celle de maire de plus grandes communes. La visibilité de ces jeunes élus de province est inférieure à celle de leurs homologues de grandes métropoles : plus la localité est petite, moins leur salaire est élevé[713]. L'administration de petites communes tient donc plus de la volonté de « servir les gens » que de nourrir une ambition de carrière politique à titre professionnel. Comme l'explique Jaime, membre de *Nuevas Generaciones* et candidat aux élections municipales de son village au moment où nous l'avons interrogé :

> Me presento como candidato en mi pueblo este año, como número dos, no como número uno. ¡Pero bueno que ya es demasiado! La verdad es que han sido muchas dudas, pero al final, merece dar el paso. Es más por eso que por otra cosa, porque los alcaldes de pequeños pueblos y concejales no cobramos. Entonces es trabajar por "amor al arte", pero porque realmente, si tienes una implicación política en algo, quieres llevar a cabo tus ideas para mejorar la vida de la gente, si eres alcalde de un pueblo pequeño en que no te pagan nada, es porque realmente te sientes implicado con tus ciudadanos[714].

Grâce à la diversification du nombre de partis et des formes de militer, la politique apparait comme plus accessible aux étudiants et primo-votants. Elle semble s'adapter à leurs envies, qu'ils souhaitent simplement suivre et soutenir les activités d'un parti de manière informelle – dans ce cas, le système d'inscription des « nouveaux partis » semble le plus adéquat– ou militer plus activement en s'insérant dans un organe du parti permettant de les intégrer progressivement, pour éventuellement devenir de futurs candidats aux élections.

Les partis politiques ont saisi l'enjeu de convaincre les jeunes électeurs de s'inclure dans la dynamique politique du pays et de les faire adhérer à leurs idées, mais la méfiance des jeunes à l'égard des partis politiques semble perdurer[715] et le « plafond de verre » pour passer de la base militante à un rôle conséquent dans un parti est encore bien réel. Par ailleurs,

---

2011», *El País*, 03 juillet 2015. Accès: [https://elpais.com/elpais/2015/06/27/masterdeperiodismo/1435418967_475192.html] (Dernière consultation: 28/07/2021).

[713] Voir par exemple le document sur les rémunérations perçues par les maires d'Espagne en 2018 : MINISTERIO DE POLÍTICA TERRITORIAL Y FUNCIÓN PÚBLICA, « Percepciones (retribuciones y asistencias) de alcaldes », in *Información Salarial de Puestos de la Administración (ISPA)*, 2019. Accès: [https://www.mptfp.gob.es/dam/es/portal/funcionpublica/funcion-publica/ispa/Ispa_2019/retrib_2018/alcaldes_con_retribuciones.pdf] (Dernière consultation: 28/07/2021).

[714] Entretien avec Jaime, *op. cit*.

[715] AVILÉS POZO Alicia, « ¿Por qué rompen los jóvenes con la política? Claves de una dilatada crisis de confianza », *FAD*, 08 novembre 2017. Accès: [https://www.fad.es/planetajoven/por-que-rompen-los-jovenes-con-la-politica-claves-de-una-dilatada-crisis-de-confianza/] (Dernière consultation : 28/07/2021).

l'entrée de ces jeunes dans la « vie électorale active » coïncide avec une période d'actualités particulièrement dense et capitale dans la consolidation de l'identité politique de ces étudiants.

5.2. Des primo-votants en plein cœur d'une actualité politique et sociale dense

Bien que « faire carrière » en politique fasse de moins en moins rêver les étudiants, en raison notamment de la crise de représentation dont ils ont été les témoins au cours de leur adolescence, les jeunes des générations Y et Z ne sont pas moins mobilisés au moment de voter. Électeurs de plus en plus formés, critiques et encore méfiants à l'égard des partis politiques, ils sont, malgré tout, intéressés par les actualités politiques et sociétales. Depuis le début des années 2010, celles-ci sont très denses. Les nombreux cas de corruption révélés vont devenir l'élément déclencheur d'une forme de « sentinelle » populaire, qui semble renforcer la pression de la citoyenneté sur les institutions pour conduire à l'exemplarité de leurs représentants.

Un enchaînement de transformations et une succession de faits dans la vie politique et sociale du pays en 2018 va particulièrement venir intensifier les enjeux de l'actualité sur l'opinion des étudiants à l'égard de la classe politique. Le lien étroit entre partis politiques et faits d'actualité n'est pas nouveau, mais il tend à prendre de plus en plus d'ampleur, notamment dans un contexte de constante tension entre les différentes forces politiques, à la fois sur un axe gauche/droite mais également parti traditionnel/nouveau parti.

5.2.1. L'affaire des masters de la Rey Juan Carlos : une université publique au cœur d'un scandale politique

En 2018, l'Université Rey Juan Carlos est le théâtre d'un nouveau scandale, mêlant à la fois trafic d'influence politique et enseignement supérieur. Carolina Cifuentes, encore présidente de la Communauté de Madrid au moment des faits, est accusée d'avoir fait falsifier son travail de fin de Master afin d'obtenir son diplôme. Enrique Álvarez Conde, alors directeur de l'Institut de Droit Public, prétend avoir été l'objet de pressions de la part de Javier Ramos, recteur de l'Université Rey Juan Carlos, pour satisfaire la demande de Carolina Cifuentes. À la suite de ses déclarations, une enquête est ouverte. Le « Caso Máster » est révélé au grand jour par la presse espagnole et entraîne dans son sillage la réputation de toute

une université. La crédibilité des diplômes des anciens étudiants est remise en question, tout comme le travail des enseignants de l'Université Rey Juan Carlos et celui de ses étudiants. En réaction à cela, une grève étudiante est organisée devant la faculté de Vicálvaro, où les étudiants exigent la démission de Carolina Cifuentes en tant que Présidente de la Région de Madrid[716].

Pour la première fois, la remise en cause de l'honnêteté d'une personnalité politique non seulement ternit un peu plus l'image d'un parti déjà touché par la corruption[717], mais éclabousse également une université publique, heurtant de plein fouet l'image de cette dernière et celle de ses étudiants. Par ailleurs, le cas de Carolina Cifuentes vient ouvrir la « boîte de Pandore » et met en évidence les autres scandales de l'Université Rey Juan Carlos, notamment les cas de plagiat en 2016 de l'ex-recteur : Fernando Suárez. Élu à sa suite, Javier Ramos est lui-même soupçonné d'être lié à la trame du « Caso Máster » deux années plus tard. Par ailleurs, la légitimité académique de certains professeurs de la Rey Juan Carlos est remise en cause, notamment en raison de leurs liens avec des cadres du PP ou de leurs convictions (soupçons d'homophobie, ultra-catholicisme, etc.). Cette série de scandales a contraint l'Université Rey Juan Carlos d'adapter sa communication et de rassurer ses étudiants[718]. Malgré cela, de nombreux jeunes sont en colère et se retrouvent désemparés face à une crise qui remet en question tout le travail fourni au cours de leurs études.

À la suite de cette « crise de réputation », le nombre d'inscriptions a baissé et les étudiants de cette université sont l'objet de moqueries par l'opinion publique. L'Université Rey Juan Carlos est rebaptisée l'Université du PP, et est directement associée aux affaires de corruption de ce parti[719]. Sabrin, jeune diplômée de la Rey Juan Carlos, témoigne de l'impact durable que cette affaire laisse dans la mémoire des étudiants et, à terme, de certains recruteurs :

---

[716] FERNÁNDEZ Juan José, « Los estudiantes de la Universidad Rey Juan Carlos protestan contra Cifuentes », *ElPeriódico.com*, 09 avril 2018. Accès: [https://www.elperiodico.com/es/politica/20180409/estudiantes-universidad-rey-juan-carlos-protestan-cifuentes-6745267] (Dernière consultation : 10/07/2021).

[717] DOMINGO Marta, « El futuro del PP de Madrid, pendiente del Trabajo Final de Máster que Cifuentes no muestra », *ABC*, 3 avril 2018. Accès: [http://www.abc.es/espana/madrid/abci-futuro-pp-madrid-pendiente-trabajo-final-master-cifuentes-no-muestra-201804032146_noticia.html] (Dernière consultation : 10/07/2021).

[718] VÁZQUEZ-SANDE Pablo, GARCÍA-ABAD Lito, PINEDA MARTÍNEZ Paula, « Comunicación interna y crisis reputacional. El caso de la Universidad Rey Juan Carlos », in *Revista Latina de Comunicación Social*, n° 74/14, 2019, p. 1748-1760.

[719] LÓPEZ Celeste, « La URJC, espejo del Madrid del PP », *La Vanguardia*, 23 septembre 2018. Accès: [https://www.lavanguardia.com/politica/20180923/451975402680/universidad-rey-juan-carlos-madrid-pp-masters-corrupcion.html] (Dernière consultation: 10/07/2021).

> Yo elegí la Rey Juan Carlos por las asignaturas que tenía y no por la nota. Conozco a personas, que durante entrevistas de trabajo les han dicho "¿Usted es de la Rey Juan Carlos?". Es algo muy brusco porque la reputación es nuestra y a nosotros no nos han regalado nada. Entonces fue muy duro. Ya no es solo que vayas a una pública, porque aquí las privadas tienen muchos más convenios con grandes empresas, que además vienes de la pública y vienes de la mala. Duele mucho[720].

Bien que Carolina Cifuentes ait été acquittée en 2021, faute de preuves suffisantes[721], l'Université Rey Juan Carlos et ses étudiants font toujours les frais de cette affaire, qui continue encore aujourd'hui de remettre en question leur bonne foi et la régularité des conditions d'obtention de leurs diplômes aux yeux de la société[722]. Par ailleurs, ceci contribue à renforcer l'image négative du PP à l'égard des jeunes Espagnols, déjà entachée par les scandales de corruption révélés au début des années 2010, en pleine période de récession économique. L'année 2018 connaîtra d'ailleurs l'issue des premiers procès de l'un des cas les plus importants de corruption au sein du PP.

5.2.2. Le procès Gürtel en 2018 : la résurgence de la corruption de la classe politique dans le débat public

Les femmes et les hommes politiques sont bien souvent perçus comme des individus puissants et défiant les lois sans pour autant être sanctionnés[723]. Même si elle n'est pas un phénomène nouveau[724], la corruption est devenue, depuis la découverte de cas importants au sein du PP et du PSOE dans les années 2010, un élément marquant dans l'opinion publique à l'égard de la classe politique et l'une des préoccupations majeures de la population[725]. Comme le mentionne en 2015 Manuel Villoria dans un article des *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* :

> La emergencia de multitud de escándalos de corrupción y la correspondiente preocupación por este fenómeno, medida esencialmente a través de encuestas de percepción y de victimización, se ha sumado a la presión hacia la desconfianza institucional existente en España, derivada de la crisis económica y de

[720] Entretien avec Sabrin, *op. cit.*
[721] GÁLVEZ Juan, « El tribunal absuelve a Cifuentes en el "caso máster", pero condena a tres años de cárcel a la asesora de la Comunidad », *El País*, 15 février 2021. Accès: [https://elpais.com/espana/2021-02-15/el-tribunal-absuelve-a-cifuentes-en-el-caso-master.html] (Dernière consultation: 10/07/2021).
[722] GALAUP Laura, « Los alumnos de la Universidad Rey Juan Carlos combaten todavía el estigma del caso Máster », *ElDiario.es*, 16 janvier 2021. Accès: [https://www.eldiario.es/madrid/alumnos-urjc-continuan-combatiendo-estigma-caso-master_1_6775064.html] (Dernière consultation: 10/07/2021).
[723] MARTÍNEZ Félix, OLIVERES Jordi, *op. cit.*
[724] Sur la question, voir notamment l'ouvrage de NIETO Alejandro, *Corrupción en la España democrática*, Barcelone, Ariel, 2004.
[725] MOYA DÍAZ Emilio, PAILLAMA RAIMÁN Daniel, « Clientelismo y corrupción en contextos de baja estatalidad, una relación mutualista », in *Revista de Sociología e Política*, n° 64/25, p.73-98, 2017.

> la sensación de falta de respuesta por parte de los poderes públicos a las demandas de los españoles/as[726].

En mai 2018, la tenue du procès de l'affaire Gürtel, à l'issue de longues années d'enquête, vient raviver la rancœur populaire à l'égard de la classe politique[727] et renforcer son image d'organe de la société gangréné par la corruption et déconnecté de la réalité de la population. Pour rappel, cette affaire est l'une des plus importantes trames de corruption et de trafic d'influence découvertes ces dernières années. À l'issue de ce procès, 29 personnes sont condamnées à des peines de prison (dont la peine maximale est de 51 ans pour Francisco Correa) et des amendes (de 27.857€ pour Ana Mato, ex-ministre de la Santé, à 44 millions d'euros pour Luis Bárcenas, en passant par 245.000€ pour le Parti Populaire), pour corruption, malversation de fonds publics, falsification de documents commerciaux, association frauduleuse, blanchiment de capitaux, fraude fiscale et trafic d'influence[728]. Ce procès n'est que la partie émergée de l'iceberg car d'autres aspects de l'affaire et d'autres cas de corruption, en lien direct avec Gürtel ou non, sont encore en cours d'enquête et/ou en attente de jugement[729].

La corruption en Espagne est un problème loin d'être éradiqué. D'après les données du Pouvoir Judiciaire, bien que le nombre d'accusés et d'ouvertures d'enquêtes pour corruption, fraude fiscale et/ou blanchiment d'argent diminue graduellement depuis 2018, les procès en cours et les condamnations augmentent, à mesure que les investigations réalisées aboutissent à des preuves suffisantes pour inculper les prévenus sur des faits antérieurs à 2017[730]. Les condamnations du procès Gürtel auraient donc eu un impact sur la corruption et sembleraient avoir « dissuadé » les personnalités politiques de faire valoir leur pouvoir pour cumuler des avantages… à moins que tout ceci ne les ait encouragés à être plus prudents dans leurs démarches frauduleuses ?

---

[726] VILLORIA Manuel, « La corrupción en España: rasgos y causas esenciales », in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°15, 2015. Accès: [https://journals.openedition.org/ccec/5949] (Dernière consultation: 29/07/2021).

[727] ALBEROLA Miquel, « La corrupción erosiona la confianza de los ciudadanos en las instituciones », *El País*, 9 avril 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/04/09/actualidad/1523275253_036368.html] (Dernière consultation : 29/07/2021).

[728] Voir le document des condamnations : AUDIENCIA NACIONAL, Sentencia n°20/2018, Madrid, 17 mai 2018. Disponible sur le site: [https://www.poderjudicial.es/] (Dernière consultation : 29/07/2021).

[729] Les suites de l'affaire Gürtel sont encore l'objet de procédures judiciaires en 2019 et d'autres affaires, comme le cas Púnica, Pokemon, le procès de Villarejos et l'enquête sur les ERE pour le PSOE sont encore en cours.

[730] PODER JUDICIAL ESPAÑA, *Resúmen estadístico, Series Nacional*, 2020. Accès: [https://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Temas/Transparencia/Repositorio-de-datos-sobre-procesos-por-corrupcion/] (Dernière consultation : 29/07/2021).

Avant même la tenue du procès Gürtel, une loi visant à améliorer la qualité démocratique par la transparence en politique a été adoptée en décembre 2013, peu de temps après les premiers résultats de l'enquête pour corruption, ouverte par le juge Garzón en février 2009[731]. Ce renforcement du cadre législatif autour des campagnes électorales et des pratiques politiques impose un meilleur accès public à des informations sur les personnalités politiques (revenus, fonctions occupées, etc.) et va obliger les partis à mettre en place des outils de communication afin de fournir directement ces renseignements à travers leurs propres sites Internet. Toutefois, leurs efforts ne sont pas encore suffisants et restent très inégaux d'un parti à un autre. En effet, une étude publiée en 2021 établit un « diagnostic » de transparence en fonction des données financières et politiques communiquées par les partis politiques sur leurs sites Internet respectifs. Parmi les formations politiques étudiées figurent notamment le PP, le PSOE, Podemos et Ciudadanos. Les résultats de l'analyse montrent que:

> [L]os partidos políticos incluidos en el estudio ofrecen una información alejada del nivel medio que podría ser aceptable en materia de transparencia, tanto desde el punto de vista organizativo como económico […]. [A]unque las formaciones políticas se están sumando a la utilización de la herramienta web para fomentar su transparencia, aún queda un largo camino que recorrer, debiendo tomarse un mayor nivel de conciencia respecto a la generalización del uso de este medio, y el papel vital que desarrolla en una sociedad tecnológica como la que vivimos hoy en día[732].

Pourtant, la question de la transparence des personnalités politiques et de leurs activités est chère à la population[733] et entraîne des crispations au-delà de la sphère publique des représentants politiques. Les débats et les polémiques dans l'opinion publique vont bon train lorsqu'il s'agit de dénoncer un homme ou une femme politique menant un train de vie un peu trop élevé[734]. La corruption a laissé un goût amer en Espagne : le moindre « excès » financier, y compris dans la vie privée, fait l'objet de fortes critiques de la part de l'opinion publique, orientées et alimentées par les médias[735]. Les personnalités politiques doivent constamment se

[731] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 19/2013, de 9 de diciembre, de transparencia, acceso a la información pública y buen gobierno*, BOE n°295, 10 décembre 2013.
[732] MECA VALLES Juan Antonio, GUZMÁN RAJA Isidoro, GUZMÁN RAJA Manuela, « La transparencia de las formaciones políticas españolas: un estudio empírico », in *REVESCO: Revista de Estudios Cooperativos*, Ediciones Complutense, n°138, avril 2021, p. 1-18, p. 12.
[733] Voir par exemple le baromètre du CIS d'avril 2017 [en ligne] et les articles: EDITORIAL EL PAÍS, « Sondeo sobre la corrupción en España », *El País*, 22 avril 2017. Accès: [https://politica.elpais.com/elpais/2017/04/21/media/1492786791_272248.html] et S.E., « Sube la preocupación por el paro y la corrupción y despunta el problema de la Justicia », *ABC*, 5 juin 2018. Accès: [http://www.abc.es/espana/abci-sube-preocupacion-paro-y-corrupcion-y-despunta-problema-justicia-201806051253_noticia.html] (Dernières consultations : 29/07/2021).
[734] NIÑO RODRÍGUEZ Antonio, « El debate sobre la corrupción de la opinión pública en la sociedad de masas », in *Cuadernos de Historia Contemporánea*, n° 38, Madrid, Ediciones Complutense, 2016, p. 241-253.
[735] DE MIGUEL Rafa, « Los españoles se muestran convencidos de que aún hay corrupción por destapar », *El País*, 23 avril 2017. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2017/04/21/actualidad/1492801549_109757.html] (Dernière consultation: 20/04/2019).

justifier pour éviter le pugilat. L'affaire de la villa de Pablo Iglesias en est l'un des exemples. Dans le contexte de chasse à la corruption lancée depuis 2012, cet achat immobilier personnel par le leader de Podemos et sa compagne a fait l'objet de nombreuses polémiques, bien que cette acquisition ait été faite en toute légalité et sans aucun lien avec le parti. Les Espagnols n'ont pas compris qu'il puisse passer d'un appartement de 60m^2 dans le quartier populaire de Vallecas à une villa aux pieds des montagnes du Guadarrama. La vie privée des personnalités politiques va de pair avec les valeurs et les idées qu'elles incarnent. L'amélioration du train de vie de Pablo Iglesias a rapidement été associée à un « embourgeoisement » du leader de Podemos et a suscité beaucoup d'interrogations, notamment sur l'origine des fonds débloqués pour l'achat de sa maison et la cohérence de l'acquisition de cette dernière à l'égard des idées défendues par le parti. Cette affaire a fait grand bruit à tel point que Pablo Iglesias a organisé un référendum pour s'assurer du soutien des militants en tant que secrétaire général du parti[736].

Chez les étudiants, l'honnêteté d'un parti politique et de ses représentants est primordiale. Ils font souvent référence aux affaires de corruption qui ont entaché l'image du PP et du PSOE et ne conçoivent pas qu'un parti dont les cadres sont impliqués dans des affaires de corruption puissent gouverner le pays. D'après nos entretiens, les principales caractéristiques et valeurs qui doivent être défendues par les partis politiques et ses représentants sont la transparence, la cohérence et la représentativité (les idées et les projets incarner par le parti doivent représenter et défendre une majorité de citoyens). Le diagramme ci-dessous illustre les caractéristiques et valeurs les plus fréquemment mentionnées lorsque nous demandons aux étudiants interrogés entre mai et décembre 2019 quelles sont, selon eux, les caractéristiques d'un « bon » parti politique :

[736] SOMOLINOS Daniel, « Pablo Iglesias e Irene Montero: el chalet de la discordia », *El Mundo*, 29 décembre 2018. Accès : [https://www.elmundo.es/loc/famosos/2018/12/29/5c1caec0fc6c83a0628b4605.html] (Dernière consultation: 29/07/2021).

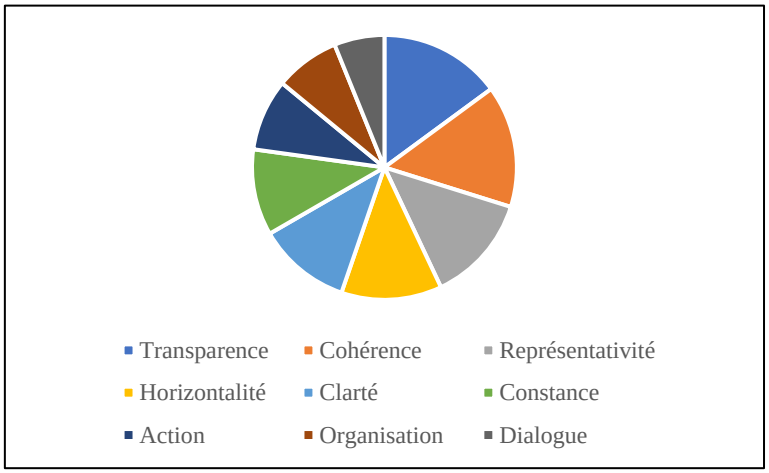


Figure 7 : Valeurs d'un parti politique idéal mentionnées lors des entretiens de 2019, classées par nombre d'occurrences apparues dans les réponses des étudiants interrogés. (Élaboration de l'auteure)

Comme nous pouvons le constater, la transparence, la cohérence et la représentativité des citoyens sont les trois qualités les plus mentionnées par les interrogés. Les étudiants, en particulier les primo-votants, sont très sensibles à l'éthique des personnalités politiques. Témoins de discussions particulières et/ou d'actualités largement diffusées par les médias, ils sont imprégnés d'une forme de « culture » de la corruption les invitant à rester méfiants à l'égard de la classe politique et critiques quant aux démarches des partis politiques pour tenter de « laver » leurs images ternies par des scandales à répétition. En conséquence de cela, le PP est moins plébiscité par les jeunes et beaucoup ont préféré orienter leur choix vers des partis plus récents, tels que Ciudadanos et Podemos.

Tout comme la jeunesse étudiante, l'ensemble des Espagnols exige de ses représentants une exemplarité sans précédent et réclament transparence et honnêteté dans les financements des partis et les revenus des personnalités politiques. Impliqué dans de nombreuses affaires de détournement de fonds, dont les plus importantes sont révélées en pleine crise économique, la réputation du PP est de nouveau ternie à la suite des condamnations de plusieurs membres du parti[737]. La question de la légitimité d'un représentant politique dont le parti est impliqué dans des affaires de corruption va servir d'argument fort au PSOE et ses alliés pour renverser Mariano Rajoy et le PP et conquérir le jeune électorat.

[737] CUÉ Carlos, CASQUEIRO Javier, « El pasado de corrupción del PP no escampa nunca », *El País*, 27 mai 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/05/26/actualidad/1527360126_470886.html] (Dernière consultation: (30/07/2021).

5.2.3. La motion de censure de 2018 et les divisions internes de Podemos : facteurs d'une popularité croissante du PSOE chez les étudiants ?

Le PSOE de Pedro Sánchez n'avait pas toutes les cartes en main pour devenir le favori dans les sondages. Comme le mentionne Juan Ignacio Radic Vega dans un article de 2016 :

> El desgaste de la crisis así como los caminos trazados por el gobierno Zapatero, mostraron la nula respuesta a la situación que tenía un partido mermado ideológicamente y subordinado, desde hacía largo tiempo, a las directrices conservadoras de Bruselas. En ese sentido el 15-M y su discurso evidenciaron la pérdida de legitimidad del PSOE entre la ciudadanía progresista, como alternativa política viable de transformación de la realidad[738].

Bien qu'il soit traditionnellement plébiscité par une part importante des électeurs, le PSOE est en perte de vitesse en 2018. Revenu après avoir démissionné une première fois, suite à de mauvais résultats lors des élections de 2015 et 2016, sa deuxième nomination à la tête du parti semble continuer de faire reculer son parti dans les intentions de vote[739], au profit de Ciudadanos[740]. Les sondages de mai 2018 réalisés par Metroscopia et le CIS montrent que le parti d'Albert Rivera arrive devant le PSOE. En fonction du sondage, la position du PP, quant à elle, varie (première place pour le Baromètre du CIS et deuxième pour l'enquête de Metroscopia)[741]. Depuis sa nomination, la cible de la stratégie politique du secrétaire général du PSOE est la jeunesse, en particulier primo-votante. Pour ce faire, Pedro Sánchez s'est inspiré de la stratégie de communication de Podemos, en incluant dans son discours et son programme davantage de références à la jeunesse et à la précarité. Dans un tweet du 26 juin 2017 par exemple, Pedro Sánchez fait clairement appel à la jeunesse pour qu'elle soit le moteur du changement, à travers les actions du PSOE : « Rescatar a nuestros jóvenes es #rescatarelfuturo. Ha llegado el momento de hacerlo y queremos que te impliques »[742]. Dans la vidéo jointe à ce tweet, Pedro Sánchez apparait à son bureau, un bracelet du PSOE

[738] RADIC VEGA Juan Ignacio, « Crisis, indignación, alternativa política…», *op. cit.*, p. 441.
[739] RUIZ DE ALMIRÓN Víctor, « El nuevo PSOE de Sánchez se estanca en los sondeos y no logra la unidad interna », *ABC*, 20 mars 2018. Accès : [http://www.abc.es/espana/abci-nuevo-psoe-sanchez-estanca-sondeos-y-no-logra-unidad-interna-201803200216_noticia.html] (Dernière consultation : 03/04/2018).
[740] DE MIGUEL Rafa, « Ciudadanos adelanta al PP y al PSOE y sería el partido más votado », *El País*, 13 janvier
2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/01/12/actualidad/1515752835_076355.html] (Dernière consultation : 03/04/2018)
[741] METROSCOPIA, « Encuesta realizada para *El País* », 13 mai 2018. Accès: [https://www.electograph.com/2018/05/espana-elecciones-generales-encuesta_13.html] et CIS, *Barómetro de mayo 2018*. Accès : [http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/3200_3219/3213/es3213mar.pdf] (Dernières consultations : 29/07/2021).
[742] Tweet du compte officiel de Pedro Sánchez (@sanchezcastejon), publié le 26 juin 2017. Accès : [https://twitter.com/sanchezcastejon/status/879295574075478017] (Dernière consultation : 30/07/2021).

accroché à son poignet, en train d'écrire sur son ordinateur. Après un changement de plan, face caméra, il s'adresse à la jeunesse et déclare :

> Tu futuro está hipotecado y crees que no hay nada que hacer. Pero quiero decirte que eso no es cierto. Podemos hacer, y mucho. Tengo un compromiso contigo. Quiero que tu generación nos ayude a acelerar el crecimiento y a acabar con la desigualdad y hacer que la precariedad sea historia[743].

L'image de ce quarantenaire qui semble saisir les préoccupations des jeunes, qui « habla idiomas, [es] habitual *runner* y asiduo a los conciertos de musica *indie*[744]» permet à une partie de la jeunesse de s'identifier davantage à la gauche socialiste, bien que celle-ci ait été malmenée par le mouvement social du 15-M, au même titre que le PP. Grâce à cette « podémisation[745] » du PSOE et à l'image de son secrétaire général, qui se veut proche de la jeunesse, le PSOE parvient à concurrencer efficacement le parti de Pablo Iglesias et demeure la force majoritaire à gauche. Mais Ciudadanos, fortement plébiscité par la jeunesse et les électeurs de la droite modérée, reste malgré tout grand favori en cas d'élections. Face à l'urgence d'inverser cette tendance, Pedro Sánchez va tenter le tout pour le tout en soumettant une motion de censure au Congreso de Diputados, afin de destituer Mariano Rajoy.

En Espagne comme dans d'autres pays (France, États-Unis, etc.), la motion de censure sert de recours au Parlement lorsque celui-ci estime que le Gouvernement en place n'est plus légitime ou met en péril les intérêts de la Nation[746]. De la fin de la Transition démocratique au début de l'année 2018[747], l'Espagne a connu trois motions de censure. Aucune n'est parvenue à renverser le Gouvernement dont elle était l'objet. La dernière, présentée par Podemos contre le PP en juin 2017, n'a pas permis à Pablo Iglesias de destituer Mariano Rajoy (170 voix contre, 90 pour et 97 abstentions). Le PSOE va imiter la démarche de Podemos en 2018 et entreprendre de soumettre une motion de censure au Parlement contre le Gouvernement, en

[743] Tweet du compte officiel de Pedro Sánchez (@sanchezcastejon), publié le 26 juin 2017. Accès : [https://twitter.com/sanchezcastejon/status/879295574075478017] (Dernière consultation : 30/07/2021).
[744] RUIZ VALDIVIA Antonio, « Cómo pretende Pedro Sánchez recuperar votantes », *Huffington Post*, 06 juin 2017. Accès : [https://www.huffingtonpost.es/2017/06/05/como-pretende-pedro-sanchez-recuperar-votantes_a_22126570/?utm_hp_ref=es-pedro-sanchez] (Dernière consultation : 30/07/2021).
[745] Terme emprunté à l'article de HOYO Belén, « Pedro Sánchez y la "podemización" del PSOE », in *El siglo de Europa*, n°1175, 2016, p.22-28.
[746] Comme le prévoit l'article 113 de la Constitution Espagnole : « El Congreso de los Diputados puede exigir la responsabilidad política del Gobierno mediante la adopción por mayoría absoluta de la moción de censura.»
[747] Nous avons préféré arrêter notre bref historique des motions de censure en Espagne à 2018 pour des raisons chronologiques et thématiques, mais une nouvelle motion de censure visant cette fois-ci à destituer Pedro Sánchez, à l'initiative de Santiago Abascal (Vox), a été présentée au Parlement (puis rejetée avec une très large majorité) en octobre 2020.

utilisant comme argument principal la perte de légitimité du PP à la suite du procès de l'affaire Gürtel[748].

Afin de s'assurer que la motion de censure soit adoptée par la majorité, Pedro Sánchez va rechercher le soutien de plusieurs forces politiques, notamment celui de Podemos et de Ciudadanos, ainsi que celui des partis régionalistes, plus minoritaires mais non moins importants dans le débat politique. Chaque formation politique approchée par les socialistes a une raison tant idéologique que stratégique d'adhérer à cette manœuvre visant à expulser le Parti Populaire du pouvoir[749]. Les partis régionalistes, et plus particulièrement Bildu, le Partit Demòcrata Europeu Català (PDeCAT) et Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), sont hostiles à l'égard du PP qui refuse toute négociation avec eux après avoir appliqué l'article 155 de la Constitution et mis sous tutelle le gouvernement catalan à la suite de la tenue d'un referendum jugé anticonstitutionnel en octobre 2017[750]. Podemos cherche quant à lui à destituer le PP de Mariano Rajoy depuis son entrée dans les institutions dans une démarche de lutte contre la « kleptocratie » et la précarisation des Espagnols. Dans son discours lors du débat du 31 mai 2018 à l'occasion du vote de la motion de censure, Pablo Iglesias déclarait :

> España tiene tres grandes problemas. El primero es una crisis institucional. El aparato del Estado de nuestro país está poblado de corruptos, de delincuentes que utilizan las instituciones del Estado para no ir a la cárcel y para proteger a otros delincuentes […]. El segundo gran problema de nuestro país es el desmantelamiento de las instituciones del Estado de bienestar, la degradación de los servicios públicos, la precariedad que obliga a millones de compatriotas a tener muchísimas dificultades para llegar a fin de mes. Y el tercer gran problema de nuestro país es el estado de excepción autonómico. El modelo del Partido Popular y de Ciudadanos, tristemente pactado por el Partido Socialista, ha roto la integridad

[748] Voir: GARCÍA DE BLAS Elsa, « El PSOE prepara una moción de censura contra Rajoy tras la sentencia de Gürtel », *El País*, 25 mai 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/05/24/actualidad/1527158706_902330.html] (Dernière consultation : 15/06/2019) et ROJO José Andrés, « Nuevas cartas : el PSOE consigue desalojar a Mariano Rajoy del poder con una moción de censura tras la sentencia del "caso Gürtel" », in *Claves de razón práctica*, n° 259, 2018, p. 172-175.

[749] EDICIONES EL PAÍS, « Qué han votado los partidos y por qué en la moción de censura a Rajoy », *El País*, 01 juin 2018. Accès : [https://politica.elpais.com/politica/2018/06/01/actualidad/1527840121_792006.html] (Dernière consultation: 23/03/2019).

[750] Sur la question à l'échelle régionale, voir : LOYER Barbara, « La décentralisation : une question géopolitique. Réflexions au sujet de la crise espagnole », in *Hérodote*, n° 170, 2018, p. 135-145 ; MEDIR Lluís, « Espagne et Catalogne, l'impasse ? », in *Pouvoirs*, n° 166, 2018, p. 147-165 ; et MONGIN Olivier, « La Catalogne et l'Espagne : drame historique et malentendu politique », in *Esprit* n° 12, 2017, p. 105-113. Sur la gestion de la crise catalane à l'échelle de la ville de Barcelone, voir : DEVILLIERS Wendy, « Ada Colau et la crise catalane : déconstruction ou reconstruction de l'unité territoriale, populaire et politique de Barcelone ? », in RUELLE Alexandre, COPPÉE Florian (coord.), *L'État et son territoire*, *Les cahiers d'Agora*, n° 3, 2020. Accès : [https://cyagora.cyu.fr/version-francaise/cahiers-dagora-revue-en-humanites/numero-3-letat-et-son-territoire] (Dernière consultation : 21/12/2020).

> territorial de nuestro país, por su incapacidad de llegar a acuerdos. […] Hoy se constata aquí su fracaso político para afrontar los tres grandes problemas de España[751].

Comme nous l'avons vu précédemment, Ciudadanos était, quant à lui, l'un des partis favoris au cas où des élections venaient à être organisées entre janvier et juin 2018. C'est la principale raison pour laquelle Ciudadanos s'est opposé à la motion de censure proposé par le PSOE. De plus, Ciudadanos est un parti fortement constitutionnaliste en Catalogne et refuse toute coalition avec ERC :

> Podemos et Ciudadanos défendent des thèses très contradictoires sur la troisième question clivant fortement l'espace public avant (et après) les élections générales de 2015 : la question catalane. […] [T]out en se déclarant favorable au maintien de l'unité de l'État espagnol, Podemos défend une réforme de la Constitution permettant la tenue d'un référendum d'autodétermination en Catalogne. Perspective totalement rejetée, à l'inverse, par Ciudadanos qui, face à un PP passant sous silence la question catalane pendant la campagne, entend se présenter comme le meilleur rempart contre la désintégration de l'Espagne[752].

Les arguments politiques précédemment exposés sont clairement exprimés par le secrétaire général du parti, Albert Rivera, lors du débat du 31 mai. Celui-ci déclare, en s'adressant à Pedro Sánchez : « Ustedes no propusieron convocar elecciones, ustedes quieren gobernar a cualquier precio durante un tiempo […] Pactaron para que Ciudadanos no creciera en las encuestas »[753]. Et, en référence à l'alliance entre le PSOE, Podemos, Bildu et ERC :

> Si usted llega a ser presidente de Gobierno con todos estos socios, efectivamente vamos a hacer oposición a un Gobierno que pretende defender ideas y desmantelar la igualdad entre los españoles, que pretende liquidar la solidaridad, que pretende señalar aquellos que piensan distinto[754].

La motion est adoptée à la majorité absolue, avec 180 voix pour, 169 contre et une abstention[755]. Mariano Rajoy est destitué de ses fonctions et contraint de mettre fin à son mandat[756]. Pedro Sánchez réussit son pari, malgré l'opposition de Ciudadanos, et devient le

---

[751] L'intégralité du discours de Pablo Iglesias est disponible sur le site : [https://www.youtube.com/watch?v=68IJq7Zs4kg] (Dernière consultation : 29/07/2021).
[752] PERES Hubert, « Les élections législatives…», *op. cit.*, p. 147.
[753] Voir l'intervention d'Albert Rivera lors des débats au Parlement sur le site : [https://www.youtube.com/watch?v=dwKA9StdC3c] (Dernière consultation : 29/07/2021).
[754] Voir l'intervention d'Albert Rivera lors des débats au Parlement sur le site : [https://www.youtube.com/watch?v=dwKA9StdC3c] (Dernière consultation : 29/07/2021).
[755] EDICIONES EL PAÍS « Qué han votado los partidos y por qué en la moción de censura a Rajoy ». *El País*, 01 juin 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/06/01/actualidad/1527840121_792006.html] (Dernière consultation : 29/07/2021).
[756] LÓPEZ-FONSECA Óscar, « Las 185 palabras que sentenciaron a Rajoy », *El País*, 01 juin 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/06/01/actualidad/1527872131_795000.html] (Dernière consultation: 29/07/2021).

Président du Gouvernement[757]. En s'associant avec différentes formations politiques, le PSOE est parvenu à faire adopter une motion de censure pour la première fois depuis la fin de la Transition démocratique[758]. Ce succès politique renforce la popularité du PSOE et vient bousculer le classement des intentions de vote. A peine dix jours après que Pedro Sánchez accède au pouvoir, le PSOE arrive en tête des sondages, le PP arrive deuxième, malgré la débâcle parlementaire et la démission de Mariano Rajoy survenue le 5 juin[759], et Ciudadanos est relégué à la troisième place. Podemos perd au change, puisqu'il se retrouve en quatrième position avec un pourcentage plus faible d'intentions de vote qu'avant la motion de censure. Si le PSOE parvient à conquérir des jeunes sympathisants du parti de Pablo Iglesias, les divisions internes dont souffre ce parti sont très certainement un autre facteur permettant d'expliquer une telle résurgence du PSOE parmi le vote étudiant.

Depuis sa création, Podemos est fondé sur les idées et l'expérience d'un groupe de personnalités issues principalement du monde universitaire, mais aux identités et aux expériences politiques diverses. Son alliance avec Izquierda Unida rend parfois les consensus difficiles et occasionne souvent des divergences d'opinion et une absence de représentativité de l'ensemble de la base militante. En effet, comme l'indiquait déjà Jordi Muñoz dans un article de 2016 :

> Une partie significative des électeurs traditionnels d'IU ne se sont pas sentis représentés par la candidature de Pablo Iglesias, et c'est pourquoi il apparaît que l'exercice visant à combiner la nouvelle gauche et l'ancienne dans une seule candidature n'est pas aussi simple que l'ont cru ceux qui ont initié cette coalition. […] Podemos, à l'inverse de ce qu'avaient théorisé ses leaders en maintes occasions, semble reproduire les divisions idéologiques classiques en Espagne et, en dépit de ses innovations tant de forme que de fond, apparaît comme un pur produit de la logique gauche-droite[760].

D'autre part, la représentation et les orientations stratégiques du parti tendent à reposer principalement sur son secrétaire général, présenté comme « leader charismatique ». Or, « el éxito del partido pasa a depender sobremanera del liderazgo carismático del "jefe"[761]», ce qui

[757] ALBEROLA Miquel, « Pedro Sánchez, presidente del Gobierno tras ganar la moción de censura a Rajoy », *El País*, 01 juin 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/06/01/actualidad/1527837969_067262.html] (Dernière consultation : 29/07/2021).
[758] RINCÓN Reyes, « La primera moción de censura que consigue su propósito », *El País*, 1 juin 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/05/31/actualidad/1527786495_623084.html] (Dernière consultation : 29/07/2021).
[759] MATEO Juan José, « Rajoy anuncia su dimisión como líder del PP y deja en manos de su sucesor la renovación », *El País*, 5 juin 2018. Accès: [https://politica.elpais.com/politica/2018/06/05/actualidad/1528193102_308542.html] (Dernière consultation : 30/07/2021).
[760] MUÑOZ Jordi, « De l'hypothèse populiste à la nouvelle gauche…», *op. cit.*, p. 63.
[761] DE FRANCISCO Andrés, « Podemos : Democracia, eficacia y deriva ideológica »…, *op. cit.*

occasionne très rapidement des divisions internes au sein du parti, notamment entre numéro un et numéro deux[762].

La deuxième assemblée constituante de Podemos à Vistalegre, organisée en février 2017, a été le point culminant des tensions entre Pablo Iglesias et Íñigo Errejón. La présentation de plusieurs projets d'orientation politique du parti vient questionner la légitimité de Pablo Iglesias en tant que leader. Comme le décrit Javier Franzé, professeur en Sciences Politique à l'Université *Complutense* de Madrid : « […] la disputa pública entre el secretario general y el número dos […] [f]ue el remate de todo un año de divergencia estratégica y personal entre Iglesias y Errejón »[763]. Pablo Iglesias tente de trouver un compromis acceptable pour Íñigo Errejón, en lui proposant d'être le candidat pour Madrid lors des élections municipales dès l'année 2018[764], mais ceci ne fera qu'inciter le numéro deux à s'éloigner de Pablo Iglesias et à le concurrencer en créant sa propre formation politique au début de l'année 2019.

La fragmentation de la gauche de Podemos, au même titre que le changement de Gouvernement soudain occasionné par la motion de censure, sont l'objet de différents points de vue parmi les étudiants que nous avons interrogés. La majorité d'entre eux s'accorde sur le fait que le Parti Socialiste est parvenu à effectuer une transformation qui lui a été politiquement favorable, mais sans Podemos, le parti de Pedro Sánchez n'aurait jamais entrepris de telles adaptations de sa stratégie et ne serait pas parvenu à renverser le PP au Parlement et à inverser la tendance dans les sondages. Comme le souligne par exemple Javier, plutôt proche idéologiquement de Podemos :

> El PSOE no sería lo que es ahora ni tendría la popularidad que tiene ahora si no hubiera irrumpido Podemos. Porque también fue un poco lo que ayudó a marcar ese contraste, a demostrar que el PSOE a lo mejor no era el partido de izquierdas que España necesitaba. Un poco recuperando lo del PSOE del 2005: mucho más social, de igualdad de género, materia social, becas y tal. Yo creo que Podemos fue clave en ese aspecto e hizo que el PSOE volviera a tener credibilidad de

[762] DEVILLIERS Wendy, « De numéro deux à rival : la trajectoire politique d'Íñigo Errejón au sein du parti Podemos », Communication présentée à l'occasion du colloque : *Être le numéro deux : Le rapport dominant/dominé dans les cercles du pouvoir. Une perspective historique*. Université Paris Est Créteil, 07 et 08 novembre 2019. Programme : [https://crhec.u-pec.fr/actualites/journee-d-etude-etre-le-numero-deux-le-rapport-dominant-domine-dans-les-cercles-du-pouvoir-une-perspective-historique] (actes à paraître).

[763] FRANZÉ Javier, « El declive de Podemos », in *CTXT*, n° 154, 31 janvier 2018. Accès: [https://ctxt.es/es/20180131/Firmas/17557/Podemos-transicion-hegemonia-discurso-catalunya-investidura.htm] (Dernière consultation : 14/08/2022).

[764] CARVAJAL Álvaro, « Pablo Iglesias encarga a Errejón empezar "ya" su campaña de candidato en Madrid », *El Mundo* 13 janvier 2018. Accès: [https://www.elmundo.es/madrid/2018/01/13/5a5a062222601d797a8b4627.html] (Dernière consultation : 30/07/2021).

> izquierdas para muchos votantes, que luego yo creo que ha perjudicado a Podemos, pero fue fundamental para crear crítica del Gobierno y por supuesto no mantenerlo en el poder[765].

David, un sympathisant de Ciudadanos, fait le même constat :

> La oposición se mantenía todavía en manos del PSOE. Podemos sirvió para meter y decir "oye no os confiéis porque aquí tenemos otra opción y hay españoles que nos convalidan en esta opción". Creo que sirvió como de manera para pinchar al bipartidismo [766].

Tous les étudiants interrogés s'accordent également sur le caractère dommageable des divisions internes de Podemos à la fois pour le parti mais également pour l'image de la gauche. Javier soutient par exemple que :

> Esas divisiones internas que han tenido han decepcionado mucho a la gente. Y han marcado un poco una tendencia entre los jóvenes: están los que apoyan las decisiones más radicales de Podemos, que son pocos, la mayoría ya se apoya en ideas más constitucionalistas, como Errejón[767].

Dans le même temps, le retour en force du PSOE a fini indirectement par porter préjudice à la fois au rôle et à l'idéologie initiale de Podemos. Une fois associé au PSOE à l'occasion de la motion de censure, Pablo Iglesias s'est modéré en mettant de côté son caractère « antisystème » pour s'intégrer un peu plus dans les sphères du pouvoir et prétendre à un poste au Gouvernement[768]. Mais d'après Yoel, étudiant affilié à Ciudadanos, les chances pour le leader de Podemos d'obtenir un poste conséquent sont minces :

> Si [Podemos] entra en el gobierno, lo van a devorar, para acabar siendo un partido hiper residual. El PSOE tiene una fuerza tan exagerada, que a lo mejor a Podemos le den el Ministerio de la Agricultura. Y Podemos va a quedar como izquierda radical. Sinceramente la veo muy complicada la situación de Podemos. Porque no veo ninguna salida muy fácil. O acepta que en parte la posición de Podemos sea como la muleta del PSOE, o intenta volver a enfrentarse al PSOE para entrar en el gobierno, cosa que le puede salir mal[769].

Pratiquement considéré comme un *outsider* politique, le secrétaire général du PSOE va parvenir en un court laps de temps à redynamiser sa popularité, à fédérer d'autres forces politiques autour de son parti pour renverser le Gouvernement de Mariano Rajoy, en finissant par conquérir et reconquérir des électeurs au détriment de ses jeunes rivaux, Albert Rivera et

[765] Entretien avec Javier, *op. cit*.
[766] Entretien avec David, *op. cit*.
[767] Entretien avec Javier, *op. cit*.
[768] CAPILLA Manuel, « El nuevo Pablo Iglesias. De joven activista y agitador político, a padre pragmático y "hombre de Estado"», in *El siglo de Europa*, n° 1263, 2018. Accès : [http://elsiglodeuropa.es/siglo/historico/2018/1263/Index%20Politica%20Portada.html] (Dernière consultation : 15/11/2018).
[769] Entretien avec Yoel, *op. cit.*.

Pablo Iglesias. Par ailleurs, Pedro Sánchez tarde à convoquer des élections législatives, ce qui ne fait qu'accentuer à la fois les tensions entre les différentes formations politiques mais également au sein même des partis. Une gauche fragilisée par des divergences au moment même où elle s'apprête à gouverner et les nombreuses questions sociétales laissées en suspens ne laissent présager aucun accord facile entre les différents membres de la coalition entre le PSOE, Podemos et les partis régionalistes et laisse la porte ouverte à une nouvelle formation politique, à l'opposé du PSOE et de Podemos.

5.2.4. Un contexte politique et social propice à la résurgence de l'extrême-droite

La motion de censure adoptée en juin 2018 marque le début d'une période très intense de négociations, d'alliances et de campagnes, en vue d'une série d'élections prévues en 2019. Pedro Sánchez est investi en tant que chef du Gouvernement. Il doit nommer les différents ministres qui composeront son administration sans négliger ses alliés et songer à organiser rapidement des élections législatives. Comme Albert Rivera le présageait, ces dernières n'auront lieu qu'en avril 2019, soit 10 mois après que le Gouvernement de Mariano Rajoy ait été renversé. En attendant, l'Espagne est dirigée pour la première fois depuis la fin de la dictature franquiste par un Président de Gouvernement non élu par le peuple. La légitimité de Pedro Sánchez est donc fragile, tant au niveau institutionnel que populaire. Néanmoins, comme nous l'avons vu précédemment, les sondages d'opinion lui sont favorables, contrairement au Parti Populaire, qui se retrouve déchu après les sentences du procès Gürtel, la crise catalane[770] générée par le référendum d'octobre 2017 et la débâcle parlementaire qui aura marqué le coup de grâce de la carrière politique de Mariano Rajoy. Orphelins d'une droite conservatrice forte, certains électeurs vont se tourner vers un parti politique encore peu connu et inexistant dans les institutions.

Vox est un parti politique d'extrême droite qui a vu le jour en 2013. La plupart de ses fondateurs sont d'anciens membres du Parti Populaire[771] et défendent un patriotisme plus radical que d'autres membres de leur formation politique d'origine. Après des débuts houleux et une popularité quasi-insignifiante[772], le parti politique parvient à se structurer autour de

[770] PELOILLE Manuelle, BUJ Serge, TRÉPIER Cyril, L'indépendance catalane en question, Neuilly, Atlande, 2018, 272 p.
[771] SANGIAO Sergio, « Los orígenes de Vox: el aznarato y la lucha contra ETA », in *CTXT*, n°197, 2018. Accès: [https://ctxt.es/es/20181129/Politica/23127/vox-aznar-eta-esperanza-aguirre-sergio-sangiao.htm] (Dernière consultation: 30/07/2021).
[772] GONZÁLEZ ENRÍQUEZ Carmen, « La excepción española: el fracaso de los grupos de derecha populista pese al paro, la desigualdad y la inmigración », *Documento de trabajo 7/2017*, Real Instituto Elcano, 2017.

Santiago Abascal, élu secrétaire général du parti à l'occasion d'une assemblée constituante de Vox en septembre 2014. Des primaires organisées chaque année ont permis à Santiago Abascal de rester leader du parti, toujours aussi plébiscité par les militants, de plus en plus nombreux[773]. Hostiles à l'égard des politiques de l'Union européenne, conservateurs, anti-immigration et opposés au multiculturalisme[774], leur ligne politique tranche radicalement avec les autres partis politiques qui ont également connu un essor important entre 2014 et 2018.

Même si généralement un contexte de crise économique, politique et social est le terreau fertile de discours populistes[775], le succès grandissant de Vox est un séisme politique car il fait écho aux tensions historiques encore palpables entre les « camps » de la Guerre civile. L'extrême-droite reste confidentielle depuis la fin de la dictature franquiste, car elle n'est plus compatible avec la volonté politiques des gouvernements successifs de panser les blessures de la Nation, encouragée entre autres par la « Ley de Memoria Histórica », adoptée en 2007 sous le gouvernement de José Luis Zapatero[776]. Bien que cette loi soit souvent l'objet de critiques de la part des descendants des victimes du franquisme, la mise sous silence du « camp » de la Falange réveille également une forme de « nostalgie » d'une partie de la population espagnole[777]. Cette dernière trouvait refuge dans la branche la plus radicale du Parti Populaire, mais elle a, depuis peu, trouvé en Vox un parfait ambassadeur de leurs idées et de leurs valeurs[778]. Le passage en force de la gauche de Pedro Sánchez, l'affaiblissement de la droite conservatrice, destituée par motion de censure et les affaires de corruption dans lesquelles sont impliqués à la fois le PP et PSOE ont donc encouragé des citoyens « anti-rojos » et « anti-corruptos » à se tourner vers le parti de Santiago Abascal.

Chez ces Espagnols plus âgés, mais aussi chez certains jeunes, la crise catalane a également été l'élément déclencheur d'un réveil patriotique, au sens souverainiste du terme. En Catalogne, Ciudadanos est le parti politique le plus farouchement opposé à la scission

---

Accès: [https://www.realinstitutoelcano.org/notas-de-prensa/la-excepcion-espanola-el-fracaso-de-los-grupos-de-extrema-derecha-pese-al-paro-la-desigualdad-y-una-alta-inmigracion/] (Dernière consultation : 14/08/2022).

[773] BALLESTEROS Roberto, « De 4.951 a 20.706: Vox cuadruplica su número de afiliados en solo un año », *El Confidencial*, 15 décembre 2018. Accès: [https://www.elconfidencial.com/espana/2018-12-15/de-4-951-a-20-706-vox-cuadruplica-su-numero-de-afiliados-en-solo-un-ano_1704750/] (Dernière consultation : 30/07/2021).

[774] MUDDE Cas, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

[775] BARRIO Astrid, *Vox, la fin de l'exception espagnole…*, *op. cit.*, p. 12.

[776] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura*, BOE n° 310, 27 décembre 2007.

[777] PERRENOT Pauline, SLONKA-MALVAUX Vladimir, « El franquismo sigue desgarrando España », *Le Monde diplomatique en español*, n° 289, 2019, p. 18-19.

[778] FERNÁNDEZ RIQUELME Pedro, « Identidad y nostalgia. El discurso de Vox a través de tres eslóganes », in *SABIR: International Bulletin Of Applied Linguistics*, Vol.1, n°2, 2020, p. 77-114.

entre État central et Gouvernement catalan, mais partout ailleurs, les nationalistes les plus radicaux estiment que le parti d'Albert Rivera a été trop affaibli par la motion de censure et que, tout comme le PP[779], il n'est plus assez fort pour contrer l'alliance scellée entre PSOE et partis régionalistes. Dès lors, des foyers de sympathisants de Vox bourgeonnent à travers tout le pays. Le drapeau de l'Espagne est fièrement arboré comme étendard de patriotisme et devient rapidement un symbole de ralliement des sympathisants de Vox.

Le 2 décembre 2018, à l'occasion des élections régionales organisées en Andalousie, Vox obtient suffisamment de voix pour entrer au Parlement régional et obtient 12 sièges[780]. En s'alliant avec le PP et Ciudadanos, le parti d'extrême droite contribue à un retournement de situation et permet au candidat du Parti Populaire, Manuel Moreno, de devenir président de région, malgré une majorité de votes accordés au PSOE de Susana Díaz. La gauche n'a pas su mobiliser de manière suffisamment forte pour anticiper et contrer ce revers. L'incursion de Vox par la porte andalouse n'est pas étonnante. La région est la principale victime de l'affaire des ERE, dont les représentants du PSOE andalou sont suspectés d'en être les principaux responsables. Par ailleurs, l'Andalousie est la région au taux de chômage le plus élevé du pays, en particulier chez les jeunes. Enfin, sa façade maritime est souvent le point d'arrivée d'embarcations précaires, avec de nombreux migrants clandestins à leur bord, en provenance d'Afrique. De plus, l'arrivée de travailleurs étrangers en provenance du Maghreb dans le milieu agricole renforce cette hostilité à l'égard des immigrés[781].

Enfin, un autre facteur à échelle nationale peut expliquer qu'un profil d'« électeur-type » de Vox se dessine. D'après un article d'André Santana et José Rama Caamaño, chercheurs en Sciences Politiques à l'Université Autonome de Madrid, les électeurs et sympathisants de Vox sont principalement des hommes blancs, hétérosexuels, ayant un niveau d'études moyen ou élevé et âgés de moins de quarante ans[782]. Une loi de protection des femmes contre les violences machistes a été adoptée en 2004 et prévoit l'obligation de

[779] BARBERO Luís, « Una amplia mayoría cree que Rajoy ha gestionado mal la crisis catalana », *El País*, 28 mai 2017. Accès: [https://elpais.com/politica/2017/05/27/actualidad/1495903681_520579.html] (Dernière consultation: 30/07/2021).

[780] ORGAZ Cristina, «Vox: cómo es el primer partido de ultraderecha que llega a un parlamento en España en los últimos 36 años (y por qué genera polémica) », *BBC*, 04 décembre 2018. Accès: [https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-46434230] (Dernière consultation: 30/07/2021).

[781] RIAÑO Miguel, « La inmigración magrebí fue el factor que más impulsó los resultados de Vox », *El Independiente*, 04 décembre 2018. Accès: [https://www.elindependiente.com/politica/2018/12/04/inmigracion-magrebi-fue-factor-mas-impulso-los-resultados-vox/] (Dernière consultation : 30/07/2021).

[782] SANTANA Andrés, RAMA CAAMAÑO José, « El perfil del votante de Vox », *Agenda Pública*, 04 décembre 2019. Accès: [https://agendapublica.es/el-perfil-del-votante-de-vox/] (Dernière consultation : 30/07/2021).

prendre en compte toute plainte émise par une femme pour des faits de violence et un renforcement des peines lorsqu'elles sont commises par un homme[783]. Un autre texte vient renforcer l'engagement de l'État à l'égard de cette cause en 2018[784], ce qui a ravivé le débat et servi d'argument à Vox pour demander l'abrogation de la loi de 2004, au motif que celle-ci soit anticonstitutionnelle. Le parti de Santiago Abascal apparait alors comme un contre-pouvoir et présente cette loi comme une menace faite aux hommes qui risquent d'être les victimes de dénonciations calomnieuses. De ce fait, comme l'affirme Hedwig Marzolf :

> Lorsque la pression est trop forte, il est paradoxalement logique qu'apparaisse comme libérateur et moderne le retour au machisme revendiqué par Santiago Abascal. […] Le penchant révolutionnaire et antibourgeois de la gauche a laissé le champ libre à la droite qui, avec l'apparition de Vox, a transformé ce désir de sécurité en désir de "rentrer à la maison", de revenir à une Espagne traditionnelle et unie, sans féministes, sans séparatistes catalans et sans migrants, au fond à l'Espagne de Franco[785].

Or, le Conseil Constitutionnel avait déjà statué sur cette loi en 2008 et approuvé le contenu du texte. De plus, d'après les chiffres de 2018 du Consejo General del Poder Judicial (CGPJ), le pourcentage de fausses plaintes ne représente que 0,01% du total enregistré par les forces de l'ordre[786].

De par un contexte politique et social particulièrement instable et tendu, Vox est parvenu à alimenter son discours en se servant principalement des frustrations d'une partie de la population[787]. Cette stratégie discursive n'est pas nouvelle et en période de crise politique, celle-ci est d'autant plus efficace[788]. Comme le formule Juan Carlos Monedero dans l'un de ses articles :

> La muerte de dios; la quiebra del mundo del trabajo […] el fin del monopolio de la familia tradicional; la mercantilización creciente de espacios sociales que se resistían a caer bajo la ley de la oferta y la demanda; la precarización laboral y la sobrecarga femenina en las tareas de cuidados; la urbanización, que genera una fragmentación que nos traslada a «burbujas culturales» desligadas de la realidad física; el endeudamiento de los trabajadores, esto es, el mantenimiento precario del nivel de consumo mediante la vinculación al sistema financiero […] el cambio climático […], con los consiguientes efectos locales

[783] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 1/2004, de 28 de diciembre, de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género*, BOE n°313, décembre 2004.
[784] JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 9/2018, de 3 de agosto, de medidas urgentes para el desarrollo del Pacto de Estado contra la violencia de género*, BOE n°188, 04 août 2018.
[785] MARZOLF Hedwig, « Nosotras », in *Esprit*, n°7, 2019 (juillet-août), p. 9-14, p. 12.
[786] PODER JUDICIAL ESPAÑA, « La violencia sobre la mujer en la estadística judicial - Anual 2018 ». Accès: [https://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Temas/Violencia-domestica-y-de-genero/] (Dernière consultation : 21/12/2020)
[787] RICO Guillem et *al.*, « The Emotional Underpinnings of Populism : How Anger and Fear Affect Populist Attitudes », in *Swiss Political Science Review*, n° 23/4, 2017, p. 444-461.
[788] CANO CUENCA Germán, « El resentimiento como estrategia de poder», in *Hacer vivir, dejar morir: biopolítica y capitalismo*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas (éd.), Madrid, Los libros de la Catarata, 2010, p. 109-132.

> de empobrecimiento súbito y las no menos consecuentes migraciones–; la guerra como recurso creciente de solución de problemas […]; y, como conclusión de todos estos desequilibrios, el necesario aumento de refugiados que buscan salir de la muerte segura, bien por cuestiones económicas, políticas o medioambientales […]: todos estos factores forman un escenario de miedo e incertidumbre muy alejado del clima de diálogo que precisan las salidas progresistas[789].

Tout ceci permet d'expliquer l'entrée de Vox au parlement andalou mais également le succès grandissant du parti de Santiago Abascal auprès d'un nombre croissant de jeunes à l'échelle du territoire.

Bien qu'il soit son exact opposé, Vox, tout comme Podemos en 2014, a saisi l'opportunité d'attirer les jeunes Espagnols en se démarquant des partis déjà existants et en incarnant une forme d'alternative à « l'ordre établi » [790]. Comme le mentionne Marc Lazar : « on peut parler de néopopulismes sans cesse en évolution, s'adaptant aux attentes supposées des électeurs qu'ils cherchent à conquérir.[791]». Cet « effet nouveauté » dont Podemos a bénéficié à ses débuts joue probablement en faveur de Vox et explique également le plébiscite d'un public étudiant en demande de changements radicaux et d'une alternative politique forte[792]. Comme l'analyse par exemple Manuel Castells:

> [E]l desafío al fracaso de la política democrática para solucionar los problemas de la sociedad puede llevar a un cambio político fuera del sistema institucional. Este cambio suelen encabezarlo líderes populistas que rompen con el pasado en nombre de una nueva legitimidad popular que a menudo conlleva la refundación de las instituciones[793].

Yoel estime que l'influence de Podemos est en partie responsable de l'essor de Vox car le parti de Pablo Iglesias a remodelé le spectre politique dans son intégralité :

> Podemos acaba con el centrismo heredado de Rubalcaba, incluso Zapatero y que Sánchez también eligió en los primeros momentos. Antes preferían pactar con Albert Rivera que con Pablo Iglesias. Y en ese sentido, no es que haya ejercido un papel fundamental como partido en sí de la oposición, porque sigue siendo el Partido Socialista, sino que ejerció un papel fundamental arrastrando el espectro ideológico. Se ha llevado el Partido Socialista hacia la izquierda y Pedro Sánchez de repente resulta que es comunista, exagero, pero de repente resulta que Pedro Sánchez es un tío muy de izquierdas. Y Podemos, en la oposición, aparte de llevarse el partido socialista, ha hecho que el resto de los partidos se vaya hacia la derecha. Como contraposición a ello. Lo cual ha provocado el surgimiento de Vox, como contraposición directa a la izquierda que se ha hecho el PSOE y a la más izquierda de Podemos, y ha conseguido llevarse a la derecha. Podemos ha sido el inicio de la polarización en España. Al arrastrar el espectro hacia un lado, el otro aspecto reacciona, se va hacia el otro lado, y tenemos lo que tenemos[794].

---

[789] MONEDERO Juan Carlos, « La democracia agredida...», *op. cit.*, p. 149.
[790] HAYNES CAMPOS Carlos, « El momento populista de derechas en Europa...», *op. cit.*
[791] LAZAR Marc, « Populismes de droite, populismes de gauche en Europe » in BADIE Bertrand, VIDAL Dominique, *Le retour des populismes : l'état du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018, p.120.
[792] UNGUREANU Camil, SERRANO Iván, « El populismo como relato y la crisis de la democracia representativa », in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 119, 2018, p. 13-33.
[793] CASTELLS Manuel, *op. cit*, p.391.
[794] Entretien avec Yoel, *op. cit.*

Valentina est militante au sein de *Rebeldía*, un équivalent des jeunesses du parti politique Podemos. Pour elle aussi, le parti de Pablo Iglesias et ses militants ont contribué à donner de la visibilité à Vox :

> Podemos da mucho bombo a Vox. Habla mucho de Vox. En las historias de los militantes de Podemos, se critica mucho, es como "qué asco", pero todo el rato, todo el rato están metiendo Vox, Vox, Vox, y ahora Vox está en el discurso de todos. Todos los días escucho más Vox que Podemos o PSOE o PP, o incluso Teruel existe. Es que los partidos de izquierda reaccionaron muy fuerte y haciendo esta reacción tan heavy, que lo que creo que pretendía era que la gente se diera cuenta de que Vox no merecía la pena y justamente fue lo contrario, fue publicidad gratuita a Vox literalmente[795].

Une autre hypothèse peut alors être formulée pour analyser les facteurs déterminants de l'expansion de Vox à travers la jeunesse espagnole. Déçus par la tombée de Podemos dans le modèle politique traditionnel qu'il combattait, certains jeunes ont pu être tentés de se tourner vers une nouvelle formation politique, apportant des solutions *a priori* simples à des problèmes conjoncturels complexes tels que le chômage des jeunes et la précarité. Comme le mentionne Manuel Castells :

> [C]uando las advertencias tienen un efecto limitado y cuando los partidos que han llegado al poder por elvoto de protesta reproducen la misma indiferencia por la decencia pública, se desarrolla una espiral descendente en la que al hastío de la ciudadanía se suman negatividad y cinismo. Sin embargo, en lugar de abandonar sus derechos, los ciudadanos suelen volverse hacia terceros partidos o nuevos líderes fuera de los grupos mayoritarios en lo que se ha dado en llamar «política insurgente» […][796].

Alors que la majorité des étudiants sont plutôt orientés à gauche, une part de la communauté étudiante, moins visible, tend à « sanctionner » les alternatives au bipartisme, incarnées initialement par Podemos, puis Ciudadanos, qui semblent adopter de plus en plus le fonctionnement des partis traditionnels. Ces formations politiques, qui à leurs débuts se voulaient « novatrices » face à un bipartisme souvent caractérisé de « vieillissant », se retrouvent à devoir défendre leur place face à un PSOE renforcé au niveau parlementaire et à une nouvelle force politique d'extrême droite de plus en plus plébiscitée.

L'ensemble des problématiques articulant la vie politique et la société vont tisser la toile de fond d'une période électorale dense. L'année 2019 va laisser place à une série de campagnes électorales et de scrutins, dont une vague d'étudiants, amenés pour certains à voter pour la première fois, constitueront l'une des cibles majeures des partis politiques dans leurs stratégies de communication.

[795] Entretien avec Valentina, *op. cit*.
[796] CASTELLS Manuel, *op. cit,* p.391.

5.3. Réseaux sociaux, débats télévisés et universités : séduire le jeune électorat au pays de la *memecracia*

Les réseaux sociaux ont pris une place significative dans la participation politique et militante des citoyens depuis le développement des mouvements sociaux anti-austérité du début des années 2010[797]. Ils sont devenus des outils incontournables de communication politique, mais ne remplacent pas pour autant la tenue de débats télévisés, encore très suivis, lors des campagnes électorales. L'utilisation des réseaux sociaux reste néanmoins en filigrane y compris lors de ces moments de confrontations idéologiques entre différents candidats. Les réactions des communautés en ligne sont immédiates et sont souvent à l'origine de détournements humoristiques sous la forme de mèmes[798] de certains propos ou de certaines postures observées pendant les débats. Cette utilisation omniprésente du numérique en politique peut s'expliquer par une tentative de « réconciliation » de la classe politique avec les électeurs, qui se sert d'Internet comme outil de transparence et de proximité[799].

Nés en pleine expansion du numérique, les jeunes des générations Y et Z sont particulièrement adeptes de ce genre d'interactions en ligne. Appréciées pour l'instantanéité des messages échangés et la liberté de s'exprimer et de commenter l'actualité politique sans nécessairement être des « experts », les réseaux sociaux sont des plateformes incontournables pour capter des jeunes électeurs, en particulier les primo-votants. L'année 2019 est une année-série, où des élections à toutes les échelles (européennes, nationales et locales) sont organisées. Ce cumul de scrutins a été l'occasion pour les candidats de développer leur image en ligne, dans le prolongement des débats télévisés, en tentant de mieux s'approprier les codes de communication 2.0 dans une course à la viralité de plus en plus effrénée.

---

[797] Sur la question, voir notamment les ouvrages de: GERBAUDO Paolo, *Tweets and the streets: social media and contemporary activism*, Londres, Pluto Press, 2012; et MALINI DE LIMA Fabio Luiz, ANTOUN Henrique, *La red Internet y la calle. Ciberactivismo y movilización en las redes sociales* (Traduit du portugais par ALZIRA BRUM LEMOS Maria), Guadalajara (Mexique), ITESO Universidad Jesuita de Guadalajara, 2017.

[798] D'après la thèse de Clément Renaud, les mèmes Internet peuvent être définis comme des « courts messages comiques faits de texte, image, vidéo ou de son gagnant rapidement une forte popularité sur Internet en étant partagés, commentés puis transformés lors de leur diffusion », RENAUD Clément, *Conception d'un outil d'analyse et de visualisation des mèmes internet : le cas du réseau social chinois Sina Weibo*, thèse de doctorat réalisée sous la direction de PUEL Gilles et FERNANDEZ Valérie, Paris, ENST, 2014, p. 49.

[799] SÁNCHEZ DUARTE José Manuel, « Participación digital en los partidos políticos. Autonomía y prácticas de militancia en red », in LÓPEZ GARCÍA Guillermo *et al.*, *Dígitos. Revista de comunicación Digital. Movilización social y nuevas tecnologías*, n°1, Universitat de Valencia, 2015, p. 59-69.

5.3.1. Les réseaux sociaux : un outil de campagne et de communication à double tranchant

L'utilisation de plus en plus fréquente des TIC à des fins démocratiques part d'un constat : la confiance des citoyens envers la classe politique est durablement érodée par une crise de légitimité. La création puis le développement des réseaux sociaux jouent un rôle non négligeable dans les démocraties actuelles. Il n'est plus envisageable de « faire de la politique » sans prendre connaissance de ces outils de communication 2.0 et de leur évolution[800] Au-delà de l'usage privé par les utilisateurs, ces réseaux sont véritablement devenus des sphères d'action et de débat politiques, comme une sorte de « nouvelle dimension » de la démocratie participative. Il existe deux visions de l'utilisation des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les institutions et la vie politique et citoyenne : l'une soutient que les TIC jouent un rôle majeur dans le développement de nouveaux pouvoirs et contrepouvoirs (*e-democracy*), l'autre tend à nuancer en limitant l'impact des TIC à un simple outil formel de communication, d'information et d'offres de services pour des institutions locales ou nationales (*e-government*) « ofrecer información y servicios a los ciudadanos a través de las páginas webs » [801]. La démocratisation d'Internet et des plateformes en ligne a donc permis à différents acteurs de la vie politique de proposer davantage de services tout en étant plus productifs et de se montrer plus transparents à l'égard des citoyens concernant les politiques menées ou même parfois les revenus des dirigeants[802].

À l'inverse, la *e-democracy* tend à dépasser le caractère purement institutionnel que peut véhiculer le *e-government*. Elle se caractérise notamment par l'instantanéité de l'information, et l'intensité des débats entre les participants, ce qui donne un aspect interactif[803], voire ludique, aux questions politiques. Ceci représente un avantage incontestable pour les jeunes, qui tendent à s'informer plus facilement et régulièrement grâce aux réseaux sociaux. Comme le mentionne Julia au moment de notre entretien :

> Antes, a lo mejor tenías que cogerte un periódico, y hasta que no llegabas a la página 35 a la columna de la derecha, no veías algo que hubiera pasado. Y yo creo que ahora, si sigues a los partidos, sigues a periódicos un poco de todas las ideologías, enseguida te pones las noticias en las historias y lo

[800] GAMIR RÍOS José, CANO ORÓN Lorena, FENOLL Vicente, *et al.*, «Evolución de la comunicación política digital (2011-2019): ocaso de los blogs, declive de Facebook, generalización de Twitter y popularización de Instagram», in *Observatorio (OBS*)*, n° 16/1, p. 90-115.
[801] GARCÍA GUITIÁN Elena, « Democracia digital. Discursos sobre participación ciudadana y TIC », in *Revista de estudios políticos*, nº 173, 2016, p. 169-193.
[802] CHAVES MONTERO Alfonso (éd.), *Comunicación Política y Redes Sociales*, Séville, Egregius, 2017.
[803] GARCÍA GUITIÁN Elena, *op. cit.*

> ves todo, como mucho más directo. Es mucho más fácil, más rápido, ver las noticias directamente y que te lo pongan allí[804].

Conséquence du développement exponentiel des nouvelles technologies ces dernières années, la démocratisation de l'usage des réseaux sociaux en politique permet de « capter » les plus jeunes à l'heure de leur premier choix en tant que primo-votant[805]. Lors de sa création en 2014, Podemos, par exemple, a très largement exploité l'espace numérique pour élargir son champ d'action, accroitre le nombre de sympathisants et développer une interaction avec eux. Comme l'explique Pilar Lluch Villar, spécialiste des médias :

> Podemos se apoya, como lo han hecho históricamente los que lo han detentado, en los medios de comunicación, pero especialmente en los digitales. Hijos del 2.0, Podemos toma la red para dar voz al individuo, pero al mismo tiempo para transformarlo en un igual entre iguales al hilo de su lógica discursiva. Pero también, la ocupación de este nuevo espacio es la catapulta que rompe las barreras de los medios de comunicación tradicionales -objeto del poder establecido-[806].

Étant donné que la « recette » a fonctionné et contribué au développement record du parti[807], l'ensemble des formations politiques espagnoles utilisent dorénavant ces mêmes outils pour transmettre des informations à leurs adhérents et construire l'image de leur famille politique au travers des interventions de ses différents dirigeants. On constate en effet que les activités des comptes Twitter, Facebook, YouTube, Instagram et Telegram de l'ensemble des partis politiques se sont accrues dès lors que le parti de Podemos est entré en puissance dans le débat politique en se servant des réseaux sociaux comme principal outil de communication[808]. Les comptes de Podemos et de Pablo Iglesias (tous réseaux sociaux confondus) sont d'ailleurs ceux cumulant le plus d'abonnés (plus d'un million d'abonnés chacun), largement devant le PSOE, le PP, Vox et Ciudadanos[809]. Twitter reste le réseau social le plus utilisé en politique, car il permet de diffuser un message très synthétique, accompagné ou non d'un document (photo, vidéo, graphique, article, etc.), rendant la lecture de celui-ci très rapide par les internautes. L'aspect quasi « télégraphique » du message permet à toute personne d'être

[804] Entretien avec Julia, *op. cit.*
[805] LOBERA Josep, RUBIO Rafael, « Nativos digitales: ¿hacia una nueva participación política? », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y generación 2020*, n° 108,2015, p. 145-160.
[806] LLUCH VILLAR Pilar, « Podemos: nuevos marcos discursivos para tiempos de crisis. Redes sociales y liderazgo mediático », in LÓPEZ GARCÍA Guillermo *et al*., *Dígitos. Revista de comunicación Digital. Movilización social y nuevas tecnologías*, n°1, Universitat de Valencia, 2015, p. 111-125, p. 121.
[807] ANDUEZA LÓPEZ Belén, *#Podemos: la influencia del uso de las redes sociales en la política española*, Madrid, Dyckinson, 2015.
[808] CEA ESTERUELAS María Nereida, « Nivel de interacción de la comunicación de los partidos políticos españoles en redes sociales », in *Marco: revista de márketing y comunicación política*, n° 5, 2019, p. 41-57.
[809] Observations réalisées en décembre 2019, à partir du nombre d'abonnés affiché sur chaque compte des partis et des personnalités politiques concernés.

exposée aux idées et aux arguments politiques exprimés dans ce dernier et d'assimiler le contenu en un temps très court, ce qui n'est pas sans avantage dans la course à la popularité que le développement des réseaux sociaux a exacerbée ces dernières années. Comme le souligne Julien Longhi, spécialiste de l'analyse du discours politique et médiatique :

> Les tweets sont le lieu de la construction d'un ethos discursif, ils contribuent à constituer pour les candidats une identité numérique, et visent à la faire percevoir dans les meilleures dispositions. […] le « geste » du tweet politique replonge la rhétorique politicienne dans la sphère du technologique, par le biais technolangagier[810].

Les réseaux sociaux entraînent un partage quasi-illimité d'informations et de données sur Internet, ce qui séduit particulièrement les jeunes, au détriment des médias traditionnels (presse, radio, télévision). L'accès rapide à ces données et l'interactivité des réseaux sociaux leur permettent donc de « consommer de l'information » différemment, comme le démontre la psychosociologue Jacqueline Barus-Michel :

> La presse est un quatrième pouvoir, mais, sous quelque forme que ce soit (journaux, radio, TV), elle informe un public seulement en position de réception. Avec l'avènement d'Internet, c'est le contraire, une parole profuse circule sur la Toile, tout un chacun prend la parole, entre dans le débat. Au début, dans le désordre complet et sur un mode ludique ou futile, mais de plus en plus ce désordre s'organise, des sites, des associations, des clubs, des comités se créent, drainant l'expression sans la confisquer et finissant par peser en termes de mouvements d'opinion sur les instances jusqu'ici sourdes, qui se réservaient parole et pouvoir[811].

Ces outils de communication 2.0 peuvent donc avoir leurs travers. La rapidité de circulation des données entraîne souvent une absence de recul sur les répercussions des contenus publiés de la part de leurs auteurs comme l'affirme le politologue Pablo Simón : « Ahora se demanda inmediatez en la reacción de nuestros representantes, un tuit o un pronunciamiento ante cualquier evento o fenómeno, por más que se necesite sosiego o reflexión »[812]. Le retour en arrière des personnalités politiques en cas de « bourde » ou de phrases mal formulées est impossible. Leurs impairs sont immédiatement repris et partagés par des milliers d'utilisateurs. Le « droit à l'erreur » en termes de communication se fait de plus en plus rare avec la planète Internet et rend friables les stratégies de communication de personnalités politiques pourtant aguerries[813].

---

[810] LONGHI Julien, « Essai de caractérisation du tweet politique », in *L'information grammaticale*, Peeters Publishers, 2013, n° 136, p. 25-32.
[811] BARUS-MICHEL Jacqueline, « La démocratie dans tous ses états », in *Le Journal des psychologues*, n° 247/4, 2007, p. 18-22, p. 22.
[812] SIMÓN Pablo, « Democracias digitales », *El País*, 10 avril 2018. Accès: [https://elpais.com/elpais/2018/04/09/opinion/1523290043_461544.html] (Dernière consultation: 21/07/2021).
[813] AGUIRRE Sala, FRANCISCO Jorge, *La democracia líquida: los nuevos modelos políticos en la era digital*, Barcelone, Editorial UOC, 2016.

Les réseaux sociaux sont un outil efficace de conquête politique par l'émotion. Les contenus choisis par les représentants des partis politiques ne concernent plus nécessairement les activités de ces derniers et visent de plus en plus à susciter soit de l'empathie lorsqu'ils souhaitent être soutenus par un maximum d'utilisateurs, soit de la colère contre leurs opposants, en utilisant un « contenu-choc » qui indigne et invite la communauté Internet à réagir contre la cible visée[814]. Cette forme de manipulation des émotions est exacerbée par la recrudescence de fausses informations[815].

Comme nous l'avons vu précédemment, depuis le développement d'Internet et le boom des réseaux sociaux, la transmission d'informations est devenue instantanée et les réactions qu'elles suscitent sont vives, à tel point que les données transmises et reçues échappent de plus en plus à un « contrôle de véracité ». Si l'information reçue provient d'un contact que le récepteur considère comme une personne de confiance, il aura tendance à ne pas contrôler l'exactitude de l'information et transmettra à son tour une information potentiellement fausse, comme l'admet Manuel Castells :

> la forma en red de distribución del mensaje importa porque, si cada receptor se convierte en un emisor, en vez de un emisor emitiendo vía teléfono móvil a muchos receptores usando su lista de direcciones programada o su red habitual de correspondientes, el receptor identifica el mensaje como procedente de una fuente conocida. […] Las redes de teléfonos móviles se convierten en redes de confianza, y el contenido transmitido por ellas suscita empatía en el procesamiento mental del mensaje[816].

Ce phénomène, de plus en plus répandu et de plus en plus grave est connu aujourd'hui sous le nom de *fake news* ou *bulos* en espagnol. Il s'agit de l'ensemble des informations présentées comme réelles, en ayant souvent recours à des données statistiques ou d'autres sources visant à illustrer le propos, s'avérant être fausses. Les données communiquées sont erronées et sont souvent déformées par leurs émetteurs, dans un intérêt économique, idéologique, ou dans le but de décrédibiliser facilement un concurrent ou de semer la confusion parmi un groupe de personnes donné[817]. Trois sortes de *fake news* peuvent se distinguer[818]: les informations

[814] MAGALLÓN Raúl, CAMPOS Eva, « Redes sociales y polarización. Cuando el algoritmo amplifica las emociones humanas », in *Dossieres EsF*, n° 42, 2021, p. 27-31.
[815] PARREIRA PRADO Magaly, «La proliferación de las "fake news" y sus algoritmos daña la cultura democrática », in *Ambitos: Revista internacional de comunicación*, n° 45, 2019, p. 89-106.
[816] CASTELLS Manuel, *Comunicación y poder*, *op. cit.*, p. 454.
[817] ALLCOTT Hunt, GENTZHOW Matthew, « Social Media and Fake News in the 2016 Election », in *Journal of Economic Perspectives*, n°31(2), 2017, p. 211-236.
[818] D'après la typologie de RUBIN Victoria, CHEN Yimin et CONROY Niall, « Deception detection for news: Three types of fakes », *Proceedings of the Association for Information Science and Technology*, n° 52/1, 2015.

diffusées par la « presse à scandales », qui exagère les traits et formule de gros titres pour susciter de vives émotions autour de l'information et faire le buzz, des informations montées de toutes pièces en imitant le style d'informations diffusées dans les médias, de sorte qu'un public pas ou peu averti les considère comme vraies, enfin les *fakes* humoristiques, des informations fausses présentées de façon grotesque pour provoquer l'hilarité du public (bien qu'il soit possible que l'information diffusée soit prise au premier degré par certains internautes…). La recrudescence de *fake-news* sur Internet et la facilité avec laquelle elles se propagent est liée à la masse gigantesque de messages et d'informations brassées sur la toile, entraînant une absence de contrôle efficace de l'ensemble des contenus hébergés par les réseaux sociaux. La facilité d'interaction mentionnée plus haut est donc également l'occasion pour des millions d'internautes de se sentir « légitimes » pour produire et transmettre une information. En résumé, d'après la journaliste Delia Rodríguez :

> La anarquía de internet proviene de que todos los textos, cortos o largos, de fuente reconocida o bastarda, importantes o irrelevantes, originales o copias, amateurs y profesionales, pelean en iguales condiciones por la misma escasa atención[819].

Pour tenter de redonner du crédit aux informations communiquées sur les réseaux sociaux et de protéger les populations les moins formées et expérimentées, des initiatives de contrôle des informations, ou *fact-checking*, ont vu le jour[820]. En Espagne, lors des débats télévisés d'avril 2019, deux organismes de *fact-checking* ont contrôlé en direct les affirmations des candidats : *Newtral* et *Comprobado*[821]. Le recours à des affirmations fausses pour appuyer un argument est un procédé de rhétorique courant dans un débat[822], et de plus en plus usité lors des campagnes électorales. C'est ce qu'ont analysé Ángel Vizoso et Xosé López García, spécialistes du journalisme et de la communication :

> Durante los debates electorales los candidatos pueden emplear estrategias de desinformación o modificación en mayor o menor medida de la realidad con el objetivo de decantar la balanza a su favor. El empleo de la verificación en tiempo real a través del aporte de las fuentes originales podrá aportar una mayor riqueza a este tipo de encuentros, ya que la audiencia puede tener conocimiento de si aquello

---

Accès: [https://asistdl.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/pra2.2015.145052010083] (Dernière consultation : 15/08/2022).

[819] RODRÍGUEZ Delia, *Memecracia…*, *op. cit.*, p. 106.

[820] AMORÓS Marc, *Fake News. La verdad de las noticias falsas*, Barcelone, Plataforma Editorial, 2018.

[821] VIZOSO Ángel, LÓPEZ GARCÍA Xosé, « Newtral y Comprobado: experiencias de fact-checking durante la campaña electoral de las Elecciones Generales en España », in PUENTES-RIVERA Iván, FERNÁNDEZ-SOUTO Ana Belén, VÁZQUEZ GESTAL Montse (coords.), *Debate sobre los debates electorales y nuevas formas de comunicación política*, *Cuadernos Artesanos de Comunicación*, n° 171, Universidad de Vigo, 2020, p.77-98.

[822] Voir par exemple les stratagèmes V (« Faux arguments ») et VI (« Postuler ce qui n'a pas été prouvé ») de SCHOPENHAUER Arthur, *L'art d'avoir toujours raison [1864]*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

> que cuentan los intervinientes se ajusta o no a la realidad acudiendo para ello a los datos. En el momento actual, esta verificación suele tener lugar en segundas pantallas como, por ejemplo, las redes sociales[823].

Les personnalités politiques soignent de plus en plus leurs images numériques car elles sont un outil précieux de conquête politique. La possibilité d'interagir de manière instantanée avec les utilisateurs donnent une impression de proximité avec les différents acteurs de la classe politique. S'ils sont un outil efficace de marketing politique, les réseaux sociaux peuvent également être une arme redoutable permettant de décrédibiliser un opposant. Par ailleurs, les internautes occupent une place prépondérante dans le combat politique puisqu'ils peuvent réagir et commenter librement toute publication, qu'ils aient de des connaissances et de l'expérience ou non, ce qui peut faciliter la diffusion et le partage de fausses informations, créant une réaction en chaîne de la communauté Internet. C'est pourquoi depuis plusieurs années, des organisations de vérification de données voient le jour et distinguent le vrai du faux dans cet océan d'échanges de données. Les réseaux sociaux deviennent donc à la fois un canal de *fake-news* mais également, et de plus en plus, de *fact-checking*, grâce à ces initiatives qui contribuent à réduire les risques de désinformation et de surenchères dans l'opinion publique, sur et hors les plateformes numériques. Lors des débats télévisés organisés en avril 2019 pour les élections législatives du 28-A, une équipe de chercheurs a analysé les twits les plus partagés :

> Del centenar de tuits que conforman el cuartil más retuiteado, la mitad (55 tuits) son declaraciones de los candidatos, pero también cobra un papel fundamental el fact-checking de los medios y los fact-checkers (35 tuits). En cuanto a la temática de los tuits, un cuarto (27 tuits) se refieren a temas de economía (pensiones y desempleo, fundamentalmente), 13 aluden a apreciaciones personales o de carácter entre los candidatos en liza, 11 se refieren a los debates en sí (tuits autopromocionales de los medios o los fact-checkers) y 11 son tuits animando al voto. En resumen: la conversación en Twitter sobre el 28-A estuvo dominada por los debates electorales y la verificación en directo de dos medios (eldiario.es y El País)[824].

Si les affirmations des candidats ont été l'objet de nombreux commentaires et de vérifications par les plateformes de *fact-checking*, les candidats eux-mêmes sont de plus en plus sous les projecteurs de la jeunesse connectée dans un tout autre registre.

[823] VIZOSO Ángel, LÓPEZ GARCÍA Xosé, *op. cit.*, p. 94-95.
[824] PANIAGUA ROJANO Francisco, SEOANE PÉREZ Francisco et MAGALLÓN Raúl, « Anatomía del bulo electoral: la desinformación política durante la campaña del 28-A en España », in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 124, avril 2020, p. 123-145, p. 138.

5.3.2. Débats télévisés, humour et mèmes politiques : le divertissement au détriment d'un choix électoral réfléchi ?

Les débats diffusés à la télévision sont un moment incontournable des élections et représentent un enjeu particulier de communication et de marketing politique pour les candidats. Comme le souligne Alejandro Costa Escudero :

> Es en ese espacio donde los políticos pueden acercarse a su público objetivo, intentando persuadirle o disuadirle, con el objetivo de cosechar unos grandes resultados electorales, reafirmando o contrariando las temidas encuestas de intención de voto[825].

Traditionnellement, les débats télévisés sont une source importante d'audience pour les chaînes qui les diffusent. Les débats offrent en effet un « spectacle télévisuel[826] » format grand public au même titre que les grands matchs de football. Comme l'indique Ricardo Vaca Berdayes, professeur en médias audiovisuels et PDG de Barlovento Comunicación : « fútbol y política se dan la mano y beben millones y millones de espectadores en una proporción más homogénea de la que en un principio pudiera pensarse »[827]. Les débats télévisés doivent se tenir dans un format simple et permettre de rendre la politique accessible à un grand nombre de citoyens[828].

À l'occasion des élections du 28 avril 2019, chacun des débats organisés, l'un sur une chaîne publique (La 1) le 22 avril et l'autre sur une chaîne privée (Antena 3) le 23 avril, connaît un important chiffre d'audience (respectivement 7,8 et 9,5 millions de téléspectateurs environ). Le groupe d'âge majoritaire ayant suivi ces programmes sont les personnes âgées de plus de 64 ans, puis les 13-24 ans, juste devant les 25-44 ans et les 45-64 ans[829].

Dans une étude réalisée par Alejandro Costa Escuredo, sur un total de 800 personnes interrogées à travers un questionnaire en ligne, 42% cherchent à collecter des informations sur les candidats et leurs programmes lors des débats télévisés, mais un tiers des enquêtés ne se

[825] COSTA ESCUREDO Alejandro, « Debates electorales: su utilidad y su influencia en el voto », in PUENTES-RIVERA Iván, FERNÁNDEZ-SOUTO Ana Belén, VÁZQUEZ GESTAL Montse (coords.), *op. cit.*, p. 13-26, p. 15.
[826] CAMPO VIDAL Manuel, *La cara oculta de los debates electorales*, Madrid, Arpa, 2017, p. 26.
[827] VACA BERDAYES Ricardo, « El debate televisivo Rubalcaba-Rajoy: 140 veces llenó el Bernabéu o el Nou Camp », in GALLEGO REGUERA María (coord.), *El Debate del Debate* 2011, Barcelone, Dykinson, ATV et Universidad Rey Juan Carlos, 2012, p.53.
[828] COLEMAN Stephen, « Debate on Television: The Spectacle of Deliberation », in *Television and New Media*, n°14/1, 2013, p.20-30.
[829] CASADO RUIZ Antonio, VACA BERDAYES Ricardo *et al.*, « La transformación de los grandes debates electorales televisivos de abril de 2019 », in PUENTES-RIVERA Iván, FERNÁNDEZ-SOUTO Ana Belén, VÁZQUEZ GESTAL Montse (coords.), *op. cit.*, p. 27-48.

fient pas aux débats télévisés[830]. Quant à la perception des objectifs des candidats au moment de participer aux débats, la même étude révèle que 40% des interrogés pensent que les candidats ne font qu'attaquer le programme de leurs concurrents et en deuxième lieu, 16% affirment que les débats télévisés ne sont qu'une mise en scène politique, orchestrée par les candidats[831]. Plus de la moitié des interrogés savaient déjà pour qui ils allaient voter avant les débats télévisés et 44% pensent qu'à aucun moment ces derniers ne leur ont été utiles dans la confirmation ou l'infirmation de leur choix. Bien que l'influence des débats télévisés dans le vote final des électeurs soit limitée, ces programmes ont permis aux différents candidats de générer des éléments comiques, volontairement ou malgré eux.

Hormis l'utilisation de *fake-news* comme instrument de persuasion, l'humour en est un autre qui peut s'avérer très efficace dans les discours[832] comme sur les réseaux sociaux. D'après Cristina Flesher Fominaya, sociologue des médias :

> [L]'humour peut jouer un rôle significatif en générant un sentiment d'identification et de solidarité commun, en définissant et en critiquant "l'opposition", en intégrant des membres nouveaux et marginaux au groupe, en apaisant les tensions et les conflits, et en exprimant une identité politique alternative[833].

Dans une année électorale aux différents enjeux telle que l'année 2019 en Espagne, l'utilisation de procédés comiques par les candidats permet de dédramatiser l'aspect « crucial » du choix qu'un électeur doit faire s'il se décide de se rendre aux urnes. Conscients des impacts sur la société si un candidat ou un autre venait à remporter le scrutin, certains individus peuvent trouver pesant un tel contexte. D'après Ana María Fernández Poncela, chercheuse en anthropologie sociale et culturelle, l'humour politique est donc « una manera de persuadir al hacer que la gente se sintiera bien pues había una suerte de liberación de tensión física, mental y emocional, en medio de campañas a veces rutinarias, e incluso tensas por momentos »[834]. Mais avec les réseaux sociaux et l'imagination de milliers d'internautes,

---

[830] COSTA ESCUREDO Alejandro, « Debates electorales…», *op. cit.*
[831] *Ibid.*, p. 20
[832] COSTAS Elena, « El humor en el discurso político », in *Jot Down, Contemporary culture mag*, 18 mai 2016. Accès: [https://www.jotdown.es/2016/05/humor-discurso-politico/](Dernière consultation : 31/07/2021).
[833] FLESHER FOMINAYA Cristina, «The Role of Humour in the Process of Collective Identity Formation in Autonomous Social Movement Groups in Contemporary Madrid », in *International Review of Social History*, n°52, 2007, p. 243-258, p. 246. Citation originale: « humour can play a significant role in generating a sense of common identification and solidarity, defining and critiquing the "opposition", integrating new and marginal group members, releasing tension and negotiating conflict, and expressing an alternative opposing political identity » (traduction de l'auteure).
[834] FERNÁNDEZ PONCELA Ana María, « El humor en las elecciones o las elecciones del humor », in *Espacio Abierto*, vol. 29, n° 2, Universidad de Zulia (Mexique), 2020, p. 205-237, p. 231.

l'humour dépasse le cadre purement discursif et se transforme en une attitude de dérision de la part des plus jeunes électeurs, face à des débats de plus en plus théâtralisés.

Récepteurs importants d'actualités et de messages en ligne, ils sont également des émetteurs et des transmetteurs de contenus. Le développement des *smartphones* leur permet de se transformer parfois en « journalistes amateurs », en capturant un instant susceptible de créer une actualité (photo ou vidéo d'un évènement, commentaire d'une déclaration télévisée d'une personnalité politique etc.). Les jeunes ont donc la possibilité de devenir témoins, acteurs et créateurs de l'actualité politique de leur pays[835]. Néanmoins, ils semblent se servir de l'humour pour la détourner et la rendre plus légère aux yeux de tous[836]. L'un des contenus les plus répandus chez les jeunes, tant dans la création que dans la diffusion, sont les mèmes Internet. Comme le démontre Pilar Lluch Villar,

> La intervención entre iguales en ese "espacio de autonomía" ha fomentado la sensación de colaborar en la creación. El individuo ha mutado, no es un convidado de piedra es protagonista de la posible transformación. Por tanto, a través de los nuevos modos discursivos cambia la visión del mundo y cambia el concepto que el sujeto tiene de sí mismo. Para estos nuevos modos comunicativos se opta por un discurso sencillo -la simplicidad del mensaje-, directo -el titular-, efectista, emotivo y simbólico -el meme-. Se mueve en lugares comunes y acuerdos transversales para unir a todos aquellos que se han sentido fuera[837].

Bien que d'origine américaine, les mèmes Internet sont apparus et se sont développés depuis le début des années 2010 en Espagne. Comme le décrit Eduardo Romanos, chercheur en sociologie politique :

> [L]a creciente presencia del humor en los movimientos sociales parece responder asimismo al desarrollo de las nuevas tecnologías de la información y la comunicación. […] [I]nternet y las redes sociales representan hoy en día una plataforma con enormes posibilidades para el desarrollo de formas humorísticas de comunicación potencialmente subversivas […] como la ridiculización de oponentes y la difusión no-confrontacional de la crítica, tanto externa como interna al movimiento[838].

Le mouvement social du 15-M a été l'un des éléments déclencheurs d'une production particulièrement prolifique dans le domaine et a entraîné une nouvelle façon de tourner la

[835] ANTOLÍN LLORENTE Ion, « La juventud emisora de información », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y generación 2020*, n° 108, 2015, p. 171-177.
[836] DAGNAUD Monique, « Chapitre 7 / Le lol (laughing out loud) sur le net un état d'esprit politique propre aux jeunes générations », in MUXEL Anne, *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 181-195.
[837] LLUCH VILLAR Pilar, *op. cit.*, p. 122.
[838] ROMANOS Eduardo. «"No es una crisis, es que ya no te quiero". Humor y protesta en el movimiento 15M », in *Revista Internacional De Sociología*, n° 74/3, 2016. Accès: [https://revintsociologia.revistas.csic.es/index.php/revintsociologia/article/view/653/765] (Dernière consultation : 15/08/2022).

politique et des sujets graves, tels que la précarité des jeunes, en dérision[839]. Il serait impossible de répertorier l'ensemble des mèmes diffusés sur Internet en Espagne depuis 2011, mais les périodes électorales ont globalement été des cadres propices à l'apparition exponentielle de ces contenus. Nous avons donc choisi d'étudier les mèmes construits à partir d'une image par les internautes au moment des différents débats télévisés organisés pour les élections législatives d'avril et de novembre 2019. Les réseaux sociaux, et notamment Twitter, interviennent dans le prolongement de l'humour discursif des candidats et de l'esprit « divertissement » des débats télévisés, surtout chez les plus jeunes, qui ne perdent pas une occasion d'être à l'origine ou de relayer des mèmes. Le contenu de l'image peut être soit un « viral » (une image diffusée largement à travers le monde et réemployée dans différents contextes), soit un photogramme de l'émission en cours, accompagnée d'une légende textuelle, ou encore un montage, réalisé à partir d'un photogramme et agrémenté d'ajouts à des fins comiques.

A l'occasion des élections législatives du 28 avril, beaucoup d'internautes ont créé des mèmes à partir de photogrammes du débat où les candidats ont une expression du visage singulière ou un comportement particulier. Les images sont détournées de leur contexte grâce aux légendes qui les accompagnent. Dans le mème ci-dessous, l'internaute reprend une image de Pablo Iglesias en train de lire un extrait de la Constitution pendant le débat télévisé du 22 avril et la réutilise à des fins comiques :



Figure 8 : Tweet de @VegetalFighter- 23 avril 2019. Accès : [https://twitter.com/VegetalFighter/status/1120481700969160705]

[839] RODRÍGUEZ Delia, « Los virales de la #spanishrevolution », in *Blog Trending Topics, El País*, 19 mai 2011 Accès : [http://blogs.elpais.com/trending-topics/2011/05/los-virales-de-spanishrevolution.html] (Dernière consultation : 13/08/2021).

À l'issue du scrutin, l'alliance PSOE/Podemos a été menacée par les propositions de Ciudadanos pour former un gouvernement. Dans l'exemple suivant, l'internaute a repris l'image d'un mème largement répandu à travers le monde (celui du « petit-ami infidèle[840] ») et l'a associé à la situation politique de l'Espagne suite aux résultats du 28-A :



Figure 9 : Tweet de @merulero - 28 avril 2019. Accès : [https://twitter.com/merulero]

La répétition d' élections législatives, faute d'accords pour que le PSOE puisse former un Gouvernement de coalition, a généré une forme de lassitude chez les Espagnols et en particulier chez les jeunes. Toutefois, l'humour des mèmes Internet a contribué à garder les jeunes « connectés » lors du débat. Comme le précise Jesús lorsque nous lui demandons s'il a suivi la campagne du 10-N avec le même intérêt que celle du 28-A :

> Yo creo que todos la seguimos un poco menos. Bueno excepto las perlitas de algunos candidatos, con los memes[841].

Il est vrai que le caractère répétitif du scrutin n'a pas empêché les internautes d'être créatifs. La première participation au débat de Santiago Abascal, l'absence d'Íñigo Errejón suite à la création de son propre parti national, le lapsus malheureux de Pablo Iglesias[842] en passant par

[840] SÁNCHEZ HIDALGO Emilio, « La historia detrás del meme del novio distraído: es una foto de un barcelonés », *El País*, 28 août 2017. Accès: [https://verne.elpais.com/verne/2017/08/28/articulo/1503909476_068551.html] (Dernière consultation: 28/07/2021).
[841] Entretien avec Jesús, *op. cit*.
[842] ANTENA 3, « Las redes se ceban con la confusión de Pablo Iglesias: "mamadas" en vez de "Manadas"», 04 novembre 2019. Accès : [https://www.antena3.com/noticias/espana/la-confusion-de-pablo-iglesias-hay-mujeres-escandalizadas-con-lo-que-hemos-visto-en-tantas-mamadas_201911045dc0a68a0cf2e8dc5194799c.html] (Dernière consultation : 27/07/2021)

le pavé apporté par Albert Rivera[843], symbolisant les violences occasionnées par la crise catalane à Barcelone… les candidats ont donné aux Espagnols de nombreuses opportunités de se divertir.

Des montages comme celui-ci, où l'on voit des images du débat du 4 novembre, imaginé comme un programme de télévérité (ou *reality show*), avec l'irruption d'un « invité surprise » qui n'est autre qu'Íñigo Errejón, ont envahi la Toile :



Figure 10 : Tweet de @JoseCarlosCB27- 05 novembre 2019. Accès : [https://twitter.com/josecarloscb27/status/1191494334727827456]

Lors de nos entretiens, les étudiants interrogés ont majoritairement reconnu que les débats télévisés ne conditionnaient pas leur vote et n'influençaient en rien leur orientation politique. Ces émissions, comme nous l'avons décrit plus haut, ont été l'occasion de se divertir, plus que de se décider à l'approche des scrutins. Les propos de Javier nous ont paru résumer le ressenti de l'ensemble des enquêtés :

> No lo he llegado a tomar en serio a los debates electorales. Se puede decir que yo veía la tele, estaba pendiente del móvil, a ver quién es el primero que dice una tontería para twittearla. Ha sido un poco como he vivido esa campaña, como un chiste. Yo las propuestas me las veía en el programa electoral. Y en los debates, pensaba más en los memes, en la broma, que en la calidad del debate. Son muchos factores: por un lado, nos gusta hacer coñas de todo y luego los políticos, yo creo que siguen sin entender qué es una campaña electoral. Al final la política siempre ha sido actuación y siempre ha sido espectáculo. Pero yo creo que en España se ha llegado a un punto en el que la actuación es vacía y solo sirve para hacer memes[844].

[843] GÓMEZ Rosario, « El adoquín de Rivera y cartapacios llenos de gráficos », *El País*, 05 novembre 2019. Accès: [https://elpais.com/politica/2019/11/04/actualidad/1572894622_410904.html] (Dernière consultation: 27/07/2021).
[844] Entretien avec Javier, *op. cit*.

Le « spectacle » des débats tend à vider le sens des contenus présentés par les candidats. De plus, il se peut que les jeunes aient opté pour se détourner du caractère politique initial de ces programmes pour une autre raison. Comme le déplore Laura B.:

> En los debates preelectorales que han sido en televisión, no se ha hablado de educación, no se ha hablado de juventud[845].

L'affirmation de cette étudiante est vraie car d'après une analyse des deux débats télévisés des 22 et 23 avril 2019, ces thèmes n'apparaissent pas dans le plan de réalisation des deux émissions et n'ont pas été mentionnés par les candidats[846].

Les débats télévisés sont de moins en moins déterminants pour les résultats des élections car ils ne présentent plus l'essence des programmes que les candidats sont censés défendre lors de ces émissions. Devenus des programmes de divertissement, les débats télévisés sont une occasion pour la jeunesse espagnole d'aborder la politique différemment, à travers les réseaux sociaux et les contenus humoristiques dont ils sont souvent à l'origine.

5.3.3. Les premiers résultats du pentapartisme et la perception des élections législatives d'avril et novembre 2019 par les étudiants

Les élections législatives du 28 avril et du 10 novembre 2019 sont autant de scrutins qui ont marqué un tournant dans la conquête du pouvoir en Espagne. En quatre ans, le nombre de partis se présentant à échelle nationale est passé de deux, à quatre, puis à cinq avec l'arrivée de Vox et enfin à six en novembre 2019, après qu'Íñigo Errejón ait décidé de présenter un projet électoral à l'échelle du pays. La fragmentation de la gauche et la montée de l'extrême-droite, que nous avons mentionnées dans la deuxième partie de ce chapitre, rendent les résultats de plus en plus incertains. Avec une telle diversification du choix politique, il n'est plus possible qu'un parti gouverne en solitaire, bien qu'il arrive en tête des élections. Les majorités absolues se gagnent désormais à l'issue de longues et intenses négociations.

À l'issue de la motion de censure et face à une situation politique et institutionnelle de plus en plus instable, le gouvernement de Pedro Sánchez a finalement convoqué des élections le 28 avril 2019, soit environ dix mois après la destitution de Mariano Rajoy. Après une campagne électorale riche, ponctuée par deux débats télévisés, le PSOE gagne les élections et remporte

[845] Entretien avec Laura B., *op. cit.*
[846] CASADO RUIZ Antonio, VACA BERDAYES Ricardo *et al.*, *op. cit.*

123 sièges au Congreso de Diputados, soit 38 de plus qu'en 2016, le PP reste deuxième, mais perd 71 sièges et tombe à 66 députés. Toujours par rapport à 2016, Podemos perd 29 sièges et tombe à 42 élus, Ciudadanos en gagne 25 et monte à 57 députés et Vox se fait une place au Parlement en remportant 24 sièges. Pedro Sánchez est donc le grand gagnant de l'élection, bien qu'il nécessite de conclure un pacte avec un autre parti politique pour obtenir la majorité absolue au Congreso de Diputados, soit 176 sièges. Le parti de Pablo Iglesias, allié principal du PSOE lors de la motion de censure, a fait les frais de ses divisions internes et de l'irruption d'un parti, certes à son exact opposé idéologique, réutilisant les mêmes stratégies de communication que lui. Par ailleurs, l'accroissement du nombre de députés Ciudadanos rend le parti d'Albert Rivera avantageux en cas d'alliance, car il permettrait une majorité absolue à Pedro Sánchez sans qu'il ne négocie avec d'autres partis politiques. En choisissant de faire un pacte avec Podemos pour former un gouvernement, Pedro Sánchez doit trouver au moins 11 voix supplémentaires favorable à son investiture, auprès de ses autres « partenaires », dont Esquerra Republicana de Catalunya, qui obtient 15 sièges à l'issue du 28-A. Comme ajoute Hubert Peres :

> Le principe même d'une coalition partisane n'est pourtant pas étranger à la vie politique espagnole. Faute de quelques sièges pour atteindre la majorité absolue, le parti vainqueur des élections a été fréquemment obligé de négocier un soutien (toujours sans participation gouvernementale) avec une autre formation (le plus souvent parmi les partis nationalistes modérés basque et catalan) pour assurer une majorité stable[847].

Or, les rapports de force entre les différents partis politiques ont, cette fois-ci, dépassé le cadre des négociations. Après plusieurs mois de va-et-vient et d'échanges physiques et téléphoniques entre les différents protagonistes d'une éventuelle alliance, faute d'accord entre le PSOE, Ciudadanos et Podemos, Pedro Sánchez est contraint de convoquer de nouvelles élections. Ce nouveau scrutin suscite la colère et l'incompréhension des Espagnols ainsi qu'une crainte que les résultats obtenus ne permettent toujours pas de mettre en place un nouveau Gouvernement.

Bien que le scrutin du 10 novembre fasse suite à une longue période électorale et à une série d'élections à différentes échelles, la participation électorale n'a pas tant baissé que cela, comparée à celle du 28-A : 75,75% contre 69,89%[848]. Une partie des jeunes que nous avons

[847] PERES Hubert, « Les élections législatives…», *op. cit.*, p. 151.
[848] MINISTERIO DE INTERIOR, « Resultados elecciones generales 10N ». Accès : [http://www.interior.gob.es/elecciones-generales-10n] (Dernière consultation: 27/07/2021).

interrogés ne sont pas favorables à la répétition des élections, mais sont conscients de l'enjeu de ces dernières. C'est ce qu'explique Carlos :

> Por hastío ya de que llevamos cinco elecciones en un par de años, prácticamente hay elección cada año, pues entiendo que la gente se canse. Pero realmente creo que es muy importante atender a estos comicios[849].

Par ailleurs, d'après Diego, un jeune de 18 ans habitant de Las Rozas[850], les jeunes ne sont pas le groupe d'âge ayant été le moins mobilisé :

> Creo que la gente que más se ha desencantado no somos los jóvenes sino tal vez el grupo intermedio, vamos los adultos principalmente, los que están entre el grupo joven y la gente mayor. La gente mayor por lo general siempre va a votar porque vivieron cuando Franco, entonces por lo general nunca se perdió una votación. Luego nosotros estamos muy comprometidos con la política, entonces siempre vamos, excepto en algún caso, se suele ir a votar siempre. Pero luego la gente más adulta pues sí que se puede cansar más. No está tan interesada en el tema de la política[851].

En 2019, les 18-24 ans représentaient 3 millions d'électeurs, soit 8% de l'électorat. Un tiers d'entre eux allaient voter pour la première fois et pour environ 230.000 d'entre eux, le scrutin du 10-N allait être le premier. Les réseaux sociaux ont certes contribué à un suivi plus assidu des campagnes par les jeunes, mais le droit de vote récemment acquis pour un million d'Espagnols en cette période électorale dense ont permis de « limiter » l'abstention chez les plus jeunes, et surtout parmi les étudiants.

Les résultats du 10-N ont fait perdre des voix au PSOE et à Podemos, se retrouvant respectivement à 120 et 35 députés. Les craintes de certains étudiants interrogés étaient fondées puisque Vox passe devant Podemos, avec l'obtention de 52 sièges. Le PP se remet de son échec précédent en remportant 89 sièges, au détriment de Ciudadanos, qui s'effondre avec 10 sièges et se classe même derrière ERC[852]. Nous supposons que la baisse des suffrages en faveur de la gauche soit liée aux différends ayant opposé Pablo Iglesias et Pedro Sánchez et empêché un accord d'investiture, mais une série de facteurs sous-tendent le contexte de ces résultats.

Le travail de Pablo Casado entrepris pour redorer le blason de son parti après les scandales de corruption commencent à porter leurs fruits[853]. Le résultat surprenant de Ciudadanos est

---

[849] Entretien avec Carlos, *op. cit.*
[850] Il s'agit de l'une des communes de la région de Madrid dont le revenu moyen par habitant est le plus élevé.
[851] Entretien avec Diego, 18 ans, étudiant en 1ère année de double *Grado Universitario* en Droit et Sciences Politiques à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association universitaire *Sociedad de Debate*, réalisé le 02/12/2019.
[852] EL PAÍS, « Resultados elecciones Generales 2019 10N ». Accès: [https://resultados.elpais.com/elecciones/generales.html] (Dernière consultation : 31/07/2021).
[853] MIRANDA Virginia, «Vuelve el PP sin complejos. El triunfo de Casado arrincona el marianismo», *El Siglo de*

principalement lié à l'échec du parti d'Albert Rivera aux municipales de Barcelone, mais aussi et surtout aux sentences du *procès*, condamnant les responsables du référendum d'octobre 2017 en Catalogne[854]. La montée en puissance de Vox est également liée aux problématiques de la crise catalane, mais aussi à l'entrée de Santiago Abascal dans l'arène des débats télévisés, ainsi qu'à la déception générée par Ciudadanos et Podemos, qui ne sont pas parvenus à se mettre d'accord avec le PSOE pour permettre la formation d'un gouvernement à la suite du 28-A[855]. Nous supposons également que l'exhumation de Franco le 24 octobre 2019 est à l'origine de la hausse des résultats de Vox, car cet évènement a suscité de vives réactions, favorables comme hostiles à l'égard de la démarche de Pedro Sánchez[856].

Le contexte politique et les différentes actualités en lien avec la crise catalane ou la mémoire Historique ont pu favoriser la montée de l'extrême-droite, mais ne sont pas les principaux motifs de la hausse des résultats de Vox. La stratégie de communication de Vox et « l'effet nouveauté », à la fois de ce parti et du droit de vote de certains jeunes, permet d'attirer une partie de ces derniers en demande de changements politiques. N'étant plus convaincus, ni par Ciudadanos, ni par Podemos, une partie de ces jeunes aurait donc choisi de voter pour Vox dans le but de voter contre les autres partis. Comme le mentionne Paula A. :

> En España hay gente que piensa de muchas formas y gente que está muy cansada de todo. Entonces creo que también ha habido mucho voto de castigo y a los jóvenes les gustan las cosas nuevas y las cosas disruptivas, las cosas que cambian. […]Entonces todo lo nuevo, a la gente también le ilusiona, le motiva o tiene expectativas. Yo creo que están repitiendo un poco el ciclo que estaban repitiendo un poco Podemos[857].

Tous les étudiants primo-votants que nous avons interrogés se sont rendus aux urnes et leurs votes aux élections du 28-A et du 10-N ont largement bénéficié au PSOE, puis à Podemos pour les deux scrutins. Ciudadanos a été plébiscité par une partie des étudiants interrogés en mai 2019 lors du 28-A, mais ces derniers ont décidé de se désolidariser du parti d'Albert Rivera après que celui-ci ait entrepris une alliance avec Vox lors des élections municipales et régionales. Quelques étudiants votant pour le PP restent fidèles à leur parti (dont ils sont

---

Europa, n° 1256, 2018. Accès : [https://elsiglodeuropa.es/siglo/historico/2018/1256/Index%20Politica%20Portada.html] (Dernière consultation : 21/03/2020).

[854] PAMIES PALAZUELO Joan Carles, «Elecciones 10N: ¿Qué ha cambiado respecto a las generales de abril?», *The Conversation*, 11 novembre 2019. Accès: [https://theconversation.com/elecciones-10n-que-ha-cambiado-respecto-a-las-generales-de-abril-126740] (Dernière consultation: 31/07/2021).

[855] MENÉNDEZ MILLÁN Arroyo, «Las causas del apoyo electoral a VOX en España », in *Política y Sociedad*, n° 57/3, 2020, p. 693-717.

[856] REDACCIÓN LA VANGUARDIA, « De la satisfacción a la indignación en las reacciones a exhumación de Franco », *La Vanguardia*, 24 octobre 2019. Accès: [https://www.lavanguardia.com/politica/20191024/471173254822/de-la-satisfaccion-a-la-indignacion-en-las-reacciones-a-exhumacion-de-franco.html] (Dernière consultation: 31/07/2021).

[857] Entretien avec Paula A., *op. cit.*

membres). Quelques rares étudiants lassés du « monopole » de Pablo Iglesias au sein de Podemos ont décidé d'accorder leur vote à Íñigo Errejón lors du 10-N. Enfin, il a été très difficile de trouver des étudiants électeurs de Vox, mais l'un des deux que nous avons interrogés a voté pour le parti de Santiago Abascal en signe de protestation. L'autre étudiant ayant voté pour Vox l'a fait pour des questions de patriotisme. Il n'a pu participer qu'au scrutin du 10-N car il n'était pas encore majeur lors du 28-A. Vox et le PP ont donc, en quelque sorte, bénéficié du « vote-sanction » d'une partie des Espagnols, qui rendent le PSOE, Podemos et Ciudadanos responsables de la tenue de ce deuxième scrutin national en moins de sept mois. La participation a perdu à peine 5 points entre le 28-A et le 10-N, ce qui montre que, malgré la répétition d' élections législatives, les Espagnols restent mobilisés. Par ailleurs, les jeunes primo-votants n'ont pas perdu l'occasion de participer à leurs premières élections et de suivre les campagnes sur les réseaux sociaux, ce qui a contribué, d'une certaine manière, à limiter la forte abstention qui aurait pu être occasionnée par la répétition d'un scrutin.

Conclusions intermédiaires : Des primo-votants mobilisés, malgré un contexte politique complexe et une représentation limitée dans les institutions

Le dialogue entre partis politiques et jeunesse espagnole reste encore limité. D'une part, le jugement et la multiplication des affaires de corruption confirme l'impression des Espagnols de vivre dans une « kleptocratie »[858], ce qui ne contribue pas à instaurer un « climat de confiance » entre jeunes électeurs et personnalités politiques. D'autre part, les Jeunesses militantes sont certes des organismes utiles à l'intégration de la jeunesse à la vie politique, mais elles ne permettent pas un rajeunissement significatif des élus, hormis à échelle locale. En effet, l'âge moyen du Congreso de Diputados est de 47 ans, et ce depuis 5 législatures. Podemos reste le groupe parlementaire le plus « jeune » en termes de moyenne d'âge. En 2019, l'hémicycle compte moins de 15% de députés de la génération des Millenials. Parmi eux, la plus jeune députée de l'Histoire de l'Espagne, Marta Rosique, née en 1996[859]. Par ailleurs, les plus jeunes députés ont souvent forgé leur expérience politique en-dehors des Jeunesses militantes du parti, à l'instar de José Ángel Alonso (PP), né en 1993, ou Andrea Fernández (PSOE), née en 1992. Ces derniers sont avant tout parvenus à obtenir leurs postes grâce à leurs parcours d'études et à leurs trajectoires personnelles et/ou professionnelles.

Connectés et très présents sur les réseaux sociaux, les habitudes des jeunes des générations Y et Z ont incité l'ensemble des partis politiques à renforcer leurs stratégies de communication 2.0 afin de conquérir ces Espagnols nés en plein essor d'Internet et des nouvelles technologies. Néanmoins, cette expansion de la politique au-delà des médias traditionnels occasionne une multiplication des informations fausses et une course à la notoriété de la part des candidats aux élections, en ligne, comme à la télévision. Les programmes politiques n'apparaissent que superficiellement dans les débats télévisés et sont souvent utilisés par les candidats pour attaquer leurs concurrents. Par conséquent, les étudiants décident de se réapproprier les interventions télévisées des candidats et souvent de les tourner en dérision, à travers la création et la diffusion de mèmes Internet. L'ultra-connectivité des débats sert donc de divertissement, au détriment parfois d'une clarification des arguments des candidats et d'une meilleure mise à portée de la « véritable » politique à

[858] BAYONA Eduardo, « La lista de espera de la corrupción: más de doscientos casos aislados pendientes de juicio », *Público*, 20 avril 2019. Accès: [https://www.publico.es/politica/corrupcion-espana-lista-espera-corrupcion-cien-casos-aislados-pendientes-juicio-chorizocracia-tribunales-acumulan-cien-casos-corrupcion-pendientes-juicio.html] (Dernière consultation : 27/07/2021).

[859] MARCOS David, LARRAZ Irene, « Radiografía del Congreso: así son las generaciones que lo componen », *Newtral.es*, 11 janvier 2021. Accès: [https://www.newtral.es/generaciones-congreso-diputados-edad/20210111/] (Dernière consultation : 27/07/2021).

l’ensemble des jeunes. Si les candidats tendent à être de moins en moins pris au sérieux par les jeunes au moment des débats, la théâtralité et les procédés rhétoriques dont ils usent y sont pour beaucoup, mais pas seulement. Les étudiants interrogés ne sont pas dupes et constatent que la bataille d’idées a laissé place à la bataille du buzz et de la popularité.

Appelés à voter plusieurs fois en une période de temps très court, les jeunes ayant voté pour la première fois en 2019 ont grandi dans un climat politique, économique et social en constante évolution. Conscients de l’importance du vote, ils tentent de s’informer régulièrement de l’actualité politique, surtout lors des campagnes électorales. L’opinion des étudiants primo-votants est alimentée à la fois par une actualité ultra-active et une méfiance permanente à l’égard de la classe politique. Malgré ce contexte lourd, la nouveauté du droit de vote qu’ils ont acquis l’année même où de nombreux scrutins allaient se dérouler les ont invités à suivre les campagnes électorales et à se rendre aux urnes.

Au-delà de la nouveauté du droit de vote, la participation aux activités d’associations universitaires peut permettre aux étudiants de développer leur identité politique et de trouver des structures en adéquation avec leurs convictions.

PARTIE III – Politique et mobilisations collectives : enjeux et perspectives des organisations étudiantes

La juventud siempre empuja
la juventud siempre vence,
y la salvación de España
de su juventud depende[860].

En 2011, le 15-M a rassemblé un nombre considérable de jeunes Espagnols dans la lutte contre l'austérité. Celui-ci, qualifié de nouveau mouvement social, notamment par sa forme et son ampleur, semble avoir été le point de départ d'une série d'organisations du même type, articulées autour de causes sociétales internationales.

La volonté de retrouver la dignité du peuple et de vivre dans une société plus juste est devenue l'un des éléments moteur de tout un ensemble de mouvements sociaux à travers la planète (*Okupy Wall Street*, le Printemps Arabe, #MeToo, Grèves pour le climat) et en Espagne (Juventud sin Futuro, la grève féministe du 8-M, Juventud por el Clima, etc.). Par ailleurs, l'essor des nouvelles technologies a transformé ces nouveaux mouvements sociaux en mouvements sociaux globaux, rassemblant en un même « espace » des individus de villes et de pays du monde entier[861].

Ainsi, de nouvelles associations universitaires apparaissent et d'autres, déjà existantes, orientent leur réflexion et parfois même leurs actions dans le sillage de ces différentes causes sociétales à portée internationale. Une partie de notre travail de terrain s'est déroulée au moment même où une manifestation de grande ampleur était organisée le 25 novembre 2019 contre les violences faites aux femmes et la Conférence des parties (COP) 25 se tenait à Madrid en décembre, ce qui nous a donné l'opportunité de traiter la question de l'écologie, tout comme celle du féminisme, avec les étudiants que nous avons interrogés.

Dans cette troisième et dernière partie, nous allons donc tenter d'analyser le rôle des organisations étudiantes dans le prolongement du développement d'actions collectives dans les universités, ainsi que de déterminer l'influence de mouvements sociaux passés et actuelles dans les pratiques participatives et citoyennes des étudiants.

[860] HERNÁNDEZ Miguel, « Llamo a la juventud », in *Viento del pueblo [1937]*, Ediciones de la Torre, 2011, p. 20.
[861] VALERO OTERO Irene, « La visión de los jóvenes universitarios… », *op. cit.*, p.93.

Chapitre 6 – Les associations universitaires : des structures propices à l'apprentissage de la politique

Les études sur les associations en Espagne ont connu une certaine expansion à la fin des années 1990 et au début des années 2000, conséquence du renouveau démocratique et participatif postfranquiste[862]. Comme le mentionne Fabiola Mota : « [l]a vitalidad y fortaleza de una sociedad civil depende del grado de pluralismo social y de la densidad del tejido asociativo que sustentan la acción social en la esfera pública de una democracia »[863]. Le *boom* des mouvements sociaux au début des années 2010 a conduit de nombreux analystes et experts à étudier ce nouveau phénomène, ce qui pourrait expliquer que le rôle des associations dans la société ne soit plus un objet d'études aussi fréquemment abordé. En raison de données difficilement accessibles et quantifiables, les associations universitaires ne sont pas un objet d'études à part entière en Espagne et elles sont souvent incluses dans une typologie plus large d'organisations créées par et pour la jeunesse. Pourtant, ces structures font partie intégrante de la vie étudiante et sont souvent au cœur de nombreuses interactions sociales, politiques et intellectuelles.

Nous proposons donc d'étudier dans quelle mesure les activités associatives des étudiants au sein des universités contribuent à alimenter leur réflexion autour de leur identité politique et leur permettent de déterminer de manière plus précise leurs idées et leurs valeurs, indépendamment de celles transmises par des tiers pendant leur enfance ou leur adolescence. Nous aborderons dans un premier temps les étapes générales de la construction de l'identité politique d'un individu et la façon dont les activités associatives et militantes s'inscrivent dans ce processus, puis, dans un second temps, nous étudierons des exemples d'associations universitaires et commenterons leur impact dans la participation politique de ses membres.

6.1. Le milieu associatif dans la construction de l'identité politique des individus

Comme le soulignent Peter Berger et Thomas Luckmann, l'individu naît et grandit au sein de « communautés de vie » qui deviennent, à des degrés différents, des « communautés

[862] Voir par exemple la thèse de CHICHARRO MELAYO María del Mar, *Sobre jóvenes y sus asociaciones. Utilidad y significados de las asociaciones juveniles para sus socios: un estudio de casos*, sous la direction de DEL CAMPO Salustiano, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2000.
[863] MOTA Fabiola, « La realidad asociativa en España », in SUBIRATS Joan (éd.), *¿Existe sociedad civil en España? Responsabilidades colectivas y valores públicos*, Madrid, Fundación Encuentro, 1999, p. 37.

de sens »[864]. La construction de l'identité d'un individu est le résultat d'un ensemble d'interactions sociales[865]. Dans ce sens, le milieu associatif contribue à exposer un individu à des problématiques sociétales liées ou non aux activités de ce type d'organisations et à générer des interactions propices à une implication accrue dans des activités sociales. Dans le prolongement des activités menées par les associations, la dimension politique n'est jamais loin. Dans sa thèse sur les jeunes et les associations juvéniles, María del Mar Chicharro Merayo explique que :

> Desde esta perspectiva estas entidades ejercen una función de mediación entre el poder político y la sociedad, que las convierte en elementos de implicación en el sistema sociopolítico. De ahí la cercanía existente entre asociaciones políticas y no políticas, hasta el punto de que en ocasiones es difícil distinguir las asociaciones estrictamente políticas de las que no lo son. Ambas se asientan sobre valores comunitarios y cívicos[866].

En ce sens, les associations universitaires jouent un rôle important dans la socialisation politique des étudiants car elles sont des espaces privilégiés d'échanges entre différents milieux socio-culturels. Qu'elles soient orientées politiquement ou non, les associations universitaires contribuent à faire naître un sentiment d'appartenance à un groupe et permettent souvent à des jeunes, parfois éloignés de leur région d'origine, de se constituer un nouveau « cercle », qui ne sera pas sans incidence sur leur comportement électoral, voire leur conception de la société.

6.1.1. Retour sur les étapes de la construction de l'identité politique d'un individu

La construction de l'identité politique d'un individu passe par l'interaction, la découverte et l'assimilation de nouveaux codes et de nouvelles idées. Peter Berger et Thomas Luckmann distinguent deux phases de socialisation contribuant à la construction de l'identité d'un individu : la socialisation primaire et la socialisation secondaire[867]. La socialisation primaire intervient dès l'enfance et consiste en l'assimilation d'un ensemble de codes et de valeurs, nécessaire à l'intégration d'un individu dans la société ou dérivé du fonctionnement d'une structure particulière, telle que la famille, une communauté religieuse, etc. L'éducation

[864] BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *Modernity, Pluralism and the Crisis of Meaning: the orientation of modern man*, Washington D.C, Bertelsmann Foundation, 1995.
[865] KUNNEN Saskia, BOSMA Harke, « Le développement de l'identité : un processus relationnel et dynamique », traduit de l'anglais par F. Bariaud, in *L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 35/2, 2006, p. 183-203.
[866] CHICHARRO MERAYO María del Mar, *op. cit.*, p. 248.
[867] BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité [1966]*, Paris, Klincksieck, 1996.

familiale et scolaire jouent alors déjà un rôle dans l'apprentissage et dans la socialisation d'un individu[868]. Lors de la phase de socialisation secondaire, l'individu diversifie ses contacts et amplifie ses connaissances, ce qui lui permet de transformer des idées assimilées lors de la socialisation primaire en véritable convictions ou de les remettre en cause, au profit d'autres groupes, d'autres idées ou d'autres codes.

À ce titre, nous pouvons considérer que la socialisation politique d'un individu passe également par une phase primaire et une phase secondaire. Nous pourrions considérer l'enfance et le début de l'adolescence d'un individu comme une phase primaire de socialisation politique. Lors de la phase primaire, la famille et l'école sont donc des lieux favorables à la politisation[869]. Les parents ou d'autres intervenants réguliers adultes dans la socialisation de l'enfant (autres membres de la famille, professeurs, etc.) jouent un rôle majeur dans la transmission d'idées politiques et dans la perception de la société par l'individu « en construction »[870]. Cette première socialisation politique dépend de nombreux facteurs socio-culturels et la compréhension du « fait politique » devient alors inégale selon les jeunes individus[871]. Toutefois, l'école peut compenser une éventuelle « absence » de socialisation politique par la famille et peut également exposer le citoyen en devenir à des conceptions politiques différentes de celles transmises par la famille[872]. De même, le contact avec des pairs issus d'autres milieux socio-culturels au sein d'un même établissement contribue à la diversification des idées et à des expériences auxquelles l'individu est exposé.

Lors de la phase de socialisation politique secondaire, l'individu continue de nourrir son expérience en développant des contacts avec de nouvelles personnes, en vivant de nouvelles expériences susceptibles d'influencer sa vision de la société et sa pensée politique, ou encore en intégrant de nouvelles structures. La socialisation politique primaire peut servir de base à la socialisation politique secondaire, tout comme cette dernière peut contribuer au détachement

---

[868] Voir DUBAR Claude, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles [1991]*, Paris, Armand Colin, 2015 et DARMON Muriel, *La socialisation [2006]*, Paris, Armand Colin, 2016.
[869] MAURER Sophie, *École, famille et politique. Socialisations politiques et apprentissages de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, Dossier d'Étude CNAF, n° 15, 2000.
[870] BARGEL Lucie, DARMON Muriel, « La socialisation politique », in *Politika.io*, 20 avril 2017. Accès : [https://www.politika.io/fr/article/socialisation-politique] (Dernière consultation : 16/08/2022).
[871] GAXIE Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », in *Revue française de science politique*, n° 52/2-3, 2002, p. 145-178.
[872] MUXEL Anne, « La politique dans la chaîne des générations. Quelle place et quelle transmission ? », in *Revue de l'OFCE*, n° 156, 2018. Accès : [https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/3-156OFCE.pdf] (Dernière consultation: 16/08/2022).

de l'individu à une série de valeurs ou d'idées acquises pendant l'enfance, auxquelles il ne s'identifie plus au moment d'entrer dans l'âge adulte[873].

L'identité politique est donc un ensemble d'assimilations et de rejets par l'individu d'idées, de valeurs et de codes transmis au fil du temps par des « agents de socialisation ». Les facteurs d'assimilation ou de rejet peuvent dépendre par exemple d'expériences particulières vécues par l'individu ou d'un apprentissage d'autres notions à travers l'interaction avec de nouveaux agents et la découverte de nouveaux groupes d'identification.

6.1.2. Les générations Y et Z : des caractéristiques biographiques similaires stimulant la construction de l'identité politique

Les premières étapes de la socialisation politique des jeunes de la période post-crise se sont déroulées dans un contexte politique, économique et social en mouvement constant. Chez une partie de la jeunesse espagnole, et plus particulièrement chez les étudiants, la socialisation politique peut se poursuivre par une découverte ou un approfondissement de l'engagement citoyen. Un article de María Luz Morán et Jorge Benedicto souligne par exemple le caractère ambigu de l'implication de la jeunesse en politique, partagée entre un détournement à l'égard de la classe politique, mais aussi une certaine volonté de faire valoir leurs droits et de revendiquer leur existence dans ce domaine :

> [E]n este nuevo contexto la « socialidad » y el «encuentro con los otros» juegan un papel relevante en la implicación política juvenil. A pesar de la creciente y fomentada individualización de la vida juvenil, o precisamente a causa de ella, su presencia en acciones colectivas está marcada por la necesidad de creación de vínculos con otros ciudadanos, preferentemente jóvenes[874].

D'autre part, l'appartenance à des groupes d'identification, qu'ils soient par exemple d'ordre idéologique, social, ou religieux, est inévitable. Dans un premier temps, la famille de l'individu contribue à lui transmettre une série de valeurs et d'identifications. Selon le parcours de celui-ci, il décidera de s'insérer dans les groupes d'identification hérités du cercle familial ou au contraire, il choisira de s'en émanciper. L'individu construit et façonne son identité politique à mesure qu'il acquiert des connaissances et en fonction de ses expériences, qu'elles soient d'ordre académique, professionnel ou personnel. Le « parcours de vie » de

[873] ZOLESIO Emmanuelle, « Socialisations primaires / secondaires : quels enjeux ? », in *Idées économiques et sociales*, n° 191, 2018, p. 15-21.
[874] MORÁN María Luz, BENEDICTO Jorge, « Los jóvenes españoles entre la indignación y la desafección política », in *Última Década*, Centro de Estudios Sociales de Valparaíso, n° 44, 2016, p. 11-38, p. 20.

l'individu va donc influencer sa conception de la société et l'inciter à déterminer ses choix politiques. Comme le soulignent Sophie Duchesne et Vanessa Scherrer :

> [C]e n'est pas l'identité mais plutôt les identifications qui produisent des sentiments ; ce sont les identifications qui sont portées dans les revendications habituellement considérées comme étant d'ordre « identitaire » (religieuse, territoriale, ethnique, socio biologique, etc.) et qui suscitent les actions et réactions des acteurs[875].

Bien souvent, ces « actions et réactions » sont influencées par le croisement des conceptions idéologiques et des pratiques de chaque groupe auquel il appartient. L'individu s'inscrit alors dans une dynamique conceptuelle transversale, ce qui détermine véritablement son identité. L'identité politique d'un individu est amenée à évoluer tout au long de sa vie, à mesure qu'il renforce son identification à une idéologie ou un à groupe, ou au contraire, lorsqu'il s'en désolidarise progressivement ou brutalement et décide d'adopter des codes et de s'identifier à de nouveaux groupes ou de nouvelles idéologies, parfois en opposition avec les groupes d'identification auxquels il appartenait auparavant.

En 1976, le sociologue Jean Gustave Padioleau élabore un modèle permettant d'expliquer le développement de la pensée politique d'un individu, de l'enfance à l'âge adulte[876]. Il distingue cinq étapes au cours desquelles les éléments constitutifs de l'identité politique de l'individu apparaissent puis se consolident. La « perception d'un univers symbolique » [877] est la première phase qui intervient pendant la petite enfance. Le très jeune individu va associer des figures politiques à des symboles qu'il connait, sans en mesurer la signification véritable (ex : un homme est un roi parce qu'il porte une couronne). Entre 5 et 6 ans, l'enfant va être capable d'associer des institutions aux personnes qui les représentent : il s'agit de l'étape de « reconnaissance d'un univers politique »[878]. De 7 à 14 ans, Jean Gustave Padioleau décrit l'étape qu'il nomme « construction d'un ordre politique intuitif, puis concret »[879] : à mesure que le citoyen en devenir acquiert des connaissances et prend conscience des modèles de pouvoir, sa perception va passer d'une conception de moins en moins abstraite. Pendant la période 14-17 ans, l'auteur définit une phase d'« élaboration d'un ordre problématique et conflictuel »[880], au cours duquel l'individu tend à prendre davantage

[875] DUCHESNE Sophie, SCHERRER Vanessa, « L'identité politique comme force de conflictualisation et de hiérarchisation des appartenances sociales : justification théorique d'une définition empirique », in *Identité(s), Actes du colloque de la MSHS de Poitiers*, Rennes, PUR, 2003, p. 325-336, p. 327

[876] PADIOLEAU Jean Gustave, « La formation de la pensée politique : développement longitudinal et déterminants socio-culturels », in *Revue française de sociologie*, n° 17/3, 1976, p. 451-484.

[877] *Ibid*., p. 462.

[878] *Ibid*., p. 463.

[879] *Ibid*.

[880] *Ibid*., p. 466.

position et à associer des éléments causes/conséquences avec davantage de facilité. Par ailleurs, « [a]vec la venue de l'adolescence l'idée d'avenir devient prégnante : le jeune homme ou la jeune fille formule des jugements complexes où l'on rencontre des évaluations d'actions personnelles ou collectives »[881]. Enfin, la dernière étape, « l'incorporation de l'identité politique »[882], est celle rapprochant l'individu de l'âge adulte et d'une conception plus autonome et affirmée de la politique.

Les étapes biographiques (enfance, adolescence, âge adulte), et le contexte politique et social dans lequel elles se déroulent, jouent donc un rôle majeur dans la construction de l'identité politique d'un individu. Bien que différentes en de nombreux points, les générations Y et Z partagent des caractéristiques communes qui rendent les étapes de leur politisation assez similaires :

> [S]on jóvenes que han crecido a la par de la tecnología, siguiendo de cerca el desarrollo y auge los gadgets, del internet, mismos que han ido convirtiendo en una habilidad para su vida cotidiana, académica y laboral. […] Estos jóvenes, dotados por una serie de características, saben de la importancia de la formación académica, por lo tanto, una de sus prioridades estuvo en adquirir grado universitario, pues en ella hay formaciones para el actuar político[883].

L'une des caractéristiques remarquables des générations de jeunes depuis le début de la crise économique de 2008 semble être sa croissante politisation. Le mouvement du 15-M a été l'élément déclencheur d'un éveil militant et d'une conscientisation politique d'une partie importante de la génération des *Millenials*. Soutenu par une écrasante majorité de la population âgée de 15 à 30 ans, la mobilisation des Indignés a déconstruit une série de caractéristiques attribuées à cette génération :

> [H]asta muy poco antes del 15-M, los medios de comunicación habían difundido una imagen bastante negativa de la juventud española. La presentaban como un colectivo con una cultura individualista y hedonista, más preocupado por el disfrute inmediato, la capacidad de consumo y el éxito individual que por los problemas sociales. Los análisis académicos recordaban las tradicionales debilidades de la cultura cívica española, pero también insistían en los efectos negativos de su elevada dependencia familiar, que fomentaba actitudes conformistas y de repliegue individual, alejadas de los compromisos cívicos […][884].

---

[881] *Ibid*., p. 467.
[882] *Ibid*., p. 469.
[883] ECHAURI Angélica, PÉREZ MORALES Flor de Líz, CASTILLO GÚZMAN Rosaura, « Iconografía política de los jóvenes universitarios », in *Revista Iberoamericana para la Investigación y el Desarrollo Educativo*, n° 11/6, 2015. Accès: [https://www.ride.org.mx/index.php/RIDE/article/view/126/559] (Dernière consultation : 23/07/2020).
[884] MORÁN María Luz, BENEDICTO Jorge, *op. cit*, p. 13.

Plusieurs années plus tard, la perception à l'égard de la politique et de l'engagement civique des jeunes semble conserver les mêmes caractéristiques observées pendant et après les manifestations liées au 15-M :

> [L]a mayoría de los jóvenes sigue moviéndose entre la habitual desafección hacia la política institucional —hoy reforzada por un intenso sentimiento de desconfianza y descontento con el funcionamiento del sistema sociopolítico— y un renacido activismo que se concreta en distintas acciones de protesta, diferentes tipos de movilización física y virtual e incluso la puesta en marcha de algunos proyectos novedosos de participación en la política institucional[885].

En nous appuyant sur les différentes sources précédemment citées, nous proposons de modéliser l'évolution de l'identité politique des générations Y et Z en fonction de différentes périodes de la vie. Celle-ci se composerait de trois phases, comme le montre le schéma ci-dessous :

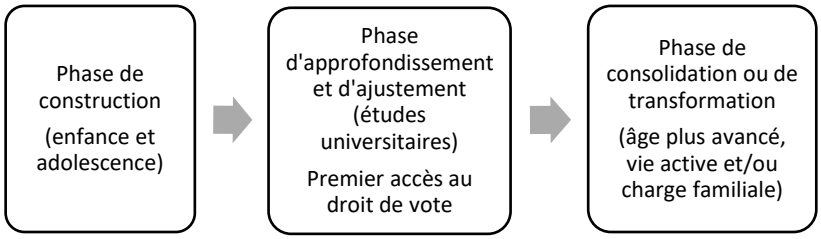


Figure 11 :Schéma de l'évolution de l'identité politique des générations Y et Z
(Élaboration de l'auteure)

La première phase coïncide, dans le cas du public étudié dans nos recherches, avec l'éclatement de la bulle immobilière, le chômage de masse et la mise en place de politiques d'austérité et de réformes éducatives. Selon le degré d'exposition aux conséquences de cette période sur le cercle familial ou l'entourage amical (camarades de classe, enfants du voisinage, etc.), la socialisation politique de l'individu commencera dès l'enfance. Les fondations d'une identité politique en construction peuvent alors prendre forme principalement à travers la transmission[886], en fonction du contexte socio-culturel de la famille, des valeurs qu'elle transmet, mais également en fonction d'autres lieux et « agents de socialisation » (école, religion, amis, enseignants, etc.). Pendant cette première phase, la politique est « fondue » dans la vie quotidienne de l'enfant et lui est exposée de manière indirecte et simple. À travers son inclusion progressive à la société, il acquiert des codes et

[885] *Ibid*., p. 15.
[886] PERCHERON Annick, SUBILEAU Françoise, « Mode de transmission des valeurs politiques et sociales », in *Revue Française de Science Politique*, n° 24/1, 1974, p. 33-51 et n° 24/2, 1974, p. 189-213.

des valeurs « brutes », qui lui permettent une première approche de la sphère publique[887]. À partir d'un certain âge, l'enfant commence à percevoir le monde à sa manière. Comme l'écrit Annick Percheron, dans *L'univers politique des enfants* :

> [L]'univers politique des enfants n'est ni amorphe, ni indifférencié, ni simplement calqué sur celui des adultes. Les enfants ont souvent dès 10-14 ans développé leurs propres déterminations, leurs propres attitudes et ce sont elles qui structurent leur représentation du monde[888].

Cette première phase se poursuit pendant l'adolescence, mais à mesure que l'individu assimile et acquiert des connaissances et des valeurs transmises par les premiers « agents de socialisation », il devient de plus en plus apte à préciser sa propre conception du monde. En côtoyant de nouveaux « agents de socialisation » (à l'occasion d'un changement d'établissement scolaire, d'un déménagement ou d'un voyage à l'étranger par exemple), il peut se confronter à d'autres réalités et à d'autres points de vue, ce qui peut influencer son propre schéma de pensée. De même, l'individu peut disposer d'un accès aux informations simplifié, notamment grâce à l'acquisition d'un *smartphone* à l'adolescence. Depuis 2011, l'Espagne connaît une effervescence politique inédite, de la création de mouvements sociaux d'ampleur nationale à l'entrée d'une concurrence sans précédent pour le bipartisme, avec l'arrivée de trois autres partis politiques dans les institutions régionales et centrales du pays. Ni enfants, ni complètement émancipés de leurs parents, les individus des générations Y et Z ont assisté à ces transformations à différents degrés, en fonction notamment de leur niveau d'exposition aux informations et de leur intérêt pour l'actualité politique. Une partie de cette jeunesse, élevée au cœur du renouveau politique, a envisagé de suivre des études supérieures, ce qui, comme nous l'avons vu précédemment, favorise l'acquisition de savoirs, de valeurs et d'expériences politiques, quel que soit le domaine étudié (plus le niveau d'études d'un individu est élevé, plus il est susceptible d'être sensible aux questions de société et à la politique). Aux portes de l'âge adulte, ces jeunes commencent alors à élaborer leur propre identité politique, en choisissant de conserver les fondations de sa pensée, transmises à l'enfance, ou, au contraire, en s'en désolidarisant pour rechercher des valeurs et des idées en adéquation avec son ressenti[889]. Celui-ci lui permet de guider ses propres opinions politiques

[887] BOTERO GÓMEZ Patricia, ALVARADO Sara Victoria, « Niñez, ¿política? y cotidianidad », in *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, n° 4/2, 2006, p. 97-130.
[888] PERCHERON Annick, *L'univers politique des enfants*, Paris, Presses de Sciences Po, 1974, p. 241.
[889] BURGI-GOLUB Noëlle, « Émotion, identité, jugement », in CURAPP (Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie) (éd.), *Questions sensibles*, Paris, PUF, 1998, p. 59-76.

et le choix qu'il fera au moment de voter ou de s'engager dans des actions militantes et associatives.

La deuxième phase de notre proposition de modélisation est en effet en lien avec l'accès de l'individu au droit de vote[890] et à l'acquisition de droits et de libertés que lui confèrent la majorité. Cette entrée dans l'âge adulte coïncide, dans le cas du public étudié, avec l'entrée à l'université. Il s'agit là d'une période où l'étudiant poursuit l'acquisition de savoirs « factuels », à travers les enseignements suivis pendant ses études supérieures, mais il peut également faire le choix de mener une vie étudiante en-dehors des amphithéâtres. La rencontre de nouvelles personnes contribue à une nouvelle étape de socialisation et en fonction des filières et des universités, ces nouvelles interactions occasionneront un approfondissement ou un ajustement de l'identité politique du jeune. Par ailleurs, le milieu universitaire est un espace propice à la découverte de nouvelles structures telles que les associations, qui permettent aux étudiants de s'insérer dans un groupe et de s'identifier à des valeurs proches de leur personnalité, ou qui contribuent de façon directe ou indirecte à déterminer avec davantage de précision leur appartenance à des valeurs et des idées, et par extension d'approfondir les caractéristiques de leur identité politique. Les activités associatives et politiques des étudiants peuvent se projeter au-delà des universités, notamment au moment du vote, ou bien lors de manifestations telles que des grèves étudiantes ou des mobilisations rassemblant plusieurs associations et collectifs autour d'une même cause sociétale à défendre. Plus l'étudiant développe son identité politique de manière active pendant cette phase, plus il y a de chances pour que ses engagements à l'égard de la participation électorale et de son implication citoyenne dans la vie démocratique de son pays soient forts.

La troisième phase de cette modélisation de l'identité politique des générations Y et Z n'est pas encore vérifiable. Mais nous supposons qu'une fois entrés dans la vie active, ces individus maintiendront une forme de socialisation politique, sur leur lieu de travail ou dans la sphère privée. Plus l'individu aura participé à la vie politique de son université et de son pays en étant étudiant, plus il y a de chances pour qu'il maintienne ses idées, voire qu'il les transmette à son tour. Toutefois, selon les « parcours de vie », cette affirmation ne sera pas toujours vraie. Dans un cas de figure différent, l'individu peut avoir radicalement changé sa

[890] PERCHERON Annick, « Chapitre 9. Age, cycle de vie, génération, période et comportement électoral », in GAXIE Daniel (éd.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 228-262.

manière de concevoir la politique, au point de déconstruire son identité politique et d'en forger une nouvelle. Des études montrent par exemple que le vieillissement occasionne un déplacement de la pensée politique vers la droite conservatrice chez certains électeurs[891] ou peut conduire à une forme de « non-alignement » politique, qui tend à se détacher du clivage gauche-droite[892].

Les exemples de situations présentés ci-dessus ne sont pas exhaustifs. Nous ne prétendons pas proposer un modèle « figé » de construction de l'identité politique, il s'agit là d'une interprétation en fonction des données dont nous disposons à travers les sources étudiées tout au long de notre travail. Il est évident que ce schéma peut être modifié en fonction des trajectoires des individus étudiés et rien ne garantit que les personnes interrogées dans nos travaux ne correspondent à la dernière phase de ce modèle. Il s'agit là d'une série d'idées que le temps et l'évolution de la conception de la politique de ces générations confirmera ou infirmera. Néanmoins, il convient de souligner que dans ce processus, les activités associatives et militantes semblent être des éléments clés dans la socialisation politique des étudiants car ils peuvent contribuer à consolider leur identité politique et à leur faire acquérir une forme de « comportement politique » dont ils sont susceptibles d'en garder les éléments principaux une fois les études terminées.

6.1.3. Le milieu associatif espagnol : des organisations favorables à la sociabilisation des jeunes

Participation et identité politiques vont de pair dans le développement civique de l'individu car l'évolution de ce dernier au sein de différents groupes influence son implication en tant que citoyen et le rôle qu'il souhaite occuper dans les différentes actions sociales et politiques menées collectivement :

> Las acciones que realizan los universitarios en torno a los asuntos de la colectividad, se exploraron tomando como referencia acciones: las politizadas, es decir, aquellas dirigidas a intervenir en asuntos de interés público en los que media una institución o forma de autoridad, y las sociales, entendidas como acciones o practicas con las que el individuo convive o interviene en la colectividad con fines de mejora común sin que medie una autoridad. A través de ambas los jóvenes, como actores sociales, resinifican

[891] SCHWEISGUTH Etienne, « Vote et âge. Effet de vieillissement ou de génération ?», Centre d'études européennes de Sciences Po, mars 2011. Accès : [https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/sites/sciencespo.fr.centre-etudes-europeennes/files/1103%20e-prints_Schweisguth_03_2011%20optimis%C3%A9.pdf] (Dernière consultation : 16/08/2022).

[892] TIBERJ Vincent, « Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France », in *Revue française de sociologie*, n° 54/4, 2013, p. 741-776.

su vínculo con lo político[893].

Plusieurs espaces permettent aux étudiants de participer à ces dynamiques d'actions politiques et sociales. Les jeunes sont dans une recherche permanente de lieux et de canaux d'expression pour mettre en place des actions pouvant interpeler d'autres organisations ou des instances décisionnaires susceptibles de concrétiser leurs demandes et leurs idées. Comme l'explique Véronique Bordes, professeure et chercheuse en sciences de l'éducation :

> La négociation permanente d'espaces par les jeunes est une façon de se construire et de se réaliser comme un véritable acteur social. […] Cette lutte perpétuelle pour la reconnaissance mutuelle des identités produit un mouvement qui va sans cesse pousser le progrès social en donnant une « valeur sociale » aux personnes[894].

En ce sens, les associations jouent un rôle majeur dans la coopération et l'organisation de la collectivité autour de thématiques et de valeurs communes. De par sa structure plus « informelle » qu'une autre organisation politique, une association laisse davantage de possibilités à un individu de participer à des activités et de pouvoir s'exprimer plus librement, ce qui constitue un espace idéal pour la socialisation. Comme le souligne le sociologue Antoine Bevort : « [l]e rôle important des associations dans la société montre une conception plus collective de l'engagement des citoyens. Dans la communauté civique, les associations forment les structures sociales de la coopération »[895].

Les associations permettent une activation efficace de la cohésion sociale et minimisent les effets d'éventuels conflits sociaux. Elles permettent à un individu de s'identifier à un groupe social, créant un sentiment d'appartenance à un collectif, dans un contexte de mondialisation et de culture de masses. Enfin, les associations peuvent contribuer à améliorer les conditions sociales et économiques de leurs membres en leur apportant des outils et une aide nécessaires pour surmonter les obstacles à leur progression (aide à trouver un emploi, soutien après une longue maladie, etc.).

Bien que le milieu associatif ait connu une forme de crise entre le milieu des années 1980 et le début des années 1990[896], celui-ci rencontre un léger regain de popularité au début

[893] ECHAURI Angélica, PÉREZ MORALES Flor de Líz, CASTILLO GÚZMAN Rosaura, *op. cit.*
[894] BORDES Véronique, « Jeunes et construction identitaire. Lutter pour une reconnaissance », in *Actualité de la Recherche en Education et en Formation*, Strasbourg, 2007. Accès : [http://aref2007.u-strasbg.fr/actes_pdf/AREF2007_Veronique_BORDES_072.pdf] (Dernière consultation : 16/08/2022).
[895] BEVORT Antoine, *Pour une démocratie participative*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002 , p. 86.
[896] MERINO PAREJA Rafael, « Participación y asociacionismo de los jóvenes en Europa. Tendencias sociales y retos sociopolíticos », in *Revista Internacional de Sociología*, n°43, 2006, p. 193-215.

des années 2000, notamment auprès des jeunes, puis un nouveau déclin à l'approche des années 2010. En effet, en 2008, 27,5% des personnes âgées de 15 à 29 ans déclaraient appartenir à une ou plusieurs associations (33,8% des hommes et 20,9% des femmes), ce qui représente une baisse de 10% par rapport à l'année 2000[897]. À partir de 2014, la participation des jeunes dans le milieu associatif connaît un rebond, puisqu'il atteint 37% des jeunes interrogés par *l'Instituto Nacional de la Juventud Española*[898]. Quelle que soit la période étudiée, les associations liées aux loisirs (sport et passe-temps) et à la culture sont celles qui connaissent le plus grand nombre d'adhérents. En revanche, parmi les interrogés adhérents à une *asociación juvenil*, 65% participent aux activités d'associations « de estudiantes », qu'il s'agisse d'*asociaciones juveniles* ou d'associations universitaires[899].

Les jeunes peuvent s'inscrire dans la dynamique associative de leur pays, ce qui contribue bien souvent à leur socialisation et à un apprentissage de la participation citoyenne. Dans le cadre de leur parcours dans l'enseignement supérieur, les étudiants sont souvent amenés à s'intéresser aux activités de leur université, en-dehors du champ académique. Ces activités « périphériques » de la vie étudiante peuvent contribuer à un enrichissement personnel dans les domaines de la politique et de la participation à des actions sociales.

6.1.4. Les associations universitaires : des structures informelles d'apprentissage de la politique et du militantisme

D'après Jaume Trilla, Professeur de théorie de l'éducation, à la différence de l'éducation formelle et non-formelle, le but de l'éducation informelle n'est pas intentionnellement éducatif, mais relève davantage du caractère indissociable des procédés sociaux et de ce qu'ils transmettent. L'éducation informelle n'obéit pas à des méthodes d'apprentissage spécifiques, l'apprentissage se construisant autour d'interactions et d'activités en-dehors du cadre formel d'un milieu éducatif[900]. En ce sens, les associations universitaires peuvent être considérées comme des lieux d'éducation informelle. Ce que leurs membres y apprennent ne sont pas le fruit d'une stratégie pédagogique, mais d'un ensemble

[897] INJUVE, *Juventud en Cifras, 8. Valores y actitudes*, 2010. Accès : [http://www.injuve.es/sites/default/files/JCifras-Valores-Dic2010.pdf] (Dernière consultation: 19/08/2021).
[898] INJUVE, *Sondeo de opinión, principales conclusiones : Jóvenes, satisfacción personal, participación asociativa y voluntariado*, 2014. Accès : [http://www.injuve.es/sites/default/files/informesondeo_2014-1.pdf] (Dernière consultation: 19/08/2021).
[899] *Ibid*.
[900] TRILLA Jaume (coord.), *La educación fuera de la escuela: ámbitos no formales y educación social*, Barcelone, Ariel, 2003, p. 25-26.

d'interactions, d'activités sociales et parfois récréatives, dont les retombées éducatives ne sont qu'indirectes.

La dynamique de ces apprentissages informels dépend de nombreux facteurs tels que l'entourage du jeune, son niveau d'éducation ou encore ses interactions avec des individus du même âge issus de milieux différents. Plus il sera impliqué et intégré dans des structures l'invitant à prendre des décisions, à réfléchir sur sa conception du monde et à agir, plus son engagement politique et social sera fort[901].

Les associations universitaires sont des organisations crées à l'initiative des étudiants pour des étudiants. Elles sont des structures alternatives d'apprentissage permettant aux adhérents d'acquérir de nouveaux savoirs en dehors des heures d'enseignement. Bien que la direction de l'établissement conserve un droit de regard sur les activités de ces dernières, elles sont des espaces nécessaires à l'expression et au développement culturel et citoyen de l'ensemble des étudiants d'une même université. Elles participent au dynamisme et au rayonnement des facultés à travers les actions et les manifestations qu'elles organisent. Elles sont parfois à l'origine de mouvements sociaux de grande ampleur, ou de vagues de contestation comme les grèves étudiantes. Par ailleurs, elles contribuent à la création de nouvelles organisations étudiantes y compris en dehors des campus, à travers la coopération de plusieurs associations issues de différentes universités du pays. Souvent, la participation d'un étudiant à une association universitaire va de pair avec ses centres d'intérêts, qu'ils soient d'ordre culturel, sportif, politique, etc.

Au moment de s'inscrire à l'université, le lieu et la filière d'études choisis peuvent influencer un individu dans l'évolution de sa pensée politique[902], dans son implication au sein de structures telles que des associations ou des partis politiques, ce qui contribue par extension à consolider ou à transformer son identité politique. Au-delà du besoin de se former et d'accéder à une éducation publique et de qualité, les étudiants interrogés lors de nos travaux de terrain soulignent également l'importance de l'épanouissement des étudiants dans leurs universités, notamment à travers leur implication dans des associations.

[901] ÚCAR MARTÍNEZ Xavier, JIMÉNEZ-MORALES Manel, SOLER MASÓ Pere *et al.*, « Exploring the conceptualization and research of empowerment in the field of youth », in *International Journal of Adolescence and Youth*, n° 22/4, 2017, p. 405-418.

[902] MICHON Sébastien, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », in *Revue française de pédagogie*, n° 163, 2008, p. 63-75.

Dans le cas d'une étude sur la participation des étudiants de l'Université de Saint Jacques de Compostelle, il est souligné qu'une expérience sociale vécue pendant les études est très bénéfique et qu'elle permet l'acquisition de compétences dans le relationnel (communication interpersonnelle, travail en équipe), la réflexion (esprit critique, prise de décisions, sensibilité aux thématiques sociétales), ou encore dans les méthodes de travail (sens de l'éthique, amélioration de l'écrit, autonomie d'apprentissage)[903]. Nous constatons les mêmes apports pour les étudiants que nous avons interrogés. Au-delà d'une expérience humaine, ces derniers ont beaucoup appris en s'inscrivant dans une ou plusieurs associations universitaires et ont acquis des compétences en parallèle de leurs parcours d'études :

> De esta forma, los/as estudiantes son dueños/as de su propio aprendizaje, trabajando junto al resto de académicos en busca de la mejora de la calidad de los grados universitarios. El objetivo que persiguen es el desarrollo de su comprensión del conocimiento con el que están comprometidos/as en su programa de estudios[904].

La participation des étudiants aux activités sociales de l'université leur permet donc d'acquérir des compétences transversales et d'apprendre différemment. Elle est une forme d'éducation informelle qui, à terme, peut avoir un impact dans les parcours de vie des jeunes[905]. À travers les associations universitaires, les étudiants peuvent également développer leur identité politique, notamment lorsque les structures auxquelles ils adhèrent sont propices à la réflexion et/ou à la participation politique. Afin d'analyser de manière plus approfondie le rôle des associations universitaires dans cet apprentissage de la politique, nous proposons de poursuivre ce chapitre en étudiant le cas des associations universitaires à caractère politique. Nous allons tenter de déterminer dans quelle mesure ces structures associatives permettent à des étudiants de s'insérer dans une dynamique sociopolitique en accord avec leurs convictions et de développer leurs pratiques militantes au sein et au-delà de l'université.

[903] AGRAFOJO FERNÁNDEZ Javier, « Voluntariado, educación no formal y enseñanza superior: la adquisición de competencias y el logro de aprendizajes », in SANTOS REGO Miguel (coord.), *Revista de estudios de juventud. Nuevos itinerarios de Educación no Formal para jóvenes*, Madrid, Instituto de la Juventud, n° 124, 2019, p. 109-125.
[904] CARRO SANCRISTÓBAL Luis, ÁGUEDA MAROÑAS Marta, « El *engagement* o compromiso estudiantil y la acreditación de las competencias transversales adquiridas en los entornos académicos », in *ibid.*, p. 127-146, p. 129.
[905] MERINO PAREJA Rafael, « Los componentes no formales de los itinerarios formativos de los jóvenes: ¿refuerzan o compensan las desigualdades sociales en educación? », in *ibid.*, p. 211-226 .

6.2. Les clubs de débat : un apprentissage de la politique au sein de structures aux spectres idéologiques variés

Dans les universités, la nécessité d'utiliser de nouvelles formes d'apprentissages va de pair avec le lancement, puis le développement de l'Espace Européen de l'Education Supérieure (EEES), dans le cadre du Processus de Bologne initié en 1999[906]. L'un des objectifs de l'EEES à l'horizon 2030 est de favoriser la diversification des pratiques d'apprentissage. Les associations universitaires en lien avec la politique, et plus particulièrement les clubs de débat, permettent justement à leurs membres de s'insérer dans cette dynamique d'apprentissage alternatif et d'approfondir leurs connaissances à la fois académiques et citoyennes, tout ceci en complément de formes d'enseignement plus classiques. Au-delà de connaissances théoriques, les clubs de débats sont des structures participatives importantes dans l'approche de l'oralité par les étudiants, tout comme dans le développement ou l'affirmation d'idées dans le processus de construction d'identités politiques. Enfin, ces associations universitaires sont des canaux de diffusion importants dans le cadre d'élections, car elles permettent de mettre en perspective différentes idéologies représentées par les candidats, à travers l'organisation d'événements tels que des activités inter-étudiantes, des conférences de vulgarisation ou encore des débats politiques entre les candidats.

6.2.1. Une approche ludique de la politique dans un processus de construction citoyenne

Le débat est un excellent exercice d'apprentissage au cours duquel l'étudiant développe des compétences d'argumentation et enrichit ses connaissances dans un domaine spécifique[907]. Dans le domaine des sciences par exemple, une expérience réalisée en 2005 avec un groupe d'étudiants en chimie montre que l'apprentissage par le débat permet à ces derniers de prendre de meilleures décisions, d'améliorer leur esprit critique et de gagner en assurance au moment d'exposer leurs protocoles scientifiques[908].

---

[906] Sur la question, voir: DE MIGUEL DÍAZ Mario, *Metodología de Enseñanza y Aprendizaje para el desarrollo de Competencias. Orientaciones para el Profesorado Universitario ante el Espacio Europeo de Educación Superior*, Madrid, Alianza Editorial, 2006 et JIMÉNEZ MARÍN Gloria, ELÍAS ZAMBRANO Rodrigo et SILVA ROBLES Carmen, « Innovación docente y su aplicación al EEES: Emprendimiento, TIC y Universidad, Historia y Comunicación Social », n° 19, mars 2014, p. 187-196.

[907] ESTEBAN GARCÍA Laura, ORTEGA GUTIÉRREZ Jaime, « El debate como herramienta de aprendizaje », *Actas de la VIII Jornada de Innovación e Investigación Docente*, Séville, Universidad de Sevilla, 2017, p. 48-56.

[908] LÓPEZ TÉVEZ Leonor, NUÑEZ María, OKULIK Nora *et al*., « El debate como generador de actitudes críticas en el aprendizaje del conocimiento científico », in *Educación Química*, n° 16/4, 2005, p. 137-142.

De même, dans un ouvrage de Catalina Guerrero Romera et Pedro Miralles Martínez consacré aux innovations pédagogiques dans l'enseignement supérieur, une section dédiée au débat dans les cours montre que celui-ci permet aux professeurs de transmettre des connaissances à ses étudiants en les incitant à devenir eux-mêmes les acteurs d'un apprentissage coopératif[909] et constructif[910].

Cette forme de pédagogie actionnelle appliquée à l'université permet de limiter le caractère « frontal » des cours, où l'enseignant transmet les contenus, les étudiants les reçoivent et les assimilent individuellement. La mise en place d'activités de débat permet aux étudiants de s'approprier des connaissances et de les enrichir grâce aux échanges avec leurs pairs.

Dans les clubs, au-delà de la dimension didactique, le caractère « compétitif » d'un débat et la nécessité de développer des arguments rhétoriques nécessaires pour l'emporter sur l'adversaire incite les étudiants membres à s'informer davantage et à retenir une quantité importante d'informations. Comme l'explique Paula A. :

> Te formas mucho, aprendes muchos temas de actualidad, te obligas a estudiar y aprender cosas…o sea yo he aprendido leyes muchísimo más fácilmente preparándome para un torneo que poniéndome delante de un manual de derecho en la biblioteca, que no te entra ni para atrás[911].

Pour Delia, comme pour l'ensemble des étudiants interrogés, il semble évident que la participation à un club de débat ou à toute autre association universitaire en lien avec la politique sous toutes ses formes est nécessaire en tant qu'approfondissement des enseignements suivis à l'université :

> Yo no quería simplemente estar de paso en la universidad, centrarme en mis clases, en la gente que conozco. Porque, aunque todos seamos diferentes, en tu carrera siempre hay como unos mínimos intereses en común. Entonces yo creo que en esta asociación por ejemplo hay gente de todas las carreras, de muchas universidades cuando hacemos los torneos. Yo lo que quería era ampliar, abrir mi conocimiento al mundo y que el mundo, yo pueda aportar algo y que el mundo me pueda aportar algo. Entonces yo creo que esta es la mejor forma también de informarte, no solo con lo que encuentres sino con lo que otra gente te cuente de primera mano[912].

---

[909] Sur la question, voir par exemple : DOMINGO Joan, « El aprendizaje cooperativo », in *Cuadernos de trabajo social*, n° 21, 2008, p. 231-246 et la thèse de LAMPAS ROSENTHAL Sabrina, *Aprendizaje cooperativo y educación superior*, sous la direction de RAYÓN RUMAYOR Laura et DE LAS HERAS CUENCA Ana María, Universidad de Alcalá de Henares, 2017.

[910] MORALES MARÍN Fátima, MARÍN RIVES Longinos, POYATOS JIMÉNEZ Fernando, « El debate como metodología de aprendizaje y de mejora en la interacción con los estudiantes », *in* GUERRERO ROMERA Catalina, MIRALLES MARTÍNEZ Pedro (éds.), *Innovaciones y modelos de enseñaza-aprendizaje en la educación superior*, Murcie, Ediciones de la Universidad de Murcia, 2018, p. 67-74.

[911] Entretien avec Paula A., *op. cit.*

[912] Entretien avec Delia, *op. cit.*

Dans le cadre des clubs de débat, les étudiants poursuivent leur démarche de développement de compétences et de savoirs tout en évoluant dans des structures plus informelles, avec une plus grande liberté de participation, dépourvue d'enjeux académiques. Dans ce sens, ces acquisitions prennent toute leur dimension sociale et citoyenne[913], car l'interaction occasionnée par les clubs de débats constitue une activité au sein de laquelle différents milieux sociaux et différentes orientations politiques et systèmes de pensée se côtoient. Pour reprendre les mots d'Antoine Bevort, dans ce type d'associations universitaires « [l]'égalité politique se constate dans la prévalence des liens horizontaux de réciprocité et de coopération au sein de la communauté par rapport à des relations verticales d'autorité et de dépendance »[914].

Les clubs de débats permettent donc aux étudiants de développer leur activité citoyenne dans la mesure où les problématiques abordées au sein des ateliers de ces associations sont des projections directes des étudiants dans ce qui les attend une fois les études terminées : être des acteurs de la société utiles et enclins à s'adapter à la vie sociale, politique, économique et culturelle de leur pays et à éventuellement contribuer à l'améliorer[915]. L'approche ludique occasionnée par le « jeu » de débat constitue pour certains étudiants une première approche efficace des différentes thématiques sociétales et de leur articulation avec la politique. Cette activité permet également de faire « cohabiter » des individus issus de l'ensemble du spectre idéologique et politique au sein d'une même structure associative.

6.2.2. Les tournois interuniversitaires de débat : une confrontation directe des idées politiques/ un exemple de l'expression de la polarisation politique ?

Lors de notre travail de terrain effectué entre novembre et décembre 2019, nous avons pu assister à un tournoi interuniversitaire de débat, organisé par l'association Club de Debate URJC le samedi 23 et le dimanche 24 novembre. Des étudiants venus des quatre coins du pays s'étaient donné rendez-vous pour mener des « duels » de débat, articulés autour de thématiques sociétales ou en lien avec l'Histoire de l'Espagne. Les étudiants s'affrontaient en binômes à travers des motions discutées sous la forme d'un débat parlementaire. Quatre

[913] DIAS SOBRINHO José, « Universidad, conocimiento y construcción de un mundo nuevo. Dilemas y Debates », in *InterCambios. Dilemas y Transiciones de la Educación Superior*, n° 1/1, 2014, p. 12-19.
[914] BEVORT Antoine, *op. cit.*, p. 86.
[915] MORIN Edgar, *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris, Points, 2015.

binômes s'affrontaient à la fois : Gobierno 1, Gobierno 2, Oposición 1 et Oposición 2. Certaines motions étaient présentées de façon simple, car elles pouvaient s'inscrire dans une dimension actuelle :

> Esta Casa cree que (ECCQ) las obras de arte deberían valorarse sin tener en cuenta la vida del autor[916].

D'autres nécessitaient davantage de contextualisation et étaient introduites par une série d'informations sur le sujet donné :

> Infoslide: España, 1989. Varios de los presos de los Grupos Antifascistas Primero de Octubre (GRAPO), condenados y encarcelados por delitos de terrorismo, se declararon en huelga de hambre como medida para conseguir determinadas mejoras en su situación carcelaria. La principal petición que tenían era reunificar a todos los presos del GRAPO en un mismo centro penitenciario, cosa que era contraria a la medida del Gobierno de dispersión de los presos por delito de terrorismo. Al tiempo del inicio de la huelga de hambre, la salud de los presos comenzó a verse afectada, poniendo en riesgo su vida.
>
> Moción: ECCQ se debería alimentar forzosamente a los presos del GRAPO en riesgo de muerte, aunque esto fuera en contra de su voluntad[917].

Une fois la motion donnée en assemblée pleinière avec tous les participants, ainsi que l'attribution d'un point de vue à défendre pour chaque binôme (Gouvernement ou opposition), les concurrents disposent d'un temps limité pour préparer un argumentaire dans des salles séparées et peuvent être rejoints par les membres de leur association de débat. À la fin du temps imparti, l'ensemble des étudiants se rassemble dans un amphithéâtre et assiste aux différents débats. Les candidats sont évalués par un jury composé d'étudiants organisateurs. Au fil du tournoi, les étudiants jugés les moins convaincants sont éliminés jusqu'à la finale. À l'issue de ces deux journées, l'un des binômes du Colegio Mayor Elías Ahuja (Madrid) a remporté le tournoi.

Pour l'ensemble des étudiants que nous avons interrogés, membres de clubs de débat, l'apprentissage de nouvelles connaissances, l'acquisition de compétences notamment en argumentation et en art oratoire, ainsi que la rencontre de nouvelles personnes, sont les principales raisons de leur adhésion. Bien que celles-ci semblent éloignées de la politique, leur participation à des tournois de débats interuniversitaires tient également à un tout autre motif. En effet, la confrontation d'idées et souvent la nécessité de « combattre » des points de vue divergents représentent le véritable enjeu de ces compétitions. Comme le mentionne

[916] Motion relevée par l'auteure lors du tournoi de débat, Universidad Rey Juan Carlos, 23 et 24 novembre 2019.
[917] Motion relevée par l'auteure lors du tournoi de débat, Universidad Rey Juan Carlos, 23 et 24 novembre 2019.

l'étudiant madrilène de 21 ans Alejandro, l'un des membres du club de débat de la URJC et organisateur du tournoi interuniversitaire auquel nous avons assisté :

> Me parecía interesante generar una argumentación sobre temas. El tema también de la competición ayuda[918].

La mise en concurrence de différentes universités fait de ces événements des rassemblements riches en échanges et renforce la confrontation de différentes idéologies politiques, déjà présente dans les activités internes de chaque club de débat. La facilité avec laquelle les étudiants expriment leurs idées politiques s'explique par le fait que l'ensemble des participants adhère à une forme de code de conduite, dont le respect est une valeur essentielle. Ces règles de base appliquées dans chaque club de débat contribuent à créer une forme d'espace de confiance, où toutes les identités politiques sont les bienvenues tant que les étudiants ne cherchent pas à s'imposer ou ne s'expriment de manière inappropriée. Le but principal est pour tous de déconstruire ou de soutenir des arguments de manière pacifique et respectueuse, y compris en-dehors du cadre des débats organisés pour les tournois. C'est ce que Miguel B., étudiant madrilène de 21 ans, apprécie le plus depuis qu'il s'est inscrit dans le club de débat de son université :

> Siempre he sido favorable al pensamiento crítico y al poder intercambiar ideas sin entrar en rencores personales. Entonces necesitaba ese espacio abierto en el que poder expresar mis ideas y poder debatir con respeto mutuo y en unas condiciones más o menos iguales[919].

Lors de notre premier travail de terrain, ces valeurs ont semblé essentielles à Jaime au moment d'adhérer à Demos, le club de débat de la UC3M. Celui-ci est membre actif des jeunesses du PP en parallèle de ses études et de ses activités associatives :

> Yo creo que allí está el fundamento de la sociedad: el hablar con la gente que no piense igual que tú. Y es algo que yo también veo muy importante en un partido[920].

Les tournois de débat sont donc des reproductions de la vie politique à l'échelle étudiante. Ils permettent aux participants d'aller jusqu'à se mettre dans la peau d'un membre de la classe

[918] Entretien avec Alejandro, 21 ans, étudiant en 4ème année de *Grado universitario* en Droit et Criminologie à l'Université Rey Juan Carlos de Madrid, membre de l'association universitaire *Club de Debate*, réalisé le 24/11/2019.
[919] Entretien avec Miguel B., 21 ans, étudiant en 3ème année de *Grado universitario* en Ingénierie informatique à l'Université Rey Juan Carlos de Madrid, membre de l'association universitaire *Club de Debate*, réalisé le 24/11/2019.
[920] Entretien avec Jaime, *op. cit.*

dirigeante. Nécessaire à la confrontation des idées, les concurrents doivent mettre en place toute une stratégie argumentative, maîtriser les différents procédés rhétoriques tout en ayant une connaissance précise de l'actualité et des différentes idéologies articulant la vie politique. En dehors des tournois de débat, les clubs peuvent prolonger l'essence de leurs activités au-delà de la sphère académique, et se retrouver au contact direct des partis politiques, notamment à l'occasion des élections.

6.2.3. Le débat au-delà du club : l'exemple des élections municipales de mai 2019 à Getafe

Les activités des clubs universitaires de débat permettent à leurs adhérents de participer de manière plus active à la vie politique de leur pays (diffusion de contenus sur les réseaux sociaux, lecture des programmes, mission d'assesseur dans le bureau de vote proche du domicile, etc.). Ces structures associatives sont donc parfois à l'origine d'initiatives permettant d'apporter davantage de dynamisme autour des campagnes électorales au sein de l'université.

L'association Demos, club de débat de la UC3M, a organisé un débat entre les différents candidats le 9 mai 2019 à l'occasion des élections municipales du 26 mai à Getafe, une ville de la banlieue de Madrid où est implanté l'un des campus de l'université. Pour des primo-votants comme pour la plupart des étudiants de l'université, cet événement est l'occasion d'approcher l'univers des campagnes électorales et de vivre un débat en direct.

Demos se considère comme une association à caractère politique neutre et se veut être la plus impartiale possible. Comme l'explique Álvaro, un membre de l'association Demos pour la deuxième année consécutive :

> Nosotros tenemos que mantener cierta neutralidad, esa pluralidad, por eso hacemos unos debates. Y en el caso de que venga un político solo, por ejemplo, sobre el comunismo, que es una ideología, como somos Demos, hicimos un ciclo sobre todas las ideologías políticas, y, además, cuando vino este chico [comunista], no vino solo. Vino acompañado también de un profe. Siempre viene un profe de la Universidad, un politólogo de la Universidad y un periodista, un profesor de derecho... O sea, dos expertos de la Universidad que hagan que el acto no sea un meeting, para que contrapongan lo que dice. Para que haya debate[921].

Pour l'ensemble des membres, la neutralité est garante de la transmission d'informations et permet d'exposer les idées de l'ensemble du spectre politique, ce qui contribue fortement pour

[921] Entretien avec Álvaro, *op. cit.*

les plus jeunes à déterminer avec davantage de précision leur choix électoral, notamment lors de périodes de scrutins aussi denses que celle de l'année 2019. Le débat des municipales organisé par l'association s'est tenu dans l'une des salles de conférences de l'université et était ouvert à la fois aux étudiants ainsi qu'à toute personne souhaitant y assister. Il s'agissait du premier débat électoral organisé par Demos. Quatre candidats se sont présentés à la mairie de Getafe : Alba Leo pour Unidas Podemos, Sara Hernández pour le PSOE, Mónica Cobo pour Ciudadanos et Carlos González pour le PP (ce dernier s'est désisté quelques jours avant la tenue du débat)[922]. Des membres de l'association universitaire qui ont été chargés de la modération du débat (minutage du temps de parole, questions abordées par les candidats, etc.).

Au-delà de ce débat à échelle locale, les membres de Demos se sont mobilisés pour inciter les étudiants de leur université à aller voter, quelle que soit leur ville de rattachement. Certains d'entre eux vivent à Madrid uniquement pour suivre des études et ont conservé l'adresse du domicile parental sur leurs documents d'identité. Les étudiants dans ce cas devaient donc soit se déplacer dans leur commune de provenance, soit voter par courrier, comme Levisa, 19 ans, originaire de Castilla-la-Mancha :

> Yo vivo en una residencia de estudiantes, y yo estaba todos los días a la gente " ¿ya habéis pedido el voto por correo?" "¡mira! ¡que se acaba el plazo!" "¡mira que tenéis que llevar el voto!" "¡que va a haber mucha cola!" ... Y con eso dando mucho la lata, también por redes sociales, a mis amigos que viven en mi pueblo o que están estudiando en otras ciudades para que pidan su voto[923].

À Getafe, la candidate du PSOE est arrivée en tête du scrutin et a pris le pouvoir, mais à Madrid, le scénario des municipales s'est compliqué pour Manuela Carmena. La maire sortante s'est alliée avec Íñigo Errejón pour créer Más Madrid, une formation politique marquant définitivement la rupture Podemos et son numéro deux[924]. Pablo Iglesias n'a pas opposé de candidat à Manuela Carmena[925], qui est parvenue à arriver en tête et à mobiliser pratiquement autant d'électeurs qu'aux élections municipales de 2015 (503.990 voix contre

[922] BAÑOS Sonia, « Primer debate electoral en la Universidad Carlos III con la ausencia del Partido Popular », *Noticias para municipios*, 09 mai 2019. Accès : [https://noticiasparamunicipios.com/municipios-madrid/getafe-primer-debate-electoral-en-la-universidad-carlos-iii-con-la-ausencia-del-partido-popular/] (Dernière consultation : 18/11/2021).

[923] Entretien avec Levisa, 19 ans, étudiante en 1ère année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 09/05/2019.

[924] CAPILLA, Manuel, « Las sumas y las restas del terremoto Errejón », *El siglo de Europa*, 26 septembre 2019. Accès: [http://informados.es/elsiglo/portada/las-sumas-y-las-restas-del-terremoto-errejon/]

[925] EFE, « Podemos rompe con Carmena, aunque no competirá en las elecciones municipales de Madrid », *RTVE.es.*, 23 janvier 2019. Accès: [http://www.rtve.es/noticias/20190123/podemos-rompe-carmena-aunque-no-competira-elecciones-municipales-madrid/1873321.shtml] (Dernière consultation : 20/08/2020).

519.721 lors de sa première candidature). Toutefois, la maire sortante de Madrid a dû faire face à un front commun des forces de droite, ce qui lui a empêché d'accéder à un deuxième mandat. En effet, le PP de José Luis Martínez-Almeida a trouvé un terrain d'entente avec Ciudadanos et Vox, ce qui lui a permis de remporter la majorité au conseil municipal et de prendre le pouvoir de la capitale. Il s'agit là d'un coup dur pour Más Madrid comme pour Podemos, car ce retournement de situation aurait sans doute pu être évité avec une alliance de gauche dépourvue de divisions personnelles. Par ailleurs, ce coup de théâtre lors des municipales de la capitale a déçu un bon nombre d'étudiants interrogés, y compris à droite, car une alliance du PP ou de Ciudadanos avec l'extrême droite leur paraissait impossible. Adrián, un étudiant madrilène de 18 ans et membre de Demos, était militant de Ciudadanos. Lorsque son parti a commencé à émettre la possibilité de s'allier à Vox, il a décidé de renoncer à son affiliation :

> Alguien que se diga liberal, que abra la puerta para pactar con la ultra derecha y el nacionalismo me parece que es que no saben ni lo que es. Porque un liberal no es eso. Y yo creo que es una traición para la propia población, y también para ellos mismos. Que para agarrar el poder están dispuestos a pactar con quien sea[926].

Ces quelques exemples montrent que les associations universitaires peuvent contribuer à l'élaboration de choix politiques de la part de certains jeunes, conscients du devoir de voter, mais parfois en quête d'une véritable identification à un collectif politisé. En dépit de la diversité des profits des adhérents aux clubs de débat, leur principale force réside dans la richesse des échanges interpersonnelles et la participation active de leurs membres. Les clubs de débats peuvent donc devenir de véritables acteurs du dynamisme politique dans les universités et plus particulièrement au moment des élections. Malgré l'expression de différentes idéologies de la part de leurs membres, ces organisations parviennent à maintenir une certaine neutralité idéologique dans leurs activités, ce qui en font de véritables canaux d'information et de sensibilisation à la politique. Pour d'autres organisations étudiantes en revanche, l'expression d'une idéologie et la défense de celle-ci sont au cœur de leurs activités associatives.

[926] Entretien avec Adrián, 18 ans, étudiant en 1ère année de *Grado universitario* en Droit et Gestion d'entreprise à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 07/05/2019.

6.3. Une identité politique assumée et un militantisme actif : les exemples de deux associations universitaires à caractère politique de l'Université Complutense

Le développement de mouvements sociaux et l'amplification des élans contestataires qu'ils véhiculent permettent aux jeunes de se projeter dans des formes d'expérimentations collectives[927]. Ces dernières sont perceptibles dans certaines associations universitaires, notamment à caractère politique, dont les activités gravitent autour des mouvements sociaux actuels (féminisme, écologie, antiracisme, etc.) et qui permettent une certaine incursion de la politique au sein de la communauté étudiante. Souvent peu séduits par la politique formelle, les activités associatives permettent à des étudiants de s'impliquer dans de nouvelles formes de participation, au-delà du cadre des partis, y compris lorsque celles-ci sont amenées à interagir avec des personnalités politiques. Les associations que nous proposons d'étudier dans cette section sont originaires de l'Université Complutense de Madrid, organisent des activités sur deux campus différents et ont une orientation politique clairement assumée. Nous allons analyser dans quelle mesure cette appartenance idéologique marquée influence les activités de ces deux associations ainsi que l'implication sociale et politique de leurs membres.

6.3.1 La Chispa : héritière de l'association Contrapoder ?

L'université Complutense de Madrid est connue pour héberger un vivier important d'associations et de militants, amenés à s'engager politiquement ou à manifester régulièrement dans ou hors les murs de l'université. Cette effervescence associative est d'ailleurs ce qui a attiré Jota, un étudiant de 18 ans originaire des Îles Canaries et membre de l'association universitaire *La Chispa*. Étudiant et employé dans un garage 20 heures par semaine, il a très rapidement intégré le syndicat des travailleurs de son entreprise. Très intéressé par les activités militantes et associatives, il a choisi d'étudier à la Complutense pour cette raison :

> Primero vine aquí por las asociaciones y era obligatorio para mí conocer algo más allá de unos sindicatos, que al final es siempre una organización más impersonal. Aquí siempre veía que era todo más cercano. Entonces cuando conocí ésta, me explicaron en qué consistía y vi que ésta era como…creo que es efectivamente más combativa, aspira más por una revolución y muy trabajadora y muy comprometida[928].

[927] *Ibid.* .
[928] Entretien avec Jota, 18 ans, étudiant en 1ère année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *La Chispa*, réalisé le 20/11/2019.

La Chispa est une association active au sein de la Faculté de Sciences Politiques et de Sociologie de l'Université Complutense. Gérée par des étudiants issus parfois de formations politiques d'extrême gauche, ses actions défendent des causes sociétales de façon radicale. Anticapitaliste, antifasciste, antiraciste et anti-machiste, cette association cherche à défendre les droits des étudiants à profiter d'une éducation libre et de qualité et propose un espace de militantisme propice à la collaboration et au partage entre les étudiants de différentes associations universitaires. *La Chispa* est clairement opposée au modèle capitaliste, considéré comme une menace pour la liberté et l'indépendance des universités publiques. Au-delà d'une forme de « tradition » d'extrême gauche antisystème émanant du campus de Somosaguas depuis plusieurs décennies, il convient d'analyser les raisons de la pérennité d'une telle forme d'hostilité à l'égard du modèle économique défendu par l'Espagne et le reste des pays occidentaux.

Les crises économiques et financières sont souvent à l'origine d'un sursaut d'idéologies antisystème. Bien qu'elles ne soient pas complètement « éteintes », ces dernières tendent à gagner en visibilité et à trouver davantage de défenseurs lorsque le bien-être de la population est sacrifié au profit du sauvetage des banques et des grandes entreprises cotées en bourse. La crise économique de 2008 a laissé de nombreux stigmates dans le paysage social et populaire de l'Espagne et a marqué plusieurs générations de jeunes au moment de s'émanciper ou de déterminer un projet d'études ou d'orientation professionnelle. La création de *Juventud sin Futuro*, l'avènement du mouvement du 15-M et plus récemment l'arrivée au Gouvernement d'une branche de l'extrême-gauche, incarnée par Podemos, sont autant de facteurs invitant une partie des étudiants à se mobiliser contre les excès du système et à le « combattre » à leur façon, à l'échelle de leur quotidien. Tout comme les mouvements sociaux de la période 2008-2014, les actions de *La Chispa* s'insèrent dans une dynamique « eux versus nous », face à une élite financière et politique, considérée comme responsable de la dégradation des acquis sociaux des citoyens au profit de ses intérêts :

> Se trata de defender lo público frente a la privatización y la sumisión del Estado ante las grandes multinacionales y grupos financieros, que aspiran a una distribución desigual y jerárquica de los bienes comunes. El objetivo final es recuperar o revitalizar la cultura política de la participación, reducida a mínimos tras los años de la Transición[929].

[929] ROBLES EGEA Antonio, « Ideología, política y bienestar público en España (2008-2014) », in *Cahiers de Civilisation espagnole contemporaine, de 1808 à nos jours*, n° 15, automne 2015. Accès : [https://journals.openedition.org/ccec/5972] (Dernière consultation : 16/08/2022).

De ce fait, *La Chispa* représente pour certains étudiants une alternative associative en adéquation avec leur perception de la société, en rupture totale avec le système régissant le monde actuellement. Ses membres défendent un idéal commun où la répartition des richesses est plus équitable, où l'emploi ne dépend plus de grandes structures multinationales, représentations même d'un système financier « malade ». Les membres de cette association luttent en faveur d'une société où l'ensemble des citoyens doit avoir accès à une éducation publique de qualité, indépendante de toute forme de financement privé, et où l'État accorde une protection efficace aux collectifs « vulnérables » tels que les immigrés, les LGBTIQ+, ou les femmes, le tout dans une démarche de justice sociale et écologique. De par son caractère transversal, la lutte contre le réchauffement climatique fait partie des causes défendues par *La Chispa*. Dans une société plus égalitaire et libérée du modèle de consommation capitaliste, les ressources naturelles ne seraient pas exploitées à l'excès, ce qui limiterait les catastrophes écologiques actuelles et à venir (sécheresses, famines, morts liées à la pollution, etc.). Alison est convaincue que le capitalisme est l'origine des problèmes sociétaux liés au genre ou encore à l'écologie :

> A mí no me sirve de nada estar en una asociación que únicamente sea feminista, o que únicamente sea ecologista. Porque yo creo que la raíz dentro de estos problemas es el capitalismo. Entonces no podría formar parte de una asociación que no se define como anticapitalista como tal[930].

L'ensemble des éléments mentionnés plus haut font de *La Chispa* une association politisée, accueillant des étudiants partageant une idéologie commune. La majorité des membres de cette association se définissent d'extrême gauche. Certains se considèrent comme anarchistes, d'autres comme proches d'Izquierda Unida. Certains encore sont proches du Partido Comunista Español (PCE) et sont des militants des Jeunesses du parti, ce qui représente un intérêt non négligeable dans la diffusion et la promotion des idées de cette formation politique au sein de l'université.

En effet, les militants des Jeunesses du PCE trouvent dans cette association un espace en accord avec leur conception de la politique et des luttes sociales. Cette interconnexion indirecte entre les Jeunesses militantes et l'association permet au PCE de diffuser ses idées dans les universités à travers une partie de la communauté étudiante. Iru, un étudiant de 23 ans, est militant des Jeunesses du PCE depuis plus de 2 ans au moment où nous l'interrogeons. Originaire de Tenerife, il est venu à Madrid pour intégrer la Faculté de

[930] Entretien avec Alison, *op. cit.*

Sciences Politiques de la Complutense. Au cours de notre entretien, il décrit la relation entre *La Chispa* et le PCE, à travers l'adhésion de jeunes militants comme lui à cette association :

> Yo soy militante de las Juventudes Comunistas desde hace dos años y medio. La juventud comunista tiene una tarea con lo externo que es la participación dentro de los frentes activos dentro de las facultades. Y se entendía que *La Chispa* era un espacio anticapitalista, antifascista, feminista… un espacio donde nuestro discurso cabía perfectamente y, además, tenemos la libertad de conocer a gente totalmente ajena a nuestra organización y de llevarles nuestro discurso. De ser capaces de que no se quede simplemente en un grito izquierdista, tipo "está mal el mundo", "no estamos de acuerdo con esta sociedad", sino de dar herramientas para la comprensión de nuestras ideas[931].

Alison, militante des Jeunesses Communistes, a adhéré à *La Chispa* car elle connaissait déjà l'association à travers les ponts érigés entre cette dernière et les Juventudes Comunistas, à travers des étudiants de la Complutense :

> Ya antes estaba militando en otro lugar, en la UJC que es la unión de juventudes comunistas de España. Y en Madrid, la UJC está dividida a nivel estudiantil, a nivel vecinal y a nivel obreros. Yo estaba en vecinal, yo militaba en mi barrio con un colectivo en mi barrio. Y la gente que le toca militar aquí a nivel estudiantil y que está en esta universidad justamente militan en sus frentes, y uno de los frentes principales era *La Chispa*. Entonces yo ya conocía *La Chispa* porque mucha gente que estaba militando en la misma organización que yo, pues… estaba en *La Chispa*. Había coincidido en clase con gente de *La Chispa* y yo conocía cómo trabajaba *La Chispa*, porque ya había estado en la UJC. Y este es uno de sus frentes entonces fue la razón principal de esa[932].

Au-delà de l'aspect purement politique, *La Chispa* est l'une des associations les plus actives de la Faculté de Sciences Politiques et de Sociologie. L'association promeut ses actions à travers les réseaux sociaux et communique régulièrement au sein de la faculté sur leurs idées et leurs propositions. Par ailleurs, la diversité et la multiplicité des actions de *La Chispa* rendent cette association très visible entre les murs de Somosaguas, ce qui a attiré Almudena au moment d'adhérer à une association, alors qu'elle entrait en première année de Grado :

> *La Chispa* me parecía una asociación bastante activa a nivel tanto militante como a la hora de proponer cosas y luchar por una universidad más plural y que no nos quiten los derechos. Me gusta porque hay mucho movimiento, básicamente[933].

La Chispa se porte également volontaire pour aider d'autres associations du campus à organiser leurs propres évènements, comme la *Asamblea Feminista de Somosaguas*, l'association écologiste *Ecoaldea* ou encore *RQTR*, association de défense du collectif

[931] Entretien avec Iru, 23 ans, étudiant en 3ème année de *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *La Chispa*, réalisé le 20/11/2019.
[932] Entretien avec Alison, *op. cit.*
[933] Entretien avec Almudena, *op. cit.*

LGBTIQ+. Paula B. venait d'entrer à l'université et se souvient que le dynamisme de ce groupe d'étudiants lui avait donné envie de s'impliquer et d'adhérer à *La Chispa*, alors qu'elle n'avait jamais adhéré ni à une association, ni aux Jeunesses d'un parti politique :

> Para mí, vivir el 8 de marzo en esta facultad fue una de las experiencias más bonitas que he tenido en mi vida, y ver el trabajo que había detrás de las militantes y mujeres de *La Chispa* por ejemplo en el caso de una compañera mía. El trabajo que hacía, la implicación que tenía, el cariño que le ponía, tanto a su trabajo como a las mujeres que queríamos participar, o sea a mí esa chica me enamoró. Y observé que no sólo era ella, que había mucha gente detrás de *La Chispa* y dije "yo quiero ser como esa gente". Y me metí un poco como corderito que se mete en un sitio, que nunca había militado, yo ninguna reivindicación como colectivo, siempre había sido individual[934].

Paula B. s'est d'ailleurs très vite impliquée dans le groupe de l'association consacré au féminisme. Créée à l'occasion de la grève féministe du 8 mars 2018 (d'où l'apparition du sigle 8-M), cette « branche » de *La Chispa* permet à l'association de se rapprocher davantage des autres associations féministes pour collaborer dans des actions communes :

> En *La Chispa* tenemos una comisión de mujeres que es *La Chispa* feminista. Es no mixto, pero siempre que el trabajo que sacamos, nos acaban ayudando los hombres, porque muchas veces es muy difícil acaparar tantas cosas cuando somos nueve chicas. Entonces al final los hombres acaban involucrándose, sí creo que eso es algo muy positivo. *La Chispa* feminista es considerada en la facultad un espacio muy importante, porque tenemos bastante discurso, sacamos muchísimo curro y muchas de las chicas de la Asamblea Feminista nos lo han dicho que tienen como referente a *La Chispa* feminista. Entonces para para mí como militante de *La Chispa* feminista me llena de satisfacción, estoy súper contenta de que la gente nos vea así. Y también, obviamente, participamos en la Asamblea Feminista y aportamos nuestras ideas y creo que es bastante positivo [935].

La cohésion entre ces différentes associations de la Faculté de Sciences Politiques et de Sociologie créent une forme de dynamisme au sein du campus de Somosaguas, ce qui permet de maintenir un certain niveau d'implication associative et militante des étudiants.

Les activités de cette association sont assez variées et vont de la manifestation à la table ronde, en passant par la distribution de documents (au sein du campus et en ligne), la création et la diffusion de pétitions, ou encore des appels au boycott de certaines entreprises ou produits. Elle interpelle souvent la direction de l'université et n'hésite pas à entrer en négociation avec cette dernière, voire à lui tenir tête, lorsque les membres de *La Chispa* estiment que les droits des étudiants ou la qualité de l'université publique est en péril suite à une ou plusieurs décisions. À titre d'exemple, peu de temps après avoir réalisé les entretiens

[934] Entretien avec Paula B., *op. cit.*
[935] Entretien avec Paula B., *op. cit.*

avec les membres de *La Chispa*, l'association a organisé une action contre un concours organisé par Amazon au sein de l'université le 27 novembre 2019. Ces derniers sont venus manifester dans l'amphithéâtre où se tenait la compétition pour protester contre l'entreprise multinationale et ce qu'elle représente à leurs yeux. Leur action a été relayée sur les réseaux sociaux, principalement à travers le compte Twitter de *La Chispa* :

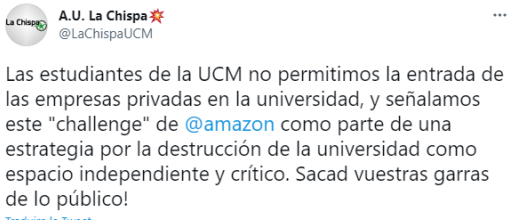


Figure 12 : Tweet du compte de La Chispa- 27 novembre 2019.
Accès :[https://twitter.com/LaChispaUCM/status/1199622887264702464]

Dans un communiqué joint au Tweet, les membres de l'association s'adressent aux représentants d'Amazon et au Rectorat de l'université. Ils accusent ce dernier d'être le complice de l'entrée d'une entreprise privée dans une institution publique. Dans ce document, *La Chispa* dénonce les conditions de travail des employés de l'entreprise américaine[936], sa stratégie fiscale visant à payer le moins d'impôts possible[937], son rôle dans la réutilisation de plus en plus accrue des données de consommateurs sur le net[938] et sa « complicité » en tant que fournisseur d'outils informatiques ayant contribué à la séparation des migrants et de leurs

[936] Sur la question, voir par exemple l'ouvrage de MACGILLIS Alec, *Le système Amazon. Une histoire de notre futur* (traduit de l'anglais par Morgane Saysana et Guillaume Contré), Paris, une coédition Seuil et Éditions du Sous-sol, 2021 ; l'ouvrage de CHERNOV Dmitry, SORNETTE Didier, *Critical Risks of Different Economic Sectors, Based on the Analysis of More Than 500 Incidents, Accidents and Disasters*, New York, Springer Publishing, 2019, p.153, ou bien l'article de SAINATO Michael, « 'I'm not a robot': Amazon workers condemn unsafe, grueling conditions at warehouse », *The Guardian*, 05 février 2020. Accès: [https://www.theguardian.com/technology/2020/feb/05/amazon-workers-protest-unsafe-grueling-conditions-warehouse] (Dernière consultation : 10/08/2021).

[937] Sur la question, voir par exemple l'article de SÉRVULO GONZÁLEZ Jesús, « Los gigantes tecnológicos pagan menos impuestos en España pese a ganar más », *El* País, 24 mars 2019, ou plus récemment NEATE Rupert, «Amazon had sales income of €44bn in Europe in 2020 but paid no corporation tax », *The Guardian*, 04 mai 2021. Accès : [https://www.theguardian.com/technology/2021/may/04/amazon-sales-income-europe-corporation-tax-luxembourg] (Dernière consultation : 10/08/2021).

[938] L'entreprise Amazon a été condamnée en 2020 par la CNIL à verser 35 millions d'euros d'amende pour non-respect de la législation sur les traceurs publicitaires. En 2021, c'est le Luxembourg qui condamne Amazon à régler une amende bien plus lourde pour non-respect de la réglementation sur les données privées. Voir par exemple l'article LE MONDE/AFP, « Amazon condamné à une amende de 746 millions d'euros au Luxembourg », *Le Monde*, 30 juillet 2021. Accès : [https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/07/30/protection-des-donnees-amazon-condamne-a-une-amende-de-746-millions-d-euros-au-luxembourg_6090042_3234.html] (Dernière consultation: 10/08/2021).

enfants aux frontières américaines sous le mandat de Donald Trump[939]. À la suite de cette liste d'arguments, les membres de *La Chispa* concluent ainsi :

> Por eso, señores de la Universidad Complutense de Madrid, las estudiantes rechazamos este concurso y cualquier convenio con Amazon u otra empresa privada. Porque nosotras defendemos la Universidad como un centro de construcción común del conocimiento, un conocimiento crítico con la realidad en la que se inscribe y orientado a la búsqueda de una sociedad en la que quepamos todas. Por eso exigimos, ¡Fuera Amazon de la Universidad! [940].

L'utilisation du féminin générique dans les messages dont les auteurs ou les destinataires sont également masculins est un élément de langage que nous avons remarqué tout au long de notre travail de recherche, à l'instar de la citation ci-dessus (« las estudiantes », « nosotras », « todas »). Cette réappropriation du discours à travers le genre féminin intervient dans le prolongement du courant féministe radical[941], qui considère le langage comme l'un des éléments responsables du maintien d'un système patriarcal et du sexisme discursif[942]. Pour reprendre les termes de Carla Lonzi, l'une des figures emblématiques du féminisme italien radical des années 1970, cette démarche s'inscrirait donc dans une volonté des militant.e.s de « recommencer le chemin et le parcourir avec la femme en tant que sujet »[943]. Cette nouvelle forme de « grammaire », où le féminin l'emporte sur le masculin, est également rendue visible par Podemos, dont sa coalition avec Izquierda Unida a été rebaptisée Unidas Podemos en février 2019. Dans les discours du parti, le pronom « nous » prend la forme féminine et devient « nosotras », les adjectifs s'accordent au féminin pluriel, représentant des « personnes » (également substantif féminin pluriel), indépendamment de leur sexe, de leur

---

[939] HAO Karen, « Amazon is the invisible backbone of ICE's immigration crackdown », *MIT Technology Review*, 22 octobre 2018. Accès: [https://www.technologyreview.com/2018/10/22/139639/amazon-is-the-invisible-backbone-behind-ices-immigration-crackdown/] (Dernière consultation : 10/08/2021).

[940] Pour voir le communiqué dans son intégralité : [https://pbs.twimg.com/media/EKXqpyyW4AAF_x5?format=jpg&name=medium] (Dernière consultation : 10/08/2021)

[941] La remise en question des codes liés au genre et du modèle hétéronormé (à travers notamment l'institution du mariage) sont au cœur de la réflexion du féminisme radical. Ces deux éléments sont considérés comme des instruments de l'oppression des femmes par le système patriarcal. Voir par exemple ces quelques écrits ayant contribué aux fondements de la pensée féministe radicale : SOLANAS Valérie, *SCUM Manifesto [1967]* (traduit de l'anglais par Emmanuèle de Lesseps), Paris, Fayard, 2021; MILLETT Kate, *Sexual Politics*. *La politique du mâle [1970]* (traduit de l'anglais par Élisabeth Gille), Paris, Stock, 2007 ; et FIRESTONE Shulamith, *La dialectique du sexe* (traduit de l'anglais par Sylvia Gleadow), Paris, Stock, 1972.

[942] Pour approfondir la question, voir par exemple l'ouvrage de MÁRQUEZ GONZÁLEZ María del Pilar, *Género gramatical y discurso sexista*, Madrid, Síntesis, 2013; et l'article de FERNÁNDEZ PÉREZ Milagros, « Sexismo y lengua. ¿Qué nos dicen los enfoques discursivos? », in *Revista de Investigación Lingüística*, n°16, 2013, p. 43–60.

[943] LONZI Carla, *Crachons sur Hegel. Une révolte féministe [1970]* (traduit de l'italien par le collectif des Derniers Masques), Paris, Eterotopia, 2017, p. 54,

âge ou encore de leur origine sociale[944]. S'il existe de nombreux points communs entre *La Chispa* et Unidas Podemos, le passé associatif de ses fondateurs et le contact permanent entre Pablo Iglesias et l'Université Complutense y sont pour beaucoup.

Les slogans des deux associations sont d'ailleurs très ressemblants : pour *Contrapoder* « Defender la alegría, organizar la rabia »[945] et pour *La Chispa* « Alegres y combativas ». La « joie » et la « lutte » sont des termes communs aux deux associations ainsi qu'à Podemos à ses débuts. Cependant, les étudiants membres de l'association sont convaincus que la baisse d'activité des associations universitaires de la Complutense est en partie liée à la disparition de *Contrapoder*, suite à la création de Podemos. Dès sa structuration en parti organisé autour d'un leader et de sa liste, des étudiants critiquaient déjà « l'utilisation » de la Complutense et de ses étudiants comme tremplin politique au sein des universités publiques[946]. Par ailleurs, la place de plus en plus grande occupée par Unidas Podemos dans les institutions a poussé le parti à « modérer » sa stratégie politique et ses éléments de langage. En effet, la lutte contre la « caste » et le « régime de 1978 » ne font plus partie des discours de Podemos et son positionnement sur la monarchie, ou encore sur l'Union européenne restent certes en filigrane, mais ne sont plus des éléments majeurs défendus par le parti. Bien que Podemos veuille représenter l'incarnation de la jeunesse et de ses préoccupations dans les institutions, l'institutionnalisation du parti et la modération de son discours d'une part et les apparitions de Pablo Iglesias à la Complutense d'autre part ne sont pas toujours vues de manière positive par les étudiants interrogés. Comme le décrit Iru lorsque nous abordons la question du lien entre l'apparition de Podemos et l'évolution de la participation politique de la jeunesse étudiante :

> Cuando empieza a analizarse este momento de reflujo del movimiento estudiantil, está muy unido a la aparición de Podemos como partido político. En esta facultad concretamente, siempre hay dinamismo político. Pero se supone que es muy mínimo. […] Contrapoder, hace tres años se disolvió de forma oficial. Pero hace cuatro, ya estaba prácticamente muerta. Creo que representa bastante lo que significaba la entrada de Podemos. Muchos cuadros de Contrapoder se metieron en Podemos y perdieron su capacidad de movilización. Por eso que creo que Podemos en esta facultad, no está bien visto dentro de la militancia. Si hacemos un análisis sobre qué vota esta facultad, Unidas Podemos gana por mayoría, seguro. Pero no significa que no exista una crítica seria y dura hacia Podemos[947].

---

[944] MARCOS Ana, « ¿Por qué la alianza de Podemos e IU se llama ahora Unidas Podemos?», *El País*, 28 février 2019. Accès: [https://elpais.com/politica/2019/02/27/actualidad/1551279408_129334.html] (Dernière consultation: 10/08/2021);

[945] Voir le blog de Contrapoder, l'une des dernières traces de l'activité de l'association : [https://aucontrapoder.wordpress.com/category/actos-2/] (Dernière consultation : 10/08/2021).

[946] C.E., « Podemos 'toma' la Universidad Complutense y la convierte en un caladero de militantes », *El Economista*, 31 janvier 2015. Accès: [https://www.eleconomista.es/economia/noticias/6437174/01/15/Podemos-toma-la-Universidad-Complutense-y-la-convierte-en-un-caladero-de-militantes.html] (Dernière consultation: 08/08/2021).

[947] Entretien avec Iru, *op. cit.*

La création d'une alternative au bipartisme et la pluralisation de ces alternatives en moins de cinq peuvent donc expliquer ce déclin dans le milieu associatif et militant universitaire. Depuis l'apparition du pentapartisme, les jeunes trouvent plus facilement une formation politique à laquelle s'identifier. L'association *Contrapoder* représentait une organisation militante universitaire dans laquelle pouvaient s'identifier des étudiants qui ne se sentaient représentés par aucun parti politique majoritaire (PP ou PSOE). Avec l'apparition de Podemos, ces mêmes jeunes y ont trouvé une alternative politique au-delà du cadre associatif, ce qui peut expliquer la disparition de *Contrapoder*. *La Chispa* reste quant à elle active car elle tend à se détacher de son caractère politisé pour proposer des actions concrètes en lien avec des causes sociétales, en-dehors d'une démarche partisane. Même si l'orientation politique de l'association reste en filigrane et que les idées défendues par ses membres sont proches des formations politiques d'extrême gauche, *La Chispa* ne cherche pas à promouvoir directement le PCE ou Izquierda Unida lors de ses actions. À titre d'exemple, alors que *Contrapoder* utilisait le rouge dans son logo (et parfois des symboles communistes), *La Chispa* utilise le vert, en référence à la « marea verde », vague de protestations rassemblant les acteurs du monde de l'Education pendant les grandes manifestations de mai 2011 contre les politiques d'austérité.

Au-delà du lien entre la disparition de *Contrapoder* et le succès de Podemos dans les instituions, allant jusqu'à son entrée au Gouvernement, les membres de *La Chispa* constatent un déclin général dans la participation des étudiants à la vie associative de l'Université. Bien qu'ils représentent une association réellement active sur le campus de Somosaguas, les étudiants membres de *La Chispa* considèrent que la jeunesse activiste dont ils font partie tend à perdre en « force militante » face à une jeunesse plus passiviste[948]. Comme nous l'expliquait Paula B. lors de notre entretien :

> Yo creo que hay una división clara entre la juventud que se mueve y la juventud que no. La juventud que se mueve va a estar siempre ahí y la juventud que no se mueve, por mucho que se intente mover en el 8 de marzo, solo van a asistir al 8 de marzo. Por mucho que se intente asistir a las huelgas del cambio climático, van a acudir a la manifestación específica. Entonces creo que ya, opinión personal, entramos en un bucle en el que la gente que no se mueve no se va a mover más, solo va a moverse en casos específicos, y la gente que nos movemos: o nos podemos cansar y dejar de movilizarnos, o seguir militando y seguir moviéndonos[949].

[948] D'après le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales : « Qui se contente de subir les événements, de suivre les impulsions extérieures, qui ne fait preuve d'aucune initiative ; qui n'accomplit aucune action personnelle ». Accès : [https://www.cnrtl.fr/definition/passiviste] (Dernière consutlation : 08/08/2021).
[949] Entretien avec Paula B., *op. cit.*

L'implication de ses membres permet une activité régulière de l'association, à travers les réseaux sociaux, mais surtout au sein du campus de Somosaguas. Néanmoins, cette mobilisation reste fragile car elle dépendra de la pérennité de l'engagement de ses membres actuels et à venir. Pour les étudiants membres de *La Chispa*, l'entrée de Podemos dans les institutions a marqué un glissement de la mobilisation étudiante vers le parti de Pablo Iglesias, au détriment d'associations universitaires ou de mouvements étudiants nationaux. L'apparition de Podemos semble donc avoir généré une forme de désintérêt pour les associations à caractère politique de la part des étudiants, qui peut s'expliquer par l'opportunité que ce nouveau parti représente au moment de sa création. Cette formation politique a ouvert le champ des possibles pour des étudiants en demande d'une alternative au bipartisme dans laquelle ils peuvent espérer s'insérer dans une dynamique politique susceptible d'atteindre un niveau d'action et d'efficience plus élevé, bien au-delà de l'université et du cadre de ses associations. Contrairement à *La Chispa*, l'association à caractère politique Unión de Estudiantes Progresistas- Estudiantes de Izquierdas utilise les activités politiques de ses anciens adhérents, comme Pablo Iglesias, comme véritable outil dans la diffusion et la participation des étudiants aux activités de l'association.

6.3.2. Unión de Estudiantes Progresistas- Estudiantes de Izquierdas (UEP-EI) : une association historique témoin des mutations politiques et sociales de la communauté universitaire

Tout comme les membres de *La Chispa*, ceux d'UEP-EI se considèrent comme antifascistes, antiracistes, féministes et défendent l'accès universel à une éducation publique de qualité. En revanche, le spectre politique des étudiants adhérents à UEP-EI est plus nuancé que celui de *La Chispa*, car elle accueille principalement des électeurs ou des militants de Podemos et du PSOE. À titre d'exemple, Elena A., trésorière de UEP-EI et unique étudiante membre de l'association que nous avons pu interroger[950], milite dans les Jeunesses du PSOE depuis l'âge de 16 ans. Une plus petite partie des membres s'inscrivent quant à eux dans l'idéologie du PCE. Bien que l'orientation politique de l'association soit clairement

[950] D'autres étudiants s'étaient portés volontaires, puis se sont désistés car ils ont souhaité se dégager plus de temps pour organiser les journées anniversaire de l'association et réviser pour leurs examens à venir.

déterminée, elle ne se réclame d'aucun parti politique et souhaite avant tout représenter la communauté étudiante et ses intérêts.

Hébergée dans la Faculté de Droit, au cœur de la Ciudad Universitaria, l'association UEP-EI organise régulièrement des réunions, ouvertes à tous les étudiants de l'Université, autour de questions en lien avec la politique et le droit. Cette dernière discipline sert de base de réflexion à l'ensemble des activités organisées par l'association et aux causes qu'elles défendent, dans une perspective de représentation des intérêts de la communauté étudiante. Comme le mentionne le feuillet de présentation de l'association :

> Entendemos el Derecho como una herramienta para garantizar nuestros derechos, ya sea mediante la exigencia de éstos para hacerlos efectivos, como arma de defensa ante la vulneración de éstos, o mediante la conquista de otros nuevos. En definitiva, apostamos por un Derecho que debiera estar al servicio de los intereses de estudiantes, personal educativo y en general de la ciudadanía[951].

Lors des réunions, organisées sous forme de tables rondes associant conférences et débats avec l'assemblée, l'association invite des personnalités politiques et des experts (professeurs, sociologues, juristes, etc.), ce qui permet de nourrir la réflexion autour des thématiques abordées, comme les mouvements sociaux, la lutte antifasciste ou le contexte social du pays, grâce aux différentes perspectives politiques et juridiques exposées par les intervenants. Ces « invités » sont majoritairement des anciens membres de l'association, devenus par exemple des avocats, des professeurs ou encore des personnalités politiques.

De plus, UEP-EI communique beaucoup à travers les réseaux sociaux (majoritairement sur Twitter), mais également à travers un feuillet d'informations régulièrement distribuée dans la Faculté de Droit : *Picapleitos*. Ce document relativement court permet à l'association de convier les étudiants à leurs réunions et de les informer des actualités en lien avec l'Université et les conditions d'études (décisions prises par la direction, signalement de manque ou de dégradation de matériel, etc.). Par ailleurs, UEP-EI avait mis en place un projet de revue annuelle en 2012, mais celui-ci n'a duré que trois ans. Le dernier numéro, publié en mai 2014, a particulièrement retenu notre attention car il diffuse la critique de deux textes élaborés par le Gouvernement de Mariano Rajoy, qui n'étaient encore que des projets de loi au moment de la publication de la revue, mais qui déclenchaient déjà une controverse.

[951] Extrait du document papier distribué aux étudiants de la Faculté. Voir contenu similaire sur le blog de l'association : [http://uep-ei.blogspot.com/p/quienes-somos.html] (Dernière consultation : 12/08/2021).

L'*Anteproyecto de Ley de Protección de la Seguridad Ciudadana* (LOPSC), surnommée *Ley mordaza* après qu'elle ait été finalement adoptée en mars 2015[952], a fait scandale auprès de la communauté étudiante. Quelques mois avant la publication du dernier numéro de la revue, UEP-EI avait organisé une table ronde sur le sujet, notamment sur la réforme du code pénal que la loi de sécurité allait impliquer. Cette manifestation a rassemblé de nombreux étudiants ainsi que des intervenants issus de collectifs d'avocats et de procureurs[953].



Figure 13 : Affiche "Charla sobre la reforma del código penal: Hacia la criminalización de la protesta social. Contra la ley de seguridad ciudadana". - UEP-EI – Novembre 2013.

L'article consacré à ce texte propose une interprétation critique et met en évidence les « dérives autoritaires » qui peuvent en découler. Les auteurs terminent leur article en qualifiant la *Ley de Seguridad* comme « une légalisation de la censure »[954]. Finalement entrée en vigueur quatre ans après le *boom* des nouveaux mouvements sociaux en Espagne, notamment à travers le 15-M, cette loi tend à générer une certaine peur de la plupart des citoyens au moment de manifester leur mécontentement. Les articles 490, 491 et 543 suscitent les craintes les plus vives car ils prévoient des amendes pouvant aller jusqu'à 600.000€ et des peines de prison allant jusqu'à la perpétuité compressible en cas de propos portant atteinte à la

[952] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 4/2015, de 30 de marzo, de protección de la seguridad ciudadana*, BOE n° 77, 31 mars 2015.
[953] La Asociación Libre de Abogados rassemble des avocats de la Communauté de Madrid (voir le site : [https://ala.org.es/]) et la Unión Progresista de Fiscales regroupe des procureurs de l'ensemble du pays et collabore avec des structures similaires à l'échelle européenne (voir le site : [https://www.upfiscales.com/]). Ces associations professionnelles visent à défendre la démocratie et les libertés dans le cadre de leurs fonctions, à défendre les populations les plus vulnérables, à promouvoir l'amélioration du Service Public et à défendre les droits de leurs professions respectives.
[954] UEP-EI, « Conmigo o contra mí: Una mirada crítica al Anteproyecto de Reforma de la Ley de Seguridad Ciudadana », in *Revista de la UEP-EI*, n° 3, mai 2014, p. 4. Accès :[https://issuu.com/uep-ei/docs/revista_uep_3_ver__1_] (Dernière consultation: 12/08/2021).

Couronne et aux symboles nationaux[955]. Lorsque nous abordons la question de la liberté d'expression de la jeunesse espagnole, Elena A., tout comme d'autres étudiants que nous avons interrogés, fait référence à cette loi :

> Sí que hay una cierta limitación, por no decir represión, en base a que como en toda libertad hay unos límites. Pero en mi opinión, la Ley Mordaza, como la llamamos, está haciendo mucho daño[956].

Suite à l'entrée en vigueur de cette loi, plusieurs personnalités ont été condamnées, entraînant davantage de crispations populaires entre les fervents défenseurs de la liberté d'expression et les partisans du respect des symboles de la patrie. L'article de Juan Pecourt et Jorge Resina, spécialistes en sciences politiques, illustre parfaitement ce phénomène avec l'exemple de l'humoriste Dani Mateo, qui s'était mouché dans le drapeau de l'Espagne sur le plateau de *El Intermedio* en 2018. En application de la LOPSC, l'humoriste a fait l'objet d'une plainte pour « outrage au drapeau de l'Espagne et incitation à la haine », ce qui a occasionné une vive polémique autour de la liberté d'expression. Les auteurs de l'article proposent un schéma relativement applicable à l'ensemble des cas de « censure » induits par la LOPSC, avec pour point de départ,

> [la] utilización humorística de un símbolo nacional, [la] orquestación de una reacción mediática contra el humorista, consolidación de dos posicionamientos ideológicos que atacan y defienden respectivamente a Dani Mateo. Los críticos consideraron que la performance mediática de Mateo al sonarse la nariz con la bandera era inaceptable, porque era irrespetuosa con un símbolo fundamental de la nación española. Para los defensores, el humorista y el programa de televisión El intermedio (La Sexta) se habían limitado a realizar un gag humorístico apelando al mismo tiempo a la libertad de expresión[957].

Bien que la plainte ait été classée sans suite en janvier 2019[958], les conséquences pour l'humoriste ont été importantes car, étant dans la tourmente, ce dernier a perdu des contrats publicitaires et son image s'est vue ternie par cette affaire. Après avoir abordé la question de la « Ley Mordaza », Elena A. fait justement référence à Dani Mateo et aux polémiques sur la liberté d'expression et le droit de « rire de tout » :

---

[955] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 4/2015, op. cit.*
[956] Entretien avec Elena A., *op. cit.*
[957] PECOURT Juan, RESINA, Jorge, « Transgresiones discursivas y cultura de la seguridad: los pánicos político-morales en la esfera pública española », in *Papers, revista de Sociologia*, n°106/1, 2021, p. 5-30, p. 27.
[958] MARRACO Manuel, « El juez archiva la causa contra Dani Mateo por ultraje a la bandera de España e incitación al odio », *El Mundo*, 16 janvier 2019. Accès: [https://www.elmundo.es/television/2019/01/16/5c3ef6b1fdddff3d0d8b4705.html] (Dernière consultation : 12/08/2021).

> Una cosa es que sea tema político y otra cosa es que sea humor. El humor es bueno, el humor al contrario debería de haber mucha más expresión política humorística. Por mí que se burlen de mí y de todos y cuanto más duro, mejor, porque eso significa que estamos en una democracia real[959].

Un autre texte, remettant en question les libertés corporelles cette fois-ci, a fait l'objet de protestations de la part de la communauté étudiante. L'*Anteproyecto de Ley Orgánica para la Protección de la Vida del Concebido y de los Derechos de la Mujer Embarazada*, incluant une proposition de réforme du droit à l'avortement particulièrement polémique, est également analysé et critiqué par la rédaction de la revue UEP-EI en 2014[960]. Pour rappel, celle-ci prévoyait la dépénalisation de l'avortement uniquement en cas de viol ou si la grossesse représentait un grave danger physique ou mental pour la future mère. Comme nous l'aborderons plus loin, cette remise en question de l'accès légal à l'avortement pour toutes les femmes, quel que soit le motif, a été l'un des éléments déclencheurs du regain d'intensité massif de la mobilisation féministe en Espagne. Dans cet article, la rédaction insiste sur le fait que ce texte porte atteinte au droit des femmes à disposer de leurs corps et souligne les dangers potentiels liés à cette loi, tels que le retour des avortements clandestins. La fin de l'article appelle à la mobilisation des femmes contre ce texte, rédigé par un homme :

> Por ello, las mujeres vamos a seguir en pie de calle, luchando por nuestros derechos, que son, al fin y al cabo los derechos de todos y todas, que este Gobierno, con sus políticas de recortes sociales y políticos quiere aplastar. Contra los recortes y el patriarcado: ¡Vamos a seguir defendiendo la vida, defendiendo las condiciones que la hacen digna de vivirse! [961].

Dernièrement, des membres d'UEP-EI, en partenariat avec d'autres étudiantes, sont allées plus loin et ont décidé de créer une assemblée féministe propre à la Faculté de Droit en 2018 : *Atenea*. Le mouvement féministe est toujours loin de faire l'unanimité, au sein des universités comme dans l'ensemble du pays. En octobre 2019, l'association *Atenea* avait accroché une banderole dans le hall pour informer les étudiants de l'une de leurs premières manifestations. L'un d'entre eux, se revendiquant ouvertement comme partisan de Vox, s'est filmé en train de la décrocher et de la jeter à la poubelle. Ce dernier a diffusé sa vidéo sur Twitter, ce qui n'a pas échappé aux membres d'*Atenea* et d'UEP-EI et a provoqué leur

[959] Entretien avec Elena A., *op. cit.*
[960] UEP-EI, « La Reforma de la Ley del aborto: Por la vida digna y la soberanía de las mujeres », in *Revista de la UEP-EI*, n° 3, mai 2014, p. 7. Accès : [https://issuu.com/uep-ei/docs/revista_uep_3_ver__1_] (Dernière consultation : 12/08/2021).
[961] *Ibid.*, p. 7.

colère[962]. Devenu avocat, cet homme est toujours militant à Vox et a fondé *Cañas por España* peu de temps avant la fin de ses études, une initiative rassemblant des jeunes autour de thématiques telles que la lutte contre l'avortement, ou la souveraineté nationale[963]. Les querelles entre ultraconservateurs et progressistes sont de plus en plus vives depuis que Vox a permis à l'extrême droite de se frayer un chemin dans les institutions. Le milieu étudiant n'est pas épargné par ce phénomène, occasionnant de plus en plus régulièrement des affrontements verbaux directs ou par réseaux sociaux interposés, voire des violences physiques pendant des manifestations.

Étant donné que la lutte antifasciste fait partie intégrante des idées d'UEP-EI, celle-ci a fait l'objet d'une conférence à l'occasion du 35ème anniversaire de l'association le 21 novembre 2019, faisant suite à une série de tables rondes débutées le 18 novembre[964]. En tant qu'ancien membre de l'association, Pablo Iglesias a été l'un des invités à la conférence consacrée à la lutte antifasciste de l'association. Sur le point d'entrer au Gouvernement, celui-ci a accepté l'invitation et est intervenu le 21 novembre 2019, aux côtés de la présidente de l'association et de Mario López de Andujar, ancien membre de l'association et camarade de Pablo Iglesias devenu avocat.



Figure 14 : Une de Picapleitos, Novembre 2019, par UEP-EI.

[962] Voir la page Instagram de l'association *Atenea* : [https://www.instagram.com/colectivoatenea_ucm/?hl=fr] (Dernière consultation ; 12/08/2021).
[963] Voir le compte Twitter de Cañas por España : [https://twitter.com/canasporespana?lang=fr] (Dernière consultation : 12/08/2021).
[964] Voir le programme de ces journées sur la page Twitter de l'association, Tweet du 15 novembre 2019 : [https://twitter.com/UEPeiDerechoUCM/status/1195271096418865152](Dernière consultation: 31 juillet 2021).

Lors de cette conférence, Gema, présidente de l'association, a été la première à intervenir. Elle raconte une agression dont elle a été victime, ainsi que certains autres membres de l'association. Elle déclare alors : « aquel que lleva un polo de España en tu clase puede salir de noche y cazar rojos ». Cette phrase nous a semblé illustrer les tensions de plus en plus vives entre les étudiants aux idées progressistes et les étudiants de droite, voire d'extrême droite. Gema utilise une image stéréotypée du « facha », portant une tenue arborée du drapeau de l'Espagne en signe d'appartenance au mouvement d'extrême-droite. Elle fait également appel au terme « rojo », en référence à l'ensemble des partisans de gauche et d'extrême gauche. L'opposition de ces deux « camps » à travers des termes imagés sont monnaie courante entre les étudiants, comme nous avons pu l'observer tout au long de l'étude de différentes associations universitaires.

Cette conférence a également été l'occasion pour Mario López de Andujar de revenir sur les débuts d'UEP-EI et la place des associations universitaires à la fin des années 1980 et au début des années 1990. L'association universitaire UEP-EI est le résultat de la fusion entre *l'Unión de Estudiantes Progresistas* et *Estudiantes de Izquierdas,* officialisée en février 1996. Lors de son intervention, Mario López de Andujar raconte que la majorité des associations de la Faculté de Droit de l'Université Complutense étaient de droite, voire d'extrême-droite. Certains étudiants n'hésitaient pas à protester contre des professeurs défendant des idées plus progressistes, notamment sur les questions relatives au droit à l'avortement et à l'immigration. À ce sujet, l'avocat revient sur le retentissement du meurtre de Lucrecia Pérez, une femme immigrée d'origine dominicaine, tuée par un groupe d'ultradroite le 13 novembre 1992. Il se souvient avoir vu des inscriptions sur les murs du campus insultant cette femme, alors qu'elle venait d'être la victime du premier meurtre raciste de la démocratie[965]. L'engagement antifascisme et antiraciste des associations UEP et EI n'en a été que plus grand. Les objectifs de ces deux associations se sont alors précisés comme l'indique López de Andujar : « tenían que traer a los movimientos sociales y explicar muchas cuestiones que nos afectaban como estudiantes y como futuros trabajadores »[966]. Cette mission a été l'occasion pour les membres de l'association, devenue UEP-EI, d'accueillir par exemple le mouvement *Ecologistas en Acción*, crée en 1998 à la suite du regroupement de différents collectifs écologistes répartis

[965] RÍOS Pere, « Caso Lucrecia Pérez. Un crimen racista », in *Iuris : Actualidad y práctica del derecho*, n° 43, 2000, p. 72-75.
[966] Propos reccueillis lors de l'intervention de Mario López de Andujar à la Faculté de Droit de l'Université Complutense de Madrid, le 21 novembre 2019. Voir l'intégralité de la conférence sur le site: [https://www.youtube.com/watch?v=WpIAemnbFIk] (Dernière consultation : 12/08/2021)

sur l'ensemble du pays, ou de défendre les droits des femmes en collaborant avec la Oficina de Mujeres de la UCM[967]. Mario López de Andujar conclue en soulignant l'importance des associations telles qu'UEP-EI dans la lutte contre l'ultradroite et le fascisme et dans la promotion de valeurs progressistes.

Pablo Iglesias intervient à son tour, en revenant sur les propos de son ancien camarade, mais également sur l'agression subie par Gema, en affirmant que lui aussi, ainsi que Mario López de Andujar, avaient été victimes d'une agression à l'époque où ils étaient étudiants : « A Mario y a mí nos pegó un tipo que ahora es mano derecha de Abascal »[968]. Le leader de Podemos fait référence à Kiko Méndez-Monasterio, qui appartenait à l'organisation *Alianza por la Unidad Nacional* lorsqu'il était étudiant[969]. Pablo Iglesias s'adresse ensuite aux étudiants de l'assemblée, venus en masse : « Aprovechad esta época. Es una época de pasión intelectual, es una época de pasión política »[970]. Il décide alors d'orienter son intervention non pas sur la lutte antifasciste de l'association, mais sur la montée de l'extrême-droite en Espagne, incarnée par Vox. Le leader de Podemos explique que le succès de Vox est principalement lié à la crise catalane, entraînant l'affaiblissement du PP et l'effondrement de Ciudadanos, mais pas seulement. Pablo Iglesias revient également sur le rôle de la gauche dans la « promotion » indirecte du parti de Santiago Absacal :

> Algunos sectores progresistas cometieron la imprudencia de pensar que alimentando el miedo a Vox, se podían obtener resultados favorables al centro-izquierda, a partir de una suerte de movilización del miedo. Correcto análisis en el corto plazo si se quiere. Pero el problema es que cuando ya la extrema derecha es una fuerza presente en el Parlamento, a partir de ahí tiene alas propias para volar[971].

Ce fragment de discours peut apparaître comme une critique indirecte à l'égard de Pedro Sánchez, dont le principal fer de lance de campagne a été la lutte contre Vox et un appel à la

[967] Devenue la Oficina de Género en 2003, puis la Unidad de Igualdad en 2011, il s'agit d'un organisme rattaché à la présidence de l'université chargé de promouvoir l'égalité et de lutter contre les discriminations. Voir le site de la Unidad de Igualdad de la UCM: [https://www.ucm.es/unidaddeigualdad/presentación] (Dernière consultation: 18/08/2022).

[968] Propos reccueillis lors de l'intervention de Pablo Iglesias à la Faculté de Droit de l'Université Complutense de Madrid, le 21 novembre 2019. Voir l'intégralité de la conférence sur le site: [https://www.youtube.com/watch?v=WpIAemnbFIk] (Dernière consultation : 12/08/2021).

[969] REDACCIÓN LA VANGUARDIA MADRID, « El hombre de confianza de Abascal fue condenado por agredir
a Pablo Iglesias en 1998 », *La Vanguardia*, 05 avril 2019. Accès: [https://www.lavanguardia.com/politica/20190405/461465039300/kiko-mendez-monasterio-vox-abascal-condenado-agresion-pablo-iglesias.html] (Dernière consultation : 12/08/2021).

[970] Propos reccueillis lors de l'intervention de Pablo Iglesias à la Faculté de Droit de l'Université Complutense de Madrid, le 21 novembre 2019, *op. cit.*

[971] *Ibid.*

mobilisation électorale pour faire barrage au parti d'extrême droite. Toutefois, ceci pourrait aussi être interprété comme une forme de *mea culpa* déguisé, étant donné que Podemos a multiplié ses références à la lutte contre le fascisme et l'extrême droite depuis l'entrée de Vox au Parlement andalou en 2018.

L'une des autres explications, d'après le leader de Podemos, est le renouveau du féminisme et l'acquisition de nouveaux droits pour la protection des femmes. Pablo Iglesias accuse Vox de se nourrir de ce mouvement social pour instaurer un climat de peur chez des électeurs aux valeurs plus conservatrices :

> Un movimiento como el feminista, que es el que encarna los avances más intensos a nivel social, puede generar también una reacción ultraconservadora, un movimiento reaccionario que se oponga abiertamente a los avances que puede lograr el feminismo. Y eso es enormemente peligroso en términos políticos[972].

La remise en question du droit à l'avortement, les affaires de viols et de violences conjugales, les vives critiques à l'égard de la loi contre les violences faites aux femmes et les agressions verbales ou physiques subies par certaines femmes pendant les manifestations du 8-M sont autant d'éléments qui illustrent la fragilité des acquis sociaux obtenus par le mouvement féministe et la perception négative de ces derniers par une partie de la population.

Pablo Iglesias termine son intervention en soulignant l'importance du droit comme arme contre les attaques à la démocratie et aux libertés et sur le caractère indispensable de la Constitution de 1978 dans la protection du pays contre les dérives fascistes. Anti « régimen del 78 » à ses débuts, Pablo Iglesias affirme donc son souhait de défendre la Constitution au moment d'entrer au Gouvernement. En effet, il déclare que « la Constitución del 78, con todos sus defectos, contiene artículos que son la mejor vacuna para defender a las mayorías sociales del auge de la extrema derecha ». Il conclue enfin en critiquant les dirigeants néolibéraux et en les accusant de favoriser la résurgence de l'extrême droite en Espagne, mais aussi en Europe : « Detrás de cada Salvini o de cada Le Pen, hay una Angela Merkel ».

Par cette apparition à l'Université Complutense, à l'occasion de l'anniversaire d'UEP-EI, Pablo Iglesias a certes donné une visibilité non négligeable à cet événement mais a aussi saisi l'occasion d'effectuer une forme de meeting politique dans le milieu étudiant, en « terrain connu », à quelques jours de son investiture. Le thème de la conférence lui a servi de

[972] *Ibid.*

tremplin pour attaquer Vox, tout en inscrivant ses propos dans un discours populiste, dans lequel l'adversité « eux *versus* nous » reste perceptible en filigrane, et farouchement opposé au néolibéralisme. Au-delà de l'idéologie promue au milieu d'un public déjà globalement conquis, Pablo Iglesias s'est positionné comme un futur dirigeant du pays, en défendant la Constitution, les droits et les libertés des citoyens. Une fois entré au Gouvernement, cette double-casquette d'homme militant revendicatif et d'homme d'État consensuel risque d'être difficile à concilier pour Pablo Iglesias.

À la suite des 35 ans d'UEP-EI, Pablo Iglesias a invité des membres de l'association à se rendre au Congreso de Diputados, dont il s'est chargé de la visite avec Irene Montero[973]. En tant qu'association universitaire au sein de laquelle Pablo Iglesias a milité, UEP-EI garde un contact privilégié avec Podemos. Cet échange est plutôt bénéfique pour les membres de l'association. Contrairement aux membres de *La Chispa*, Elena A. considère que l'entrée de Podemos dans les institutions a permis aux jeunes de s'intéresser davantage à la politique au moment d'entrer à l'université :

> En eso sí que he notado que muchos jóvenes entraron en la universidad, entonces muchos ampliaron sus conocimientos y sus ideas y su crítica. Entonces eso es genial y es magnífico porque al final lo importante es nutrirte un poco de todas las universidades de todas las facultades y carreras y eso amplia tu capacidad mental y no sé, tu discernimiento[974].

Tout comme *La Chispa*, UEP-EI a une identité politique assumée qui permet à ses adhérents de trouver une structure en adéquation avec leurs convictions ou de développer leur identité politique à travers les activités organisées. La place historique d'UEP-EI au sein de la faculté de Droit permet à l'association de conserver un dynamisme autour des activités qu'elle organise. Ses *alumni* acceptent volontiers de participer aux événements, bien souvent en tant qu'intervenants, ce qui permet de faire rayonner l'association sur l'ensemble de la Complutense, notamment lorsque ces derniers sont des personnalités reconnues de la vie publique.

Toutefois, bien que l'objectif premier de l'association soit d'organiser des événements de vulgarisation de la vie politique et du droit, les intervenants peuvent parfois tomber dans le travers du discours partisan, à l'instar de Pablo Iglesias lors de sa conférence menée à

[973] Dans un tweet du 05 décembre 2019 sur la page d'UEP-EI, des membres de l'association ont écrit : « Hoy hemos podido visitar el Congreso y conocer sus entresijos de mano de Pablo Iglesias, Irene Montero y su equipo. Agradecemos la invitación y el tiempo invertido». Accès : [https://twitter.com/UEPeiDerechoUCM/status/1202591150856646656] (Dernière consultation : 13/08/2021)

[974] Entretien avec Elena A., *op. cit.*

l’occasion de l’anniversaire de l’association. Cette vision orientée de la politique et de la société peut poser problème et occasionner des réactions vives de la part d’étudiants ultra-conservateurs.

Conclusions intermédiaires : Les associations universitaires : terrain de vocations politiques et militantes ?

Qu'elles soient politiquement orientées ou non, les associations universitaires sont des espaces importants d'activités sociales et politiques. Elles sont des foyers d'interactions sociales qui permettent à chacun de leurs membres de partager leur expérience ou leur vision sur un sujet donné, de se confronter à d'autres points de vue, en accord ou non avec ses positions, et de se nourrir des expériences d'autres individus de la même tranche d'âge. À terme, les activités au sein d'associations universitaires contribuent de façon directe ou indirecte à dessiner les lignes d'une identité politique, caractérisée par un sentiment d'appartenance à un ou plusieurs groupes d'identification.

La rencontre avec d'autres étudiants dans le cadre d'activités associatives universitaires favorise le développement et l'évolution de la pensée politique des jeunes. Elle peut soit se concrétiser davantage en se développant autour des idées que l'étudiant avait au départ, soit muter complètement vers un autre bord politique (de PP à PSOE par exemple), soit se radicaliser (gauche/extrême gauche, droite/extrême-droite). Pour les primo-votants, la participation à des associations universitaires en lien avec la politique leur permet de s'informer et d'échanger des idées. Ce dialogue entre pairs et l'évolution de leurs apprentissages sont des éléments moteurs de leur identification sur le spectre politique et de leur participation à la vie politique de leur pays. De plus, l'intervention d'experts et de personnalités politiques dans le cadre des activités de ces associations permet une immersion plus concrète dans le débat public, allant jusqu'à susciter parfois une forme de vocation militante.

Néanmoins, ces associations, plus particulièrement *La Chispa*, notent une forme de désengagement associatif de la part de la communauté étudiante. L'apparition de nouveaux partis politiques a généré un engouement plus prononcé pour ces nouvelles formes de faire de la politique, au détriment des associations. La disparition de Contrapoder en 2014, suite à la possibilité de certains jeunes de l'Université Complutense de s'insérer dans une dynamique électorale, en est l'une des illustrations. Nous pouvons également supposer que la disparition de la revue d'UEP-EI la même année est indirectement liée à la même cause et que les membres se seraient moins consacrés aux activités de l'association pour militer au sein du parti Podemos. Néanmoins, la présence de Pablo Iglesias et d'autres anciens membres de l'association UEP-EI permet de dynamiser la visibilité de cette association. Les bénéfices de

la présence politique du leader de Podemos au sein de la Complutense restent toutefois à nuancer, car elle génère des tensions entre les étudiants.

Pour la majorité des enquêtés, l'expérience du monde universitaire reste l'occasion de se réapproprier des savoirs, de développer des connaissances, de s'informer par soi-même et surtout de participer à des initiatives, pour ne pas « prendre pour argent comptant » les discours et les enseignements assimilés en cours. Une grande partie des étudiants cherche à s'épanouir intellectuellement et politiquement bien au-delà des simples connaissances académiques, acquises (et très probablement oubliées après les examens) au cours d'une année universitaire. À partir de ces connaissances et des réalités des générations précédentes, ils se forgent leur propre façon de penser et leur propre façon d'agir politiquement, allant parfois jusqu'à la rupture avec les concepts et les ordres déjà établis. De par leur caractère politique, certaines associations comme *La Chispa* ou UEP-EI nourrissent un dialogue régulier avec plusieurs associations universitaires en lien avec des causes sociétales telles que l'écologie ou le féminisme. Ces grandes problématiques à caractère universel sont également l'objet d'actions associatives fortes au sein des universités.

Chapitre 7 – Écologie et féminisme : les associations universitaires dans le prolongement des nouveaux mouvements sociaux

Les effets de l'activité humaine sur l'environnement sont de plus en plus visibles, ce qui incite les jeunes générations à s'emparer du sujet de l'écologie et à tenter de provoquer un éveil des consciences. D'après une étude réalisée par la sociologue Elisa Chuliá sur la génération des *Millennials*, 91 % des sondés ressentent une certaine préoccupation à l'égard du devenir de la planète[975].

Par ailleurs, la levée de différents tabous concernant les violences faites aux femmes et les discriminations liées au genre, tout comme le rejet de plus en plus prégnant d'un système patriarcal considéré comme archaïque, sont autant de revendications portées par une jeunesse encline à laisser une place considérable à l'élaboration de nouveaux modèles et de nouveaux codes sociétaux, indépendamment du genre, du sexe et de la sexualité.

Dans ce chapitre, nous allons donc étudier comment les associations universitaires participent directement ou indirectement à la pérennité et aux actions des collectifs écologistes et dans quelle mesure le féminisme est devenu un élément majeur de réflexion au sein de ces organisations étudiantes. Nous proposons pour cela d'aborder dans un premier temps les différentes étapes de la montée en puissance du mouvement écologiste, à l'échelle mondiale, puis en Espagne et dans les universités madrilènes. Nous évoquerons dans une deuxième partie la montée en puissance de la quatrième vague féministe et de la place de la jeunesse universitaire dans ce mouvement social très suivi en Espagne.

7.1. L'écologie : première préoccupation de la jeunesse

Depuis la fin des années 1980, la multiplication des signaux d'alerte relayés par les scientifiques de la planète encourage de plus en plus de citoyens à prendre conscience des enjeux de la sauvegarde de l'environnement. La montée des températures en lien avec la production excessive de gaz à effet de serre, la disparition exponentielle d'espèces animales et

[975] CHULIÁ Elisa, « Una generación ni perdida ni extraviada: aproximación demoscópica a los españoles », *Panorama Social*, n° 30, 2019, p. 159-170.

végétales et les menaces de détérioration des conditions de vie des hommes dans les années à venir font de l'écologie une préoccupation à la fois locale et mondiale[976].

Après une brève rétrospective de l'évolution des mentalités à l'égard de l'écologie en Espagne et l'action collective mondiale écologiste depuis la fin du XXème siècle, nous étudierons les deux organisations écologistes majoritairement plébiscités par la jeunesse : *Fridays for Future* et *Exctinction Rebellion*. Nous proposons d'évaluer ensuite comment et dans quelle mesure les étudiants espagnols s'inscrivent dans cette dynamique.

7.1.1. Face à l'urgence mondiale, une prise de conscience progressive en Espagne

En Espagne, l'écologie se développe très progressivement grâce à des chercheurs en sciences naturelles dès la fin du XIX[ème] siècle, à travers des études sur la biodiversité du territoire[977]. Des biologistes comme Odón de Buen (fondateur de l'Instituto Español de Oceanografía)[978] mettaient déjà en garde sur la nécessité de bien connaître les écosystèmes et de les préserver. Les premières véritables études dédiées à l'écologie sont menées vers la fin des années 1920 et sont portées par des scientifiques reconnus tels qu'Emilio Huguet de Villar[979] (botaniste considéré comme le père de l'agrologie en Espagne) ou encore Celso Arévalo Carretero (pionnier de la limnologie[980] en Espagne). Cette période voit également naître les premiers espaces naturels protégés du pays à partir de 1918, avec la création du Parque Nacional de los Picos de Europa (Asturias, León et Cantabria) et celui d'Ordesa y Monte Perdido (dans la province de Huesca). Ce premier pas dans la préservation de la nature fait de l'Espagne l'un des pays européens les plus avancés dans la protection de la nature. La première organisation mondiale dédiée à cette cause est la *World Wide Fund for Nature* (WWF), créée en 1961. Dès lors, de plus en plus d'organisations non gouvernementales (ONG) de protection de l'environnement se développent. En 1969, l'organisation *Friends of the Earth* voit le jour au États-Unis. L'équivalent espagnol de cette association (Amigos de la

[976] DELLA PORTA Donatella, *The Global Justice Movement: Cross-National and Transnational Perspectives*, Londres, Routledge, 2007.
[977] CASADO DE OTAOLA Santos, *Los primeros pasos de la ecología en España*, Madrid, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, 1996.
[978] PARRILLA-BARRERA Gregorio, « Odón de Buen, forerunner of Spanish Oceanography », in *Oceanography*, n° 18/4, 2005, p. 128-135.
[979] Il écrit en 1925 « Avance geobotánico sobre la pretendida estepa central de España », considéré comme l'un des textes fondateurs de l'écologie en Espagne. D'après CASADO DE OTAOLA Santos, *op. cit.*, p. 293.
[980] La limnologie est l'étude des étendues d'eau continentales telles que les lacs par exemple.

Tierra) apparait en 1979 à Madrid[981]. En 1971, *Greenpeace* est créée au Canada et gagne rapidement en visibilité à l'échelle internationale. Les premières actions de Greenpeace España ont débuté en 1982 avant même que sa création ne soit actée légalement[982].

Une prise de conscience des enjeux de la protection de l'environnement au-delà de la communauté scientifique apparaît réellement dans les années 1970, à l'occasion du *Día de la tierra* (organisé à l'échelle planétaire depuis 1969 chaque année le 22 avril) et grâce au développement de ces ONG. Dans la lignée des naturalistes du début de la première moitié du XX^{ème} siècle, des chercheurs comme Fernando González Bernáldez, José Antonio Valverde ou encore Ramón Margalef vont contribuer pendant près de trois décennies à développer l'écologie en Espagne[983]. En 1976, la municipalité de Madrid met en place la première Patrulla de protección ecológica, implantée dans la zone naturelle de la Casa de Campo. Deux ans plus tard, la création de la Comisión Interministerial de Medio Ambiente permet d'inclure pour la première fois l'environnement dans l'agenda politique national[984].

Le 23 juin 1988, James Hansen, climatologue pour la NASA, alerte le gouvernement des États-Unis sur les effets de l'activité humaine sur l'environnement et la catastrophe climatique qui s'annonce si rien n'était fait[985]. Afin de coordonner les actions de l'ensemble des ONG environnementales à échelle mondiale, le *Climate Action Network* (« Réseau d'Action pour le Climat ») est fondé en 1989. En 1992, les États membres de l'ONU adoptent la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CMNUCC), visant à mieux connaître l'évolution du réchauffement climatique et ses conséquences pour la planète. Cette première tentative de prise de conscience politique à échelle internationale se poursuit en 1997 par la ratification du Protocole de Kyoto, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En Espagne, les manifestations écologistes se multiplient et augmentent fortement vers le milieu des années 1990, ce qui coïncide avec une montée en puissance des préoccupations

[981] Voir le site internet d'Amigos de la Tierra : [https://www.tierra.org/somos-una-asociacion/] (Dernière consultation : 20/08/2022).
[982] Voir le site internet de Greenpeace España : [https://es.greenpeace.org/es/quienes-somos/historia-de-greenpeace/] (Dernière consultation : 20/08/2022).
[983] GARCÍA NOVO Francisco, « La implantación de la ecología en España », in SÁNCHEZ DEL RÍO Carlos, MUÑOZ Emilio, ALARCÓN Enrique (éds.), *4. Ciencia y tecnología*, in DEL CAMPO Salustiano, TEZANOS José Félix (dir.), *España siglo XXI*, Madrid, Fundación Sistema, 2009, p. 205-242.
[984] DEL VAL RODRÍGUEZ Alfonso, « El movimiento ecologista y la política ambiental en España », in *Documentacion social*, n° 38, 1980, p. 157-172.
[985] SHABECOFF Philip, « Global Warming Has Begun, Expert Tells Senate », *The New York Times*, 23 juin 1988.

environnementales à l'échelle nationale et mondiale[986]. Une manifestation de grande ampleur s'est par exemple tenue en 1998, à l'occasion d'une réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)[987]. La même année, plusieurs groupes écologistes espagnols décident de se rassembler sous une même bannière et de créer en 1998 *Ecologistas en Acción*. Cette organisation est elle-même le résultat de la collaboration de deux fédérations : la *Asociación Ecologista de Defensa de la Naturaleza* (Aedenat) et la *Coordinadora de Organizaciones de Defensa Ambiental* (CODA)[988]. Toujours en 1998, Ramón Folch i Guillèn, socio-écologiste espagnol, soutient les postulats de ses prédécesseurs ainsi que ceux de ses contemporains américains en publiant *Ambiente, emoción y ética*, ouvrage dans lequel il démontre que l'écologie doit dépasser le cadre purement théorique pour trouver des solutions aux problématiques environnementales[989]. Dans le même temps, les occurrences dans la presse espagnole et dans les programmes des partis politiques concernant les mesures à prendre pour limiter l'impact de l'activité humaine sur l'environnement sont de plus en plus nombreuses[990].

La lutte contre le changement climatique se meut rapidement en lutte pour la justice climatique[991]. Dans le prolongement de la *Climate Action Network*, un nouveau réseau appelé *Climate Justice Now !* est créé en 2005 dans le but de promouvoir des actions de protection de la planète articulées autour de la justice sociale, de l'écologie et du genre[992]. La parution de rapports de plus en plus alarmants sur le réchauffement climatique et la sortie au cinéma du documentaire d'Al Gore *An Inconvenient Truth* (« Une vérité qui dérange ») en 2006 suscitent un éveil de conscience des populations et entraînent une adhésion exponentielle aux actions des ONG de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique. À cela s'ajoutent des catastrophes naturelles majeures au début des années 2000 comme l'épisode de canicule en Europe à l'été 2003 ou l'ouragan Katrina en 2005. En 2014, la *People's Climate March*, réunit une foule sans précédent dans plus de 150 pays et témoigne

[986] JIMÉNEZ SÁNCHEZ Manuel, « La protesta ambiental en España : aportaciones analíticas al estudio de los condicionantes políticos de la acción colectiva », *Revista Española de Ciencia Politica*, n°12, 2005, p. 75-98.
[987] DELLA PORTA Donatella *et al.*, *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.
[988] ECOLOGISTAS EN ACCIÓN, *Archivo histórico*. Accès: [https://archivo.ecologistasenaccion.org/index.php/] (Dernière consultation : 20/08/2022).
[989] FOLCH I GUILLÈN Ramón, *Ambiente, emoción y ética. La cultura de la sostenibilidad [1998]*, Barcelone, RBA libros, 2012.
[990] JIMÉNEZ SÁNCHEZ Manuel, *op. cit*.
[991] DELLA PORTA Donatella, PARKS Louisa, « Framing Processes in the Climate Movement: From Climate Change to Climate Justice », *in* DIETZ Matthias et GARRELTS Heiko (eds.), *Routledge handbook of climate change movements*, Routledge, 2014, p. 19-30; GODARD Olivier, « III. Concevoir la justice climatique mondiale », in GODARD Olivier (éd.), *La justice climatique mondiale*, Paris, La Découverte, 2015, p. 35-54.
[992] CLIMATE JUSTICE NOW!, « Principles », 2008. Accès: [https://climatejusticenow.org/principles/] (Dernière consultation : 18/08/2022).

de la prise de conscience d'une partie conséquente des habitants de la planète[993]. Dans ce contexte, la jeunesse a son rôle à jouer. En 2015, l'Accord de Paris est ratifié par 174 pays dont l'Espagne. Ce texte engage les États à réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre et à lutter contre le réchauffement climatique de manière concrète et efficace pour limiter l'augmentation de la température sur la planète à 2 °C et à terme, la réduire à 1,5 °C. Cette première mondiale est accueillie comme un tournant dans la gestion de la crise environnementale.

En une vingtaine d'années, la protection de l'environnement a pris une part de plus en plus conséquente dans les discours politiques et dans la vie publique. Bien que plusieurs partis verts aient été créés en Espagne, ils ne sont pas encore assez forts pour représenter une alternative politique à eux seuls et doivent souvent former une coalition avec un parti de gauche plus représentatif (PSOE ou Podemos par exemple). Seul le Partido Animalista Contra el Maltrato Animal (PACMA), actif depuis 2003, parvient à porter sa candidature indépendamment d'autres formations politiques, mais celui-ci ne recueille qu'une part symbolique des intentions de vote (1,5 %). Malgré cette part des voix minime, les scores du parti animaliste ne font qu'augmenter au fil des élections[994], ce qui pourrait s'expliquer par l'expression des préoccupations d'une part grandissante de la population quant à la protection de la nature et du bien-être animal. Néanmoins, la « sous-représentation » des formations politiques écologistes ne permet pas de réelles avancées en matière d'écologie, et ce malgré les promesses faites par Pedro Sánchez.

À peine trois ans après la création et la ratification de l'Accord de Paris, un rapport de l'*International Panel of Climate Change* (IPCC) révèle qu'une augmentation de la température de 1,5 °C aurait déjà un impact sur l'ensemble des écosystèmes de la planète[995]. De plus, la courbe d'évolution de la température de la planète ne présage aucune avancée positive : si des mesures plus drastiques ne sont pas prises et appliquées par les gouvernements des États les plus polluants, la planète risque de connaître une hausse de

[993] DAVEY Melissa, VAUGHAN Daniel, HOLPUCH Amanda, « People's Climate March: thousands demand action around the world - as it happened », *The Guardian*, 22 septembre 2014 (actualisé le 25 août 2021). Accès: [https://www.theguardian.com/environment/live/2014/sep/21/peoples-climate-march-live] (Dernière consultation: 24/11/2021).

[994] Voir les graphiques de l'évolution des résultats électoraux de PACMA sur leur site : [https://pacma.es/resultados-elecciones/?nopersonalizacion] (Dernière consultation : 24/11/2021).

[995] IPCC, *Global Warming of 1.5°C. Special Report*, Genève, World Meteorological Organization, 2018.

1.5 °C ou plus d'ici 2025[996]. Le co-gouvernement PSOE/Podemos reconnaît l'urgence climatique en créant une vice-présidence à la Transition Écologique, une première dans le pays, et en approuvant la *Declaración de Emergencia Climática y Ambiental*[997], un document réunissant un ensemble de mesures à prendre au cours du mandat sur la question du réchauffement climatique dans les 100 premiers jours du gouvernement Sánchez. À l'approche de la COP 25, ces mesures ont été la vitrine de l'engagement du Gouvernement espagnol dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais une polémique va éclater au moment même où le Gouvernement tente de faire des efforts en matière d'environnement. L'année 2018 marque donc un tournant dans la lutte contre le réchauffement climatique, ce qui fait naître une nouvelle vague de militantisme, menée par les jeunes.

7.1.2. Une nouvelle vague écologiste portée par la jeunesse

La première apparition de l'une des porte-parole de la jeunesse sur la question de l'écologie remonte à 1992, lors de la Conférence des Nations Unies de Rio. Dans son discours face à plus de 140 chefs d'État, Severn Suzuki, alors âgée de 12 ans et membre de la *Environmental Children's Organization*, alertait déjà sur la nécessité des pouvoirs politiques à agir de façon radicale :

> En venant ici aujourd'hui, je ne vous cache pas mon programme. Je me bats pour mon futur. Perdre mon avenir, ce n'est pas perdre une élection ou quelques points en Bourse. Je suis ici pour parler au nom de toutes les générations à venir. Je suis ici pour parler au nom de tous ces enfants dans le monde qui meurent de faim, dont les pleurs ne sont pas entendus. Je suis ici pour parler au nom de ces innombrables animaux en train de mourir partout sur la planète, car ils n'ont plus nulle part où aller. J'ai peur de m'exposer au soleil maintenant, à cause des trous dans notre couche d'ozone. J'ai peur de l'air que je respire, car je ne connais pas les produits chimiques qu'il contient[998].

Depuis la fin du XXème siècle, la jeunesse du monde entier prend conscience qu'elle est en sursis et que la survie de leur génération ainsi que de celle de leurs enfants dépend des décisions prises à court et moyen termes. Les jeunes Espagnols ont pu prendre part à la

---

[996] WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION, *United in Science 2021*, WMO, 2021, p. 5. Accès: [https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10794] (Dernière consultation : 24/11/2021).

[997] Voir cette Déclaration en ligne : [https://www.miteco.gob.es/es/prensa/declaracionemergenciaclimatica_tcm30-506551.pdf] (Dernière consultation : 24/11/2021).

[998] SUZUKI Severn, discours prononcé le 14 juin 1992 au Sommet des Nations Unies à Rio (Brésil). Citation originale: « Coming up here today, I have no hidden agenda. I am fighting for my future. Losing my future is not like losing an election, or a few points on the stock market. I am here to speak for all generations to come. I am here to speak on behalf of the starving children around the world whose cries go unheard. I am here to speak for the countless animals dying across this planet, because they have nowhere left to go. I am afraid to go out in the sun now, because of the holes in our ozone. I am afraid to breathe the air, because I don't know what chemicals are in it. » (traduction de l'auteure).

protection de l'environnement, notamment en participant aux actions des ONG présentes sur le territoire, mais quasiment aucune structure nationale n'est menée exclusivement par et pour les jeunes générations. Seule l'association *Jóvenes Verdes,* créée en 2005, est une association qui rassemble uniquement des Espagnols âgés de 14 à 30 ans originaires de l'ensemble du territoire. Ses actions s'articulent autour de deux axes : la collaboration avec des organisations similaires en Europe et l'élaboration de campagnes de sensibilisation sur les conséquences du réchauffement climatique. *Jóvenes Verdes* appartient au réseau européen de la *Federation of Young European Greens*[999]. Cette dernière rassemble par la suite d'autres organisations juvéniles espagnoles, plus proches de partis écologistes tels que Equo, ou Esquerra Verda en Catalogne.

La question de l'écologie et de la protection de l'environnement est pourtant de plus en plus prégnante chez les jeunes nés entre la fin des années 1990 et le début des années 2000[1000], à tel point que chez certains d'entre eux, l'inquiétude à l'égard du devenir de la planète et du genre humain peut se muer en pathologies psychologiques telles que l'écoanxiété, l'écoparalysie ou la solastagie[1001]. Dans un baromètre publié en 2019 par la Fondation Reina Sofía et la Fondation d'Aide contre les Addictions (FAD), la question de la protection de l'environnement et du changement climatique préoccupe toujours la majorité des 15-29 ans. Dans cette enquête, 83 % des sondés considèrent que les conséquences du réchauffement climatique ont ou auront un impact sur leur quotidien[1002]. De plus, 78,6 % des jeunes réalisant des études universitaires affirment que la protection de l'environnement est l'une des causes majeures qui valent la peine de prendre des risques et de s'engager dans une action collective[1003].

Par ailleurs, 64 % d'entre eux soulignent l'importance des gestes individuels pour tenter de préserver les ressources de la planète[1004], mais en ne considérant que la part des interrogés

---

[999] INJUVE, «Jóvenes Verdes: una iniciativa de la juventud española por el ecologismo», *INJUVE*, 29 septembre 2011. Accès: [http://www.injuve.es/en/participacion-y-voluntariado/noticia/jovenes-verdes-una-iniciativa-de-la-juventud-espanola-por-el-ecologismo] (Dernière consultation : 20/08/2022).

[1000] CLARK Helen *et al.*, « A future for the World's Children ? A WHO-UNICEF-Lancet Commission », in *The Lancet Commissions*, n° 395, 2020. Accès : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)32540-1/fulltext] (Dernière consultation: 24/11/2021).

[1001] Sur la question, voir l'article de DONOSO SABANDO Claudia, « Cambio climático "salud mental en un mundo en llamas" », in *Mutatis Mutandis: Revista internacional de filosofía*, n°16, 2021, p. 109-118, ou l'ouvrage de DUBOIS Philippe Jacques, *Le chagrin écologique - Petit traité de solastagie*, Paris, Seuil, 2021.

[1002] RUBIO Ana, SANMARTÍN Anna, TUDELA Patricia, BALLESTEROS Juan Carlos, *Barómetro juvenil 2019*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud, Fad, 2019, p. 10.

[1003] *Ibid.*, p. 16.

[1004] *Ibid.*, p. 10.

réalisant des études universitaires, ce chiffre monte à 67 %[1005]. Parmi ces initiatives individuelles, les plus fréquentes sont en lien avec le tri des déchets, la réduction de la consommation d'eau et d'électricité, l'usage moins fréquent de produits en plastique à usage unique et de piles non rechargeables, ainsi que la consommation plus fréquente de produits locaux. Les jeunes réalisant des études universitaires ou cumulant études et emploi sont les secteurs du panel interrogé réalisant le plus fréquemment ces gestes quotidiens[1006]. Enfin chez ce même segment du panel, une part importante à considère la défense verbale et le dialogue régulier avec des personnes sur des causes telles que la protection de l'environnement comme des formes d'activisme (environ 45 %)[1007].

Consternés par l'inaction des gouvernements des pays polluants, les jeunes réclament une prise de décisions radicales permettant de limiter les catastrophes sans précédent annoncées par les rapports de plus en plus alarmants des chercheurs, à travers des initiatives collectives organisées par des mouvements sociaux à portée internationale. Le développement d'Internet et des réseaux sociaux a permis en grande partie une avancée significative dans la participation des jeunes aux manifestations écologistes à échelle mondiale ainsi que dans le développement d'organisations telles que Greenpeace, WWF, ou plus récemment *Extinction Rebellion* et *Fridays for Future*.

Ce mouvement voit le jour en août 2018 en Suède. Greta Thunberg, une activiste de 15 ans encore inconnue du monde entier, décide de quitter plus tôt les cours tous les vendredis après-midi pour s'asseoir devant le parlement de Stockholm et réclamer de réels changements politiques pour sauver la planète. Rejointe par d'autres compatriotes de son âge, elle ne tarde pas à inspirer d'autres élèves du monde entier et à susciter un engouement mondial. En Espagne, la première grève pour le climat est organisée devant le parlement de la Generalitat de la province de Gérone en janvier 2019[1008]. En mars et avril de la même année, des grèves étudiantes pour le climat sont simultanément organisées partout dans le monde. Du 20 au 27 septembre, des manifestations massives sont organisées dans plusieurs villes de la planète, dont Madrid[1009]. En quelques mois d'existence, *Fridays for Future* rassemble des militants

[1005] *Ibid.*, p. 39.
[1006] *Ibid.*, p. 42.
[1007] *Ibid.*, p. 28.
[1008] ABRIL Guillermo, CAMHAJI Elías, OQUENDO Catalina, « Generación Greta. Así son los jóvenes que han dicho basta a la destrucción del planeta », *El País*, 22 septembre 2019. Accès: [https://elpais.com/elpais/2019/09/16/eps/1568642428_048593.html] (Dernière consultation: 20/08/2022).
[1009] DE MOOR Joost, WAHLSTRÖM Mattias, DE VYDT Michiel (coords.), *Protest for a future II: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays for Future climate protests on 20-27*

dans une quarantaine de pays à travers le monde, y compris en Espagne, avec son équivalent *Juventud por el Clima*[1010]. L'ensemble des organisations associées au mouvement *Fridays for Future* de chaque pays ratifient la *Déclaration climatique de Lausanne* en août 2019. Ce manifeste tient compte de la diversité des militants et de leur provenance, mais détermine des objectifs communs :

> 1. Maintenir la hausse de température mondiale inférieure à +1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels.
> 2. Assurer l'équité et la justice climatique.
> 3. Tenir compte des meilleures données scientifiques actuellement disponibles[1011].

Un autre mouvement international, *Extinction Rebellion*, est principalement porté par la jeunesse, bien qu'il rassemble des militants de tous âges. Créée en octobre 2018 par des universitaires britanniques, cette organisation se fait rapidement remarquer par des actions de désobéissance civile non violentes principalement menées en Europe. Les militants d'*Extinction Rebellion* exigent des Gouvernements de faire preuve de transparence quant à l'urgence climatique et écologique, de prendre des mesures drastiques pour sauver la biodiversité, empêcher l'extinction de masse des espèces et réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025. Cette organisation souhaite également qu'une assemblée citoyenne soit créée pour décider de questions en lien avec la justice sociale et l'écologie. Tant que les militants n'obtiennent pas satisfaction à leurs demandes, ils continuent d'organiser des actions telles que des manifestations, des blocus de points stratégiques pour les transports ou le commerce et des boycotts[1012]. À titre d'exemple, environ un an après la création d'*Extinction Rebellion* et de son équivalent espagnol, la jeunesse se mobilise, notamment à Madrid, où les manifestants parviennent à couper la circulation sur le pont Raimundo Fernández Villaverde[1013].

September, 2019, in 19 cities around the world, Göteborg (Suède), Swedish Council for Sustainable Development, 2020. Accès: [https://osf.io/3hcxs/download] (Dernière consultation : 24/11/2021).

[1010] Voir le site internet de *Juventud por el Clima* : [https://juventudxclima.es/] (Dernière consultation : 20/08/2022).

[1011] FRIDAYS FOR FUTURE, *Déclaration climatique de Lausanne* (version française), 2019. Accès : [https://www.smileforfuture.eu/wp-content/uploads/2019/08/Lausanne-Climate-Declaration-FRENCH.pdf] (Dernière consultation : 24/11/2021).

[1012] Voir la présentation intégrale *d'Extinction Rebellion* sur le site de l'antenne espagnole : [https://www.extinctionrebellion.es/sobrexr.html] (Dernière consultation 24/11/2021).

[1013] PLANELLES Manuel, CADENAS Julia, «Los activistas del clima acampan frente al Ministerio de Transición
Ecológica », *El Pais*, 07 octobre 2019. Accès: [https://elpais.com/sociedad/2019/10/07/actualidad/1570430675_051785.html] (Dernière consultation: 20/08/2022).

Extinction Rebellion comme *Fridays for Future* sont des organisations portées par une jeunesse internationale, reliée par des actions non violentes simultanées à différents endroits de la planète. Les deux organisations s'unissent souvent pour interpeller les pouvoirs publics à l'unisson et sont les porte-paroles du poids de l'héritage climatique qui pèse sur les épaules des générations actuelles et à venir. Dans cette nouvelle vague écologiste, la jeunesse espagnole s'identifie aux enjeux de ces mouvements sociaux et participe aux actions organisées dans leur pays. Les deux organisations internationales ont connu un essor particulièrement significatif depuis 2018, notamment avec la tenue de la COP 25 en 2019 à Madrid. Cette conférence a permis à de nombreux jeunes du monde entier de se réunir et de réclamer des mesures urgentes. Néanmoins, cet événement est perçu par une bonne partie de la jeunesse espagnole comme un écran de fumée.

7.1.3. Mouvement écologiste et associations universitaires : une communauté étudiante mobilisée

L'influence des organisations écologistes et de personnalités incarnant la jeunesse du monde, telles que Greta Thunberg, ne font que renforcer la préoccupation des jeunes générations pour la planète et leur envie d'agir à la fois collectivement et individuellement. Dans le prolongement de ce mouvement social porté par la jeunesse du monde entier, les membres d'associations universitaires semblent articuler leurs parcours associatifs et personnels dans un souci de contribuer, de près ou de loin, à la protection de l'environnement. Une partie croissante de la jeunesse étudiante espagnole a donc décidé de rejoindre la dynamique des mouvements écologistes internationaux, d'autant que *Fridays for Future* est une organisation implantée au sein de différentes universités madrilènes, comme à la Autónoma par exemple. La création de ces différentes antennes du collectif écologiste permet donc de fédérer plus facilement la communauté étudiante autour des actions menées à l'échelle nationale et internationale.

À quelques mois de la tenue de la COP-25 à Madrid, la grève mondiale pour le climat en mars 2019[1014] a rassemblé des milliers d'élèves du secondaire et d'étudiants à la Puerta del

[1014] DE MOOR Joost, WAHLSTRÖM Mattias, DE VYDT Michiel (coords.), *op. cit. Protest for a future : Composition, mobilization and motives of the participants on Fridays for Future climate protests on 15 March, 2019 in 13 European cities*, 2019. Accès: [https://protestinstitut.eu/wp-

Sol à Madrid. Ces rassemblements massifs dans les rues de la capitale n'ont pas manqué de rappeler des scènes similaires occasionnées en mai 2011 en réaction à la crise économique et aux politiques d'austérité. Les médias ne tarderont d'ailleurs pas à surnommer la grève du 15 mars 2019 pour le climat le « 15M verde »[1015]. Cet élan massif de mobilisation de la jeunesse madrilène a été amené à se répéter, notamment en raison de déclarations particulièrement polémiques de la part du maire de la capitale.

Le 29 septembre 2019, José Luis Martínez-Almeida est l'invité de l'émission de Telemadrid *La vuelta al cole*. Dans ce programme, une classe d'élèves reçoit une personnalité politique et lui pose des questions. Alors que la cathédrale de Notre Dame de Paris vient de subir un incendie en avril, le « poumon de la Terre » a connu plus de 40.000 incendies entre janvier et août de la même année[1016]. Une écolière demande alors à Almeida quel sauvetage il choisirait de financer entre celui de Notre Dame ou celui de l'Amazonie s'il ne pouvait verser de l'argent qu'à l'une de ces deux causes. En réponse à cela, le maire de Madrid a affirmé préférer sauver la cathédrale de Notre Dame de Paris plutôt que la forêt amazonienne, en justifiant, devant le groupe d'enfants surpris, que la cathédrale appartenait à l'Europe et que l'entrée dans l'Union européenne a été l'un des éléments les plus marquants et bénéfiques de l'Histoire de l'Espagne[1017]. Malgré la polémique, José Luis Martínez-Almeida maintient son opinion, y compris lorsque l'un des représentants du *Movimiento Indio de América*, Mario Agreda, l'interpelle en pleine COP-25 concernant ses déclarations, face aux caméras[1018].

En réaction au point de vue du maire de Madrid et dans le contexte de la COP-25, de grandes manifestations se sont tenues dans la capitale et ont démontré la force fédératrice du mouvement social écologiste à la fois à échelle nationale et internationale. Les organisations écologistes sont unanimes :la COP-25 n'est pas parvenue à aboutir à des décisions concrètes et importantes. Comme le souligne par exemple un article sur le blog de l'association Greenpeace, elles ne s'attendaient pas à des changements radicaux entrepris par les grandes

---

content/uploads/2019/07/20190709_Protest-for-a-future_GCS-Descriptive-Report.pdf] (Dernière consultation: 24/11/2021).

[1015] Voir par exemple les articles de REMACHA Belén, « Miles de jóvenes marchan por las ciudades por la falta de compromiso político contra el cambio climático », *Eldiario.com*, 15 mars 2019 et de CERRILLO Antonio, « La Generación Greta pide en España una acción urgente contra la crisis climática », *La Vanguardia*, 15 mars 2019.

[1016] VALLADARES Fernando, « Incendios en el Amazonas: la tragedia de lo que no se ve », *The Conversation*, 25 août 2019.

[1017] Voir la retranscription et l'extrait de l'émission dans : VERNE, « ¿Donar a Notre Dame o al Amazonas? Martínez-Almeida va a Telemadrid a que lo examinen los niños », *El País*, 1er octobre 2019.

[1018] MEDINA Miguel Ángel, « Mario Agreda, el líder indígena que ha reprochado a Almeida que prefiera Notre Dame al Amazonas », *El País*, 03 décembre 2019.

puissances, car les entités présentes lors de cette conférence internationale semblaient présenter deux réalités différentes. Comme le souligne Conrado García del Vado, l'un des responsables de la communication de *Greenpeace España* :

> de un lado muchos países afectados por la crisis climática, la ciencia y la sociedad civil que reclamaban cambios y de otro las empresas contaminantes y algunos Estados siervos de ellas que piden que los cambios los hagan otros[1019].

Deux sociétés semblent alors s'opposer, retardant par conséquent l'application de mesures concrètes et urgentes pour le devenir de la planète. La confrontation « eux *versus* nous » refait surface, à l'égard d'une classe politique de plus en plus perçue comme inactive et inutile dans la gestion de la crise climatique par les jeunes préoccupés de façon exponentielle par l'environnement[1020].

Devant l'impasse à échelle institutionnelle générée par des intérêts économiques et sociaux, la jeunesse étudiante se sent abandonnée et désabusée, à la manière de Natalia, une étudiante militante de *Juventud por el Clima* :

> Los jóvenes nos sentimos traicionados con respecto al medio ambiente o sea tenemos garantizado de que no vamos a poder respirar un aire puro de mayores[1021].

La cause environnementale et le stress climatique rejoignent la crainte de la précarité dans les préoccupations les plus prégnantes chez les jeunes du monde entier[1022]. Ces derniers ne considèrent pas la réponse des autorités comme suffisante au vu de l'ampleur de la catastrophe écologique qui se profile, ce qui génère colère et méfiance[1023] à l'égard des gouvernants[1024]. Mais la plupart de ces jeunes ne comptent pas rester passifs face à cette situation, en particulier dans le milieu universitaire. Tout comme la légende amérindienne du

---

[1019] GARCÍA DEL VADO Conrado, « Crónica de una COP anunciada », Greenpeace España. Accès: [https://revista.greenpeace.es/gpm-32/cumbre-del-clima2/] (Dernière consultation: 18/08/2022).
[1020] POMA Alice, GRAVANTE Tommaso, « Emociones, identidad colectiva y estrategias en los conflictos socioambientales », *Andamios. Revista de Investigación Social*, n°36/15, 2018, p.287-309.
[1021] Entretien avec Natalia, *op. cit.*
[1022] BARRATT Emma, « Young People Around the World Report High Levels Of Climate Anxiety », in *Research Digest*, The British Psychological Society, 29 octobre 2021.
[1023] POMA Alice, « El papel de las emociones en la respuesta al cambio climático », in *Interdisciplina*, n°6/15, 2018, p. 191-214.
[1024] HICKMAN Caroline, MARKS Elizabeth, PIHKALA Panu *et al.*, « Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey », in *Lancet Planetary Health*, 2021, n°5/12. Accès : [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(21)00278-3/fulltext] (Dernière consultation : 18/08/2022).

colibri cherchant à éteindre l'incendie ravageant son habitat naturel[1025], de plus en plus d'étudiants espagnols cherchent à agir collectivement, mais aussi et surtout individuellement pour lutter contre le réchauffement climatique et limiter leurs impacts environnementaux au quotidien.

En 2018, une première étude réalisée en Espagne sur les choix de consommation des étudiants en lien avec l'éthique a révélé que les étudiants tendent de plus en plus fréquemment à consommer des aliments issus de l'agriculture biologique ou des produits du commerce équitable et consultent plus souvent les informations en lien avec la fabrication des produits (étiquettes des vêtements ou indication des ingrédients sur les emballages des aliments) [1026]. Par ailleurs, la consommation des étudiants est de plus en plus influencée par l'éthique des entreprises : ces derniers tendent à limiter la consommation de nourriture rapide, considérée comme alimentation à hautes émissions de gaz à effet de serre et à risques pour la santé[1027] et de produits issus d'entreprises critiquées pour l'impact environnemental de leurs activités ou les mauvaises conditions de travail de leurs salariés par exemple.

Au-delà de l'activisme collectif et des demandes de réponses concrètes de la part des pouvoirs politiques, les jeunes s'impliquent au quotidien et agissent de façon individuelle. Ces petits gestes au quotidien, ces gouttes d'eau jetées sur l'immense brasier, sont une forme de plus en plus répandue d'activisme. Dans cette démarche écologique, les associations universitaires ont leur rôle à jouer en tant que vecteurs de changement et d'actions. Lors de nos travaux de terrain, nous avons pu nous apercevoir que, bien qu'elles n'aient pas de visée spécifiquement écologiste, les associations universitaires sont porteuses d'un engouement pour la protection de l'environnement. Qu'elles soient anticapitalistes ou politiquement neutres, ces dernières sont directement ou indirectement impliquées dans la lutte contre le réchauffement climatique grâce à leurs membres les plus actifs, déjà eux-mêmes engagés dans des organisations environnementales pour la plupart.

[1025] Référence à l'ouvrage de RABHI Pierre, *La part du colibri : l'espèce humaine face à son devenir*, Éditions de l'Aube, 2006. Dans cet ouvrage, l'auteur raconte une légende amérindienne selon laquelle lorsqu'un grand incendie s'est déclenché dans une forêt tropicale, tous les animaux sont restés sidérés par la disparition de leur habitat dans les flammes. Seul le colibri s'est mis à aller chercher de l'eau en utilisant son bec et à la jeter sur le feu. Cet animal, aussi petit soit-il, faisait sa part et si chaque animal en avait fait autant, l'incendie aurait probablement été éteint.

[1026] DIAZ CARMONA Estela, « El consumo ético entre los jóvenes universitarios españoles », in *Revista de Estudios de Juventud*, « Jóvenes y nuevas formas de consumo », INJUVE, n°119, 2018, p.119-144,

[1027] JEFFERY Robert, BAXTER Judy, MC GUIRE Maureen *et al.*, « Are fast food restaurants an environmental risk factor for obesity? », in *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 2006, n°3/1. Accès: [https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1397859/] (Dernière consultation : 18/08/2022).

Lors de nos entretiens avec les membres de l'association *La Chispa*, nous avons constaté que de nombreuses actions étaient menées en collaboration avec d'autres associations, dont *La Ecoaldea*, une association universitaire écologiste qui défend un changement de système radical de la production et de la consommation pour limiter l'impact environnemental des activités humaines. Leurs actions passent notamment par la sensibilisation de la communauté étudiante sur l'alimentation, la production de l'industrie textile, le recyclage des déchets et la lutte contre l'obsolescence programmée[1028]. L'association est par ailleurs à l'origine de la création d'un potager collaboratif au sein du campus de Somosaguas, géré par les étudiants. Nous n'avons pu interroger aucun membre de cette association, car ils n'étaient pas disponibles au moment de notre travail de terrain[1029].

Pour les membres de *La Chispa*, la question de l'environnement revient exclusivement à *La Ecoaldea*, c'est pourquoi ils soutiennent les actions de cette dernière, mais n'en sont pas à l'origine. Comme l'explique Paula B., membre de *La Chispa*:

> En cuanto a ecologismo, sí que podríamos meternos más en el tema, pero también nos gusta darle más más voz a la asociación de Ecoaldea, que es realmente quien se encarga de esas cosas. Nosotros muchas veces hemos trabajado con ellos en muchas cosas. Y, de hecho, de cara al futuro, queremos sacar curro con ellos y tenemos que contactar con ellos para muchas cosas. Pero son ellos los que están llevando el tema de la huelga climática. Nosotros no queremos apropiarnos cosas, simplemente con apoyo y poner nuestra fuerza.[1030]

Dans une association universitaire de l'Université Polytechnique de Madrid (UPM), nous avons interrogé des étudiants particulièrement concernés par la lutte contre le réchauffement climatique. *Awa* est une association universitaire ayant pour but de créer une revue destinée à l'ensemble des étudiants de la UPM. Ce mensuel diffuse des informations en lien avec les activités de l'université, mais permet également à des étudiants de publier des poèmes, des nouvelles, des dessins et des articles sur des sujets d'actualité, dont le réchauffement climatique. Dans le numéro de novembre-décembre 2019, un article démontre que la croissance effrénée de l'économie et de l'activité industrielle est grandement responsable du réchauffement climatique. Signée d'une simple lettre L., cette publication termine par ces lignes :

[1028] Blog de l'association *La Ecoaldea*, « Presentación ». Accès: [https://laecoaldeaucm.wordpress.com/] (dernière consultation : 19/12/2021).
[1029] La période de travail de terrain coïncidait avec une partie des examens de fin de semestre, ce qui rendait le contact avec les membres des associations plus difficile. Par ailleurs, à l'approche de la COP25, de nombreux membres de l'association étaient occupés à organiser des actions de sensibilisation de la communauté étudiante et à préparer les manifestations dans les rues de Madrid.
[1030] Entretien avec Paula B., *op. cit.*

> Y por si los efectos relacionados con el aumento de las temperaturas no fueran suficientes, también se despertarían miles de virus […] pudiendo llegar a provocar una pandemia. Esta es la razón de que nos encontremos ante una emergencia. Por desgracia, nuestra acción individual no basta para cambiar las cosas. Por eso es necesaria la movilización de toda la sociedad, siendo más que nunca críticos con las soluciones que nos presenten los políticos y empresas cuya acción si tiene repercusiones significativas[1031].

Lors de notre entretien, Luisa, membre de l'association *Awa* et militante pour *Fridays for Future*, nous explique l'importance pour les jeunes de se fédérer et d'organiser des actions communes visant à interpeller les pouvoirs publics, qu'elle juge trop inactifs dans la gestion des menaces environnementales :

> No me parece que la tomen lo suficiente en serio. Por ejemplo, yo fui en representación de *Fridays* a darle la mano a la vicepresidenta del Gobierno y nos invitaron a la Moncloa, pero es como un acto super institucional… Yo creo que son los jóvenes los que tienen que forzar situaciones en las que los de arriba bajen para decir "bueno, ¿qué pasa?". Porque no sé si lo sabes, pero hace un mes, por ejemplo, *Extinction Rebellion* formó una acampada justo delante del Ministerio de Transición Ecológica reivindicando la urgencia de las necesidades climáticas. Iban subiendo asambleas cada vez más que englobaba a cada vez más gente para disponer los acuerdos o las modalidades de negociación porque sí que se iban a reunir con la ministra. No fue la ministra que dijo "bueno, me voy a reunir con los jóvenes, a ver lo que piensan", fueron los jóvenes los que estuvieron una semana sentándose allí delante para que la ministra bajara y dijera "venga, vamos a hablar". [1032]

Dans ce sens, les associations universitaires promeuvent des actions collectives en faveur de l'écologie. Grâce à leur coopération, ces dernières acquièrent davantage de visibilité et incitent de plus en plus d'étudiants à s'insérer dans une dynamique activiste. C'est ce que constate Miguel B. en tant que membre de différentes associations et des Jeunesses du PCE :

> Yo, por ejemplo, con las asociaciones con las que participo y dentro del Partido Comunista también y demás, estoy viendo que hay un montón de jóvenes que se están inscribiendo. O sea, los números de jóvenes están creciendo. Entonces eso es por algo. Es también porque esta posibilidad de cambio está creciendo. También es cierto que, después de la Guerra Civil y demás, sí que ha habido un auge de los movimientos estudiantiles y de las asociaciones. Porque no hemos podido hablar, y ahora que podemos, vamos a hacerlo[1033].

Dans le prolongement du mouvement écologiste et des organisations telles que *Juventud por el Clima* ou *Extinction Rebellion*, elles sont des agents importants de la sensibilisation et de l'information des étudiants sur la question environnementale. Toutefois, si les associations universitaires peuvent encourager leurs membres à s'impliquer davantage dans le militantisme écologiste, certains agissent déjà au quotidien à échelle individuelle.

[1031] *Revista Cultural Awa*, n° 104, 2019, p. 16. Accès : [https://issuu.com/awa_etsii/docs/awa_104_def] (Dernière consultation: 19/12/2021).
[1032] Entretien avec Luisa, *op. cit.*
[1033] Entretien avec Miguel B., 21 ans, étudiant en 3ème année de *Grado universitario* en Ingénierie informatique à l'Université Rey Juan Carlos de Madrid, membre de l'association universitaire *Club de Debate*, réalisé le 24/11/2019.

En effet, de nombreux étudiants décident d'agir à leur échelle, indépendamment de leur implication dans une ou plusieurs organisations collectives (associations, partis politiques, mouvements sociaux etc.). L'action collective est le prolongement d'une série de convictions personnelles, mais celle-ci n'est cohérente que si elle ne fait que refléter les efforts générés au quotidien par ceux qui militent. De même, une partie des étudiants interrogés considèrent que l'implication dans une organisation militante n'est pas une condition *sine qua non* pour devenir activiste. Un activisme du quotidien semble alors se développer, en particulier pour la question de l'écologie. Comme l'explique Sara, membre d'une association féministe, mais n'ayant adhéré à aucune association écologiste :

> En mi casa se recicla todo y más de ir por la calle me encuentro plástico, y lo tiro a la basura. Pero no necesito realmente luego formar parte de una asociación para hacer eso bien, sino que lo estoy haciendo. Tengo un amigo que tira una colilla al suelo y le echo una bronca, tienes una basura a 20 metros… Soy un poco más como de pequeñas acciones tuyas o del trato directo con la gente, y de concienciar un poco más con todos los problemas a la gente de tu entorno [1034]

Les jeunes ont préféré l'action à la sidération pour exiger des pouvoirs publics d'agir au plus vite pour tenter d'éviter la catastrophe planétaire qui se profile. Les mesures déjà entreprises par les Gouvernements d'une poignée de pays n'étant pas suffisantes à la vue des chiffres de plus en plus alarmants des scientifiques, une grande partie des générations Y et Z tente d'agir à leur échelle en repensant leur mode de consommation ou en participant à des actions collectives dans leur pays d'origine. Cet « effet Greta[1035] » a poussé des millions de jeunes partout dans le monde à s'engager pour la planète et à devenir des acteurs du changement[1036] : chez la jeunesse espagnole par exemple, action collective et action individuelle sont complémentaires dans la lutte contre le réchauffement climatique. Bien que le mouvement écologiste en Espagne soit moins fort que dans d'autres pays européens, de plus en plus de jeunes décident de s'insérer dans la dynamique internationale de sauvegarde de la planète en agissant à leur échelle. Cet activisme individuel est une nouvelle manière de considérer la participation militante, au-delà des formes collectives de revendications, à

[1034] Entretien avec Sara, *op. cit.*

[1035] Terme utilisé pour la première fois dans l'article de SABHERWAL Anandita, BALLEW Matthew, VAN DER LINDEN Sander *et al.*, « The Greta Thunberg Effect: Familiarity with Greta Thunberg predicts intentions to engage in climate activism in the United States », in *Journal of Applied Social Psychology*, n° 51, 2021, p. 321-333. Cette publication démontre que plus un individu s'identifie ou se sent proche émotionnellement de Greta Thunberg et de son combat pour la protection de la planète, plus celui-ci sera enclin à agir dans la lutte contre le réchauffement climatique, en participant à des manifestations et/ou en adoptant davantage de gestes écoresponsables au quotidien.

[1036] Pour connaître d'autres parcours de jeunes militants écologistes moins connus que celui de Greta Thunberg, voir l'ouvrage du journaliste et écrivain PERREAU Yann, *Ça commence avec une personne. Histoires de la génération climat*, Paris, Denoël, 2021.

travers le prisme des associations ou des mouvements sociaux. Toutefois, bien que les jeunes Espagnols soient plus enclins à agir individuellement que collectivement, les organisations associatives restent des éléments moteurs de la participation citoyenne de la communauté étudiante. Elles s'avèrent particulièrement impliquées dans l'écologie, mais elles sont également au cœur du développement du mouvement féministe dans les universités.

7.2. Le renouveau féministe : des revendications ancrées dans la communauté étudiante ?

Depuis le début des années 2000, le féminisme en Espagne semble gagner en puissance et en activité pour réclamer l'égalité entre les sexes[1037]. De plus en plus de femmes (et d'hommes !) se mobilisent pour interpeller les institutions autour de grandes questions telles que le droit à l'avortement, les violences conjugales ou encore les agressions sexuelles et les viols. Grâce à l'accès aux informations rendu plus simple et rapide par Internet, il est devenu beaucoup plus facile de pointer du doigt les nombreuses inégalités entre les sexes, de dénoncer les abus physiques et psychologiques dans la sphère privée et publique et de libérer la parole à l'égard des mécanismes de domination, imputés au système patriarcal de la majorité des sociétés dans le monde[1038]. Ce féminisme 2.0 dans lequel s'inclut le mouvement espagnol se veut transversal et international[1039], ce qui le rend puissant au moment de faire valoir les droits des femmes. Différentes affaires révélées par les médias et les réseaux sociaux vont alimenter le feu de la lutte féministe à travers le monde et la faire rapidement évoluer vers une forme de plus en plus radicale et offensive au moment de prendre la défense des victimes et de remettre en cause des privilèges liés à la masculinité, en particulier chez les jeunes femmes de la communauté étudiante.

7.2.1. Un contexte international et national propice à l'action collective

La crise économique du début des années 2000 a exacerbé tout une série d'inégalités économiques et sociales, notamment entre les hommes et les femmes[1040]. Les mouvements sociaux anti-austérité ont permis de remettre en question le système financier et la régulation

[1037] SOLANAS María, « Feminismo para el siglo XXI », in *Política exterior*, n° 197/34, 2020, p. 122-130.
[1038] AMORÓS Celia, *Hacia una crítica de la razón patriarcal [1985]*, Barcelone, Anthropos, 1991.
[1039] VALCÁRCEL Amelia, *Feminismo en el mundo global*, Madrid, Cátedra, 2008.
[1040] GÁLVEZ-MUÑOZ Lina, RODRÍGUEZ-MODROÑO Paula, « La desigualdad de género en las crisis económicas », in *Investigaciones feministas*, n° 2, 2011, p. 113-132.

de ce dernier par les Gouvernements des grandes puissances mondiales. Dans le même temps, le Printemps arabe a renversé des modèles non démocratiques et permis un développement accru du féminisme sur des territoires où ce dernier était encore peu visible[1041]. À travers les réseaux sociaux, les différents collectifs féministes ont pu s'informer et échanger avec des militantes du reste du monde sur le patriarcat et leurs revendications.

Dans ce contexte favorable à la contestation sociale, les participants au 15-M se sont donné pour objectif principal de remettre en question le système établi et de lutter contre les inégalités. Or, les disparités entre les hommes et les femmes liées à la crise économique et au néolibéralisme ne sont pas abordées et les femmes semblent sous-représentées dans les prises de parole lors de *acampadas* de la Puerta del Sol à Madrid. Pourtant, les femmes occupent une place considérable dans une société malade économiquement et socialement[1042]. Les exemples ne manquent pas, comme le montre par exemple Silvia Gil dans l'un de ses articles :

> Mujeres que apenas llegan al reto imposible de cuidar de sus hijos e hijas y trabajar en empleos precarios, […] mujeres que tras cuidar durante toda su vida a sus familias se ven obligadas a cuidar de sus nietos o de sus padres, mujeres que cuidan en soledad de otras personas que por diversos motivos requieren atención especializada, mujeres migrantes que cuidan de sus familiares a través del hilo telefónico, empleadas de hogar que por sueldos irrisorios se hacen cargo de familias enteras, trabajadoras sexuales que realizan labores de escucha y acompañamiento a clientes que se sienten solos, asistentas a domicilio hiper precarizadas que corren de casa en casa para prestar una hora de ayuda insuficiente, asistentes sociales atrapadas entre la falta de presupuestos, los recortes de las subcontratas y el desentendimiento de la administración pública, teleoperadoras que dan servicios a distancia de atención a personas mayores que se encuentran solas, trabajadoras de la limpieza que por tres euros la hora recorren las oficinas de los altos ejecutivos a contrarreloj…[1043].

Différents collectifs féministes décident alors de former la *Comisión de feminismos* quelques jours après le début du 15-M. Composée de femmes aux caractéristiques sociales très variées, cette commission avait pour but de rendre visible les revendications féministes, de permettre aux femmes de se réapproprier l'espace public et de s'insérer dans la dynamique militante du 15-M[1044]. Dès lors, la lutte contre le patriarcat et le capitalisme sont au cœur des

[1041] AMARO QUINTAS Ángel, « Feminismos transfronterizos y disidentes : indignaciones antipatriarcales », *Feminismo/s*, n° 19, 2012, p. 89-111.
[1042] En 2011, 74 % des personnes chargées de services et de soins aux personnes (dans le milieu professionnel ou personnel) sont des femmes. Voir l'article de GARCÍA CALVENTE Mar, DEL RÍO LOZANO María et MARCOS MARCOS Jorge, « Desigualdades de género en el deterioro de la salud como consecuencia del cuidado informal en España », in *Gaceta Sanitaria*, n° 25/2, 2011, p. 100-107.
[1043] GIL Silvia, *Nuevos Feminismos. Sentidos comunes en la dispersión. Una historia de trayectorias y rupturas en el Estado español*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2011, p. 306-307.
[1044] GALDÓN CORBELLA Carmen, *La interacción entre los movimientos sociales y el feminismo. El movimiento 15M y la comisión de feminismos sol*, thèse de doctorat réalisée sous la direction de NUÑO GÓMEZ Laura, Universidad Rey Juan Carlos, 2016.

revendications féministes car ces deux systèmes sont considérés comme les responsables des inégalités entre les sexes et des violences faites aux femmes[1045].

Quelques années plus tard, la *Quincena de lucha feminista* s'inscrit dans le prolongement de la lutte féministe mise en place par la *Comisión de feminismos* lors des *acampadas* du 15-M et contribue à développer une réflexion pour « repenser le 8 mars et lutter contre sa dépolitisation »[1046]. Cette journée internationale des droits des femmes devient un symbole de la lutte féministe en Espagne, à tel point qu'en 2018, le 8 mars donnera lieu à la première grève des femmes de l'Histoire du pays[1047]. Cet élan de contestation inédit marquera un tournant dans la visibilité et l'efficience du mouvement féministe espagnol, car le 8-M sera suivi d'une série importante d'améliorations au niveau de la place du féminisme dans le débat politique :

> Que cette mobilisation ait été la plus importante de la jeune histoire de la démocratie espagnole, que l'Église catholique et la reine Letizia, représentantes de deux institutions antidémocratiques et patriarcales, aient soutenu cette « grève générale », que le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez soit le premier à compter une majorité de ministres femmes, que le Parti populaire et Ciudadanos, dans les débats électoraux, revendiquent pour eux aussi le féminisme sous la forme d'un féminisme libéral sont des signes d'une large acceptation du féminisme dans la société espagnole[1048].

Par ailleurs, des initiatives sont mises en place par des collectifs féministes pour alerter les pouvoirs publics, telles que la grève de la faim en 2017 à la Puerta del Sol pour réclamer un renforcement de la Ley de Violencia de Género[1049], ou la création d'une carte interactive en 2018, où des jeunes femmes pouvaient signaler les endroits de la capitale où elles avaient été victimes ou témoins de harcèlement de rue ou d'agressions[1050]. Ce genre d'actions montre que le mouvement féministe permet de sensibiliser l'opinion publique à des problématiques liées aux violences sexistes et sexuelles et d'interpeller les pouvoirs publics sur la nécessité de

---

[1045] BERGÈS Karine, « ¡ La revolución será feminista o no será ! : recomposition des féminismes autonomes dans l'Espagne en crise des années 2000 », in *Nouvelles Questions Féministes*, n° 36/1, 2017, p. 16-31.
[1046] *Ibid*. p.24.
[1047] MONTAGNON, Marie, « "Sans nous, le monde s'arrête" : la première grève générale féministe en Espagne », in *Mouvements*, n° 96/4, 2018, p. 155-163.
[1048] MARZOLF Hedwig, *op. cit.*, p. 10.
[1049] Voir l'appel à la grève de la faim du Partido Feminista de España (PFE) sur leur site : [https://partidofeminista.es/huelga-de-hambre-de-8-feministas-en-la-puerta-del-sol-de-madrid/](Dernière consultation : 24/03/2019).
[1050] SANZ MARTOS Sandra, « Feminismo colaborativo », in *COMeIN*, n° 86, 2019. Accès: [https://comein.uoc.edu/divulgacio/comein/es/numero86/articles/feminismo-colaborativo.html]

renforcer les mesures prises et de créer de nouvelles instances ou lois permettant d'améliorer la protection des citoyennes[1051].

Les droits des femmes à disposer de leurs corps et à choisir ou non de devenir mères sont également d'autres éléments au cœur de la lutte féministe de ce début du XXIème siècle. En Espagne, la loi organique sur l'avortement adoptée en 2010 par le gouvernement de José Luis Zapatero a été remise en question par Alberto Ruiz Gallardón, ministre de la Justice du gouvernement de Mariano Rajoy, dès le mois de décembre 2011. Le 20 décembre 2013, un conseil des ministres se tient sans Mariano Rajoy et valide l'*Anteproyecto de Ley Orgánica para la Protección de la Vida del Concebido y de los Derechos de la Mujer Embarazada*[1052], incluant une proposition de réforme du droit à l'avortement, particulièrement polémique. Celle-ci prévoyait de protéger l'enfant à naître, y compris si celui-ci présentait un handicap ou une malformation. Dans cette optique, cette réforme prévoyait de restreindre l'accès à l'avortement uniquement pour les cas de viols ou lorsque la grossesse représentait un grave danger physique et/ou mental pour la femme enceinte. En réaction à cette remise en question du droit à l'avortement libre pour toutes les femmes, de nombreuses manifestations féministes se sont organisées dans tout le pays. L'une des plus conséquentes s'est tenue le 8 mars 2014. Ces manifestations de grande ampleur ainsi que l'absence de soutien de Mariano Rajoy, qui annoncera l'abandon du projet de loi le 23 septembre 2014, auront eu raison de Gallardón qui présentera sa démission peu de temps après[1053]. En 2015, le gouvernement PP n'approuve pas le texte initial de Gallardón mais finit malgré tout par imposer l'approbation des parents ou d'un tuteur légal pour les jeunes femmes mineures ou les femmes majeures sous tutelle désirant avorter[1054], alors que le texte de 2010 autorisait l'IVG sans accord préalable[1055].

[1051] DELGADO Lionel, « La utilidad del feminismo. Empoderamiento y visibilización de la violencia urbana en las mujeres jóvenes », in *Hábitat y Sociedad*, n° 11, 2018, p. 131-148.

[1052] MINISTERIO DE JUSTICIA, *Anteproyecto de Ley Orgánica para la Protección de la Vida del Concebido y de los Derechos de la Mujer Embarazada*, 20 décembre 2013. Accès: [https://www.unav.edu/documents/58292/004aaf94-5e5a-4a14-84a2-4ae8574b387a] (dernière consultation: 27/01/2021).

[1053] La remise en question du droit à l'avortement tel qu'il a été établi par la loi de 2010 reste encore d'actualité. Le recours formulé auprès du Tribunal Constitucional (TC) par le PP en 2010 suite à l'adoption de cette loi est toujours en attente de jugement. L'affaire est représentée au TC par Andrés Ollero, un fervent opposant au droit à l'avortement. En été 2021, les organisations féministes et le PFE craignent que le TC ne statue sur cette affaire pendant le mois d'août, ce qui donnerait un avantage certain à Ollero et aux partisans de la réforme du droit à l'avortement, car cette période est peu propice aux actions militantes de masse, en raison des congés d'été. Voir le communiqué de la Section Politique du PFE : [https://partidofeminista.es/comunicado-del-partido-feminista-de-espana-ante-el-anuncio-del-tribunal-constitucional-de-dictar-sentencia-sobre-la-ley-de-aborto/]

[1054] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 11/2015, de 21 de septiembre, para reforzar la protección de las menores y mujeres con capacidad modificada judicialmente en la interrupción voluntaria del embarazo*, BOE n° 227, septembre 2015.

La question des violences faites aux femmes devient aussi une affaire d'État sous le gouvernement de José Luis Zapatero. Jusqu'en décembre 2004, le meurtre d'une femme par son compagnon ou ex-compagnon était qualifié de « crime passionnel », sous-estimant le caractère machiste et brutal du crime au profit de l'aspect « sentimental » de cet acte. La *Ley Intergral contra la Violencia de Género*[1056] finira par requalifier ces crimes et à considérer comme circonstances aggravantes le fait que l'auteur du meurtre soit ou ait été lié affectivement à la victime.

Malgré la loi adoptée en 2004, les violences machistes perdurent en Espagne et sous différentes formes : dans la sphère privée, mais également dans les espaces publics. À cet égard, le *Pacto de Estado contra la violencia de Género*, adopté en 2017 sous le gouvernement de Mariano Rajoy, permet d'élargir les conditions de la loi de 2004 afin que davantage de crimes et de délits soient qualifiés de violence de genre, incluant également les actes violents commis à l'égard de la communauté LGBT. La qualification de délits et de crimes comme violences de genre n'est donc plus limitée aux actes de compagnons et ex-compagnons de femmes victimes, mais également à ceux d'autres hommes, connus ou non par ces dernières. Cette mesure prise par le gouvernement PP après la débâcle du projet de loi révisant les conditions d'accès au droit à l'avortement crée la surprise dans l'opinion publique et les médias, qui ne tardent pas à souligner le virage à 180 degrés de l'administration Rajoy[1057]. En 2018, le gouvernement de Pedro Sánchez décide de renforcer les dispositions de ce texte afin de développer les mécanismes institutionnels permettant la protection des victimes, en transférant notamment des compétences en la matière aux administrations locales

---

[1055] En 2022, le gouvernement de Pedro Sánchez propose un texte visant à supprimer cette condition et à garantir le droit à l'IVG jusqu'à 14 semaines de gestation, ou jusqu'à 22 semaines si la grossesse représente un risque pour la mère (comme le prévoyait déjà le texte de 2010). La réforme de 2022 souhaite également rendre facultatifs les trois jours de réflexion entre la première consultation et l'opération, ne pas obliger les femmes à recevoir des informations sur la maternité et donner la possibilité aux femmes de pouvoir avorter dans l'hôpital public le plus proche (plus de 8 avortements sur 10 se font dans des établissements de santé privés). Ce projet de loi inclut enfin la gratuité de la pilule du lendemain, le financement de la contraception de dernière génération, la qualification de la gestation pour autrui comme une violence contre les femmes et permet un congé menstruel pour les femmes souffrant de règles douloureuses et invalidantes. MINISTERIO DE IGUALDAD, *Anteproyecto de Ley Orgánica por la que se modifica la Ley Orgánica 2/2010, de 3 de marzo, de salud sexual y reproductiva y de la interrupción voluntaria del embarazo*, 2022. S'il est approuvé, le texte devrait entrer en vigueur dans le courant de l'année 2023.

[1056] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 1/2004, op. cit.*

[1057] Voir par exemple l'article de LÓPEZ DE MIGUEL Alejandro, « El fulgurante cambio de Rajoy con la violencia machista: de no conocer sus causas a colgarse la medalla del pacto », *Público*, 29 juillet 2017. Accès: [https://www.publico.es/politica/pacto-violencia-genero-rajoy-colgo-medalla-pacto-no-conoce-causas-violencia-machista.html](Dernière consultation: 27/01/2021)

et en raccourcissant les délais des procédures judiciaires dans les cas de violences machistes[1058].

La même année que la ratification du *Pacto de Estado contra la violencia de Género*, des affaires de harcèlement, d'agressions sexuelles et de viols dans le milieu du cinéma aux États-Unis déclenchent une vague de protestations massives à échelle internationale. Celle-ci va libérer la parole autour des abus de pouvoir sur les femmes. L'hashtag #MeToo devient viral en très peu de temps et pousse de nombreuses femmes de témoigner et de dénoncer leurs agresseurs, parfois après des années de silence[1059]. En Espagne, certaines actrices auront également contribué à cette libération de la parole, telles que Bárbara Rey, Leticia Dolera, Aitana Sánchez Gijón ou encore Carla Hidalgo[1060]. En parallèle de cela, le procès du « Caso de la Manada » et son premier verdict suscitent une vague d'indignation et de colère de la part des mouvements féministes espagnols. Le 7 juillet 2016, une plainte est déposée par une jeune fille de 18 ans après les festivités des Sanfermines pour viol en réunion. Cinq hommes sont mis en détention provisoire et jugés en novembre 2017. Pendant le procès, des manifestations de grande ampleur s'organisent dans les grandes villes du pays et plus particulièrement à Madrid, en soutien de la victime[1061]. La marche la plus massive dans les rues de la capitale est celle du 25 novembre 2017, organisée à l'occasion de la journée mondiale contre les violences faites aux femmes, mais significativement orientée vers le procès en cours. Les slogans « yo te creo » et « escucha hermana, aquí está tu manada » deviennent viraux et sont repris sur les réseaux sociaux et réutilisés à l'occasion d'autres manifestations féministes.

Le verdict de première instance, prononcé en juin 2018, reconnait les accusés coupables, mais les condamne à la liberté conditionnelle à condition de s'acquitter d'une caution. Cette décision suscite une vague d'indignation politique et populaire. En décembre de la même année, le tribunal confirme la sentence pour abus sexuel et non pour viol, ce qui ne fait qu'accroître l'indignation. Les termes pour qualifier les faits sont considérés comme une sous-estimation du préjudice causé à la victime. Le réseau social Twitter donne une visibilité importante et rapide aux revendications et à l'indignation de l'ensemble des collectifs

[1058] JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 9/2018*, *op.cit*.
[1059] KNIGHT Ella, « El movimiento #MeToo, una marea global », in *Viceversa: UEx & Empresa*, n° 116, 2020, p. 33-37.
[1060] OLABARRIETA Ane, « El acoso sexual llega al cine español: estas son las actrices que lo denuncian », *El Español*, 29 octobre 2017.
[1061] BORRAZ Marta, « Una "manada feminista" clama en Madrid contra el cuestionamiento de la víctima de Sanfermines: "Yo sí te creo" », *ElDiario.es*, 17 novembre 2017. Accès : [https://www.eldiario.es/sociedad/concentracion-multitudinaria-cuestionamiento-victima-sanfermines_1_3056714.html] (Dernière consultation: 28/12/2021).

féministes à l'égard de ce jugement. Le slogan « no es abuso es violación » est devenu viral au point d'être partagé des centaines de milliers de fois sur les réseaux sociaux[1062]. L'affaire menée en deuxième instance en juin 2019 finira par être requalifiée de viol[1063].

Ce procès ainsi que l'élan de contestation que celui-ci a engendré auront permis de mettre en évidence la question de la prise en considération des victimes de viols et d'agressions sexuelles, dans l'espace privé comme dans l'espace public[1064]. Cette affaire contribuera indirectement à la réforme du code pénal en 2020, visant à insister sur le préjudice grave occasionné en cas de harcèlement, à punir plus sévèrement les auteurs d'abus sexuels et de viols et à redéfinir plus précisément les actes considérés comme tels par la justice.

Dès lors que la parole d'une victime de violence de genre ou que les droits des femmes sont remis en question, la pression sociale portée par les mouvements féministes est telle qu'elle impacte directement les décisions prises à l'échelle institutionnelle et judiciaire[1065]. La nouvelle vague de féminisme en Espagne a gagné en puissance d'action et en visibilité, ce qui permet de remettre la question de la protection des femmes et de leurs droits ainsi que celle des violences et des inégalités femme/homme au cœur du débat public. Bien que les résultats de certaines avancées soient visibles, le mouvement féministe aspire de plus en plus à remettre en question le modèle néolibéral et à le désigner comme la racine du problème. Comme le mentionne la militante et femme politique Beatriz Gimeno :

> L'Espagne est le pays d'Europe où il y a le moins de violences de genre, il y en a moins qu'en Suède, où il existe des politiques étatiques d'égalité. Lutter contre les violences implique un changement culturel important que n'abordent pas les politiques publiques. Il y a eu des changements. Nous commençons à analyser la vie quotidienne, le patriarcat comme un ensemble et les effets du néolibéralisme sur la vie des femmes : les micromachismes, le langage… Le plus intéressant c'est qu'après les questions de l'avortement et des violences, la prise de conscience s'est portée sur le fait que les politiques néolibérales font obstacle à l'égalité de genre dans la vie des femmes[1066].

[1062] ORBEGOZO TERRADILLOS Julen, MORALES I GRASS Jordi, LARRONDO URETA Ainara, « Feminismos indignados ante la justicia: la conversación digital en el caso de "La Manada" », in *Revista Científica de Información y Comunicación*, n° 16, 2019, p. 249-283.

[1063] ADMINISTRACIÓN DE JUSTICIA, *Comunicado de la Sala de lo Penal del Tribunal Supremo de 21 de junio de 2019*. Accès: [https://www.poderjudicial.es/stfls/TRIBUNAL%20SUPREMO/NOTAS%20DE%20PRENSA/Comunicado%20de%20la%20Sala%20de%20lo%20Penal%20del%20TS%20de%2021%20unio%202019.pdf] (Dernière consultation : 27/01/2022).

[1064] BRANDARIZ PORTELA Tania, « Los mitos de la violación en el caso de "La Manada". Una crítica a la división patriarcal público / privado », in *Investigaciones feministas*, n° 12/2, 2021, p. 575-585.

[1065] MUÑOS SAAVEDRA Judith, « Una nueva ola feminista, más allá de #MeToo. Irrupción, legado y desafíos », in RIVERA VARGAS Pablo, MUÑOZ SAAVEDRA Judith, MORALES Rommy *et al.*, *Políticas públicas para la equidad social*, Barcelone, Centro de Estudios de políticas para el desarrollo, n° 2, 2019, p. 177-188.

[1066] GIMENO Beatriz, « Le discours contre le néolibéralisme est aujourd'hui très fort dans le mouvement féministe espagnol », Transcription et traduction par Viviane Albenga, in *Mouvements*, n° 94/2, 2018, p. 118-125, p. 119.

Fort de ce constat, le mouvement féministe le plus présent en Espagne depuis 2018 a rapidement évolué vers une forme de radicalité. Dans une société encore inégalitaire et témoin de violences machistes, de plus en plus de collectifs non-mixtes se créent et organisent des actions venant questionner et dénoncer les mécanismes de domination masculine, ainsi que les différents aspects de la société désignés comme les responsables des discriminations de genre.

7.2.2. Le féminisme : un débat fortement clivant dans le milieu étudiant

D'après le rapport de 2019 du *World Economic Forum*, la parité totale entre les hommes et les femmes devrait mettre 99,5 ans en moyenne à être atteinte dans le monde[1067]. En Espagne, sur une scène politique où presque tous les partis majoritaires sont dirigés par des hommes[1068], la question de la représentation des femmes dans les institutions et les médias semble être au cœur de la réflexion de la classe dirigeante, d'autant plus que le pays connait une vague de féminisme sans précédent. Dès lors, la question du genre et les revendications féministes sont entrées au cœur du débat politique, multipliant ainsi les différentes visions pour une même cause sociétale. Par sa visibilité accrue, le féminisme est devenu objet de campagne, et par extension, un sujet de débat politique dans les universités.

Lors des élections de 2015 et 2016, les partis politiques confrontaient déjà leurs points de vue sur les violences faites aux femmes[1069]. Cependant, lors des élections de 2019, en particulier pendant la campagne des élections législatives du 28 avril, c'est un ensemble de questions plus vaste autour du genre et du féminisme qui est abordé de façon beaucoup plus visible, notamment par la gauche et *Ciudadanos*[1070].

Dans son programme, le PP souhaite mettre fin à l'inégalité salariale et lutter contre les violences conjugales, mais ne fait aucune référence au thème polémique du droit à

[1067] WORLD ECONOMIC FORUM, *Global Gender Gap Report 2020*, Genève, World Economic Forum, 2019, p. 6.
[1068] À l'exception de Podemos depuis juin 2021, dirigé par Ione Belarra suite à la démission de Pablo Iglesias.
[1069] Sur la question, voir par exemple la thèse de doctorat de FERNÁNDEZ Lidia, *El tratamiento de la violencia de género en los programas electorales. PP, PSOE, Podemos y Ciudadanos (2015-2016)*, sous la direction de NUÑO GÓMEZ Laura, Madrid, Université Rey Juan Carlos, 2019.
[1070] RIERA BOSQUED Lucía, « La lucha de los partidos por el voto femenino en las elecciones generales en España », *Euronews*, 23 avril 2019. Accès: [https://es.euronews.com/2019/04/23/el-feminismo-entra-con-fuerza-en-la-campana-electoral-de-espana] (Dernière consultation : 27/01/2022).

l'avortement et ne propose aucune mesure en faveur de la communauté LGBTI+[1071]. De son côté, *Ciudadanos* s'engage à instaurer une égalité effective entre les femmes et les hommes, à lutter contre les violences faites aux femmes et aux personnes de la communauté LGBTI+. Dans le même temps, le parti met en ligne un *Manifeste du féminisme libéral*[1072], prônant un féminisme défendu par tous, quel que soit son sexe ou son idéologie, et dont le libéralisme est un élément essentiel de la liberté des citoyennes et de leur émancipation.

La coalition de Podemos avec d'autres partis d'extrême gauche est renommée *Unidas Podemos* (le féminin de l'adjectif remplace alors le masculin établi depuis 2016).Une section entière de leur programme est dédiée au féminisme et propose, entre autres, d'enseigner le féminisme à l'école, de renforcer la protection des femmes victimes de violences, de développer des sanctions plus fortes pour les auteurs de violences machistes et LGBTIphobes, d'affirmer des droits de la communauté LGBTI+, ou encore de rendre la durée du congé paternité égale à celle du congé maternité[1073]. De même, le PSOE, au pouvoir depuis 2018, adopte la prolongation progressive du congé paternité. Celui-ci passe de 5 à 8 semaines en 2019, et atteint 16 semaines en 2021[1074]. Tout comme Podemos, le parti socialiste consacre une partie importante de son programme au féminisme et propose meilleure parité femmes-hommes et davantage d'inclusion de membres de la communauté LGBTI+ pour des postes à responsabilité au sein des institutions. Il s'engage à renforcer le dialogue entre le Gouvernement, les mouvements sociaux et les associations et de renforcer la législation visant à sanctionner les auteurs de violences machistes et à protéger les victimes[1075]. Ces propositions ne sont pas sans rappeler celles de la coalition *Unidas Podemos*. Le parti de Pedro Sánchez aborde de cette manière des thèmes abordés par le parti de Pablo Iglesias sans doute dans le but de conquérir un électorat plus jeune, sensible à ces questions.

En opposition à cette volonté de consacrer une partie du mandat à la diversité, à l'égalité et au féminisme, Vox apparaît comme une alternative « refuge » pour des Espagnols rejetant ces

[1071] PARTIDO POPULAR, *Elecciones generales, autonómicas y municipales. Programa electoral*, 2019. Accès: [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/programa-electoral-elecciones-generales-2019.pdf] (Dernière consultation : 27/01/2022).
[1072] CIUDADANOS, *Manifiesto feminismo liberal*, [https://www.ciudadanos-cs.org/manifiesto-feminismo-liberal]
[1073] PODEMOS, *Programa de Podemos. Para un nuevo país*, avril 2019. Accès: [https://podemos.info/wp-content/uploads/2019/04/Podemos_programa_generales_28A.pdf] (Dernière consultation : 27/01/2022).
[1074] AGENCIAS, « Los permisos de paternidad son desde hoy de ocho semanas », *El País*, 01/04/2019. Accès : [https://elpais.com/sociedad/2019/04/01/actualidad/1554100810_443912.html] (Dernière consultation : 27/01/2022).
[1075] PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Programa electoral PSOE. Haz que pase*, 2019. Accès: [https://www.psoe.es/media-content/2019/04/PSOE-programa-electoral-elecciones-generales-28-de-abril-de-2019.pdf] (Dernière consultation: 01/05/2022).

idées. À travers cette récupération, Santiago Abascal attaque ainsi ses opposants de la gauche, qui s'identifient au mouvement féministe :

> Santiago Abascal […] a accusé la gauche d'avoir remplacé la lutte des classes par la guerre des sexes. En témoignerait, en particulier, la loi de juillet 2018 proposée par le Parti socialiste dans le cadre du Pacte national contre la violence de genre. Cette accusation, qui est cohérente avec les pressions de Vox pour déroger à cette loi en Andalousie et y créer un ministère de la Famille, montre que le féminisme est devenu de l'autre côté des Pyrénées l'objet d'un clivage politique[1076].

Le parti d'extrême droite cherche à décrédibiliser volontairement le mouvement féministe pour conquérir un secteur d'électeurs se sentant laissés pour compte depuis la prise du pouvoir par la gauche. Le féminisme majoritaire étant à l'opposé de leur idéologie[1077], les partisans d'extrême droite n'hésitent pas, par exemple, à qualifier des militantes protestant devant le siège du parti de « folles » ou d'extrémistes ayant pour but d'imposer une sorte de dictature idéologique, comme les « nazis » à leur époque. En témoigne le tweet du parti politique en date du 8 mars 2019 : « Gracias por vuestra loca visita, nos lo hemos pasado muy bien ». La vidéo accompagnant cette phrase commence avec un intitulé explicite : « Feminazis visitan Vox » [1078].

Le terme « feminazi » apparaît en opposition à celui de « facha » (fasciste). Celles qui accusent l'extrême droite de fascisme[1079] sont requalifiées comme tel par les militants de Vox. Tout ceci fait partie intégrante de leur stratégie politique, qui s'appuie sur la volonté d'une partie des Espagnols de se « protéger » d'un féminisme trop effervescent, perçu comme une menace. Comme l'indiquent Sonia Nuñez Puente et Diana Fernández Romero, spécialistes en études de genre :

> Como parte de su contraestrategia, la misoginia popular acusa a las «feminazis» de apoyar posturas orientadas al control totalitario de los mecanismos sociopolíticos y simbólicos del poder. A partir de la

[1076] MARZOLF Hedwig, *op. cit.*, p. 10.

[1077] Dans un article, des chercheurs de l'Université Complutense de Madrid, spécialistes en Communication politique et en Études de genre, comparent les éléments de langage et le traitement de la question du féminisme et de la communauté LGBT du PSOE et de Vox pendant la campagne électorale du 28 avril 2019. Deux Espagnes se distinguent clairement: «El PSOE representa el feminismo institucional, al tener a espaldas los mayores avances sociales en políticas de igualdad en España. Por su parte, Vox representa el discurso antigénero de la derecha radical » (p. 144). BRANDARIZ PORTELA Tania, JIVKOVA SEMOVA Dimitrina, COSTA ESCUDERO Alejandro, « Entre "la España que quieres es feminista" y "fuera chiringuitos de género": feminismo y colectivo LGTBI en las elecciones generales de 2019 », in *Comunicación y género*, n° 2/4, 2021, p. 137-146.

[1078] Compte officiel de Vox España. Accès au tweet original : [https://twitter.com/vox_es/status/1104012430575845377?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1104012430575845377%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.20minutos.es%2Fnoticia%2F3583012%2F0%2Fvox-denuncia-ataques-8m-feminazis-sede%2F] (Dernière consultation : 25/02/2022).

[1079] MONTAGNON Marie, ALBENGA Viviane, « Un réveil antifasciste venu du féminisme », in *Mouvements*, n° 104, 2020, p. 106-114.

> ironía, la sátira, la apropiación y la confrontación, promueve un discurso espejo que es capaz de arraigar en sistemas de valores y en estrategias políticas que la conforman.[1080]

Ces différents clivages idéologiques en lien avec le féminisme se sont exacerbés ces dernières années en Espagne et sont perceptibles au sein de la communauté étudiante des universités madrilènes. Pour Lucía, membre des jeunesses de Ciudadanos, le libéralisme défendu par le parti permet de traiter des questions peu abordées par les autres formations politiques concernant les libertés du corps des femmes, y compris en termes d'activité professionnelle :

> Ciudadanos trata la gestación subrogada, trata la prostitución... Son temas sobre los que hablan y sobre los que exponen su opinión[1081].

Cette étudiante n'est pas opposée à la prostitution à la condition que ce soit la principale intéressée qui fasse le choix de « monnayer son corps »[1082]. Lors de nos entretiens, nous avons constaté que le rejet de cette forme de féminisme est très net, en particulier chez les étudiantes militant dans des associations féministes et se revendiquant de gauche voire d'extrême-gauche, comme Paula B. :

> Hay un auge del feminismo liberal que yo creo que no es el correcto. Decidir que una mujer si quiere puede prostituirse, a ver… Yo no puedo decirle a nadie lo que debe hacer o no, pero está claro que la prostitución no es algo bueno para las mujeres, todo lo contrario, es explotación sexual[1083].

Ces propos soulignent le débat très vif entre les féministes abolitionnistes et les féministes libérales. Les unes considèrent la prostitution ou la gestation pour autrui comme des violences sexuelles et machistes et souhaitent interdire ces pratiques, tandis que les autres entendent laisser le choix aux femmes de disposer de leurs corps comme elles l'entendent, y compris pour des activités lucratives.

Même si les différents courants féministes sont parfois en désaccord sur certaines thématiques et ne conçoivent pas le militantisme de la même façon, la majorité des étudiants interrogés n'exprime pas d'hostilité particulière à l'égard des conceptions du féminisme qui diffèrent de la leur. De nombreux jeunes considèrent par ailleurs que les divisions idéologiques au sein du mouvement féministe desservent l'essence même de la cause défendue. Comme l'explique Sabrin:

[1080] NUÑEZ PUENTE Sonia, FERNÁNDEZ ROMERO Diana, « La misoginia popular como contramovimiento...», op. cit.
[1081] Entretien avec Lucía, *op. cit.*.
[1082] Sur ce débat, voir par exemple l'article de ALEMÁN PÁEZ Francisco, «Mercado del sexo vs. trabajo sexual / abolicionismo vs. legalización de la prostitución. Doble juego de binomios y propuestas reguladoras comparadas », in *Revista general de legislación y jurisprudencia*, n°1, 2019, p. 7-45.
[1083] Entretien avec Paula B., *op. cit.*

> A lo mejor una persona puede considerarse conservadora, o una persona puede defender un tipo de feminismo que no se corresponde con el tuyo, y creo que no tienes que tener como el poder o la moralidad absoluta de ir en contra de esa perspectiva, porque igualmente es válida. Es como para ser feminista, tienes que ser de izquierdas, para ser feminista, tienes que ser ateo. Estoy muy en contra de esa sectorización. Cuando acabas estancando las ideas en determinados partidos, es un problema. Porque entonces las ideas se politizan y eso es muy peligroso[1084].

Le féminisme est certes un mouvement polymorphe[1085], mais au-delà des clivages idéologiques pouvant porter préjudice à l'expression de l'une de ses formes, il vise avant tout à défendre les droits et les libertés des femmes et à contribuer à l'obtention de nouveaux acquis sociaux. Comme le défend Elena A., cofondatrice de l'association universitaire non-mixte *Atenea* et membre de UEP-EI :

> El feminismo al final lo que hace es educar. Es cierto que, en Madrid, he notado cierto extremismo en el sentido de que sea no mixto, que no haya hombres. A pesar de eso, el feminismo está ayudando mucho. Ayudaba por ejemplo a que los padres pudieran quedarse más tiempos con sus hijos gracias a la ampliación de la baja por paternidad[1086] .

Afin d'étendre notre réflexion au-delà du point de vue des femmes sur le mouvement féministe, nous nous sommes également demandé quel pouvait être le positionnement des jeunes hommes quant à l'expression visible d'un féminisme radical d'une part et à la réponse non moins nuancée de l'extrême droite d'autre part. Pour cela, nous avons interrogé des étudiants aux profils politiques et aux parcours d'études divers.

Javier se considère de gauche, voire d'extrême gauche. Sympathisant de *Más Madrid*, il projette de s'affilier à Podemos[1087]. Il défend le féminisme et comprend le caractère non-mixte des *Asambleas feministas*. Il souhaiterait contribuer plus activement à la cause féministe, mais a l'impression que cela ne serait pas pertinent :

> Por supuesto que pensé muchas veces en la militancia y entrar en un colectivo feminista de carácter "mixto", pero también me he pensado "a lo mejor no es beneficioso para el movimiento"[1088].

[1084] Entretien avec Sabrin, *op. cit*.
[1085] GUTIÉRREZ ESTEBAN Prudencia, LUENGO GONZÁLEZ María Rosa, « Los feminismos en el siglo XXI. Pluralidad de pensamientos », *Brocar*, n° 35, 2011, p. 335-351.
[1086] Entretien avec Elena A., *op. cit.*
[1087] Au moment de l'entretien, le parti Más País n'avait pas encore été créé.
[1088] Entretien avec Javier, *op. cit*.

Alejandro, plutôt orienté centre-droit, pense également que son intervention dans un mouvement social défendant les droits d'un collectif auquel il n'appartient pas ne permettrait pas d'apporter un véritable soutien aux causes défendues :

> En el caso del feminismo o LGTB, creo que daría apoyo, pero tampoco me considero como la persona que deba luchar de una manera directa… sería como estar delante. Intentar apoyarla al cien por cien siempre, pero intentar como dirigirla, no[1089].

La majorité des étudiants de sexe masculin défend les revendications féministes et considère que les hommes doivent les soutenir, sans être pour autant « en première ligne » afin d'éviter de prendre l'ascendant et que les hommes soient plus écoutés que les femmes. Pour Iru, étudiant membre de l'association universitaire *La Chispa*, l'un des moyens pour les hommes de soutenir le mouvement féministe est de mener une réflexion collective sur la notion de masculinité et de déterminer comment créer et diffuser des « références » permettant de se détacher des critères de masculinité prédominants, établis et entretenus par les sociétés patriarcales[1090] :

> La Chispa incluso se define como feminista y por ejemplo en esta facultad, el 8 de marzo se establecen unas comisiones masculinas que se dedican a trabajos de cuidado concretos y en La Chispa en general, los hombres trabajan en la cuestión de feminismo, en apoyo a las mujeres[1091].

De plus en plus de travaux abordent la question des « privilèges masculins », de leurs impacts dans les sociétés et de leur remise en question par certains hommes eux-mêmes[1092]. Les hommes prêts à reconsidérer leur place dans la société pour permettre les changements demandés par le mouvement féministe se font plus nombreux ces dernières années, mais sont perçus comme minoritaires. C'est ce que pense par exemple Paula B. :

> Los jóvenes varones son muy reacios a construirse y tener en cuenta sus propios privilegios. Entonces es muy fácil utilizar el término feminazi cuando una mujer te dice que lo que estás haciendo está mal, que acosar a una mujer está mal, que tienes privilegios por ser hombre que debes intentar renunciar, o por lo menos observar y tener en cuenta a tus compañeras[1093].

[1089] Entretien avec Alejandro, *op. cit.*

[1090] Cette démarche est notamment expliquée dans l'ouvrage de l'historien JABLONKA Ivan, *Des hommes justes : du patriarcat aux nouvelles masculinités*, Paris, Seuil, 2019.

[1091] Entretien avec Iru, *op. cit.*

[1092] Sur la question, voir par exemple SANFÉLIX ALBELDA Joan et TÉLLEZ INFANTES Anastasia, « Masculinidad y privilegios: el Reconocimiento como Potencial Articulador del Cambio », in *Masculinities and Social Change*, n° 10/1, 2021, p. 1-24 ; et BARD WIGDOR Gabriela, «Aferrarse o soltar privilegios de género: sobre masculinidades hegemónicas y disidentes », in *Peninsula*, n° 11/2, 2016, p. 101-122.

[1093] Entretien avec Paula B., *op. cit.*

En parallèle de cette réflexion abordée avec certains étudiants, nous avons également interrogé des partisans de Vox pour déterminer si leur adhésion pouvait s'expliquer en partie en réaction au courant féministe radical développé ces dernières années. Le discours du parti de Santiago Abascal s'appuie sur la peur ressentie par une partie de la population espagnole autour des questions en lien avec l'intégration et de la diversité[1094]. Dès lors, certains jeunes hommes peuvent adhérer aux idées de Vox pour se « protéger » du féminisme, perçu comme une menace pour l'égalité des droits. Comme le déplore Alba, militante féministe :

> O sea que tienes miedo de inmigrantes pues Vox, que tienes miedo de las feministas, porque me van a quitar mis privilegios o lo que sea, pues Vox. Los gays y transexuales, que en el colegio me van a decir que existen esa gente, ¡uy, no!: Vox. Un partido del miedo, tanto como lo inculca, tanto como acoge a la gente que tiene miedo de cosas de las que no debería tener miedo[1095].

Diego, primo-votant de 18 ans, est un exemple de la crainte suscitée par le mouvement féministe ainsi que par les mesures prises par le gouvernement de Pedro Sánchez pour aller vers davantage de protection des femmes contre les violences machistes. Il a adhéré à Vox car il partage la critique de Santiago Abascal à l'égard du courant féministe majoritaire :

> Lo que viene siendo feminismo y tal yo ya no lo comparto. Hay cuestiones que a mí personalmente no me gustan o no lo comparto, me dan miedo… La ley de violencia de género en concreto. Sin ofender a quien la defienda y tal, yo personalmente no comparto la cosmovisión feminista. Yo creo que habría que reformarla. Vox lo que quiere es reformarla, aunque ellos quieren cambiarla de un tipo de ley a otro. Yo haría lo mismo yo también la reformaría, no la quitaría por supuesto, pero no me gusta cómo lo tienen planteado por ejemplo Podemos.[1096]

Jorge, un autre partisan de Vox, considère que la lutte féministe est nécessaire dans la société espagnole, mais selon lui, les connotations aux idées politiques de gauche dans le courant majoritaire sont trop fortes :

> Aunque yo he votado un partido que lo critica muchísimo, yo no creo que el movimiento feminista sea malo. Pero hay un espíritu de lucha como muy grande con el que yo no estoy de acuerdo y el monopolio por parte de la izquierda[1097]

Au-delà des clivages politiques que le féminisme tend à renforcer, il apparait néanmoins comme une cause universelle bénéfique pour la société. D'après une grande partie des jeunes

[1094] CÁRDENAS RICA Mª Luisa et LOZANO GONZÁLEZ Ana Alicia, « El miedo como recurso persuasivo en el discurso político », in RUIZ-ALBA Noelia et MORENO CABEZUDO José Antonio (coords.), *Debates contemporáneos sobre poder, política y medios de comunicación*, Séville, Egregius, 2020, p. 83-114.
[1095] Entretien avec Alba, *op. cit.*
[1096] Entretien avec Diego, *op. cit.*
[1097] Entretien avec Jorge, *op. cit.*

interrogés, il est préférable de laisser coexister différents courants de pensée féministe, de dépasser l'opposition du féminisme radical aux formes de féminisme plus modérées, tout en aspirant à défendre des idéaux communs. C'est ce que souligne par exemple Silvia Gil, activiste féministe et spécialiste de la théorie féministe post-moderne :

> Los feminismos nos invitan a no subestimar y profundizar las conexiones entre poder y subjetividad, abriéndonos a la incertidumbre y la ambivalencia, recordando la imposibilidad de decirlo todo: nos advierten de manera contundente frente a los totalitarismos. Nos proponen el hacer de la diferencia, el detalle y lo cotidiano, pero sin renunciar a construir un común liberador: nos empujan a la conexión, la apertura y la ruptura de las identidades. De este modo, se convierten en lugares privilegiados para la crítica actual, siempre y cuando sean capaces de conectar con procesos globales que van desde la economía, al racismo o el heterosexismo, articulándose entre sí, y tomen en serio la importancia de los nuevos sujetos que emergen desde los márgenes. Y finalmente nos interpelan para repensar nuestros presupuestos a partir de la escucha, la indagación y la elaboración conjunta.[1098]

La convergence des différents courants féministes ne semble pas aisée en raison de nombreuses dissonances idéologiques (libéralisme *versus* anticapitalisme, actions radicales *versus* discours modéré). Ceci s'explique notamment par la réappropriation du féminisme par les partis politiques ainsi que par le développement d'un courant féministe radical et fort pouvant susciter de la méfiance, voire de l'hostilité de la part de certains individus. Dans les universités, ces clivages semblent se renforcer, ce qui incite de plus en plus de militantes de la cause féministe à rejoindre ou à créer des collectifs non-mixtes.

7.2.3. La radicalisation du féminisme dans les universités madrilènes : l'exemple des associations universitaires non-mixtes

La nécessité de créer des organisations ne comprenant que des femmes pour traiter des questions et militer pour des causes ne concernant que les femmes prend toute son importance à la fin du franquisme. La première manifestation autorisée le 8 mars à l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Femmes a lieu en 1977. Suite à cela, le mouvement féministe en Espagne s'est rapidement structuré autour d'organisations fortes, et la capitale devient le point névralgique de cette lutte. Depuis la fin des années 1980, la *Asamblea feminista de Madrid* rassemble des activistes s'engageant pour les droits des femmes, en défendant notamment le droit à l'avortement, la lutte contre les violences faites aux femmes et les collectifs lesbiens. Ce collectif s'inscrit dans un « feminismo crítico y reivindicativo, que abarca distintas actividades como son el estudio y análisis de temas que nos interesan como feministas, la difusión de nuestras ideas y propuestas a través de charlas-debate, mesas

[1098] GIL Silvia, *op.cit.*, p. 315.

redondas, o publicación de documentos »[1099]. Ce type d'organisations non-mixtes existe dans différents endroits du pays, mais celle de la capitale reste la plus représentative. Ce collectif collabore également avec d'autres associations féministes, dont les organisations en lien avec la Grève féministe du 8-M. Parmi les principales activistes féministes, de nombreuses étudiantes s'organisent sur les réseaux sociaux comme dans leurs universités, ce qui contraste avec la mobilisation des jeunes pour le féminisme au début des années 2000[1100].

Depuis le 15-M, le courant féministe radical s'est développé et est rapidement devenu majoritaire. Il se veut anticapitaliste, car il perçoit le système économique tel qu'il est constitué comme l'origine principale de crises impactant directement le bien-être des femmes et la réussite de leur inclusion dans la société[1101]. La dimension antisystème de ce mouvement est héritée de la pensée féministe des années 1970/1980, selon laquelle, comme l'exprime la militante féministe Christine Delphy dans un article à cette période :

> [L]'oppression des femmes fait système. Cette perception découle du postulat premier et commun qui fonde le nouveau féminisme : l'oppression des femmes n'est ni un phénomène individuel ni un phénomène naturel, mais un phénomène politique[1102].

La vision libérale du féminisme, comme proposée par Ciudadanos par exemple, n'est donc plus considérée comme suffisamment efficiente de la part des militantes du courant majoritaire.

Ce dernier prône également une lutte antipatriarcale et anticléricale forte. En effet, une société régie par des valeurs ancrées dans une culture de la domination masculine ne laisse que peu de place aux femmes aussi bien dans l'espace public que privé. L'Église est considérée comme l'un des facteurs entretenant les mécanismes de domination, ainsi qu'un vecteur de valeurs archaïques et marginalisant les femmes[1103]. Enfin, le courant féministe majoritaire en Espagne est antiraciste et antiLGTBIphobe. Il s'inscrit donc dans une perspective

---

[1099] Site de la *Asamblea Feminista de Madrid*, rubrique « Quiénes somos ». Accès: [https://www.feministas.org/madrid/?page_id=7] (Dernière consultation : 28/02/2022).

[1100] VELASCO MARTÍNEZ Anna, «"No soy feminista, pero…": Mitos y creencias de la juventud universitaria sobre el feminismo », thèse de doctorat réalisée sous la direction de DONOSO VÁZQUEZ Trinidad et MARÍN GARCÍA María Ángeles, Barcelone, Universitat de Barcelona, 2016. Accès: [http://diposit.ub.edu/dspace/bitstream/2445/106736/1/AVM_TESIS.pdf]

[1101] ARRUZZA Cinzia, BHATTACHARYA Tithi, FRASER Nancy, *Manifiesto de un feminismo para el 99 %*, *op. cit.*

[1102] DELPHY Christine, « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », in *Nouvelles Questions féministes*, n° 2, 1981, p. 58-74, p. 61/62.

[1103] ALONSO SEOANE María Jesús, « Género y religión. A la búsqueda de un modelo de análisis », in *Aposta. Revista de Ciencias Sociales*, n° 82, 2019, p. 124-137.

d'intersectionnalité[1104] car il met en lien un ensemble de paramètres transversaux pouvant affecter les femmes en tant que telles, mais également en tant que personnes racisées, lesbiennes, ouvrières, etc. Cette transversalité rejoint notamment les idées de Chantal Mouffe autour de la question du rôle du féminisme dans les sociétés :

> el feminismo es la lucha por la igualdad de las mujeres. Pero ésta no debe ser entendida como una lucha por la realización de la igualdad para un definible grupo empírico con una esencia y una identidad comunes, las mujeres, sino más bien como una lucha en contra de las múltiples formas en que la categoría "mujer" se construye como subordinación.[1105]

Le courant féministe majoritaire cherche de ce fait à rompre avec les codes liés au genre, à remettre en question le caractère hétéronormé de la société ainsi que les différents courants féministes existants[1106]. Dans cette lutte contre la « subordination » évoquée par Chantal Mouffe, les *Asambleas feministas* non-mixtes apparaissent comme des espaces importants dans les revendications féministes. Ces organisations semblent donc s'inscrire dans le courant anarcho-féminisme, défendu dès le milieu des années 1930 en Espagne par la *Federación de Mujeres Libres*, créée par Mercedes Comaposada Guillé, Amparo Poch y Gascón et Lucía Sánchez Saornil[1107]. Les étudiantes que nous avons interrogées se considèrent comme athées, ne veulent pas se marier, et refusent d'accepter un emploi dans une entreprise dont le leadership masculin est trop prononcé. Par ailleurs, certaines se considèrent bisexuelles ou envisagent de n'avoir des relations qu'avec des femmes après avoir été déçues par des « expériences » hétérosexuelles, ce qui peut les placer à la frontière du lesbianisme radical, qui part du principe que la sexualité est un moyen d'oppression par les hommes sur les

[1104] Le concept d'intersectionnalité des idéologies discriminantes a été élaboré par Kimberlé Crenshaw en 1989. Il consiste à désigner un ensemble de discriminations subies simultanément par une même personne. L'auteure avait développé cette notion en lien avec l'accumulation de la misogynie et du racisme vécus par les femmes afro-américaines. Celle-ci s'est étendue à d'autres discriminations. Sur la question, voir l'article de CRENSHAW Kimberlé, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », in *University of Chicago Legal Forum*, 1989, p. 139-67, et l'ouvrage de BOUSSAHBA Myriam, DELANOË Emmanuel et BAKSHI Sandip (dir.), *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? Dominations plurielles : sexe, classe et race*, Paris, Payot, 2021.

[1105] MOUFFE Chantal, « Feminismo, ciudadanía y política democrática radical », *op. cit.*

[1106] BERGÈS Karine, « 4. Les féminismes dans l'Espagne d'aujourd'hui », p.103-131, in FERNÁNDEZ GARCÍA Alicia, PETITHOMME Mathieu (dir.), *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Paris, Demopolis, 2015, p.129-130.

[1107] MÉIJOME TEJERO Alma, «Anarcofeminismo e Identidad(es), una mirada histórica al anarcofeminismo en el estado español», in *Revista internacional de pensamiento político*, n° 8, 2013, p. 81-94.

femmes[1108]. L'hétéronormativité est alors remise en question, tout comme le mariage, en tant qu'instruments de la domination masculine.

En ce sens, les membres des associations universitaires féministes interrogées défendent le caractère non-mixte de ces assemblées, car il est le garant d'une protection optimale d'une jeune femme qui aurait pu se sentir gênée par la présence d'un homme et, de fait, n'aurait pas pris la liberté de s'exprimer pleinement. Il est fréquent d'observer ce phénomène dans le milieu scolaire, où les garçons ont tendance à prendre plus régulièrement la parole que les filles[1109]. Comme l'a observé Paula B. à l'université : « en las aulas sigue habiendo un machismo brutal y por ejemplo a la hora de conceder la palabra a los compañeros siempre indirectamente se da más voz a los compañeros que a las compañeras »[1110]. Le développement d'associations non mixtes au sein des campus apparait alors comme une solution pour que la prise de parole soit plus simple pour les femmes si elles n'ont pas l'impression que leur voix sera moins prise en compte que celle d'un homme.

En effet, en parallèle de l'expansion du féminisme radical dans la société espagnole, impulsée notamment par le renouveau démocratique lié au 15-M, des associations universitaires non-mixtes ont vu le jour telles que la *Asamblea feminista de Somosaguas* en 2011. Par ailleurs, la grève féministe du 8 mars 2018 et les mobilisations massives en lien avec la lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre ont de nouveau incité des étudiantes à créer des associations féministes non-mixtes. Dans le cadre de notre étude, nous avons découvert la création d'*Histeria*, une association universitaire féministe hébergée dans la faculté de Psychologie de l'Université Complutense de Madrid. En 2019, ses fondatrices ont élaboré ce projet dans le but de répondre à une demande grandissante de créer des espaces d'échanges et de revendications actifs tout en défendant une vision radicale du féminisme. Par ailleurs, la volonté de ces jeunes femmes de créer leur propre association féministe vient également de

[1108] Cette conception du lesbianisme comme pratique de l'émancipation féminine apparaît dans les années 1970 avec notamment l'ouvrage de WITTIG Monique, *La pensée straight [1992]*, Paris, Balland, 2001.

[1109] Sur la question des discriminations de genre en milieu scolaire, voir par exemple le travail de COLLET Isabelle, « Faire vite et surtout le faire savoir. Les interactions verbales en classe sous l'influence du genre », in *Revue internationale d'ethnographie*, n° 4, 2015, p. 6-22. Cette étude réalisée en Suisse a démontré que les garçons intervenaient à l'oral 2,3 fois plus que les filles et étaient deux fois plus sollicités par les professeurs. En Espagne, un travail de recherche récent a également démontré que les professeurs du secondaire contribuaient involontairement à « entretenir » la brèche de genre, notamment au niveau de leurs attentes à l'égard des filles ou des garçons, au sujet des résultats ou de l'orientation scolaire. Voir SÁINZ Milagros, SOLÉ Jorgi, FÀBREGUES Sergi *et al.*, « Secondary School Teachers' Views of Gender Differences in School Achievement and Study Choices in Spain », in *SAGE Journals*, Juillet/Septembre 2021, p. 1 - 14. Accès: [https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/21582440211047573] (Dernière consultation : 28/02/2022).

[1110] Entretien avec Paula B., *op. cit.*

l'absence de ce genre d'activités associatives au sein de leur propre faculté. Comme le décrit Clara, une étudiante madrilène de 21 ans à l'origine du projet de la création d'*Histeria* :

> Es que yo siempre desde que empecé a estudiar psicología, yo sabía que quería trabajar con mujeres. De hecho, estoy haciendo mis prácticas ahora mismo en un centro de mujeres. Y aquí siempre me da un montón de rabia porque está el campus de Políticas al lado que está lleno de asociaciones y que es un movimiento asociativo enorme, y aquí no viene nada. No sé qué pasó, pero un día estuve con unas chicas que me dijeron que querían hacerlo también, entonces lo queríamos y lo hemos creado este año. Ahora estamos intentando visibilizar, aunque sea de un mínimo de conciencia, un mínimo de charlas. Yo creo que ha unido a las mujeres mucho el movimiento de 8M. Sobre todo, el año pasado [2018], en la Asamblea de los centros en Somosaguas nos juntamos muchísimas chicas. Entonces si no existiese eso, yo creo que muchas chicas pensarían lo que fuese, pero de forma individualista.[1111]



Figure 15 : Écriteau accroché à l'entrée de la faculté de psychologie. Université Complutense de Madrid, campus de Somosaguas. Photo prise par l'auteure le 25 novembre 2019.

Des associations universitaires non-mixtes comme *Histeria* cherchent à sensibiliser la communauté étudiante à des thématiques liées au genre et de faire prendre conscience de réalités telles que les violences subies par les femmes dans leur pays. À l'occasion du 25 novembre 2019, Journée Internationale contre les violences faites aux femmes, l'association universitaire a organisé une marche rendant hommage aux victimes directes et collatérales (parents, enfants, etc.) de féminicides. Les manifestantes, vêtues de noir en signe de deuil, scandaient les noms de femmes tuées, leur ville d'origine ainsi que les circonstances de leur décès, intercalés du slogan « no son muertas, son asesinadas ». Le parcours de la manifestation permettait au cortège de se faire entendre par un maximum d'étudiants des différentes facultés de Somosaguas. Les militantes de *Histeria* ont débuté leur manifestation à la faculté de Psychologie en faisant un *die-in*[1112] dans le hall, puis se sont arrêtées à la bibliothèque universitaire de la Faculté de Sciences Économiques pour y prononcer un discours :

[1111] Entretien avec Clara, 21 ans, étudiante en 4ème année de *Grado universitario* en Psychologie à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *Histeria*, réalisé le 03/12/2019.
[1112] Le *die-in* ou *lie-in* est un acte pendant lequel les manifestants simulent la mort en s'allongeant à même le sol et en restant immobiles pendant un temps donné.

> […]Hoy hablamos por las que no pueden hablar, luchamos por las que no pueden luchar. Hoy estamos aquí por las 51 mujeres asesinadas y por los tres menores que el Estado reconoce, pero también por las 37 que no son tenidas en cuenta. Queremos dar voz a todas ellas, y especialmente, dar cuerpo a aquellas no oficiales, a las invisibilizadas. También reclamamos que se tenga en cuenta a las madres asesinadas por sus hijos, para que no caigan en el olvido. […] Exigimos responsabilidad pública. Creemos que las medidas legales que se están tomando son insuficientes, demandamos que la protección hacia las víctimas y familiares sea absoluta y que se amplíen los supuestos que se valoran en los delitos por violencia machista, que se reconozca que no solo es ejercida en el ámbito íntimo. También queremos reivindicar la existencia de más tipos de violencia machista. Es violencia la sobrecarga de trabajo que sufren las mujeres, los salarios de las trabajadoras y el trato que se les da, es violencia la prostitución y las condiciones de trabajo de las que lo ejercen, y por supuesto es violencia que no todas las violaciones sean reconocidas como tal y que se culpe a la víctima. Desde la *Asamblea feminista de Somosaguas*, *Histeria* y todas las mujeres del campus luchamos y lucharemos por un espacio libre de machismo, un espacio en el que todas nos sintamos cómodas, seguras y valoradas. De aquí en adelante vamos a dar voz a todas las mujeres y seguiremos dándosela a las que ya no tienen.[…].[1113]

La marche s'est poursuivie dans les couloirs de la faculté, en passant par la Faculté de Sciences Politiques puis devant la chapelle (encourageant une grande partie d'entre elles à crier des slogans accusant l'Église d'être responsable du patriarcat et des féminicides). Par la suite, une conférence s'est tenue avec la présence d'une sociologue expliquant aux étudiants présents les différents mécanismes de domination conduisant aux violences machistes dans la société.



Figure 16 : Tract de la manifestation organisée le 25 novembre 2019- Campus de Somosaguas

Au-delà de la dimension purement revendicative, l'association organise des discussions sur des thématiques telles que la charge mentale des femmes, les micromachismes ou encore le harcèlement de rue. Par ailleurs, *Histeria* propose des ateliers de *self-défense*, à la suite de plusieurs demandes de la part d'étudiantes de la faculté, et lutte contre le harcèlement dans l'université aux côtés d'autres associations universitaires. Cette volonté de protéger les étudiantes entre et hors les murs de l'université est également partagée par une autre association féministe non-mixte, créée sur le campus de Ciudad Universitaria par des

[1113] Voir l'intégralité du discours sur la page Instagram de l'association *Histeria* : [https://www.instagram.com/p/B8HZ0uRqb0h/] (dernière consultation 03/03/2022).

étudiantes de la Faculté de Droit de l'Université Complutense. *Atenea* a vu le jour pratiquement au même moment que *Histeria*. Elena A., membre de l'association UEP-EI depuis plusieurs années, en est l'une de ses fondatrices. Sa volonté, ainsi que celle de ses camarades, était de créer un espace de dialogue et de protection des étudiantes :

> Se está creando Atenea, que es la asociación feminista de la facultad de Derecho y parece que ya tiene bastante fuerza. Ya hemos recibido a nuestra primera víctima de acoso, entonces, no era inútil. Intentamos registrarla, no es una asociación como tal y estamos en ello. También hemos celebrado el 25N, el 8M en los inicios de la creación. El 8M fue muy fuerte en España. Y en ese 8M, una de las chicas de Derecho fue atacada durante la manifestación. No sé si acabó con una denuncia...[1114].

Toutes les fondatrices de ces très jeunes organisations s'accordent sur leur objectif de vouloir être utiles à la cause des étudiantes de leurs facultés respectives et de les protéger contre d'éventuelles menaces telles que le harcèlement ou les agressions sexuelles.

Cette forme d'activisme associatif permet également à bon nombre de jeunes femmes de s'exprimer librement, de se sentir soutenues et de développer une identité politique affirmée et assumée. Le caractère intersectionnel défendu par le mouvement féministe majoritaire est au cœur de la réflexion politique de certaines jeunes femmes interrogées, comme Alba. Cette étudiante a déjà eu une première expérience d'activiste, mais grâce à ses activités au sein de *Histeria*, notamment en tant que cofondatrice, elle a pu développer un militantisme en parfaite adéquation avec ses idées :

> Siempre me ha llamado mucho la política desde que era muy pequeña, y me sentía muy interesada por todos los temas como principales en plan… pues la mujer, el racismo, la homofobia. Estoy muy implicada en estos temas, sobre todo me muevo a nivel feminista, luego siempre se va a mezclar. Nunca tengo ese nivel de feminista sólo, es feminista, pero es antifascista, es anti racista. Y en general siempre intento movilizarme, ahora estoy metida en lo de la universidad y antes estaba metida en un colectivo. No estuve mucho tiempo porque eran anarquistas ellas, y al llevar una línea diferente, la manera de trabajar es diferente. Entonces al final estaba un poco incómoda y me fui[1115].

Pour d'autres étudiantes comme Clara, la création d'une association féministe lui a offert sa première expérience collective de militantisme et lui a permis s'intéresser à la politique et de se forger une véritable opinion :

> Eso hace que abras completamente tus esquemas y que entiendas la política sobre todo de otra manera. Y antes era mucho más individualista, por ejemplo, ahora creo que soy mucho más colectivista en mi forma de pensar. Hace unos años, del movimiento feminista, creía que había gente muy extrema que no sé qué, y ahora ya veo a esas mismas personas de otra manera[1116].

[1114] Entretien avec Elena A.,*op. cit.*
[1115] Entretien avec Alba, *op. cit*.
[1116] Entretien avec Clara, *op. cit*.

Du 15-M à la grève féministe du 8 mars 2018 en passant par l'essor des manifestations contre les violences faites aux femmes le 25 novembre, l'Espagne est marquée par une période active de remise en question des codes liés au genre et au modèle patriarcal[1117]. Cette forme de radicalisation du féminisme peut s'expliquer principalement par la remise en cause régulière des droits des femmes provenant de rétropédalages législatifs (comme pour le droit d'accès à l'avortement) et d'un contexte économique et social encore inégalitaire. Par ailleurs, le renforcement du caractère exclusivement féminin du mouvement féministe permet à de jeunes femmes d'être à l'initiative de la création de nouvelles assemblées au sein même de leur université. Cette possibilité les conforte dans l'expression de leurs idées et de leurs revendications, ce qui, par extension, finit par développer en elles un certain intérêt pour l'actualité et la participation politiques.

Le courant féministe majoritaire de ce début du XXIème siècle se différencie des autres vagues féministes par sa volonté accrue de déconstruire les mécanismes de domination masculine, au-delà de militer pour des actions favorables à la revalorisation des conditions des femmes dans les sociétés[1118]. Cette nouvelle vague féministe est beaucoup plus clivante, car elle semble rejeter toute forme de féminisme en lien avec la religion ou avec le modèle économique des sociétés occidentales, car ces éléments sont considérés comme des facteurs d'oppression des femmes. Un militantisme offensif, bien plus réactif et viral, notamment grâce aux réseaux sociaux, cherche à éradiquer par la racine toute forme de violences et de discriminations liées au genre et vient se superposer à un militantisme défensif visant à protéger les femmes, porté par l'ensemble des courants féministes[1119]. Cette aspiration à en finir avec le patriarcat de manière radicale ainsi que les tensions qu'elle provoque sont de plus en plus visibles au sein de la communauté étudiante. Même s'il suscite parfois l'incompréhension d'une minorité d'individus et qu'il est défendu et interprété sous différentes formes, le féminisme incite à l'action et à la participation massive des jeunes, notamment dans les universités.

[1117] CEBERIO BELAZA Mónica, « De Gallardón a La Manada: el porqué del éxito arrollador del 8-M en España »,
El País, 18 mars 2018. Accès: [https://elpais.com/politica/2018/03/17/actualidad/1521284688_453147.html] (Dernière consultation: 27/01/2022).

[1118] VALCÁRCEL Amelia, *Ahora, feminismo. Cuestiones candentes y frentes abiertos*, Madrid, Cátedra, 2019.

[1119] MONTAGNON Marie, « "Tout changer" : transformations sociales, défis politiques et dynamiques internationales. Retour sur les demandes d'émancipation du mouvement féministe espagnol », in *Revue internationale et stratégique*, n° 119/3, 2020, p. 117-127.

Conclusions intermédiaires : Féminisme et écologie : piliers de l'action collective de la jeunesse espagnole

Ces dernières années, le mouvement écologiste et le mouvement féministe ont gagné en visibilité en Espagne. La libération de la parole et la diffusion instantanée d'informations et de données scientifiques ont été facilitées par la viralité liée au développement des réseaux sociaux. Ceci a permis à un public très large à échelle mondiale de prendre conscience d'un ensemble de problèmes sociétaux mettant en danger l'humanité, avec les femmes comme premières victimes collatérales. En effet, si le réchauffement climatique impacte l'ensemble des habitants de la planète, les conséquences sur l'égalité des genres[1120] et la protection des femmes risquent d'être plus importantes[1121]. De ce fait, écologie et féminisme sont intrinsèquement liés, ce qui se traduit par une recrudescence de militants engagés pour ces deux causes.

Bien au-delà de l'affiliation à un parti politique, ce militantisme multiple au sein de ces nouveaux mouvements sociaux séduit un nombre de plus en plus élevé de jeunes Espagnols, notamment au sein de la communauté étudiante. Jugeant des actions de la part de la classe politique trop laxistes ou inefficaces, ces jeunes décident d'agir à leur manière et à leur échelle dans le but de changer les choses. Dans le même temps, les causes environnementale et féministe sont devenues le point névralgique des dissonances idéologiques et des tensions sociales entre les partisans de différentes orientations politiques. La modération appelle la radicalité et la radicalité provoque une contre-réaction de la part de groupes en totale opposition. Ainsi, le féminisme libéral est supplanté par le féminisme radical d'extrême gauche, ce qui alimente un discours de haine de la part de militants d'extrême droite. De même, l'absence de mesures concrètes prise par le Gouvernement en matière d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique invite de nombreux Espagnols à intégrer des organisations environnementales et à agir collectivement et individuellement, ce qui incite les plus sceptiques à détourner encore plus le regard de l'incendie que les êtres humains ont eux-mêmes provoqué.

Le féminisme et l'écologie sont donc des facteurs majeurs des transformations sociétales auxquelles participe la jeunesse espagnole, tout comme des éléments constitutifs de

[1120] DENTON Fatma « Climate change vulnerability, impacts, and adaptation: Why does gender matter ? », in *Gender &Development*, n°10/2, 2002, p. 10-20.
[1121] ARORA-JONSSON Seema, « Virtue and vulnerability : Discourses on Women, Gender and Climate Change », in *Global Environmental Change*, n°21/2, 2011, p. 744-751.

l’identité politique de cette dernière. Qu’il s’agisse d’actions collectives menées dans ou hors le milieu universitaire, ou bien d’actions individuelles traduites par des publications sur les réseaux sociaux ou un changement d’habitudes de consommation au quotidien, les associations universitaires servent de fil conducteur dans le développement d’initiatives et permettent à des étudiants de développer des pratiques militantes, dans le prolongement des mouvements sociaux.

Chapitre 8 – D'un activisme collectif et fort à une participation individuelle et ponctuelle : le devenir de l'associationnisme étudiant

Confrontés à une précarité grandissante et au mutisme de leurs dirigeants, les jeunes ont mis en place une forme de révolte visant à défendre leurs droits et leur dignité. Dans son ouvrage *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Francis Fukuyama, professeur en économie politique, développe le concept de « révolte thymotique »[1122]. Le 15-M fait justement partie de ces élans de protestation révélant le mal-être et la colère d'un groupe massif d'individus. Ces mobilisations de 2011 se basent sur une demande de reconnaissance et un appel à l'action des dirigeants pour rétablir l'égalité et la dignité des citoyens face à une ou plusieurs menaces : précarité, violences, pauvreté, discriminations, risques pour la santé et pour l'avenir, etc.

Dans ce chapitre, nous nous proposons donc d'étudier la façon dont l'éveil démocratique du 15-M a influencé les pratiques militantes et associatives des étudiants des générations Y et Z. Nous nous interrogerons dans un premier temps sur la perception de ce mouvement social par la communauté étudiante. Nous analyserons ensuite l'évolution de la participation politique des étudiants ainsi que l'influence du 15-M dans la construction de nouvelles formes de militantisme. Enfin, nous évaluerons en quoi les pratiques militantes héritées du 15-M, notamment en ligne, peuvent influencer les organisations étudiantes au moment poursuivre leurs actions en-dehors des locaux de l'université, y compris dans un contexte inédit d'isolement contraint tel que le confinement de 2020 lié à la pandémie de COVID-19.

8.1. Huit ans plus tard, que reste-t-il du 15-M dans les associations universitaires ?

Le 15-M représente un moment démocratique capital dans l'histoire récente de l'Espagne. Il est le symbole de la mobilisation collective face à un système politique hermétique aux préoccupations des citoyens. Pour les jeunes ayant directement participé à ce mouvement social, cela a marqué un tourant dans leur participation politique. Même si la

[1122] L'expression vient du grec *thymos*, qui peut se traduire par « amour-propre » ou « estime de soi ». Francis Fukuyama désigne la « thymotic anger » comme l'émotion qui incite l'individu à exiger de la reconnaissance et à lutter contre les injustices à son égard. Voir FUKUYAMA Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme [1992]* (traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal), Paris, Flammarion, 2018, p. 172-177.

majorité des étudiants interrogés lors de nos travaux de terrain était âgée de 10 à 16 ans en 2011, le *quincemayisme* semble avoir germé dans leurs esprits et les a initiés à la politique ainsi qu'à la mobilisation collective. Bien que « l'esprit 15-M » semble avoir marqué plusieurs générations d'Espagnols, nous pouvons néanmoins nous demander si ce mouvement social perdure réellement en toile de fond d'autres mouvements sociaux actuels, ou s'il n'est finalement qu'une référence dans l'histoire du militantisme du pays.

8.1.1. Une page tournée de l'Histoire politique ?

Le 15-M est l'objet de nombreuses discussions. Ce mouvement social a remis en question l'ensemble du système politique et a placé la démocratie participative au cœur de l'activisme citoyen. Son organisation, dépourvue de hiérarchie, sa transversalité et son rejet d'appartenance politique ont transformé le 15-M en un mouvement rompant avec la politique traditionnelle. Comme le souligne Íñigo Errejón dans un article de 2015:

> se puede afirmar que el 15-M, con su lenguaje, sus formas características de intervención y sus demandas, abrió un ciclo de acción colectiva en el tiempo de la crisis económica (y política), en el que después se han inscrito sujetos y organizaciones muy diferentes, con importantes variaciones territoriales[1123].

Le 15-M a pointé du doigt un système économique faillible, mettant en danger les plus vulnérables ainsi que l'équilibre de la société espagnole. Hostiles à l'égard du capitalisme, les militants défendaient la nécessité de trouver un système plus juste et durable, évitant ainsi un accroissement des inégalités en cas de crises majeures comme celle de 2008. Dès lors, les partis politiques existants ont dû repenser leur fonctionnement et redorer leur blason, terni par la corruption et les conséquences dramatiques de la crise et de l'austérité sur les couches de la population les plus vulnérables. Par ailleurs, de nouvelles forces politiques viennent concurrencer le quasi *statu quo* maintenu par le PP et le PSOE depuis des années.

Le 15-M a, dans le même temps, provoqué un regain d'intérêt à l'égard de la politique, et ce de manière durable. En effet, d'après les données du CIS, seuls 7,8% des Espagnols se considéraient comme « très intéressés » par la politique et 17,7% « assez intéressés »[1124]. Cinq ans plus tard, après les élections législatives de 2016, ce chiffre montait à 10% pour les

[1123] ERREJÓN Iñigo, « We the People…», *op. cit.*, p. 125.
[1124] CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLÓGICAS (CIS), *Preferencias sobre los procesos de toma de decisiones políticas*, n° 2860, Janvier/Février 2011, p. 2.

citoyens « très intéressés » et 29,4% pour les habitants « assez intéressés »[1125]. En 2019, après les différents scrutins organisés en avril, 9,9% des Espagnols se considéraient comme « très intéressés » et 31,9% « assez intéressés »[1126].

Il semblerait que le mouvement social du 15-M ait connu différentes phases d'évolution et continue indirectement d'exister, dilué dans d'autres formes de mobilisations collectives ou à travers certains représentants de la classe politique. Pour tenter de proposer une typologie des étapes du 15-M et de ses ramifications, nous nous appuierons principalement sur la chronologie et l'analyse effectuées par Daniel Rueda, chercheur en sciences politiques au King's College de Londres[1127]. Ce dernier distingue trois phases du 15-M, caractérisées par un étroit lien avec la création et l'évolution de Podemos. Le schéma ci-dessous permet de synthétiser les différentes étapes du 15-M en les associant à l'historique de Podemos.

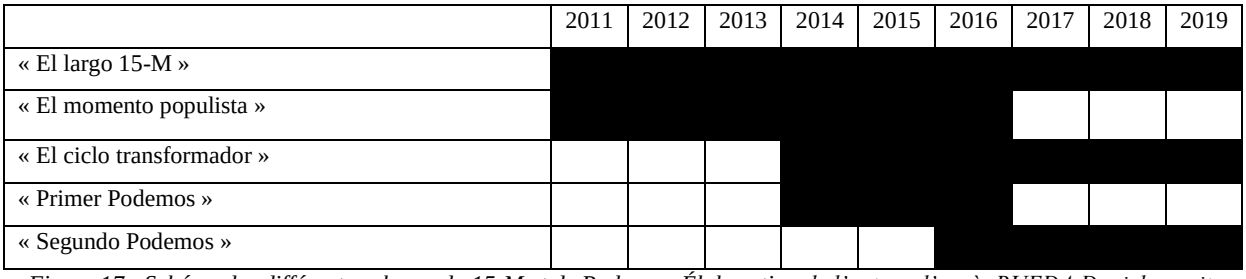


Figure 17 : Schéma des différentes phases du 15-M et de Podemos. Élaboration de l'auteur d'après RUEDA Daniel, op.cit.

D'après l'auteur, le « long 15-M » correspond à l'ensemble des influences du mouvement social, tant au niveau des mobilisations collectives que du panorama politique. Il s'est inspiré des travaux de l'historien britannique Richard Vinen, qui avait analysé les effets à long terme des manifestations de mai 1968[1128]. Selon Rueda, le 15-M tout comme mai 68 ont eu des effets perceptibles de façon pérenne en termes politiques et sociaux.

L'étape du « moment populiste » fait quant à elle référence au concept développé par Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, principales sources idéologiques utilisées par les fondateurs de Podemos lors de sa création. Le 15-M marque le point de rupture avec l'hégémonie politique et le système économique libéral, creusant un fossé plus profond entre le peuple, désireux de retrouver sa souveraineté, et ses dirigeants, considérés comme une « caste » insensible aux préoccupations citoyennes. Comme nous pouvons le voir sur le schéma synthétique ci-dessus,

[1125] CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLÓGICAS (CIS), *Postelectoral elecciones generales 2016*, n° 3145, Juin 2016, p. 4.
[1126] CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLÓGICAS (CIS), *Postelectoral elecciones generales 2019*, n° 3248, Mai 2019, p. 4.
[1127] RUEDA Daniel, « Los legados institucionales del largo 15-M...», *op. cit.*
[1128] VINEN Richard, *The Long '68: Radical protests and its enemies*, Londres, Penguin Books, 2018.

la création et les premiers résultats de Podemos interviennent vers le milieu de cette phase du 15-M. Cette dernière se chevauche avec la troisième phase appelée par Daniel Rueda le « cycle de transformations ».

Celui-ci débute au moment de la création de Podemos et se poursuit au-delà de 2016, année où l'auteur détermine la fin du « moment populiste ». La fin de cette phase coïncide avec l'entrée de Podemos au Congreso de Diputados suite aux élections législatives de la même année. Principalement plébiscité par les jeunes et les classes sociales les plus modestes, Podemos obtient des résultats satisfaisants en deux ans d'existence et interprète cela comme le prolongement électoral des revendications du 15-M. Faisant front à la « caste » et apparaissant comme novateur et assez fort face aux géants du bipartisme, Podemos va néanmoins montrer des signes de faiblesse au niveau interne à partir de 2016, ce qui correspond sur notre schéma à la fois à la fin du « moment populiste » et de « Podemos 1 ».

Pendant le « cycle de transformations », Podemos a connu des divisions internes importantes au point que le parti s'est scindé en deux entités : l'une fidèle à Pablo Iglesias et l'autre proche d'Íñigo Errejón. Suite au congrès de Vistalegre II en 2017, Podemos connaît donc une refonte et continue de s'inscrire dans le « cycle de transformations » en s'associant avec le PSOE. De son côté, Íñigo Errejón poursuit sa trajectoire électorale en développement son propre parti à échelle nationale.

En 2019, la série de nombreux scrutins et de campagnes électorales sur huit mois va entraîner de nombreuses batailles politiques. En novembre, l'alliance Podemos/PSOE est définitivement scellée. Dès lors, l'électorat originel de Podemos semble divisé. Pour certains, cette coalition représente un atout pour la gauche et la survie du parti et, en un sens, de l'idéal *quincemayiste*. Pour d'autres, le rapprochement de Podemos avec le PSOE, parti traditionnel et faisant partie intégrante de la « caste » vivement critiquée lors du 15-M, est considéré comme une trahison[1129]. L'accès de Podemos aux plus hautes sphères du pouvoir et la perception du parti politique par les Espagnols[1130] désireux de voir perdurer l'idéal

[1129] Sur la question de la figure du traitre et de la trahison en politique, voir DEVILLIERS Wendy, RUELLE Alexandre (coord.), *Le traître en politique : profils, parcours et perception*, in *Les Cahiers d'Agora : revue en humanités*, n° 6, 2021. Accès : [https://cyagora.cyu.fr/version-francaise/cahiers-dagora-revue-en-humanites/numero-6] (Dernière consultation : 22/08/2022).

[1130] (Actualisation) Au moment où nous terminons d'écrire notre travail de recherches, des sondages et des interviews effectués dans le quartier de Vallecas, bastion électoral du leader de Podemos lors de ses premiers pas en politique, montrent que les habitants se sont lassés de Pablo Iglesias depuis 2019 (voir les résultats des deux dernières élections régionales dans les quartiers de Puente Vallecas et Villa Vallecas sur le site de la Comunidad de Madrid : [https://resultados2021.comunidad.madrid/Resultados/Comunidad-de-Madrid/Madrid/Madrid/Villa-Vallecas/221/es] (Dernière consultation : 21/08/2022). Cet abandon de la classe populaire se traduira par l'échec

quincemayiste semblent avoir fait disparaître « l'esprit 15-M » des institutions et du débat politique. L'entrée d'Unidas Podemos au gouvernement semble avoir contribué à neutraliser certains éléments de discours hérités du 15-M. Comme le souligne Daniel Rueda :

> [S]i en el contexto del 15-M parecía apropiado crear un antagonista basado en la equivalencia entre PP y PSOE (fuerzas que agotaban el lugar del poder desde hacía décadas) ocho años después sería estratégicamente problemático señalar a una 'casta' o un 'régimen' que sitúe en el mismo lugar discursivo a todo lo que hay entre Unidas Podemos y Vox, no digamos ya en el contexto de un gobierno PSOE- Unidas Podemos[1131].

Bien que le 15-M semble s'être essoufflé dans la sphère politique, l'élan de contestation qu'il a provoqué a laissé ses marques, notamment dans l'élaboration des programmes électoraux ou dans les discours de campagne. Lors de nos travaux de terrain, nous avons constaté que beaucoup d'étudiants perçoivent les propositions de la coalition de gauche ou même d'autres partis politiques comme des reliquats des revendications du 15-M. Comme l'indique Pablo, un étudiant en Histoire originaire des Asturies :

> El movimiento 15M trae discursos de igualdad, pero también de regeneración política. Y creo que algunos partidos como por ejemplo Ciudadanos e incluso los propios partidos tradicionales, sí que han intentado por ejemplo adecuar sus esencias a las necesidades del 15M. No sé hasta qué punto, pero algo sí[1132].

Par ailleurs, le 15-M est, pour l'ensemble des étudiants interrogés, quel que soit leur appartenance politique, un point de départ dans la diversification du choix politique et la création de nouveaux partis. C'est ce qu'explique par exemple Andrés, étudiant de 20 ans originaire d'Extremadura :

> Incluso a raíz del 15M, en el propio panorama político surgieron nuevos partidos, ya la gente se está viendo que vota más a nuevos partidos y un poco a esos viejos partidos de los que hablaban el 15M, que era la vieja política, eran partidos que no luchaban por los problemas reales de la gente. Ya no se alude al 15M directamente, pero sí que ha tenido unas consecuencias derivadas, que ya se han cristalizado ya un poco[1133].

Afin d'illustrer l'influence du 15-M dans l'élaboration des programmes électoraux, y compris dans le temps récent, nous proposons de mettre en perspective les principales revendications

---

aux élections régionales de mai 2021 de Podemos, au cours desquelles Pablo Iglesias avait démissionné de son poste de vice premier ministre pour se présenter à la présidence de la région de Madrid. Après cette débâcle électorale, Pablo Iglesias finira par abandonner toute activité politique. Nous avançons l'hypothèse qu'il existe dorénavant un troisième Podemos, depuis la démission de Pablo Iglesias en mai 2021, soit dix ans après les premiers rassemblements à la Puerta del Sol. Cette piste reste à approfondir et à analyser dans des travaux de recherche ultérieurs.

[1131] RUEDA Daniel, *op. cit.*, p. 19.

[1132] Entretien avec Pablo, 24 ans, étudiant en 1ère année de *Grado universitario* en Histoire à l'Université Autonome de Madrid, membre de l'association universitaire *Sociedad de Debate*, réalisé le 23/11/2019.

[1133] Entretien avec Andrés, 20 ans, étudiant en 2ème année de *Grado universitario* en Droit et Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 06/05/2019.

du mouvement social de 2011 et les programmes électoraux des partis majoritaires lors des élections législatives du 10 novembre 2019 :

Principales revendications du 15-M	**Apparition de ces revendications dans les propositions des programmes électoraux de 2019**					
	Podemos[1134]	MP[1135]	PSOE[1136]	Ciudadanos[1137]	PP[1138]	Vox[1139]
Réforme de la loi électorale	X	X		X		X
Développement des garanties de logement (aide sociale au logement, agrandissement du parc des logements sociaux sur le territoire, etc.)	X	X	X	X	X	
Amélioration de la qualité des services de santé publique	X	X	X	X	X	X
Accès à des soins gratuits, couverture universelle	X	X	X			
Renforcement de l'éducation publique, gratuite et laïque	X	X	X	X		
Favorisation de l'égalité des chances à travers l'éducation	X	X	X	X	X	X
Réforme fiscale permettant de réduire les inégalités	X	X	X	X		X
Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales	X	X	X	X	X	
Élimination des privilèges de la classe politique	X			X		
Renforcement de la lutte contre la corruption	X	X	X	X	X	X
Transparence sur les comptes publics et les financements des partis politiques	X	X	X	X	X	X
Développement d'initiatives de démocratie participative dans les institutions	X	X	X			
Amélioration du marché de l'emploi et des conditions de travail : limitation des contrats précaires, augmentation du revenu minimum interprofessionnel, etc.	X	X	X	X		
Séparation de l'Église et de l'État	X					
Fermeture des centrales nucléaires						
Développement des énergies renouvelables	X	X	X	X	X	
Renationalisation des entreprises publiques privatisées						

Figure 18 : Synthèse des principales revendications du 15-M et leur apparition dans les propositions des programmes des partis politiques majoritaires. Élections législatives du 10 novembre 2019 (Élaboration de l'auteure).

[1134] PODEMOS, *Programa de Podemos. Las razones siguen intactas*, 2019. Accès: [https://podemos.info/wp-content/uploads/2019/10/Podemos_programa_generales_10N.pdf] (Dernière consultation: 01/05/2022).
[1135] MÁS PAÍS, *Programa Elecciones generales 10N. Desbloquear, Avanzar, Más País*, 2019. Accès: [https://maspais.es/uploads/programa.pdf] (Dernière consultation: 01/05/2022).
[1136] PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Programa electoral PSOE…*, *op. cit.*
[1137] CIUDADANOS, *Programa electoral elecciones generales 2019 -10N. Un gran acuerdo nacional para poner España en marcha*, 2019. Accès: [https://www.ciudadanos-cs.org/programa-electoral] (Dernière consultation: 01/05/2022).
[1138] PARTIDO POPULAR, *Programa electoral 2019. Por todo lo que nos une*, 2019. Accès: [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/pp_programa_electoral_2019.pdf] (Dernière consultation : 01/05/2022).
[1139] VOX, *100 medidas para la España viva*, 2019. Accès: [https://www.voxespana.es/biblioteca/espana/2018m/gal_c2d72e181103013447.pdf](Dernière consultation: 01/05/2022).

Dans le tableau ci-dessus, nous constatons que même les partis traditionnels ont embrassé des causes défendues par le 15-M, notamment en ce qui concerne la transparence et l'exemplarité de la sphère politique (lutte contre la corruption, l'évasion ou la fraude fiscale, ouverture de l'accès à des informations sur les votes et les lois en cours, etc.). Pourtant, sous l'ère du bipartisme, ces thèmes n'étaient pas si explicitement énoncés dans les programmes. Si nous comparons par exemple les programmes du PP des élections législatives de 2008, 2011 et 2015 avec celui de 2019, nous pouvons constater une évolution sur ces questions. En effet, en 2008, la sécurité est considérée comme une « máxima prioridad » Le développement économique du pays arrive ensuite en deuxième place, suivi de l'éducation. L'accent est mis sur la « inversión en capital humano y tecnológico », expression qui figure à deux endroits du programme (points 6 et 13), ce qui montre que le développement économique et scientifique du pays est aussi au cœur des propositions du PP. En revanche, la lutte contre l'exclusion sociale et la garantie d'accès à un logement n'apparaissent expressément qu'à la dernière partie du programme (point 14). Lors des élections législatives de 2008, le programme du parti de Mariano Rajoy ne mentionne ni la corruption ni le terme « transparence ». Les propositions visant à améliorer la qualité de la démocratie (point 3) offrent la possibilité aux citoyens de suivre le cheminement des projets et propositions de loi, leurs contenus ainsi que les conditions de leur adoption, mais rien de tel n'est exposé concernant le suivi des dépenses publiques (seuls les parlementaires sont habilités à demander des comptes aux Ministres par exemple)[1140]. Lors des élections législatives de 2011, quelques mois après les premiers rassemblements du 15-M, le PP semble avoir changé de priorités : l'emploi, la transparence des comptes publics, l'éducation, le bien-être social et l'accès au logement articulent les bases du programme. Le titre même du programme, *Más sociedad, mejor gobierno*, démontre une forme de refonte des intentions du parti[1141], ce qui finit par réussir à Mariano Rajoy cette année-là[1142]. Des termes comme « transparencia », « equidad », ou « cohesión » y figurent dès le sommaire, en réponse aux revendications *quincemayistes*. La lutte contre la corruption n'est toujours pas mentionnée explicitement, mais l'expression d'une volonté de « transparence » dans la gestion du budget de l'État et des comptes publics y est clairement indiquée. Il faudra

[1140] PARTIDO POPULAR, *Las ideas claras. Con Rajoy es posible*, Programme du PP pour les élections législatives de 2008. Accès : [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/1191-20090909122124.pdf] (Dernière consultation : 22/08/2022).
[1141] PARTIDO POPULAR, *Más sociedad, mejor gobierno*, Programme du PP pour les élections législatives de 2011. Accès : [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/5751-20111101123811.pdf] (Dernière consultation : 22/08/2022).
[1142] CÉSPEDES Jaime, PINEIRA Carmen, L'Espagne : quels enjeux pour l'Europe ?, Paris, L'Harmattan, 2012.

attendre le programme de 2015 du Partido Popular pour que les termes « combatir la corrupción » fassent leur apparition[1143], au même moment où Podemos se présente pour la première fois aux élections législatives. En 2019, face à la concurrence de Vox, le PP semble laisser un peu de côté la lutte contre la corruption au profit d'une affirmation de valeurs patriotiques, mais la transparence et la « régénération démocratique » restent des points abordés dans le programme.

Le PSOE adopte, quant à lui, une trajectoire quelque peu différente, étant donné qu'il prévoit dès 2008 de garantir un accès public aux informations liées au budget de l'État[1144], mais ne fait pas référence à la fraude ou à l'évasion fiscale. En 2011, cette question apparaît dans le programme. Comme pour le PP, nous retrouvons des termes similaires comme « equidad », « cohesión », « transparencia »[1145]. Tout comme pour le parti de droite, il faudra attendre 2015 pour que le programme du parti socialiste espagnol mentionne clairement une volonté de lutter contre la corruption dans le but de « sanear [las] cuentas públicas » et de « recobrar la confianza »[1146]. En 2019, une partie entière du programme est consacrée à la « régénération démocratique » et, sans doute dans le but de se rapprocher des électeurs de Podemos, le PSOE développe ses propositions quant à la démocratie participative et délibérative.

Tout ceci démontre qu'au-delà des clivages, l'ensemble du spectre politique se nourrit de revendications mises en lumière par le mouvement social en 2011. Malgré leurs divergences, tous les partis politiques s'accordent sur un point : pour mobiliser les Espagnols lors des élections et les amener à voter, ils doivent montrer une volonté de rendre la politique exemplaire et à la hauteur des exigences du peuple, devenu plus averti et critique grâce à la vague de contestation de 2011. Concernant la mobilisation collective, le mouvement social s'inscrit sur le temps long, comme le confirme Daniel Rueda. Le « largo 15-M » a laissé de nombreuses influences dans la forme et le fond d'autres organisations sociales, ainsi que dans l'implication de la jeunesse étudiante dans celles-ci.

[1143] PARTIDO POPULAR, *Seguir avanzando*, Programme du PP pour les élections législatives de 2015. Accès : [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/programa2015.pdf] (Dernière consultation : 22/08/2022).
[1144] PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Motivos para creer*, Programme du PSOE pour les élections législatives de 2008. Accès : [https://www.psoe.es/media-content/2015/09/176123-000000118784.pdf] (Dernière consultation : 22/08/2022).
[1145] PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Un programa electoral para ganar el futuro*, Programme du PSOE pour les élections législatives de 2011. Accès : [https://www.psoe.es/media-content/2015/03/Programa-Electoral-Generales-2011.pdf] (Dernière consultation : 22/08/2022).
[1146] PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *El cambio que une*, Programme du PSOE pour les élections législatives de 2015. Accès : [https://www.psoe.es/media-content/2015/11/PSOE_Programa_Electoral_2015.pdf] (Dernière consultation : 22/08/2022).

8.1.2. Un mouvement-clé dans le militantisme de la jeunesse espagnole actuelle

Bien que le 15-M n'existe plus en tant que mouvement social, il a permis aux Espagnols de développer des réseaux de solidarité qui permettent parfois de combler certaines lacunes matérielles ou financières auxquelles l'État seul ne peut palier. La remise en question du système a fortement contribué à une forme d'émancipation du peuple à l'égard des institutions en cas de dysfonctionnement structurel[1147], comme une crise économique par exemple. Par ailleurs, la mobilisation et l'action collective semblent s'être émancipées de toute structure organisée. Comme le résume Irene Valero Otero, chercheuse en sociologie politique à l'Université Complutense, dans un article paru en 2016 :

> Sin duda, el cambio más significativo, fue crear una conciencia crítica ciudadana y hacer ver, cómo si la ciudadanía quiere, puede organizarse y unirse para un fin común. […] Otro aspecto relevante es que desde el 15M la participación ciudadana ya no vendrá de la mano de sindicatos, partidos políticos u organizaciones, sino de las redes sociales. Estas serán quienes movilizarán a los ciudadanos.[1148]

Le 15-M a rendu visibles les jeunes grâce à l'implication de *Juventud sin Futuro* lors des rassemblements. Cette réappropriation de la politique par les jeunes générations leur a permis de témoigner de leurs préoccupations à l'égard de leurs perspectives d'avenir. Pour David, qui avait 11 ans au moment du 15-M, considère par exemple que:

> Fue el golpe en la mesa y decir "oye que somos el pueblo y que el pueblo nos tenéis que escuchar". Y eso es algo que en España no se había comprendido desde hace mucho, mucho tiempo[1149].

Dix ans plus tard, les effets du 15-M sur la démocratie et la politique sont encore perceptibles[1150]. Chez les jeunes générations actuelles, le constat est le même, à l'instar de Rómulo, un étudiant madrilène proche de Manuela Carmena qui affirme que :

> Ahora, los jóvenes se movilizan mucho más a la hora de manifestar sus ideas y sus intenciones. Yo creo que por ejemplo el 15M claramente fue un boom en ese sentido[1151].

[1147] SOLA Jorge, « La reconstrucción de la solidaridad en un contexto neoliberal doble movimiento y apoyo mutuo tras el 15M (y más allá) », in *Encrucijadas: Revista critica de Ciencias Sociales*, n° 21/3, 2021. Accès: [https://recyt.fecyt.es/index.php/encrucijadas/article/view/81063] (Dernière consultation : 21/08/2022).

[1148] VALERO OTERO Irene, « La visión de los jóvenes universitarios sobre el movimiento 15 M », in *Lurralde : Investigación y espacio*, n° 39, 2016, p. 86-105, p. 103.

[1149] Entretien avec David, *op. cit.*

[1150] CASTAÑO Pablo, « El movimiento 15-M en 7 claves, una década después », in *CTXT*, n° 272, mai 2021. Accès: [https://ctxt.es/es/20210501/Firmas/35980/15m-sol-aniversario-sol-acampada-podemos.htm] (Dernière consultation: 27/04/2022).

[1151] Entretien avec Rómulo, 19 ans, étudiant en 1ère année de *Grado universitario* en Sciences Sociales et Humanités à l'université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 07/05/2019.

Nous retrouvons des revendications similaires à celles du 15-M dans la plupart des propos recueillis lors entretiens réalisés dans les universités en 2019, à la différence que celles-ci s'articulent principalement autour de thématiques précises, telles que l'écologie ou le féminisme par exemple. Comme l'explique Germán Cano Cuenca, dans son ouvrage *Fuerzas de flaqueza: nuevas gramáticas políticas, del 15M a Podemos* :

> [E]l 15M ha ampliado el radio de acción de la protesta en unos términos mayoritarios hasta ahora desconocidos. Por último, y no menos importante, manifiesta una mayor preocupación ecológica y una sensibilidad inclusiva en cuestiones de género que contrasta con las inercias machistas que repetidamente aparecieron en las proclamas sesentayochistas[1152].

La naissance des mouvements écologiste et féministe en Espagne est certes antérieure au 15-M, mais depuis les rassemblements de la Puerta del Sol, ils ne sont pas sans rappeler des similitudes avec le 15-M, tant sur le fond que sur la forme. Principalement portés par la jeunesse, ils s'appuient parfois sur des organisations internationales, telles que *Fridays for Future* ou *Extinction Rebellion* pour le mouvement écologiste par exemple. Tout comme lors de la Grande Récession, les jeunes expriment, lors de manifestations ou sur Internet, de fortes préoccupations concernant leur futur ainsi que celui de la collectivité[1153]. La rapidité d'action est rendue possible grâce à Internet et permet la création instantanée d'initiatives pouvant prendre une ampleur nationale voire internationale en quelques heures[1154]. Dans une publication de l'Instituto Nacional de la Juventud Española (INJUVE), Sofía Taibo Urquía, consultante pour la Fondation Telefónica, explique qu'il s'agit là de l'une des principales forces mobilisatrices des jeunes :

> Buscan crear proyectos memorables, que cambien su entorno, ayuden a las personas de su alrededor, pero también a las del resto del mundo. "Productivizan" las acciones sociales, no por frivolidad, sino porque saben que de esta forma llegarán a más gente, generarán más ruido, obtendrán más impacto. Los jóvenes españoles lo tienen claro: la acción social ha cambiado, y están dispuestos a demostrarlo[1155].

[1152] CANO CUENCA Germán, *Fuerzas de flaqueza…, op. cit.*, p. 120.
[1153] GARCÍA GALERA María del Carmen, DEL HOYO HURTADO Mercedes, « Redes sociales, un medio para la movilización juvenil », in *Zer: Revista de estudios de comunicación*, n° 34, 2013, p. 111-125.
[1154] ROVIRA SANCHO Guiomar, « De las redes activistas a las multitudes conectadas: movilización social, protesta global y tecnologías de la comunicación », in CANDÓN-MENA José (coord.), *Move.Net. Actas del I Congreso Internacional Move.Net sobre Movimientos Sociales y TIC*, Séville, Universidad de Sevilla, 2015, p. 307-317.
[1155] TAIBO URQUÍA Sofía, « Jóvenes en la nueva acción social digital », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y nuevas formas de consumo*, INJUVE, n°119, 2018, p.93-108, p. 105.

Une grève étudiante pour le climat est convoquée en ligne et organisée le 15 mars 2019 à la Puerta del Sol, mais également dans différentes capitales européennes, pour répondre à l'appel de Greta Thunberg et de *Fridays for Future*[1156]. Comme un symbole, même si le mois diverge, le nom donné à cette manifestation de grande ampleur en Espagne est le « 15-M verde ». Les messages diffusés sur les pancartes en 2011 et 2019 présentent de nombreuses similitudes. Nous proposons de donner quelques exemples en effectuant un comparatif des principaux éléments de langage de ces deux manifestations à l'aide du tableau suivant :

[1156] ZARZALEJOS Ana, « Las claves de la huelga mundial por el clima: así va a ser el 15M verde en España », *Business Insider*, 15 mars 2019. Accès : [https://www.businessinsider.es/15m-verde-espana-claves-huelga-clima-389295] (Dernière consultation: 27/04/2022).

	Exemples de slogans du 15-M (2011)[1157]	Exemples de slogans du « 15-M Verde » (2019)[1158]
Hostilité à l'égard du système	*« No somos antisistema, el sistema es antinosotros »*. Le système attaque la jeunesse, il est donc considéré comme « l'ennemi » à déconstruire. L'opposition sémantique est propre aux mouvements anarchistes (« no somos », « anti » répété deux fois).	*« Cambiemos el sistema, no el clima »*. Exprime l'urgence de reconstruire le système en coopérant avec l'ensemble de la société (avec le verbe « cambiar » à l'impératif à la 1ère personne du pluriel) : agir ensemble plutôt que déconstruire.
Accusation des pouvoirs politiques et financiers de rechercher le profit avant d'agir dans l'intérêt général	*« Somos mercancía de políticos y banqueros »* L'être humain est ici réduit à l'état de produits qui ne servent qu'aux bénéfices financiers et à la spéculation pour accuser le pouvoir d'accorder la priorité à l'économie plutôt qu'à l'humain. *« No falta dinero, sobran ladrones »* Les pouvoirs publics ne sont pas assez efficaces face aux détournements de fonds publics et sont parfois considérés comme les complices de ces « voleurs » par les manifestants. Nous retrouvons encore une opposition sémantique avec les verbes « faltar » et « sobrar », qui mettent en parallèle les moyens et les raisons qui empêchent ces moyens d'être efficaces.	*« Si el planeta fuese un banco, ya lo habríais rescatado »* Il s'agit d'une référence directe aux fonds débloqués en urgence pour tenter de sauver des entités bancaires de la faillite pendant la crise de 2008. Dans la lignée des *quincemayistes* de 2011, ce slogan dénonce le fait que les autorités soient capables d'agir rapidement, mais seulement pour des causes impliquant un intérêt monnayable. Les manifestants s'adressent directement aux dirigeants (« habríais »). *« No puedes beber dinero »* Une fois que les ressources de la planète seront taries, l'argent ne permettra pas de survivre. Les manifestants exhortent la classe dirigeante à dépasser le cadre financier et spéculatif devant l'urgence climatique.
Expression de craintes pour le devenir de la jeunesse	*« Juventud sin futuro, juventud sin miedo »* L'avenir est inenvisageable ce qui rend les jeunes inarrêtables. L'anaphore « juventud sin » renforce l'idée que ces jeunes n'ont plus rien à perdre. Le message semble par ailleurs faire écho au « no future » du mouvement punk anglais pendant la crise des années 1970.	*« No queméis nuestro futuro »* L'avenir des jeunes est incertain, des futurs vivables restent possibles mais ils dépendant fortement de ceux qui dirigent la planète. Sans actes forts de ces derniers, l'avenir de la jeunesse sera réduit en cendres. Ici, les dirigeants sont de nouveaux interpellés par un ordre négatif direct : « no queméis ».

Figure 19 : Tableau comparatif des principaux slogans du 15-M de 2011 et de la grève pour le climat du 15 mars 2019 (Élaboration de l'auteure)

Tout comme en 2011, l'inaction des dirigeants accentue une remise en cause du système par les jeunes, de la défiance ainsi que la recherche constante de justice et d'équité par ces derniers. La classe politique immobile rend la jeunesse active, au risque de créer une rupture totale entre ces deux pans de la société. Bien que les deux mouvements étudiés aient une ligne d'arguments commune, le 15-M de 2011 semble beaucoup plus offensif dans son discours.

[1157] Blog du mouvement du 15-M, « Las frases y los lemas del Movimiento 15-M más utilizados ». Accès: [http://www.movimiento15m.org/2013/07/las-frases-y-lemas-del-movimiento-15m.html] (Dernière consultation: 01/05/2022).

[1158] EL PAÍS, « Las protestas mundiales contra el cambio climático, en imágenes », *El Pais*, 15 mars 2019. Accès: [https://elpais.com/elpais/2019/03/15/album/1552635999_606684.html] (Dernière consultation: 01/05/2022).

Renverser le système et l'affronter serait la seule solution pour garantir un futur aux jeunes générations. Le « 15-M verde » semble quant à lui interpeller les pouvoirs politiques et économiques par un discours impactant, non pas pour déconstruire intégralement le système, mais pour le remodeler collectivement en limitant l'impact des activités humaines sur le devenir de la planète et de la jeunesse.

La communauté étudiante se mobilise lors du « 15-M verde » sous forme de manifestations massives ou *via* les réseaux sociaux. Les jeunes affirment leur position en participant activement à des actions d'ampleur nationale et internationale. Le 15-M a en ce sens décomplexé le militantisme et la participation politique de la communauté étudiante. Comme l'explique Andrés :

> Ha conseguido que en la política española o incluso en los proprios jóvenes españoles sea muy normal estar acercado a un movimiento social o ver a los movimientos sociales de otra manera, creo que eso tiene un papel fundamental. [1159]

Sur le long terme, ce mouvement social a mis en lumière tout un ensemble de difficultés et de menaces qui pèsent sur les épaules de la jeunesse. Depuis les *Acampadas* de la Puerta del Sol, les Espagnols ne peuvent plus faire fi de ces éléments. Ces derniers sont constamment en toile de fond dans le débat public et au moment des élections. Le 15-M a permis de développer la mobilisation collective, à travers des manifestations de grande ampleur encore inédites dans le pays. Dans le prolongement de cet éveil démocratique, nous allons tenter de déterminer si la diversification du panorama politique entraîne une forme de radicalisation de l'opinion chez les étudiants, et si le 15-M joue un rôle dans une forme de polarisation extrême chez ces derniers.

8.1.3. La radicalité d'opinion : un héritage du 15-M ?

Le 15-M a été l'expression collective de l'indignation, la révolte « thymotique » des Espagnols face à une crise économique menaçant de broyer les classes sociales les plus modestes[1160]. Dès lors, les partis politiques se sont alimentés des émotions, provoquant soit une adhésion soit un rejet total du projet politique et de la personnalité qui le porte. D'après un article publié récemment par un groupe de politologues de l'université de Murcie, les partis

[1159] Entretien avec Andrés, *op. cit.*
[1160] NEZ Héloïse, « Chapitre 3. Émotions, délibération et pouvoir d'agir. Les assemblées des indignés à Madrid », in BLONDIAUX Loïc (éd.), *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 93-118.

politiques articulent principalement leurs stratégies discursives autour de quatre émotions : l'indignation, la peur, l'espoir et le sentiment d'appartenance[1161]. La place de l'affect et des émotions dans la politique est donc devenue prépondérante, exacerbée par les réseaux sociaux[1162]. L'immédiateté de ce canal de communication entraîne plus facilement des réactions « à chaud », plus vives et moins réfléchies. D'après le politologue Manuel Arias Maldonado :

> Así pues, la conversación pública es ahora más rica y realista, a costa de resultar más caótica; las posibilidades de influencia, siempre desiguales, son mayores, dentro de lo que la escala hace posible; y es el aumento de los canales de expresión del pluralismo lo que conduce a la polarización[1163].

Dès lors, d'autres partis se sont développés en marge du 15-M, tels que Ciudadanos, comme pour « contrer » les idées défendues par la gauche radicale. L'idéal progressiste exprimé lors du 15-M et dans les programmes successifs de Podemos est apparu ensuite dans le projet du PSOE. Ce prolongement du *quincemayisme* sur la toile comme dans les urnes a rapidement été défié par la résurgence de l'extrême droite qui s'est mise à employer les mêmes stratégies de communication et de marketing politique que Podemos à ses débuts. Le parti de Santiago Abascal propose un projet politique à l'opposé de l'idéal du 15-M, mais le leader de Vox le présente sous une forme très attrayante pour les jeunes, notamment en organisant des événements[1164], en multipliant les canaux de communication sur Internet (réseaux sociaux, chaîne vidéo, conversations sur des messageries telles que WhatsApp, etc.) et en présentant des messages percutants et simples, basés sur les craintes des citoyens les plus modestes : manque de pouvoir d'achat, précarité du marché de l'emploi, ascenseur social « en panne », etc. Tout comme d'autres partis politiques, Vox s'appuie sur les sentiments du peuple et se met à leur portée[1165]. Comme le souligne Sara :

[1161] CRESPO-MARTÍNEZ Ismael, GARRIDO-RUBIA Antonio, ROJO-MARTÍNEZ José Miguel, « El uso de las emociones en la comunicación político-electoral », in *Revista española de ciencia política*, n° 58, 2022, p. 175-201.

[1162] CAZORLA Ángel, MONTABES Juan, LÓPEZ Paulo Carlos, « Medios de comunicación, información política y emociones hacia partidos políticos en España », in *Revista española de ciencia política*, n° 58, 2022, p. 83-109.

[1163] ARIAS MALDONADO Manuel, « La digitalización de la conversación pública: redes sociales, afectividad política y democrática », in *Revista española de ciencia política* nº 41, juillet 2016, p. 27-54, p. 17.

[1164] GALAUP Laura, « Abascal pincha el himno de España en el antiguo Pachá: Vox despliega su estrategia para atraer el voto joven », *ElDiario.es*, 02 mars 2019. Accès: [https://www.eldiario.es/politica/abascal-pacha-estrategia-vox-generaciones_1_1672167.html] (Dernière consultation : 01/05/2022).

[1165] Sur la question de l'utilisation des émotions par Vox, voir les articles de OÑATE Pablo, PEREIRA LÓPEZ María, MO GROBA Diego, « Emociones y voto a Vox en las elecciones generales españolas de abril y noviembre de 2019 », in *Revista española de ciencia política*, n° 58, 2022, p. 53-81; et CÁRDENAS RICA María Luisa, LOZANO GONZÁLEZ Ana Alicia, in RUIZ ALBA Noelia, MORENO CABEZUDO José

> Tienen un programa que son cien puntos. Y el programa del Partido Popular y del Partido Socialista son seiscientas caras. ¿Quién se va a leer seiscientas caras? Entonces el hecho de tener cien puntos concisos con los que se solucionan las cosas, está clarísimo. Y además me parece que existe una estructura, y que ellos responden muy bien ante la estructura del sistema existente, y que saben ir a que la gente le duela, lo que la gente le molesta. [1166]

Vox apparaît alors comme un mouvement politique novateur et attractif aux yeux de certains jeunes qui seraient déçus par les autres formations politiques jeunes et qui souhaiteraient s'émanciper d'une forme de nouveau *statu quo*, établi cette fois-ci entre les partis de gauche d'une part (le PSOE et Unidas Podemos) et les partis de droite d'autre part (PP et Ciudadanos). Comme le souligne Jorge, qui a voté Vox lors des dernières élections :

> A los jóvenes les gustan esas opciones más radicales: siempre te ilusionan más, tienen ideas más nuevas y al final te empapas de su discurso y al final ese discurso es más radical y hay más radicalidad dentro de la juventud[1167]

Enfin, le manque de perspectives que les jeunes espagnols vivent actuellement est le terreau fertile pour l'implantation d'amalgames chez certains individus. Les « solutions simples » proposées par Vox, mêlées à des incertitudes professionnelles, économiques et sociales, finissent par convaincre de nombreux jeunes. C'est ce que défend Levisa, militante dans les Jeunesses du PSOE:

> Hemos visto cómo primos, amigos, hermanos mayores, acaban la carrera, igual le habían estudiado magisterio, derecho, un grado superior informática… y acaban trabajando en oficios de los padres, o cualquier cosa que no tenía nada que ver con sus estudios, porque no había trabajo. Entonces realmente a nosotros nos llega un mensaje muy negativo de "da igual lo que estudies, si vas a acabar en el paro". Y yo creo que eso ha generado mucho miedo, y claro con un partido que te dice "la solución es esta: echar a otros y tú vas a tener trabajo", que si lo piensas es un mensaje muy sencillo, y que tiene sentido. Si yo echo a uno, va a haber un puesto libre, pues este puesto es mío. Y creo que eso es lo que acaba convenciendo.[1168]

Comme le souligne Alexandre Dorna dans un article de 2017, « les cycles de contestation populiste sont des secousses qui se reproduisent à intervalles de plus en plus courts dans le monde entier sous l'onde de choc de la globalisation économique et culturelle »[1169].

L'avènement des extrêmes observé en Espagne comme en Europe est le reflet du succès de stratégies populistes de droite comme de gauche[1170], qui cristallisent des peurs et des tensions

---

Antonio (coord.), *Debates contemporáneos sobre poder, política y medios de comunicación*, Séville, Egregius, 2020, p. 83-114.

[1166] Entretien avec Sara, *op. cit*.

[1167] Entretien avec Jorge, *op. cit*.

[1168] Entretien avec Levisa, *op. cit*.

[1169] DORNA Alexandre, « Pourquoi il faut parler encore du populisme », *Humanisme*, 2017/4 (N° 317), p. 38-42, p. 39.

[1170] LAZAR Marc, « Populismes de droite, populismes de gauche en Europe …», *op. cit.*

populaires ressenties notamment par les classes sociales les plus modestes et se nourrissent de la défiance du « Peuple-Un » à l'égard des « élites »[1171]. En étudiant le cas de la montée du Rassemblement National en France, le philosophe Serge Audier démontre par exemple qu'au-delà du clivage gauche/droite, un nouveau clivage « bloc bourgeois/élitaire versus bloc populaire/populiste » se dessine[1172]. Il semble en être de même en Espagne, qui voit les formations populistes rencontrer un certain succès non seulement auprès des jeunes, indépendamment de leurs origines sociales et de leur niveau d'études, mais aussi auprès des classes populaires, déçues par les partis plus modérés[1173]. Un contexte de crise est le terreau fertile par excellence de la montée en puissance de formations politiques populistes[1174] car il permet de générer un climat anxiogène, avec Internet comme principal canal[1175], dans lequel la proposition de solutions simples suscite une adhésion facile des électeurs les plus sujets à l'incertitude, la colère, ou à l'incompréhension[1176].

Depuis le mouvement social du 15-M, les extrêmes semblent donc apparaître comme un refuge du mécontentement. Par ailleurs, le projet d'alliance du PSOE avec Unidas Podemos lors des élections législatives a sans doute provoqué un regain de Vox dans les suffrages. C'est ce que commente par exemple Delia au moment d'aborder la question des résultats de Vox lors des élections de novembre 2019 :

> Desde hace muchos años, estamos como en un desajuste político o un desequilibrio, y mucha gente a lo mejor simplemente está descontenta, y dice es que todo lo que está pasando no pasa nada. Y como se habla mucho de extremos, de radicalización, dice bueno pues sí hemos estado en este extremo y no ha

[1171] ROSANVALLON Pierre, *Le siècle du populisme : histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, 2020, p. 27.
[1172] AUDIER Serge, « Rassemblement national : l'alarme », in *Cités*, n° 82/2, 2020, p. 99-123.
[1173] GAUBERT Joël, « I. Le modèle démocratique représentatif et sa crise dans son rapport avec le populisme. Le populisme : cause ou effet de cette crise ? », in GAUBERT Joël (dir.), *Malaise dans la démocratie contemporaine. Que faire du populisme* , Paris, Éditions Kimé, 2021, p. 13-29.
[1174] Voir par exemple : PLIHON Dominique, « Les effets délétères de la crise économique et des politiques d'austérité », in BADIE Bertrand (éd.), *Le retour des populismes..., op. cit.*, p. 49-56 ; STAVRAKAKIS Yannis, « Peuple, populisme et anti-populisme : le discours politique grec à l'ombre de la crise européenne », in *Actuel Marx*, n° 54/2, 2013, p. 107-123 ; et DORNA Alexandre, GEORGET Patrice, « Quand le contexte surdétermine le discours politique », *Le Journal des psychologues*, n° 247/4, 2007, p. 23-28.
[1175] Le développement d'Internet a contribué de manière significative à la diffusion du populisme de ce début de XXI^{ème} siècle. Comme le décrit Raphaël Liogier : « Contrairement aux années 1930, où il se nourrissait de solides doctrines marxistes ou racialistes, le populisme d'aujourd'hui, héritier de la perte de crédibilité des grandes idéologies qui ont marqué le XXe siècle, est en effet *opiniologique*. C'est en cela que l'on peut le qualifier de populisme liquide : il se révèle fluctuant dans le fond (le contenu doctrinal, ses logiques d'exclusion peuvent changer d'objet, allant du musulman au Rom, en passant par le Juif, le journaliste, l'immigré et l'homosexuel, selon les combinaisons les plus volatiles), et dans la forme (les opinions complotistes, les angoisses collectives, les frustrations circulent désormais via Internet à l'échelle de la planète sans contrôle idéologique clair, créant un effet d'immédiateté) ». LIOGIER Raphaël, « Populisme liquide dans les démocraties occidentales », in BADIE Bertrand (éd.), *Le retour des populismes…*, *op. cit.*, p. 39-48, p. 40.
[1176] MURO CABRAL Cicerón, « Las pasiones en política. Emociones, democracia y populismo », in *Revista Ciencias y Humanidades*, n° 11/11, 2020, p. 221-249; ARIAS MALDONADO Manuel, « Las bases afectivas del populismo », in *Revista internacional de pensamiento político*, n° 12, 2017, p. 151-167.

> funcionado, nos tenemos que ir al otro extremo para poder quitarlo, porque una fuerza mayor se tiene que quitar con una fuerza mayor[1177].

Le renouveau démocratique initié grâce au mouvement social du 15-M a donc contribué en partie à une polarisation accrue du spectre politique en Espagne. La diversification des formations politiques et leur place prépondérante dans le débat public ont permis aux extrêmes de former une alternative décomplexée aux partis traditionnels. Comme le souligne Álvaro :

> Más allá de la aparición de Podemos, también apareció Ciudadanos, también ahora aparece Vox... Creo que ahora la gente se quita los prejuicios de que solo se puede votar al PP o al PSOE, y pueden ser opciones igual de válidas[1178].

Cette polarisation constatée récemment en Espagne s'observe également à différents endroits de la planète et est le résultat d'une explosion de nombre de communautés politiques et sociales, favorisée par le développement d'internet. Comme l'analyse Francis Fukuyama :

> [D]ans différentes régions du monde, on assiste à l'effondrement des institutions centralisées, à l'émergence d'États défaillants, à la polarisation et à un manque accru de consensus sur des objectifs communs. Les réseaux sociaux et Internet ont facilité l'émergence de communautés indépendantes, isolées non pas par des barrières physiques mais par la croyance en une identité commune[1179].

L'apparition de courants populistes peut également expliquer une opposition plus « violente », notamment par les mots, allant parfois jusqu'à des jugements de valeur et à l'utilisation de termes inappropriés à la réalité et aux convictions politiques de celui ou celle qui en est le/la destinataire. Comme d'autres étudiants interrogés, Laura pense que cette tendance s'est exacerbée ces dernières années :

> El periodo en el que estamos ahora de la más absoluta crispación y violencia en el lenguaje, yo es una cosa que estoy notando en estos dos últimos años. Yo creo que es un poco por las tensiones que ha habido. Porque sí que es cierto que cuando teníamos a Rajoy teníamos a Ciudadanos, a Podemos y al PSOE en el Congreso, tú ves videos de las anteriores legislaturas cuando estaba todavía Rajoy, y el nivel de violencia verbal no era tan grande. Hay un montón de momentos cómicos en el Congreso de los diputados, y había tensiones, evidentemente que había tensiones, pero no me parece que eran tan severas como en los dos últimos años.[1180]

[1177] Entretien avec Delia, *op. cit.*

[1178] Entretien avec Álvaro, *op. cit.*

[1179] FUKUYAMA Francis, *Identity. The demand for dignity and the politics of resentment*, New York, Farrar, Straus and Giroux, Macmillan, 2018, p.143. Citation originale: « [D]ifferent parts of the world are seeing the breakdown of centralized institutions, the emergence of failed states, polarization, and a growing lack of consensus over common ends. Social media and the internet have facilitated the emergence of self-contained communities, walled off not by physical barriers but by belief in shared identity » (traduction de l'auteure).

[1180] Entretien avec Laura B., 19 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Droit et Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 06/05/2019.

L'expression de cette radicalité se retrouve de plus en plus chez une part non négligeable de la population espagnole, en particulier chez les jeunes. L'expression radicale du féminisme ou la remise en cause du système capitaliste par le mouvement écologiste accentuent les échanges houleux, par écrans interposés ou lors des manifestations, entre *pros* et *antis*. Comme le souligne Myriam Benraad :

> Le mouvement "antifa" [...] a réémergé au cours des dernières années en réponse à l'ultradroite, qui elle-même se réfère à ses ennemis idéologiques au travers de ce terme. [...] Leurs détracteurs pointent du doigt une doctrine antilibérale, autoritaire, ancrée dans le post-modernisme et le néo-marxisme, qui ne supporte aucune contradiction et au moins autant obsédée par les enjeux identitaires que l'ultradroite[1181].

Lors de nos entretiens, une grande partie des étudiants a reconnu que des termes assez péjoratifs, comme « *fachas* » ou « *rojos* », avaient tendance à être utilisés y compris dans la sphère privée. Il n'est pas rare que les jeunes de la capitale se qualifient de la sorte entre eux, pour « plaisanter », comme Clara :

> Yo digo facha a todo el mundo. Pero no lo digo tampoco con una connotación violenta, es que tampoco eso no lo digo a nadie directamente. Pero a yo misma me llamo roja, eso digo yo, pero en sentido negativo, es verdad que se usa como insulto[1182].

La plupart des étudiants interrogés ont conscience de la forte connotation que peuvent avoir ces termes, mais la répétition de ces derniers dans la sphère politique et publique a fini par en banaliser l'usage. Ce langage n'est que très rarement employé dans les instances officielles, mais la confrontation des bases militantes et des cadres des différents partis politiques sur les réseaux sociaux renforce l'expression radicale et violente de sentiments politiques. Comme le décrit Laura A., étudiante membre de *Students for Liberty* et originaire de Galice :

> Si yo llevo una pulsera de la bandera de España, me llaman facha, al fin y al cabo, me tienen categorizada, me quieren etiquetar como para hacerme daño. O si yo llevo un chapita con símbolos feministas me llaman feminazi. Es eso: buscar la crítica constante para generar como siempre polémicas y siempre discusión. Pero no creo que sea algo que nos ayude[1183].

Toutefois, comme le commente Javier, ce vocabulaire n'émanerait pas directement des partis politiques eux-mêmes, mais principalement de leurs partisans :

> Aunque es verdad que por ejemplo Podemos no utiliza tanto el término facha a nivel institucional, sí que lo ha hecho mucho en su militancia. La clase política no es a lo mejor la que lanza esas ideas de estos rojos, de estos fachas, estás feminazis, pero en la militancia, sí. Y al final es como todo, de boca en boca y te acabas aprendiendo esa palabra. También creo que han tenido mucho que ver las redes sociales: El lenguaje de las redes sociales no es el mismo que el de la calle. En redes sociales, puedes

[1181] BENRAAD Myriam, *Géopolitique de la colère…, op. cit.*, p. 110-111.
[1182] Entretien avec Clara, *op. cit.*
[1183] Entretien avec Laura A., 23 ans, titulaire d'un Master de l'Université Carlos III de Madrid en Prévention et Gestion de Crises Internationales, membre de l'association étudiante *SFL (Students For Liberty)*, réalisé le 10/05/2019.

> escribir facha a 20 personas, es más fácil que ir a la calle y atreverte con una manifestación a gritar facha. En redes sociales es mucho más común que en el Parlamento o en la calle.[1184]

Carlos, un autre étudiant, soutient l'idée que les réseaux sociaux favorisent la radicalisation de pensée et de langage des Espagnols au moment d'échanger sur des questions politiques ou sociétales :

> Creo que en parte en las redes sociales a fin de cuentas tú no estás hablando con una persona, estás hablando con una pantalla. Entonces eso te hace muy poco humano, hace que la relación sea muy poco humana y no piensas realmente en cómo se sienta otra persona porque no ves su reacción. Si ahora cojo a un amigo que sea de Vox o a un amigo que sea de Podemos, le llamo facha o rojo, pues yo mismo me voy a dar cuenta de que se están sintiendo mal porque estoy atacando. Mientras que, si voy por una red social, no me doy cuenta. Entonces creo que hay eso lo de deshumanizar y provoca que haya llegado una división más grande [1185]

Au-delà de l'intensité des débats entre les différentes acteurs politiques et de la diversification du choix politique occasionnée par le mouvement du 15-M, les raisons d'un tel « clivage verbal » semblent également découler de plusieurs raisons, pour la plupart historiques et sociétales. Les blessures du franquisme et de la Guerre civile restent encore vives. Le traitement de la mémoire historique des deux « camps » reste très délicat et éminemment politique[1186].

Les mesures entreprises par José Luis Zapatero à travers l'adoption du texte connu sous le nom de *Ley de Memoria Histórica* en 2007[1187] et la décision du gouvernement de Pedro Sánchez d'exhumer la dépouille de Franco pour la déplacer du *Valle de los Caídos*[1188] coïncident avec une réutilisation des qualificatifs utilisés par chaque « camp » de la guerre civile : « *frente popular* », « *rojos* » d'une part et « *fascistas* », « *fachas* » de l'autre. Pour Paula A. comme pour d'autres étudiants, la résurgence de ces termes est obsolète et peu constructive :

> Los términos facha, el término rojo, azules no es de ahora, es de hace muchos años, que no deberían ser utilizados, la gente no tiene ni idea de lo que dice. La gente está en otro periodo totalmente distinto, pero creo que al final todo se ha vuelto un poco a ello, que siga habiendo como revanchismos innecesarios.[1189]

[1184] Entretien avec Javier, *op. cit*.
[1185] Entretien avec Carlos, *op. cit*.
[1186] RUIZ TORRES Pedro, « Los discursos de la memoria histórica en España », in *Hispania nova, revista de Historia Contemporánea*, n° 7, 2007. Accès: [http://hispanianova.rediris.es/7/dossier/07d001.pdf] (Dernière consultation : 02/05/2022).
[1187] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 52/2007, de 26 de diciembre,…*, *op.cit.*
[1188] CONSEJO DE MINISTROS (communiqué de presse), « Exhumación de los restos de Francisco Franco », La Moncloa, 15 février 2019. Accès: [https://www.lamoncloa.gob.es/consejodeministros/Paginas/enlaces/150219enlace-exhumacion.aspx] (Dernière consultation: 03/05/2022).
[1189] Entretien avec Paula A., *op. cit.*

La réutilisation de mots et de symboles de façon décontextualisée entraîne des tensions idéologiques et sociales, comme par exemple autour du drapeau de l'Espagne. Il s'agit pourtant d'un étendard utilisé de façon officielle dans les instances de l'État et lors de représentations diplomatiques. De plus l'article 8 d'une loi de 1981 mentionne clairement que « se prohíbe la utilización en la bandera de España de cualesquiera símbolos o siglas de partidos políticos, sindicatos, asociaciones o entidades privadas »[1190]. Malgré cela, il est souvent connoté de façon erronée comme un symbole d'appartenance au camp de l'extrême droite et est donc rejeté par la plupart des militants de la gauche[1191]. Tout espagnol aperçu avec le drapeau *rojigualda* dans sa tenue vestimentaire est aujourd'hui associé aux idées nationalistes de Vox et soupçonné d'être un « nostalgique » du franquisme. Adrián se considère de centre gauche et se souvient d'une anecdote concernant un bracelet qu'il souhaitait porter :

> Mi madre no me dejaba llevar una pulsera con la bandera de España, porque siempre ha habido "llevas la bandera, puto facha". Eso ha sido desde el franquismo. El que llevaba la bandera, es verdad que muy a menudo era de la Falange, de "viva Franco" y de "Arriba España". Pero yo creo que hoy, ha sido más bien en relación con la crisis, la fragmentación y también el descontento con los dos partidos que habían gobernado España.[1192]

Par ailleurs, la crise catalane a remis en question l'unité de la Nation et menacé la stabilité politique du pays, occasionnant une série de tensions politiques et judicaires. D'une part, ces événements ont renforcé le sentiment national et le patriotisme exprimés par les partisans de la droite. D'autre part, l'application de sanction à l'égard des sécessionistes ont révolté les partisans de la gauche, entraînant une remise en question de l'autorité du Gouvernement central et du « régime de 1978 ». Lorsque nous demandons par exemple à quoi sont dus les résultats en forte hausse de Vox, Clara, tout comme d'autres étudiants interrogés, répond que

> En estas elecciones se han nutrido completamente de cuando exhumaron a Franco y de todo el movimiento anti separatista[1193].

Ces deux principaux éléments de l'actualité politique et sociale de ces dernières années ont suscité de vives réactions dans les différents espaces publiques. L'étudiante ajoute :

> También es verdad que cuando votamos, parece que votamos por el próximo mes, en vez de por los próximos cuatro años, y que creemos que lo que pasó el último mes ya es suficiente razón para votar

[1190] JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 39/1981, de 28 de octubre, por la que se regula el uso de la bandera de España y el de otras banderas y enseñas*, BOE n° 271, 12 novembre 1981, p. 2. Accès: [https://www.boe.es/buscar/pdf/1981/BOE-A-1981-26082-consolidado.pdf](Dernière consultation: 03/05/2022).
[1191] GIL Andrés, « España, la antiespaña, la bandera y la importancia de los símbolos en política », *ElDiario.es*, 09 octobre 2017. Accès: [https://www.eldiario.es/politica/espana-antiespana-importancia-simbolos-politica_1_3147939.html] (Dernière consultation: 03/05/2022).
[1192] Entretien avec Adrián, *op. cit.*
[1193] Entretien avec Clara, *op. cit.*

> un partido u otro. Y creo que, si no fuera por esas dos cosas, sobre todo por el movimiento separatista, no habrían salido estos resultados.[1194]

La politique de l'émotion a pris une place prépondérante dans le débat, au risque d'occulter des problématiques plus importantes sur le long terme. Les tensions liées à la crise catalane ou à l'exhumation de Franco sont des exemples qui montrent que dès lors qu'une question provoque des réactions de l'ordre de l'affect, comme le sentiment d'appartenance (régional ou national) ou la dignité (réouverture des blessures de la Guerre civile), des thématiques plus globales et rationnelles semblent disparaître de l'actualité politique. C'est ce que Manuel Arias Maldonado appelle le « giro afectivo » : les personnalités politiques doivent désormais attirer l'attention en parvenant à générer des émotions positives à leur égard et négatives contre leurs adversaires[1195]. La classe politique doit désormais davantage compter sur les émotions du peuple éprouvées pour des sujets plus ponctuels, que sur des idées structurelles et pérennes pour pouvoir gagner une masse suffisante d'électeurs à leur cause. Les émotions, de par leur caractère fluctuant, poussent donc les individus à agir et à orienter leurs choix vers une satisfaction immédiate et personnelle, au détriment d'un choix plus réfléchi[1196].

En-dehors des tensions politiques générées par un renforcement de l'adversité, le 15-M reste néanmoins une source d'inspiration dans la mobilisation collective. Il continue de servir de base dans l'organisation de mouvements sociaux et dans la participation citoyenne des jeunes, notamment dans le milieu associatif ou au sein de mouvements sociaux à échelle globale. Le mouvement des Indignés en 2011 reste tout de même présent, et cela grâce à des organisations moins hiérarchisées et connotées politiquement que des partis politiques ou des syndicats, telles que les associations. Comme l'explique par exemple Jean-Louis Laville :

> Alors que bien des militantismes se sont essoufflés, le renouveau associationniste s'affirme par des formes d'engagement public où liens concrets et projets communs visent à se renforcer par le respect interpersonnel.[1197]

Toutefois, la question de la place des émotions dans les discours politiques nous mène à nous demander comment l'action collective peut perdurer si l'individu réagit de façon personnelle et spontanée à des sujets d'actualité ponctuels.

[1194] Entretien avec Clara, *op. cit.*
[1195] ARIAS MALDONADO Manuel, *La democracia sentimental. Política y emociones en el siglo XXI*, Barcelone, Página Indómita, 2016.
[1196] DAVIES William, *Nervous States: Democracy and the Decline of Reason*, New York, WW Norton, 2020.
[1197] LAVILLE Jean-Louis, *op. cit.* p. 237.

8.2. Vers un individualisme militant : les conséquences pour les associations et les mouvements sociaux

Depuis l'institutionnalisation des mouvements sociaux, la mobilisation des jeunes dans les partis politiques et les associations universitaires est de plus en plus faible. Pour autant, les jeunes n'en restent pas moins mobilisés lorsqu'il s'agit de se rendre à des manifestations à titre individuel, ou d'apporter sa contribution de façon indépendante à une cause telle que la défense du droit des femmes, du collectif LGTBIQ+, ou encore la lutte contre le réchauffement climatique. Comme l'analyse Daniel Vela Valldecabres,

> en la segunda década del siglo XXI se atisban algunos rasgos de nuevos valores en la juventud, como el "individualismo responsable", una mayor moral cívica y preocupación por el bien común y los problemas de los desfavorecidos, interés por lo espiritual…[1198].

L'omniprésence des réseaux sociaux dans le quotidien de ces jeunes a dans le même temps considérablement transformé leur façon de militer et nous allons déterminer dans quelle mesure l'ensemble de ces paramètres redessine le panorama de l'action sociale étudiante.

8.2.1. Réseaux sociaux et activisme : un militantisme de « postureo » ?

Les réseaux sociaux sont de précieux outils pour les partis politiques et leurs leaders, qui y trouvent un nouveau moyen de mobiliser et fédérer leurs bases, tout en attirant et en essayant de convaincre de potentiels nouveaux partisans[1199], le plus souvent des jeunes primo-votants encore indécis sur leur vote. En fonction du réseau social, les acteurs politiques doivent adapter les contenus de leurs messages. En effet, une étude de Sandrine Roginsky sur les députés européens démontre par exemple que le réseau social Facebook serait une plateforme permettant de fédérer la base militante d'une personnalité politique, et Twitter une interface dans laquelle une masse plus critique et avertie suit l'actualité des élus. L'auteure précise par ailleurs que la fonction d'interaction entre les élus et les citoyens est assez réduite sur les réseaux sociaux[1200], ce qui nous invite à nous interroger sur les éléments fondateurs de la force mobilisatrice en ligne. La maîtrise de la communication sur les réseaux sociaux permet un pouvoir de persuasion très important chez les jeunes, comme l'explique Yoel :

[1198] VELA VALLDECABRES Daniel, « Análisis narrativo… », *op. cit.*, p. 2157.
[1199] MABI Clément, GRUSON-DANIEL Célya, «Formes et mouvements politiques à l'ère numérique », in *RESET*, n° 7, 2018. Accès : [https://journals.openedition.org/reset/1078#quotation] (Dernière consultation : 24/08/2022).
[1200] ROGINSKY Sandrine, « Les députés européens sur Facebook et Twitter : une ethnographie des usages », in *Communications & Langages*, n° 183/1, 2015, p. 83-109.

> Que todo el día estés en Twitter, que todo el día estés en Instagram, que haya memes de ti, bromas de ti, a favor y en contra... me parece que sí que es lo que más va a seducir a la juventud. Como Podemos, con el carácter contestatario y tal, y al mismo tiempo porque domina muy bien el espectro de las redes sociales. Y también Vox, porque por ejemplo Abascal es capaz de retwittear un chiste sobre él[1201].

Selon la génération-cible, les personnalités politiques ont tout intérêt à se familiariser avec l'ensemble des réseaux sociaux et à s'adapter à l'évolution de leur popularité, au risque de rendre leur stratégie de communication quasi inopérante. Ainsi Facebook, pourtant au cœur de l'organisation des mobilisations collectives de 2011, n'est plus aussi utilisé par les jeunes. Twitter reste en revanche très plébiscité par plusieurs générations d'internautes, ce qui peut représenter un avantage au moment de diffuser un message[1202]. Dorénavant, les réseaux s'appuyant davantage sur les images et des contenus audiovisuels sont les plus populaires parmi les *millenials* et les *Gen Z*. À partir de 2015, Instagram occupe une place de plus en plus conséquente dans la mobilisation collective et l'actualité politique[1203]. Depuis 2020, Tik Tok semble connaître le même chemin et montre que la dimension de divertissement[1204] devient un élément à prendre en compte dans la conquête de primo-votants.

Ces outils de communication deviennent des espaces incontournables de campagne[1205], ce qui décuple l'exposition des jeunes à l'actualité politique de leur pays et les projette au cœur du cyberactivisme[1206]. Dès lors, les partis articulent de plus en plus leurs stratégies autour de discours qu'il est possible de relayer facilement sur les réseaux sociaux, notamment sur Twitter[1207], un réseau devenu le canal de prédilection des interactions autour de la politique et de l'actualité. Tout ceci n'est pas sans faire appel au registre affectif et émotionnel, ce qui ne

[1201] Entretien avec Yoel, *op. cit*.
[1202] GAMIR-RÍOS José, CANO-ORÓN Lorena, FENOLL Vicente *et al.*, « Evolución de la comunicación política digital (2011-2019): ocaso de los blogs, declive de Facebook, generalización de Twitter y popularización de Instagram », in *Observatorio (OBS*)*, n° 16/1, 2022, p. 90-115.
[1203] En Espagne, les élections législatives ont été le théâtre du développement de ce réseau social. Celles de 2019 ont confirmé l'importance de la présence des partis politiques sur Instagram pendant les campagnes. Voir : GAMIR-RÍOS José, CANO-ORÓN Lorena, LAVA-SANTOS David, « De la localización a la movilización. Evolución del uso electoral de Instagram en España de 2015 a 2019 », in *Revista de Comunicación*, n° 21/1, 2022, p. 159-179.
[1204] PEÑA-FERNÁNDEZ Simón, LARRONDO-URETA Ainara, MORAES-I-GRASS Jordi, « Current affairs on TikTok. Virality and entertainment for digital natives », in *El profesional de la información*, n° 31/1, 2022. Accès: [https://revista.profesionaldelainformacion.com/index.php/EPI/article/view/86803] (Dernière consultation : 24/08/2022).
[1205] BERIAIN BAÑARES Ana, CRISÓSTOMO GÁLVEZ Raquel, CHIVA MOLINA Ismael, « Comunicación política en España: representación e impacto en redes sociales de los partidos en campaña », in *Revista mexicana de ciencias políticas y sociales*, n° 244/67, 2022, p. 335-362.
[1206] FLORES VIVAR Jesús Miguel, ZAHARÍA Ana María, « Etnografía digital del ciberactivismo político-social. Casoelecciones generales españolas de 2019 », in *Ambitos: Revista internacional de comunicación*, n° 56, 2022, p. 27-35.
[1207] BERNABÉU DEL BAÑO Pablo, « Estrategia política en contextos de polarización ¿hacia la "twitterización" del discurso? » in *Más poder local*, n° 49, 2022, p. 143-150.

fait que contribuer à la polarisation accrue de la société. Ce que déplorent Carlos Crespo et Renaud Maes :

> À l'ère de la post-vérité où la démocratisation de l'accès aux sources d'information n'assure aucunement leur qualité, il est plus que temps de s'interroger sur une dérive. La tendance croissante pour nombre de dirigeants politiques de s'adresser davantage à l'affect des électeurs qu'à leur intelligence est une composante importante du succès des populistes[1208].

Les réseaux sociaux favorisent la circulation de ces émotions en ligne grâce à des messages courts et des contenus visuels attractifs et tout de suite compréhensibles. Ceci facilite le ciblage puis le rayonnement de ces messages à travers ces espaces[1209]. La masse de contenus générée et diffusée par les internautes font des réseaux sociaux des plateformes fortement soumises aux fluctuations affectives et émotionnelles des individus. Cette dynamique est entretenue à la fois par les internautes eux-mêmes mais aussi par des algorithmes de plus en plus performants pouvant conditionner l'exposition des individus à ces contenus émotionnels[1210]. Dans le même temps cet outil de communication 2.0 est devenu l'un des principaux canaux d'information et le centre de l'activité politique et du militantisme des jeunes Espagnols[1211]. Comme l'affirme Sofía Taibo Urquía :

> Gracias a internet, hoy en día somos ciudadanos más informados, también sobre los acontecimientos que ocurren en otros países. Las herramientas digitales como apps o webs nos permiten empezar a ser partícipe de manera rápida y cómoda de alguna iniciativa con la que nos podamos identificar. Así, los movimientos sociales muchas veces son globales y, ante algún suceso relevante, la solidaridad a nivel global es mayor[1212].

La majorité des étudiants interrogés confirme qu'Internet et les réseaux sociaux contribuent grandement à leur implication dans des associations et des collectifs, et décuplent leur intérêt pour un ou plusieurs partis, une ou plusieurs personnalités politiques.

Néanmoins, la mobilisation active en ligne a provoqué indirectement une forme d'éphémérité des rassemblements et des actions collectives. Ceci est très fortement lié à ce que Manuel Castells appelle la « movil-ización ». Il définit cela comme « una práctica de

---

[1208] CRESPO Carlos, MAES Renaud, « "Et que meure l'intellectualité traitresse !", nouvelle doxa des politiques à l'ère de la post-vérité ? », in *La revue nouvelle*, n° 3/3, 2019, p. 8-14, p. 13.
[1209] KUNSTMAN Adi, « 2. Reverberation : Digital Politics of Responsibility », in BOLER Megan, DAVIS Elizabeth (éds.), *Affective Politics of Digital Media – Propaganda by other means*, New York, Routledge, 2020, p. 69-85.
[1210] LIM Merlyna, « 9. Algorithmic Enclaves, Affective Politics and Algorithms », in *ibid.*, p. 186-203.
[1211] GARCÍA ESTÉVEZ Noelia, « Origen, evolución y estado actual del activismo digital y su compromiso social. Ciberactivismo, hacktivismo y slacktivismo », in CANDÓN-MENA José, *Move.net. Actas del II Congreso Internacional Move.net sobre Movimientos Sociales y TIC*, Séville, Universidad de Sevilla, 2018, p. 139-156.
[1212] TAIBO URQUÍA Sofía, *op. cit.*, p. 101.

resistencia juntando redes de individuos que se unen a un caso concreto de resistencia en un momento y lugar dados »[1213]. C'est ce que les étudiants interrogés de notre étude ont également souligné, comme par exemple Paula A.:

> Creo que hay más oferta, ya no solo de España, sino internacional en general, mucho más que cualquier otra época de la historia que la tienes al alcance de la mano en el móvil, donde sea. Entonces, creo que es mucho más sencillo formar parte de un grupo[1214].

Les réseaux sociaux permettent une mobilisation plus importante et une organisation des individus en collectifs forts et présents lors des manifestations. Or, la dimension individuelle de l'élan de participation de départ et son origine relèvent d'une réaction émotionnelle instantanée et relativement brève et peu efficace. Comme l'explique Coralie Richaud :

> Dans sa dimension individuelle, la contestation se distingue d'un point de vue substantiel de celle formée dans une dimension collective. Dans ce cas, les réseaux sociaux deviennent un « espace polémique », réceptacle des opinions politiques individuelles des internautes, le tout s'apparentant à une forme d'interpellation des gouvernants menée par des « leaders d'opinion », non représentatifs des gouvernés[1215].

Dès lors que la manifestation convoquée en ligne prend fin, le collectif tend à se disperser et les participants reprennent une forme individuelle d'implication politique, allant du simple suivi de l'actualité à l'organisation de nouvelles manifestations, selon le degré de participation politique et associative de la personne. C'est ce que soulignent également en 2015 Nuria Alabao et Adrià Rodríguez, dans leur contribution à l'ouvrage *Ya nada será como antes. Los efectos de los cambios tecnológicos en la política* :

> [C]ada vez más el funcionamiento de los movimientos sociales vinculados a las formas de cooperación distribuida que posibilitan las TIC se activan y se modulan a partir de los códigos, protocolos y sistema de signos de la Red. De esta forma, podríamos hablar de una miríada difusa de colectivos que funciona bajo una lógica de red y que se articulan a partir de agregaciones efímeras en torno a un fin específico, y que luego se vuelven a dispersar, mutan, o quedan latentes sin necesariamente desaparecer [1216].

Au-delà des formes « physiques » de manifester ou de militer en politique, la multiplication des *hashtags* et de contenus partagés sur les réseaux sociaux donne aux jeunes l'impression de

[1213] CASTELLS Manuel, *Comunicación y poder*, *op. cit*., p.472.
[1214] Entretien avec Paula A., *op. cit.*
[1215] RICHAUD Coralie, « Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », in *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 57/4, 2017, p. 29-44, p. 39.
[1216] ALABAO Nuria, RODRÍGUEZ Adrià, « Organizaciones políticas no convencionales. La emergencia de una nueva cultura política », in SUBIRATS Joan (coord.), *Ya nada será como antes. Los efectos de los cambios tecnológicos en la política*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud, 2015, p. 127-173, p. 156.

pouvoir participer à une mobilisation collective sans forcément quitter son domicile[1217]. Ces « mots-dièse » sont devenus des éléments majeurs dans la communication militante et participent de l'apparition d'une « conscience politique » chez des individus de plus en plus jeunes[1218]. Depuis le #15M ou le #tomalaplaza, de nombreux messages permettent d'être répertoriés sous une même bannière et de fédérer autour d'une même cause, comme par exemple avec l'apparition du #Yositecreo, dans le prolongement du #Metoo[1219]. Cet activisme en ligne, appelé « clicktivisme » ou « slacktivisme »[1220], génère une satisfaction personnelle car il permet aux jeunes de se sentir impliqués dans la société dans laquelle ils évoluent et de s'auto-valoriser en exhibant publiquement leur contribution (un *like*, un partage ou un commentaire)[1221]. Une forme d'individualisme narcissique[1222] peut prendre alors le dessus sur l'essence même du militantisme, de l'acte politique ou de la participation citoyenne. La tendance actuelle du militantisme s'apparenterait donc à du « postureo ».

Ce néologisme, démocratisé dans les médias en 2014 puis ajouté au *Diccionario de la Real Academia Española* (DRAE) en décembre 2017, caractérise la « actitud de quien hace algo únicamente como lucimiento, para quedar bien, no porque lo sienta o le interese »[1223]. Des chercheurs en Philosophie ou en Sociologie Politique, tels que Justin Tosi et Brandon Warmke, ont tenté de caractériser un tel comportement dans le domaine de l'activisme. Ces derniers ont appelé « moral grandstanding », ou « postureo moral » ou « postureo ético » en espagnol[1224], une attitude intentionnelle d'un individu traduisant une volonté affirmée de faire reconnaître ses qualités morales par les autres, pour obtenir l'approbation de ses pairs dans un groupe ou encore pour accroître son « prestige social » auprès d'autres agents. Dans la lignée du « postureo moral », le « virtue signalling », ou « vertu ostentatoire » en français, tend à être

[1217] FEIXA Carles, FERNÁNDEZ-PLANELLS Ariadna, FIGUERAS-MAZ Mónica, «Generación Hashtag. Los movimientos juveniles en la era de la web social », in *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, n° 14/1, 2016, p. 107-120.
[1218] ROJAS Zarta, ANDREY Fabian, VARGAS Juliao *et al.*, « Los movimientos sociales y la educación media: el inicio de una conciencia política », in *Educación y ciudad*, n° 42, 2022, p. 181-192.
[1219] REVERTER Sonia, MEDINA-VICENT Maria, *El feminismo en 35 hashtags*, Madrid, Catarata, 2019.
[1220] Terme dérivé de l'anglais signifiant « activisme paresseux » ou « activisme de canapé ».
[1221] FERNÁNDEZ Celia, « ¿Haces activismo o "clictivismo"? La movilización en redes sociales, entre la solidaridad y el postureo », *El País*, 02 janvier 2022. Accès: [https://elpais.com/ideas/2022-01-02/haces-activismo-o-clictivismo-la-movilizacion-en-redes-sociales-entre-la-solidaridad-y-el-postureo.html] (Dernière consultation: 03/05/2022).
[1222] LIPOVETSKY Gilles, *L'ère du vide: essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1983.
[1223] CIANCA AGUILAR Elena, GAVILANES FRANCO Emilio, « Voces y expresiones del argot juvenil madrileño actual », *Círculo de Lingüística Aplicada a la Comunicación*, n°74, Ediciones Complutense, 2018, p. 147-168.
[1224] En français, plusieurs traductions sont possibles mais ne sont pas systématiquement usitées. Le « postureo moral » peut être une forme de « démagogie morale » ou de « grandiloquence morale ».

de plus en plus visible et pratiqué par les internautes[1225]. Cinq éléments peuvent être associés à du « postureo moral » ou du « virtue signalling » :

- Répéter une position déjà explicitée
- Surenchérir dans la moralisation, c'est-à-dire exprimer un jugement encore plus moralisateur que ceux déjà exprimés précédemment
- Créer des controverses morales qui n'ont pas lieu d'être
- Exprimer une émotion à des fins stratégiques pour faire savoir aux autres ses engagements et son implication (colère, indignation, tristesse, etc.)
- Dédaigner les opinions contraires aux siennes et refuser le débat avec tout individu exprimant une opinion différente en prétextant que celui-ci a une position erronée ou peu mature[1226].

Même s'il est possible que certains étudiants que nous avons interrogés aient déjà eu ce type de comportement, leur approche du militantisme en ligne s'apparente davantage à du slacktivisme qu'à une attitude délibérée de « postureo moral ». En revanche, il convient de souligner que ces jeunes peuvent tout à fait introduire une dimension morale (et parfois moralisatrice) dans leurs pratiques sur les réseaux sociaux. Bien que la définition du « postureo moral » ne semble pas caractériser complètement les comportements de ces jeunes, il existe tout de même une dimension à la fois morale et narcissique. Étant donnée la définition du terme « postureo » employé seul, nous pourrions donc esquisser l'expression de « postureo militant » comme nouvelle pratique de la jeunesse espagnole étudiante. Il ne s'agit pas de produire des discours à des fins purement moralisatrices ou intentionnellement conçues pour faire reconnaître ses valeurs par la communauté, mais il ne s'agit pas non plus de se contenter de simples clics ou de publier des contenus personnels sans intention précise.

Le « postureo militant » serait donc une attitude à mi-chemin entre le « postureo moral » et le slacktivisme. Les jeunes se sentent impliqués politiquement et socialement en s'exprimant sur les réseaux sociaux. Ils créent et partagent des contenus à la fois pour montrer et partager des informations, ensuite pour faire connaître et reconnaître leurs convictions par leurs pairs (les *followers*) mais aussi pour inciter les autres à faire de même et à s'impliquer à leur tour pour une cause ou pour participer à un événement. Comme le décrit Valentina, les

[1225] ELICES Raquel, « Postureo ético: Exhibir compromiso social y no mover un dedo », *RTVE*, 02 février 2021. Accès: [https://www.rtve.es/playz/20210202/postureo-etico-virtue-signalling/2071269.shtml] (Dernière consultation: 03/05/2022).

[1226] Explication de ce concept d'après TOSI Justin, WARMKE Brandon, *Grandstanding. The use and Abuse of Moral Talk*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

réseaux sociaux sont de réels outils d'information et permettent aux jeunes d'être exposés à l'actualité politique et d'y être sensibilisés :

> No estoy todos los días, no veo debates todos los días, no leo cosas todos los días, pero sí yo estoy todos los días sobre todo en redes sociales, intentando que la gente en mis círculos se implique un poco más con información y con las noticias.[1227]

Influencer son « cercle » *via* les réseaux sociaux serait donc une nouvelle forme de militer en faveur de la participation politique des jeunes. À titre d'exemple, lors des élections d'avril 2019, de nombreux *posts* de jeunes allant voter pour la première fois fleurissaient sur Instagram et Tik Tok. Au même titre que de « se montrer », ces publications ont également permis à certains internautes d'inciter leurs camarades ou leur proches à se rendre aux urnes. Avec l'avènement de ces deux réseaux sociaux permettant de poster des contenus audiovisuels sur leur quotidien, les jeunes intègrent la politique dans leurs *stories*. Cette forme de militantisme est l'objet de critiques, y compris de la part de la jeunesse elle-même. À l'instar de Paula A. :

> Ahora es muy fácil decir que estás implicado, porque pones una foto en Instagram y dices "he ido a una manifestación", o "voto a este partido" o "por favor vota", lo haces un hashtag, pero realmente creo que sí que hay un interés general, pero puede que sea más implicación o más interés general, pero menos profundo que antes quizá.[1228]

Une fois le *selfie* dans une manifestation ou dans un bureau de vote partagé sur les réseaux, ou une pétition en ligne signée et partagée sur une page personnelle, il est fort probable que l'action politique de l'apparent militant s'arrête là. Même si ce genre de « publicité » de l'action collective peut s'avérer efficace pour inciter d'autres personnes à voter, signer une pétition, suivre une manifestation ou y participer, l'effet dure rarement longtemps. L'immédiateté et la virtualité de ces interventions alimentent le caractère éphémère d'un grand nombre d'actions ou de collectifs, ce qui peut entraîner un essoufflement rapide des mouvements sociaux et des associations universitaires. Comme l'explique Michel Vakaloulis : « [l]e prolongement de ces combats dépend souvent du bon vouloir, de l'énergie et de la disponibilité d'une poignée de militants dont la « défection » entraîne la mise en veille du collectif, voire sa disparition »[1229].

[1227] Entretien avec Valentina, *op. cit*.
[1228] Entretien avec Paula A., *op. cit.*
[1229] VAKALOULIS Michel, *Précarisés, pas démotivés…, op. cit.*, p.129.

8.2.2. Associations universitaires et mouvements sociaux : des difficultés à mobiliser sur le long terme ?

Le mouvement social du 15-M et le renouveau démocratique qu'il a supposé montre que l'affiliation à un parti n'est plus nécessaire pour militer réellement en politique. Cette dernière est souvent synonyme d'une appartenance forte et d'obligations militantes qui ont tendance à faire hésiter les jeunes au moment d'intégrer les jeunesses des partis. Bien que chaque formation politique compte une section dédiée aux jeunes militants, de nombreux étudiants interrogés se limitent à une simple « collaboration », comme cela est rendu possible par le système de bases militantes initié par Podemos.

Il est en effet possible de se déclarer comme sympathisant de Podemos ou de Más País pour pouvoir accéder aux activités de ces partis. Cette forme « d'engagement sans engagement » permet aux jeunes de pouvoir s'impliquer dans un parti sans pour autant devoir payer une cotisation ou participer « physiquement » aux campagnes (présence aux meetings, distribution de tracts, etc.). Comme l'écrit Joan Subirats dans un article de la *Revista Española de Sociología* :

> No es necesario "militar" en un grupo. Es posible pertenecer a distintos proyectos al mismo tiempo ("promiscuidad política"); cambiar de uno a otro con facilidad o sentirse parte y "colaborar" de forma intermitente o puntual con propuestas concretas, incluso sin un compromiso especifico.[1230]

Podemos et Más País semblent avoir compris que pour mobiliser une base militante jeune assez nombreuse, le modèle « traditionnel » des *Juventudes* pouvait être perçu comme trop rigide et peu démocratique. C'est pourquoi ces jeunes partis ont opté pour un système de collaboration plus que d'affiliation. Par cette simplification du militantisme dans leurs bases, ils sont parvenus à faire adhérer un très grand nombre de jeunes. Il suffit de transmettre une adresse mail et quelques renseignements pour que d'un simple clic, toute personne se considérant comme sympathisante puisse être informée des décisions internes du parti et des réunions organisées dans les différentes antennes locales ou au siège du parti.

Ceci permet aux jeunes Espagnols de s'inclure dans une société de plus en plus politique et politisée tout en se permettant de ne pas dépendre d'une structure ou de devoir participer de façon régulière à toutes ses activités. Comme le mentionne Michel Vakaloulis :

[1230] SUBIRATS Joan, «Todo se mueve. Acción colectiva, acción conectiva. Movimientos, partidos e instituciones», in *Revista Española de Sociología*, n°24, 2015, p. 123-131, p. 128.

> L'adhésion n'est plus le présupposé formel de l'action. […] Certains chercheurs avancent à ce propos l'hypothèse d'un militantisme « libre-service », « à la carte », qui constituerait une césure par rapport au modèle « traditionnel » de l'engagement.[1231]

Cette tendance de participation sans engagement se retrouve dans l'activisme des étudiants dans les associations universitaires et les mouvements sociaux et semble dessiner un nouveau modèle de participation de la jeunesse depuis quelques années. Comme le décrivent María Luz Morán et Jorge Benedicto, chercheurs en sociologie politique, dans un article de 2016 :

> El resultado es un modelo de implicación fluida en el que predominan las estructuras informales y las movilizaciones *ad hoc* con bastantes opciones de entrada y salida («easy entry and easy exit»). Así los jóvenes optan por un estilo de participación más individualizado y menos orientado grupalmente que les permite sentirse conectados con sus iguales sin las exigencias de las pertenencias institucionales o las identificaciones ideológicas[1232]

Grâce à nos enquêtes de terrain réalisées dans les associations d'universités publiques à Madrid, il semblerait que deux profils d'implication se distinguent. Nous proposons ici d'en dessiner les contours en utilisant une terminologie qui nous est propre. Parmi les membres d'une organisation, les « omniprésents » semblent s'impliquer dans presque toutes les activités d'une ou plusieurs structures (associations universitaires, collectifs de quartier, antenne locale d'un parti politique, etc.), tandis que les « indépendants » souhaitent s'impliquer de façon plus ponctuelle.

L'omniprésent se distingue par un engagement militant et associatif actif dans le but de « changer les choses », voire de « combattre » un système qui, selon les enquêtés, n'est plus compatible avec le souhait de mettre des valeurs humaines (telles que la tolérance, l'égalité des sexes, ou la solidarité) sur le devant de la scène sociale. Souvent membre du bureau d'une association, il est parfois à l'origine de la création de l'une d'entre elles ou à l'initiative d'évènements visibles par l'ensemble d'une université. Impliqué dans les mouvements sociaux, il se sert de la mobilisation générée par les activités d'associations ou de mouvements sociaux pour inciter les autres à agir, exprimer ses convictions et les mettre au service de la collectivité. L'omniprésent est rarement « mono-adhérent » et peut tout à fait assumer ses fonctions dans une association tout en étant affilié à un parti ou adhérent d'une autre association par exemple. Il est souvent engagé dans une association très politisée, et à la fois dans plusieurs associations, dans un collectif fort tel que les assemblées féministes ou

[1231] VAKALOULIS Michel, *Précarisés, pas démotivés…*, *op. cit.*, p.123.
[1232] MORÁN María Luz et BENEDICTO Jorge, « Los jóvenes españoles entre la indignación…», *op. cit.*, p. 21.

encore les mouvements contre le réchauffement climatique. Ce profil d'étudiants considère que la période d'études universitaires est faite non seulement pour acquérir un diplôme et des connaissances, mais également pour développer son identité politique et sociale en participant à des activités militantes dans ou hors les campus. Comme une sorte « d'école de la vie », l'engagement dans une ou plusieurs associations sert à ces étudiants à évoluer dans un environnement leur permettant d'acquérir des expériences, des savoirs et des savoir-faire, tout en se préparant à s'insérer dans le marché du travail et/ou à « trouver sa place », malgré l'adversité et la précarité conjecturelles de ces dernières années.

L'indépendant se caractérise quant à lui par un engagement politique plus « modéré » dans une structure collective (parti, association ou mouvement social). Il soutient et s'inscrit dans ces organisations souvent dans le but de s'insérer dans une communauté qui partage ses valeurs, ou simplement pour servir de « tremplin » à une insertion réussie dans la société une fois les études terminées. Il s'implique ponctuellement dans les activités d'une association et rejette toute forme d'adhésion et d'implication formelles, comme dans le bureau d'une association ou les jeunesses d'un parti politique par exemple. Il peut adhérer à une ou plusieurs associations universitaires en lien avec la politique ou les mouvements sociaux, suivre de nombreux comptes de personnalités politiques sur les réseaux sociaux, mais sa participation effective aux activités associatives, politiques et sociales sera réduite à des manifestations de grande ampleur ou à un soutien ponctuel à des activités associatives au sein de son université. Ces étudiants vont souvent s'inscrire dans des associations universitaires dépolitisées (sports, loisirs créatifs) ou politiquement neutres (clubs de débat, journal de la faculté, etc.).

L'omniprésent vise à progresser au sein des structures dans lesquelles il évolue ou à tirer profit de son expérience militante (parti, mouvement social, association). Il aspire souvent à dépasser le rôle de « militant de base » dans un souci de développement personnel. L'indépendant va quant à lui se limiter à des participations qui n'impliquent pas un réaménagement de ses convenances personnelles ou ne nécessitant pas un réel effort d'implication, mais qui lui permettront de s'assurer une forme d'intégration dans des structures participatives proches de ses convictions. L'ensemble de ces profils se réunissent donc en un point : ils s'inscrivent dans une dynamique davantage personnelle que collective. Comme le souligne Jorge, qui semble illustrer un exemple du profil de « l'indépendant » :

> La reivindicación y la asociación se hacen desde una perspectiva más individual. Yo me apunto ahora a esto, en este momento, y luego…A lo mejor se enfoca más hacia temas más puntuales… o sea no es una forma de asociacionismo continuado en el tiempo[1233].

L'individualisation de l'action sociale chez les étudiants et le caractère personnel de la mobilisation est le résultat d'un éveil des consciences autour de la politique et de questions de société. Ce développement de la réflexion et de l'action à échelle individuelle peut conduire à une émancipation de la jeunesse dans leurs pratiques politiques : il n'est plus nécessaire d'adhérer à une structure associative, un syndicat, un parti ou à un groupe défini pour prendre part à la vie politique et sociale de son pays. Comme le décrit Alba, qui consacre une grande partie de son temps libre au développement des activités de son association :

> Por una parte, todo el mundo tiene más conciencia, todo el mundo se mueve más, aunque sean menos veces. Por otra parte, creo que, a lo mejor, los grupos que había antes han perdido fuerza, pero creo que a nivel general la gente está un poco más activa, que se ve en una manifestación, hay mucha gente, sí. Creo que, a nivel individual, la gente sí que va a manifestaciones, el 8M, pues a lo mejor va un montón de gente, que antes solo iban ciertos grupos. Se mueve más la gente de forma individual y puntual que de forma colectiva. Creo que los colectivos sí que han perdido. Porque antes al final era como sin un colectivo no me muevo. Ahora es como me puedo mover e ir a manifestaciones, estoy tranquila[1234].

Cette façon de consommer/participer peut facilement s'expliquer par une omniprésence du paraître dans les réseaux sociaux, entraînant une forme de militantisme plus « esthétique », mais moins durable. Néanmoins, ceci permet aux jeunes de s'impliquer dans des causes multiples et transversales et ainsi de se familiariser avec les activités militantes tout en participant davantage et de différentes façons. Comme l'explique Sara :

> Es muy sencillo formar parte de un grupo, es muy fácil estar metido en 17 asociaciones a la vez, porque hay muchísimas formas de estar metido dentro de una asociación[1235].

La participation à des actions collectives devient alors une forme de « loisir » qui, au même titre qu'une activité sportive ou culturelle, apporterait un sentiment d'autosatisfaction. Comme le confirment María Luz Morán et Jorge Benedicto :

> [L]a implicación y el activismo se entienden como actividades más bien personales. De ahí, la insistencia en la satisfacción personal que les producen estas acciones y también la sobrevaloración de

[1233] Entretien avec Jorge, *op. cit*.
[1234] Entretien avec Alba, *op. cit*.
[1235] Entretien avec Sara, *op. cit.*

> «lo cercano», como ámbito que garantiza una pronta verificación de los resultados de su participación y, eventualmente, una rápida recompensa personal[1236].

En conséquence de cela, les associations universitaires tendent à perdre en « bonnes volontés » dans l'organisation d'activités, au profit de mouvements sociaux plus forts et visibles à échelle mondiale et ne demandant ni une adhésion ni une participation durables. Ce nouveau modèle de mobilisation, plus individuel et ponctuel, contribue indirectement à déstructurer la participation au sein d'organisations associatives. Comme l'expliquent María Luz Morán et Jorge Benedicto :

> La individualización está en el origen del renovado protagonismo de unos jóvenes que crean nuevas modalidades de implicación acordes con sus intereses, estilos de vida y formas de pertenencia. Pero por otra parte, estos mismos procesos, asociados a la fragmentación y atomización, impulsan la creación de identidades alejadas de la conciencia y actividades que implica lo colectivo[1237].

Malgré une participation moins assidue des étudiants aux activités des associations universitaires, celles-ci continuent d'être perçues comme des communautés essentielles à l'interaction sociale des étudiants. Comme l'explique Luisa, étudiante en ingénierie industrielle :

> Las asociaciones sirven mucho para establecer vínculos entre la gente. Porque sí que hay mucha gente, y además en general, muy parecida entre sí, gente que le interesa más el deporte, o tal, pero que tampoco tienen demasiados intereses fuera de ingeniería. En la UPM hay gente de clase media/ bastante alta, y también de opción política de derechas, todo como muy homogéneo. Y entonces las asociaciones yo creo que en cualquiera sirven para encontrarte con gente que se salga un poco del molde por x razón, o porque le interesen otras cosas, no solo la ingeniería o solo estudiar para ganar dinero[1238].

Malgré un individualisme renforcé dans les actions militantes et les engagements politiques et citoyens, lié notamment à l'omniprésence des réseaux sociaux, les collectifs tels que les associations ou les mouvements sociaux ne perdent pas leur influence dans les changements opérés dans la société[1239]. Par ailleurs, les associations universitaires semblent intervenir comme des réseaux de sociabilisation et de relations humaines allant bien au-delà d'un simple écran. Avec ses fonctions à la fois de structure sociale et politique, l'associationisme universitaire joue un double rôle au sein de la vie étudiante, ce qui tend à être davantage visible en temps de crise.

[1236] MORÁN María Luz, BENEDICTO Jorge, *op. cit*, p. 30.
[1237] *Ibid.*, p. 21.
[1238] Entretien avec Luisa, *op. cit.*
[1239] LAVILLE Jean-Louis, *L'économie sociale et solidaire…*, *op. cit*, p.238.

8.3. La crise sanitaire de mars 2020 : enjeux et perspectives de l'associationnisme étudiant

La crise sanitaire occasionnée par la pandémie de COVID-19 est une « crise sans ennemi » [1240] qui vient perturber l'ordre économique et social de l'Espagne comme du monde entier, en paralysant un nombre conséquent de secteurs d'activités. Ceci invite la classe politique à garder un lien avec la population, avec les réseaux sociaux comme outils indispensables à leur communication. Dans le même temps, l'esprit critique *quincemayiste* et la polarisation politique héritée de la naissance du pentapartisme semblent rester en toile de fond de l'opinion et des actions de la jeunesse étudiante. Étant donné le caractère inédit du confinement qui s'est déroulé du 15 mars au 21 juin 2020, nous avons souhaité reprendre contact avec les étudiants que nous avions interrogés quelques mois auparavant. Certains n'ont pas donné suite à nos sollicitations, mais une bonne partie a accepté d'effectuer un entretien téléphonique afin de nous rendre compte de leur expérience personnelle pendant cette période ainsi que de leur rapport aux activités militantes et à l'actualité politique. Si la crise économique de 2008 a été l'élément déclencheur d'une effervescence mobilisatrice chez les jeunes et le 15-M un tremplin à leur participation politique et sociale, il convient de nous demander comment les organisations étudiantes peuvent parvenir à fédérer et à garder une certaine visibilité dans un contexte de crise qui *a priori* ne favorise pas la continuité de leurs actions.

8.3.1. Solidarité et réseaux sociaux : l'associationnisme étudiant s'organise face à la précarité et à la solitude

La période de confinement a poussé l'ensemble des étudiants à s'adapter tant bien que mal et à faire de leur mieux pour assurer la continuité de leurs études[1241]. Cette crise sanitaire semble avoir privé ces jeunes d'expériences et de moments essentiels à leur épanouissement personnel et professionnel[1242]. Dans ce contexte, l'utilisation des réseaux sociaux et la

[1240] Pour reprendre les termes de GILBERT Claude, *Le pouvoir en situation extrême – Catastrophes et Politique*, Paris, L'Harmattan, 1992.
[1241] MARTÍN CRITIKIÁN Davinia, MEDINA NÚÑEZ Marta, « Capítulo 57: Educación universitaria en época COVID-19 », in PUEBLA-MARTÍNEZ Belén, VINADER-SEGURA Raquel, *Ecosistema de una pandemia. COVID-19, la transformación mundial*, Madrid, Dykinson, 2021, p. 1200-1221, p. 1211.
[1242] SANMARTÍN ORTÍ Anna, BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, CALDERÓN GÓMEZ Daniel *et al.*, *De puertas adentro y de pantallas afuera. Jóvenes en confinamiento*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud, Fad, 2020, p. 12.

communication virtuelle ont servi de substituts dans les échanges interpersonnels et dans la création de réseaux de solidarité. Dans cette nouvelle configuration liée à la fermeture des locaux des campus et à l'annulation de leurs rencontres, les associations universitaires ont dû se réinventer en poursuivant leurs actions grâce aux réseaux sociaux et s'organiser pour continuer de se rendre utiles auprès de la communauté étudiante. À titre d'exemples, l'association Awa de l'UPM a décidé d'organiser un club de lecture pendant le confinement[1243], Demos UC3M a continué d'organiser des conférences et des débats en ligne[1244]. Bien que nous constations une baisse d'activité en ligne des associations à partir des mois de mai et juin 2020 (période d'examens), ces différentes initiatives ont permis de garder un lien avec l'ensemble des membres des associations mais également de soutenir les étudiants ou encore de leur offrir la possibilité d'échanger autour d'une activité autre que les cours en ligne.

D'autres associations ont décidé de s'unir et de faire front commun pour permettre de garder un lien avec l'ensemble de la communauté universitaire pour défendre au mieux les intérêts des étudiants en cette période difficile. Ces dernières proviennent exclusivement d'universités publiques madrilènes et se sont rassemblées pour créer une plateforme unique et anticiper les éventuelles difficultés des étudiants à l'approche du confinement. Créée en février 2020, *Acción Estudiantil Madrid* (AEM) est une union de plusieurs associations à caractère politique (majoritairement associées à la gauche radicale) au sein de différentes universités (UCM, URJC, UC3M et UAM). *La Chispa* et UEP-EI font partie de cette organisation. AEM vise en premier lieu à défendre les droits des étudiants. Dès mars 2020, ce groupement d'associations prend une tout autre dimension dans l'expression des demandes et des besoins urgents des étudiants pendant cette période de scolarité à distance.

L'ADN même de ces associations ne pouvait laisser croire qu'elles resteraient inactives pendant cette période de confinement. Leurs histoires, en particulier les organisations universitaires madrilènes, sont étroitement liées au militantisme *quincemayiste* et aux revendications de *Juventud sin Futuro*. Il semblait évident qu'à la survenue d'une nouvelle crise menaçant les intérêts et les perspectives de la jeunesse, celles-ci s'organisent pour lutter en faveur d'un idéal commun, construit, comme lors des rassemblements du 15-M, sur les principes suivants : défendre une éducation publique de qualité, lutter contre la

[1243] Voir le *tweet* de l'association Awa du 05 avril 2020: [https://twitter.com/AwA_ETSII/status/1246864631001419778] (Dernière consultation : 05/06/2022).
[1244] Voir par exemple le *tweet* de Demos UC3M du 06 avril 2020 : [https://twitter.com/DemosUC3M/status/1247158946562859009] (Dernière consultation/ 05/06/2022).

précarité et toute forme d'exclusion sociale, exiger la transparence des institutions tant dans la prise de décisions que dans la gestion des comptes et favoriser la démocratie participative. Afin d'illustrer les actions d'AEM, nous proposons d'aborder plusieurs initiatives menées par *La Chispa* et UEP-EI, ainsi que leurs effets sur la communauté étudiante.

Un premier communiqué de l'AEM du 30 mars 2020 diffusé sur les réseaux sociaux[1245] exige des ressources matérielles et humaines suffisantes pour assurer la continuité pédagogique, tout en demandant la garantie de conditions de travail dignes et sûres pour les personnels de l'université. Dans ce même texte, les étudiants d'AEM demandent que les résultats de recherches et les innovations développées par les universités soient libres de brevet et ne dépendent pas des intérêts financiers des entreprises privées. Enfin, ils demandent la mise en ligne de formulaire permettant aux étudiants volontaires d'aider le personnel sanitaire et social dans des actes ne requérant pas de compétences médicales élevées (tests, fabrication de masques, élaboration de listes des cas contacts, etc.).

Le lendemain, dans une nouvelle publication, l'AEM émet une série de demandes, relayées sur les comptes des associations-membres. Celles-ci demandent le report de paiement des frais de scolarité, un délai supplémentaire pour rendre le Trabajo de Final de Grado (TFG), une garantie d'accès aux outils informatiques par les universités pour les étudiants ne disposant pas de matériel nécessaire au suivi des cours en ligne, la limitation de la charge de travail pour l'ensemble des étudiants, l'amélioration de la communication entre les différentes universités, entre les personnels de l'université et les étudiants et entre la direction des facultés et les étudiants[1246].

Au-delà de la défense des droits étudiants, c'est un véritable réseau de solidarité qui s'est formé afin de pallier aux difficultés rencontrées par tout un ensemble d'étudiant, membres ou non, afin de limiter les effets du confinement, tant dans le suivi des enseignements, que dans la gestion de difficultés matérielles. À leur échelle, plusieurs associations dans lesquelles nous avions organisé des entretiens ont contribué à améliorer le quotidien des étudiants et à lutter contre leur exclusion. Mises à part les difficultés matérielles et scolaires, la quasi-absence de contact social « présentiel » semble avoir causé des conséquences importantes chez les jeunes. Près de 38% se sont sentis seuls pendant le

[1245] Page Instagram de l'AEM, 30 mars 2020. Accès : [https://www.instagram.com/p/B-ZhNgSqNFd/] (Dernière consultation : 21/05/2022).
[1246] Page Instagram de l'AEM, 31 mars 2020. Accès : [https://www.instagram.com/p/B-aLfnbqYBK/] (Dernière consultation : 21/05/2022).

confinement[1247]. Ce sentiment de solitude combiné à l'ennui et au stress généré par les cours en ligne a entrainé une utilisation exponentielle des réseaux sociaux et du téléphone portable chez les jeunes.

Dans un *tweet* du 16 mars, UEP-EI a appelé les étudiants au calme et proposé de se rendre disponible pour recueillir les demandes et les interrogations des étudiants pour y répondre ou les transmettre à la direction[1248]. Dans un autre *tweet* du 25 mars, UEP-EI informe de l'existence d'une nouvelle plateforme d'écoute psychologique dédiée aux étudiants de la Complutense et diffuse le lien de contact ainsi que le numéro de téléphone pour pouvoir bénéficier de ses services[1249]. L'association termine sa publication par cette phrase : « ¡La solidaridad es nuestra mejor arma! », renouvelant leur engagement auprès des étudiants pendant le confinement. Elena, l'une des membres actives d'UEP-EI, a fait partie de cette mobilisation en ligne. L'association ainsi que d'autres organisations étudiantes ont fini par s'unir et créer un front commun de soutien et de revendications :

> Hicimos una conexión entre todas las facultades de la Complutense y de la Politécnica de Madrid. Nos reunimos y éramos como diez facultades de varios campos: arquitectura, derecho, física, historia… un poco de todo. Nos organizamos para presionar al Rectorado para encontrar varias soluciones. Porque yo estaba bien, pero muchísimas personas tenían carencias materiales y además algunos profesores no se conectaban para dar clases online, algunos estudiantes no tenían ni ordenador, ni Tablet y tenían que realizar sus exámenes con el móvil de sus padres, no tenían libros, tampoco se podían imprimir cosas por culpa de la cátedra y la autoría. Conseguimos aplazar el pago de la matrícula y reconfigurar el calendario de los exámenes. Así, muchas personas han podido ir adelante en esta situación.[1250]

Le 22 avril, suite aux résultats d'un questionnaire diffusé par UEP-EI auprès des étudiants, un collectif de 22 associations de l'UCM et de l'UPM ont élaboré un « Plan de choque » afin que les besoins des étudiants soient pris en compte par les administrations des universités dans l'organisation des enseignements et des examens. Par ailleurs, ce plan inter-associations réclame des mesures visant à réduire les frais de scolarité pendant la période de distanciel et à optimiser l'accès à des ressources matérielles et documentaires pour les étudiants[1251].

Sans attendre les retours de l'administration, des associations comme *La Chispa* ont mis en place des plateformes collaboratives dans le but de favoriser le suivi des enseignements par

---

[1247] SANMARTÍN ORTÍ Anna, BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, CALDERÓN GÓMEZ Daniel *et al.*, *De puertas adentro y de pantallas afuera… op. cit.*, p. 18.
[1248] Compte Twitter de l'UEP EI, communiqué du 16 mars 2020. Accès : [https://pbs.twimg.com/media/ETQ1ampXgAM8F62?format=jpg&name=small] (Dernière consultation : 21/05/2022).
[1249] Compte Twitter de l'UEP EI, 25 mars 2020. Accès : [https://twitter.com/UEPeiDerechoUCM/status/1242794559849091079] (Dernière consultation: 21/05/2022).
[1250] Échange téléphonique avec Elena A., 24 ans, étudiante en 3ème année de *Grado universitario* en Droit à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *UEP-EI*, réalisé le 14/06/2020.
[1251] Voir le document « Plan de Choque » dans son intégralité sur le *tweet* d'UEP-EI du 22 avril 2020. Accès : [https://twitter.com/UEPeiDerechoUCM/status/1253038467468201987] (Dernière consultation : 05/06/2022).

les étudiants. Des « banques de notes » ont vu le jour sous la forme de *drive* en ligne accessibles à tous, permettant le dépôt ainsi que le téléchargement libre de documents écrits par les étudiants pendant les cours, ou recommandés par les professeurs en lectures complémentaires[1252].

Pendant cette crise sanitaire inédite, les associations universitaires ont une fois de plus joué un rôle fondamental dans le maintien du lien social et le soutien d'un collectif vulnérable tel que la communauté étudiante. La pandémie de COVID-19 semble reproduire et accentuer les effets de la crise de 2008 sur les perspectives de la jeunesse ainsi que son regard critique concernant la gestion sanitaire, économique et sociale de l'épidémie.

8.3.2. Jeunesse étudiante et réseaux sociaux : entre continuité et rupture avec la classe politique

Contrairement à la gestion de la crise mondiale de 2008, l'État a joué un rôle majeur dans la protection économique et sociale des Espagnols et tenté de servir de rempart à l'effondrement de l'activité économique lors de la pandémie de COVID-19. Au cours de l'année 2020, les politiques publiques exceptionnelles mises en place ont entraîné une hausse de la dette publique de 24,4 points, atteignant alors 119,9 % du PIB[1253]. Le 13 mars 2020, un premier *Real Decreto-ley*[1254] est adopté afin d'apporter des aides aux plus précaires face à la crise sanitaire. Ce texte garantit des prestations alimentaires pour les enfants des foyers les plus vulnérables pour palier à la fermeture des cantines scolaires (art. 8), des fonds supplémentaires de l'État sont alloués pour les services sociaux de l'ensemble du territoire (art. 9). Concernant le domaine de l'emploi, ce même décret prévoit la qualification d'accident de travail les isolements ou les arrêts de travail causés par la COVID-19 pour les agents de la fonction publique, ce qui permet à ces derniers de ne pas subir de perte de revenus (art. 11). Dès la déclaration de l'état d'urgence le 14 mars 2020[1255] et de la mise en

[1252] LA CHISPA, « Banco de apuntes ». Accès: [https://drive.google.com/drive/folders/1cftoz6_dTUJpMRMsYxaOAO6GZNlvTWZ9] (Dernière consultation: 05/06/2022).
[1253] FORTE-CAMPOS Víctor, GARCÍA-MORAL Blanca, LAPORTA-COBRERA M. Isabel, « La evolución de la deuda pública en España en 2020 », *Boletín económico 3/2021*, Madrid, Banco de España, 2021.
[1254] JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 7/2020, de 12 de marzo, por el que se adoptan medidas urgentes para responder al impacto económico del COVID-19*, BOE n° 65, 13 mars 2020.
[1255] MINISTERIO DE LA PRESIDENCIA, RELACIONES CON LAS CORTES Y MEMORIA DEMOCRÁTICA, *Real Decreto 463/2020, de 14 de marzo, por el que se declara el estado de alarma para la gestión de la situación de crisis sanitaria ocasionada por el COVID-19*, BOE n° 67, 14 mars 2020.

place du confinement, le gouvernement met en place des mesures complémentaires visant à limiter l'impact économique et social de la crise sanitaire sur les familles.

Le 18 mars, un nouveau *Real Decreto-ley*[1256] met en place un système de prestations sociales en déclarant comme « cas de force majeure » toute perte de revenus occasionnée par un ERTE ou un licenciement (art. 22, 23 et 25) en lien avec la crise sanitaire, limitant ainsi un accroissement de la vulnérabilité économique des actifs. De plus, ce texte permet l'allongement de la durée des allocations chômage pour les demandeurs d'emploi pendant la durée d'effet des restrictions sanitaire (art. 27). En ce qui concerne les chefs d'entreprise et les autoentrepreneurs, l'article 29 prévoit une garantie de prêt de l'État visant à compenser la perte de chiffre d'affaires, assurer le paiement des factures et des salaires des employés malgré la baisse ou l'arrêt de l'activité, et ainsi limiter le nombre de faillites. Dans le prolongement des prestations sociales établies dans le texte du 13 mars, l'État adopte une obligation d'approvisionnement en énergies (gaz, eau, électricité) pour les foyers les plus vulnérables, pour interdire les coupures d'alimentation même en cas d'impayés pendant la durée de l'état d'urgence (art. 4). Un moratoire sur les dettes liées à l'immobilier (logements ou locaux commerciaux) est accordé aux Espagnols souffrant de difficultés financières causées par la pandémie (art. 7, 8 et 9).

La dépendance économique des jeunes vis-à-vis de leurs parents persiste. 64,6% des 20-24 ans et 42,4% des 25-29 ans sont entretenus par les revenus de leurs parents[1257]. Par ailleurs, la survenue de la pandémie de COVID-19 a fait perdre une ou plusieurs opportunités professionnelles pour 52,3% des 20-24 ans et 51,2% des 25-29 ans[1258]. Au second trimestre de l'année 2020, le taux de chômage des jeunes de moins de trente ans s'élève à 30%, soit 977.300 individus. En comparant avec les chiffres du premier trimestre, cela signifie qu'en trois mois, 79.000 jeunes de plus se sont retrouvés sans emploi[1259]. Pour la plupart des étudiants interrogés vivant chez leurs parents au moment du confinement, la crise sanitaire a eu peu d'impact sur le pouvoir d'achat de leur foyer. Les agents de la fonction publique hospitalière ainsi que les travailleurs dans les transports n'ont cessé leur activité. Les

[1256] JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 8/2020, de 17 de marzo, de medidas urgentes extraordinarias para hacer frente al impacto económico y social del COVID-19*, BOE n° 73, 18 mars 2020.
[1257] SANMARTÍN ORTÍ Anna, BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, CALDERÓN GÓMEZ Daniel *et al.*, *De puertas adentro y de pantallas afuera…*, *op. cit.*, p. 28.
[1258] *Ibid.*, p. 30.
[1259] OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Jóvenes de 16 a 29 años en la EPA. Principales resultados Segundo trimestre de 2020*, Madrid, INJUVE, 2020, p. 3. Accès: [http://www.injuve.es/sites/default/files/adjuntos/2020/12/notinfoepa_prinresultados_2020-2t_16a29anos.pdf] (Dernière consultation ; 05/06/2022).

commerçants vendant des produits de première nécessité sont restés en activité, tout comme les employés de bureau ont pu continuer leur activité, notamment avec le développement du télétravail[1260]. Seuls les parents dont le travail n'a pu se poursuivre à distance ou ceux qui se sont retrouvés au chômage peu de temps avant la pandémie ont dû s'adapter, sans pour autant obtenir des garanties d'amélioration du marché de l'emploi. Face à cette incertitude et au caractère inédit de la situation, les individus ont ressenti un besoin accru d'être régulièrement informés, non seulement à travers les canaux traditionnels, mais également grâce aux réseaux sociaux[1261]. L'enjeu de la communication institutionnelle pendant la pandémie a été donc à la fois de fournir des renseignements à la population tout en luttant contre la prolifération de *fake news*, pouvant parfois générer de réels tsunamis émotionnels en ligne[1262].

Une analyse des *tweets* du compte de la Moncloa et du Ministère de la Santé montre que le recours à la pédagogie et la vulgarisation des données est préféré à des injonctions moralisatrices ou des contenus issus de sources scientifiques dans le but de limiter ces fausses informations[1263]. Une autre étude a démontré que la pandémie a joué un rôle dans l'évolution de la popularité des leaders des partis politiques les plus plébiscités en Espagne[1264]. En effet, à partir de l'analyse des données de recherches effectuées par les internautes sur YouTube, ce travail montre que les vidéos de Santiago Abascal ont été les plus recherchées et vues avant la pandémie, tandis que pendant le confinement, les contenus vidéos publiés par Pedro Sánchez et Pablo Iglesias ont été les plus visionnés dans leur intégralité. L'étude en déduit donc que la population s'est tournée davantage vers les leaders du Gouvernement que vers ceux de l'opposition pour obtenir des informations. Par ailleurs, étant donnée l'omniprésence des réseaux sociaux dans le quotidien des jeunes, de nombreuses célébrités et des influenceurs ont

[1260] DE LAS HERAS GARCÍA Aránzazu, LANDETA ECHEBERRIA Ana, « Capítulo 46: La influencia del COVID-19 en la transformación digital del trabajo », in PUEBLA-MARTÍNEZ Belén, VINADER-SEGURA Raquel, *op. cit.*, p. 996-1018.
[1261] MASIP Pere, ARAN-RAMSPOTT Sue, RUIZ-CABALLERO Carlos *et al.*, « Consumo informativo y cobertura mediática durante el confinamiento por el COVID-19: sobreinformación, sesgo ideológico y sensacionalismo », in *El profesional de la informacion*, n° 29/3, 2020. Accès : [https://revista.profesionaldelainformacion.com/index.php/EPI/article/view/epi.2020.may.12] (Dernière consultation: 05/06/2022).
[1262] YOUNG James C., « Disinformation as the weaponization of cruel optimism: A critical intervention in misinformation studies », in *Emotion, Space and Society*, n° 38, 2021. Accès : [https://www.sciencedirect.com/journal/emotion-space-and-society] (Dernière consultation : 21/02/2022).
[1263] POCH BUTLER Santana, PUEBLA MARTÍNEZ Belén, « Capítulo 31: La comunicación institucional en España en tiempos de COVID-19. Estudio de caso de las cuentas en Twitter del Gobierno de España y el Ministerio de Sanidad », in PUEBLA-MARTÍNEZ Belén, VINADER-SEGURA Raquel, *op. cit.*, p. 653-676.
[1264] CERDÁN MARTÍNEZ Víctor, « La popularidad de los políticos españoles en YouTube antes y durante el COVID-19 », in *Revista Inclusiones*, vol. 8, número especial, 2021, p. 62-73.

diffusé des messages incitant leurs *followers* à respecter les consignes gouvernementales et à vérifier la provenance des informations auxquelles ils sont exposés[1265].

Malgré une communication institutionnelle axée sur la prévention et le bien-être de la population, la jeunesse reste en proie aux doutes, dans la crainte d'une récession similaire à celle de 2008. D'après l'étude *De puertas adentro y de pantallas afuera. Jóvenes en confinamiento*, réalisée en 2020 pour le Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud :

> La pandemia ha supuesto un empeoramiento de la percepción del futuro entre la juventud, pues entre marzo y mayo de 2020 se incrementan las sensaciones de incertidumbre, de ansiedad y de desánimo, mientras que disminuyen en gran medida las sensaciones de curiosidad y entusiasmo[1266].

Dans une enquête réalisée par le CIS auprès d'un panel représentatif de l'ensemble de la population, 73,2% des interrogés pensent que les jeunes vivront dans des conditions pires que celles de leurs parents et 58,4% pensent que cette situation a empiré depuis la pandémie de COVID-19[1267]. Face à un tel panorama, 88,6% des interrogés considèrent que l'opinion des jeunes devrait être davantage prise en compte, notamment pour des questions qui les concernent directement[1268]. Pour les étudiants que nous avons interrogés pendant le confinement, il est indispensable qu'en cas de nouvelle crise économique, les pouvoirs publics évitent de reproduire les politiques d'austérité mises en place suite à la Grande Récession et agissent pour épargner les jeunes de perspectives encore plus précaires. Comme l'explique Miguel :

> Creo que, si los gobiernos son capaces de poner a la juventud en un sitio adecuado, podemos llegar a mejorar nuestras condiciones de trabajo y aportar muchísimo a la economía y a la sociedad. Pero sí que me preocupa bastante, porque siempre hemos sido los grandes perjudicados y porque las consecuencias de 2008 las seguimos viviendo y nuestras condiciones laborales son pésimas. Creo que es un momento súper importante para la juventud y especialmente para demostrar que las políticas sociales y las salidas no austeras a las crisis económicas son viables. El optimismo y la involucración social han aumentado en mi forma de pensar y de actuar ahora mismo. De hecho, yo que formo parte del PSOE, me he involucrado mucho más especialmente en el desarrollo de planes de reconstrucción.[1269]

Bien que les propositions du Gouvernement semblent conduire certains à trouver une issue favorable à la crise, la polarisation politique occasionnée par la multiplication du nombre de partis crée une forme d'action et de contre-réaction entre les différents bords, ce qui risque, à

[1265] MEDINA NÚÑEZ Marta, MARTÍN CRITIKIÁN Davinia, « Capítulo 50: El impacto de los *influencers* en la generación Z en época de la COVID-19 », in PUEBLA-MARTÍNEZ Belén, VINADER-SEGURA Raquel, *op. cit.*, p. 1067-1085.
[1266] SANMARTÍN ORTÍ Anna, BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, CALDERÓN GÓMEZ Daniel *et al.*, *De puertas adentro y de pantallas afuera…*, *op. cit.*, p. 60.
[1267] CIS, *Infancia y juventud ante la pandemia de la COVID-19*, Estudio n° 3329, 2021, p. 9.
[1268] *Ibid.*, p. 8.
[1269] Échange téléphonique avec Miguel, 18 ans, étudiant en 1ère année *Grado universitario* en Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 14/06/2020.

terme, de décourager les jeunes à suivre et soutenir un parti quel qu'il soit. La crise sanitaire semble avoir exacerbé cette lassitude chez les jeunes, à l'instar de Jaime :

> Hemos asistido a un aumento de la polarización. Se han establecido dos trincheras entre los acérrimos al Gobierno y los militantes y simpatizantes del partido VOX y los seguidores más radicales del Partido Popular. Toda crítica al Gobierno es considerada como deslealtad y crispación; y toda crítica a la oposición es considerada simpatía con el Gobierno.[1270]

Face à des querelles politiques alimentées par les partis en pleine crise, une grande partie de la jeunesse espagnole décide de se tourner davantage vers des actions collectives et solidaires, considérées comme de réelles solutions efficientes face aux conséquences de la crise sanitaire et en préparation d'une crise économique imminente.

D'après une enquête mondiale réalisée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les jeunes semblent vouloir exprimer leurs revendications et se servir de la crise sanitaire comme tremplin pour le développement de l'action collective. Les réseaux sociaux sont devenus des canaux habituels de participation et le confinement les a rendus indispensables à la mobilisation et à la participation de la jeunesse. Cette étude révèle également que la majorité des jeunes interrogés souhaitent que les gouvernements rendent des comptes régulièrement et assurent à la jeunesse des garanties économiques et sociales pour l'avenir[1271]. Ces demandes en pleine crise sanitaire ne sont pas sans rappeler les revendications de *Juventud sin Futuro* en réaction à l'austérité du début des années 2010. En dix ans, la mobilisation a certes évolué, transformée par l'omniprésence d'Internet et des nouvelles technologies dans le quotidien de la jeunesse, mais l'idéal *quincemayiste* semble tisser la toile de ce nouveau cycle de participation politique et citoyenne.

Au-delà des décisions portées par les gouvernements successifs, les jeunes agissent à leur échelle pour contribuer à limiter les dommages causés par la crise sanitaire. Tout comme lors de la Grande Récession, la solidarité dépasse le cadre institutionnel et s'invite dans les quartiers. Comme l'explique Alba, elle-même engagée dans le collectif de son quartier (Aluche):

> La política realmente la tiene que construir el pueblo y que seamos nosotros los que levantamos el país y los que sacamos las cosas hacia delante, y no los políticos la verdad. Así que, en ese sentido, esta

[1270] Échange téléphonique avec Jaime, 18 ans, étudiant en 1ère année de *Grado universitario* en Études Internationales à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire *Demos*, réalisé le 16/06/2020.

[1271] ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL TRABAJO, *Los jovenes y la COVID-19: efectos en los empleos, la educación, los derechos y el bienestar mental*, Genève, OIT, 2020, p. 41.

> crisis me ha hecho bastante… como sentirme muy orgullosa de mi barrio y de mis raíces, y darme cuenta que la solución real está en la gente del pueblo y que somos nosotros los que podemos cambiar las cosas y debemos hacerlo. [1272]

De plus en plus d'individus se réapproprient la politique en agissant concrètement et en s'émancipant d'une logique purement partisane. L'activisme social est au cœur de la participation politique de nombreux jeunes, à l'instar de Clara :

> La influencia del apoyo social y las redes de apoyo y la importancia que yo les doy, es exactamente por eso que hago activismo, pues creo que está muy claro en mi cabeza. Simplemente me ha confirmado la importancia de las redes comunitarias y del apoyo que ya tenía en mi cabeza, de la ayuda comunitaria y vecinal.[1273]

Face à des crises successives, les réseaux de personnes (réels ou virtuels), tels que le mouvement du 15-M à son époque, les associations ou encore les collectifs de quartier, sont donc des éléments moteurs de la participation de la jeunesse, qui contribue volontiers au développement de la société et à la vie politique et sociale de leur pays. De plus en plus de jeunes souhaitent agir indépendamment des partis politiques en s'insérant dans des organisations davantage tournées vers l'entraide et l'expression de revendications sociales à travers des mobilisations collectives.

[1272] Échange téléphonique avec Alba, 20 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Psychologie à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *Histeria*, réalisé le 13/06/2020

[1273] Échange téléphonique avec Clara, 21 ans, étudiante en 4ème année de *Grado universitario* en Psychologie à l'Université Complutense de Madrid, membre de l'association universitaire *Histeria*, réalisé le 17/06/2020.

Conclusions intermédiaires : Mouvements sociaux et milieu associatif : des acteurs majeurs en temps de crise

Le 15-M a marqué un tournant dans l'histoire de la mobilisation collective en Espagne à tel point qu'une plaque commémorative a été posée en 2018 à la Puerta del Sol, témoignant de l'éveil politique et citoyen occasionné par le mouvement social depuis 2011[1274].

La multiplication des initiatives populaires et l'omniprésence des nouvelles technologies dans le quotidien des jeunes ont engendré des transformations significatives dans la participation politique de ces derniers. Ce constat est d'autant plus flagrant que les générations Y et Z, nées en plein *boom* numérique, tendent à utiliser exclusivement les réseaux sociaux comme canal de contestation et s'inscrire dans la défense d'une cause. La crise sanitaire de COVID-19 est venue exacerber cette tendance, notamment en raison du confinement.

La pandémie a contraint les jeunes à repenser une fois de plus leurs projets d'avenir et à se confronter à l'idée de devoir faire face à une crise économique similaire ou plus importante que celle de 2008. Les séquelles de la crise sanitaire mêlées à cette précarité annoncée peuvent affecter fortement les jeunes générations, qui ne parviennent pas toujours à trouver des solutions dans une société centrée principalement sur les actifs et les retraités[1275]. Cette incertitude conjoncturelle risque de contribuer à une nouvelle baisse de la natalité et au vieillissement durable de la population car faute de perspectives, les jeunes sont de moins en moins désireux de fonder une famille[1276].

Depuis le début de la crise sanitaire, l'action collective et la solidarité occupent une place importante dans le quotidien des jeunes Espagnols. Celles-ci prennent racine dans le mouvement social du 15-M, qui reste une forme de référence dans l'expression de la jeunesse, face à une élite politique sourde à leurs préoccupations et à celles d'autres collectifs vulnérables. Ce mouvement social a mobilisé un nombre conséquent de citoyens et donné lieu à de nombreuses initiatives populaires ainsi qu'à la création d'une multitude de collectifs de quartier. Le 15-M a donc démontré à plus d'un titre aux pouvoirs politiques que la jeunesse

[1274] EUROPA PRESS, « "Dormíamos, despertamos": inaugurada la placa que homenajea al 15M en plena Puerta del Sol », *ElDiario.es*, 04 décembre 2018. Accès: [https://www.eldiario.es/madrid/placa_1_1802966.html] (Dernière consultation: 27/04/2022).
[1275] TEJERINA Benjamín, « Experiencias y metáforas sobre la precariedad y la hiperactividad de la juventud en un tiempo de espera », in *Revista Española de Sociologia*, n°29/3 (supl.2), 2020, p. 95-112.
[1276] SIMÓN COSANO Pablo, « El impacto de la pandemia en los jóvenes; una aproximación multidimensional », in *Panorama social*, n° 33, 2021, p. 109-125.

espagnole disposait d'une capacité mobilisatrice forte car son influence reste perceptible presque 10 ans plus tard, notamment à travers les associations étudiantes.

CONCLUSIONS– De la crise économique à la crise sanitaire : les associations universitaires porteuses d'une jeunesse toujours en quête de sens

Nous venons d'étudier les revendications portées par les différentes formes de mobilisation collective issues du milieu étudiant depuis la crise économique de 2008 ainsi que d'en évaluer les influences sur le plan politique et social.

Nous avons vu tout d'abord que les expériences d'austérité vécues directement et indirectement par les jeunes ont contribué d'une manière certaine à alimenter une méfiance durable, voire structurelle, à l'égard de la classe politique. La crise économique s'est soldée par une crise de la légitimité qui se manifeste par une forme rapide et durable de mobilisation. Celle-ci est alimentée par des jeunes de plus en plus informés et critiques vis-à-vis des politiques menées dans leur pays. C'est pourquoi le militantisme étudiant prend une place prépondérante dans l'action collective et la défiance d'une « élite » de plus en plus éloignée des problématiques de la citoyenneté.

Nous avons analysé les différents résultats de l'expression des revendications de cette jeunesse issue des universités inquiète pour l'avenir, en raison notamment de possibilités assez réduites d'émancipation, malgré un niveau de diplôme plus élevé. En ce sens, la mobilisation étudiante a insufflé un renouveau dans l'action collective, notamment grâce à l'organisation de *Juventud sin Futuro*, puis du 15-M. Ce mouvement social est venu bousculer les codes d'une démocratie très centrée sur le système électoral en proposant des alternatives davantage participatives et dépourvues d'organisation hiérarchisée. Ceci a permis aux jeunes d'être plus visibles socialement et de prendre part à la vie politique et à ses transformations.

Au cœur de ces mutations, nous avons pu voir que les associations universitaires ne sont pas sans rôle dans l'émergence du renouveau démocratique en Espagne. Dans le prolongement du 15-M et de mouvements sociaux à échelle mondiale, d'autres mobilisations, telles que la grève nationale des femmes du 8-M ou encore la grève pour le climat, surnommée le *15-M verde*, ont permis à la jeunesse étudiante de s'emparer de problématiques sociales et de prendre part aux actions collectives menées dans les rues ou sur les réseaux sociaux.

L'étude des différentes transformations politiques, économiques et sociales de l'Espagne depuis la crise économique de 2008 à travers les activités associatives et les mobilisations collectives de la jeunesse étudiante nous a conduit à mettre en évidence les

différentes formes de participation politique d'un secteur-clé de la population, tant au niveau électoral que démographique et social. Au regard des mutations opérées en à peine une décennie, il est ainsi important de proposer un questionnement autour de la place de l'associationnisme étudiant dans la société ainsi que d'analyser l'influence de l'évolution du panorama politique sur les activités de ces organisations universitaires et la construction de l'identité politique et militante de ses membres. Il nous semble que notre thèse a permis de mettre en lumière un objet encore trop peu étudié : le rôle des associations universitaires en tant que facteur de développement de l'identité politique des jeunes.

Les associations universitaires : structures solidaires et plurielles sur le chemin de l'émancipation

Avant la crise économique, tout portait à croire que les jeunes nés entre la fin des années 1980 et au milieu des années 1990 allaient bénéficier d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés que ceux de leurs parents. La « génération la mieux formée de l'Histoire de l'Espagne » se retrouve néanmoins confrontée à la triste réalité d'un marché du travail saturé et d'une conjoncture économique qui ne leur permettent pas de s'émanciper, malgré leur accès à des études supérieures et à des formations qualifiantes. Faute de travail stable et correctement rémunéré, ces jeunes sont bien souvent contraints d'occuper un poste aux conditions de travail précaires (salaire bas, horaires et contrat flexibles).

Ces jeunes diplômés deviennent les générations les plus mal loties de l'Histoire, avec un recul de plus en plus flagrant de l'âge moyen du départ des jeunes du domicile parental, ou de l'âge moyen du premier enfant. Le taux de natalité s'en retrouve bien évidemment affecté, ce qui contribue fortement à un vieillissement de la population[1277]. Bien que la crise sanitaire de mars 2020 laissait présager un « baby-boom » en lien avec la fin des restrictions sanitaires, celui-ci n'a pas eu lieu étant donné que les difficultés d'insertion professionnelle se sont accrues et que le prix des logements a augmenté[1278].

Enfin, la pandémie de COVID-19 a démontré que les jeunes générations sont et seront confrontées à une triple crise : une première crise d'ordre économique, une crise d'ordre

[1277] Comme le montrent les dernières statistiques de l'INE, publiées en août pour le premier semestre 2022, le nombre de naissances reste historiquement bas. Ces chiffres signalent néanmoins une légère hausse du taux de natalité dans quelques communautés autonomes, dont Madrid. Source: INE, « Estimación mensual de nacimientos.
Últimos datos. Periodo 2022M6 ». Accès: [https://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736177079&menu=ultiDatos&idp=1254735573002] (Dernière consultation : 04/09/2022).

[1278] D'après LÓPEZ GARCÍA Anaïs, *La vivienda en alquiler en España en el año 2021,* Informe Fotocasa, 2022. Accès: [https://s36360.pcdn.co/wp-content/uploads/2022/01/La-vivienda-en-alquiler-en-2021.pdf]

sanitaire et social, face à un virus instable et mettant le service public à rude épreuve, et une crise d'ordre écologique, dont les effets risquent de se faire ressentir de façon exponentielle dans un futur proche. Viendra alors le moment de quitter les bancs de l'université et de trouver une nouvelle manière efficace de faire bouger les lignes, de sorte que les projections d'avenir pour les générations futures soient moins pessimistes.

Une identité politique portée par la critique de la classe dirigeante

L'éveil politique de la jeunesse étudiante des générations Y et Z a entraîné une méfiance accrue à l'égard des politiques néolibérales. Témoins d'une actualité à la fois morose et scandaleuse, les jeunes deviennent de plus en plus critiques à l'égard de leurs dirigeants. Les réformes du système éducatif et universitaire laissent un goût amer aux étudiants et les affaires de corruption découvertes en pleine période d'austérité et impliquant des personnalités politiques issues directement des deux partis majoritaires ne font que raviver le feu de la défiance à l'égard de l'élite. Bien que de nombreuses villes aient été le théâtre de ces élans de militantisme citoyen, Madrid est restée l'exemple le plus visible, à la fois en raison de sa forte médiatisation et de son rôle de laboratoire d'initiatives démocratiques. Le sentiment d'abandon éprouvé par les jeunes à l'égard de la classe dirigeante a rapidement fait place à de la colère et à une volonté de trouver une alternative politique viable.

Dans ce contexte politique et social particulièrement riche, des associations à l'identité politique assumée telles que *Contrapoder* ou UEP-EI ont ouvert la voie à la diversification politique, en contribuant à la création puis au développement de Podemos, ainsi qu'à la naissance d'autres associations, telles que *La Chispa*. Ces dernières organisent des mobilisations en lien avec la défense des droits étudiants et la revendication d'idées proches de l'idéal *quincemayiste*, notamment en ce qui concerne la défense de l'éducation publique, la lutte contre les discriminations ou encore la protection des libertés. D'autres associations universitaires favorisent à leur manière un éveil des consciences politiques des étudiants à travers des activités nourrissant un certain attrait pour la politique ainsi qu'un réel besoin de s'informer et de prendre part à une voire plusieurs formes d'action collective.

En se confrontant à l'élite politique, Podemos a bouleversé le paradigme établi par l'alternance de majorités absolues conditionnée par les scrutins et a incarné une forme de représentation d'un secteur de la jeunesse étudiante en demande de changements profonds. De

2014 à 2016, les résultats de Podemos aux diverses élections, montrent que le panorama politique rejette de plus en plus le modèle hégémonique[1279]. L'entrée de Podemos et de Ciudadanos marque la fin des majorités absolues et amorce une transition politique. L'augmentation du nombre de partis désormais visibles au sein des institutions recompose le panorama politique du pays, tant à l'échelle locale que nationale. La diversification du choix politique opère très rapidement dans les instances et rajoute une confrontation plus intense entre les diverses forces en présence. À terme, le PP et le PSOE ne peuvent plus jouer la carte du *statu quo* pour se maintenir au pouvoir.

L'idéal *quincemayiste*, remettant le citoyen au cœur de la politique démocratique, a contribué à l'émergence de nouvelles formes de démocratie participative et incité l'ensemble de la classe politique à se réinventer, pour tenter d'une part d'échapper à une image « d'élite kleptomane » et d'autre part pour reconquérir le jeune électorat, en pleine construction d'une identité politique de plus en plus assumée. D'un bipartisme majoritaire et perçu comme vieillissant à un pentapartisme mettant fin aux majorités absolues, la jeunesse étudiante a été à la fois témoin et actrice des transformations du panorama politique. Cette jeunesse de plus en plus formée et impliquée dans des problématiques sociétales rend les campagnes électorales plus difficiles pour les partis politiques, car elles sont souvent tournées en dérision par les jeunes sur les réseaux sociaux. Bien que cette forme de considérer ces instants démocratiques comme des divertissements laissent présager un désintérêt profond pour les instances de pouvoir et les enjeux économiques et sociaux du pays, cette attitude ne montre qu'une demande de la jeunesse de favoriser une autre manière de faire de la politique, plus proche des gens et proactive.

Le militantisme étudiant : du 15-M au « postureo » en ligne

Le 15-M a véritablement révélé une fracture importante entre la jeunesse espagnole et les institutions. Dans le prolongement de cette lutte, la participation politique de la jeunesse, qui tendait à s'étioler, semble se renforcer. Les mouvements sociaux ont acquis au fil des années une certaine transversalité dans les thématiques qui rendent l'activisme social plus efficient et présent. Il n'est plus question de « compartimenter » chaque objet de contestation dans un mouvement spécifique. Si le danger principal pour les mouvements sociaux des dernières décennies était le cloisonnement des revendications et leur caractère

[1279] RENDUELES César, SOLA Jorge, « Podemos y el "populismo de izquierdas", ¿Hacia una contra hegemonía desde el sur de Europa? », in *Nueva Sociedad*, n° 257, 2015, p. 29-44.

« monochrome », l'éventuelle menace pour les mouvements sociaux actuels serait la recherche du cumul « d'étiquettes » de ses activistes, au risque de perdre de vue l'essence même de la mobilisation. Néanmoins, la diversification et la transversalité des mouvements sociaux actuels sont également une force, car la réunion de plusieurs objets de lutte proches rassemble et fédère un nombre plus conséquent de participants et rend les actions plus efficaces et remarquables par la classe politique. Ces mouvements s'articulent autour de motivations communes en lien avec la politique, la culture ou la vie quotidienne. Depuis le mouvement social du 15-M, la jeunesse délaisse donc les structures « traditionnelles » du militantisme telles que les partis politiques ou les syndicats, non plus par manque de convictions, mais au profit d'organisations associatives ou de mouvements sociaux à échelle mondiale.

Dans ce contexte, le milieu universitaire devient alors un point d'ancrage important de la participation citoyenne et des mouvements sociaux. Face aux incertitudes de la société, l'Université doit rester une référence dans l'éveil des consciences et la défense des valeurs démocratiques actuelles[1280]. À travers l'étude de différentes associations universitaires, nous avons pu constater que des questions comme l'écologie, le féminisme, la défense des droits du collectif LGBTIQ+ ou la lutte anti-raciste sont transversalement abordées dans ces organisations. Celles-ci servent de prolongement aux mouvements sociaux actuels au sein des universités car elles permettent à de nombreux étudiants de développer leur identité politique, de partager des valeurs communes et de s'insérer dans une démarche d'action collective. Des associations universitaires comme *La Chispa* ou UEP-EI affirment le caractère politique de leurs revendications tout en défendant un idéal incluant les intérêts de l'ensemble de la communauté étudiante. Les associations culturelles telles que les clubs de débats ou la revue *Awa* sont au cœur d'interactions politiques et sociales entre les étudiants issus de différents milieux et aux idéologies variées. Cette mixité permet entre autres à de jeunes primo-votants d'approfondir leur recherche personnelle d'identification à des formations politiques ou à des mouvements sociaux de grande ampleur tels que l'écologie ou le féminisme. Ce sentiment d'appartenance se retrouve fortement dans des associations féministes non mixtes comme *Histeria*, qui servent de refuge pour certaines étudiantes ou de tremplin à la visibilité du mouvement au sein des campus.

[1280] GIL VILLA Fernando, *Los estudiantes y la democracia. Reinventando Mayo del 68*, Madrid, Plaza y Valdés, 2014.

La visibilité accrue des mouvements écologiste et féministe, dans les facultés comme au-dehors, a permis à ces deux causes de prendre davantage d'importance dans l'agenda politique de Pedro Sánchez, comme en témoignent par exemple les dernières mesures prises sur le consentement[1281] ou encore le projet de loi sur la santé sexuelle et reproductive, en attente de validation parlementaire[1282]. Ceci démontre également la nécessité d'un parti traditionnel de la démocratie espagnole tel que le PSOE de former une coalition pour pouvoir gouverner. L'entrée de Podemos dans les institutions par la porte du parlement européen, et sa conquête des mairies, du Congreso de Diputados puis du Gouvernement montre que, malgré les divisions internes ayant conduit à la scission du parti et indirectement à la démission de Pablo Iglesias, le panorama politique se retrouve au cœur de nombreuses transformations sociales, alimentées notamment par la mobilisation collective étudiante et leurs revendications.

Bien que les causes sociétales et les idées politiques des étudiants tissent la toile de fond d'une grande partie des associations universitaires, l'engagement des jeunes reste participatif et relativement important, mais il devient de plus en plus virtuel et individuel. Depuis l'organisation des rassemblements en marge du 15-M, les réseaux sociaux sont devenus des espaces d'interaction et de revendication indispensables dans le débat politique, tout comme dans l'organisation de mobilisations ou d'activités en lien avec des collectifs nationaux, internationaux, ou encore des associations étudiantes. Les dernières générations, beaucoup plus connectées, tendent donc à se détacher de l'action collective « présentielle » au profit d'un militantisme individuel et à distance, caractérisé par une consommation excessive et immédiate de contenus (avec le risque de désinformation que cela implique) ainsi qu'une forme de « postureo militant », qui met en scène un quotidien activiste chez des jeunes qui, pour la plupart, ne sortent pratiquement jamais dans la rue pour manifester ou participer à des actions sociales dans leurs campus. La participation à une manifestation ou une élection devient alors l'objet d'une *story* ou d'une publication sur les réseaux sociaux, au détriment parfois de la cause représentée et de ses enjeux. Ce phénomène s'est largement accentué avec le confinement occasionné par la crise sanitaire de 2020, durant lequel la mobilisation collective a dû se réinventer en organisant des activités et des rassemblements virtuels au

[1281] La *Ley Orgánica de garantía integral de la libertad sexual*, adoptée en août 2022, est connue sous le nom de « solo sí es sí » car elle vise notamment à établir clairement la notion de consentement sexuel, renforcer la définition des circonstances aggravantes et faire disparaître la distinction entre délit d'« abus sexuel » et délit d'«agression sexuelle ».

[1282] MINISTERIO DE IGUALDAD, *Anteproyecto de Ley Orgánica por la que se modifica la Ley Orgánica 2/2010…*, *op. cit.*

moyen de différentes plateformes en ligne. Les associations universitaires ont suivi cette forme d'*e-activisme* durant la pandémie, et certaines d'entre elles sont parvenues à démontrer leur importance dans la représentation et le soutien de la communauté étudiante, y compris lorsque les portes de l'université sont restées closes. Néanmoins, malgré ces activités rendues visibles par une diffusion en ligne plus large, les associations universitaires tendent à éprouver des difficultés au moment de mobiliser des volontaires pour organiser des événements « physiques » sur les campus.

Les associations universitaires face à la fragmentation politique de la société

Depuis 2014, la diversification du choix politique entraîne une fragmentation de plus en plus prononcée des votes, ce qui a mis fin aux majorités absolues au Congreso de Diputados. Gouverner en solitaire n'est plus possible : les partis traditionnels sont concurrencés par des formations politiques novatrices et doivent composer avec ces dernières pour espérer former un Gouvernement. Par ailleurs, les élections législatives de 2019 ont laissé un goût amer aux jeunes comme à beaucoup d'Espagnols : les partis politiques susceptibles de former un Gouvernement se sont retrouvés dans l'incapacité de « faire front » pour éviter un nouveau scrutin. Ce sont d'ailleurs ces mêmes partis qui ont été sanctionnés à plus ou moins grande échelle lors des élections du 10 novembre. Les « guerres d'intérêt » ont contribué à laisser le champ libre à une résurgence de l'extrême-droite, qui progresse à mesure que les partis au pouvoir se divisent et en se nourrissant des frustrations et de la colère d'une partie des Espagnols.

Dans le même temps, les causes environnementale et féministe sont devenues le point névralgique de dissonances idéologiques et de tensions sociales. La modération appelle la radicalité et la radicalité provoque une contre-réaction de la part de groupes en totale opposition. Ainsi, le féminisme libéral est supplanté par le féminisme radical d'extrême gauche, ce qui alimente un discours de haine de la part de militants d'extrême droite. De même, l'absence de mesures concrètes prise par le Gouvernement en matière d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique invite de nombreux jeunes Espagnols à intégrer des organisations environnementales et à agir collectivement et individuellement, ce qui incite les plus sceptiques à détourner encore plus le regard de l'incendie que les êtres humains ont eux-mêmes provoqué.

Ces clivages sont perceptibles dans les universités, notamment au sein des associations étudiantes. Celles-ci peuvent contribuer directement à défendre une posture radicale lorsqu'elles ont une identité politique affirmée (associations d'extrême gauche, associations féministes ou écologistes). Les postures de plus en plus radicales adoptées par une partie importante de la jeunesse étudiante à Madrid sont le résultat d'une forme de désillusion liée aux crises successives vécues tout au long de leur vie (la crise économique de 2008 pendant leur enfance, la crise de confiance générée par la révélation de cas de corruption et la crise territoriale catalane et la chute du gouvernement Rajoy pendant leur adolescence, la crise sanitaire de 2020 pendant leur période d'études). Le caractère antisystème des mouvements étudiants les plus visibles perdure car ils s'inscrivent dans une dimension transversale en lien avec des problématiques économiques et sociales (précarité, difficultés d'émancipation, ascenseur social bloqué malgré un niveau d'études élevé), mais aussi sociétales (l'impact du réchauffement climatique sur les générations actuelles et à venir, le sort des femmes dans les sociétés globalisées et de plus en plus amenées à s'adapter aux conséquences écologique de l'activité industrielle).

Néanmoins, les associations universitaires peuvent également faire cohabiter tout un ensemble d'idéologies et de convictions, de par les différentes identités présentes parmi les adhérents (clubs de débat, journal de l'université, etc.) et permettre une interaction plus apaisée des différents courants de pensée défendus par les adhérents. Néanmoins, la diversification du choix politique a nettement contribué à ce que des enjeux d'apparence universels deviennent l'objet de nombreux clivages dans le sillage de la radicalisation du féminisme ou de l'écologie. En contre-réaction de l'essor de ces idées et de l'accès de l'extrême-gauche au Parlement puis au Gouvernement, l'extrême-droite est plébiscitée comme alternative refuge par une minorité grandissante d'étudiants.

Du 15-M au renouveau des mouvements écologiste et féministe, l'action collective est bien souvent portée par la jeunesse étudiante, dont les revendications se retrouvent de plus en plus en filigrane dans les programmes électoraux ainsi que dans les éléments de langage des discours des personnalités politiques. Les étudiants sont un électorat non négligeable à conquérir car ils représentent l'un des secteurs de la population les plus pessimistes quant au devenir de leur pays. Leur confiance à l'égard de la classe dirigeante reste fragile, ce qui contribue d'une certaine manière à modeler le panorama politique et social du pays. Ceci incite notamment les partis à revoir leurs éléments de langage et leur image, et favorise en

partie le succès de stratégies populistes d'extrême gauche comme d'extrême droite. En dehors des clivages idéologiques, la communauté étudiante se construit une identité militante axée sur la solidarité et les revendications sociales, face à une précarité devenue quasi-structurelle au cours de cette dernière décennie. La plupart des étudiants préfère se tourner vers des organisations collaboratives et participatives telles que les associations universitaires. Dans le sillage des mouvements sociaux de plus grande ampleur, ces structures locales de mobilisation sont des foyers importants d'interactions. Elles peuvent contribuer de manière directe ou indirecte à la politisation des étudiants, en renforçant l'expression de leurs convictions ou en les incitant à définir les caractéristiques de leur identité politique et sociale à travers différentes activités collectives. L'activisme politique et social des étudiants dépasse le cadre des mobilisations dans les espaces publics pour se prolonger et gagner en ampleur virtuellement sur les réseaux sociaux. Déjà utilisés lors des rassemblements du 15-M, ces canaux de communication sont devenus des interfaces majeures dans la participation politique et sociale de la jeunesse universitaire.

La pandémie de COVID-19 a accentué ce phénomène, n'épargnant pas les activités des associations universitaires, c'est pourquoi de futurs travaux pourraient se consacrer plus en détails sur le devenir de ces organisations à l'ère du numérique. De même, Internet a permis aux partis de communiquer plus facilement avec les jeunes, il serait donc intéressant d'étudier les conséquences de l'utilisation des réseaux sociaux par les personnalités politiques sur l'évolution de l'opinion politique de la jeunesse, en prenant en compte notamment l'irruption de Tik Tok dans la communication politique. Dans le prolongement de cette réflexion, nous pourrions approfondir la notion de « postureo militant » et tenter d'analyser dans quelle mesure le divertissement tend à prendre le pas sur les idées dans la perception de l'actualité politique par les jeunes. Dans un contexte de plus en plus orienté vers les nouvelles technologies et Internet, nous pourrions également interroger le devenir des associations universitaires et l'efficience de leurs actions dans les campus, ou encore analyser l'évolution de l'influence des associations universitaires dans les pratiques activistes des étudiants ainsi que dans leur éveil politique. Par ailleurs, des études ultérieures pourraient approfondir ce travail de recherches en proposant notamment d'interroger le fonctionnement d'autres associations universitaires afin d'en évaluer le caractère politisé et la fonction politisante pour de nouvelles générations d'étudiants. Enfin, dans la continuité du schéma de l'évolution de l'identité politique des individus, il conviendrait de poursuivre des recherches sur les

éventuels changements dans la pensée politique des individus des générations Y et Z quelques années après la fin de leurs études.

SOURCES

Entretiens réalisés en 2019 dans les universités madrilènes (classés par période, université et association universitaire)

Novembre et décembre

- Universidad Autónoma de Madrid (UAM)

Fridays for Future UAM

- Entretien avec Natalia, 26 ans, étudiante en 2ème année de double Grado universitario en Philosophie politique et Économie, réalisé le 22 novembre 2019.

Sociedad de Debate

- Entretien avec Diego, 18 ans, étudiant en 1ère année de double Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 02 décembre 2019.
- Entretien avec Pablo, 24 ans, étudiant en 1ère année de Grado universitario en Histoire, réalisé le 23 novembre 2019.
- Entretien avec Valentina, 18 ans, étudiante en 1ère année de Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 05 décembre 2019.

UAMIMUN

- Entretien avec David, 19 ans, étudiant en 2ème année de double Grado universitario en Philosophie Politique et Économie, réalisé le 21 novembre 2019.
- Entretien avec Jesús, 19 ans, étudiant en 2ème année de double Grado universitario en Philosophie Politique et Économie, réalisé le 22 novembre 2019.

- Universidad Complutense de Madrid (UCM)

Asamblea Feminista de Somosaguas

- Entretien avec Sara, 19 ans, étudiante en 2ème année de double Grado universitario en Sociologie et Relations Internationales, réalisé le 26 novembre 2019.

La Chispa

- Entretien avec Allison, 19 ans, étudiante en 3ème année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 20 novembre 2019.
- Entretien avec Almudena, 18 ans, étudiante en 1ère année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 20 novembre 2019.
- Entretien avec Iru, 23 ans, étudiant en 3ème année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 20 novembre 2019.
- Entretien avec Jota, 18 ans, étudiant en 1ère année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 20 novembre 2019.
- Entretien avec Paula B., 21 ans, étudiante en 3ème année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 20 novembre 2019.

Histeria

- Entretien avec Alba, 20 ans, étudiante en 2ème année de Grado universitario en Psychologie, réalisé le 04 décembre 2019.

- Entretien avec Clara, 21 ans, étudiante en 4ème année de Grado universitario en Psychologie, réalisé le 03 décembre 2019.

Unión de Estudiantes Progresistas-Estudiantes de Izquierdas (UEP-EI)

- Entretien avec Elena A., 24 ans, étudiante en 3ème année de Grado universitario en Droit à l'Université, réalisé le 28 novembre 2019.

- Universidad Politécnica de Madrid (UPM)

Awa

- Entretien avec Carlos, 21 ans, étudiant en 1ère année de Master en Ingénierie chimique, réalisé le 29 novembre 2019.
- Entretien avec Elena B., 21 ans, étudiante en 3ème année de Grado universitario en Ingénierie en organisation, réalisé le 29 novembre 2019.
- Entretien avec Jorge, 21 ans, étudiant en 4ème année de Grado universitario en Ingénierie en technologies industrielles, réalisé le 29 novembre 2019.
- Entretien avec Luisa, 19 ans, étudiante en 2ème année de Grado universitario en Ingénierie industrielle, réalisé le 29 novembre 2019.

- Universidad Rey Juan Carlos (URJC)

Club de Debate

- Entretien avec Alejandro, 21 ans, étudiant en 4ème année de Grado universitario en Droit et Criminologie, réalisé le 24 novembre 2019.
- Entretien avec Delia, 19 ans, étudiante en 2ème année de Grado universitario en Sciences de l'Éducation et en 1ère année de Grado universitario en Psychologie, réalisé le 23 novembre 2019.
- Entretien avec Miguel B., 21 ans, étudiant en 3ème année de Grado universitario en Ingénierie informatique, réalisé le 24 novembre 2019.
- Entretien avec Paula A., 22 ans, étudiante en 4ème année de Grado universitario en Relations Internationales, réalisé le 24 novembre 2019.
- Entretien avec Sabrín, 23 ans, titulaire d'un Grado universitario en Relations Internationales, étudiante en dernière année de Master en Études arabophones, réalisé le 23 novembre 2019.

<u>Avril et mai</u>

- Universidad Autónoma de Madrid (UAM)

Students for Liberty (SFL)

- Entretien avec Daniel, 18 ans, étudiant en 1ère année de Grado universitario en Biochimie, réalisé le 29 avril 2019.

- Universidad Carlos III de Madrid (UC3M)

Demos

- Entretien avec, Adrián, 18 ans, étudiant en 1ère année de Grado universitario en Droit et Gestion d'entreprise, réalisé le 07 mai 2019.
- Entretien avec Álvaro, 20 ans, étudiant en 2ème année de Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 10 mai 2019.
- Entretien avec Andrés, 20 ans, étudiant en 2ème année de Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 06 mai 2019.

- Entretien avec Jaime, 18 ans, étudiant en 1ère année de Grado universitario en Études Internationales, réalisé le 30 avril 2019.
- Entretien avec Javier, 20 ans, étudiant en 2ème année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 03 mai 2019.
- Entretien avec Julia, 18 ans, étudiante en 1ère année de double Grado universitario en Économie et Études Internationales, réalisé le 03/05/2019.
- Entretien avec Laura B., 19 ans, étudiante en 2ème année de Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 06/05/2019.
- Entretien avec Levisa, 19 ans, étudiante en 1ère année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 09 mai 2019.
- Entretien avec Lucía, 19 ans, étudiante en 2ème année de Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 14 mai 2019.
- Entretien avec Marcos, 18 ans, étudiant en 1ère année de double Grado universitario en Économie et Études Internationales, réalisé le 08 mai 2019.
- Entretien avec Miguel A, 18 ans, étudiant en 1ère année Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 30 avril 2019.
- Entretien avec Rómulo, 19 ans, étudiant en 1ère année de Grado universitario en Sciences Sociales et Humanités, réalisé le 07 mai 2019.

Students for Liberty (SFL)

- Entretien avec Laura A., 23 ans, titulaire d'un Master en Prévention et Gestion de Crises Internationales, réalisé le 10/05/2019.

- Universidad Complutense de Madrid (UCM)

Students for Liberty (SFL)

- Entretien avec Yoel, 20 ans, étudiant en 2ème année de Grado universitario en Sciences Politiques, réalisé le 13 mai 2019.

Entretiens réalisés par téléphone en juin 2020 pendant le confinement lié à la pandémie de COVID-19 (classés par université et association universitaire)

- Universidad Autónoma de Madrid (UAM)

Sociedad de Debate

- Entretien téléphonique avec Diego, 18 ans, étudiant en 1ère année de double Grado Universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 13 juin 2020.
- Échange téléphonique avec Valentina, 18 ans, étudiante en 1ère année de Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 16 juin 2020.

Students for Liberty (SFL)

- Entretien téléphonique avec Daniel, 19 ans, étudiant en 2ème année de *Grado universitario* en Biochimie, réalisé le 16 juin 2020.

UAMIMUN

- Entretien téléphonique avec Jesús, 19 ans, étudiant en 2ème année de double *Grado universitario* en Philosophie Politique et Économie, réalisé le 14 juin 2020.

- Universidad Carlos III de Madrid (UC3M)

Demos

- Entretien téléphonique avec Álvaro, 21 ans, étudiant en 3ème année de Grado universitario en Droit et Sciences Politiques, réalisé le 21 juin 2020.
- Entretien téléphonique avec Jaime, 19 ans, étudiant en 2ème année de Grado universitario en Études Internationales, réalisé le 16 juin 2020.
- Entretien téléphonique avec Javier, 22 ans, étudiant en 3ème année de Grado universitario en Sciences Politiques à l'Université Carlos III de Madrid, membre de l'association universitaire Demos, réalisé le 13 juin 2020.
- Entretien téléphonique avec Levisa, 20 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Sciences Politiques réalisé le 16 juin 2020.
- Entretien téléphonique avec Miguel A., 19 ans, étudiant en 2ème année de *Grado universitario* en Sciences Politiques, réalisé le 14 juin 2020.

- Universidad Complutense de Madrid (UCM)

La Chispa

- Entretien téléphonique avec Paula B., 22 ans, étudiante en 3ème année de *Grado universitario* en Sciences Politiques, réalisé le 22 juin 2020.

Histeria

- Entretien téléphonique avec Alba, 21 ans, étudiante en 2ème année de Grado universitario en Psychologie, réalisé le 13 juin 2020.
- Entretien téléphonique avec Clara, 22 ans, étudiante en 4ème année de Grado universitario en Psychologie, réalisé le 17 juin 2020.

Unión de Estudiantes Progresistas- Estudiantes de Izquierdas (UEP-EI)

- Entretien téléphonique avec Elena A., 25 ans, étudiante en 3ème année de *Grado universitario* en Droit, réalisé le 14 juin 2020.

- Universidad Politécnica de Madrid (UPM)

Awa

- Entretien téléphonique avec Luisa, 20 ans, étudiante en 2ème année de *Grado universitario* en Ingénierie industrielle, réalisé le 16 juin 2020.

Articles de presse (classés par année de publication)

- **2022**

FERNÁNDEZ Celia, « ¿Haces activismo o "clictivismo"? La movilización en redes sociales, entre la solidaridad y el postureo », *El País*, 02 janvier 2022.

- **2021**

AGENCIAS, « La confesión de Íñigo Errejón sobre el 15-M diez años después de su estallido», *Huffington Post*, 15 mai 2021.

CASTAÑO Pablo, « El movimiento 15-M en 7 claves, una década después », in *CTXT*, n° 272, mai 2021.

ELICES Raquel, « Postureo ético: Exhibir compromiso social y no mover un dedo », *RTVE*, 02 février 2021.

EUROPA PRESS, « NNGG del PP celebra este fin de semana su congreso buscando llegar a más jóvenes tras más de 600 afiliados en un mes », *Europa Press*, 09 avril 2021.

LE MONDE/AFP, « Amazon condamné à une amende de 746 millions d'euros au Luxembourg », *Le Monde*, 30 juillet 2021.

GALAUP Laura, « Los alumnos de la Universidad Rey Juan Carlos combaten todavía el estigma del caso Máster », *ElDiario.es*, 16 janvier 2021.

GÁLVEZ Juan, « El tribunal absuelve a Cifuentes en el "caso máster", pero condena a tres años de cárcel a la asesora de la Comunidad », *El País*, 15 février 2021.

MARCOS David, LARRAZ, Irene, « Radiografía del Congreso: así son las generaciones que lo componen », *Newtral.es*, 11 janvier 2021.

NEATE Rupert, «Amazon had sales income of €44bn in Europe in 2020 but paid no corporation tax », *The Guardian*, 04 mai 2021.

OLÍAS Laura, SÁNCHEZ Raúl, « Así es la "cultura de la temporalidad" en España: 27 millones de bajas de contratos al año, uno de cada cinco de un día », *ElDiario.es*, 12 juin 2021.

SIERRA Irene, « En España hay más hogares con mascotas que con niños: radiografía de este fenómeno », *El País,* 01 juin 2021.

- **2020**

ABC, « El 60% de los escolares de hoy trabajarán en profesiones que aún no existen », *ABC*, 23 février 2020.

EL CONFIDENCIAL, « Madrid ya tiene más perros y gatos registrados que niños menores de diez años », *El Confidencial,* 04 décembre 2020.

SAINATO Michael, «'I'm not a robot': Amazon workers condemn unsafe, grueling conditions at warehouse », *The Guardian,* 05 février 2020.

TOLOSA Lucía, « Los afiliados de Podemos pagan desde hoy una cuota de tres euros », *El País,* 14 septembre 2020.

- **2019**

ABELLÁN Lucía, «La banca y las grandes fortunas concentran la mitad de la subida de impuestos que propone Podemos», *El País,* 25 avril 2019.

ABELLÁN, Lucía, « Podemos propone rebajar a 16 años la edad para votar », *El País*, 5 avril 2019

ABRIL Guillermo, CAMHAJI Elías, OQUENDO Catalina, « Generación Greta. Así son los jóvenes que han dicho basta a la destrucción del planeta », *El País,* 22 septembre 2019.

AGENCIAS, « Los permisos de paternidad son desde hoy de ocho semanas », *El País,* 01 avril 2019.

ANDRINO Borja, GRASSO Daniele, LLANERAS Kiko, «Qué dicen las generales sobre las elecciones municipales y autonómicas », *El País*, 30 avril 2019.

ARANDA, José Luis, «Los jóvenes, ante la sima de la pobreza», *El País*, 25 avril 2019.

BAÑOS Sonia, « Primer debate electoral en la Universidad Carlos III con la ausencia del Partido Popular », *Noticias para municipios*, 09 mai 2019.

BAYONA Eduardo, « La lista de espera de la corrupción: más de doscientos casos aislados pendientes de juicio », *Público*, 20 avril 2019.

CAPILLA, Manuel, « Las sumas y las restas del terremoto Errejón », *El siglo de Europa*, 26 septembre 2019.

CEBRIÁN Mariano, « El alcalde más joven de España gobernará un pueblo de Guadalajara con 22 habitantes », *ABC*, 10 juin 2019.

CERRILLO Antonio, « La Generación Greta pide en España una acción urgente contra la crisis climática », *La Vanguardia*, 15 mars 2019.

EFE, « Podemos rompe con Carmena, aunque no competirá en las elecciones municipales de Madrid », *RTVE.es*., 23 janvier 2019.

EL INDEPENDIENTE, « Más de 178.000 militantes del PSOE, llamados a avalar la coalición con Podemos » *El Independiente*, 23 novembre 2019.

EL PAÍS, « Las protestas mundiales contra el cambio climático, en imágenes », *El Pais*, 15 mars 2019.

GALAUP Laura, « Abascal pincha el himno de España en el antiguo Pachá: Vox despliega su estrategia para atraer el voto joven », *ElDiario.es*, 02 mars 2019.

GRACIA Marta, « España quiere ser un país de 'sisis': así son los jóvenes que estudian y trabajan », *ElPeriódico.com*, 13 février 2019.

MARCOS Ana, « ¿Por qué la alianza de Podemos e IU se llama ahora Unidas Podemos?», *El País*, 28 février 2019.

MARRACO Manuel, « El juez archiva la causa contra Dani Mateo por ultraje a la bandera de España e incitación al odio », *El Mundo*, 16 janvier 2019.

MEDINA Miguel Ángel, « Mario Agreda, el líder indígena que ha reprochado a Almeida que prefiera Notre Dame al Amazonas », *El País*, 03 décembre 2019.

PAMIES PALAZUELO Joan Carles, «Elecciones 10N: ¿Qué ha cambiado respecto a las generales de abril?», *The Conversation*, 11 novembre 2019.

PERRENOT Pauline, SLONKA-MALVAUX Vladimir, « El franquismo sigue desgarrando España », *Le Monde diplomatique en español*, n° 289, novembre 2019.

PLANELLES Manuel, CADENAS Julia, «Los activistas del clima acampan frente al Ministerio de Transición Ecológica », *El Pais*, 07 octobre 2019.

REDACCIÓN LA VANGUARDIA, « De la satisfacción a la indignación en las reacciones a exhumación de Franco », *La Vanguardia*, 24 octobre 2019.

REDACCIÓN LA VANGUARDIA MADRID, « El hombre de confianza de Abascal fue condenado por agredir a Pablo Iglesias en 1998 », *La Vanguardia*, 05 avril 2019.

REDACCIÓN RADIO ZAMORA, « Juan del Canto, el alcalde más joven de España », *Cade na Ser*, 28 mai 2019.

REMACHA Belén, « Miles de jóvenes marchan por las ciudades por la falta de compromiso político contra el cambio climático », *Eldiario.com*, 15 mars 2019.

RIERA BOSQUED Lucía, « La lucha de los partidos por el voto femenino en las elecciones generales en España », *Euronews*, 23 avril 2019.

SANTANA Andrés, RAMA CAAMAÑO José, « El perfil del votante de Vox », *Agenda Pública*, 04 décembre 2019.

SÉRVULO GONZÁLEZ Jesús, « Los gigantes tecnológicos pagan menos impuestos en España pese a ganar más », *El País*, 24 mars 2019.

VALLADARES Fernando, « Incendios en el Amazonas: la tragedia de lo que no se ve », *The Conversation*, 25 août 2019.

- **2018**

ABAD LIÑÁN, José Manuel, ALAMEDA, David, GALÁN, Javier, « Pablo Iglesias e Irene Montero, entre los 20 diputados más hipotecados », *El País*, 18 mai 2018.

ABC « La moción de censura se cuela en el pleno del Parlamento », *ABC*, 5 juin 2018.

ABC, « La deuda de las familias sube un 0,3% en febrero pero sigue en niveles de 2006 », *ABC*, 2 avril 2018.

ABC, « Más de 1.000 inmuebles para que los jóvenes puedan acogerse a las ayudas del nuevo Plan de Vivienda ». *ABC*, 19 mars 2018.

ALBEROLA Miquel, « Pedro Sánchez, presidente del Gobierno tras ganar la moción de censura a Rajoy », *El País*, 01 juin 2018.

ALBEROLA Miquel, « La corrupción erosiona la confianza de los ciudadanos en las instituciones », *El País*, 9 avril 2018.

ALBEROLA Miquel, « El Congreso rechaza despenalizar las injurias al Rey tras el fallo de Estrasburgo », *El País*, 13 mars 2018.

ALBEROLA Miquel, « PSOE, Podemos y Ciudadanos se unen para endurecer el delito de financiación ilegal », *El País*, 6 mars 2018.

ALONSO Nahiara, « Los empleos con más oferta en 2018: teleoperador, preparador de pedidos y camarero de pisos », *El País*, 9 avril 2018.

ÁLVAREZ Pilar, « Un Gobierno paritario en el que la mujer gana poder », *El País*, 6 juin 2018.

ÁLVAREZ Pilar, « ¿Una Selectividad común? », *El País*, 27 mars 2018.

ÁLVAREZ Pilar, « Los partidos piden un fondo para desigualdades regionales en el pacto educativo », *El País*, 31 janvier 2018.

ÁLVAREZ Pilar, « Los alumnos pagan más, las universidades reciben menos », *El País*, 16 janvier 2018.

BALLESTEROS Roberto, « De 4.951 a 20.706: Vox cuadruplica su número de afiliados en solo un año », *El Confidencial*, 15 décembre 2018.

CAPILLA Manuel, « El nuevo Pablo Iglesias. De joven activista y agitador político, a padre pragmático y "hombre de Estado"», *El siglo de Europa*, n° 1263, 2018.

CARRASCO Lupe, « ¿Cuántos afiliados reales tienen los partidos? », *VozPópuli*, 26 juin 2018.

CARVAJAL Álvaro, « Pablo Iglesias encarga a Errejón empezar “ya” su campaña de candidato en Madrid », *El Mundo* 13 janvier 2018.

CEBERIO BELAZA Mónica, « De Gallardón a La Manada: el porqué del éxito arrollador del 8-M en España », *El País*, 18 mars 2018.

CUÉ Carlos, CASQUEIRO Javier, « El pasado de corrupción del PP no escampa nunca », *El País*, 27 mai 2018.

DE MIGUEL Rafa, « Ciudadanos adelanta al PP y al PSOE y sería el partido más votado », *El País*, 13 janvier 2018.

DOMINGO Marta, « El futuro del PP de Madrid, pendiente del Trabajo Final de Máster que Cifuentes no muestra », *ABC*, 3 avril 2018.

DOMÍNGUEZ Amor, « Llega la generación "sisi": jóvenes que estudian y trabajan », *La Nueva España*, 02 septembre 2018.

EDICIONES EL PAÍS, « Qué han votado los partidos y por qué en la moción de censura a Rajoy », *El País*, 01 juin 2018.

EUROPA PRESS, « "Dormíamos, despertamos": inaugurada la placa que homenajea al 15M en plena Puerta del Sol », *ElDiario.es*, 04 décembre 2018.

FERNÁNDEZ Juan José, « Los estudiantes de la Universidad Rey Juan Carlos protestan contra Cifuentes », *ElPeriódico.com*, 09 avril 2018.

FRANZÉ Javier, « El declive de Podemos », *CTXT*, n° 154, 31 janvier 2018.
GARCÍA DE BLAS Elsa, « El PSOE prepara una moción de censura contra Rajoy tras la sentencia de Gürtel », *El País*, 25 mai 2018.

LÓPEZ-FONSECA Óscar, « Las 185 palabras que sentenciaron a Rajoy », *El País*, 01 juin 2018.

LÓPEZ Celeste, « La URJC, espejo del Madrid del PP », *La Vanguardia*, 23 septembre 2018.

MATEO Juan José, « Los jóvenes del PP se desentienden del futuro del partido », *El País*, 03 juillet 2018.

MATEO Juan José, « Rajoy anuncia su dimisión como líder del PP y deja en manos de su sucesor la renovación », *El País*, 5 juin 2018.

ORGAZ Cristina, «Vox: cómo es el primer partido de ultraderecha que llega a un parlamento en España en los últimos 36 años (y por qué genera polémica) », *BBC*, 04 décembre 2018.

PAN-MONTOJO Nicolás, « Juventudes políticas, entre lo nuevo y lo de siempre », *El País*, 08 novembre 2018.

PÚBLICO, AGENCIAS, « Una mujer de 65 años se suicida en Madrid cuando la iban a desahuciar », *Público*, 26 novembre 2018.

REDACCIÓN COPE, « ¿Cuántos afiliados tiene cada partido político en España? », *Cadena COPE*, 27 juin 2018.

RIAÑO Miguel, « La inmigración magrebí fue el factor que más impulsó los resultados de Vox », *El Independiente*, 04 décembre 2018.

RINCÓN Reyes, « La primera moción de censura que consigue su propósito », *El País*, 1 juin 2018.

RUIZ DE ALMIRÓN Víctor, « El nuevo PSOE de Sánchez se estanca en los sondeos y no logra la unidad interna », *ABC*, 20 mars 2018.

SIMÓN Pablo, « Democracias digitales », *El País*, 10 avril 2018.

SOMOLINOS Daniel, « Pablo Iglesias e Irene Montero: el chalet de la discordia », *El Mundo*, 29 décembre 2018.

URBAN DATA ANALYTICS, « Los estudiantes, también afectados por la subida del alquiler », *El Mundo*, 31 août 2018.

VALERO Juan Carlos, « «Un solo individuo cotizará para pagar a seis pensionistas» », *ABC*, 18 mars 2018.

VIDAL-FOLCH Xavier, « Para acabar con las crisis bancarias », *El País*, 14 février 2018.

- **2017**

AYUSO Javier, « Una generación entre dos mundos », *El País*, 5 mars 2017.

BARBERO Luís, « Una amplia mayoría cree que Rajoy ha gestionado mal la crisis catalana », *El País*, 28 mai 2017.

BORRAZ Marta, « Una "manada feminista" clama en Madrid contra el cuestionamiento de la víctima de Sanfermines: "Yo sí te creo" », *ElDiario.es*, 17 novembre 2017.

CAMAS GARCÍA Francisco, « ¿Por qué votan menos los jóvenes en España? », in *Metroscopia*, 28 février 2017.

DE MIGUEL Rafa, « Los españoles se muestran convencidos de que aún hay corrupción por destapar », *El País*, 23 avril 2017.

EDITORIAL EL ECONOMISTA, « El drama de los Millenials con la vivienda: dedican el triple de ingresos que sus abuelos a pagar su casa », *El Economista.es*, 21 septembre 2017.

EL PERIÓDICO, « Las 10 profesiones que aún no existen y que marcarán el mercado laboral del futuro », *ElPeriódico.com*, 05 mai 2017.

GIL Andrés, « España, la antiespaña, la bandera y la importancia de los símbolos en política », *ElDiario.es*, 09 octobre 2017.

LÓPEZ DE MIGUEL Alejandro, « El fulgurante cambio de Rajoy con la violencia machista: de no conocer sus causas a colgarse la medalla del pacto », *Público*, 29 juillet 2017.

OLABARRIETA Ane, « El acoso sexual llega al cine español: estas son las actrices que lo denuncian », *El Español*, 29 octobre 2017.

RUIZ VALDIVIA Antonio, « Cómo pretende Pedro Sánchez recuperar votantes », *Huffington Post*, 06 juin 2017.

TORRES Raymond, « Divergencias territoriales », *El País*, 24 novembre 2017.

- **2016**

ÁLVAREZ, Pilar, « Los universitarios españoles, entre los que más pagan de Europa », *El País*, 15 avril 2016.

CAMAS GARCÍA Francisco, « Los españoles y sus políticos: vergüenza y decepción », *Metroscopia*, 15 septembre 2016.

CARTAPANIS André, KOENIG Gapard, « Jeunesse : Génération sacrifiée ? », *Le cercle des économistes*, 08 avril 2016.

COSTAS Elena, « El humor en el discurso político », in *Jot Down, Contemporary culture mag*, 18 mai 2016.

EFE, « El abandono escolar temprano cae al 15,5% en la Comunidad de Madrid en 2015 », *ElEconomista.es*, 28 janvier 2016.

WOLFF Guntram, « L'Europe a sacrifié sa jeunesse sur l'autel de l'austérité », *Le Monde*, 08 janvier 2016.

- **2015**

C.E., « Podemos 'toma' la Universidad Complutense y la convierte en un caladero de militantes », *El Economista*, 31 janvier 2015.

CRUZ Marisa, « España tumba el bipartidismo y deja en el aire el gobierno », *El Mundo*, 21 décembre 2015.

ESCUELA DE PERIODISMO UAM, « La mayoría de los nuevos alcaldes son 10 años más jóvenes que los de 2011», *El País*, 03 juillet 2015.

ESCUELA DE PERIODISMO UAM, « Los jóvenes toman las riendas », *El País*, 3 juillet 2015.

GAREA Fernando, « Vuelco histórico en las elecciones municipales y autonómicas », *El País*, 25 mai 2015.

GIL Andrés, CASTRO Irene, « Podemos respalda el acuerdo de Tsipras con la troika: "Apoyamos lo mismo que el Parlamento griego" », *Eldiario.es*, 16 juillet 2015.

JUNQUERA Natalia, « Así son los "cachorros" del PP y del PSOE », *El País*, 11 décembre 2015.

LAMANT Ludovic, « Ce que préparent les mairies "indignées" en Espagne », *Mediapart*, 13 juin 2015.

MUÑOZ Alberto, « Casi la mitad de los jóvenes desconfía de la "política tradicional" », *El Mundo*, 9 avril 2015.

MIRA Nieves, « Son jóvenes, estudian y dedican su tiempo libre... a los partidos políticos », *ABC*, 10 novembre 2015.

MUÑOZ Alberto, « Los jóvenes sin formación serán excluidos del mercado laboral », *El Mundo*, 4 mars 2015.

TREMOLET DE VILLERS Vincent, « Syriza, Podemos, Mélenchon : où en est la gauche radicale après la crise grecque ? », *Le Figaro*, 17 juillet 2015.

- **2014**

BELIL CREIXELL, Francisco, « Cómo luchar contra el paro juvenil », *El País*, 12 août 2014.

BLÁZQUEZ Susana, « La crisis dispara la segunda mano », *El País*, 23 février 2014.

CARVAJAL Álvaro, « La gran multiplicación de Podemos », *El Mundo*, 13 juin 2014.

CASTRO Irene, « El Partido X tiende la mano a Podemos y Equo para "unir fuerzas" en las europeas », *ElDiario.es*, 17 mars 2014.

CIS, « El perfil medio del votante de Podemos, joven urbano con estudios superiores », *La Información*, 08 août 2014.

DAVEY Melissa, VAUGHAN Daniel, HOLPUCH Amanda, « People's Climate March: thousands demand action around the world - as it happened », *The Guardian*, 22 septembre 2014

DE FRANCISCO Andrés, « Podemos : Democracia, eficacia y deriva ideológica », in *Rebelión*, 12 novembre 2014.

ECOTEUVE.ES, « Baile de cifras por el fraude de los cursos andaluces: "El Mundo" dice 2.000 millones y "El País" lo rebaja a 20 », *El Economista*, 16 avril 2014.

FARIZA Ignacio, « Los jóvenes españoles con carencias materiales se triplican con la crisis », *El País*, 25 mars 2014.

FREIRE, Alba, « El 75% de las profesiones del futuro aún no existen o se están creando », *El Economista*, 10 avril 2014.

POLO Sara, « "Generación Podemos" », *El Mundo*, 12 novembre 2014.

RÉDACTION, « La courbe de deuil appliquée à l'entreprise », *Dynamique Entrepreunariale*, 10 mars 2014.

RIUS Mayte, « La industria del hazlo tú mismo », *La Vanguardia*, 31 janvier 2014.

TINOCO Elizabeth, « La sociedad paralizada: jóvenes desempleados », *El País*, 17 août 2014.

UEP-EI, « Conmigo o contra mí: Una mirada crítica al Anteproyecto de Reforma de la Ley de Seguridad Ciudadana », in *Revista de la UEP-EI*, n° 3, 2014.

UEP-EI, « La Reforma de la Ley del aborto: Por la vida digna y la soberanía de las mujeres », in *Revista de la UEP-EI*, n° 3, mai 2014.

WALKER Tom, LEAL Gonzalo, « España: crece el número de «círculos» del nuevo partido político Podemos », *Global Voices*, 08 septembre 2014.

- **2013**

HENLEY Jon, « Jóvenes y cualificados: la grave situación de la generación europea mejor formada », *El País*, 2 juillet 2013.

I.S.U, « Los partidos y sus juventudes », *ElDiario.es*, 19 janvier 2013.

PERAITA Laura, « La familia: una gran lección de solidaridad », *ABC*, 24 juin 2013.

SÁNCHEZ Juan Luis, « Nace el Partido X, una formación política que pretende "reiniciar el sistema" y "recuperar la democracia" », *ElDiario.es*, 2 janvier 2013.

URREIZTIETA Esteban, INDA Eduardo, « Bárcenas pagó sobresueldos en negro durante años a parte de la cúpula del PP », *El Mundo*, 20 janvier 2013.

- **2012**

ÁLVAREZ Pilar, « Educación plantea subir hasta 540 euros las tasas universitarias », *El País*, 20 avril 2012.

AGENCIAS, « Wert apuesta por un gran acuerdo nacional para reformar la Educación », *El Mundo*, 03 janvier 2012.

ASSIEGO CRUZ, Violeta, «Una ley hipotecaria más justa y compasiva », *El País*, 3 novembre 2012.

EDITORIAL EL PAÍS, « Frustración juvenil », *El País*, 11 mars 2012.

EFE, « La Audiencia Nacional ordena reabrir la causa contra Bárcenas, Merino y Galeote », *La Vanguardia*, 15 mars 2012.

EITB, « Miles de 'indignados' secundan la celebración del aniversario del 15M », *EITB.eus*, 12 mai 2012.

FEITO Rafael, « Más desigualdades », *El País*, 21 septembre 2012.

IGLESIAS Leyre, COLOMA Marta, « Una ex concejal socialista de 53 años se suicida en Barakaldo cuando iban a desahuciarla », *El Mundo*, 09 novembre 2012.

MENÉNDEZ María, « Al colegio con hambre y sin cuaderno: la crisis se ceba con los niños en España », *RTVE*, 07 juin 2012.

MILLET, Eva, « La crisis explicada a los niños », *La Vanguardia*, 13 juillet 2012.

MORÁN Carmen, « La solidaridad baja a los barrios », *El País*, 3 novembre 2012.

PÉREZ-LANZAC Carmen, « Generación "nimileurista" », *El País*, 11 mars 2012.

REYERO Itziar, « Una mujer se arroja al vacío durante el desahucio de su casa en Baracaldo », *ABC*, 09 novembre 2012.

SÁNCHEZ SILVA Carmen, « Así se ganan más de mil euros », *El País*, 13 mars 2012.

URQUIZU SANCHO Ignacio, « Los jóvenes y la política », *El País*, 16 juillet 2012.

VILELLA Paula, « ¿Sigue vivo el 15-M? », *BBC News*, 10 mai 2012 (actualisé le 12 mai 2012).

XIMÉNEZ DE SANDOVAL Pablo, « Rajoy, no nos falles », *El País*, 2 avril 2012.

YONG KIM Jim, « Luchar en tiempos de incertidumbre », *El País*, 3 novembre 2012.

- **2011**

EFE, « Los líderes de las juventudes de los partidos apoyan la mayoría de reivindicaciones del 15M », *20Minutos*, 28 août 2011.

GARCÍA Yarelín, « Negocios de segunda mano: un sector 'de primera' para tiempos de crisis », *ElEconomista.es*, 11 juilllet 2011.

INJUVE, «Jóvenes Verdes: una iniciativa de la juventud española por el ecologismo», *INJUVE*, 29 septembre 2011.

PÉREZ-LANZAC Carmen, « Indignados y acampados », *El País*, 17 mai 2011.

PÉREZ-MARTÍN M., CARRANCO R., « El movimiento 15-M levanta acampadas y convoca movilizaciones », *El País*, 13 juin 2011.

RODRÍGUEZ Delia, « Los virales de la #spanishrevolution », in Blog Trending Topics, *El País*, 19 mai 2011.

ROMERO M., MORALES R., « Sin rumbo », *La Razón*, 03 juin 2011.

ZAFRA Ignacio, HERNÁNDEZ José Antonio, « El tribunal acepta juzgar a Camps y la cúpula de Gürtel juntos por cohecho », *El País*, 27 avril 2011.

- **2010**

EFE, « El PSOE denuncia las irregularidades de la trama Gürtel en Marratxi », *El Mundo*, 15 mars 2010.

MUCIENTES Esther, « "Somos una generación que no tenemos ni empleo, ni oportunidades, ni futuro" », *El Mundo*, 14 avril 2010.

- **2001-2009**

ALTOZANO Manuel, YOLDI José, « Garzón imputa a dos nuevos alcaldes del PP en la trama de corrupción », *El País*, 5 mars 2009.

DORNA Alexandre, « Le populisme: un concept sans théorie », *Libéralisme ou démocratie*, 13 mars 2006.

ESTALELLA Adolfo, « Estudiantes y profesores coordinan sus protestas contra la LOU por Internet », *El País*, 29 novembre 2001.

LAPORTA Francisco J., « Bolonia somos nosotros », *El País*, 28 mai 2009.

Textes législatifs

JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 8/2020, de 17 de marzo, de medidas urgentes extraordinarias para hacer frente al impacto económico y social del COVID-19*, BOE n° 73, 2020.

JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 7/2020, de 12 de marzo, por el que se adoptan medidas urgentes para responder al impacto económico del COVID-19*, BOE n° 65, 2020.

JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 9/2018, de 3 de agosto, de medidas urgentes para el desarrollo del Pacto de Estado contra la violencia de género*, BOE n°188, 2018.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 11/2015, de 21 de septiembre, para reforzar la protección de las menores y mujeres con capacidad modificada judicialmente en la interrupción voluntaria del embarazo*, BOE n° 227, 2015.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 4/2015, de 30 de marzo, de protección de la seguridad ciudadana*, BOE n° 77, 2015.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 19/2013, de 9 de diciembre, de transparencia, acceso a la información pública y buen gobierno*, BOE n°295, 2013.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 8/2013, de 9 de diciembre, para la mejora de la calidad educativa*, BOE n° 295, 2013.

JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-Ley 27/2012, de 15 noviembre de 2012, de medidas urgentes para reforzar la protección a los deudores hipotecarios*, BOE n° 276, 2012.

JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 3/2012, de 10 de febrero, de medidas urgentes para la reforma del mercado laboral*, BOE n° 36, 2012.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 27/2011, de 1 de agosto, sobre actualización, adecuación y modernización del sistema de Seguridad Social*, BOE n° 184, 2011.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 35/2010, de 17 de septiembre, de medidas urgentes para la reforma del mercado de trabajo*, BOE n° 227, 2010.

JEFATURA DEL ESTADO, *Real Decreto-ley 8/2010, de 20 de mayo, por el que se adoptan medidas extraordinarias para la reducción del déficit público*, BOE n° 126, 2010.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 2/2006, de 3 de mayo, de Educación*, BOE n° 106, 2006.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura*, BOE n° 310, 2007.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 1/2004, de 28 de diciembre, de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género*, BOE n°313, 2004.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley Orgánica 6/2001, de 21 de diciembre, de Universidades*, BOE n° 307, 2001.

JEFATURA DEL ESTADO, *Ley 39/1981, de 28 de octubre, por la que se regula el uso de la bandera de España y el de otras banderas y enseñas*, BOE n° 271, 1981.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN, *Real Decreto 1791/2010, de 30 de diciembre, por el que se aprueba el Estatuto del Estudiante Universitario*, BOE n° 318, 2010.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y CIENCIA, *Real Decreto 1393/2007, de 29 de octubre, por el que se establece la ordenación de las enseñanzas universitarias oficiales*, BOE n° 260, 2007.

MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL, *Real Decreto Legislativo 8/2015, de 30 de octubre, por el que se aprueba el texto refundido de la Ley General de la Seguridad Social*, BOE n°261, 2015.

MINISTERIO DE IGUALDAD, *Anteproyecto de Ley Orgánica por la que se modifica la Ley Orgánica 2/2010, de 3 de marzo, de salud sexual y reproductiva y de la interrupción voluntaria del embarazo*, 2022.

MINISTERIO DE LA PRESIDENCIA, RELACIONES CON LAS CORTES Y MEMORIA DEMOCRÁTICA, *Real Decreto 463/2020, de 14 de marzo, por el que se declara el estado de*

alarma para la gestión de la situación de crisis sanitaria ocasionada por el COVID-19, BOE n° 67, 14 mars 2020.

MINISTERIO DE JUSTICIA, *Anteproyecto de Ley Orgánica para la Protección de la Vida del Concebido y de los Derechos de la Mujer Embarazada*, 20 décembre 2013.

Programmes électoraux

CIUDADANOS, *Programa electoral elecciones generales 2019 -10N. Un gran acuerdo nacional para poner España en marcha*, 2019. Accès: [https://www.ciudadanos-cs.org/programa-electoral]

MÁS PAÍS, *Programa Elecciones generales 10N. Desbloquear, Avanzar, Más País*, 2019. Accès: [https://maspais.es/uploads/programa.pdf] (Dernière consultation: 01/05/2022).

PARTIDO POPULAR, *Programa electoral 2019. Por todo lo que nos une*, 2019. Accès: [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/pp_programa_electoral_2019.pdf]

PARTIDO POPULAR, *Elecciones generales, autonómicas y municipales. Programa electoral*, 2019. Accès: [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/programa-electoral-elecciones-generales-2019.pdf]

PARTIDO POPULAR, *Seguir avanzando*, Programme du PP pour les élections législatives de 2015. Accès : [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/programa2015.pdf]

PARTIDO POPULAR, *Más sociedad, mejor gobierno*, Programme du PP pour les élections législatives de 2011. Accès : [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/5751-20111101123811.pdf]

PARTIDO POPULAR, *Las ideas claras. Con Rajoy es posible*, Programme du PP pour les élections législatives de 2008. Accès : [https://www.pp.es/sites/default/files/documentos/1191-20090909122124.pdf]

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Programa electoral PSOE. Haz que pase*, 2019. Accès: [https://www.psoe.es/media-content/2019/04/PSOE-programa-electoral-elecciones-generales-28-de-abril-de-2019.pdf]

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *El cambio que une*, Programme du PSOE pour les élections législatives de 2015. Accès : [https://www.psoe.es/media-content/2015/11/PSOE_Programa_Electoral_2015.pdf]

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Un programa electoral para ganar el futuro*, Programme du PSOE pour les élections législatives de 2011. Accès : [https://www.psoe.es/media-content/2015/03/Programa-Electoral-Generales-2011.pdf]

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Motivos para creer*, Programme du PSOE pour les élections législatives de 2008. Accès : [https://www.psoe.es/media-content/2015/09/176123-000000118784.pdf]

PODEMOS, *Programa de Podemos. Las razones siguen intactas*, noviembre 2019. Accès: [https://podemos.info/wp-content/uploads/2019/10/Podemos_programa_generales_10N.pdf]

PODEMOS, *Programa de Podemos. Para un nuevo país*, avril 2019. Accès: [https://podemos.info/wp-content/uploads/2019/04/Podemos_programa_generales_28A.pdf]

PODEMOS, *Queremos, sabemos, podemos. Un programa para cambiar nuestro país. Elecciones generales 20 de diciembre de 2015*, Madrid, Podemos, 2015.

VOX, *100 medidas para la España viva*, 2019. Accès: [https://www.voxespana.es/biblioteca/espana/2018m/gal_c2d72e181103013447.pdf]

BIBLIOGRAPHIE

La crise économique de 2008 et ses conséquences

AGLIETTA Michel, REBÉRIOUX Antoine, *Dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel, 2014, 400 p.

AGLIETTA Michel, BRAND Thomas, *Un new deal pour l'Europe. Croissance, euro, compétitivité*, Paris, Odile Jacob, 2013, 304 p.

ALBERTOS PUEBLA Juan Miguel, *Geografía de la crisis económica en España*, Valence, Universitat de València, 2014, 770 p.

ALONSO Luis Enrique, FERNÁNDEZ RODRÍGUEZ Carlos Jesús, IBAÑEZ ROJO Rafael, « Crisis y nuevos patrones de consumo: discursos sociales acerca del consumo ecológico en España », in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología, Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p.738-746.

ALONSO Martín, *« No tenemos sueños baratos »: una historia cultural de la crisis*, Barcelone, Anthropos, 2015, 155 p.

ÁLVAREZ PERALTA Nacho, LUENGO ESCALONILLA Fernando, UXÓ GONZÁLEZ Jorge, *Fracturas y crisis en Europa*, Buenos Aires, Clave Intelectual, Coediciones Eudeba, 2013, 344 p.

AMANDO Miguel, *El cambio que viene: La abdicación, Podemos, ¿el seísmo español es solo consecuencia de la crisis económica?*, Barcelone, Stella Maris, 2015, 222 p.

ANCHUELO GREGO Álvaro, GARCÍA DÍAZ Miguel Ángel, *La economía edificada sobre arena. Causas y soluciones de la crisis económica*, Madrid, ESIC Editorial, 2012, 142 p.

ASKENAZY Philippe, *Manifeste d'économistes atterrés*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2010, 70 p.

ASUNCIÓN HIGUERAS María del Mar, « España ante el cambio y la crisis económica », in *El Instalador*, nº 509, 2013, p. 58-60.

BANCO DE ESPAÑA, *Informe sobre la crisis financiera y bancaria en España, 2008-2014*, Madrid, Banco de España, 2017, 257 p.

BARAUD-SERFATY Isabelle, « La crise : menace ou chance pour les villes ? », in *Esprit* nº 11, 2009, p. 83-96.

BARON Nacima, LOYER Barbara, *L'Espagne en crise(s): une géopolitique du XXIème siècle*, Paris, Armand Colin, 2015, 272 p.

BARON Nacima, *L'Espagne aujourd'hui : de la prospérité à la crise*, Bruxelles, De Boeck, 2015, 168 p.

BECERRO DE BENGOA VALLEJO Beatriz, « Aspectos psicológicos de la persona como consecuencia de la crisis y el empobrecimiento en España », in *Revista Crítica*, n° 975, Septembre-Octobre 2011, p. 65-69.

BELLAMY FOSTER John, MAGDOFF Fred, *La gran crisis financiera. Causas y consecuencias*, Madrid, Fondo de Cultura Económica de España, 2009, 225 p.

BERNECKER Walther L., IÑIGUEZ HERNÁNDEZ Diego, MAIHOLD Günther, *¿Crisis? ¿Qué crisis ?*: *España en busca de su camino*, Madrid, Iberoamericana, 2009, 320 p.

BOSCH I MEDA Jordi, *El estado de malestar. La lógica de la crisis: corrupción, desigualdad y globalización*, Barcelone, Milenio, 2013, 146 p.

BRÄNDLE SEÑÁN Gaspar, « El consumo en tiempos de crisis: una aproximación sociológica a la distribución del gasto en España », in *Aposta, Revista de Ciencias Sociales*, n° 45, Avril-Mai-Juin 2010. Accès: [https://digitum.um.es/digitum/handle/10201/38314]

CABELLO Sergio Andrés, PONCE DE LEÓN ROMERO Laura, « Rompiendo la hucha familiar. Estado de bienestar y familia en España, en un escenario de crisis sistémica », in *Trabajo social hoy*, n° 69, 2013, p. 7-20.

CALVO ZURITA Cristina, « Abuelito paga tú… La solidaridad de los mayores ante la crisis », in *Documentos de política social. Historia, investigación y desarrollo*, n° 11/2, Février 2014.

CASILDA Ramón, *La década dorada: economía e inversiones españolas en América latina.1990-2000*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá. Servicio de Publicaciones, 2003, 476 p.

CENTRO DE INVESTIGACIONES DE UNICEF, « Los niños de la recesión: El impacto de la crisis económica en el bienestar infantil en los países ricos », *Report Card n° 12 de Innocenti*, Centro de Investigaciones de UNICEF, Florence, 2014, 48 p.

CIS (Centro de Investigaciones Sociológicas), *Barómetro de junio 2011*, Estudio nº 2905, Juin 2011.

CONDE-RUIZ José Ignacio, DÍAZ Manuel, MARÍN Carmen (eds.), *Documento de Trabajo - 2016/09 Evolución del Gasto Público por Funciones durante la crisis (2007-2014): España vs UE*, FEDEA, 2016, 31 p.

CYRULNIK, Boris. « La résilience : un processus multicausal », in *Revue française des affaires sociales*, n° 1, 2013, p. 15-19.

DELGADO GAL Álvaro, *España en crisis: sociedad, economía, instituciones*, Madrid, Colegio libre de eméritos, 2010, 162 p.

ERNST-VINTILA Andrea, DELOUVÉE Sylvain et ROUQUETTE Michel-Louis, « La crise financière de 2008 : menace collective ou défi individuel ? Une analyse de la pensée sociale mobilisée en situation de crise », in *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, n° 87/3, 2010, p. 515-542.

FERNÁNDEZ NAVARRETE Donato, « La crisis económica española: Una gran operación especulativa con graves consecuencias », in *Estudios Internacionales*, n° 183/48, Santiago du Chili, 2016. Accès: [https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?pid=S071937692016000100005&script=sci_arttext&tlng=pt]

GILI Margalida, ROCA Miquel, BASU Sanjay *et al.*, « The mental health risks of economic crisis in Spain: evidence from primary care centres, 2006 and 2010 », in *The European Journal of Public Health*, n° 23/1, 2013, p. 103-108.

GÓMEZ SIRIANO Emilio José, « La exclusión social en una España empobrecida », in *Revista Crítica*, n° 975, Septembre-Octobre 2011, p. 60-64.

HERNÁNDEZ DE COSPOUR Pablo, « La recuperación de la economía española. Evolución creciente y perspectivas del mercado inmobiliario », Banco de España, 2018.

HUMBERT Jean-François, *La fin de la movida économique : L'Espagne face à la crise immobilière. Rapport d'information fait au nom de la Commission des Affaires Européennes sur la crise économique et financière en Espagne* , Paris, Sénat, 2011.

LÓPEZ JIMÉNEZ Juan J., *Consecuencias de la crisis económica sobre los servicios de atención a la pobreza: un análisis desde Cáritas*, Madrid, Real Instituto Elcano, 2010.

LUNA ALÁEZ Ignacio, *La crisis que cambió España. La metamorfosis de un país en un tiempo récord*, Madrid, Izana, 2015, 118 p.

KRUGMAN Paul, *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Paris, Seuil, 2009, 208 p.

MARTÍNEZ GARCÍA Manuel Francisco, SÁNCHEZ Ana, MARTÍNEZ Julia, « Crisis económica, salud e intervención psicosocial en España », in *Apuntes de Psicología*, n° 35/1, 2017, p. 5-24.

MATEOS Araceli, PENADÉS Alberto, « Crisis y recortes », in *Revista de Ciencia Política*, n° 33/1, 2013, p.161-183.

MÉNDEZ Ricardo, *Atlas de la crisis: impactos socioeconómicos y territorios vulnerables en España*, Valence (Espagne), Tirant lo Blanch, 2015, 301 p.

MINISTERIO DE SANIDAD, CONSUMO Y BIENESTAR SOCIAL, *Evolución de la pobreza en España: principales indicadores, 2009-2018*, Gobierno de España, 2018.

MINISTERIO DE SANIDAD, SERVICIOS SOCIALES E IGUALDAD, *Encuesta Nacional de Salud. España 2011/12. Salud mental y calidad de vida en la población infantil*, Serie Informes monográficos n° 2, Madrid, Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad, 2014.

MONDRAGÓN Jaione, SANTAMARÍA Elsa, IZAOLA Amaia, « Las personas mayores en el contexto de crisis: entre la dependencia y el sostenimiento familiar », in *Inguruak*, n° 59, 2015, p. 157-173.

OBSERVATORI DESC, *Los desahucios de 2008-2017. Una vulneración grave de los derechos humanos que no se detiene*, Área de vivienda y derecho a la ciudad, 2018.

OLIVA Juan, GONZÁLEZ LÓPEZ-VARCÁRCEL Beatriz, BARBER PÉREZ Patricia *et al.*, « El impacto de la Gran Recesión en la salud mental en España. Informe SEPAS 2020 », in *Gaceta Sanitaria*, n° 34, 2020, p. 48-53.

ORLÉAN André, *De l'euphorie à la panique: penser la crise financière*, Paris, Edition Rue d'Ulm, 2009, 112 p.

PIKETTY Thomas, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, 976 p.

RADIC VEGA Juan Ignacio, « Crisis, indignación, alternativa política y refundación democrática: Bisagra del tiempo histórico en la España actual », in *Sociología Histórica: Revista de investigación acerca de la dimensión histórica de los fenómenos sociales*, nº 6, 2016, p. 427-455.

RECARTE Alberto, *El desmoronamiento de España: la salida de la crisis y la política de reformas*, Madrid, La esfera de los libros, 2010, 500 p.

SALVADOR CARULLA Luis, ROCA Miquel, « Mental health impact of the economic crisis in Spain », in *International Psychiatry*, n° 10/1, 2013, p. 8-10.

SEBASTIÁN Miguel, *La falsa bonanza: cómo hemos llegado hasta aquí y cómo intentar que no se repita*, Barcelone, Península, 2015, 280 p.

SIRVENT-RUIZ Carlos, « La crisis. Mi crisis. (Infortunio social y consecuencias psiquiátricas) », in *Norte de Salud Mental*, n° 45/11, 2013, p. 111-116.

STIGLITZ Joseph, *Le prix de l'inégalité* (Traduit de l'anglais par Françoise Chemla et Paul Chemla), Paris, Les Liens qui libèrent, 2012, 501 p.

STUCKLER, David, BASU, Sanjay, *¿Por qué la austeridad mata? El coste humano de las políticas de recorte* (Traduit de l'anglais par Alejandro Pradera et Federico Corriente Basús), Barcelone, Taurus, 2013, 368 p.

SUNDERLAND Judith, *Sueños rotos: el impacto de la crisis española de la vivienda en grupos vulnerables*, New York, Human Rights Watch, 2014.

TAIBO Carlos, *Su crisis y la nuestra: un panfleto sobre decrecimiento, tragedias y farsas*, Madrid, Catarata, 2010, 136 p.

TEZANOS José Félix, *En los bordes de la pobreza: las familias vulnerables en contextos de crisis*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2013, 232 p.

THE FAMILY WATCH, « Las consecuencias del comportamiento : el bienestar en tiempos de cambio », *IFFD Papers*, n° 39, Février 2015.

VALENZUELA RUBIO Manuel, « La vivienda tras la burbuja: grandes retos para un futuro incierto », in *Informe España 2013. Una interpretación de su realidad social*, Fundación Encuentro, 2013, p. 291-425.

VALIÑO Vanesa *et al*., *Emergencia habitacional en el Estado español. La crisis de las ejecuciones hipotecarias y los desalojos desde una perspectiva de derechos humanos*, Barcelone, Observatorio DESC y Plataforma de Afectados por la Hipoteca, 2013, 146 p.

VIÑALS Carole, *Un modèle espagnol ? Le traitement de la crise en Espagne*, Neuilly, Atlande, 2019, 319 p.

Inégalités et conflits territoriaux en Espagne

ALGUACIL GÓMEZ Julio, CAMACHO GUTIÉRREZ Javier, HERNÁNDEZ AJA Agustín, « La vulnerabilidad urbana en España. Identificación y evolución de los barrios vulnerables », in *Empiria: Revista de metodología de ciencias sociales*, nº 27, 2014, p. 73-94.

BELIL Mireia., BORJA Jordi, CORTI Marcelo (eds.), *Ciudades, la ecuación imposible*, Barcelone, Icaria, 2012, 368 p.

BUESA Mikel, *La crisis de la España fragmentada: Economía política de la era Zapatero*, Madrid, Ediciones Encuentro, 2010, 292 p.

DEVILLIERS Wendy, « Ada Colau et la crise catalane : déconstruction ou reconstruction de l'unité territoriale, populaire et politique de Barcelone ? », in RUELLE Alexandre, COPPÉE Florian (coord.), *L'État et son territoire, Les cahiers d'Agora*, n° 3, 2020. Accès : [https://cyagora.cyu.fr/version-francaise/cahiers-dagora-revue-en-humanites/numero-3-letat-et-son-territoire]

FROTIÉE Brigitte. « Transformation du modèle social : le cas de l'Espagne », in *Informations sociales*, n° 180/6, 2013, p. 122-131.

GÓMEZ CIRIANO Emilio José, « Estrategias de lucha contra la exclusión social en una España empobrecida », in *Revista Crítica*, n° 975, 2011, p. 60-64.

LOYER Barbara, « La décentralisation : une question géopolitique. Réflexions au sujet de la crise espagnole », in *Hérodote*, n° 170, 2018, p. 135-145.

MARTÍNEZ Almudena, « La explosión del alquiler y las desigualdades residenciales en Madrid », in *Anduli: Revista andaluza de Ciencias Sociales*, n° 17, 2018, p. 109-132.

MEDIR Lluís, « Espagne et Catalogne, l'impasse ? », in *Pouvoirs*, n° 166, 2018, p. 147-165.

MONGIN Olivier, « La Catalogne et l'Espagne : drame historique et malentendu politique », in *Esprit* n° 12, 2017, p. 105-113.

OBSERVATORIO METROPOLITANO, *Madrid ¿la suma de todos? Globalización, territorio y desigualdad*, Madrid, Traficantes de sueños, 2007, 702 p.

PELOILLE Manuelle, BUJ Serge, TRÉPIER Cyril, *L'indépendance catalane en question*, Neuilly, Atlande, 2018, 272 p.

RODRÍGUEZ Emmanuel, GARCÍA Beatriz, MUÑOZ Óscar, « Del Madrid global a la crisis urbana. Hacia la implosión social », *in* OBSERVATORIO METROPOLITANO, *Paisajes devastados. Después del ciclo inmobiliario: impactos regionales y urbanos de la crisis*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2013, p. 123-178.

VEIGA COPO Abel, *Anatomías de una crisis: España y el mundo ante la crisis económica, social y política (2009-2015)*, 2016, 320 p.

VINUESA Julio, *El festín de la vivienda. Auge y caída del negocio inmobiliario en España*, Madrid, Díaz & Pons, 2013, 116 p.

ZELIK Raul, Continuidad o ruptura. Perspectivas de cambio en el Estado español, Madrid, Capitan Swing, 2016, 192 p.

Systèmes économiques alternatifs et solidarité

BLAIS Marie-Claude, *La solidarité. Histoire d'une idée*, Paris, Gallimard, 2007, 352 p.

BOURGEOIS Léon, *Solidarité [1986]*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 1998, 262 p.

FOMBUENA VALERO Josefa, « Le travail social en Espagne : un tournant incertain », in *VST : Vie Sociale et traitements*, n° 122/2, 2014, p. 59-64.

JEANTET Thierry, *Économie sociale : la solidarité au défi de l'efficacité,* Paris, La Documentation Française, 2006, 175 p.

LAVILLE Jean-Louis, *L'économie sociale et solidaire : Pratiques, théories, débats [2010]*, Paris, Seuil, 2016, 480 p.

PAUGMAN Serge *(dir.), Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, 2007, 980 p.

YUNUS Muhammad, *Vers un nouveau capitalisme*, Paris, Le Livre de Poche, 2009, 384 p.

Conditions de travail et marché de l'emploi

ARUFE VARELA Alberto, « Derecho del trabajo y crisis económica. La "Reforma laboral Rajoy" del derecho colectivo del trabajo », in *AFDUC*, n° 16, 2012, p.47-56.

BENTOLILA Samuel, GARCÍA-PÉREZ, Juan Ignacio, JANSEN, Marcel, «Are the Spanish long-term unemployed unemployable? », in *SERIEs*, n° 8, 2017, p.1–41.

BERNABEU DOMÍNGUEZ Ana, ESCOT MANGAS Lorenzo, FERNÁNDEZ CORNEJO José Andrés *et al.*, *Empleos en perspectiva (próxima y futura)*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE), 2013, 180 p.

BRANDI Maria Carolina, « La historia del brain drain », in *Revista iberoamericana de ciencia tecnología y sociedad*, n° 3/7, 2006, p. 65-85.

BUENDÍA José, «Psicopatología del desempleo», in *Anales de Psicología*, n°6 (vol.1), 1990, p.21-36.

CAHUC Pierre, ZYLBERBERG André, *Les ennemis de l'emploi. Le chômage, fatalité ou nécessité ? [2004]*, Paris, Flammarion, 2015, 222 p.

CAPLAN Robert D., « Job seeking, Reemployment, and Mental Health : A Randomized Field Experiment in Coping With Job Loss », in *Journal of Applied Psychology*, n° 74/5, 1989, p.759-769.

CHERNOV Dmitry, SORNETTE Didier, *Critical Risks of Different Economic Sectors, Based on the Analysis of More Than 500 Incidents, Accidents and Disasters*, New York, Springer Publishing, 2019, 279 p.

CINGOLANI Patrick, *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2014, 164 p.

CORNILLEAU Gérard, LE BAYON Sabine, RIFFLART, Christine, « Démographie et marché du travail depuis 2008 », in OFCE, *L'Économie européenne 2017*, Paris, La Découverte, collection Repères, 2017.

CRUZ VILLALÓN Jesús, « El encadenamiento de contratos temporales en la jursiprudencia europea », in *Doc. Labor*., n° 113/1, 2018, p.73-93.

HAO Karen, « Amazon is the invisible backbone of ICE's immigration crackdown », *MIT Technology Review*, octobre 2018. Accès: [https://www.technologyreview.com/2018/10/22/139639/amazon-is-the-invisible-backbone-behind-ices-immigration-crackdown/]

IGUEROA HERNÁNDEZ Esther et al., « Análisis del desempleo, la migración y la pobreza en México », *Revista Mexicana De Agronegocios*, n° 16, 2012, p. 835-847.

JOANNETTE Nathalie et BRUNEL Marie-Lise, *Identification des étapes émotionnelles liées à la perte d'emplois de cadres à l'aide du modèle de deuil de Kubler-Ross*, Université de Québec à Montréal, mémoire de maîtrise en éducation, 1997.

GALLARDO GÓNGORA Jimena Carmen, « Juventud, trabajo, desempleo e identidad: un enfoque psicosocial », *Athenea Digital*, n° 11, 2011, p. 165-182.

GRELL Paul, WERY Anne, *Héros obscurs de la précarité. Des sans-travail se racontent, des sociologues analysent*, Paris, L'Harmattan, 1993, 182 p.

LEMISTRE Philippe, « Dévalorisation des diplômes et accès au premier emploi », in *Revue d'économie politique*, n°113/1, 2003, p. 37-58.

MACGILLIS Alec, *Le système Amazon. Une histoire de notre futur* (traduit de l'anglais par Morgane Saysana et Guillaume Contré), Paris, une coédition Seuil et Éditions du Sous-sol, 2021, 432 p.

MARTÍNEZ GIRÓN Jesús, « Derecho del trabajo y crisis económica. La "Reforma laboral Rajoy" del derecho individual del trabajo », in *AFDUC*, n°16, 2012, p. 111-121.

MIGUÉLEZ Fausto, PRIETO Carlos, « L'autre côté de la croissance de l'emploi en Espagne : une précarité qui se perpétue », in *Travail et Emploi*, n° 115, Juillet-Septembre 2008, p.45-57.

MOLDES FARELO Rocío, *¿Por qué te vas? Jóvenes españoles en Alemania*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2015, 144 p.

NORTON Michael I., MOCHON Daniel, ARIELY Dan, « The "IKEA Effect": When Labor Leads to Love », in *Journal of Consumer Psychology*, n° 22/3, juillet 2012, p. 453-460.

OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Jóvenes de 16 a 29 años en la EPA. Principales resultados Segundo trimestre de 2020*, Madrid, INJUVE, 2020. Accès: [http://www.injuve.es/sites/default/files/adjuntos/2020/12/notinfoepa_prinresultados_2020-2t_16a29anos.pdf]

ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL TRABAJO, *Los jovenes y la COVID-19: efectos en los empleos, la educación, los derechos y el bienestar mental*, Genève, OIT, 2020.

QUINTANA HERNÁNDEZ José Manuel, « ¿Flexibilidad laboral, flexiseguridad o flexplotación? », in *Lan Harremanak - Revista de Relaciones Laborales*, n° 26, 2012, p.131-159.

ROULLEAU-BERGER Laurence, « Jeunes, travail et insécurité salariale », in *EMPAN*, n° 50/2, 2003, p. 57-61.

SANTOS ORTEGA Antonio, « Fuga de cerebros y crisis en España: los jóvenes en el punto de mira de los discursos empresariales. », in *AREAS, Revista Internacional de Ciencias Sociales*, n° 32, 2013, p. 125-137.

SCHNAPPER Dominique, *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 1981, 288 p.

SERRA Benjamín, *Sobradamente preparado para limpiar váteres en Londres: la voz esperanzada dispuesta a ganar la batalla del futuro*, Madrid, Península, 2014, 224 p.

SERVICIO PÚBLICO DE EMPLEO ESTATAL, *Evolución de contratos totales, indefinidos y temporales según variación mensual y anual. Últimos 10 años (2012-2021)*. Accès: [https://sepe.es/HomeSepe/que-es-el-sepe/estadisticas/datos-avance/contratos.html]

UNDESA, *Youth Employment: Youth Perspectives on the Pursuit of Decent Work in Changing Times*, New York, World Youth Report, United Nations, 2012, 116 p.

VAKALOULIS Michel, *Précarisés, pas démotivés ! Les jeunes, le travail, l'engagement,* Paris, l'Atelier, 2013, 220 p.

VENDRAMIN, Patricia. « Pour un monde du travail ouvert à la jeunesse. Regards sur le marché du travail des jeunes en Europe », in *Agora débats/jeunesses*, n°86/3, 2020, p. 61-76.

VILLAR Mariela, « Jóvenes competentes personal y profesionalmente: reflexiones en torno a la inteligencia intelectual y emocional en la juventud actual », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes, oportunidades y talentos*, n° 117, septembre 2017, p.181-198.

Vie familiale, émancipation et logement

ALGUACIL DENCHE Aitana, « Jóvenes buscan piso: la distopía del acceso a la vivienda », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y Vivienda*, n° 116, 2017, p. 125-142.

ALGUACIL DENCHE, Aitana et *al.*, *La vivienda en España en el siglo XXI. Diagnóstico del modelo residencial y propuestas para otra política de vivienda*, Madrid, Cáritas y Fundación FOESSA, 2013, 466 p.

APARICIO-FENOLL Ainhoa, CRESPO BALLESTEROS Enrique, « Fomento de la emancipación de los jóvenes: evidencias sobre el impacto del subsidio de alquiler español », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y Vivienda*, n° 116, 2017, p. 43-48.

ATTIAS DONFUT Claudine, SAGALEN Martine, *Grands-parents. La famille à travers les générations*, Paris, Odile Jacob, 1998, 330 p.

BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, SANMARTÍN Ana, « Emancipación en tiempos de crisis », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y Vivienda*, n°116, 2017, p.143-154.

BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, MEGÍAS QUIRÓS Ignacio, RODRÍGUEZ SAN JULIÁN Elena, *Jóvenes y emancipación en España*, Madrid, Obra social Caja Madrid, 2012, 141 p.

BENEDICTO Jorge, FERNÁNDEZ DE MOSTEYRIN Laura, GUTIÉRREZ SASTRE Marta (éds.), *Transitar a la intemperie: jóvenes en busca de integración*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE), 2014, 196 p.

BOSCH I MEDA Jordi, *Crisis y emancipación juvenil en Europa. Un análisis desde los modelos de Bienestar*, Vitoria-Gasteiz, Servicio Central de publicaciones del Gobierno Vasco, 2015, 230 p.

CENTRO REÍNA SOFÍA SOBRE ADOLESCENCIA Y JUVENTUD, *Crisis y contrato social. Los jóvenes en la sociedad del futuro*, 2014, 225 p.

COMAS ARNAU Domingo, « La emancipación de personas jóvenes en España : el túnel del miedo », in *Revista Metamorfosis: Revista del Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud*, n° 2, 2015, p. 7-24.

DOMÍNGUEZ-FOLGUERAS Marta, et LESNARD Laurent, « Familles et changement social », in *L'Année sociologique*, n° 68/2, 2018, p. 295-314.

FERREIRA Vitor Sérgio, NUNES Cátia, « Les trajectoires de passage à l'âge adulte en Europe », in *Politiques sociales et familiales*, n° 102, 2010, p. 21-38.

FRASER, Nancy et GORDON, Linda, « A genealogy of Dependency », in *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, n° 19/2, 1994.

GAVIRIA Sandra. « Politique de logement et autonomie résidentielle de la jeunesse en Espagne », in *Informations sociales*, n° 165-166/3-4, 2011, p. 146-154.

GAVIRIA Sandra. « Deux formules pour devenir adulte : en France et en Espagne », in *Dialogue*, nº 153/3, 2001, p. 31-39.

GENTILE Alessandro, « De vuelta al nido en tiempos de crisis. Los boomerang kids españoles », in *Revista de Estudios de Juventud*, n° 90, 2010, p. 181-203.

GONZÁLEZ María José, et *al.*, « Satisfaction With Work-Life Balance: Couples with Egalitarian Practices in their Transition to First-Time Parenthood in Spain », in *L'Année sociologique*, n° 68/2, 2018, p. 341-366.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, « Tasa de Natalidad por comunidad autónom a, según nacionalidad (española/extranjera) de la madre (2010/2019) », INE, 2019. Accès : [https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=1433]

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, *Proyección de hogares 2018/2033*, INE, 2018. Accès: [https://www.ine.es/prensa/ph_2018_2033.pdf]

KAMMERER Béatrice. « Le syndrome de l'éternel étudiant », *Sciences Humaines*, n° 337/6, 2021. [https://www.scienceshumaines.com/le-syndrome-de-l-eternel-etudiant_fr_43441.html]

LARROSA Jorge (éd.), *Entre nosotros. Sobre la convivencia entre generaciones*, Barcelone, Fundació Viure i Conviure, 2007, 440 p.

LERAIS Frédéric, MATH Antoine, « Jeunes européens en temps de crises », in *Informations sociales*, n° 180/6, 2013, p. 32-40.

LUELMO MILLÁN, Miguel Ángel, « Desempleo y familia », in *Revista del Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales*, n° 54, 2004, p. 13-34.

MORENO MÍNGUEZ Almudena (coord.), *La transición de los jóvenes a la vida adulta: Crisis económica y emancipación tardía*, Barcelone, Obra Social la Caixa, 2012. Accès: [http://www.injuve.es/sites/default/files/2017/46/publicaciones/revista110_2-produciendo-la-juventud_imagen-de-jovenes-en-los-estudios.pdf]

OBSERVATORIO JUVENTUD ESPAÑA, *Cifras jóvenes. Sondeo de opinión: Jóvenes y Vivienda*, 2010.1, avril-mai 2010.

PANCHÓN IGLESIAS Carme, « Infancia, adolescencia y familias: la exclusión que no cesa », *in El Guiniguada, Revista de investigaciones y experiencias en Ciencias de la Educación*, n° 22, 2013, p. 103-113.

PLATAFORMA DE AFECTADOS POR LA HIPÓTECA (PAH), *La vivienda no es un delito: Recuperando un derecho. Quién y por qué se okupa Madrid*, Barcelone, El Viejo Topo, 2017, 264p.

URRACO SOLANILLA Mariano, «La vivienda como penúltima estación: emancipaciones juveniles bajo el signo de la crisis», in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y Vivienda*, n°116, juin 2017, p.111- 123.

VALERO LOBO Ángeles, « La familia. Pervivencia y cambio. El caso de Madrid », in *Boletín de la Asociación de Demografía Histórica*, n°14/1, 1996, p.145-165.

VAN DE VELDE Cécile, « Les voies de l'autonomie : les jeunes face à la crise en Europe », *Regards*, n° 2/48, 2015, p. 81-93.

VAN DE VELDE Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, PUF, 2008, 278 p.

Action collective et démocratie participative

ACOSTA Francisco, « Sindicalismo y modelos sociales », in *Gaceta sindical. Reflexión y debate: Vectores de cambio para un nuevo modelo económico y social*, Comisiones Obreras, n°32, juin 2019, p.277-289.

ALBERICH, Tomás, « Asociaciones y Movimientos Sociales en España: Cuatro Décadas de Cambios», in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes, globalización y movimientos altermundistas*, n°76, mars 2007, p. 71-89.

ALGUACIL GÓMEZ Julio « Nuevos movimientos sociales: nuevas perspectivas, nuevas experiencias, nuevos desafíos », in *Polis: Revista Latinoamericana*, nº 17, 2007, p. 43-61.

ALGUACIL GÓMEZ Julio, « La democracia participativa como estrategia para la gestión relacional», in *Psychosocial Intervention*, n° 13/3, 2004, p. 289-306.

ANCELOVICI Marcos, DUFOUR Pascale, NEZ Héloïse, *Street Politics in the Age of Austerity: from the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016, 312 p.

ANTENTAS Josep María, VIVAS Esther, *Planeta indignado: ocupando el futuro*, Madrid, Sequitur, 2012, 216 p.

ARGILÉS Ramón, MARTÍNEZ LÓPEZ Miguel, *¿Dónde están las llaves?: El movimiento okupa: prácticas y contextos sociales*, Madrid, Los Libros de la Catarata, 2004, 352 p.

AZNAR GÓMEZ Hugo, PÉREZ LLAVADOR Jordi, *De la democracia de masas a la democracia deliberativa*, Barcelone, Ariel, 2014, 204 p.

BACHOUD Andrée, « Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre, mai 68 en Espagne », in DREYFUS-ARMAND Geneviève, GERVEREAU Laurent (dir.), *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Nanterre, BDIC, 1988, p. 53-55.

BACQUÉ Marie-Hélène, BIEWENER Carole, *L'empowerment : une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte, 2013, 175 p.

BANNING Marlia E., « The Politics of Resentment », in *Journal of Advanced Composition*, n° 26/1, p. 67-101.

BARUS-MICHEL Jacqueline, « La démocratie dans tous ses états », in *Le Journal des psychologues*, n° 247/4, 2007, p. 18-22.

BECK Ulrich, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, 562 p.

BENADIBA Laura, *Nuestras voces en movimiento. Manual para la construcción de archivos de Historia Oral en los movimientos sociales*, Pampelune, Editorial Pamiela, coll. Ensayo y Testimonio, 2017, 96 p.

BENRAAD Myriam, *Géopolitique de la colère*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2019, 184 p.

BEVORT Antoine, *Pour une démocratie participative,* Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 136 p.

BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, 2008, 109 p.

BREAUGH Martin, « La politique plébéienne : une histoire conceptuelle de l'auto-émancipation du peuple », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n° 49/1, 2019, p. 299-302.

BURKE WOOD Patricia, *Citizenship, activism and the city: the invisible and the impossible*, Londres, Routledge Research in Place, coll. Space and Politics, 2017, 126 p.

CÁMARA VILLAR Gregorio, « Movimientos ciudadanos y democracia participativa », in *Temas para el debate*, Fundación Sistema n° 213/214, 2012, p. 24-26.

CANO CUENCA Germán, « El resentimiento como estrategia de poder », in *Hacer vivir, dejar morir: biopolítica y capitalismo*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas (éd.), Madrid, Los libros de la Catarata, 2010, p. 109-132.

CASADO Marisa, « La Movida Continúa: Universidad Complutense », in *Cambio 16*, n° 1374, 1998, p. 29-30.

CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007, 727 p.

CIS, *Barómetro de Junio, Estudio n°2.905*, juin 2011.

CROUCH Colin, *Post-démocratie [2005]*, Zürich, Diaphanes, 2013, 144 p.

DELLA PORTA Donatella, « Deliberation in Movement: Why and How to Study Deliberative Democracy and Social Movements », in *Acta Politica*, n° 40, 2005, p. 336-350.

DE LUIS MARTÍN Francisco, « La juventud rebelde frente a la dictadura : *el estudiante*, entre Salamanca y Madrid, 1925–1926 », in *I Congreso de Historia de Salamanca 1989*, Salamanque, 1989, p. 187–196.

DEMOCRACIA REAL YA, *Manifiesto común*, 16 mars 2011.

FERNÁNDEZ BUEY Francisco, RIECHMANN Jorge, *Redes que dan libertad. Introducción a los nuevos movimientos sociales*, Barcelone, Paidós, 1995, 304 p.

FERNÁNDEZ BUEY Francisco, *Guía para una globalización alternativa*, Barcelone, Ediciones B, 2005, 320 p.

FERNÁNDEZ BUEY Francisco, *Discursos para insumisos discretos*, Madrid, Libertarias, 1993, 560 p.

FERRET Jérôme, *Crisis social, movimientos y sociedad en España hoy*, Zaragoza, Sibirana, 2016, 203 p.

FRANZÉ Javier (coord.), *Democracia: ¿consenso o conflicto? Agonismo y teoría deliberativa en la política contemporánea*, Madrid, Catarata, 2014, 240 p.

GARCÍA QUEIPO DE LLANO Genoveva, « La rebelión de los estudiantes y la movilización intelectual contra la dictadura (1929) », in *Boletín de la Real Academia de la Historia*, Madrid, t. CLXXXIV, Cuaderno n° 2, 1987, p. 315–358.

GARRIDO GÓMEZ María Isabel, RUIZ Ramón, *Democracia, gobernanza y participación*, Barcelone, Tirant lo Blanch, 2014, 356 p.

GAUDIN Jean-Pierre, *La démocratie participative [2010]*, Paris, Armand Colin, 2013, 128 p.

GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, « La movilización y la protesta estudiantil en el tardofranquismo y la democracia », in *Historia de la Educación*, n° 37, Ediciones Salamanca, 2018, p. 223-255.

GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo, *Rebelión en las aulas. Movilización y protesta estudiantil en la España contemporánea 1865–2008*, Madrid, Alianza Editorial, 2009, 304 p.

GOURGUES Guillaume, *Les politiques de démocratie participative*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013, 148 p.

GUÉNARD Florent, *La démocratie universelle : philosophie d'un modèle politique*, Paris, Seuil, 2016, 364 p.

HERNÁNDEZ SANDOICA Elena, RUIZ CARNICER Miguel Ángel, BALDÓ LACOMBA Marc, *Estudiantes contra Franco (1939–1975). Oposición política y movilización juvenil*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2007, 507 p.

HESSEL Stéphane, CROSSMAN Sylvie, BAROU Jean-Pierre, *Indignez-vous !*, Montpellier, Indigène, 2011, 32 p.

IBARRA Pedro *et al.*, *Creadores de democracia radical. Movimientos sociales y redes de políticas públicas*, Barcelone, Icaria, 2002, 272 p.

JASPER James, « Constructing Indignation: Anger Dynamics in Protest Movements », in *Emotion Review*, n° 6/3, 2014, p. 208-213.

JONES Emma, GAVENTA John, *Concepts of Citizenship: a review*, Brighton, Institute of Development Studies, 2002, 72 p.

KEMPF Hervé, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Seuil, 2014, 192 p.

LARAÑA Enrique, GUSFIELD Joseph, *Los nuevos movimientos sociales. De la ideología a la cultura*, Madrid, CIS, 1994, 477 p.

LEWIS Élisa, SLITINE Romain, *Le coup d'État citoyen : ces initiatives qui réinventent la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016, 224 p.

MANIER Bénédicte, *Un million de révolutions tranquilles*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2012, 360 p.

MARAVALL José María, *Dictadura y disentimiento político : obreros y estudiantes bajo el franquismo*, Madrid, Alfaguara, 1978, 277 p.

MASA DE LUCAS Olmo, « Tomalafacultad : el movimiento estudiantil de 2011 à 2015 », in *ENCRUCIJADAS, Revista Critica de Ciencias Sociales*, n° 15, 2018. Accès: [https://recyt.fecyt.es/index.php/encrucijadas/issue/view/3815]

MATHIEU Lilian, « Je t'aime, moi non plus : mouvements sociaux et partis, entre critique et instrumentalisation », in *Savoir/Agir*, n° 31, 2015, p. 51-56.

MICHAVILA Francisco, PAREJO José Luis, « Políticas de participación estudiantil en el Proceso de Bolonia », in *Revista de Educación*, núm. extraordinario, 2008, p. 85-118.

MIR GARCÍA Jordi, « La emergencia de otra política para una democracia real », in *Kultur: revista interdisciplinària sobre la cultura de la ciutat*, n° 2/1, 2014, p. 87-100.

NEVEU Érik (éd.), *Sociologie des mouvements sociaux [1996]*, Paris, La Découverte, 2019.

NEZ Héloïse, « Délibérer au sein d'un mouvement social », in *Participations*, n° 4/3, 2012, p. 79-102.

OFFE Claus, « Crisis and Innovation of Liberal Democracy: Can Deliberation Be Institutionalized? », in *Czech Sociological Review*, n° 47/3, 2011, p. 447-472.

SAMPEDRO José Luis, MAYOR ZARAGOZA Federico, GARZÓN Baltasar et al., *Reacciona. 10 razones por las que debes actuar frente a la crisis económica, política y social*, Madrid, Aguilar, 2011, 176 p.

TALPIN Julien, *Schools of Democracy: How Ordinary Citizens (Sometimes) Become Competent in Participatory Budgeting Institutions*, Colchester, ECPR Press, 2011, 252 p.

ULLÁN DE LA ROSA Francisco Javier, *Teorías sociológicas de los movimientos sociales*, Alicante, Publicaciones de la Universidad de Alicante (coédition avec Catarata), 2016, 184p.

VALDELVIRA GONZÁLEZ Gregorio, *La oposición estudiantil al franquismo*, Madrid, Editorial Síntesis, 2006, 272 p.

VALDELVIRA GONZÁLEZ Gregorio, « El Movimiento Estudiantil en la crisis del franquismo: La Universidad Complutense (1973-1976) », thèse réalisée sous la direction de FERNÁNDEZ GARCÍA Antonio, Madrid, Universidad Complutense, 1992.

VINEN Richard, *The Long '68: Radical protests and its enemies*, Londres, Penguin Books, 2018.

VÍRGALA FORURIA, Eduardo Vírgala, « Crisis de la representación y democracia directa en España », in *Asamblea: Revista parlamentaria de la Asamblea de Madrid*, nº 29, 2013, p. 11-25.

Le mouvement social du 15-M

ACAMPADASOL, *Guía rápida para la dinamización de asambleas populares*, Madrid, 2011. Accès: [http://docplayer.es/76124843-Importante-del-movimiento-el-pensamiento-guia-rapida-para-la-dinamizacion-de-asambleas-populares.html]

ALBERICH Tomás, *Desde las asociaciones de vecinos al 15M y las mareas ciudadanas: breve historia de los movimientos sociales*, Madrid, Dyckinson, 2016, 422 p.

ÁLVAREZ Klaudia, LOVAGLIO Darío, « Por una definición del 15M. Una multitud irrepresentable », in *Tecnopolítica*, 15 mai 2014. Accès: [https://tecnopolitica.net/es/content/por-una-definici%C3%B3n-del-15m-una-multitud-irrepresentable]

ÁLVAREZ Klaudia, RIVAS Óscar, GALLEGO Pablo, *et al.*, *Nosotros los indignados. Las voces comprometidas del 15-M*. Madrid, Destino, 2011, 61 p.

BRAN GUZMAN Emanuel, « Protesta social y crisis económica: cronología (mayo 2011-diciembre 2012) del surgimiento y movilización del 15-M », in *Anuari del Conflicte Social*, n° 2, 2013, p. 167-184.

BRIEGER Pedro, *La encrucijada española: del 15-M a la disputa por el poder*, Madrid, Clave Intelectual, 2015, 264 p.

CABAL Fernando, *¡Indignados! 15-M*, Madrid, Mandala, 2011, 160 p.

CALVO Kerman, ÁLVAREZ, Iago, « Limitaciones y exclusiones en la institucionalización de la indignación: del 15-M a Podemos », in *Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p. 115-122.

CALVO Kerman, GÓMEZ-PASTRANA Teresa, MENA Luis, « Movimiento 15M: ¿quiénes son y qué reivindican? », in *Zoom Político: Especial 15M*, Fundación Alternativas, n° 4, 2011, p. 4-17.

CANO CUENCA Germán, *Fuerzas de flaqueza: nuevas gramáticas políticas, del 15M a Podemos*, Madrid, Catarata, 2015, 223 p.

CHAVES GIRALDO Pedro, « La movilización de los indignados: una explicación sociopolítica », in *Paideia: Revista de Filosofía y Didáctica Filosófica*, n° 94, 2012, p. 141-162.

CRUELLS Marta, IBARRA Pedro (dir.), *La Democracia del futuro. Del 15M a la emergencia de una sociedad civil viva*, Barcelone, Icaria, 2013, 184 p.

ENTINE Gabriel, MOISSAND Jeanne (éds.), *Débats autour du 15M. Républicanisme, démocratie et participation politique*, Paris, La Vie des Idées, 2011. Accès : [https://laviedesidees.fr/Debats-autour-du-15M.html]

ERREJÓN Iñigo, « We the People El 15-M: ¿Un populismo indignado? », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, n° 14, 2015, p. 124-156.

ERREJÓN Iñigo, « El 15-M como discurso contrahegemónico », in *Encrucijadas, Revista crítica de Ciencias Sociales*, n° 2, 2011, p. 120-145.

FEIXA Carles, NOFRE Jordi, *#GeneraciónIndignada: topías y utopías del 15M*, Lleida, Milenio, 2013, 238 p.

FERNÁNDEZ SAVATER Amador, VIVAS Esther, ANTENTAS Josep María *et al.*, *Las voces del 15-M*, Madrid, Los libros del Lince, 2011, 114 p.

MARZOLF Hedwig, GANUZA Ernesto, « Les Indignés au pouvoir ? Le cas de Podemos en Espagne », *Dormira Jamais*, 22 janvier 2015. Accès : [http://dormirajamais.org/podemos/]

MONGE LASIERRA Cristina, *15M: un movimiento político para democratizar la sociedad*, Saragosse, Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2017, 354 p.

NEZ Héloïse, « Chapitre 3. Émotions, délibération et pouvoir d'agir. Les assemblées des indignés à Madrid », in BLONDIAUX Loïc (éd.), *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 93-118.

OVEJERO LUCAS Félix, *¿Idiotas o ciudadanos?: el 15-M y la teoría de la democracia*, Barcelone, Montesinos, 2013, 246 p.

PASTOR VERDÚ Jaime, « El 15-M, las mareas y su relación con la política sistémica. El caso de Madrid », in *Anuari del conflicte social*, n° 3, 2013, p. 224-247.

PEREDA Carlos, AGUADO HERNÁNDEZ Felipe, « Los objetivos políticos del 15M », in *Éxodo*, n° 123, 2014, p. 49-52.

ROMANOS Eduardo. «"No es una crisis, es que ya no te quiero". Humor y protesta en el movimiento 15M », in *Revista Internacional De Sociología*, n° 74/3, 2016. Accès: [https://revintsociologia.revistas.csic.es/index.php/revintsociologia/article/view/653/765]

ROMERO PEÑA Aleix, « Historia de un movimiento: el 15M como expresión del malestar social », in *Nómadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas*, n° 46, 2015. Accès: [https://www.ucm.es/otri/complutransfer-nomadas-revista-critica-de-ciencias-sociales-y-juridicas]

ROTH Laura, MONTERDE Arnau, CALLEJA LÓPEZ Antonio (éds.), *Ciudades democráticas: la revuelta municipalista en el ciclo Post-15M*, Barcelone, Icaria, 2019, 300 p.

RUEDA Daniel, « Los legados institucionales del largo 15-M. El final del momento populista y la vía errejonista a la transversalidad », in *Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales*, n° 19, 2020. Accès : [https://recyt.fecyt.es/index.php/encrucijadas/article/view/80320]

SOLA Jorge, « La reconstrucción de la solidaridad en un contexto neoliberal doble movimiento y apoyo mutuo tras el 15M (y más allá) », in *Encrucijadas: Revista critica de Ciencias Sociales*, n° 21/3, 2021. Accès: [https://recyt.fecyt.es/index.php/encrucijadas/article/view/81063]

TAIBO Carlos, *El 15-M: una brevísima introducción*, A Coruña, Trifolium, 2014, 75 p.

TAIBO Carlos, *Que no se apague la luz: un diario de campo del 15-M*, Madrid, Catarata, 2012, 160 p.

TAIBO Carlos, *¡Espabilemos!: argumentos desde el 15-M*, Madrid, Catarata, 2012, 128 p.

TAIBO Carlos, *Nada será como antes: sobre el movimiento 15-M*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2011, 90 p.

TEJERINA Benjamín, PERUGORRÍA Ignacia (dir.), *Crisis and Social Mobilization in Contemporary Spain*: *the 15M Movement*, Londres, Routledge, 2017, 220 p.

TORRES LÓPEZ Juan *et al*., *Hablan los indignados: propuestas y materiales de trabajo*, Madrid, Popular, 2011, 104 p.

VALERO OTERO Irene, « La visión de los jóvenes universitarios sobre el movimiento 15 M », in *Lurralde : Investigación y espacio*, n° 39, 2016, p. 86-105.

VV.AA., *Mover ficha: convertir la indignación en cambio político*, 12 janvier 2014. Accès: [http://tratarde.org/wp-content/uploads/2014/01/Manifiesto-Mover-Ficha-enero-de-2014.pdf]

VELASCO ACEDO Pilar, *No nos representan: el manifiesto de los indignados en 25 propuestas*. Madrid, Ediciones Martínez Roca, 2011, 80 p.

Mouvements féministes et études de genre

ALEMÁN PÁEZ Francisco, « Mercado del sexo vs. trabajo sexual / abolicionismo vs. legalización de la prostitución. Doble juego de binomios y propuestas reguladoras comparadas », in *Revista general de legislación y jurisprudencia*, n°1, 2019, p. 7-45.

ALONSO SEOANE María Jesús, « Género y religión. A la búsqueda de un modelo de análisis », in *Aposta. Revista de Ciencias Sociales*, n° 82, 2019, p. 124-137.

AMARO QUINTAS Ángel, « Feminismos transfronterizos y disidentes : indignaciones antipatriarcales », in *Feminismo/s*, n° 19, 2012, p. 89-111.

AMORÓS Celia, *Tiempo de feminismo: sobre feminismo, proyecto ilustrado y postmodernidad*, Madrid, Cátedra, 1997, 464 p.

AMORÓS Celia, *Hacia una crítica de la razón patriarcal [1985]*, Barcelone, Anthropos, 1991, 331 p.

ARORA-JONSSON Seema, « Virtue and vulnerability : Discourses on Women, Gender and Climate Change », in *Global Environmental Change*, n°21/2, 2011, p. 744-751.

ARRUZZA Cinzia, BHATTACHARYA Tithi, FRASER Nancy, *Manifiesto de un feminismo para el 99 %* (Traduit de l'anglais par Antoni Martínez Riu), Barcelone, Herder, 2019, 112 p.

BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, RUBIO Ana, SANMARTÍN Ana, *et al.*, *Barómetro juventud y género 2019: Identidades y representaciones en una realidad social compleja*, Madrid, Centro Reina Sofia sobre adolescencia y juventud, 2019, 83 p.

BARD WIGDOR Gabriela, «Aferrarse o soltar privilegios de género: sobre masculinidades hegemónicas y disidentes », in *Peninsula*, n° 11/2, 2016, p. 101-122.

BELTRÁN Elena, MAQUIEIRA Virginia (éds.), *Feminismos. Debates teóricos contemporáneos*, Madrid, Alianza Editorial, 2001, 288 p.

BERGÈS Karine, « ¡ La revolución será feminista o no será ! : recomposition des féminismes autonomes dans l'Espagne en crise des années 2000 », in *Nouvelles Questions Féministes*, n° 36/1, 2017, p. 16-31.

BERGÈS Karine, « 4. Les féminismes dans l'Espagne d'aujourd'hui », in FERNÁNDEZ GARCÍA Alicia, PETITHOMME Mathieu (dir.), *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Paris, Demopolis, 2015, p. 103-131.

BOURDIEU Pierre, *La domination masculine [1998]*, Paris, Points, 2014, 192 p.

BOSCH Esperanza, FERRER Victoria, RIERA Teresa *et al.*, *Feminismo en las aulas:* , Teoría y praxis de los estudios de género, Palma de Mallorca, Universitat de les Illes Balears, 2003, 217 p.

BOUSSAHBA Myriam, DELANOË Emmanuel et BAKSHI Sandip (dir.), *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? Dominations plurielles : sexe, classe et race*, Paris, Payot, 2021, 352 p.

BRANDARIZ PORTELA Tania, « Los mitos de la violación en el caso de "La Manada". Una crítica a la división patriarcal público / privado », in *Investigaciones feministas*, n° 12/2, 2021, p. 575-585.

BRANDARIZ PORTELA Tania, JIVKOVA SEMOVA Dimitrina, COSTA ESCUDERO Alejandro, « Entre "la España que quieres es feminista" y "fuera chiringuitos de género": feminismo y colectivo LGTBI en las elecciones generales de 2019 », in *Comunicación y género*, n° 2/4, 2021, p. 137-146.

CIUDADANOS, *Manifiesto feminismo liberal*, 2019. Accès: [https://www.ciudadanos-cs.org/manifiesto-feminismo-liberal]

COLLET Isabelle, « Faire vite et surtout le faire savoir. Les interactions verbales en classe sous l'influence du genre », in *Revue internationale d'ethnographie*, n° 4, 2015, p. 6-22.

CRENSHAW Kimberlé, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », in *University of Chicago Legal Forum*, 1989, p. 139-67.

DELGADO Lionel, « La utilidad del feminismo. Empoderamiento y visibilización de la violencia urbana en las mujeres jóvenes », in *Hábitat y Sociedad*, n° 11, 2018, p. 131-148.

DELPHY Christine, « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », in *Nouvelles Questions féministes*, n° 2, 1981, p. 58-74.

DENTON Fatma « Climate change vulnerability, impacts, and adaptation: Why does gender matter ? », in *Gender &Development*, n°10/2, 2002, p. 10-20.

FALCÓN Lidia, *Los nuevos mitos del feminismo*, Madrid, Vindicación, 2000, 300 p.

FERNÁNDEZ PÉREZ Milagros, « Sexismo y lengua. ¿Qué nos dicen los enfoques discursivos? », in *Revista de Investigación Lingüística*, n°16, 2013, p. 43–60.

FIRESTONE Shulamith, *La dialectique du sexe* (traduit de l'anglais par Sylvia Gleadow), Paris, Stock, 1972, 306 p.

FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité. Tome 1 : La volonté de savoir [1976]*, Paris, Gallimard, 1994, 248 p.

GAGO Verónica, GUTIÉRREZ Raquel, DRAPER Susana *et al.*, *8M. Constelación feminista. ¿Cuál es tu lucha? ¿Cuál es tu huelga?*, Buenos Aires, Tinta Limón, 2018, 132 p.

GALDÓN CORBELLA Carmen, *La interacción entre los movimientos sociales y el feminismo. El movimiento 15M y la comisión de feminismos sol*, thèse de doctorat réalisée sous la direction de NUÑO GÓMEZ Laura, Universidad Rey Juan Carlos, 2016, 437 p.

GÁLVEZ-MUÑOZ Lina, RODRÍGUEZ-MODROÑO Paula, « La desigualdad de género en las crisis económicas », in *Investigaciones feministas*, n° 2, 2011, p. 113-132.

GARCÍA CALVENTE Mar, DEL RÍO LOZANO María et MARCOS MARCOS Jorge, « Desigualdades de género en el deterioro de la salud como consecuencia del cuidado informal en España », in *Gaceta Sanitaria*, n° 25/2, 2011, p. 100-107.

GIL Silvia, *Nuevos Feminismos. Sentidos comunes en la dispersión. Una historia de trayectorias y rupturas en el Estado español*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2011, 344 p.

GIMENO Beatriz, « Le discours contre le néolibéralisme est aujourd'hui très fort dans le mouvement féministe espagnol », Transcription et traduction par Viviane Albenga, in *Mouvements*, n° 94/2, 2018, p. 118-125.

GONZÁLEZ Alba, *Contra la destrucción teórica. Teorías feministas en la España de la modernidad*, Oviedo, KRK, 2018, 959 p.

GUTIÉRREZ ESTEBAN Prudencia, LUENGO GONZÁLEZ María Rosa, « Los feminismos en el siglo XXI. Pluralidad de pensamientos », *Brocar*, n° 35, 2011, p. 335-351.

JABLONKA Ivan, *Des hommes justes : du patriarcat aux nouvelles masculinités*, Paris, Seuil, 2019, 544 p.

KAY Joyce, BANET-WEISER Sarah, « Feminist Anger and Feminist Respair », in *Feminist Media Studies*, n°19/4, 2019, p. 603-609.

KNIGHT Ella, « El movimiento #MeToo, una marea global », in *Viceversa: UEx & Empresa*, n° 116, 2020, p. 33-37.

LONZI Carla, *Crachons sur Hegel. Une révolte féministe [1970]* (traduit de l'italien par le collectif des Derniers Masques), Paris, Eterotopia, 2017, 101 p.

MÁRQUEZ GONZÁLEZ María del Pilar, *Género gramatical y discurso sexista*, Madrid, Síntesis, 2013, 156 p.

MARZOLF Hedwig, « Nosotras », in *Esprit*, n°7, 2019 (juillet-août), p. 9-14.

MÉIJOME TEJERO Alma, «Anarcofeminismo e Identidad(es), una mirada histórica al anarcofeminismo en el estado español», in *Revista internacional de pensamiento político*, n° 8, 2013, p. 81-94.

MILLETT Kate, *Sexual Politics*. *La politique du mâle [1970]* (traduit de l'anglais par Élisabeth Gille), Paris, Stock, 2007, 528 p.

MIYARES Alicia, *Democracia feminista*, Madrid, Cátedra, 2003, 224 p.

MONTAGNON Marie, ALBENGA Viviane, « Un réveil antifasciste venu du féminisme », in *Mouvements*, n° 104, 2020, p. 106-114.

MONTAGNON Marie, « "Tout changer" : transformations sociales, défis politiques et dynamiques internationales. Retour sur les demandes d'émancipation du mouvement féministe espagnol », in *Revue internationale et stratégique*, n° 119/3, 2020, p. 117-127.

MONTAGNON, Marie, « "Sans nous, le monde s'arrête" : la première grève générale féministe en Espagne », in *Mouvements*, n° 96/4, 2018, p. 155-163.

MOUFFE Chantal, « Feminismo, ciudadanía y política democrática radical », *Debate feminista*, n° 7, 1993, p. 3-22.

MUÑOS SAAVEDRA Judith, « Una nueva ola feminista, más allá de #MeToo. Irrupción, legado y desafíos », in RIVERA VARGAS Pablo, MUÑOZ SAAVEDRA Judith, MORALES Rommy *et al.*, *Políticas públicas para la equidad social*, Barcelone, Centro de Estudios de políticas para el desarrollo, n° 2, 2019, p. 177-188.

NUÑEZ PUENTE Sonia, FERNÁNDEZ ROMERO Diana, « La misoginia popular como contramovimiento. Estudio de la resemiotización y los discursos manipulativos como desafíos contra el feminismo », in *Ex Aequo*, n° 41, 2020, p. 125-142.

ORBEGOZO TERRADILLOS Julen, MORALES I GRASS Jordi, LARRONDO URETA Ainara, « Feminismos indignados ante la justicia: la conversación digital en el caso de "La Manada" », in *Revista Científica de Información y Comunicación*, n° 16, 2019, p. 249-283.

REVERTER Sonia, MEDINA-VICENT Maria, *El feminismo en 35 hashtags*, Madrid, Catarata, 2019, 112 p.

SÁINZ Milagros, SOLÉ Jorgi, FÀBREGUES Sergi *et al.*, « Secondary School Teachers' Views of Gender Differences in School Achievement and Study Choices in Spain », in *SAGE Journals*, 2021, p. 1 -14.

SANFÉLIX ALBELDA Joan et TÉLLEZ INFANTES Anastasia, « Masculinidad y privilegios: el Reconocimiento como Potencial Articulador del Cambio », in *Masculinities and Social Change*, n° 10/1, 2021, p. 1-24.

SANZ MARTOS Sandra, « Feminismo colaborativo », in *COMeIN*, n° 86, 2019. Accès: [https://comein.uoc.edu/divulgacio/comein/es/numero86/articles/feminismo-colaborativo.html]

SANZ Marta, *Monstruas y centauras. Nuevos lenguajes del feminismo*, Barcelone, Anagrama, 2018, 131 p.

SENDÓN DE LEÓN Victoria, *Mujeres en la era global. Contra un patriarcado neoliberal*, Barcelone, Icaria, 2003, 136 p.

SHIVA Vandana, *Abrazar la vida. Mujer, ecología y desarrollo*, Madrid, Horas y Horas, 1988, 300 p.

SOLANAS Valérie, *SCUM Manifesto [1967]* (traduit de l'anglais par Emmanuèle de Lesseps), Paris, Fayard, 2021, 120 p.

SOLANAS María, « Feminismo para el siglo XXI », in *Política exterior*, n° 197/34, 2020, p. 122-130.

VALCÁRCEL Amelia, *Ahora, feminismo. Cuestiones candentes y frentes abiertos*, Madrid, Cátedra, 2019, 272 p.

VALCÁRCEL Amelia, *Feminismo en el mundo global*, Madrid, Cátedra, 2008, 344 p.

VARELA Nuria, *Cansadas. Una reacción feminista frente a la nueva misoginia*, Barcelone, Ediciones B, 2017, 224 p.

VELASCO MARTÍNEZ Anna, «"No soy feminista, pero…": Mitos y creencias de la juventud universitaria sobre el feminismo », thèse de doctorat réalisée sous la direction de DONOSO
VÁZQUEZ Trinidad et MARÍN GARCÍA María Ángeles, Barcelone, Universitat de Barcelona, 2016. Accès: [http://diposit.ub.edu/dspace/bitstream/2445/106736/1/AVM_TESIS.pdf]

VV.AA., *R-evolucionando. Feminismos en el 15-M*, Barcelone, Icaria, 2012, 88 p.

WITTIG Monique, *La pensée straight [1992]*, Paris, Balland, 2001, 175 p.

WORLD ECONOMIC FORUM, *Global Gender Gap Report 2020*, Genève, World Economic Forum, 2019, 371 p.

Mouvements écologistes et écologie

ARSUAGA Juan Luis, ALGABA Milagros, *Elemental, queridos humanos*, Barcelone, Booket, 2012, 304 p.

BARRATT Emma, « Young People Around the World Report High Levels Of Climate Anxiety », in *Research Digest*, The British Psychological Society, 29 octobre 2021.

CARSON Rachel, *Silent Spring*, Boston, Mariner Books, 2002, 400 p.

CASADO DE OTAOLA Santos, *Los primeros pasos de la ecología en España*, Madrid, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, 1996, 536 p.

CLARK Helen *et al.*, « A future for the World's Children ? A WHO-UNICEF-Lancet Commission », in *The Lancet Commissions*, n° 395, 2020. Accès : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)32540-1/fulltext]

DELLA PORTA Donatella, *The Global Justice Movement: Cross-National and Transnational Perspectives*, Londres, Routledge, 2007, 288 p.

DELLA PORTA Donatella *et al.*, *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006, 336 p.

DEL VAL RODRÍGUEZ Alfonso, « El movimiento ecologista y la política ambiental en España », in *Documentacion social*, n° 38, 1980, p. 157-172.

DE MOOR Joost, WAHLSTRÖM Mattias, DE VYDT Michiel (coords.), *Protest for a future II: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays for Future climate protests on 20-27 September, 2019, in 19 cities around the world*, Göteborg (Suède), Swedish Council for Sustainable Development, 2020. Accès: [https://osf.io/3hcxs/download]

DE MOOR Joost, WAHLSTRÖM Mattias, DE VYDT Michiel (coords.), *op. cit. Protest for a future : Composition, mobilization and motives of the participants on Fridays for Future climate protests on 15 March, 2019 in 13 European cities*, 2019. Accès: [https://protestinstitut.eu/wp-content/uploads/2019/07/20190709_Protest-for-a-future_GCS-Descriptive-Report.pdf]

DIAZ CARMONA Estela, « El consumo ético entre los jóvenes universitarios españoles », in *Revista de Estudios de Juventud*, « Jóvenes y nuevas formas de consumo », INJUVE, n°119, 2018, p.119-144.

DIETZ Matthias et GARRELTS Heiko (eds.), *Routledge handbook of climate change movements*, Routledge, 2014, 384 p.

DONOSO SABANDO Claudia, « Cambio climático "salud mental en un mundo en llamas" », in *Mutatis Mutandis: Revista internacional de filosofía*, n°16, 2021, p. 109-118.

DUBOIS Philippe Jacques, *Le chagrin écologique - Petit traité de solastagie*, Paris, Seuil, 2021, 96 p.

FOLCH I GUILLÈN Ramón, *Ambiente, emoción y ética. La cultura de la sostenibilidad [1998]*, Barcelone, RBA libros, 2012, 191 p.

FRIDAYS FOR FUTURE, *Déclaration climatique de Lausanne* (version française), 2019. Accès : [https://www.smileforfuture.eu/wp-content/uploads/2019/08/Lausanne-Climate-Declaration-FRENCH.pdf]

GARCÍA DEL VADO Conrado, « Crónica de una COP anunciada », Greenpeace España. Accès: [https://revista.greenpeace.es/gpm-32/cumbre-del-clima2/]

GARCÍA Ernest, *Medio ambiente y sociedad: La civilización industrial y los límites del planeta*, Madrid, Alianza Editorial, 2004, 360 p.

GARCÍA NOVO Francisco, « La implantación de la ecología en España », in SÁNCHEZ DEL RÍO Carlos, MUÑOZ Emilio, ALARCÓN Enrique (éds.), *4. Ciencia y tecnología*, in DEL CAMPO Salustiano, TEZANOS José Félix (dir.), *España siglo XXI*, Madrid, Fundación Sistema, 2009, p. 205-242.

GODARD Olivier (éd.), *La justice climatique mondiale*, Paris, La Découverte, 2015, 128 p.

HICKMAN Caroline, MARKS Elizabeth, PIHKALA Panu *et al.*, « Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey », in *Lancet Planetary Health*, 2021, n°5/12. Accès : [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(21)00278-3/fulltext]

JIMÉNEZ SÁNCHEZ Manuel, « La protesta ambiental en España : aportaciones analíticas al estudio de los condicionantes políticos de la acción colectiva », *Revista Española de Ciencia Politica*, n°12, 2005, p. 75-98.

LATOUR Bruno, *Face à Gaïa : Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte, 2015, 398 p.

LATOUR Bruno, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie ?* Paris, La Découverte, 1999, 383 p.

PARRILLA-BARRERA Gregorio, « Odón de Buen, forerunner of Spanish Oceanography », in *Oceanography*, n° 18/4, 2005, p. 128-135.

PERREAU Yann, *Ça commence avec une personne. Histoires de la génération climat*, Paris, Denoël, 2021, 368 p.

POMA Alice, GRAVANTE Tommaso, « Emociones, identidad colectiva y estrategias en los conflictos socioambientales », in *Andamios. Revista de Investigación Social*, n°36/15, 2018, p.287-309.

POMA Alice, « El papel de las emociones en la respuesta al cambio climático », in *Interdisciplina*, n°6/15, 2018, p. 191-214.

RABHI Pierre, *La part du colibri : l'espèce humaine face à son devenir*, Éditions de l'Aube, 2006, 64 p.

SABHERWAL Anandita, BALLEW Matthew, VAN DER LINDEN Sander *et al.*, « The Greta Thunberg Effect: Familiarity with Greta Thunberg predicts intentions to engage in climate activism in the United States », in *Journal of Applied Social Psychology*, n° 51, 2021, p. 321-333.

SHIVA Vandana, *The Violence of the Green Revolution: Third World Agriculture, Ecology, and Politics*, Lexington, University Press of Kentucky, 2016, 266 p.

ZACCAI Edwin, « Développement durable : l'idéologie du XXIe siècle », in CHARTOIRE Renaud (éd.), *Dix questions sur le capitalisme aujourd'hui*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2014, p. 127-135.

Education, milieu scolaire et universitaire

AHEDO SANTIESTEBAN Manuel, « ¿Es posible diseñar un buen sistema educativo en la era global? », in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología*, *Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 9-18.

ARAGÓN DEL CASTILLO Anabel, PENFOLD Analisa, SIERRA MARTÍN María « The impact of the LOMCE », in *ReiDoCrea*, n° 3, Universidad de Granada, 2014, p.78-81.

ARIAS CARDONA Ana María, SOTO VÉLEZ José Andrés, « Poder y educación superior: perspectivas de jóvenes universitarios », in *Revista Katharsis*, n° 22, 2016, p.145-164.

BAYONA AZNAR Bernardo, « Los ejes de la LOMCE », in *Fórum Aragón*, n° 7, 2013, p. 13-15.

BAYÓN CALVO Siro, « Una radiografía del abandono escolar temprano en España: Algunas claves para la política educativa en los inicios del siglo XXI », in *Revista Complutense de Educación*, Madrid, Ediciones Complutense, n° 30/1, 2019, p. 35-53.

BELTRÁN LLAVADOR José, «Nuestras crisis, la escuela y sus demonios sobre la estructura de la reproducción», in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología, Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 97-105.

BERAZA GARMENDIA José María et AZKUE IRIGOYEN Itziar, « Diseño de un itinerario de Formación Dual: Universidad-Empresa en GADE [Grado en Administración y Dirección de Empresas] », in *Journal of Management and Business Education*, n° 1/1, 2018, p. 53-68.

BERNAL AGUDO José Luis, « Análisis critico de del modelo de evaluación LOMCE », in *Avances en Supervisión Educativa. Revista de la Asociación de Inspectores de la Educación de España*, n° 23, 2015.

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970, 284 p.

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964, 192 p.

CARRERAS ARES Juan José et RUIZ CARNICER Miguel Ángel (eds.), *La universidad española bajo el régimen de Franco. Actas del Congreso celebrado en Zaragoza entre el 8 y el 11 de noviembre de 1989*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 1991, 657 p.

CASTILLEJO CAMBRA Emilio, *La enseñanza de la religión católica en España desde la Transición*, Madrid, Catarata, 2012, 312 p.

CHOI DE MENDIZÁBAL Álvaro Borja, *Desigualdades socioeconómicas y rendimiento académico en España*, Barcelone, Obra Social La Caixa, 2018, 20 p.

CONSEJERÍA DE CIENCIA, UNIVERSIDADES E INNOVACIÓN, *Resumen de datos referentes al proceso de ingreso y matriculación en las universidades de la Comunidad de Madrid. 2018-2019*, Comunidad de Madrid, 2019, 281 p.

DE LA FUENTE Ángel, DOMÉNECH Rafael, *El nivel educativo de la población en España y sus regiones: actualización hasta 2019*, Madrid, FEDEA, 2021, 20 p.

DE LA FUENTE Ángel, DOMÉNECH Rafael, « El nivel educativo de la población en España y sus regiones: 1960-2011 », in *Investigaciones Regionales – Journal of Regional Research*, n°34, 2016, p.73-94.

DE MIGUEL DÍAZ Mario, *Metodología de Enseñanza y Aprendizaje para el desarrollo de Competencias. Orientaciones para el Profesorado Universitario ante el Espacio Europeo de Educación Superior*, Madrid, Alianza Editorial, 2006, 232 p.

DIAS SOBRINHO José, « Universidad, conocimiento y construcción de un mundo nuevo. Dilemas y Debates », in *InterCambios. Dilemas y Transiciones de la Educación Superior*, n° 1/1, 2014, p. 12-19.

DOMINGO Joan, « El aprendizaje cooperativo », in *Cuadernos de trabajo social*, n° 21, 2008, p. 231-246.

ESCARDÍBUL FERRÁ Josep, PÉREZ ESPARRELLS Carmen, « La financiación de las universidades públicas españolas. Estado actual y propuestas de mejora », *Revista de Educación y Derecho*, n° 8, 2013. Accès: [https://revistes.ub.edu/index.php/RED/article/view/8019].

ESTEBAN GARCÍA Laura, ORTEGA GUTIÉRREZ Jaime, « El debate como herramienta de aprendizaje », *Actas de la VIII Jornada de Innovación e Investigación Docente*, Séville, Universidad de Sevilla, 2017, p. 48-56.

EUROPEAN EDUCATION AND CULTURE EXECUTIVE ANGENCY, EURYDICE, *National Student Fee and Support Systems in European Higher Education: 2014/15*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2014, 50 p.

EURYDICE ESPAÑA, « Jóvenes entre 15 y 29 años que ni estudian ni trabajan por Administración educativa », Descripción del Sistema Educativo Español (REDIPEDIA), 2021.

GIMENO SACRISTÁN José, « La LOMCE. ¿Una ley más de educación? », in *Revista Interuniversitaria de Formación del Profesorado*, n° 28/3, 2014, p. 31-44.

GIRÓ Joaquín, « Preparando el futuro del sistema educativo con la LOMCE », in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología, Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 194-204.

GUEREÑA, Jean–Louis, « Los actores de la vida universitaria en la España de los siglos XIX y XX », in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 8, 2011. Accès : [https://journals.openedition.org/ccec/3768]

GUEREÑA Jean–Louis, FELL Ève–Marie, AYMES Jean–René (eds.), *L'Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Age à nos jours. I. Structures et acteurs*, Tours, Publications de l'Université de Tours, 1991 673 p.

GUERRERO ROMERA Catalina, MIRALLES MARTÍNEZ Pedro (éds.), *Innovaciones y modelos de enseñaza-aprendizaje en la educación superior*, Murcie, Ediciones de la Universidad de Murcia, 2018.

HERNÁNDEZ-ARMENTEROS Juan, PÉREZ-GARCÍA José Antonio, « Financiación y gasto universitario en España: crisis y ¿recuperación? », in *La cuestión universitaria*, n° 10, 2019, p. 6-31.

HERNÁNDEZ DÍAZ, José María, « La Universidad en España, del Antiguo Régimen à la LRU (1983). Hitos y cuestiones destacadas », in *Aula*, n° 9, 1997, p. 19-44.

JIMÉNEZ MARÍN Gloria, ELÍAS ZAMBRANO Rodrigo et SILVA ROBLES Carmen, « Innovación docente y su aplicación al EEES: Emprendimiento, TIC y Universidad, Historia y Comunicación Social », n° 19, mars 2014, p. 187-196.

KOTTMANN Andrea, VOSSENSTEYN Hans *et al.*, *Social Inclusion Policies in Higher Education: Evidence from the EU. Overview of major widening participation policies applied in the EU 28*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2019, 195 p.

LAMPAS ROSENTHAL Sabrina, *Aprendizaje cooperativo y educación superior*, sous la direction de RAYÓN RUMAYOR Laura et DE LAS HERAS CUENCA Ana María, Universidad de Alcalá de Henares, 2017, 331 p.

LAUVAU Geoffroy, *Une utopie nécessaire : le système universitaire face au défi économique*, Paris, Vendémiaire, 2016, 309 p.

LÓPEZ TÉVEZ Leonor, NUÑEZ María, OKULIK Nora *et al.*, « El debate como generador de actitudes críticas en el aprendizaje del conocimiento científico », in *Educación Química*, n° 16/4, 2005, p. 137-142.

MILÁN Montserrat, RECIO Miguel, « LOMCE: 8 puntos para entender sus consecuencias », in *T.*E, CCOO Enseñanza, n° 344, Juin 2013, p. 9-17.

MINISTERIO DE CIENCIA, INNOVACIÓN Y UNIVERSIDADES, *Datos y cifras del sistema Universitario Español. Publicación 2018/2019*, Secretaría General Técnica del Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades, 2019.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y FORMACIÓN PROFESIONAL, « La población española con estudios superiores a los obligatorios aumenta un 18% en una década », 10 septembre 2019. Accès : [https://www.educacionyfp.gob.es/prensa/actualidad/2019/09/20190910-ocde.html]

MINISTERIO DE EDUCACIÓN, CULTURA Y DEPORTE, *Panorama de la educación. Indicadores de la OCDE 2012*, Instituto Nacional de Evaluación Educativa, Madrid, 2012, 46 p.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN, *Documento de reflexión sobre la mejora de las Políticas de Financiación de las Universidades*, 2010, 115 p.

MINISTERIO DE UNIVERSIDADES, *Datos y cifras del Sistema Universitario Español. Publicación 2019/2020*, Gobierno de España, 2020. Accès: [https://www.ciencia.gob.es/stfls/MICINN/Universidades/Ficheros/Estadisticas/Informe_Datos_Cifras_Sistema_Universitario_Espanol_2019-2020.pdf]

MONARCA Héctor, PIEDRAHITA César, FERNÁNDEZ-GONZÁLEZ Noelia, « Opinión sobre la LOMCE desde la orientación educativa y el profesorado de apoyo », in RAPPOPORT Soledad (éd.), *Debates y prácticas en educación. Volumen I.*, Guadalajara, Asociación Investigación, Formación y Desarrollo de Proyectos Educativos, 2017, p. 93-102.

MONARCA Héctor, FERNÁNDEZ-GONZÁLEZ Noelia, PIEDRAHITA César, « Estudio de opinión sobre la LOMCE. Base de datos », Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 2016.

MORIN Edgar, *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris, Points, 2015, 160 p.

OBSERVATORIO DEL SISTEMA UNIVERSITARIO, « CCAA: cómo han evolucionado los precios entre 2011 y 2019 », 2019. Accès : [https://www.observatoriuniversitari.org/es/precios-publicos-de-matricula-en-espana/ccaa-como-han-evolucionado-los-precios-entre-2011-y-2019/]

OECD, *Equity and Quality in Education. Supporting Disadvantaged Students and Schools*, Paris, Organization for Economic Cooperation & Development, 2012, 170 p.

OECD, *Education at a Glance 2012*, Paris, Organization for Economic Cooperation & Development, 2012, 91 p.

PITSEYS John, « Le processus de Bologne », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 52/1, 2004, p. 143-189.

ROTGER CERDÀ, Josep María, FLECHA GARCÍA, José Ramón, « Innovación, democratización y mejora de la docencia universitaria en el marco de la sociedad de la información », in *Contextos educativos : Revista de educación*, n° 6-7, 2003-2004, p. 159-166.

RUBIA Fernando Andrés, « La LOMCE : una ley que apuesta por las desigualdades », in *Fórum Aragón*, n° 7, 2013, p. 23-29.

RUEDA SABATER Cristina, « Informe Manu », Universidad de Valladolid, Departamento de
Estadísticas e I.O, décembre 2016. Accès: [http://uvadoc.uva.es/bitstream/handle/10324/23580/INFORMEMANUPARTEI.pdf?sequence=1&isAllowed=y]

SANTAMARÍA LUNA Rogeli, « La escuela rural en la LOMCE: oportunidades y amenazas »,
in *Supervisión 21*, n° 33, 2014. Accès : [https://www.usie.es/SUPERVISION21/2014_33/SP%2021%2033%20ART_ESC_RURAL.pdf]

SANTOS REGO Miguel (coord.), *Revista de estudios de juventud. Nuevos itinerarios de Educación no Formal para jóvenes*, Madrid, Instituto de la Juventud, n° 124, 2019.

SASTRE CAMPO, Ana (coord.), *Iluminando el futuro. Invertir en Educación es luchar contra*
la pobreza infantil, Save the Children Fundation, Mars 2015. Accès: [https://www.savethechildren.es/sites/default/files/imce/docs/pobreza-equidad-educativa-espana_iluminando-el-futuro.pdf]

SUBIRATS Marina, « La LOMCE: Hacia una educación antidemocrática », in *Revista Interuniversitaria de Formación del Profesorado*, n° 81, 2014, p. 45-57.

TISCAR Lara, «¿Qué universidad? ¿Para quiénes? El modelo de Educación Superior en crisis », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y generación 2020*, n°108, juin 2015, p.51-59.

TRILLA Jaume (coord.), *La educación fuera de la escuela: ámbitos no formales y educación social*, Barcelone, Ariel, 2003, 276 p.

VALERO GARCÍA Alfonso, GUERRERO SERÓN Antonio, « La LOMCE, entre la ideología y la desigualdad. Análisis crítico de las propuestas de la Ley Wert », in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología, Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 337-341.

VERGER Antoni, « LOMCE y políticas de austeridad: una combinación que nos aleja de la excelencia internacional », in *T*.E, CCOO Enseñanza, n° 344, 2013, p. 9-17.

Conditions de vie des étudiants

ÁLVAREZ PÉREZ, Pedro R., GONZÁLEZ Miriam C., LÓPEZ AGUILAR, David, « La enseñanza universitaria y la formación para el trabajo. Un análisis desde la opinión de los estudiantes », in *Paradigma*, n° 30/2, 2009, p.7-20.

ARAIZA LOZANO Miguel Ángel, AUDELO LÓPEZ Carmen Beatriz, « El origen social de los estudiantes universitarios y su trayectoria escolar universitaria », XIV, Congreso Nacional de Investigación Educativa COMIE, San Luis Potosí, 2017. Accès: [https://www.comie.org.mx/congreso/memoriaelectronica/v14/doc/1331.pdf].

CORDAZZO, Philippe (dir.), *Parcours d'étudiants. Sources, enjeux et perspectives de recherche*, Paris, INED, 2019, 220 p.

FERNÁNDEZ BARBUDO Carlos, « Los estudiantes y Bolonia », in *Intersticios, Revista Sociológica de pensamiento crítico*, n° 4/1, 2010, p. 201-229.

FUNDACIÓN BBVA, « El 26,7% de los alumnos de máster estudia en una comunidad distinta a la de su residencia, el doble que en los títulos de grado », in *ESENCIALES Fundación BBVA – Ivie*, n° 31, 2018.

PLANAS-COLL Jordi, ENCISO-ÁVILA Isabel-María, « Los estudiantes que trabajan: ¿tiene valor profesional el trabajo durante los estudios? », in *Universia*, n°12/5, 2014, p. 23-45.

ROBIN Jésabel, « D'étudiante Erasmus professionnelle à professionnelle de la mobilité étudiante : la construction d'un habitus mobilitaire ? », in *Journal of international Mobility*, n° 6/1, 2018, p. 211-227.

RODRÍGUEZ SUAREZ Julio, AGULLÓ TOMÁS, Esteban, « Estilos de vida, cultura, ocio y tiempo libre de los estudiantes universitarios », in *Psicothema*, n°11/2, 1999, p. 247-259.

Sociologie politique et comportements des individus

APPADURAI Arjun, *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, (Traduit de l'anglais par Françoise Bouillot), Paris, Payot & Rivages, 2007, 207 p.

ARIAS MALDONADO Manuel, *La democracia sentimental: política y emociones en el siglo XXI*, Barcelone, Página indómita, 2016, 438 p.

BARGEL Lucie, DARMON Muriel, « La socialisation politique », in *Politika.io*, 20 avril 2017. Accès : [https://www.politika.io/fr/article/socialisation-politique]

BEAUD, Stéphane, WEBER, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. Grands Repères, 2010, 336 p.

BEAUD, Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », in *Politix* nº 35, 1996.

BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *Modernity, Pluralism and the Crisis of Meaning: the orientation of modern man*, Washington D.C, Bertelsmann Foundation, 1995, 74 p.

BERGER Peter, NEUHAUS Richard, *To Empower People. From State to Civil Society*, Washington, American Enterprise Institute, 1977, 230 p.

BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité [1966]*, Paris, Klincksieck, 1996, 342 p.

BERICAT ALASTUEY, Eduardo, *La integración de los métodos cuantitativo y cualitativo en la investigación social: significado y medida*, Barcelone, Ariel, 1998, 194 p.

BRÉCHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2006, 190 p.

BOLER Megan, DAVIS Elizabeth (éds.), *Affective Politics of Digital Media – Propaganda by other means*, New York, Routledge, 2020, 378 p.

BURGI-GOLUB Noëlle, « Émotion, identité, jugement », in CURAPP (Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie) (éd.), *Questions sensibles*, Paris, PUF, 1998.

CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLÓGICAS (CIS), *Preferencias sobre los procesos de toma de decisiones políticas*, n° 2860, Janvier/Février 2011.

CRESPO Carlos, MAES Renaud, « "Et que meure l'intellectualité traitresse !", nouvelle doxa des politiques à l'ère de la post-vérité ? », in *La revue nouvelle*, n° 3/3, 2019, p. 8-14.

DARMON Muriel, *La socialisation [2006]*, Paris, Armand Colin, 2016, 128 p.

DAVIES William, *Nervous States: Democracy and the Decline of Reason*, New York, WW Norton, 2020, 272 p.

DUBAR Claude, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles [1991]*, Paris, Armand Colin, 2015, 278 p.

DUCHESNE Sophie, SCHERRER Vanessa, « L'identité politique comme force de conflictualisation et de hiérarchisation des appartenances sociales : justification théorique d'une définition empirique », in *Identité(s), Actes du colloque de la MSHS de Poitiers*, Rennes, PUR, 2003, p. 325-336

FLESHER FOMINAYA Cristina, «The Role of Humour in the Process of Collective Identity Formation in Autonomous Social Movement Groups in Contemporary Madrid », in *International Review of Social History*, n°52, 2007, p. 243-258.

FUKUYAMA Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme [1992]* (traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal), Paris, Flammarion, 2018, 452 p.

FUKUYAMA Francis, *Identity. The demand for dignity and the politics of resentment*, New York, Farrar, Straus and Giroux, Macmillan, 2018, 240 p.

GAXIE Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », in *Revue française de science politique*, n° 52/2-3, 2002, p. 145-178.

GALEANO MARÍN María Eumelia, « Estudio Cualitativo de Caso: El Interés Por La Singularidad », in GALEANO MARÍN María Eumelia, *Estrategias de Investigación Social Cualitativa: El Giro En La Mirada*, Universidad de Antioquia, 2018, p. 79-101.

GILBERT Claude, *Le pouvoir en situation extrême – Catastrophes et Politique*, Paris, L'Harmattan, 1992, 272 p.

GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction* (traduit de l'anglais par KIHM Alain), Paris, Éditions de Minuit, 1974, 240 p.

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2. Les relations en public [1956]* (traduit de l'anglais par KIHM Alain), Paris, Éditions de Minuit, 1973, 368 p.

INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution, Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977, 496 p.

KUNNEN Saskia, BOSMA Harke, « Le développement de l'identité : un processus relationnel et dynamique », traduit de l'anglais par F. Bariaud, in *L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 35/2, 2006, p. 183-203.

LARZILLIÈRE Pénélope, « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », in *Cultures et Conflits*, n°110-111/2-3, 2018, p.157-177.

LATOUR Bruno, *Changer de société : refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006, 401 p.

LE BON Gustave, *Psychologie des foules [1895]*, Paris, Flammarion, 2009, 241p.

LINK Bruce, PHELAN Jo, « Conceptualizing stigma », in *Annual Review of Sociology*, n° 27, 2001, p. 363-385.

LIPOVETSKY Gilles, *L'ère du vide: essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1983, 328 p.

MANNHEIM Karl, *The Problem of Generations. Essays on the Sociology of Knowledge*, Londres, Routledge, 1952.

MAURER Sophie, *École, famille et politique. Socialisations politiques et apprentissages de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, Dossier d'Étude CNAF, n° 15, 2000, 74 p.

MICHON Sébastien, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », in *Revue française de pédagogie*, n° 163, 2008, p. 63-75.

MORIN Edgar, « Pour une sociologie de la crise », in *Communications*, n° 12, 1968, p. 2-16.

PADIOLEAU Jean Gustave, « La formation de la pensée politique : développement longitudinal et déterminants socio-culturels », in *Revue française de sociologie*, n° 17/3, 1976, p. 451-484.

PERCHERON Annick, « Chapitre 9. Age, cycle de vie, génération, période et comportement électoral », in GAXIE Daniel (éd.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 228-262.

PERCHERON Annick, SUBILEAU Françoise, « Mode de transmission des valeurs politiques et sociales », in *Revue Française de Science Politique*, n° 24/2, 1974, p. 189-213.

PERCHERON Annick, SUBILEAU Françoise, « Mode de transmission des valeurs politiques et sociales », in *Revue Française de Science Politique*, n° 24/1, 1974, p. 33-51.

PUJADAS MUÑOZ Juan José, *El método biográfico: El uso de las historias de vida en ciencias sociales*, Madrid, CIS, 1992, 53 p.

RICO Guillem et *al.*, « The Emotional Underpinnings of Populism : How Anger and Fear Affect Populist Attitudes », in *Swiss Political Science Review*, n° 23/4, 2017, p. 444-461.

ROSE Arnold Marshall, *The Power Structure: Political Process in American Society*, Oxford, Oxford University Press, 1967, 532 p.

SCHOPENHAUER Arthur, *L'art d'avoir toujours raison [1864]*, Paris, Mille et une nuits, 2003, 96 p.

SCHWEISGUTH Etienne, « Vote et âge. Effet de vieillissement ou de génération ?», Centre d'études européennes de Sciences Po, mars 2011. Accès : [https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/sites/sciencespo.fr.centre-etudes-europeennes/files/1103%20e-prints_Schweisguth_03_2011%20optimis%C3%A9.pdf]

TIBERJ Vincent, « Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France », in *Revue française de sociologie*, n° 54/4, 2013, p. 741-776.

TÖNNIES Ferdinand, *Communauté et société [1887]*, Paris, PUF, 2010, 336p.

TOSI Justin, WARMKE Brandon, *Grandstanding. The use and Abuse of Moral Talk*, Oxford, Oxford University Press, 2020, 248 p.

TOURAINE Alain, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973, 544 p.

VAN GENNEP Arnold, *Les rites de passage [1909]*, Paris, A&J Picard, 2011, 316 p.

VASILACHIS DE GIALDINO Irene (coord.), *Estrategias de investigación cualitativa*, Barcelone, Gedisa, 2006, 278 p.

WEBER Max, *Économie et société. Tome 1 : Les catégories de la sociologie [1921]*, Paris, Pocket, 2003, 410 p.

WEISBEIN Julien, «La contribution de la sociologie politique », in *Hermès*, n°36, 2003, p.157-164.

WIEVIORKA Michel, « La sociologie et la crise. Quelle crise, et quelle sociologie ? », in *Cahiers internationaux de* sociologie, n° 127, 2009, p. 181-198.

ZOLESIO Emmanuelle, « Socialisations primaires / secondaires : quels enjeux ? », in *Idées économiques et sociales*, n° 191, 2018, p. 15-21.

Gouvernements, partis politiques et élections

AGAMBEN Giorgio, RANCIÈRE Jacques, BADIOU Alain, *Pensar desde la izquierda: mapa del pensamiento crítico para un tiempo en crisis [2012]*, Madrid, Errata Naturae, 2013, 400 p.

ALONSO Luis Enrique, « La noción de pueblo como construcción discursiva », in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°49/1, 2019, p. 279-283.

ALVARADO-ESPINA Eduardo, MORALES-OLIVARES Rommy, RIVERA-VARGAS Pablo, « El partido-movimiento como expresión de la democracia radical. Emergencia y consolidación de Podemos en España y Revolución Democrática en Chile », in *Política y sociedad*, n° 57/1, 2020, p. 21-43.

AMO Alberto, MINGUEZ ESPALLARGAS Alberto, *Podemos, la politique en mouvement* (Traduit de l'espagnol par Julie Beligot), Paris, La Dispute, 2016, 223 p.

BADIE Bertrand, VIDAL Dominique, *Le retour des populismes : l'état du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018, 256 p.

BARRET Christophe, *Podemos, pour une autre Europe*, Paris, Éditions du Cerf, 2015, 256 p.

BARRIO Astrid, *Vox, la fin de l'exception espagnole*, Fondation pour l'Innovation Politique (fondapol.org), 2019, 56 p.

BARRIO Astrid, RODRÍGUEZ-TERUEL Juan, « Ciudadanos: Le parti catalan qui aspire à gouverner l'Espagne », (Traduit de l'espagnol par Jacques Fontaine), in *Pôle Sud: Revue de science politique de l'Europe méridionale*, n°45, 2016, p. 65-84.

BIGLINO CAMPOS Paloma, « Crisis de la representación, legitimidad de ejercicio y formas de responsabilidad », in *Revista de derecho político* nº 100, 2017, p. 481-511.

CAMPO VIDAL Manuel, *La cara oculta de los debates electorales*, Madrid, Arpa, 2017, 240 p.

CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLÓGICAS (CIS), *Postelectoral elecciones generales 2016*, n° 3145, Juin 2016.

CENTRO DE INVESTIGACIONES SOCIOLÓGICAS (CIS), *Postelectoral elecciones generales 2019*, n° 3248, Mai 2019.

CERVERA-MARZAL Manuel, « Podemos, un parti-mouvement », in *Mouvements*, n°94/2, 2018, p. 87-97.

CÉSPEDES Jaime, PINEIRA Carmen, L'Espagne : quels enjeux pour l'Europe ?, Paris, L'Harmattan, 2012, 218 p.

COLEMAN Stephen, « Debate on Television: The Spectacle of Deliberation », in *Television and New Media*, n°14/1, 2013, p.20-30.

COLLIOT-THÉLÈNE Catherine, GUÉNARD Florent, ROSANVALLON Pierre, *Peuples et populisme*, Paris, Presses universitaires de France, 2014, 112 p.

CORTINA-ORIOL Mercè, IBARRA Pedro, « Podemos: potencialidades, límites y retos de la opción populista », in *Anuario de Movimientos Sociales*, Fundación Betiko, 2014. Accès: [http://fundacionbetiko.org/portfolio/2014/].

DADER José Luis, « Fascinados por "Podemos". Un fenómeno natural de la "Democracia sentimental" », in *Hermes. Journal of Communication*, n° 4, 2015, p. 13-45.

DEVILLIERS Wendy, « De numéro deux à rival : la trajectoire politique d'Íñigo Errejón au sein du parti Podemos », Communication présentée à l'occasion du colloque : *Être le numéro deux : Le rapport dominant/dominé dans les cercles du pouvoir. Une perspective historique*. Université Paris Est Créteil, 07 et 08 novembre 2019. Programme : [https://crhec.u-pec.fr/actualites/journee-d-etude-etre-le-numero-deux-le-rapport-dominant-domine-dans-les-cercles-du-pouvoir-une-perspective-historique] (actes à paraître).

DONOFRIO Andrea, « "Podemos" : de las calles al "asalto al cielo"», in *ResPublica*, n° 17, 2017, p. 19-51.

ERREJÓN Iñigo, MOUFFE Chantal, *Construir pueblo: hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelone, Icaria, 2015, 144 p.

FERNÁNDEZ ALBERTOS, José, *Los votantes de Podemos: del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Madrid, Catarata, 2015, 112 p.

FERNÁNDEZ ALBERTOS José, « ¿Quién votó a Podemos? Un análisis desde la sociología electoral », in MÜLLER, John, *#Podemos. Desconstruyendo a Pablo Iglesias*, Barcelone, Deusto, 2014, p. 113-122.

FERNÁNDEZ LIRIA Carlos, FERNÁNDEZ LIRIA Pedro, ALEGRE ZAHONERO Luis, *Educación para la Ciudadanía. Democracia, capitalismo y estado de derecho*, Tres Cantos, Madrid, Akal, 2007, 240 p.

FERNÁNDEZ RIQUELME Pedro, « Identidad y nostalgia. El discurso de Vox a través de tres eslóganes », in *SABIR: International Bulletin Of Applied Linguistics*, Vol.1, n°2, 2020, p. 77-114.

GALLEGO REGUERA María (coord.), *El Debate del Debate 2011*, Barcelone, Dykinson, ATV et Universidad Rey Juan Carlos, 2012, 166 p.

GASCÓN Daniel, *El golpe posmoderno: 15 lecciones para el futuro de la democracia*, Barcelona, Debate, 2018, 208 p.

GONZÁLEZ ENRÍQUEZ Carmen, « La excepción española: el fracaso de los grupos de derecha populista pese al paro, la desigualdad y la inmigración », *Documento de trabajo 7/2017*, Real Instituto Elcano, 2017. Accès: [https://www.realinstitutoelcano.org/notas-de-prensa/la-excepcion-espanola-el-fracaso-de-los-grupos-de-extrema-derecha-pese-al-paro-la-desigualdad-y-una-alta-inmigracion/]

GIL GONZÁLEZ Iván, *Pablo Iglesias: biografía política urgente*, Barcelone, Stella Maris, 2015, 222 p.

GONZÁLEZ MÁRQUEZ Felipe, *En busca de respuestas: el liderazgo en tiempos de crisis*, Barcelone, Debate, 2013, 256 p.

GRAMSCI Antonio, *La política y el estado moderno*, (traduit de l'italien par Jordi Solé Tura), Barcelone, Península, 1971, 263 p.

GUEDÁN MENÉNDEZ Manuel, *Podemos: una historia colectiva*, Tres Cantos, Madrid, Akal, 2016, 224 p.

HAYNES CAMPOS Carlos, « El momento populista de derechas en Europa. Apuntes sobre el caso español », *in Theorein. Revista de Ciencias Sociales*, n° 4/1, 2019, p.117-148.

HOYO Belén, « Pedro Sánchez y la "podemización" del PSOE », in *El siglo de Europa*, n°1175, 2016, p.22-28.

IGLESIAS TURRIÓN Pablo, *Una nueva transición: materiales del año del cambio*, Madrid, Akal, 2015, 224 p.

IGLESIAS TURRIÓN Pablo, *Disputar la democracia: política para tiempos de crisis*, Madrid, Akal, 2014, 192 p.

IGLESIAS TURRIÓN Pablo, MONEDERO Juan Carlos, *¡Que no nos representan! El debate sobre el sistema electoral español*, Madrid, Popular, 2011, 128 p.

JANSEN Robert S., « Populist Mobilization: A New Theoretical Approach to Populism », in *Sociological Theory*, n° 29/2, 2011, p. 75-96.

KITSCHELT Herbert, « Movement Parties », in KATZ Richard, et CROTTY William, *Handbook of Party Politics*, Londres, SAGE Publications, 2006, p. 278-290.

LACLAU Ernesto, *La razón populista [2005]*, México, Fondo de Cultura Económica, 2008, 156 p.

LAMANT Ludovic, « La boîte à idées de Podemos », in *Revue du Crieur*, nº 2, 2015, p. 86-101.

LARZILLIÈRE Pénélope, « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », in *Cultures et Conflits*, n°110/2, 2018, p. 157-177.

LOBERA Josep, « De movimientos a partidos. La cristalización electoral de la protesta », in *Revista Española de Sociología*¸ n° 24, 2015, p. 97-105.

MARTÍNEZ Félix, OLIVERES Jordi, *Los intocables: pocos, poderosos e impunes*, Barcelone, Debate, 2015, 256 p.

MARTÍN Irene, « Podemos y otros modelos de partido-movimiento », in *Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p. 107-114.

MARZOLF Hedwig, GANUZA Ernesto, « ¿Enemigos o colegas? El 15M y la hipótesis Podemos », in *EMPIRIA. Revista de Metodología de Ciencias Sociales*, n° 33, 2016, p. 89-110.

MECA VALLES Juan Antonio, GUZMÁN RAJA Isidoro, GUZMÁN RAJA Manuela, « La transparencia de las formaciones políticas españolas: un estudio empírico », in *REVESCO: Revista de Estudios Cooperativos*, Ediciones Complutense, n°138, avril 2021, p. 1-18.

MENÉNDEZ MILLÁN Arroyo, « Las causas del apoyo electoral a VOX en España », in *Política y Sociedad*, n° 57/3, 2020, p. 693-717.

MINISTERIO DE POLÍTICA TERRITORIAL Y FUNCIÓN PÚBLICA, « Percepciones (retribuciones y asistencias) de alcaldes », in *Información Salarial de Puestos de la Administración (ISPA)*, 2019.

MIRANDA Virginia, «Vuelve el PP sin complejos. El triunfo de Casado arrincona el marianismo», in *El Siglo de Europa*, n° 1256, 2018. Accès : [https://elsiglodeuropa.es/siglo/historico/2018/1256/Index%20Politica%20Portada.html]

MONEDERO Juan Carlos, « La democracia agredida. Populismo, posdemocracia y neoliberalismo », *in Nueva Sociedad*, n° 267, 2017, p. 142-155.

MONEDERO Juan Carlos, *Los nuevos disfraces del Leviatán. El Estado en la era de la hegemonía neoliberal*, Tres Cantos, Madrid, Akal, 2017, 352 p.

MONEDERO Juan Carlos, *El gobierno de las palabras. Política para tiempos de confusión [2009]*, Madrid, Fondo de Cultura Económica, 2011, 296 p.

MOUFFE Chantal, *Por un populismo de izquierda*, Buenos Aires, Siglo XXI Argentina, 2018, 154 p.

MOUFFE Chantal, *Le paradoxe démocratique [2005]* (traduit de l'anglais par Denyse Beaulieu), Paris, Beaux-Arts de Paris, 2018, 152 p.

MOYA DÍAZ Emilio, PAILLAMA RAIMÁN Daniel, « Clientelismo y corrupción en contextos de baja estatalidad, una relación mutualista », in *Revista de Sociología e Política*, n° 64/25, p.73-98, 2017.

MUDDE Cas, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 404 p.

MUÑOZ Jordi, « De l'hypothèse populiste à la nouvelle gauche : origines et bases électorales de Podemos » (traduit de l'espagnol par Jacques Fontaine), in *Pôle Sud : Revue de science politique de l'Europe méridionale*, n° 45, 2016, p. 43-64.

NEZ Héloïse, « Des Indignés à Podemos : continuités et ruptures », in *Mouvements* n° 94/2, 2018, p. 75-86.

NEZ Héloïse, « Podemos : l'irruption d'un nouveau parti politique en Espagne », in *Mouvements* n° 89/1, 2017, p. 112-121.

NEZ Héloïse « Podemos, un parti de « non professionnels » ? », in *Savoir/Agir*, n° 32/2, 2015, Éditions du Croquant, p. 53-60.

NEZ Héloïse, *Podemos, de l'indignation aux élections*, Paris, Les Petits Matins, 2015, 256 p.

NIETO Alejandro, *Corrupción en la España democrática*, Barcelone, Ariel, 2004, 288 p.

OÑATE Pablo, PEREIRA LÓPEZ María, MO GROBA Diego, « Emociones y voto a Vox en las elecciones generales españolas de abril y noviembre de 2019 », in *Revista española de ciencia política*, n° 58, 2022, p. 53-81.

ORRIOLS Lluís et CORDERO Guillermo, « The Breakdown of the Spanish Two-Party System: The Upsurge of Podemos and Ciudadanos in the 2015 General Election », in *South European Society and Politics*, n°21/4, p. 469-492.

ORTEGA Y GASSET José, *Vieja y nueva política*, San José (Costa Rica), Imprenta Griñas, 1915, 70 p.

PANIAGUA ROJANO Francisco, SEOANE PÉREZ Francisco et MAGALLÓN Raúl, « Anatomía del bulo electoral: la desinformación política durante la campaña del 28-A en España », in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 124, 2020, p. 123-145.

PERES Hubert, « Les élections législatives espagnoles du 20 décembre 2015 et du 26 juin 2016 », in *Pôle Sud: Revue de science politique de l'Europe méridionale*, n° 45, 2016, p. 137-154.

RAMIÓ Carles, « Corrupción y administración pública en España », in MARCO MARCO Joaquín, NICASIO VAREA Blanca (coords.), *La regeneración del sistema. Reflexiones en torno a la calidad democrática, el buen gobierno y la lucha contra la corrupción*, Actas del I Congreso Internacional sobre Calidad Democrática, Buen Gobierno y Lucha contra la Corrupción, Valence (Espagne), AVAPOL Asociación Valenciana de Politólogos, 2014.

RENDUELES César, SOLA Jorge, « Podemos y el "populismo de izquierdas", ¿Hacia una contrahegemonía desde el sur de Europa? », in *Nueva Sociedad*, n° 257, 2015, p. 29-44.

RIVERO Jacobo, *Podemos. Objetivo: asaltar los cielos*, Barcelone, Planeta, 2015, 320 p.

RODRÍGUEZ Emmanuel, *La política en el ocaso de la clase media: el ciclo 15M-Podemos*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2016, 202 p.

ROJO José Andrés, « Nuevas cartas : el PSOE consigue desalojar a Mariano Rajoy del poder con una moción de censura tras la sentencia del "caso Gürtel" », in *Claves de razón práctica*, n° 259, 2018, p. 172-175.

ROZÈS Stéphane, « Aux origines de la crise politique », *Le Débat*, n° 134/2, 2005, p. 4-18.

SANGIAO Sergio, « Los orígenes de Vox: el aznarato y la lucha contra ETA », in *CTXT*, n°197, 2018. Accès: [https://ctxt.es/es/20181129/Politica/23127/vox-aznar-eta-esperanza-aguirre-sergio-sangiao.htm]

SAMPEDRO Víctor, « Podemos, de la invisibilidad a la sobre-exposición », in *Teknokultura, Revista de Cultura Digital y Movimientos Sociales*, n° 12/1, 2015. Accès: [https://doi.org/10.5209/rev_TK.2015.v12.n1.48890]

SUBIRATS Joan, « ¿Desbordar el "dentro"-"fuera"? »,in *Revista Teknokultura*, n° 12/1, 2015, p.161-168.

TORREBLANCA PAYÁ José Ignacio, *Asaltar los cielos: Podemos o la política después de la crisis*, Barcelone, Debate, 2015, 224 p.

UNGUREANU Camil, SERRANO Iván, « El populismo como relato y la crisis de la democracia representativa », in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 119, 2018, p. 13-33.

URQUIZU SANCHO, Ignacio, *La crisis de representación en España*, Madrid, Catarata, 2016, 176 p.

VV.AA., *Anticapitalistas en Podemos. Construyendo poder popular*, Barcelone, Editorial Sylone, 2016, 160 p.

VILLORIA Manuel, « La corrupción en España: rasgos y causas esenciales », in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°15, 2015. Accès: [https://journals.openedition.org/ccec/5949].

Politique, discours et médias

AGUIRRE Sala, FRANCISCO Jorge, *La democracia líquida: los nuevos modelos políticos en la era digital*, Barcelone, Editorial UOC, 2016, 194 p.

ANDUEZA LÓPEZ Belén, *#Podemos: la influencia del uso de las redes sociales en la política española*, Madrid, Dyckinson, 2015, 160 p.

ARIAS MALDONADO Manuel, « Las bases afectivas del populismo », in *Revista internacional de pensamiento político*, n° 12, 2017, p. 151-167.

BERNABÉU DEL BAÑO Pablo, « Estrategia política en contextos de polarización ¿hacia la "twitterización" del discurso? » in *Más poder local*, n° 49, 2022, p. 143-150.

BOTTIN Béatrice, DE BURON-BRUN Bénédicte (coord.), *El humor y la ironía como armas de combate: literatura y medios de comunicación en España (1960-2014)*, Valence (Espagne), Renacimiento, 2015, 636 p.

CANO CUENCA Germán, « El análisis del marco discursivo y la ruptura populista de Podemos », in *Teknocultura: Revista de Cultura Digital y Movimientos Sociales*, n° 12/1, 2015, p. 55-75.

CASTELLS Manuel, *Comunicación y poder*, Madrid, Alianza Editorial, 2009, 680 p.

CASTELLS Manuel (Traduit du catalan par Carmen Martinez Gimeno), *La era de la información: Economía, sociedad y cultura. Vol.2: El poder de la identidad*, Madrid, Siglo XXI, 2003, 496 p.

CASTELO-HEYMANN Santiago, « Ada Colau, de activista a alcaldesa. Un análisis del ethos de Ada Colau en Facebook », in *Doxa Comunicación: revista interdisciplinar de estudios de comunicación y ciencias sociales*, n° 27, 2018, p. 43-62.

CAZORLA Ángel, MONTABES Juan, LÓPEZ Paulo Carlos, « Medios de comunicación, información política y emociones hacia partidos políticos en España », in *Revista española de ciencia política*, n° 58, 2022, p. 83-109.

CEA ESTERUELAS María Nereida, « Nivel de interacción de la comunicación de los partidos políticos españoles en redes sociales », in *Marco: revista de márketing y comunicación política*, n° 5, 2019, p. 41-57.

CHAVERO Palmira, « Los desahucios en la prensa española: distintos relatos sobre los asuntos públicos », in *Cuadernos de Información y Comunicación*, n° 19, 2014, p. 271-284.

CHAVERO Palmira, « La imagen construida del 15M: nuevas y tradicionales formas de comunicación », in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología, Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 1159-1168.

CRESPO-MARTÍNEZ Ismael, GARRIDO-RUBIA Antonio, ROJO-MARTÍNEZ José Miguel, « El uso de las emociones en la comunicación político-electoral », in *Revista española de ciencia política*, n° 58, 2022, p. 175-201.

DEVILLIERS Wendy, RUELLE Alexandre (coord.), *Le traître en politique : profils, parcours*
et perception, in *Les Cahiers d'Agora : revue en humanités*, n° 6, 2021. Accès : [https://cyagora.cyu.fr/version-francaise/cahiers-dagora-revue-en-humanites/numero-6]

DOMÍNGUEZ RAMA Ana, GIMÉNEZ SAN MIGUEL Luís, *Claro que Podemos: de «La Tuerka» a la esperanza del cambio en España*, Barcelone, Los Libros del Lince, 2014, 232 p.

DORNA Alexandre, « Pourquoi il faut parler encore du populisme », *Humanisme*, 2017/4 (N° 317), p. 38-42.

DORNA Alexandre, GEORGET Patrice, « Quand le contexte surdétermine le discours politique », *Le Journal des psychologues*, n° 247/4, 2007, p. 23-28.

FERNÁNDEZ Lidia, *El tratamiento de la violencia de género en los programas electorales. PP, PSOE, Podemos y Ciudadanos (2015-2016)*, thèse réalisée sous la direction de NUÑO GÓMEZ Laura, Madrid, Université Rey Juan Carlos, 2019, 406 p.

FERNÁNDEZ PONCELA Ana María, « El humor en las elecciones o las elecciones del humor », in *Espacio Abierto*, vol. 29, n° 2, Universidad de Zulia (Mexique), 2020, p. 205-237.

GAUBERT Joël (dir.), *Malaise dans la démocratie contemporaine. Que faire du populisme* , Paris, Éditions Kimé, 2021, 82 p.

GONZÁLEZ URBANEJA Fernando, « Los medios de comunicación frente a la crisis », in MARTÍN PATINO José María, BLANCO Agustín, CHUECA Antonio *et al.*, *Informe 2014, una interpretación de su realidad social*, Madrid, Fundación Encuentro, 2014, p. 101-170.

JÍMENEZ YÁÑEZ Ricardo-María, « Cómo construyen la imagen de "pueblo" los partidos Ciudadanos y Podemos », in *Actas do XIII Congreso Internacional de Lingüística Xeral*, Vigo, 2018, p. 497-504.

JURADO GILABERT Francisco, *Nueva gramática política: de la revolución en las comunicaciones al cambio de paradigma*, Barcelone, Icaria, 2014, 160 p.

KRIESI Hanspeter, PAPPAS Takis S. (éd.), *European populism in the shadow of the great recession*, Colchester (Royaume-Uni), ECPR Press, 2016, 394 p.

LLUCH VILLAR Pilar, « Podemos: nuevos marcos discursivos para tiempos de crisis. Redes sociales y liderazgo mediático », in LÓPEZ GARCÍA Guillermo *et al.*, *Dígitos. Revista de comunicación Digital. Movilización social y nuevas tecnologías*, n°1, Universitat de Valencia, 2015, p. 111-125, p. 121.

LÓPEZ ARANGUREN José Luis, *La democracia establecida: una crítica intelectual*, Barcelone, Taurus, 1979, 190 p.

MARTÍNEZ Javier Eloy, TÉLLEZ INFANTES Anastasia, RAMOS LAHIGUERA Carlos Manuel, « Imagen, cuerpo y comunicación en los partidos políticos españoles », in *Methaodos. Revista de Ciencias Sociales*, n° 6/2, 2018, p. 190-209.

MASIP Pere, ARAN-RAMSPOTT Sue, RUIZ-CABALLERO Carlos *et al.*, « Consumo informativo y cobertura mediática durante el confinamiento por el COVID-19: sobreinformación, sesgo ideológico y sensacionalismo », in *El profesional de la informacion*, n° 29/3, 2020. Accès : [https://revista.profesionaldelainformacion.com/index.php/EPI/article/view/epi.2020.may.12]

MERCIER Arnaud (dir.), *La communication politique*, Paris, CNRS Éditions, 2017, 258 p.

MURO CABRAL Cicerón, « Las pasiones en política. Emociones, democracia y populismo », in *Revista Ciencias y Humanidades*, n° 11/11, 2020, p. 221-249.

PECOURT Juan, RESINA, Jorge, « Transgresiones discursivas y cultura de la seguridad: los pánicos político-morales en la esfera pública española », in *Papers, revista de Sociologia*, n°106/1, 2021, p. 5-30.

PETITHOMME Mathieu. « Le discours médiatique du "populisme de gauche" : l'expérience de *La Tuerka* en Espagne », *Mots. Les langages du politique*, vol. 121, no. 3, 2019, pp. 151-167.

PUENTES-RIVERA Iván, FERNÁNDEZ-SOUTO Ana Belén, VÁZQUEZ GESTAL Montse (coords.), *Debate sobre los debates electorales y nuevas formas de comunicación política*, *Cuadernos Artesanos de Comunicación*, n° 171, Universidad de Vigo, 2020, 269 p.

ROBLES EGEA Antonio, « Ideología, política y bienestar público en España (2008-2014) », in *Cahiers de Civilisation espagnole contemporaine, de 1808 à nos jours*, n° 15, automne 2015. Accès : [https://journals.openedition.org/ccec/5972]

ROSANVALLON Pierre, *Le siècle du populisme : histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, 2020, 288 p.

RUIZ ALBA Noelia, MORENO CABEZUDO José Antonio (coord.), *Debates contemporáneos sobre poder, política y medios de comunicación*, Séville, Egregius, 2020, 155 p.

RUIZ TORRES Pedro, « Los discursos de la memoria histórica en España », in *Hispania nova, revista de Historia Contemporánea*, n° 7, 2007. Accès: [http://hispanianova.rediris.es/7/dossier/07d001.pdf]

STAVRAKAKIS Yannis, « Peuple, populisme et anti-populisme : le discours politique grec à l'ombre de la crise européenne », in *Actuel Marx*, n° 54/2, 2013, p. 107-123.

SUBIRATS Joan, « Todo se mueve. Acción colectiva, acción conectiva. Movimientos, partidos e instituciones », in *Revista Española de Sociología*, n° 24, 2015, p. 123-131.

UNGUREANU Camil, SERRANO Iván, « El populismo como relato y la crisis de la democracia representativa », in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n°119, 2018, p. 13-33.

VÁZQUEZ-SANDE Pablo, GARCÍA-ABAD Lito, PINEDA MARTÍNEZ Paula, « Comunicación interna y crisis reputacional. El caso de la Universidad Rey Juan Carlos », in *Revista Latina de Comunicación Social*, n° 74/14, 2019, p. 1748-1760.

Études sur les jeunes et les générations Y et Z

ABAD GARCÍA María, *De estraperlo a #postureo. Cada generación tiene sus palabras*, Madrid, Vox, 2017, 288 p.

ALCOCEBA HERNANDO José Antonio, « Juventud, TICs y aprendizaje invisible. El desarrollo generacional de habilidades y talentos digitales », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes, oportunidades y talentos*, n°117, septembre 2017, p. 21-35.

AGUDA ARROYO, Yolanda, MARTÍN COPPOLA, Eva, TOVAR MARTÍNEZ, Francisco, « Capacidades y límites de la acción juvenil: asociacionismo, nuevas tecnologías y música », in *Revista de Estudios de Juventud: capacidades y límites de transformación social*, n° 95, 2011, p. 9-29.

AGUIRRE-SÁNCHEZ Estela, BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos *et al*., *Protagonistas y espectadores. Una mirada longitudinal sobre la juventud española*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud y FAD, 2019.

ANTOLÍN LLORENTE Ion, « La juventud emisora de información », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y generación 2020*, n° 108, 2015, p.171-177.

ARIÑO VILLAROYA Antonio, «La investigación sociológica sobre los estudiantes universitarios en España », in *Revista de Estudios de Juventud: Los estudios sobre la juventud en España: Pasado, presente, futuro*, n°110, 2015, p.131- 153.

ATTIAS-DONFUT Claudine, *Générations et âges de la vie*, Paris, PUF, 1991, 128 p.

ATTIAS-DONFUT Claudine, *Sociologie des générations. L'empreinte du temps*, Paris, PUF, 1988, 256 p.

BLANCH Josep Maria, « La juventud nini, un agujero negro psicosocial », in *Revista Psicologia: Organizações e Trabalho*, n° 14/4, 2014, p. 355-366.

BORDES Véronique, « Jeunes et construction identitaire. Lutter pour une reconnaissance », in
Actualité de la Recherche en Education et en Formation, Strasbourg, 2007. Accès : [http://aref2007.u-strasbg.fr/actes_pdf/AREF2007_Veronique_BORDES_072.pdf]

BOTERO GÓMEZ Patricia, ALVARADO Sara Victoria, « Niñez, ¿política? y cotidianidad », in *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, n° 4/2, 2006, p. 97-130.

CHAVARRO Palacios, ARLEY Janneth, « Jóvenes y publicidad: estereotipos, prejuicios, invisibilización y adultocentrismo », in *Revista Luciérnaga-Comunicación*, n° 17/9, 2017, p. 1-11.

CHEVALIER Tom, *La jeunesse dans tous ses États*, Paris, PUF, 2018, 336 p.

CHULIÁ Elisa, **«** Una generación ni perdida ni extraviada: aproximación demoscópica a los españoles », in *Panorama Social*, n° 30, 2019, p. 159-170.

CIANCA AGUILAR Elena, GAVILANES FRANCO Emilio, « Voces y expresiones del argot juvenil madrileño actual », *Círculo de Lingüística Aplicada a la Comunicación*, n°74, Ediciones Complutense, 2018, p. 147-168.

DÍAZ SARMIENTO Claudia, LÓPEZ LAMBRAÑO Mariangela, RONCALLO LAFONT Laura, « Entendiendo las generaciones : una revisión del concepto, clasificación y características distintivas de los Baby Boomers, X Y Millennials », in *CLIO América*, n° 11/22, 2017, p. 188-204.

EDMUNDS June, TURNER Bryan S., *Generations, Culture and Society*, New York, Mc Graw-Hill, 2002, 160 p.

EUROFOUND, *NEETs Young people not in employment, education or training: Characteristics, costs and policy responses in Europe*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2012, 172 p.

FEIXA PÀMPOLS Carles, « Identidad, Juventud y Crisis: el concepto de crisis en las teorías sobre la juventud », in *Revista Española De Sociología*, n° 29/3, 2020, p. 11–26.

GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2011, 256 p.

GALLAND Olivier, *Les jeunes*, Paris, La Découverte, 2009, 128 p.

GARCÍA-FUENTES Juan, MARTÍNEZ-GARCÍA, « Los jóvenes "Ni-Ni": Un estigma que invisibiliza los problemas sociales de la juventud », in *Archivos Analíticos de Políticas Educativas*, n° 28/20, 2020.

INJUVE, *Juventud en Cifras, 8. Valores y actitudes*, 2010. Accès : [http://www.injuve.es/sites/default/files/JCifras-Valores-Dic2010.pdf].

INSTITUTO SANTALUCÍA, *Estudio millennials: un 37% de los jóvenes no se plantea casarse, ni tener hijos ni hipotecarse*, Instituto Santalucía, 2019. Accès: [https://institutosantalucia.es/estudio-millennials-jovenes-no-casarse-ni-hijos-ni-hipotecarse/]

LAHAYE Willy, POURTOIS Jean-Pierre et DESMET Huguette (eds.), *Transmettre. D'une génération à l'autre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, 384 p.

LAVALLARD Jean-Louis, « Génération Y : les millenials », in *Raison présente*, n° 211/3, 2019, p. 107-115.

LEBON Francis, DE LINARÈS Chantal, « Les jeunes : classe d'âge et âge de classes », in *Revue de l'enfance et de l'adolescence*, n° 93/1, 2016, p. 89-102.

LÓPEZ ARANGUREN José Luis, *La juventud europea y otros ensayos*, Barcelone, Seix Barral, 1965, 260 p.

LYNCH Merill, « Millenials and Centenials. New Kids on the Block », in *Theme Watch*, Bank of America, 2016, p. 48-51.

MARÍAS Julián, *El método histórico de las generaciones [1949]*, Madrid, Revista de Occidente, 1961, 198 p.

MORENO MÍNGUEZ Almudena, « Produciendo la juventud. La imagen de los jóvenes en los estudios generales sobre la juventud española », in *Revista de Estudios de* Juventud, n° 110, 2015, p. 35-47.

MUXEL Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po., 2001, 189 p.

OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *La emigración de los jóvenes españoles en el contexto de la crisis. Análisis y datos de un fenómeno difícil de cuantificar*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE), 2014, 247 p.

OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Desmontando a ni-ni : Un estereotipo juvenil en tiempos de crisis*, Madrid, Instituto de la Juventud (INJUVE), 2011, 134 p.

ORTEGA Y GASSET José, *El tema de nuestro tiempo [1923]*, Madrid, Alianza Editorial, 1983, 224 p.

PARÉS Marc, SUBIRATS Joan, « Muy jóvenes, jóvenes y menos jóvenes. El lío de la juventud y la política », in *Revista de Estudios de Juventud*, n° 114, 2016, p. 45-58.

PERCHERON Annick, *L'univers politique des enfants*, Paris, Presses de Sciences Po, 1974, 278 p.

PEUGNY Camille. « Générations, jeunesses et classes sociales. Un quart de siècle d'analyse des inégalités », *Agora débats/jeunesses*, n° 86/3, 2020, p. 11-24.

POLITIKON, *El muro invisible: Las dificultades de ser joven en España*, Barcelone, Penguin, 2017, 264 p.

RUBIO Ana, SANMARTÍN Anna, TUDELA Patricia, BALLESTEROS Juan Carlos, *Barómetro juvenil 2019*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud, Fad, 2019.

SOLER MASÓ Pere, COMAS ARNAU Domingo, « Los estudios sobre políticas de juventud en España », in *Revista de Estudios de Juventud: Los estudios sobre la juventud en España: Pasado, presente, futuro*, n° 110, 2015, p. 173- 189.

TEJERINA Benjamín, « Experiencias y metáforas sobre la precariedad y la hiperactividad de la juventud en un tiempo de espera », in *Revista Española de Sociologia*, n°29/3 (supl.2), 2020, p. 95-112.

TEJERINA Benjamín, CORCUERA BILBAO Nieves, *Precariedad vital y juventud vasca. Condiciones sociales y estrategias biográficas para llevar una vida normal*, Vitoria-Gasteiz, Servicio Central de Publicaciones del Gobierno Vasco, 2012, 95 p.

ÚCAR MARTÍNEZ Xavier, JIMÉNEZ-MORALES Manel, SOLER MASÓ Pere *et al.*, « Exploring the conceptualization and research of empowerment in the field of youth », in *International Journal of Adolescence and Youth*, n° 22/4, 2017, p. 405-418.

UNDESA, *Youth Civic Engagement*, New York, World Youth Report, United Nations, 2016, 164 p.

URRACO SOLANILLA Mariano, « La producción académica: treinta años de tesis doctorales sobre juventud en España », in *Revista de Estudios de Juventud*, n° 110, 2015, p. 217-237.

VELA VALLDECABRES Daniel, **«** Análisis narrativo y sociológico de novelas y películas generacionales: la juventud española desde el noventa hasta nuestros días **»**, in *Del verbo al bit*, 2017, p. 2138-2159.

WALTER THOMPSON INTELLIGENCE, *Into Z Future. Understanding Generation Z, the Next Generation of Super Creatives*, 2019, 70 p. Accès: [https://assets.ctfassets.net/inb32lme5009/5DFlqKVGIdmAu7X6btfGQt/44fdca09d7b630ee28f5951d54feed71/Into_Z_Future_Understanding_Gen_Z_The_Next_Generation_of_Super_Creatives_.pdf]

Attitudes civico-politiques de la jeunesse espagnole

ALARCÓN GONZÁLEZ Francisco, « El perfil de los miembros de las organizaciones juveniles de los partidos políticos españoles », in *Revista Española De Ciencia Política*, n°45, 2017, p. 175-201.

ALBA RICO Santiago, *Juventud sin futuro*, Madrid, Icaria, 2011, 100 p.

ÁLVAREZ-BENAVIDES Antonio, « Juventud Sin Futuro : précarité, subjectivité et alteractivisme dans la jeunesse espagnole », in *Agora débats/jeunesse*, n° 73/2, Presses de Sciences Po, 2016, p. 105-117.

ANTOLÍN LLORENTE Ion, « La juventud emisora de información », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y generación 2020*, n° 108, 2015, p. 171-177.

ARBUÉS Elena, ARTHUR James, KRISTJÁNSSON Kristjan, NAVAL Concepción, «¿Aprender a participar? Presupuestos, datos y una propuesta », in *Revista de Estudios de Juventud: Juventud, futuro e innovación social*, n° 107, 2015, p. 59-77.

AVILÉS POZO Alicia, « ¿Por qué rompen los jóvenes con la política? Claves de una dilatada crisis de confianza », *FAD*, 08 novembre 2017. Accès: [https://www.fad.es/planetajoven/por-que-rompen-los-jovenes-con-la-politica-claves-de-una-dilatada-crisis-de-confianza/]

BAREA NÚÑEZ Josué *et al.*, « El pasotismo en la juventud », in FERNÁNDEZ-CREHUET, Joaquín (coord.), *Juventud actual y sociedad del futuro: algunas bases históricas, jurídicas, antropológicas y sociosanitarias para la comprensión de la juventud* europea, Promociones y Publicaciones Universitarias, 1985, p. 321-326.

BENEDICTO Jorge, LUZ MORÁN María, «La construcción de los imaginarios colectivos sobre jóvenes, participación y política en España», in *Revista de Estudios de Juventud: Los estudios sobre la juventud en España: Pasado, presente, futuro*, n°110, décembre 2015, p.83-103.

CASADO Marisa, « La Movida Continúa: Universidad Complutense », in *Cambio 16*, n°1374, 1998, p. 29-30.

ECHAURI Angélica, PÉREZ MORALES Flor de Líz, CASTILLO GÚZMAN Rosaura, « Iconografía política de los jóvenes universitarios », in *Revista Iberoamericana para la Investigación y el Desarrollo Educativo*, n° 11/6, 2015. Accès: [https://www.ride.org.mx/index.php/RIDE/article/view/126/559]

ESPÍ HERNÁNDEZ Alejandro, « Protagonistas del cambio: identidades políticas y participación electoral de los jóvenes en España, 1982-2016 », in *Acciones e Investigaciones Sociales*, n° 40, 2019, p. 193-217.

FRANCÉS GARCÍA Francisco José et SANTACREU FERNÁNDEZ Oscar Antonio, « Crisis política y juventud en España: el declive del bipartidismo electoral », in *SocietàMutamentoPolitica : rivista Italiana di Sociologia*, n° 10/5, 2014, p. 107-128.

GARCÍA Xavier, GRACIA Elisa *et al.*, « Juventud y movilización », in *Nuestra bandera: revista de debate político*, n° 234, 2016, p. 70-74.

GONZÁLEZ-ANLEO, Juan María, « Rebeldía juvenil ¿realidad o mito? », in *Temas Sociológicos*, n°16, 2012, p. 91-116.

GONZÁLEZ ANLEO Juan, GONZÁLEZ BLASCO Pedro (coords.), *Jóvenes españoles 2010*, Madrid, Fundación SM, 2011, 390 p.

GONZÁLEZ-CALLEJA Eduardo, « La movilización y la protesta estudiantil en el tardofranquismo y la democracia », in *Historia de la Educación*, n° 37, Ediciones Salamanca, 2018, p. 223-255.

GONZÁLEZ Juan Jesús et CAÍNZOS Miguel, « Ciclos políticos y comportamiento electoral de jóvenes y mayores en España, 1979-2011 », in *Panorama Social*, n° 15, 2012, p. 165-179.

MATEOS Araceli, MORAL Félix, *El comportamiento electoral de los jóvenes españoles*, Madrid, Injuve, 2006, 188 p.

MEGÍA QUIRÓS Ignacio, *Protagonistas y espectadores. Los discursos de los jóvenes españoles*, Madrid, Centro Reina Sofía, Fad, 2019, 164 p.

MORÁN María Luz, BENEDICTO Jorge, « Los jóvenes españoles entre la indignación y la desafección política », in *Última Década*, Centro de Estudios Sociales de Valparaíso, n° 44, 2016, p. 11-38.

MUXEL Anne, « La politique dans la chaîne des générations. Quelle place et quelle transmission ? », in *Revue de l'OFCE*, n° 156, 2018. Accès : [https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/3-156OFCE.pdf]

OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Jóvenes, Participación y cultura política – Sondeo de opinión*, Injuve, 2017.

OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Jóvenes, Satisfacción Personal, Participación*
Asociativa y Voluntariado, Sondeo de opinión 2014, Gobierno de España, 2014, 31 p.

OBSERVATORIO DE LA JUVENTUD EN ESPAÑA, *Cifras jóvenes. Sondeo de opinión*: *Jóvenes, Participación y Cultura Política*, Gobierno de España, n° 3, 2011, 41 p.

VIEJO ALMANZOR Carmen, GÓMEZ LÓPEZ Mercedes, ORTEGA-RUIZ Rosario, « Jóvenes universitarios y pre-universitarios y actitudes cívico-políticas hacia una Europa social », in *Aula Abierta*, n° 47/4, 2018, p. 423-432.

Associations et mobilisations de la jeunesse

ALBERICH Tomás, « Aspectos cuantitativos del asociacionismo en España », in *Mundo Asociativo. Documentacion social*, n° 90, 1994.

ARIÑO VILLAROYA Antonio, SOLER Inés, LLOPIS Ramón, « La movilidad estudiantil universitaria en España », in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología*, *Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p. 62-75.

ARNAL Caroline, HAEGEL Florence, « Les freins à la participation des populations précaires. Comment une association façonne les identifications collectives. », in *Participations*, De Boeck Supérieur, n°25, 2019, p. 83-107.

BARTHÉLÉMY Martine, *Associations. Un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2000, 286 p.

BLOCH-LAINÉ François, *Faire société. Les associations au cœur du social*, Paris, La Découverte, 1999, 265 p.

BARTHÉLÉMY Martine, *Associations. Un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2000, 286 p.

CHICHARRO MELAYO María del Mar, *Sobre jóvenes y sus asociaciones. Utilidad y significados de las asociaciones juveniles para sus socios: un estudio de casos*, sous la direction de DEL CAMPO Salustiano, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2000, 356 p.

INJUVE, *Sondeo de opinión, principales conclusiones : Jóvenes, satisfacción personal, partic ipación asociativa y voluntariado*, 2014. Accès : [http://www.injuve.es/sites/default/files/informesondeo_2014-1.pdf]

LAVILLE Jean-Louis, SALMON Anne, *Associations et Action publique : Solidarité et société*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, 636 p.

LAVILLE Jean-Louis, SAINSAULIEU Renaud, *Sociologie de l'association,* Paris, Desclée de Brouwer, 2004, 400 p.

MERINO PAREJA Rafael, « Participación y asociacionismo de los jóvenes en Europa. Tendencias sociales y retos sociopolíticos », in *Revista Internacional de Sociología*, n°43, 2006.

ROJAS Zarta, ANDREY Fabian, VARGAS Juliao *et al.*, « Los movimientos sociales y la educación media: el inicio de una conciencia política », in *Educación y ciudad*, n° 42, 2022, p. 181-192.

SUBIRATS Joan (éd.), *¿Existe sociedad civil en España? Responsabilidades colectivas y valores públicos*, Madrid, Fundación Encuentro, 1999, 456 p.

Réseaux sociaux, nouvelles technologies et participation politique

ALLCOTT Hunt, GENTZHOW Matthew, « Social Media and Fake News in the 2016 Election », in *Journal of Economic Perspectives*, n°31(2), 2017, p. 211-236.

ALMAGRO CASTRO David, « La participación política en la teoría democrática: de la modernidad al siglo XXI », in *Revista de estudios políticos* nº 174, 2016, p. 173-93.

AMORÓS Marc, *Fake News. La verdad de las noticias falsas*, Barcelone, Plataforma Editorial, 2018, 196 p.

ARIAS MALDONADO Manuel, « La digitalización de la conversación pública: redes sociales, afectividad política y democrática », in *Revista española de ciencia política* nº 41, 2016, p. 27-54.

BARRERO TISCAR Ana, «TIC, movilización ciudadana y democracia: el papel de las redes sociales », *in Anuario CEIPAZ*, n° 5, Fundación Cultura de Paz, 2013, p. 85-106.

BENNETT Lance, SEGERBERG Alexandra, « Digital media and the personalization of collective action: social technology and the organization of protests against the global economic crisis », in *Information, Communication & Society, n° 14/*6, 2011, p. 770-799.

BERIAIN BAÑARES Ana, CRISÓSTOMO GÁLVEZ Raquel, CHIVA MOLINA Ismael, « Comunicación política en España: representación e impacto en redes sociales de los partidos en campaña », in *Revista mexicana de ciencias políticas y sociales*, n° 244/67, 2022, p. 335-362.

BOYADJIAN Julien, *Analyser les opinions politiques sur Internet. Enjeux théoriques et défis méthodologiques*, Paris, Dalloz, 2016, 400 p.

BOYADJIAN Julien, « Twitter, un nouveau "baromètre de l'opinion publique"? », in *Participations*, n°8/1, 2014, p. 55-74.

BURGER Marcel, THORNBORROW Joanna, FITZGERALD Richard, *Discours des réseaux sociaux : enjeux publics, politiques et médiatiques*, Louvain-la-Neuve (Belgique), De Boeck Supérieur, 2017, 272 p.

BURGOS PINO Edixela Karitza, « El *hacktivismo*: entre la participación política y las tácticas
de subversión digital », in *Razón y palabra*, n° 88, 2015. Accès: [http://www.razonypalabra.org.mx/N/N88/Varia/05_Burgos_V88.pdf].

CALLEJA LÓPEZ Antonio, MARÍN MIRÓ Óscar, *Tecnopolítica y 15M: la potencia de las multitudes conectadas: un estudio sobre la gestación y explosión del 15M*, Barcelone, Editorial UOC, 2015, 278 p.

CERDÁN MARTÍNEZ Víctor, « La popularidad de los políticos españoles en YouTube antes y durante el COVID-19 », in *Revista Inclusiones*, vol. 8, número especial, 2021, p. 62-73.

CHAVES MONTERO Alfonso (éd.), *Comunicación Política y Redes Sociales*, Séville, Egregius, 2017, 184 p.

DAGNAUD Monique, *Génération Y. Les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, 172 p.

DAGNAUD Monique, « Chapitre 7 / Le lol (laughing out loud) sur le net un état d'esprit politique propre aux jeunes générations », in MUXEL Anne, *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 181-195.

FEIXA Carles, FERNÁNDEZ-PLANELLS Ariadna, FIGUERAS-MAZ Mónica, «Generación Hashtag. Los movimientos juveniles en la era de la web social », in *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, n° 14/1, 2016, p. 107-120.

FERNÁNDEZ Joseba, « ¿De la acción colectiva a la acción conectiva?: potencialidades, límites y desafíos de un nuevo paradigma », in *Crisis y cambio: propuestas desde la Sociología, Actas del XI Congreso español de sociología*, vol.2, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2014, p.891-900.

FLORES VIVAR Jesús Miguel, ZAHARÍA Ana María, « Etnografía digital del ciberactivismo político-social. Caso elecciones generales españolas de 2019 », in *Ambitos: Revista internacional de comunicación*, n° 56, 2022, p. 27-35.

GARCÍA ESTÉVEZ Noelia, « Origen, evolución y estado actual del activismo digital y su compromiso social. Ciberactivismo, hacktivismo y slacktivismo », in CANDÓN-MENA José, *Move.net. Actas del II Congreso Internacional Move.net sobre Movimientos Sociales y TIC*, Séville, Universidad de Sevilla, 2018, p. 139-156.

GARCÍA GALERA María del Carmen, DEL HOYO HURTADO Mercedes, « Redes sociales, un medio para la movilización juvenil », in *Zer: Revista de estudios de comunicación*, n° 34, 2013, p. 111-125.

GAMIR RÍOS José, CANO ORÓN Lorena, FENOLL Vicente, *et al.*, « Evolución de la comunicación política digital (2011-2019): ocaso de los blogs, declive de Facebook, generalización de Twitter y popularización de Instagram», in *Observatorio (OBS*)*, n° 16/1, p. 90-115.

GAMIR RÍOS José, CANO-ORÓN Lorena, LAVA-SANTOS David, « De la localización a la movilización. Evolución del uso electoral de Instagram en España de 2015 a 2019 », in *Revista de Comunicación*, n° 21/1, 2022, p. 159-179.

GARCÍA GUITIÁN Elena, « Democracia digital. Discursos sobre participación ciudadana y TIC », in *Revista de estudios políticos*, nº 173, 2016, p. 169-193.

GERBAUDO Paolo, *Tweets and the streets: social media and contemporary activism*, Londres, Pluto Press, 2012, 208 p.

LOBERA Josep, RUBIO Rafael, « Nativos digitales: ¿hacia una nueva participación política? », in *Revista de Estudios de Juventud: Jóvenes y generación 2020*, n° 108,2015, p. 145-160.

LONGHI Julien, « Essai de caractérisation du tweet politique », in *L'information grammaticale*, Peeters Publishers, 2013, n° 136, p. 25-32.

MABI Clément, GRUSON-DANIEL Célya, « Formes et mouvements politiques à l'ère numérique », in *RESET*, n° 7, 2018. Accès : [https://journals.openedition.org/reset/1078#quotation]

MACHADO Génesis, DE RIVIERA Javier, SAMPEDRO BLANCO Víctor, « Tecnopolítica y acción en red: un estudio comparado de la Red Ciudadana Partido X y otros partidos emergentes », in Aposta, n° 79, 2018, p. 8-42.

MAGALLÓN Raúl, CAMPOS Eva, « Redes sociales y polarización. Cuando el algoritmo amplifica las emociones humanas », in *Dossieres EsF*, n° 42, 2021, p. 27-31.

MALINI DE LIMA Fabio Luiz, ANTOUN Henrique, *La red Internet y la calle. Ciberactivismo y movilización en las redes sociales* (Traduit du portugais par ALZIRA BRUM LEMOS Maria), Guadalajara (Mexique), ITESO Universidad Jesuita de Guadalajara, 2017, 257 p.

PARREIRA PRADO Magaly, «La proliferación de las "fake news" y sus algoritmos daña la cultura democrática », in *Ambitos: Revista internacional de comunicación*, n° 45, 2019, p. 89-106.

PEÑA-FERNÁNDEZ Simón, LARRONDO-URETA Ainara, MORAES-I-GRASS Jordi, « Current affairs on TikTok. Virality and entertainment for digital natives », in *El profesional de*
la información, n° 31/1, 2022. Accès: [https://revista.profesionaldelainformacion.com/index.php/EPI/article/view/86803]

RENAUD Clément, *Conception d'un outil d'analyse et de visualisation des mèmes internet : le cas du réseau social chinois Sina Weibo*, thèse de doctorat réalisée sous la direction de PUEL Gilles et FERNANDEZ Valérie, Paris, ENST, 2014, 267 p.

RICHAUD Coralie, « Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », in *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 57/4, 2017, p. 29-44.

RODRÍGUEZ Delia, *Memecracia: los virales que nos gobiernan*, Barcelone, Gestión 2000, 2013, 208 p.

ROGINSKY Sandrine, « Les députés européens sur Facebook et Twitter : une ethnographie des usages », in *Communications & Langages*, n° 183/1, 2015, p. 83-109.

ROVIRA SANCHO Guiomar, « De las redes activistas a las multitudes conectadas: movilización social, protesta global y tecnologías de la comunicación », in CANDÓN-MENA José (coord.), *Move.Net. Actas del I Congreso Internacional Move.Net sobre Movimientos Sociales y TIC*, Séville, Universidad de Sevilla, 2015, p. 307-317.

RUBIN Victoria, CHEN Yimin et CONROY Niall, « Deception detection for news: Three types of fakes », *Proceedings of the Association for Information Science and Technology*, n° 52/1,
2015. Accès: [https://asistdl.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/pra2.2015.145052010083]

SÁNCHEZ DUARTE José Manuel, « Participación digital en los partidos políticos. Autonomía y prácticas de militancia en red », in LÓPEZ GARCÍA Guillermo *et al.*, *Dígitos. Revista de comunicación Digital. Movilización social y nuevas tecnologías*, n°1, Universitat de Valencia, 2015, p. 59-69.

SUBIRATS Joan (dir.), *Nada será lo mismo. Los efectos del cambio tecnológico en la política, los partidos y el activismo juvenil*, Madrid, Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud/FAD, 2015, 417 p.

TORRES RODRÍGUEZ Luis, « La Tuerka, la tertulia política que saltó de la televisión comunitaria a las redes sociales », in CANDÓN-MENA José (coord..), *Move.Net. Actas del I Congreso Internacional Move.Net sobre Movimientos Sociales y TIC*, 2015, p. 328-346.

VAN DE WONK Wim, LOADER Brian, NIXON Paul *et al.*, *Cyberprotest : New Media, Citizens and Social Movements*, New-York, Routledge, 2004, 336 p.

YOUNG James C., « Disinformation as the weaponization of cruel optimism: A critical intervention in misinformation studies », in *Emotion, Space and Society*, n° 38, 2021. Accès : [https://www.sciencedirect.com/journal/emotion-space-and-society]

La crise sanitaire de 2020 et ses conséquences

ARRIETA MARTÍNEZ DE PISÓN Juan, « Ingresos públicos y tributos durante la pandemia », in VELASCO CABALLERO Francisco, GREGORACI FERNÁNDEZ Beatriz (coord.), *Anuario de la facultad de derecho de la Universidad Autónoma de Madrid extraordinario. Derecho y política ante la pandemia: reacciones y transformaciones. Tomo I: Reacciones y transformaciones en el Derecho Público*, Madrid, 2021, p. 339-354, p. 341-342.

CIS, *Infancia y juventud ante la pandemia de la COVID-19*, Estudio n° 3329, 2021.

FORTE-CAMPOS Víctor, GARCÍA-MORAL Blanca, LAPORTA-COBRERA M. Isabel, « La evolución de la deuda pública en España en 2020 », *Boletín económico 3/2021*, Madrid, Banco de España, 2021.

GARCÍA ANDRÉS Gonzalo, « Respuesta de política económica a la pandemia: una visión integral », in *Información Comercial Española : Revista de* economía, n° 923, 2021, p. 215-231.

PUEBLA-MARTÍNEZ Belén, VINADER-SEGURA Raquel, *Ecosistema de una pandemia. COVID-19, la transformación mundial*, Madrid, Dykinson, 2021, 2227 p.

SANMARTÍN ORTÍ Anna, BALLESTEROS GUERRA Juan Carlos, CALDERÓN GÓMEZ Daniel *et al.*, *De puertas adentro y de pantallas afuera. Jóvenes en confinamiento*, Madrid. Centro Reina Sofía sobre Adolescencia y Juventud, Fad, 2020, 77 p.

SIMÓN COSANO Pablo, « El impacto de la pandemia en los jóvenes; una aproximación multidimensional », in *Panorama social*, n° 33, 2021, p. 109-125.

WEBOGRAPHIE

Acción Estudiantil Madrid (AEM): [https://linktr.ee/AEstudiantilM]

Amigos de la Tierra : [https://www.tierra.org/somos-una-asociacion/]

Asamblea Barrio del Pilar (blog): [https://barriodelpilar15m.wordpress.com/]

Asamblea Feminista de Madrid [https://www.feministas.org/madrid/]

Asamblea Feminista de Somosaguas : [https://www.instagram.com/somosaguasfeminista/?hl=fr]

Asociación Libre de Abogados : [https://ala.org.es/]

Atenea : [https://www.instagram.com/colectivoatenea_ucm/?hl=fr]

Awa: [https://twitter.com/awa_etsii]

Cañas por España : [https://twitter.com/canasporespana?lang=fr]

Casos Aislados (plateforme participative pour le recensement du nombre de cas de corruption sur l'ensemble du territoire espagnol) : [https://www.casos-aislados.com/tramas.php]

Ciudadanos: [https://www.ciudadanos-cs.org/]

Climate Justice Now! : [https://climatejusticenow.org/]

Club de debate URJC: [https://clubdebateurjc.com/]

Contrapoder : [https://aucontrapoder.wordpress.com/]

Demos UC3M: [https://www.demosuc3m.com/]

Ecologistas en Acción: [https://www.ecologistasenaccion.org/]

Extinction Rebellion España : [https://www.extinctionrebellion.es/]

El Manifestómetro : [http://manifestometro.blogspot.com/2011/05/manifestacion-15m-toma-la-calle.html]

EDUCABASE, Statistiques du Ministère de l'Education : [https://www.educacionyfp.gob.es/servicios-al-ciudadano/estadisticas.html]

EPDATA, site indépendant de statistiques : [https://www.epdata.es/]

Greenpeace España : [https://es.greenpeace.org/es/]

Histeria: [https://www.instagram.com/histeriaucm/?hl=fr]

Juventud por el Clima : [https://juventudxclima.es/]

La Chispa: [https://www.instagram.com/lachispaucm/?hl=fr]

La Ecoaldea : [https://laecoaldeaucm.wordpress.com/]

Más Madrid: [https://masmadrid.org/]

Más País: [https://maspais.es/]

Ministerio de Interior: [http://www.interior.gob.es/]

Movimiento del 15-M: [http://www.movimiento15m.org/]

PACMA: [https://pacma.es/]

Partido Feminista : [https://partidofeminista.es/]

Partido Popular: [https://www.pp.es/]

Partido Socialista Obrero Español: [https://www.psoe.es/]

Partido X: [https://partidox.org/]

Piquete Joven (blog) : [https://piquetejoven.wordpress.com/]

Pisa Data Explorer : [https://pisadataexplorer.oecd.org/ide/idepisa/report.aspx]

Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH): [https://afectadosporlahipoteca.com/]

Podemos: [https://podemos.info/]

Poder judicial España : [https://www.poderjudicial.es/cgpj/es/]

Politikon, blog d'opinion sur l'actualité politique : [https://politikon.es/]

Sociedad de Debate UAM : [https://www.instagram.com/debatesuam/?hl=fr]

Statista, site indépendant de statistiques : [https://es.statista.com]

Students for Liberty Madrid: [https://twitter.com/sflmadrid?lang=fr]

UAMIMUN : [https://www.aumun.net/uam--uamimun.html]

UEP-EI : [http://uep-ei.blogspot.com/p/quienes-somos.html]

Unidad de Igualdad de la UCM: [https://www.ucm.es/unidaddeigualdad/presentación]

Unión Progresista de Fiscales : [https://www.upfiscales.com/]

Universidad Autónoma de Madrid: [https://www.uam.es/uam/inicio]

Universidad Carlos III de Madrid: [https://www.uc3m.es/]

Universidad Complutense de Madrid: [https://www.ucm.es/]

Universidad Politécnica de Madrid: [https://www.upm.es/]

Universidad Rey Juan Carlos: [https://www.urjc.es/]

Vox: [https://www.voxespana.es/]

ANNEXES

Annexe n° 1 - Méthodologie et choix du terrain

Au-delà de l'élaboration des questionnaires, trois critères fondamentaux sont à prendre en compte dans la préparation d'une enquête qualitative : s'assurer que la personne montre un certain intérêt pour participer à l'enquête, qu'elle dispose d'un temps suffisant à accorder à l'entretien, et enfin vérifier que tous les participants à l'enquête présentent un profil cohérent par rapport au questionnaire élaboré[1283]. C'est pourquoi il a été nécessaire de sélectionner un ensemble d'universités, d'effectuer un premier contact avec plusieurs associations universitaires, d'en écarter certaines, moins compatibles avec les thématiques abordées dans notre questionnaire. Il a fallu ensuite trouver des profils différents d'étudiants pour tenter de mettre en évidence des points communs à tous mais également des divergences d'opinion, permettant d'éviter de tomber dans la monochromie d'un panel trop uniforme.

Méthodologie des entretiens

Afin de compléter nos sources bibliographiques et d'illustrer certaines données chiffrées par des exemples concrets, il nous a semblé important d'effectuer une série d'entretiens qualitatifs[1284]. Étant donné le caractère très contemporain de notre sujet de recherches, la création de nouvelles données à partir d'un corpus de sources primaires permet une nouvelle approche d'un domaine d'études encore peu abordé en Études hispaniques, tout en ouvrant d'éventuelles pistes de recherches futures à développer dans d'autres travaux.

Les enquêtes qualitatives permettent de prendre conscience d'une réalité sociale à un instant donné et d'interagir avec différents acteurs du pan de la société que nous avons décidé d'interroger[1285]. Les résultats de ces enquêtes permettent, à leur échelle, de contribuer à établir une série de caractéristiques et de connaissances à l'égard d'un collectif donné[1286], ou encore d'évaluer les continuités et les ruptures autour de faits de société établis sur la durée. Comme le mentionne Juan José Pujadas Muñoz, chercheur au Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) :

[1283] BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010.
[1284] BERICAT ALASTUEY Eduardo, *La integración de los métodos cuantitativo y cualitativo en la investigación social: significado y medida*, Barcelone, Ariel, 1998.
[1285] GALEANO MARÍN María Eumelia, « Estudio Cualitativo de Caso: El Interés Por La Singularidad », in GALEANO MARÍN María Eumelia, *Estrategias de Investigación Social Cualitativa: El Giro En La Mirada*, Universidad de Antioquia, 2018, p. 79-101.
[1286] VASILACHIS DE GIALDINO Irene (coord.), *Estrategias de investigación cualitativa*, Barcelone, Gedisa, 2006.

> Los relatos de vida sirven para tomar contacto, ilustrar, comprender, inspirar hipótesis, sumergirse empáticamente o, incluso, para obtener visiones sistemáticas referidas a un determinado grupo social, poseen como característica primordial su carácter dinámico-diacrónico[1287].

La conduite d'entretiens semis-directifs nous a donc parue adéquate pour mieux comprendre les idées et les chemins de la pensée politique de la jeunesse des générations Y et Z et saisir leurs nuances et leurs subtilités grâce à la comparaison des points de vue des individus interrogés. Ces entretiens nous conduisent également à nous immerger directement dans les réalités du quotidien de ces jeunes adultes ni complètement dépendants, grâce à l'affirmation de leurs idées et de leurs actes, ni tout à fait autonome, en raison notamment de leurs ressources et de leurs perspectives encore limitées. Nous espérons qu'à terme, ces entretiens ainsi que les questionnaires que nous avons élaborés encouragent davantage de chercheurs à se rendre sur les campus des facultés espagnoles pour prendre directement le pouls du milieu étudiant et en déterminer les grandes mutations.

Notre objet d'études, tout comme nos questionnaires, ont évolué au rythme de l'actualité politique, économique et sociale. Comme l'indique Stéphane Beaud dans un article de 1996 : « L'expérience de l'enquête prouve qu'un entretien approfondi ne prend sens véritablement que dans un « contexte », en fonction du lieu et du moment de l'entretien »[1288]. Nous avons donc dû prendre en compte plusieurs transformations connues par le pays, c'est pourquoi nos entretiens se sont organisés en trois temps, correspondant à des épisodes-clé de la modification du panorama sociétal espagnol.

Périodes d'entretiens

Notre première période de terrain s'est déroulée du 29 avril au 16 mai 2019, soit peu de temps après les élections législatives organisées suite à la motion de censure adoptée le 1er juin 2018. Cette première vague d'entretiens a également été rythmée par les examens de fin d'année (de nombreux étudiants n'étaient pas disponibles pour un entretien) et les campagnes électorales des élections municipales et européennes du 26 mai. Notre premier questionnaire est principalement destiné à analyser les influences de certaines transformations politiques du

[1287] PUJADAS MUÑOZ Juan José, *El método biográfico: El uso de las historias de vida en ciencias sociales*, Madrid, CIS, 1992, p.62.
[1288] BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », in *Politix* nº 35, 1996, p. 226-257, p.236.

pays sur les pratiques militantes et électorales des jeunes interrogés, comme les politiques d'austérité liées à la crise économique de 2008, le mouvement social du 15-M, ou encore la création et l'évolution du parti politique Podemos. Au cours de ces entretiens, il est apparu que d'autres thèmes pouvaient largement prendre place dans notre étude, tels que la résurgence de l'extrême-droite, l'expansion du mouvement féministe ou encore la question du réchauffement climatique. De même, à travers notre premier travail de terrain, nous avons souhaité approfondir la question de la place des associations universitaires dans l'implication des étudiants dans des activités militante et/ou en lien avec la politique, c'est pourquoi nous avons décidé d'ajouter plusieurs nouvelles questions pour préparer une autre série d'entretiens, qui s'est déroulée du 19 novembre au 10 décembre 2019, dans une période post-électorale qui faisait suite à de nouvelles élections législatives. Ce nouveau paramètre était à prendre en compte, c'est pourquoi nous avons de nouveau adapté notre questionnaire pour tenter de déterminer les effets de cette série importante de scrutins dans la mobilisation des étudiants.

Nous aurions dû approfondir notre corpus d'entretiens en effectuant une dernière série d'entretiens dans les campus universitaires au sein de nouvelles associations, mais la crise sanitaire de 2020 a engendré de nombreux contretemps logistiques et communicationnels. Cependant, cette nouvelle crise traversée par le monde nous a permis de reprendre contact avec les personnes que nous avions déjà interrogées afin de déterminer une éventuelle évolution dans leur façon de percevoir la politique et d'évaluer les différentes conséquences de la crise sanitaire sur leur quotidien d'étudiant et de militant. Nous avons recontacté l'ensemble des étudiants interrogés lors des deux terrains de 2019 afin de leur poser quelques questions sur leur vie étudiante et leur engagement associatif et politique pendant le confinement. Ces échanges ont eu lieu par téléphone au cours du mois de juin 2020, soit six mois après le début de la pandémie.

Caractéristiques des étudiants interrogés

Notre travail de recherche nous a fait aborder un ensemble de questions sous un prisme politique, social et disciplinaire assez étendu. L'étude de différentes associations universitaires a permis d'interroger un panel varié d'étudiants, issus de régions, de milieux socio-économiques et de parcours universitaires différents.

Notre panel devait initialement compter 20 hommes et 20 femmes, mais un entretien avec l'une étudiantes n'a finalement pu avoir lieu, ce qui occasionne un léger déséquilibre en termes de parité. Les étudiants interrogés sont âgés de 18 à 26 ans, ce qui nous permet d'aborder le point de vue direct d'individus issus des deux générations que nous avons choisi d'étudier, bien que la génération Z soit nettement majoritaire, étant donné que le plus grand nombre des étudiants du panel est d'un âge compris entre 18 et 21 ans, comme le montre le graphique ci-dessous :

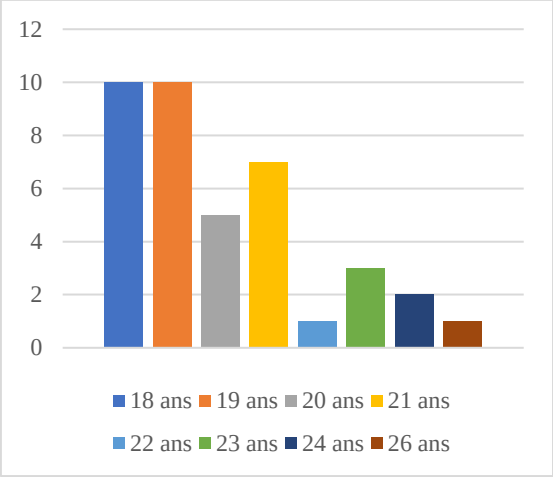


Figure 20 : Âge des étudiants interrogés (Données et élaboration de l'auteure)

Effectuer des entretiens dans des universités importantes de la capitale implique que les étudiants proviennent de différentes régions d'Espagne. Ceci peut représenter un atout au moment de proposer un panorama des caractéristiques communes et des points de divergence de la jeunesse étudiante. Douze des dix-sept communautés autonomes sont représentées dans le panel : 54% des étudiants interrogés proviennent de la Communauté de Madrid et les 46% restants se répartissent comme suit : 10% viennent de Galice, Castilla-la-Mancha, Castilla y León, les Îles Canaries et les Îles Baléares sont représentées à hauteur de 5% du panel chacune, et 3% pour les Asturies, Extremadura, Aragon, la Navarre, la Catalogne et la Comunitat Valenciana.

Concernant l'origine socio-professionnelle des familles des étudiants, il convient de souligner que la majorité des parents exercent une profession dans le secteur tertiaire. Nous nous sommes inspirée de la *Clasificación Nacional de Ocupaciones* proposée par l'Instituto Nacional de Estadística (INE) en 2011[1289], mais nous l'avons adaptée car tous les corps de

[1289] INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), *Clasificación Nacional de Ocupaciones. CNO-11*, 2011 [en ligne].

métier de ce document ne sont pas représentés dans notre panel (comme les professions agricoles par exemple) et nous avons également ajouté des catégorie d'individus sans activité professionnelle (chômeurs, personnes au foyer, arrêt longue maladie et retraités) pour compléter cette présentation des catégories socio-professionnelles d'origine des étudiants interrogés. Bien que ces individus soient majeurs, il nous a paru important de nous renseigner sur les professions des parents car la majorité des étudiants interrogés dépendent des revenus de ces derniers pour financer leurs études et leurs dépenses courantes (loyer, factures d'énergie, transports, etc.).

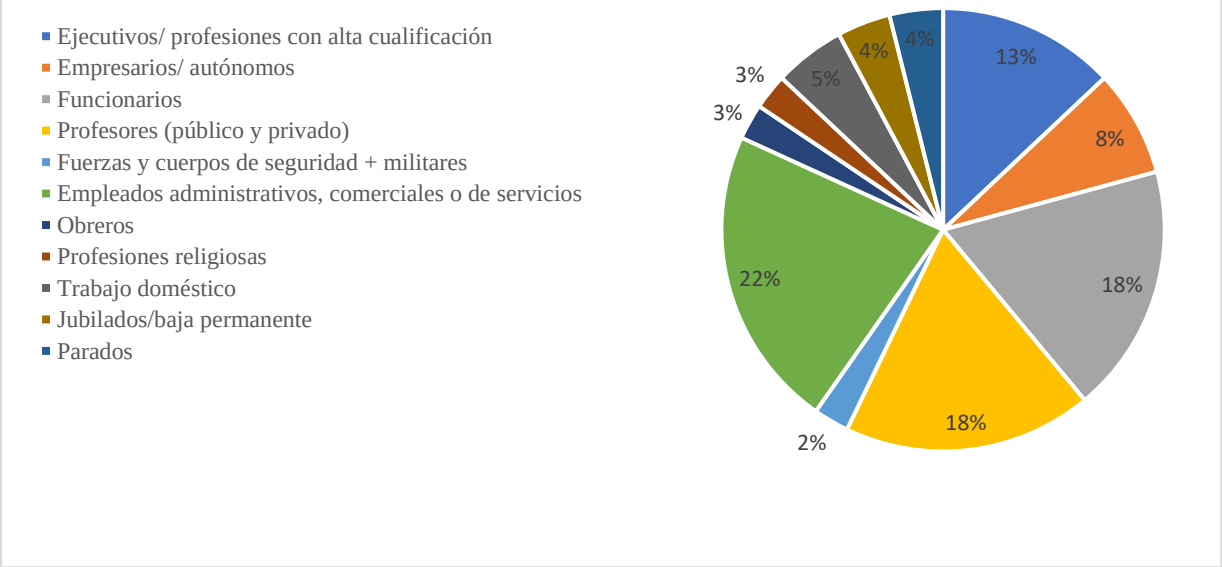


Figure 21 : Pourcentage des catégories socio-professionnelles représentées par les parents des étudiants interrogés (Données et élaboration de l'auteure)

Ce graphique nous permet de constater que les catégories socio-professionnelles majoritaires de cette étude sont liées à la fonction publique ou à des emplois administratifs. De même, ce graphique nous montre que notre étude s'articule globalement autour d'étudiants issus de la classe moyenne. Afin de donner davantage de détails sur le milieu socio-économique des étudiants du panel ainsi que leurs conditions d'études (type de logement, temps de transports entre domicile et université, emploi étudiant etc.), nous avons élaboré une fiche biographique de chacun d'entre eux.

En ce qui concerne la représentativité des universités dans notre panel, la UC3M arrive en tête avec 13 étudiants, suivie de la UCM (10 étudiants), la UAM (7 étudiants), la URJC (5 étudiants) et la UPM (4 étudiants). Le tableau ci-dessous indique le pourcentage de représentativité de chacune des associations au sein desquelles nous avons pu réaliser des entretiens :

Université	Organisations étudiantes	Nombre de membres interrogés	Pourcentage des étudiants du panel
UC3M	Demos	12	31%
UCM	UEP-EI	1	3%
	La Chispa	5	13%
	Asamblea Feminista	1	3%
	Histeria	2	5%
UAM	UAMIMUN	2	5%
	Sociedad de Debate	3	8%
URJC	Club de Debate	5	13%
UPM	Awa	4	10%
Organisations internationales présentes sur plusieurs universités	Juventud por el clima	1	3%
	Students for Liberty	3	8%

Figure 22 : Tableau de répartition des entretiens effectués par université et organisation étudiante (Données et élaboration de l'auteure)

Il convient de souligner que l'unique membre de *Juventud por el clima* que nous sommes parvenue à interroger fait partie de l'antenne du mouvement présent à la UAM et que les membres de *Students for liberty* proviennent chacun d'une université différente : la UC3M, la UAM et la UCM. Afin de mieux représenter la part de ses adhérents sur l'ensemble des étudiants interrogés, nous avons préféré garder le nombre total de membres de *Students for Liberty* plutôt que d'ajouter une ligne sur chaque université. Concernant *Juventud por el clima*, il nous a paru plus judicieux de placer cette organisation à part étant donnée la portée de ses activités à échelle globale.

Annexe n° 2 - Questionnaire du travail de terrain n°1 (du 29 avril au 16 mai 2019). Entretiens semi-directifs.

I- Los jóvenes y sus expectativas hacia la política

Según tu opinión, ¿qué características debería de tener un «buen» partido político?

¿Estás afiliado/a a algún partido?

¿Cuál es tu nivel de implicación política en general?

¿Has notado una evolución en tu forma de pensar políticamente durante estos últimos cinco años?

¿Cuáles fueron los factores de estos cambios/ de esta estabilidad en tu pensamiento?

Según tu opinión, ¿qué partido mejor defiende los intereses de los jóvenes?

II- La austeridad y los movimientos sociales: primeras experiencias políticas de la juventud actual.

¿Qué experiencia(s) viviste durante la crisis económica y/o el periodo de políticas de austeridad? ¿Hubo consecuencias directas en tu hogar/ en tu entorno?

¿Piensas que la crisis y/o las políticas de austeridad tuvieron un impacto sobre tu pensamiento y/o tu compromiso en política?

¿Piensas que la crisis, las políticas de austeridad y los movimientos sociales como el 15M siguen teniendo un impacto en el compromiso y el pensamiento político de los jóvenes actualmente?

Entre el periodo de austeridad y la actualidad, ¿piensas que los jóvenes han podido sentirse traicionados por la clase política?

III- Podemos: ¿partido clave de la integración política de los jóvenes?

Cuando se fundó el partido político Podemos, ¿cuáles eran tus expectativas en cuanto a las condiciones de vida y las perspectivas de la juventud española?

¿Crees que la creación y la expansión de Podemos permitieron desarrollar la participación y el dinamismo políticos de los jóvenes en España?

¿Crees que el desarrollo de Podemos fomentó el «espíritu crítico» de la juventud hacia la clase política?

Cuando gobernaba Mariano Rajoy, ¿piensas que el partido Podemos desempeñaba un papel importante en la oposición?

Ahora que gobierna Pedro Sánchez, ¿qué piensas de la importancia de Podemos en el escenario político español?

Según tu opinión, ¿cómo ha evolucionado el partido Podemos en comparación con los demás partidos?

¿Piensas que Podemos todavía respeta su línea política inicial?

¿Qué opinas de las divisiones internas que padece el partido?

¿Crees que los votantes de Podemos han podido sentirse traicionados en algún momento de la historia del partido?

IV- Las tendencias políticas entre los jóvenes españoles: ¿hacia una juventud más comprometida o más radicalizada?

¿Crees que las ideas de Podemos influyen a los jóvenes en su forma de pensar y actuar políticamente?

¿Piensas que la irrupción de nuevos partidos está al origen de una forma de "radicalización" del discurso político y del pensamiento de los jóvenes? Estoy pensando por ejemplo en la utilización cada vez más frecuente de términos como "facha" o "feminazi", etc.

¿Piensas que jóvenes pueden ser atraídos por el partido político Vox?

¿Con qué interés has seguido la campaña del 28 A?

¿Vas a seguir las campañas del 26M con el mismo interés?

¿Qué opinas del sistema electoral vigente en España? ¿Crees que es todavía eficaz para cambiar las cosas?

Annexe n° 3 - Questionnaire du travail de terrain n°2 (du 19 novembre au 10 décembre 2019). Actualisation du questionnaire, notamment suite aux élections municipales et européennes (mai 2019) et législatives (novembre 2019)

I- Los jóvenes y sus expectativas hacia la política

Según tu opinión, ¿qué características debería de tener un «buen» partido político?

¿Estás afiliado a algún partido?

¿Cuál es tu nivel de implicación política en general?

¿Has notado una evolución en tu forma de pensar políticamente durante estos últimos cinco años?

¿Cuáles fueron los factores de estos cambios/ de esta estabilidad en tu pensamiento?

Según tu opinión, ¿qué partido mejor defiende los intereses de los jóvenes?

¿Qué temas o valores en relación con la juventud tienen que ser defendidos por los partidos políticos?

¿Piensas que el gobierno actual defiende los intereses de la juventud española y responde a sus preocupaciones como la precariedad, el paro o el calentamiento global?

¿Piensas que los jóvenes son verdaderamente libres de expresar sus reivindicaciones en España?

¿Te parece que los políticos españoles toman en cuenta la opinión de los jóvenes?

¿Cómo se podría mejorar la atención que prestan los políticos a la juventud?

¿Piensas que tu generación será más implicada políticamente que la anterior?

II- La austeridad y los movimientos sociales: primeras experiencias políticas de la juventud actual.

¿Qué experiencia(s) viviste durante la crisis económica y/o el periodo de políticas de austeridad? ¿Hubo consecuencias directas en tu hogar/ en tu entorno?

¿Piensas que la crisis, las políticas de austeridad y los movimientos sociales como el 15M influyeron la concepción que tienes de la política y/o tu compromiso en política?

¿En qué medida crees que estos elementos siguen teniendo su importancia en la mente de la juventud actual?

¿Crees que la juventud actual todavía tiene dificultades en emanciparse e insertarse en el mercado laboral, aunque estudien?

Entre el periodo de austeridad y la actualidad, ¿piensas que los jóvenes han podido sentirse traicionados por la clase política?

III- Podemos: ¿partido clave de la integración política de los jóvenes?

Cuando se fundó Podemos, ¿cuáles eran tus expectativas en cuanto a este nuevo partido?

¿Pensabas que Podemos podía contribuir a mejorar las condiciones de vida y las perspectivas de la juventud española?

¿Crees que la creación y la expansión de Podemos tuvieron un impacto en la participación y el dinamismo políticos de los jóvenes en España?

¿Crees que el desarrollo de Podemos fomentó el «espíritu crítico» de la juventud hacia la clase política?

Cuando gobernaba Mariano Rajoy, ¿piensas que el partido Podemos desempeñaba un papel importante en la oposición?

Ahora que gobierna Pedro Sánchez, ¿qué piensas de la importancia de Podemos en el escenario político español?

Según tu opinión, ¿cómo ha evolucionado el partido Podemos en comparación con los demás partidos?

¿Piensas que Podemos todavía respeta su línea política inicial?

¿Qué opinas de las divisiones internas que ha padecido el partido?

¿Crees que el nuevo partido de Iñigo Errejón puede tener más éxito que Podemos?

¿Crees que los votantes de Podemos han podido sentirse traicionados en algún momento de la historia del partido?

IV- Las tendencias políticas entre los jóvenes españoles: ¿hacia una juventud más implicada o más radicalizada?

¿Crees que las ideas de Podemos influyen a los jóvenes en su forma de pensar y actuar políticamente?

¿Piensas que la irrupción de nuevos partidos está al origen de una forma de “radicalización” del discurso político y del pensamiento de los jóvenes? Estoy pensando por ejemplo en la utilización cada vez más frecuente de términos como “facha” o “feminazi”, etc.

¿Piensas que jóvenes pueden ser atraídos por el partido político Vox?

Según tu opinión, ¿a qué se deben los últimos resultados de Vox, que han conseguido 52 escaños en el Congreso?

¿Con qué interés has seguido las campañas del 28 A y del 26M? ¿Has leído los programas y seguido las campañas de las generales, municipales, autonómicas y europeas con el mismo interés?

¿Qué opinas de los resultados de las municipales y las autonómicas en Madrid?

¿Has seguido la campaña del 10N? ¿Has votado?

¿Has visto los resultados del 10N? ¿Qué opinas de ellos?

¿Piensas que la repetición de elecciones generales ha podido provocar lasitud y hacer que los jóvenes dejen de interesarse por la política?

¿Qué opinas del sistema electoral vigente en España? ¿Crees que es todavía eficaz para cambiar las cosas?

V- Compromiso social y asociativo de los estudiantes de las universidades madrileñas

¿Crees que tu generación es más abierta y tolerante que la anterior?

¿Crees que tu generación es más activa a nivel asociativo y militante que la anterior? ¿Por qué lo dices?

¿Por qué elegiste ser miembro de la asociación universitaria X?

¿Te comprometerías en una asociación o en un movimiento social de defensa de los derechos de la mujer, o a favor de los derechos LGTBIQ, o de defensa del medio ambiente? ¿Por qué?

Si tuvieras que clasificar los tres temas anteriores por orden de prioridad, ¿Cuál elegirías primero? ¿Por qué?

¿Piensas que, en un futuro próximo, podrías comprometerte en política? ¿A nivel profesional? ¿Por qué?

Annexe n° 4 – Questions posées lors des entretiens réalisés par téléphone pendant le premier confinement lié à la pandémie de COVID-19

1) ¿Influyó el confinamiento en tus recursos materiales y financieros y en los de tus padres?
2) ¿La crisis del coronavirus tuvo o sigue teniendo un impacto en tus estudios?
3) ¿La gestión de la crisis por el gobierno ha cambiado tu concepción de la política? Si es el caso, ¿en qué sentido?
4) ¿Piensas que la crisis del coronavirus y la crisis económica que se perfila te influyen en tu forma de pensar y actuar políticamente? ¿Has notado algún cambio en cuanto a ello? ¿Cuál(es)?
5) ¿Crees que esta crisis puede empeorar las oportunidades de los jóvenes en cuanto a la emancipación y a la inserción en el mercado laboral?

Annexe n° 5 – Fiches biographiques des étudiants interrogés, classées par ordre alphabétique des prénoms

	Adrián
Entretien réalisé le	07/05/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	M
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	1ère année Grado en Droit et Administration des Entreprises (ADE)
Financement des études	Revenus des parents, bourse du Ministère (sur critères sociaux) et « matrícula de honor » de la Région de Madrid.
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile des parents
Profession des parents	Fonctionnaires. La mère est aide-soignante, le père travaille au service d'aide sociale de la mairie.
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Affiliation supposée de la mère à un syndicat, mais inconnu de l'étudiant interrogé.
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Il était affilié à Ciudadanos mais a décidé de ne pas renouveler son adhésion suite aux propositions d'alliances réalisées entre Ciudadanos et Vox.

	Alba
Entretien réalisé le	04/12/2019
Âge au moment de l'entretien	20 ans
Sexe	F
Association	Histeria
Université	UCM
Niveau d'études	Deuxième année en Grado de Psychologie
Financement des études	Revenus des parents et bourse pour famille nombreuse
Travail pendant les études	Professeure de danse dans les écoles. Elle donne également des cours particuliers. Environ 11h par semaine. Avec cette activité, elle consacre un peu moins de temps aux études. Du lundi au jeudi, elle rentre chez elle vers 21h.
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Habite à dix minutes en voiture de l'université chez ses parents
Profession des parents	Le père est ommercial et la mère est employée du Métro de Madrid
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Alejandro
Entretien réalisé le	24/11/2019
Âge au moment de l'entretien	21 ans
Sexe	M
Association	Club de débat URJC

Université	URJC
Niveau d'études	Quatrième année de Grado en Droit et Criminologie
Financement des études	Économies personnelles et bourse
Travail pendant les études	Il donne des cours de débat à l'université, entre 8 et 12h hebdomadaires, en fonction du semestre. Ce travail n'impacte pas ses études et lui permet au contraire de mieux organiser ses journées.
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile parental. Valdemoro (près d'Aranjuez), à environ 45min en transports de l'université
Profession des parents	La mère est au chômage et le père est agent de sécurité publique (Fuerzas y cuerpos de seguridad)
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Alison
Entretien réalisé le	20/11/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	F
Association	La Chispa
Université	UCM
Niveau d'études	3ème année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Emplois saisonniers l'été
Région/Province d'origine	Mallorca
Lieu de résidence	Aluche, à 15 minutes de l'université
Profession des parents	Le père est ouvrier et la mère est agent d'entretien
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Almudena
Entretien réalisé le	20/11/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	F
Association	La Chispa
Université	UCM
Niveau d'études	Première année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Habite à environ 40 minutes de l'université. Domicile parental
Profession des parents	Le père est chauffeur de taxi et la mère est employée d'un bureau de Poste (Correos)
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Álvaro
Entretien réalisé le	10/05/2019
Âge au moment de l'entretien	20 ans
Sexe	M
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	2ème année de Grado en Droit et Sciences Politiques avec des matières de 1ère année à rattraper (nécessaire pour faire une équivalence car il étudiait dans une autre filière l'année précédente)
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Galice/ Saint Jacques de Compostelle
Lieu de résidence	Colocation à Getafe (proche du campus)
Profession des parents	La mère est fonctionnaire à la Junta de Galicia et le père est chef d'une agence de comptabilité et de gestion
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Il ne se considère pas comme affilié, mais comme sympathisant à Podemos. Il fait partie des « inscrits » au parti

	Andrés
Entretien réalisé le	06/05/2019
Âge au moment de l'entretien	20 ans
Sexe	M
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	2ème année de Grado en Droit et Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents et bourse d'excellence de la Communauté de Madrid
Travail pendant les études	2h par semaine, il distribue des journaux. Ce travail ne perturbe pas ses études.
Région/Province d'origine	Extremadura
Lieu de résidence	Colocation à Getafe, proche de l'université
Profession des parents	La mère est professeure et le père est infirmier
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Carlos
Entretien réalisé le	29/11/2019
Âge au moment de l'entretien	21 ans
Sexe	M
Association	Awa
Université	UPM
Niveau d'études	1ère année de Master en ingénierie chimique
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Ministère

Travail pendant les études	Stages rémunérés
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Alcorcón (à 20min du campus en voiture) Domicile parental
Profession des parents	La mère est fonctionnaire à la Communauté de Madrid (secteur tourisme) et le père est entraîneur de football
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	La mère est affiliée à Ciudadanos
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Clara
Entretien réalisé le	03/12/2019
Âge au moment de l'entretien	21 ans
Sexe	F
Association	Histeria/ Asamblea Feminista de Somosaguas
Université	UCM
Niveau d'études	Quatrième année de Grado en Psychologie
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Ministère
Travail pendant les études	Travaille dans un *escape room* les week-ends
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Nord de Madrid, à 25min en voiture du campus de Somosaguas. Domicile parental
Profession des parents	Le père est retraité (ancien ingénieur) et la mère est vendeuse
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Daniel
Entretien réalisé le	29/04/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	M
Association	SFL (Students For Liberty)
Université	UAM
Niveau d'études	1ère année de Grado en Biochimie
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Corte Inglés (réservées aux enfants des employés ayant obtenu de bon résultats)
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Galice
Lieu de résidence	Résidence universitaire
Profession des parents	La mère est aide-soignante et le père est couturier au Corte Inglés
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune car il ne trouve ni le temps ni un parti politique qui lui corresponde complètement

	David
Entretien réalisé le	21/11/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans

Sexe	M
Association	UAMIMUN
Université	UAM
Niveau d'études	2ème année de Grado en Philosophie politique et Économie
Financement des études	Bourse du ministère
Travail pendant les études	Travaille pendant l'été (emplois saisonniers)
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Alcalá de Henares (1h30 de la UAM). Domicile parental
Profession des parents	Le père est commercial et la mère est opératrice dans une usine
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affilié à Ciudadanos mais ne compte pas renouveler sa cotisation

	Delia
Entretien réalisé le	23/11/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	F
Association	Club de Debate
Université	URJC
Niveau d'études	2ème année de Grado en Educación primara et 1ère année de Grado en Psychologie
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Ministère
Travail pendant les études	Elle donne des cours particuliers 5h par semaine
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Madrid. Domicile parental
Profession des parents	La mère est femme au foyer et le père est fonctionnaire
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Diego
Entretien réalisé le	02/12/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	M
Association	Sociedad de Debate
Université	UAM
Niveau d'études	1ère année de Grado en Droit et Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Las Rozas (Madrid). Lieu assez éloigné de l'université. Domicile parental
Profession des parents	La mère est enseignante dans la Formation Professionnelle et le père est ingénieur informatique
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	A été affilié à un parti minoritaire (España 2000) et compte s'affilier à Vox dès qu'il trouve un travail compatible avec ses études pour pouvoir payer la cotisation.

	Elena A.
Entretien réalisé le	28/11/2019
Âge au moment de l'entretien	24 ans
Sexe	F
Association	UEP-EI
Université	UCM
Niveau d'études	3ème année de Grado en Droit
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Uniquement en-dehors de l'année universitaire (emplois saisonniers)
Région/Province d'origine	Valladolid
Lieu de résidence	Madrid, à environ 20min de sa faculté
Profession des parents	Le père est retraité (ancien agent administratif d'Unicaja) et la mère est Chargée de mission Égalité à Segovia.
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Le père est syndiqué à Comisiones Obreras (CCOO) et la mère est à la Unión General de Trabajadores (UGT)
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affiliée aux Jeunesses du PSOE

	Elena B.
Entretien réalisé le	29/11/2019
Âge au moment de l'entretien	21 ans
Sexe	F
Association	Awa
Université	UPM
Niveau d'études	3ème année de Grado en Ingénierie des organisations
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Elle habite à environ 30 minutes de l'université. Domicile parental
Profession des parents	Le père est professeur et la mère est fonctionnaire au Servicio Público de Empleo (SEPE)
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Iru
Entretien réalisé le	20/11/2019
Âge au moment de l'entretien	23 ans
Sexe	M
Association	La Chispa
Université	UCM
Niveau d'études	3ème année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Bourse du conseil municipal de Tenerife et aide financière de proches
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Canarias (Tenerife)

Lieu de résidence	Alcorcón
Profession des parents	Le père est en arrêt longue maladie (invalidité permanente) et la mère est éducatrice spécialisée
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Le père a longtemps été syndiqué au Sindicato Obrero Canario (SOC) et la mère est syndiquée au Sindicato de Trabajadores de la Enseñanza de Canarias (STEC)
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affilié aux jeunesses du Parti Communiste Espagnol

	Jaime
Entretien réalisé le	30/04/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	M
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	1ère année de Grado en Études internationales
Financement des études	Revenus des parents et « matrícula de honor » de Castilla-la-Mancha
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Castilla-la-Mancha
Lieu de résidence	Domicile de sa grand-mère
Profession des parents	La mère est femme au foyer et le père est gérant d'une boutique
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affilié aux Jeunesses du PP et au PP en tant que candidat aux municipales dans sa commune d'origine

	Javier
Entretien réalisé le	03/05/2019
Âge au moment de l'entretien	20 ans
Sexe	M
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	2ème année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Ministère
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile parental (Carabanchel)
Profession des parents	La mère travaille dans une entreprise de design et de mode et le père travaille dans une administration publique.
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Le père est affilié au syndicat CNT
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Participe ponctuellement à des activités de Más Madrid (Más País n'existait pas encore au moment de l'entretien) mais ne se considère pas comme affilié. Il souhaite par la suite adhérer à Podemos.

	Jesús
Entretien réalisé le	22/11/2019

Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	M
Association	UAMIMUN
Université	UAM
Niveau d'études	2ème année de Grado en Philosophie, Politique et Économie
Financement des études	Revenus des parents et bourse pour familles nombreuses
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Il habite au domicile parental, à une heure de bus de l'université mais prend 10 minutes à s'y rendre en voiture (zone mal desservie par les transports)
Profession des parents	La mère est pédiatre et le père est consultant en téléphonie
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Non
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Sympathisant de Más País, mais non affilié. Il considère que l'affiliation à un parti demande trop d'efforts par rapport aux résultats obtenus et trop de dépendance à l'égard d'une organisation politique

	Jorge
Entretien réalisé le	29/11/2019
Âge au moment de l'entretien	21 ans
Sexe	M
Association	Awa
Université	UPM
Niveau d'études	4ème année de Grado en Ingénierie des technologies industrielles
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile des parents, à environ 30 minutes de l'université
Profession des parents	Les deux parents sont professeurs d'université (corps et grades inconnus)
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune

	Jota
Entretien réalisé le	20/11/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	M
Association	La Chispa
Université	UCM
Niveau d'études	1ère année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Il travaille 20h par semaine dans un garage
Région/Province d'origine	Canarias, Tenerife
Lieu de résidence	Colocation à une heure de l'université
Profession des parents	La mère est comptable et le père est technicien de laboratoire
Affiliation politique, syndicale ou	Aucune

associative des parents	
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Il n'est affilié à aucun parti politique, mais à un syndicat (CNT), au sein de l'entreprise dans laquelle il travaille.

	Julia
Entretien réalisé le	03/05/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	F
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	1ère année de Grado en Économie et Études internationales
Financement des études	Revenus des parents et « matrícula de honor » de la Communauté de Madrid
Travail pendant les études	Missions ponctuelles de cours particuliers et de photographie (mariages, baptêmes, etc.)
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile parental (Majadahonda)
Profession des parents	La mère est inspectrice des impôts et le père est professeur dans l'enseignement secondaire
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation pour le moment. Lors de l'entretien, elle venait à peine d'avoir 18 ans et estimait ne pas avoir suffisamment d'expérience pour adhérer à un parti.

	Laura A.
Entretien réalisé le	10/05/2019
Âge au moment de l'entretien	23 ans
Sexe	F
Association	SFL (Students for Liberty)
Université	UC3M
Niveau d'études	Titulaire d'un diplôme d'expertise en prévention et gestion de crises internationales
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Galice
Lieu de résidence	En colocation avec son frère
Profession des parents	La mère est assistante sociale et le père est militaire à la retraite
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation et pense ne jamais s'affilier car ce n'est pas une condition indispensable pour participer à la politique de façon active selon elle

	Laura B.
Entretien réalisé le	06/05/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	F
Association	Demos
Université	UC3M2° curso Grado en Derecho y Ciencias Políticas

Niveau d'études	2ème année de Grado en Droit et Sciences Politiques Beca del Ministerio + becas anuales de estudiante en grado universitario.
Financement des études	Bourse du Ministère et bourses annuelles de l'université
Travail pendant les études	Missions temporaires d'hôtesse dans les salons (promotion de produits) et de distributeur de journaux. En fonction des mois, elle travaille entre 6 et 30 heures par semaine. Elle adapte ses horaires de travail à son emploi du temps universitaire (cours et examens)
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile des parents (Carabanchel)
Profession des parents	La mère est gérante d'une autoécole et le père est fonctionnaire au Ministère de l'Économie
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Participe ponctuellement à des activités de Más Madrid (Más País n'existait pas encore au moment de l'entretien). Elle ne se considère pas comme affiliée et apprécie le caractère libre de ce genre « d'inscription »

	Levisa
Entretien réalisé le	09/05/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	F
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	1ère année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Ministère
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Aragon
Lieu de résidence	Résidence universitaire proche de la faculté
Profession des parents	La mère est professeure d'anglais et le père est le patron d'une cordonnerie
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Son beau-père (conjoint de la mère), qu'elle considère comme son « deuxième père », est affilié au PSOE
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affiliée aux Jeunesses du PSOE et souhaite intégrer le PSOE et pourquoi pas faire une carrière dans la politique

	Lucía
Entretien réalisé le	14/05/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	F
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	2ème année de Grado en Droit et Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non, elle travaille seulement l'été dans la même boutique de vêtements depuis plusieurs années
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile parental (Pozuelo de Alarcón)
Profession des parents	La mère est femme au foyer et le père est chef d'entreprise

Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affiliée à Ciudadanos depuis plus d'un an au moment de l'entretien. Fait partie de la liste de Ciudadanos aux élections municipales dans sa ville (numéro 17 de la liste)

	Luisa
Entretien réalisé le	29/11/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	F
Association	Awa
Université	UPM
Niveau d'études	2ème année de Grado en Ingénierie industrielle
Financement des études	Revenus des parents et bourse pour familles nombreuses
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Alicante
Lieu de résidence	Ciudad Universitaria
Profession des parents	La mère est professeure d'économie dans l'enseignement secondaire et le père est consultant en économie dans une entreprise
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation, mais n'est pas fermée à l'idée d'adhérer à un parti politique plus tard.

	Marcos
Entretien réalisé le	08/05/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	M
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	1ère année de Grado en Économie et Études internationales
Financement des études	Revenus des parents et « matrícula de honor » de Castilla y León
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Castilla y León (Ponferrada)
Lieu de résidence	Appartement en colocation près de l'université (Getafe)
Profession des parents	La mère est professeur dans l'enseignement secondaire et le père est agent environnemental
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation car il souhaite devenir économiste et pense qu'adhérer à un parti le « cataloguerait » dans sa future profession.

	Miguel A.
Entretien réalisé le	30/04/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	M
Association	Demos

Université	UC3M
Niveau d'études	1ère année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Navarre (Pamplona)
Lieu de résidence	Appartement en colocation près de l'université
Profession des parents	La mère est professeure des écoles et le père et ouvrier dans une usine automobile
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Les deux parents sont syndiqués à la UGT
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affilié aux Jeunesses du PSOE

	Miguel B.
Entretien réalisé le	24/11/2019
Âge au moment de l'entretien	21 ans
Sexe	M
Association	Club de Debate
Université	URJC
Niveau d'études	3ème année de Grado en Ingénierie informatique
Financement des études	Il finance 80% de ses études et le reste est financé par sa mère
Travail pendant les études	Cours particuliers et en petits groupes. Il travaille 8h par semaine.
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Il habite à une demi-heure de l'université. Domicile parental
Profession des parents	La mère est femme au foyer et le père est cadre dans une entreprise de publicité (parents divorcés)
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affilié aux Jeunesses du Parti Communiste

	Natalia
Entretien réalisé le	22/11/2019
Âge au moment de l'entretien	26 ans
Sexe	F
Association	Fridays for Future
Université	UAM
Niveau d'études	2ème année de Grado en Philosophie, Politique et Économie
Financement des études	Elle finance l'ensemble de ses dépenses
Travail pendant les études	Elle touche le chômage en ce moment, mais fait en sorte de trouver un travail pour l'année.
Région/Province d'origine	Barcelone
Lieu de résidence	Moratalaz (assez éloigné de l'université)
Profession des parents	Émancipée à l'age de 16 ans, elle n'a plus de contact avec ses parents. Son père est professeur d'université aux États-Unis et sa mère est devenue religieuse.
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Le père est adhérent au parti républicain aux États-Unis et membre de la American Family Association (anti-avortement et opposée au mariage homosexuel). L'étudiante commente : « por eso me piré para hacer mis cosas. Porque yo

	les salí lesbiana, feminista y punki »
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation. Elle se considère comme anarchiste (fait référence au communisme libertaire de Kropotkin)

	Pablo
Entretien réalisé le	23/11/2019
Âge au moment de l'entretien	24 ans
Sexe	M
Association	Sociedad de debate
Université	UAM
Niveau d'études	Il a étudié la Biotechnologie pour finalement étudier en 1ère année de Grado en Histoire
Financement des études	Il finance lui-même toutes ses dépenses
Travail pendant les études	Il travaille pour l'université 40h par semaine. Il considère que cela peut le limiter dans ses études mais qu'il n'est pas impossible pour lui de concilier son emploi et ses études.
Région/Province d'origine	Asturies (Gijón)
Lieu de résidence	Carabanchel (Madrid)
Profession des parents	La mère est aide-soignate et le père est consultant dans une agence de conseil en fiscalité
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	La mère est syndiquée dans un syndicat du domaine de la santé (il n'a pas su nous dire lequel)
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Il n'est pas affilié mais se considère comme sympathisant de Más País. Il participe à des activités du parti de façon très ponctuelle.

	Paula A.
Entretien réalisé le	24/11/2019
Âge au moment de l'entretien	22 ans
Sexe	F
Association	Club de Debate
Université	URJC
Niveau d'études	4ème année de Grado en Relations internationales
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Cette année, elle réalise un stage rémunéré à l'Ambassade du Royaume Uni
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Elle vit à environ 1h30 de transports jusqu'au campus de Fuenlabrada. Domicile parental
Profession des parents	La mère est agent administratif et le père est médecin
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation et ne compte pas s'affilier à un parti.

	Paula B.
Entretien réalisé le	20/11/2019
Âge au moment de l'entretien	21 ans
Sexe	F
Association	La Chispa

Université	UCM
Niveau d'études	3ème année de Grado en Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Ministère
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Elle vit à 30km de la UCM. Domicile parental
Profession des parents	La mère est au chômage et le père est ingénieur
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Le père est syndiqué au CCOO
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affiliée aux Jeunesses du Parti Communiste

	Rómulo
Entretien réalisé le	07/05/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	M
Association	Demos
Université	UC3M
Niveau d'études	1ère année de Grado abierto en Sciences sociales et en Sciences Humaines
Financement des études	Revenus des parents
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile des parents
Profession des parents	La mère est directrice de casting et le père est directeur d'une agence de publicité
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation. Il y songera peut-être plus tard, mais il estime qu'adhérer à un parti et être jeune n'est pas compatible car cela peut occasionner un « enfermement » idéologique.

	Sabrin
Entretien réalisé le	23/11/2019
Âge au moment de l'entretien	23 ans
Sexe	F
Association	Club de debate
Université	URJC
Niveau d'études	Titulaire d'un Grado en Relations internationales et termine un master en études arabophones
Financement des études	Revenus des parents et bourse du Ministère
Travail pendant les études	Elle donne quelques cours particuliers pendant l'année, puis trouve un emploi saisonnier chaque été
Région/Province d'origine	Province de Toledo (Castilla la Mancha)
Lieu de résidence	Madrid
Profession des parents	La mère est agent d'entretien et le père est imam
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affiliée aux Jeunesses du PSOE et compte adhérer au PSOE et pourquoi pas faire carrière

	Sara
Entretien réalisé le	26/11/2019
Âge au moment de l'entretien	19 ans
Sexe	F
Association	Asamblea feminista de Somosaguas
Université	UCM
Niveau d'études	2ème année de Doble grado en Sociologie et Relations internationales
Financement des études	Bourse du Ministère
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Madrid
Lieu de résidence	Domicile parental, à Alpedrete (près de El Escorial). Elle met environ 1h20 en transports pour arriver à l'université
Profession des parents	La mère est professeure dans l'enseignement secondaire et le père est au chômage
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Le père a été conseiller municipal de "Alpedrete puede" (formation politique locale de leur village) ces quatre dernières années. Il a également été syndiqué lorsqu'il était journaliste.
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Aucune affiliation et reste perplexe à l'idée d'adhérer à un parti. Elle craint que celui-ci ne « l'absorbe » idéologiquement et ne la contraigne à laisser de côté une partie de ses convictions.

	Valentina
Entretien réalisé le	05/12/2019
Âge au moment de l'entretien	18 ans
Sexe	F
Association	Sociedad de Debate
Université	UAM
Niveau d'études	1ère année de Grado en Droit et Sciences Politiques
Financement des études	Revenus des parents et bourse à la mobilité des Baléares
Travail pendant les études	Elle donne des cours d'anglais 2h par semaine
Région/Province d'origine	Baleares
Lieu de résidence	Madrid
Profession des parents	La mère est pédiatre et le père est mécanicien
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Aucune
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Ne se considère pas comme affiliée mais milite pour Podemos, à travers l'organisation Rebeldía.

	Yoel
Entretien réalisé le	13/05/2019
Âge au moment de l'entretien	20 ans
Sexe	M
Association	SFL (Students For Liberty)
Université	UCM
Niveau d'études	2ème année de Grado en Sciences Politiques

Financement des études	Revenus des parents, bourse du Ministère et bourse au mérite
Travail pendant les études	Non
Région/Province d'origine	Galice
Lieu de résidence	Domicile du père (parents divorcés)
Profession des parents	La mère est professeure dans l'enseignement secondaire et le père est chef d'une entreprise dans l'immobilier
Affiliation politique, syndicale ou associative des parents	Le père a été affilié au PP pendant plus de 15 ans, mais il ne l'est plus.
Affiliation de l'étudiant à un parti politique	Affilié à Ciudadanos depuis quelques mois, mais sympathisant depuis plus de deux ans au moment de l'entretien

Table des illustrations

Figure 1 : Évolution des résultats en lecture – Élaboration de l'auteure à partir des données PISA..... 61
Figure 2 : Évolution des résultats PISA en mathématiques – Élaboration de l'auteure à partir des données PISA 61
Figure 3 : Évolution des résultats PISA en sciences – Élaboration de l'auteure à partir des données PISA 61
Figure 4 - Évolution du pourcentage d'admis aux épreuves de selectividad. Arrondi à l'unité. 98
Figure 5 - Dépendance économique et matérielle des étudiants interrogés (Données et élaboration de l'auteure) 105
Figure 6 : Juventud sin Futuro - Affiche d'appel à la manifestation du 15 mai 2011. 133
Figure 7 : Valeurs d'un parti politique idéal mentionnées lors des entretiens de 2019, classées par nombre d'occurrences apparues dans les réponses des étudiants interrogés. (Élaboration de l'auteure) 198
Figure 8 : Tweet de @VegetalFighter- 23 avril 2019. Accès : [https://twitter.com/VegetalFighter/status/1120481700969160705]..... 222
Figure 9 : Tweet de @merulero - 28 avril 2019. Accès : [https://twitter.com/merulero]..... 223
Figure 10 : Tweet de @JoseCarlosCB27- 05 novembre 2019. Accès : [https://twitter.com/josecarloscb27/status/1191494334727827456]..... 224
Figure 11 :Schéma de l'évolution de l'identité politique des générations Y et Z (Élaboration de l'auteure) 239
Figure 12 : Tweet du compte de La Chispa- 27 novembre 2019. Accès :[https://twitter.com/LaChispaUCM/status/1199622887264702464] 260
Figure 13 : Affiche "Charla sobre la reforma del código penal: Hacia la criminalización de la protesta social. Contra la ley de seguridad ciudadana". - UEP-EI – Novembre 2013. 266
Figure 14 : Une de Picapleitos, Novembre 2019, par UEP-EI. 269
Figure 15 : Écriteau accroché à l'entrée de la faculté de psychologie. Université Complutense de Madrid, campus de Somosaguas. Photo prise par l'auteure le 25 novembre 2019. 311
Figure 16 : Tract de la manifestation organisée le 25 novembre 2019- Campus de Somosaguas 312
Figure 17 : Schéma des différentes phases du 15-M et de Podemos. Élaboration de l'auteur d'après RUEDA Daniel, op.cit..... 319
Figure 18 : Synthèse des principales revendications du 15-M et leur apparition dans les propositions des programmes des partis politiques majoritaires. Élections législatives du 10 novembre 2019 (Élaboration de l'auteure). 322
Figure 19 : Tableau comparatif des principaux slogans du 15-M de 2011 et de la grève pour le climat du 15 mars 2019 (Élaboration de l'auteure) 328
Figure 20 : Âge des étudiants interrogés (Données et élaboration de l'auteure)..... 449
Figure 21 : Pourcentage des catégories socio-professionnelles représentées par les parents des étudiants interrogés (Données et élaboration de l'auteure) 450
Figure 22 : Tableau de répartition des entretiens effectués par université et organisation étudiante (Données et élaboration de l'auteure)..... 451

Table des matières

Remerciements ... 5

Note préliminaire ... 7

Sigles et abréviations ... 8

Résumé ... 9

Abstract ... 11

Resumen ... 13

INTRODUCTION ... 15

Comprendre l'évolution de l'action collective à travers la jeunesse étudiante ... 15

Une jeunesse étudiante au cœur de douze années de crises et de transformations ... 23

Une nouvelle approche du milieu étudiant : les organisations étudiantes ... 29

Le milieu étudiant : élément central dans les transformations du panorama politique et de l'action collective ? ... 37

PARTIE I – Les premières expériences politiques et sociales d'une jeunesse militante en devenir ... 40

Chapitre 1 - Mémoires de l'austérité : une jeunesse projetée au cœur de la crise ... 41

1.1. Les conséquences de la crise et de la « cure prolongée d'austérité » en Espagne et à Madrid ... 42

1.1.1. L'accroissement de la vulnérabilité des foyers les plus modestes ... 43

1.1.2. L'impact psychologique de la crise et de l'austérité dans les familles ... 46

1.1.3. Une économie familiale à repenser pour les foyers les plus modestes ... 48

1.2. Faire face aux risques d'exclusion et de pauvreté : le rôle de la solidarité et des associations en temps de crise ... 50

1.2.1. La solidarité familiale en temps de crise ... 50

1.2.2. Les associations face à la précarité grandissante des Espagnols ... 54

1.2.3. Des collectifs de quartier aux associations de parents d'élèves : exemples d'initiatives populaires au secours des familles les plus touchées par la crise à Madrid ... 55

1.3. Les inégalités générées par la crise et les politiques d'austérité dans l'éducation ... 57

1.3.1. Politiques d'austérité et Éducation : une équation difficile ... 58

1.3.2. Une loi controversée ... 60

1.3.3. Des foyers à l'école : un renforcement des inégalités ... 63

1.4. Les jeunes : des « sacrifiés sur l'autel de l'austérité » ... 67

1.4.1. La question des ni-ni ... 67

1.4.2. Du processus de Bologne aux coupes budgétaires : la précarisation des universités publiques ... 69

1.4.3. Les jeunes : premières victimes de la flexibilisation du marché du travail ... 74

1.4.4. La « fuite des cerveaux » : les diplômés espagnols à la recherche d'opportunités à l'étranger 76

Conclusions intermédiaires : Austérité et absence de perspectives : un contexte propice à l'éveil des consciences politiques. 78

Chapitre 2 –Être un jeune adulte de la période « post-crise » : entre « traumatisme » de la précarité et conscientisation politique 81

2.1. Un regard d'enfant sur la crise de 2008, les politiques d'austérité et les mouvements sociaux du début des années 2010… 82

2.1.1. Chômage et restrictions budgétaires : retours sur les souvenirs de l'austérité dans l'enfance de jeunes adultes 82

2.1.2. Perception et analyse de la crise par les « enfants de la récession » : entre expériences personnelles et images médiatiques fortes 89

2.1.3. Les enfants de la LOMCE : les premières conséquences de l'austérité vécues par les jeunes dans leur scolarité 94

2.2. …. Et un regard d'adulte sur les stigmates de la période 2008-2016 sur leur quotidien et leurs perspectives 101

2.2.1 L'entrée à l'université : une émancipation illusoire 101

2.2.2. L'insertion professionnelle : étape clé d'une émancipation réussie à la sortie de l'université 106

2.2.3. « Rester jeune plus longtemps » : les présages d'une crise démographique en Espagne . 113

Conclusions intermédiaires : L'expérience des « enfants de l'austérité » : une conscience politique éveillée par un contexte économique, social et politique en constante mutation 118

PARTIE II – Du bipartisme au pentapartisme : la jeunesse universitaire et primo-votante au cœur de la diversification politique 120

Chapitre 3 - De la crise économique à la crise de la représentation : la visibilité accrue d'une jeunesse désabusée 122

3.1. « Eux » versus « Nous »: le détachement de la jeunesse espagnole à l'égard du bipartisme 123

3.1.1. Un regard critique sur la gestion de la crise 123

3.1.2. Les scandales de corruption au sein du PP et du PSOE : un point de rupture entre la jeunesse et la classe politique 125

3.2. Militantisme de rue et actions collectives : une jeunesse de plus en plus visible 129

3.2.1. Des grèves étudiantes à Juventud sin Futuro : l'empowerment de la jeunesse 130

3.2.2. Le mouvement du 15-M : la jeunesse au cœur d'une effervescence populaire d'ampleur nationale 134

3.3. Madrid : ville au cœur des expérimentations démocratiques 138

3.3.1. Madrid, symbole de l'intégration de la jeunesse dans les actions collectives 139

3.3.2. A la recherche d'alternatives aux structures verticales du pouvoir 142

Conclusions intermédiaires : « Ils ne nous représentent pas » 146

Chapitre 4- La naissance de Podemos : une représentation viable de la jeunesse étudiante dans les institutions ? 149

4.1. Mouvement social ou parti politique ? Le dilemme des *Quincemayistes* 149

4.1.1. Faire perdurer l'idéal du 15-M 151

4.1.2. Red Ciudadana Partido X : une alternative politique au 15-M ? 153

4.1.3. Podemos : entre continuité et rupture avec l'esprit du 15-M 156

4.2. Podemos : un parti d'universitaires ? 160

4.2.1. La Complutense : berceau idéologique et politique de Podemos 160

4.2.2. Un parti de « non-professionnels » : la politique mise à portée des jeunes citoyens ? 164

4.3. Les premières victoires de Podemos : les préoccupations de la jeunesse défendues à différents niveaux de la sphère politique 170

4.3.1. Un programme inspiré des revendications de la jeunesse 170

4.3.2. Une popularité exponentielle dans les scrutins : Podemos ou la représentation de la jeunesse dans les institutions 173

Conclusions intermédiaires : De la rue aux urnes : le bipartisme concurrencé par des alternatives politiques fortes 178

Chapitre 5 - Militantisme et participation électorale du milieu étudiant : de la « kleptocratie » à la « memecratie » 181

5.1. Un dialogue rompu entre étudiants et partis politiques ? 182

5.1.1. La jeunesse étudiante : un électorat à reconquérir par les partis politiques 183

5.1.2. Juventudes et partis politiques : des interactions encore limitées entre jeunesse militante et cadres de partis ? 186

5.2. Des primo-votants en plein cœur d'une actualité politique et sociale dense 192

5.2.1. L'affaire des masters de la Rey Juan Carlos : une université publique au cœur d'un scandale politique 192

5.2.2. Le procès Gürtel en 2018 : la résurgence de la corruption de la classe politique dans le débat public 194

5.2.3. La motion de censure de 2018 et les divisions internes de Podemos : facteurs d'une popularité croissante du PSOE chez les étudiants ? 199

5.2.4. Un contexte politique et social propice à la résurgence de l'extrême-droite 206

5.3. Réseaux sociaux, débats télévisés et universités : séduire le jeune électorat au pays de la *memecracia* 212

5.3.1. Les réseaux sociaux : un outil de campagne et de communication à double tranchant 213

5.3.2. Débats télévisés, humour et mèmes politiques : le divertissement au détriment d'un choix électoral réfléchi ? 219

5.3.3. Les premiers résultats du pentapartisme et la perception des élections législatives d'avril et novembre 2019 par les étudiants 225

Conclusions intermédiaires : Des primo-votants mobilisés, malgré un contexte politique complexe et une représentation limitée dans les institutions 230

PARTIE III – Politique et mobilisations collectives : enjeux et perspectives des organisations étudiantes 232

Chapitre 6 – Les associations universitaires : des structures propices à l'apprentissage de la politique 233

6.1. Le milieu associatif dans la construction de l'identité politique des individus 233

6.1.1. Retour sur les étapes de la construction de l'identité politique d'un individu 234

6.1.2. Les générations Y et Z : des caractéristiques biographiques similaires stimulant la construction de l'identité politique 236

6.1.3. Le milieu associatif espagnol : des organisations favorables à la sociabilisation des jeunes 242

6.1.4. Les associations universitaires : des structures informelles d'apprentissage de la politique et du militantisme 244

6.2. Les clubs de débat : un apprentissage de la politique au sein de structures aux spectres idéologiques variés 247

6.2.1. Une approche ludique de la politique dans un processus de construction citoyenne 247

6.2.2. Les tournois interuniversitaires de débat : une confrontation directe des idées politiques/ un exemple de l'expression de la polarisation politique ? 249

6.2.3. Le débat au-delà du club : l'exemple des élections municipales de mai 2019 à Getafe ... 252

6.3. Une identité politique assumée et un militantisme actif : les exemples de deux associations universitaires à caractère politique de l'Université Complutense 255

6.3.1 La Chispa : héritière de l'association Contrapoder ? 255

6.3.2. Unión de Estudiantes Progresistas- Estudiantes de Izquierdas (UEP-EI) : une association historique témoin des mutations politiques et sociales de la communauté universitaire 264

Conclusions intermédiaires : Les associations universitaires : terrain de vocations politiques et militantes ? 275

Chapitre 7 – Écologie et féminisme : les associations universitaires dans le prolongement des nouveaux mouvements sociaux 277

7.1. L'écologie : première préoccupation de la jeunesse 277

7.1.1. Face à l'urgence mondiale, une prise de conscience progressive en Espagne 278

7.1.2. Une nouvelle vague écologiste portée par la jeunesse 282

7.1.3. Mouvement écologiste et associations universitaires : une communauté étudiante mobilisée 286

7.2. Le renouveau féministe : des revendications ancrées dans la communauté étudiante ? . 293

7.2.1. Un contexte international et national propice à l'action collective 293

7.2.2. Le féminisme : un débat fortement clivant dans le milieu étudiant 300

7.2.3. La radicalisation du féminisme dans les universités madrilènes : l'exemple des associations universitaires non-mixtes 307

Conclusions intermédiaires : Féminisme et écologie : piliers de l'action collective de la jeunesse espagnole 315

Chapitre 8 – D'un activisme collectif et fort à une participation individuelle et ponctuelle : le devenir de l'associationnisme étudiant 317

8.1. Huit ans plus tard, que reste-t-il du 15-M dans les associations universitaires ? 317

8.1.1. Une page tournée de l'Histoire politique ? 318

8.1.2. Un mouvement-clé dans le militantisme de la jeunesse espagnole actuelle 325

8.1.3. La radicalité d'opinion : un héritage du 15-M ? 329

8.2. Vers un individualisme militant : les conséquences pour les associations et les mouvements sociaux 338

8.2.1. Réseaux sociaux et activisme : un militantisme de « postureo » ? 338

8.2.2. Associations universitaires et mouvements sociaux : des difficultés à mobiliser sur le long terme ? 345

8.3. La crise sanitaire de mars 2020 : enjeux et perspectives de l'associationnisme étudiant 350

8.3.1. Solidarité et réseaux sociaux : l'associationnisme étudiant s'organise face à la précarité et à la solitude 350

8.3.2. Jeunesse étudiante et réseaux sociaux : entre continuité et rupture avec la classe politique 354

Conclusions intermédiaires : Mouvements sociaux et milieu associatif : des acteurs majeurs en temps de crise 360

CONCLUSIONS– De la crise économique à la crise sanitaire : les associations universitaires porteuses d'une jeunesse toujours en quête de sens 363

Les associations universitaires : structures solidaires et plurielles sur le chemin de l'émancipation 364

Une identité politique portée par la critique de la classe dirigeante 365

Le militantisme étudiant : du 15-M au « postureo » en ligne 366

Les associations universitaires face à la fragmentation politique de la société 369

SOURCES 373

Entretiens réalisés en 2019 dans les universités madrilènes (classés par période, université et association universitaire) 373

Novembre et décembre 373

Avril et mai 374

Entretiens réalisés par téléphone en juin 2020 pendant le confinement lié à la pandémie de COVID-19 (classés par université et association universitaire) 375

Articles de presse (classés par année de publication) 377

Textes législatifs 387

Programmes électoraux 389

BIBLIOGRAPHIE 392

La crise économique de 2008 et ses conséquences 392

Inégalités et conflits territoriaux en Espagne 396

Systèmes économiques alternatifs et solidarité ... 397
Conditions de travail et marché de l'emploi ... 397
Vie familiale, émancipation et logement ... 399
Action collective et démocratie participative ... 402
Le mouvement social du 15-M ... 405
Mouvements féministes et études de genre ... 408
Mouvements écologistes et écologie ... 412
Education, milieu scolaire et universitaire ... 414
Conditions de vie des étudiants ... 419
Sociologie politique et comportements des individus ... 419
Gouvernements, partis politiques et élections ... 423
Politique, discours et médias ... 428
Études sur les jeunes et les générations Y et Z ... 431
Attitudes civico-politiques de la jeunesse espagnole ... 435
Associations et mobilisations de la jeunesse ... 436
Réseaux sociaux, nouvelles technologies et participation politique ... 437
La crise sanitaire de 2020 et ses conséquences ... 441
WEBOGRAPHIE ... 442
ANNEXES ... 444
Annexe n° 1 - Méthodologie et choix du terrain ... 446
Annexe n° 2 - Questionnaire du travail de terrain n°1 (du 29 avril au 16 mai 2019). Entretiens semi-directifs. ... 452
Annexe n° 3 - Questionnaire du travail de terrain n°2 (du 19 novembre au 10 décembre 2019). Actualisation du questionnaire, notamment suite aux élections municipales et européennes (mai 2019) et législatives (novembre 2019) ... 454
Annexe n° 4 – Questions posées lors des entretiens réalisés par téléphone pendant le premier confinement lié à la pandémie de COVID-19 ... 457
Annexe n° 5 – Fiches biographiques des étudiants interrogés, classées par ordre alphabétique des prénoms ... 458
Table des illustrations ... 474
Table des matières ... 475
Index ... 481

Index

15-M, 1, 10, 16, 17, 22, 23, 26, 36, 37, 38, 54, 123, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 146, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 163, 166, 173, 177, 180, 181, 182, 197, 198, 220, 232, 238, 256, 266, 293, 294, 307, 309, 312, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 331, 333, 335, 343, 349, 350, 358, 359, 362, 365, 367, 369, 446

Abascal, Santiago 27, 199, 205, 206, 207, 208, 222, 226, 227, 300, 304, 305, 328, 355

acampadas, 17, 138, 149, 293, 294

action collective, 10, 15, 23, 25, 26, 37, 38, 150, 165, 282, 290, 292, 314, 324, 336, 342, 357, 359, 362, 364, 366, 367, 369

activisme, 15, 133, 159, 162, 174, 177, 283, 288, 291, 312, 316, 317, 336, 340, 341, 344, 358, 365, 367, 370

activiste, 164, 263, 283, 290, 291, 305, 312, 367

activistes, 17, 133, 150, 161, 306, 365, 370

Asamblea feminista de Somosaguas, 33, 87, 309, 470

associations, 10, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 41, 49, 53, 54, 133, 135, 160, 161, 168, 214, 230, 232, 233, 234, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 249, 254, 255, 258, 259, 262, 264, 265, 270, 274, 275, 276, 285, 288, 289, 290, 291, 300, 302, 306, 308, 309, 310, 311, 315, 316, 335, 336, 339, 343, 344, 345, 347, 348, 350, 351, 352, 353, 358, 360, 362, 363, 364, 366, 367, 368, 369, 370, 444, 446, 448

associations universitaires, 10, 27, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 168, 230, 232, 233, 234, 244, 245, 246, 247, 249, 254, 255, 262, 264, 270, 274, 275, 276, 285, 288, 290, 306, 308, 309, 310, 311, 315, 316, 336, 343, 344, 345, 347, 348, 350, 353, 362, 363, 364, 366, 367, 368, 369, 370, 444, 446

Atenea, 34, 268, 303, 311

Awa, 33, 85, 86, 87, 108, 289, 290, 350, 366, 449, 458, 461, 463, 466

capitalisme, 16, 27, 162, 170, 257, 293, 317

Carmena, Manuela 173, 174, 253, 324

Casado, Pablo 127, 226

Catalogne, 102, 200, 206, 226, 282, 447

chômage, 24, 40, 44, 45, 47, 48, 51, 56, 65, 67, 71, 72, 73, 74, 77, 80, 81, 83, 84, 85, 87, 90, 111, 112, 128, 135, 141, 159, 167, 170, 206, 209, 239, 354, 457, 467, 469, 470

Cifuentes,Carolina 191, 192, 193

citoyens, 16, 21, 25, 28, 57, 62, 82, 127, 134, 135, 138, 139, 145, 146, 148, 151, 154, 157, 163, 164, 165, 167, 168, 170, 173, 178, 189, 196, 197, 206, 210, 211, 218, 243, 256, 266, 272, 276, 316, 317, 322, 328, 337, 347, 359

Ciudadanos, 25, 118, 169, 175, 176, 181, 185, 186, 189, 195, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 204, 206, 210, 213, 221, 224, 225, 226, 227, 253, 271, 294, 299, 301, 302, 307, 320, 321, 328, 329, 331, 332, 365, 456, 459, 460, 466, 471

classe politique, 10, 16, 21, 26, 35, 36, 37, 38, 78, 120, 122, 123, 125, 129, 132, 133, 140, 141, 145, 146, 150, 151, 157, 180, 182, 183, 184, 191, 193, 194, 197, 211, 216, 230, 236, 287, 314, 318, 321, 327, 335, 349, 353, 362, 365, 366

climat, 36, 117, 229, 230, 232, 271, 283, 285, 291, 325, 326, 330, 362

Club de Debate, 33, 82, 89, 94, 249, 251, 290, 449, 460, 467, 468

Colau, Ada 173, 174, 200

colère, 9, 36, 78, 82, 83, 84, 128, 129, 135, 163, 192, 214, 225, 268, 287, 297, 316, 330, 332, 341, 364, 368

compétences, 30, 32, 33, 57, 58, 65, 66, 74, 83, 106, 107, 108, 109, 110, 117, 153, 245, 246, 247, 248, 250, 296, 351

corruption, 38, 125, 128, 129, 145, 146, 150, 153, 154, 156, 167, 180, 182, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 206, 226, 229, 317, 321, 322, 323, 364, 369

COVID-19, 28, 37, 316, 349, 353, 354, 355, 356, 357, 359, 363, 370, 455

crise, 9, 18, 20, 22, 23, 24, 25, 28, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 54, 55, 56, 57, 60, 62, 65, 66, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 95, 100, 111, 112, 114, 116, 117, 120, 122, 123, 124, 126, 129, 131, 132, 133, 134, 136, 140, 141, 145, 148, 150, 154, 156, 159, 168, 170, 172, 177, 180, 182, 191, 192, 197, 200, 205, 206, 208, 211, 222, 226, 227, 236, 238, 243, 256, 271, 280, 285, 287, 292, 293, 294, 317, 324, 326, 327, 330, 334, 335, 348, 349, 350, 353, 354, 356, 357, 359, 362, 363, 367, 368, 446

critique, 9, 10, 21, 28, 33, 37, 77, 123, 125, 131, 132, 150, 155, 157, 164, 166, 170, 182, 245, 247, 265, 266, 271, 305, 323, 330, 337, 349, 353, 364

démocratie, 16, 17, 21, 22, 25, 37, 38, 92, 118, 134, 138, 141, 143, 144, 150, 158, 162, 163,

164, 165, 166, 170, 171, 173, 211, 214, 243, 265, 270, 272, 294, 317, 321, 322, 323, 324, 328, 330, 351, 362, 365, 367
démocratie participative, 17, 25, 134, 138, 143, 158, 173, 211, 243, 317, 321, 323, 351, 365
Demos, 33, 81, 86, 88, 90, 93, 95, 105, 171, 251, 252, 253, 254, 320, 324, 332, 350, 356, 357, 448, 456, 458, 462, 464, 465, 466, 467, 469
écologie, 22, 31, 33, 38, 232, 255, 257, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284, 290, 291, 292, 314, 325, 366, 369
écologiste, 27, 164, 258, 276, 277, 279, 281, 285, 286, 288, 290, 291, 314, 325, 332, 366, 369
Education, 29, 35, 43, 46, 49, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 82, 107, 139, 141, 149, 154, 156, 167, 171, 234, 242, 244, 245, 246, 249, 255, 256, 264, 321, 322, 350, 364
élections, 26, 27, 35, 40, 123, 124, 125, 127, 128, 137, 138, 146, 148, 155, 164, 166, 167, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 180, 181, 182, 185, 188, 189, 190, 197, 199, 200, 202, 204, 206, 211, 217, 218, 220, 222, 224, 225, 227, 229, 247, 252, 253, 254, 280, 299, 317, 319, 321, 322, 323, 327, 329, 331, 337, 342, 364, 368, 445, 452, 466
émancipation, 18, 37, 40, 71, 72, 80, 99, 100, 105, 111, 115, 117, 120, 132, 142, 177, 299, 308, 313, 324, 346, 362, 363, 369
émotions, 128, 214, 215, 328, 329, 335, 336, 338
emploi, 18, 42, 46, 47, 48, 50, 51, 66, 72, 73, 74, 75, 77, 80, 81, 83, 84, 103, 104, 106, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 127, 128, 141, 145, 170, 243, 256, 283, 308, 321, 322, 328, 353, 354, 448, 465, 468, 469
engagement, 15, 21, 30, 32, 33, 80, 87, 112, 128, 129, 133, 137, 140, 163, 165, 168, 188, 207, 236, 238, 243, 245, 246, 263, 270, 281, 336, 343, 344, 345, 352, 367, 446
Errejón, Íñigo 132, 143, 160, 161, 178, 202, 222, 224, 227, 253, 317, 319
études, 17, 18, 20, 23, 28, 33, 45, 50, 64, 65, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 76, 78, 81, 83, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 110, 112, 115, 132, 137, 141, 159, 160, 168, 170, 172, 180, 182, 186, 192, 207, 229, 233, 240, 241, 242, 245, 249, 251, 253, 256, 265, 268, 277, 282, 301, 303, 330, 345, 349, 363, 369, 370, 444, 445, 448, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471
étudiants, 15, 21, 22, 21, 23, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 61, 64, 66, 68, 69, 70, 71, 80, 81, 85, 86, 87, 88, 93, 94, 95, 96, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 106, 108, 109, 114, 117, 118, 130, 131, 132, 136, 137, 139, 145, 160, 170, 173, 180, 181, 182, 183, 184, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 196, 197, 203, 210, 223, 224, 226, 227, 229, 230, 232, 233, 234, 236, 241, 242, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 262, 263, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 277, 285, 287, 288, 289, 290, 302, 303, 304, 310, 311, 315, 316, 320, 327, 331, 332, 334, 339, 341, 343, 344, 345, 346, 347, 349, 350, 351, 352, 354, 356, 364, 366, 367, 369, 370, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 456
expériences, 19, 20, 31, 37, 39, 80, 81, 86, 88, 106, 111, 112, 117, 120, 128, 130, 135, 160, 163, 164, 202, 235, 236, 240, 274, 308, 345, 349, 362
extrême-droite, 22, 27, 204, 205, 224, 227, 269, 270, 271, 274, 368, 369, 446
fascisme, 16, 270, 271, 301
féminisme, 22, 27, 31, 33, 38, 156, 232, 255, 259, 261, 271, 275, 276, 292, 293, 294, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 305, 306, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 325, 332, 366, 368, 369
féministe, 27, 34, 232, 259, 261, 268, 272, 276, 291, 292, 294, 295, 298, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 311, 312, 313, 314, 325, 366, 368, 369, 446
formation, 30, 31, 32, 57, 58, 65, 66, 68, 72, 98, 101, 106, 107, 110, 111, 115, 130, 148, 152, 153, 172, 187, 199, 202, 204, 205, 209, 225, 226, 237, 253, 257, 262, 264, 343, 470
foyer parental, 18, 100
Fridays for future, 36
frustration, 78, 137, 184
Gen Z, 38, 337
génération, 19, 20, 36, 73, 77, 78, 81, 93, 105, 114, 117, 123, 128, 137, 145, 229, 238, 240, 241, 276, 281, 291, 295, 337, 363, 447
génération Y, 20
génération Z, 20
générations, 15, 19, 20, 21, 23, 30, 37, 38, 62, 74, 80, 81, 87, 88, 105, 111, 112, 114, 115, 191, 211, 219, 229, 235, 236, 238, 239, 240, 241, 242, 256, 275, 276, 281, 282, 285, 291, 316, 317, 324, 327, 337, 359, 363, 364, 367, 369, 370, 445, 447
gouvernement, 22, 26, 40, 41, 57, 68, 77, 78, 93, 99, 118, 123, 125, 126, 128, 132, 138, 139, 140, 141, 143, 154, 161, 164, 170, 200,

205, 221, 224, 226, 278, 280, 294, 295, 296, 305, 320, 333, 353, 369
grève, 129, 130, 139, 140, 192, 232, 259, 283, 285, 294, 309, 312, 325, 326, 362
grèves étudiantes, 36, 130, 241, 245, 283
Histeria, 33, 34, 85, 309, 310, 311, 312, 357, 358, 366, 449, 456, 459
humour, 217, 218, 219, 220, 222
identité politique, 23, 27, 30, 34, 81, 117, 191, 219, 230, 233, 234, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 245, 246, 254, 273, 274, 312, 314, 345, 363, 364, 365, 366, 368, 370
Iglesias, Pablo 26, 141, 156, 160, 161, 165, 168, 172, 174, 176, 177, 178, 195, 196, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 209, 213, 221, 222, 224, 226, 227, 253, 261, 262, 264, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 299, 300, 319, 355, 367
Internet, 22, 47, 54, 103, 153, 155, 168, 195, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 219, 220, 222, 229, 283, 292, 325, 328, 330, 331, 339, 357, 370
jeunes, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26, 28, 36, 37, 38, 40, 42, 44, 45, 47, 52, 57, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 83, 87, 88, 90, 91, 92, 93, 96, 97, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 118, 120, 123, 124, 128, 129, 130, 132, 133, 136, 137, 139, 141, 142, 145, 146, 148, 151, 159, 160, 161, 162, 163, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 174, 175, 177, 178, 180, 181, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 197, 198, 201, 204, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 219, 220, 222, 223, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 232, 234, 235, 236, 238, 240, 242, 243, 244, 246, 252, 254, 256, 257, 262, 268, 273, 274, 276, 281, 282, 283, 285, 287, 288, 290, 291, 292, 294, 295, 302, 303, 304, 305, 307, 309, 312, 313, 314, 316, 319, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 332, 335, 336, 337, 338, 340, 341, 342, 343, 344, 346, 349, 351, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 370, 445, 446
jeunesse, 9, 10, 15, 17, 18, 20, 23, 26, 27, 28, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 65, 76, 100, 103, 111, 113, 117, 120, 122, 123, 124, 125, 129, 130, 131, 132, 133, 136, 138, 139, 140, 145, 146, 148, 163, 165, 168, 169, 171, 172, 177, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 197, 198, 209, 217, 224, 229, 233, 236, 240, 262, 263, 266, 276, 277, 280, 281, 284, 285, 286, 287, 291, 314, 323, 324, 325, 326, 327, 342, 344, 346, 349, 350, 353, 356, 357, 358, 359, 362, 364, 365, 368, 369, 370, 445, 447
jeunesse étudiante, 9, 10, 15, 23, 26, 28, 37, 38, 120, 131, 133, 136, 146, 148, 163, 181, 184, 197, 262, 285, 287, 323, 349, 362, 364, 365, 368, 369, 447
Juventud por el Clima, 36, 232, 284, 287, 290
Juventud sin Futuro, 22, 41, 130, 132, 137, 139, 140, 174, 180, 232, 256, 324, 350, 357, 362
La Chispa, 34, 36, 82, 90, 161, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 273, 274, 275, 288, 289, 304, 350, 351, 352, 364, 366, 449, 457, 461, 463, 469
logement, 18, 43, 52, 100, 102, 103, 104, 154, 156, 167, 170, 321, 322, 448
Madrid, 2, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 41, 42, 43, 46, 47, 48, 54, 57, 58, 59, 63, 64, 69, 70, 74, 75, 76, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 112, 113, 114, 115, 120, 122, 123, 124, 126, 127, 130, 135, 137, 138, 139, 141, 142, 144, 145, 146, 149, 153, 158, 159, 160, 161, 162, 168, 169, 171, 173, 174, 177, 182, 186, 187, 191, 192, 194, 195, 202, 207, 208, 213, 217, 219, 225, 226, 232, 233, 246, 247, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 260, 261, 265, 270, 271, 277, 278, 282, 283, 284, 285, 286, 289, 290, 292, 293, 297, 299, 301, 303, 306, 309, 310, 313, 319, 320, 324, 328, 332, 340, 344, 349, 350, 352, 353, 354, 356, 357, 358, 363, 364, 366, 368, 420, 445, 447, 453, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 467, 468, 469, 470
manifestation, 2, 132, 134, 135, 136, 138, 140, 232, 259, 265, 279, 306, 310, 311, 326, 339, 342, 367
manifestations, 22, 38, 130, 131, 132, 134, 136, 138, 139, 140, 146, 149, 151, 159, 238, 241, 245, 263, 268, 272, 278, 283, 284, 286, 289, 291, 295, 297, 312, 318, 325, 326, 327, 332, 336, 339, 345
Martínez-Almeida, José Luis 253, 286
meme, 220, 221
milieu étudiant, 9, 10, 20, 23, 26, 27, 28, 29, 32, 34, 36, 37, 164, 180, 184, 268, 272, 299, 362, 445
milieu universitaire, 9, 15, 22, 241, 287, 314, 366
militantisme, 9, 15, 21, 23, 36, 78, 133, 139, 146, 159, 162, 163, 164, 168, 177, 244, 254, 255, 281, 290, 302, 312, 313, 314, 316, 317, 324, 327, 336, 338, 340, 341, 342, 344, 346, 350, 362, 364, 365, 366, 367

militants, 15, 38, 120, 131, 132, 133, 135, 136, 148, 150, 152, 153, 156, 157, 158, 160, 162, 166, 171, 177, 178, 185, 186, 188, 196, 205, 209, 255, 257, 264, 283, 284, 291, 301, 314, 317, 334, 343, 368
millenials, 20, 38, 81, 114, 337
mobilisation, 9, 10, 16, 21, 23, 26, 27, 28, 36, 37, 38, 131, 140, 148, 151, 171, 238, 263, 268, 271, 286, 294, 307, 316, 323, 324, 327, 335, 336, 337, 339, 340, 345, 346, 347, 352, 357, 359, 362, 365, 367, 369, 446
mobilisations, 9, 10, 15, 22, 23, 37, 137, 162, 232, 235, 241, 309, 316, 318, 337, 358, 362, 364, 367, 370
monde du travail, 30, 57, 105, 111, 168
Montero, Irene 196, 273
mouvement étudiant, 21, 22, 30, 159
mouvement social, 9, 10, 15, 16, 23, 26, 27, 36, 37, 54, 132, 133, 137, 138, 139, 148, 149, 151, 152, 157, 158, 167, 177, 189, 198, 220, 232, 271, 276, 285, 286, 303, 316, 317, 318, 321, 323, 324, 327, 331, 343, 345, 346, 359, 362, 366, 446
mouvements sociaux, 9, 15, 16, 26, 31, 33, 36, 37, 38, 81, 141, 142, 143, 145, 148, 150, 163, 168, 177, 180, 181, 210, 232, 233, 240, 245, 254, 256, 265, 266, 276, 283, 285, 290, 291, 292, 300, 308, 314, 315, 317, 335, 336, 343, 344, 345, 347, 348, 362, 365, 366, 369
Municipales, 53, 127, 138, 169, 173, 174, 175, 189, 190, 202, 226, 227, 252, 253, 254, 299, 445, 452, 453, 462, 466
Nouveaux Mouvements Sociaux, 15, 16
ONG, 22, 33, 46, 54, 277, 278, 279, 281
organisations, 9, 15, 23, 27, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 43, 54, 125, 133, 135, 137, 139, 142, 146, 149, 159, 163, 180, 216, 232, 233, 234, 242, 245, 254, 276, 277, 282, 283, 284, 285, 286, 288, 290, 291, 295, 306, 308, 312, 314, 316, 323, 325, 335, 345, 347, 349, 350, 352, 358, 363, 366, 368, 369, 370, 461
participation, 9, 16, 23, 25, 29, 30, 38, 49, 54, 70, 123, 133, 137, 138, 139, 142, 149, 151, 152, 168, 170, 173, 180, 187, 210, 222, 225, 227, 230, 233, 241, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 254, 255, 262, 263, 264, 274, 283, 291, 313, 316, 327, 335, 339, 340, 342, 344, 345, 347, 349, 357, 358, 359, 362, 365, 366, 367, 370
partis politiques, 9, 10, 26, 36, 37, 38, 118, 126, 144, 150, 152, 156, 167, 180, 181, 183, 184, 185, 186, 188, 190, 191, 195, 196, 197, 205, 210, 213, 214, 225, 229, 240, 245, 252, 274, 279, 290, 299, 306, 317, 320, 321, 323, 328, 329, 332, 335, 336, 337, 355, 358, 365, 366, 368
perspectives, 10, 20, 28, 37, 74, 77, 87, 100, 103, 115, 117, 120, 133, 163, 232, 265, 324, 329, 349, 350, 353, 356, 359, 445
peuple, 9, 15, 28, 122, 124, 125, 133, 140, 144, 146, 150, 151, 153, 156, 158, 161, 163, 164, 165, 189, 204, 232, 318, 323, 324, 329, 335
Podemos, 16, 25, 26, 27, 37, 118, 148, 150, 152, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 185, 186, 187, 188, 189, 195, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 208, 209, 210, 212, 213, 221, 224, 225, 226, 227, 229, 253, 256, 261, 262, 263, 264, 271, 273, 274, 280, 299, 300, 303, 305, 318, 319, 320, 321, 323, 325, 328, 329, 331, 332, 333, 337, 343, 364, 365, 367, 446, 450, 451, 453, 458, 462, 470
politisation, 21, 129, 235, 238, 245, 370
Populisme, 27, 125, 157, 162, 330
postureo, 336, 340, 341, 342, 365, 367, 370
PP, 25, 27, 40, 68, 94, 99, 118, 122, 124, 125, 126, 127, 163, 164, 169, 173, 174, 175, 176, 181, 185, 186, 188, 192, 193, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 206, 209, 213, 224, 226, 227, 229, 251, 253, 263, 271, 274, 295, 296, 299, 317, 320, 321, 322, 323, 329, 331, 365, 462, 471
précarité, 24, 28, 44, 45, 46, 48, 49, 52, 53, 55, 56, 71, 80, 84, 87, 105, 112, 116, 117, 123, 130, 132, 145, 159, 168, 170, 198, 209, 220, 287, 316, 328, 345, 349, 350, 359, 369
PSOE, 25, 26, 27, 34, 40, 118, 122, 124, 125, 126, 127, 128, 140, 163, 164, 169, 173, 174, 175, 176, 181, 185, 186, 188, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 204, 206, 209, 210, 213, 221, 222, 224, 225, 226, 227, 229, 253, 263, 264, 274, 280, 299, 300, 301, 317, 319, 320, 321, 323, 328, 329, 331, 332, 356, 365, 367, 461, 465, 467, 470
Rajoy, Mariano 24, 26, 40, 41, 57, 77, 93, 122, 126, 127, 138, 139, 140, 145, 146, 174, 175, 181, 197, 199, 200, 201, 204, 224, 265, 295, 296, 322, 450, 453
récession, 47, 48, 73, 87, 88, 126, 193, 356
représentation, 25, 31, 32, 35, 120, 122, 133, 134, 135, 145, 148, 150, 152, 156, 158, 172, 191, 202, 229, 240, 265, 280, 299, 364, 367
réseaux sociaux, 23, 38, 54, 132, 134, 135, 139, 144, 146, 150, 153, 162, 173, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 218, 219, 220, 224, 226, 228, 229, 252, 258, 259, 263, 265, 269, 283, 292, 293, 297, 307, 313, 314, 315, 327,

328, 331, 332, 333, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 345, 346, 347, 349, 351, 352, 353, 355, 357, 359, 362, 365, 367, 370
revendications, 10, 15, 22, 36, 37, 38, 135, 136, 139, 141, 152, 156, 157, 158, 169, 171, 173, 177, 237, 276, 291, 292, 293, 297, 299, 304, 308, 309, 313, 319, 320, 321, 322, 323, 325, 350, 352, 357, 358, 362, 365, 366, 367, 369
Rivera, Albert 198, 200, 201, 204, 206, 209, 222, 225, 226, 227
Sánchez, Pedro 27, 181, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 204, 206, 209, 224, 225, 226, 227, 271, 280, 294, 295, 296, 300, 305, 333, 355, 366, 450, 453
Sociedad de Debate, 33, 113, 226, 320, 449, 460, 470
solidarité, 16, 29, 41, 49, 50, 52, 53, 54, 65, 77, 88, 115, 117, 139, 148, 219, 324, 345, 350, 351, 357, 359, 369
Students for Liberty, 36, 449, 464
trajectoires, 18, 115, 117, 229, 242
transformations, 9, 23, 26, 27, 28, 30, 36, 191, 240, 313, 314, 319, 359, 362, 365, 367, 445
UAM, 30, 31, 32, 33, 35, 36, 129, 190, 350, 448, 449, 459, 460, 463, 467, 468, 470
UAMIMUN, 32, 89, 187, 449, 460, 463
UC3M, 30, 31, 33, 251, 252, 350, 448, 449, 456, 458, 462, 464, 465, 466, 467, 469
UCM, 30, 31, 33, 34, 270, 350, 352, 448, 449, 456, 457, 459, 461, 463, 469, 470, 471
UEP-EI, 34, 88, 160, 161, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 272, 273, 274, 275, 303, 350, 351, 352, 364, 366, 448, 461
Universidad Autónoma, 28, 30, 32, 35, 59
Universidad Complutense, 16, 25, 30, 58, 139, 159, 160, 162, 233, 260, 262
Universidad Politécnica, 30, 35
Universidad Rey Juan Carlos, 30, 35, 192, 193, 218, 249, 250, 293
Universisdad Carlos III, 30
université, 17, 21, 30, 31, 32, 33, 34, 68, 71, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 107, 109, 117, 160, 161, 162, 191, 192, 241, 244, 245, 246, 248, 251, 252, 253, 255, 257, 258, 259, 260, 264, 270, 273, 289, 309, 311, 313, 316, 324, 328, 345, 351, 364, 367, 369, 448, 449, 456, 457, 458, 460, 461, 463, 465, 466, 467, 468, 470
universités Voir université
universités., 23
UPM, 30, 31, 33, 289, 347, 350, 352, 448, 449, 458, 461, 463, 466
URJC, 30, 31, 32, 33, 35, 192, 249, 250, 350, 448, 449, 456, 457, 460, 467, 468, 469
vote, 26, 55, 133, 138, 154, 172, 173, 183, 198, 200, 201, 218, 223, 226, 227, 230, 240, 252, 280, 336, 342
Vox, 27, 118, 187, 199, 205, 206, 207, 208, 209, 213, 224, 226, 227, 253, 268, 271, 272, 300, 301, 304, 305, 320, 321, 323, 328, 329, 331, 333, 334, 337, 451, 453, 456, 460
Zapatero, José Luis 24, 40, 41, 58, 68, 122, 138, 139, 146, 205, 295, 296, 333